

- 1955 / 2 - 98 / 99

Chambre des représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1998-1999 (*)

29 JANVIER 1999

DÉBAT NATIONAL

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DE
LA DÉFENSE NATIONALE (1)

PAR MM. **Jan VAN ERPS** ET
Jean-Paul MOERMAN

DEUXIÈME PARTIE

(1) Composition de la commission :

Président : M. Henry.

A. — Membres titulaires :

C.V.P. MM. Cauwenberghs, De
Crem, Ghesquière, Van
Erps.
P.S. MM. Canon, Harmegnies,
Henry.
V.L.D. MM. Eeman, Lahaye, van
den Abeelen.
S.P. MM. Cuyt, Janssens (R.).

P.R.L.- MM. Denis, Moerman.
F.D.F.
P.S.C. M. Beaufays.
Vl. M. Spinnewyn.
Blok
Agalev/M. Vanoost.
Ecolo

B. — Membres suppléants :

MM. Brouns, Eyskens, Moors,
Vanpoucke, Mme Verhoeven.

MM. Biefnot, Dallons, Frédéric,
Giet.
MM. Chevalier, Smets, Versnick,
Mme Van den Poel-Welkenhuysen.
MM. De Richter, Van der Maelen,
Mme Vanlerberghe.
MM. Barzin, de Donnée, Duquesne.

MM. Gehlen, Mairesse.
MM. Sevenhans, Van den Broeck.

MM. Deleuze, Van Dienderen.

C. — Membres sans voix délibérative :

V.U. M. Borginon.
F.N. M. Wailliez.

Voir :

- 1955 - 98 / 99 :

N° 1 : Rapport (première partie).

(*) Cinquième session de la 49^e législature.

- 1955 / 2 - 98 / 99

Belgische Kamer van volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1998-1999 (*)

29 JANUARI 1999

NATIONAAL DEBAT

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE
LANDSVERDEDIGING (1)

UITGEBRACHT DOOR DE HEREN
Jan VAN ERPS EN **Jean-Paul MOERMAN**

DEEL II

(1) Samenstelling van de commissie :

Voorzitter : de heer Henry.

A. — Vaste leden :

C.V.P. HH. Cauwenberghs, De
Crem, Ghesquière, Van
Erps.
P.S. HH. Canon, Harmegnies,
Henry.
V.L.D. HH. Eeman, Lahaye, van
den Abeelen.
S.P. HH. Cuyt, Janssens (R.).

P.R.L.- HH. Denis, Moerman.
F.D.F.
P.S.C. H. Beaufays.
Vl. H. Spinnewyn.
Blok
Agalev/H. Vanoost.
Ecolo

B. — Plaatsvervangers :

HH. Brouns, Eyskens, Moors,
Vanpoucke, Mevr. Verhoeven.

HH. Biefnot, Dallons, Frédéric, Giet.

HH. Chevalier, Smets, Versnick,
Mevr. Van den Poel-Welkenhuysen.
HH. De Richter, Van der Maelen,
Mevr. Vanlerberghe.
HH. Barzin, de Donnée, Duquesne.

HH. Gehlen, Mairesse.
HH. Sevenhans, Van den Broeck.

HH. Deleuze, Van Dienderen.

C. — Niet-stemgerechtigde leden :

V.U. H. Borginon.
F.N. H. Wailliez.

Zie :

- 1955 - 98 / 99 :

N° 1 : Verslag (deel I).

(*) Vijfde zitting van de 49^e zittingsperiode.

VI. — LES MOYENS DES FORCES ARMÉES

1. M. J. J. C. Voorhoeve, ministre de la Défense des Pays-Bas, dd. 15 mai 1997

1.1. *Exposé*

« La valeur des paroles »

M. Voorhoeve fera un exposé sur la manière dont les Pays-Bas ont procédé à la restructuration et à la réduction des forces armées. Sans vouloir s'immiscer dans le débat politique mené en la matière en Belgique, il espère que l'expérience néerlandaise pourra être utile.

La Belgique et les Pays-Bas collaborent de plus en plus en matière de défense. L'orateur se réfère au commandement commun de la marine, au groupe d'intervention de la force aérienne élargie belgo-néerlandaise et à la coopération au niveau de la force terrestre. Bien que l'anglais soit la langue internationale de la défense — l'anglais est la langue véhiculaire même dans le corps d'armée germano-néerlandais — la coopération apporte toujours un enrichissement linguistique.

Restructuration et réduction

Les profondes mutations intervenues depuis la fin des années quatre-vingt sur la scène politique internationale ont eu des conséquences majeures sur les missions et l'action des forces armées. Le scénario d'une attaque massive par surprise est certes devenu moins probable, cependant nos militaires sont aujourd'hui envoyés aux quatre coins du globe pour des opérations de gestion des crises caractérisées par des conditions très diverses.

Les Pays-Bas ont réalisé les grands changements en deux étapes. La note de Défense-1991 constituait une première réaction à la chute du Mur et aux modifications intervenues dans la situation européenne en matière de sécurité. Sous le titre « Restructuration et réduction », la note fut l'amorce d'une réorganisation drastique des forces armées, étendue sur plusieurs années. Mais le monde a évolué plus rapidement et plus profondément qu'on ne pouvait le prévoir au début de 1991. Une nouvelle note de stratégie s'avéra indispensable lorsque l'Union soviétique se désagrégea.

La note de priorités de 1993 intensifia tant la restructuration que la réduction, surtout par la décision de supprimer le service militaire obligatoire et de passer à une force armée composée de volontaires. La restructuration devait mener, entre autres, à une plus grande flexibilité dans l'organisation, l'équipement et l'instruction des unités, à davantage de mobilité et à plus d'unités et de moyens de reconnaissance et de surveillance du territoire et d'exercice du

VI. — DE MIDDELEN VAN DE KRIJGSMACHT

1. De heer J. J. C. Voorhoeve, minister van Defensie van Nederland, dd. 15 mei 1997

1.1. *Uiteenzetting*

« Gesproken woord geldt »

De heer Voorhoeve zal een uiteenzetting geven over de manier waarop in Nederland de herstructurering en de verkleining van de krijgsmacht is aangepakt. Zonder zich te willen mengen in het politieke debat dat terzake in België wordt gevoerd, hoopt hij dat de Nederlandse ervaring nuttig kan zijn.

België en Nederland werken in toenemende mate samen op defensiegebied. Hij wijst op het gezamenlijke marine-commando, de Belgisch-Nederlandse « *Déployable air task force* » en de samenwerking op landmachtgebied. Hoewel de internationale taal van de defensie vaak Engels is — zelfs in het Duits-Nederlandse legerkorps is Engels de voertaal — brengt de samenwerking een taalkundige verrijking mee.

Herstructurering en verkleining

De diepgaande veranderingen die zich sinds het einde van de jaren tachtig op de internationale politieke scène hebben voltrokken, hebben grote gevolgen gehad voor de opdrachten en de activiteit van de strijdkrachten. Hoewel het scenario van een massale verrassingsaanval minder waarschijnlijk is geworden, worden onze militairen tegenwoordig in alle uithoeken van de wereld ingezet voor operaties die het beheer beogen van crisissituaties die worden gekenmerkt door zeer uiteenlopende omstandigheden.

Nederland heeft de grote veranderingen in twee stappen doorgevoerd. De Defensienota-1991 vormde een eerste reactie op de val van de Berlijnse muur en de veranderende veiligheidssituatie in Europa. Onder de titel « Herstructurering en verkleining » gaf de nota de aanzet tot een jarenlange en drastische reorganisatie van de krijgsmacht. Maar de wereld veranderde sneller en ingrijpender dan begin 1991 werd voorzien. Toen vervolgens de Sovjetunie uiteenviel, was een nieuwe beleidsnota noodzakelijk.

De prioriteitennota van 1993 intensiverde zowel de herstructurering als de verkleining, vooral met het besluit de opkomstplicht op te schorten en over te gaan op een vrijwilligerskrijgsmacht. De herstructurering moest onder meer leiden tot meer flexibiliteit in organisatie, uitrusting en opleiding van eenheden, meer mobiliteit en meer eenheden en middelen voor verkenning en gebiedsbewaking en voor commandovoering. Een aantal parate eenheden kon mobiliseer-

commandement. Un certain nombre d'unités, prêtes à intervenir, pouvaient être mobilisées. D'autres unités, également prêtes à intervenir, devaient uniquement pouvoir être engagées plus rapidement.

La restructuration et la réduction devaient surtout entraîner des conséquences pour la Force terrestre, qui devait opérer les changements les plus importants dans son organisation, son personnel et son matériel. Ceci ressort le plus clairement de la réduction des forces armées. D'ici à l'an 2000 et par rapport à 1995, les effectifs de la Marine seront réduits de 25 %, ceux de la force aérienne de 35 % et ceux de la force terrestre de 55 %. En 1989, la Défense comptait encore 104 000 militaires, dont un peu plus de 56 000 militaires de carrière. En 1997, la Défense comptera près de 57 000 militaires, tous volontaires. Les effectifs civils ont diminué, d'un peu plus de 24 000 personnes en 1989 à un peu plus de 18 000 cette année. Dans un délai relativement court, les effectifs de la Défense ont diminué d'un peu plus de 40 %. La documentation écrite comporte un aperçu du développement des effectifs.

La restructuration et la réduction étaient connexes. La réduction requérait, dans une optique opérationnelle, une restructuration, orientée surtout vers la flexibilité et la mobilité. Il y avait également connexité au niveau financier : la réduction devait produire graduellement les fonds nécessaires à la restructuration.

Deux missions essentielles

La note de priorités de 1993 faisait état, entre autres, de la connexité des deux missions essentielles des forces armées : l'exécution des opérations de gestion de crise et le domaine des alliances. La contribution aux opérations de gestion de crise a été précisée : les forces armées doivent être à même de participer à quatre opérations simultanées de maintien de la paix. Étaient visées des participations au niveau d'un bataillon ou de son équivalent (par exemple deux frégates ou une escadrille de chasse). Les moyens disponibles doivent être suffisants pour participer à une opération de ce genre pendant trois ans. Le personnel peut être envoyé en mission pour six mois par période d'un an et demi. C'est pourquoi, pour chaque unité à envoyer en mission, deux autres unités doivent être disponibles pour instruction et préparation à l'envoi en mission.

Adaptations structurelles

Non seulement les forces armées ont-elles subi une réduction drastique au cours des années nonante, mais une série de réorganisations ont été opérées simultanément, entraînant des modifications profondes des forces armées en vue de leur fonction opérationnelle.

Citons quelques changements intervenus :

— la marine a modifié quelques niveaux de commandement;

baar worden gesteld. Andere parate eenheden moesten juist sneller inzetbaar worden.

De herstructurering en de verkleining zouden vooral gevolgen hebben voor de Koninklijke landmacht, die in organisatorisch, personeel en materieel opzicht de grootste veranderingen moest doorvoeren. Dat blijkt het duidelijkst uit de verkleining van de strijdkrachten. Tot het jaar 2000 zal de personeelsomvang van de Koninklijke marine ten opzichte van de sterkte van 1990 met 25 % worden beperkt, van de luchtmacht met 35 % en van de landmacht met 55 %. In 1989 telde Defensie nog 104 000 militairen, van wie ruim 56 000 beroepsmilitair waren. In 1997 zal Defensie bijna 57 000 militairen tellen, allen vrijwillig dienend. Het aantal burgerpersoneelsleden daalde van ruim 24 000 in 1989 tot ruim 18 000 dit jaar. Daarmee is de personeelsomvang van Defensie in betrekkelijk korte tijd met ruim 40 % verminderd. De schriftelijke documentatie bevat een overzicht van de ontwikkeling van de personeelssterkte.

De herstructurering en de verkleining hingen met elkaar samen. De verkleining vereiste in operationeel opzicht een herstructurering, vooral gericht op flexibiliteit en mobiliteit. Ook in financieel opzicht was er samenhang : de verkleining moest gaandeweg het geld voor de herstructurering opleveren.

Twee hoofdtaken

De Prioriteitennota van 1993 noemde als de twee hoofdtaken van de krijgsmacht : de uitvoering van crisisbeheersingsoperaties en de bescherming van de integriteit van het eigen en het bondgenootschappelijke gebied. De bijdrage aan crisisbeheersingsoperaties werd gespecificeerd : de krijgsmacht moet in staat zijn tot een gelijktijdige deelneming aan vier vredebewarende operaties. Bedoeld waren bijdragen van bataljonsgrootte of een equivalent daarvan (bijvoorbeeld twee fregatten of een squadron jachtvliegtuigen). Het voortzettingsvermogen moet voldoende zijn om drie jaar aan zo'n operatie te kunnen bijdragen. Personeel kan per anderhalf jaar voor zes maanden worden uitgezonden. Daarom moeten voor elke uit te zenden eenheid twee andere eenheden beschikbaar zijn voor opleiding en voorbereiding op uitzending.

Structurele aanpassingen

In de jaren negentig maakte de krijgsmacht niet alleen een drastische verkleining door, tegelijkertijd werden een aantal reorganisaties doorgevoerd die de structuur van de strijdkrachten ingrijpend wijzigden met het oog op het operationele functioneren.

Om enkele veranderingen te noemen :

— de koninklijke marine verminderde het aantal bevelsniveaus;

- la force terrestre a restructuré le corps d'armée et a constitué la brigade mobile aérienne;
- la force aérienne a réorganisé les aérodromes, entre autres en vue de concentrer les avions de chasse sur trois d'entre eux.

Efficacité

L'efficacité des services généraux et d'appui des forces armées a également été considérablement améliorée. Une sérieuse économie structurelle a ainsi été rendue possible sans porter atteinte à l'opérationnalité. L'opération visant à une meilleure efficacité a eu, entre autres, pour conséquence que les composantes des forces armées vont collaborer là où ce sera possible. Des activités analogues doivent autant que possible être conjuguées. La conséquence la plus importante a été la création d'un commandement inter-services de la Défense, le Dico, regroupant tous les services et entreprises qui assurent des missions de soutien de la défense. Il concerne par exemple l'organisation de la Défense pour le recrutement et la sélection, le département de la circulation et des transports, le Centre informatique Duyverman, le service des bâtiments, ouvrages et terrains et les cours de l'Institut de la Défense. Au total, environ 4 900 personnes travaillent au Dico.

Nouveaux projets concernant le matériel

La restructuration a suscité également un grand nombre de nouveaux projets relatifs au matériel, orientés vers une plus grande mobilité et davantage de flexibilité. L'orateur cite quelques projets au sujet desquels des décisions ont été prises dès le début des années nonante :

- achat, pour la marine, d'un navire de transport amphibie et de deux nouvelles frégates de défense anti-aérienne et de commandement;
- pour la force terrestre, commandes destinées au fonctionnement de la brigade mobile aérienne : achat d'un hélicoptère de combat et d'hélicoptères de transport lourds et légers; en outre, achat de cent véhicules légers de reconnaissance et le remplacement des véhicules blindés;
- pour la force aérienne, modernisation et extension de la flotte de transport aérien : achat de 2 avions de ravitaillement KDC-10, de 2 avions C130 Hercules, de 4 Fokker 60 et de 2 Fokker 50.

Il y a eu en outre, et sont encore en cours une série de programmes de modernisation et de projets d'allongement de la longévité : entre autres pour les Orion, les Léopard-2 et les F-16.

Même à une époque d'économies permanentes, la modernisation et le renouvellement du matériel se sont poursuivis, parfois à un rythme quelque peu ralenti. La restructuration et la réduction simultanées ont permis le maintien de forces armées de grande valeur.

La plus grande imprévisibilité de la localisation, de la nature et de l'importance des conflits dans

- de la royale landmacht herstructureerde het legerkorps en richtte de luchtmobiele brigade op;
- de koninklijke luchtmacht reorganiseerde de vliegvelden, onder andere om de jachtvliegtuigen te concentreren op drie velden.

Doelmatigheid

Ook is de doelmatigheid van de overhead en de ondersteunende diensten in de krijgsmacht sterk verbeterd. Hierdoor was het mogelijk te komen tot een forse structurele besparing zonder de operationele inzetbaarheid aan te tasten. Een uitgangspunt van de doelmatigheidsoperatie is onder meer dat de krijgsmachtdelen waar mogelijk gaan samenwerken. Verwante activiteiten moeten zo veel mogelijk worden samengevoegd. Het belangrijkste gevolg hiervan was de oprichting van het Defensie interservice commando, het Dico, waarin alle diensten en bedrijven die defensiebreed ondersteunende taken verrichten zijn ondergebracht. Dat betreft bijvoorbeeld de Defensie-organisatie voor werving en selectie, de Defensie verkeers- en vervoersorganisatie, het Duyverman Computer Centrum, de Dienst Gebouwen, Werken en Terreinen en het Instituut Defensieelergangen. In totaal werken bij het Dico ongeveer 4 900 personen.

Nieuwe materieelprojecten

De herstructurering leidde ook tot een groot aantal nieuwe materieelprojecten gericht op grotere mobiliteit en meer flexibiliteit. Ik noem enkele projecten waartoe sinds het begin van de jaren negentig is besloten :

- voor de koninklijke marine de verwerving van een amfibisch transportschip en twee nieuwe Luchtverdedigings- en commandofregatten;
- voor de koninklijke landmacht bestellingen met het oog op het functioneren van de luchtmobiele brigade : de aanschaf van de bewapende helikopter en van lichtere en zware transporthelikopters; voorts de aanschaf van honderd lichte verkenningsvoertuigen en de vervanging van de pantservoertuigen;
- voor de koninklijke luchtmacht de modernisering en uitbreiding van de luchttransportvloot : met 2 KDC-10 tankervliegtuigen, 2 C130 Herculesvliegtuigen, 4 Fokkers-60 en 2 Fokkers-50.

Daarnaast zijn er tal van moderniseringsprogramma's en projecten voor levensduurverlenging geweest en nog gaande : onder meer voor de Orion, de Leopard-2 en de F-16.

Ook in een tijd van voortgaande bezuinigingen ging de modernisering en de vernieuwing van het materieel door, zij het soms in een wat lager tempo. Door de gelijktijdige herstructurering en verkleining is nog steeds sprake van een hoogwaardige krijgsmacht.

De grotere onvoorspelbaarheid van de locatie, de aard en de omvang van conflicten waarin de krijgs-

lesquels les forces armées pourraient être impliquées requiert une plus grande diversité dans le matériel : plus de sortes de matériel, souvent dans des quantités inférieures.

Finances

L'orateur prend, à titre de comparaison, la dernière année de la guerre froide, 1989. Maintenant, en 1997, le budget de la défense est inférieur de 25 % en termes réels, donc après déduction de l'inflation. Mais ce dividende de la paix, soit 25 % sur une période de 8 ans, n'est qu'une partie du rendement de la paix. Un second résultat est la suppression du service militaire obligatoire, pour tous les jeunes gens retenus. Cette suppression a été décidée en 1993. Les Pays-Bas voulaient y arriver en cinq ans, mais ont accéléré le processus. Les derniers miliciens sont rentrés chez eux l'an dernier.

La réduction du budget de la défense a entraîné une réduction de 7,3 % de sa part des dépenses de l'État en 1989, mais d'environ 5 % actuellement. Au cours de cette période, les dépenses faites pour la défense sont passées d'un pourcentage de 3 % à 2 % du produit national brut.

Le budget néerlandais de la Défense s'élève à 13,6 milliards de florins. Le poste le plus important, le personnel militaire, est de 28 %, le personnel civil de 9 %, les pensions et traitements d'attente de 13 %. Cette année, 24 % sont prévus pour les investissements; 19 % pour l'exploitation matérielle.

Si l'on calcule le coût par force, il ressort que 34 % vont à la force terrestre, tandis que la marine et la force aérienne reçoivent chacune un peu plus de 19 %.

Le quota des investissements est important. Il évoluait entre 25 et 32 % au cours des dernières années avant 1989. Par après, les investissements ont évolué entre 19 et 25 %, ce qui est quand même encore élevé. Il y a énormément de possibilités de modernisation. Le quota est de 24 % en 1997. La plus grande part est réservée aux moyens de transport, à l'électronique et à l'automatisation. On trouvera en annexe divers tableaux relatifs aux dépenses de défense.

Lorsque M. Voorhoeve est devenu ministre de la Défense en 1994, l'accord de gouvernement du nouveau cabinet prévoyait une obligation de réaliser une nouvelle économie s'élevant structurellement à 915 000 000 de florins à partir de 1998, sous la condition d'une exécution justifiée de la note de priorités. C'était une mission presque impossible. Une grande partie de cette économie a été trouvée dans des mesures visant à une plus grande efficacité : élargissement de la coopération entre les différentes forces et économie dans les frais généraux et d'assistance des forces armées. À sa demande, la réduction de 915 000 000 de florins a à nouveau été diminuée de 200 000 000 par an. En outre, une contribution annuelle de 100 000 000 est prévue pour les frais extraordinaires des opérations de maintien de la paix.

macht betrokken kan raken vereist een grotere verscheidenheid in materieel : meer soorten materieel, vaak in kleinere aantallen.

Financiën

Ter vergelijking neemt de heer Voorhoeve het laatste jaar van de Koude Oorlog, 1989. De defensiebegroting is nu, in 1997, 25 % lager in reële termen, dus na aftrek van de inflatie. Maar dat vredesdividend in geld, van 25 % in een periode van 8 jaar, is maar een deel van het rendement van de vrede. Een tweede vrucht is de afschaffing van de plicht voor alle goedgekeurde jongens, op te komen voor de militaire dienst. In 1993 is besloten, de opkomstplicht af te schaffen. Nederland wilde dat in vijf jaar geleidelijk doen, maar heeft het versneld. Vorig jaar zijn de laatste dienstplichtigen naar huis gegaan.

Door de inkrimping van defensie is het aandeel in de rijksuitgaven gezakt van 7,3 % in 1989 naar ongeveer 5 % nu. Als percentage van het bruto nationaal product zakten de defensie-uitgaven in deze periode van 3 % naar 2 %.

De Nederlandse defensiebegroting bedraagt f 13,6 miljard. De grootste post, militair personeel is 28 %, burgerpersoneel 9 %, pensioenen en wachtgelden 13 %. Voor investeringen is er dit jaar 24 %; voor materiële exploitatie 19 %.

Als de kosten van de krijgsmachtdelen worden berekend op het totaal, blijkt 34 % naar de landmacht te gaan, terwijl de marine en de luchtmacht elk ruim 19 % krijgen.

Belangrijk is de investeringsquote. De laatste jaren voor 1989 schommelde deze tussen 25 en 32 %. Nadien varieerde deze tussen de 19 en 25 %, wat toch nog hoog is. Er is behoorlijk veel ruimte voor modernisering. In 1997 is het 24 %. Het merendeel gaat naar transportmiddelen, electronica en automatisering. Over de ontwikkeling van de defensie-uitgaven zijn enkele tabellen bijgevoegd.

Toen de heer Voorhoeve in 1994 aantrad als minister van Defensie was in het regeerakkoord van het nieuwe kabinet een nieuwe bezuinigingstaakstelling vastgelegd, oplopend tot f 915 miljoen structureel vanaf 1998, met als voorwaarde een verantwoorde uitvoering van de Prioriteitennota. Dat was een bijna onmogelijke opdracht. Een groot deel van deze bezuiniging is gevonden in maatregelen voor een grotere doelmatigheid : vergroting van de samenwerking tussen de krijgsmachtdelen en besparing op de « overhead » en de ondersteuning van de krijgsmacht. Op zijn verzoek is de korting van f 915 miljoen weer met 200 miljoen per jaar verminderd. Voorts is er jaarlijks 100 miljoen toegevoegd voor de extra kosten van vredesoperaties.

Grâce à ces corrections financières, la mission contenue dans l'accord de gouvernement a pu être menée à bien: une économie appréciable, dans le respect des grandes lignes de la note de priorités. Ainsi qu'il a été mentionné, le budget pour 1997, en termes réels, hors adaptations des salaires et des prix, est de près de 25 % inférieur au budget disponible pour 1989.

« Fair share »

Dans son discours d'ouverture de ce débat, le ministre de la Défense nationale a posé entre autres une question au sujet de la comparaison entre les budgets consacrés à la défense par les pays européens. Les pays ont l'obligation de contribuer par une « part loyale » à l'effort total de défense de l'alliance. La question qui se pose alors évidemment est celle du contenu d'une « part loyale ». Les dépenses consacrées à la défense comme pourcentage du produit national brut pourraient constituer un critère. En 1996, ce pourcentage était de 2,8 % pour l'OTAN dans son ensemble, de 2,2 % pour les pays européens membres de l'OTAN, et, ainsi que l'orateur l'a souligné, de 2,0 % pour les Pays-Bas. Ceux-ci se situent donc une fraction sous la moyenne des pays européens et devront donc faire un effort pour maintenir les dépenses de défense au moins au niveau actuel. L'importance du budget consacré à la défense n'est d'ailleurs pas la seule chose qui compte. Il s'agit en définitive de la contribution opérationnelle à la politique internationale en faveur de la paix.

L'importance des effectifs affectés à des missions de pacification pourrait constituer un autre critère. Le nombre de militaires néerlandais envoyés en mission s'élève actuellement à 1 675. L'an dernier, il était encore d'environ 2 200. La diminution résulte surtout du remplacement de l'IFOR par la SFOR, plus réduite. Il y a près d'un an, le nombre de militaires envoyés en mission dans le cadre de l'IFOR et d'autres opérations en Bosnie et dans la région était d'environ 2 150, actuellement, les Pays-Bas ont 1 630 militaires engagés dans différentes opérations en ex-Yougoslavie et dans la région. En ce qui concerne la participation à l'occupation par la SFOR, les Pays-Bas occupent la septième place parmi les alliés européens de l'OTAN.

Passage à des forces armées composées de volontaires

La note de priorités a annoncé le passage d'une armée composée de cadres et de miliciens à des forces armées composées de volontaires. Pour éviter de retracer l'historique et les considérations qui ont pesé sur cette décision, M. Voorhoeve se limite à ses expériences personnelles au sujet de ce passage. Il est important d'avoir d'abord fait choix d'une ample période de transition. Celle-ci sera terminée pour la Force terrestre le 1^{er} janvier 1998, même plus tôt pour les autres forces armées. On peut constater à

Door deze financiële correcties kon de opdracht uit het regeerakkoord worden uitgevoerd : een aanzienlijke bezuiniging, mét handhaving van de hoofdlijnen van de Prioriteitennota. Zoals vermeld is de begroting voor 1997 in reële termen, exclusief loon- en prijsbijstellingen, ruim 25 % lager dan het beschikbare budget voor 1989.

« Fair share »

De minister van Landsverdediging heeft in zijn openingsrede voor dit debat onder meer een vraag gesteld over het vergelijken van defensiebudgetten van de Europese landen. Landen hebben een zekere verplichting om hun « fair share » bij te dragen aan de totale defensie-inspanning van het bondgenootschap. Uiteraard is dan de vraag wat een « fair share » inhoudt. Een maatstaf zou kunnen zijn de defensie-uitgaven als percentage van het bruto nationaal product. In 1996 was dat voor de gehele NAVO 2,8 %, voor de Europese NAVO-landen 2,2 % en voor Nederland 2,0 % zoals de spreker reeds zei. Nederland zit dus een fractie onder het gemiddelde van de Europese landen en zal zich moeten inspannen om de defensie-uitgaven tenminste op het huidige niveau te houden. Overigens is de hoogte van het defensiebudget niet het enige wat telt. Het gaat uiteindelijk om de operationele bijdrage aan internationale vredespolitiek.

Een andere maatstaf zou kunnen zijn het aantal voor vredesoperaties uitgezonden manschappen. Het aantal uitgezonden Nederlandse militairen bedraagt nu 1 675. Vorig jaar was dat nog ongeveer 2 200. De daling hangt vooral samen met de vervanging van IFOR door de kleinere SFOR. Het aantal in het kader van IFOR en andere operaties in en rond Bosnië uitgezonden militairen bedroeg een klein jaar geleden ongeveer 2 150, nu heeft Nederland 1 630 militairen in verschillende operaties in en om voormalig Joegoslavië. Qua bijdrage aan SFOR bezet Nederland de zevende plaats onder de Europese NAVO-bondgenoten.

Overgang vrijwilligerskrijgsmacht

In de Prioriteitennota werd de overgang van een kader-dienstplichtleger naar een vrijwilligerskrijgsmacht aangekondigd. Om de voorgeschiedenis en de afwegingen die in de besluitvorming een rol hebben gespeeld te besparen, beperkt de heer Voorhoeve zich tot de eigen ervaringen met deze overgang. Van belang is in de eerste plaats dat werd gekozen voor een royale overgangperiode. De volledige overgang zou voor de Koninklijke landmacht op 1 januari 1998 zijn voltooid, voor de andere krijgsmachtdelen zelfs eer-

l'expérience que l'exécution plus rapide des plans a été une réussite : la transition était déjà réalisée le 1^{er} janvier 1997.

Au cours de la période transitoire, un nouveau système de recrutement a été mis en place et l'effectif du personnel a été profondément modifié. Une série de fonctions occupées précédemment par des miliciens a disparu; il a fallu engager du personnel contractuel (professionnels à durée limitée) pour un nombre plus important encore de fonctions. En outre, il a fallu radier de l'ancienne organisation un grand nombre de fonctions; il s'agit plus spécialement de fonctions liées à l'instruction des miliciens. Les besoins annuels d'élèves à l'Académie royale militaire ont diminué en quelques années d'environ 50 %.

Le cadre de politique sociale, ainsi dénommé, s'appliquait aux réductions de personnel. Le SBK comprend un grand nombre de mesures, telles que le remplacement interne, des mesures de sortie destinées à encourager le départ volontaire, et une médiation active en vue d'accéder à des fonctions en dehors de la Défense. La note de priorités prévoyait, malgré l'application du plan social, le licenciement d'environ 1 500 personnes. Ce n'était pas une nouvelle agréable. L'orateur admet que des modifications d'une telle envergure provoquent auprès du personnel une grande inquiétude et beaucoup d'incertitude. Toutefois, on est parvenu jusqu'ici à réduire au minimum (environ 100) le nombre de licenciements. Ce ne fut pas là une prestation dérisoire des fonctionnaires chargés de la gestion du personnel.

Les dépenses de personnel, de pensions et de traitements d'attente pèsent lourdement sur le budget : au total 57 %. Pour les années à venir, une certaine diminution est prévue, jusqu'à 54 % en l'an 2000. Cela laisse une certaine ouverture pour des investissements en matériel. Pour 1997, 210 000 000 de florins sont prévus au budget pour les traitements d'attente pour le personnel civil et militaire. Presque la moitié concerne des traitements d'attente et des dépenses liées à des mesures d'encouragement au départ volontaire, résultant les uns et les autres du plan social.

Au cours des années écoulées, la Défense a pu établir des prévisions correctes en matière de besoins en personnel. Cela valait également pour 1996 qui, suite au passage à des forces armées composées de volontaires, a été une année-pivot pour le recrutement. Il y a ça et là des points d'accrochage : il est particulièrement difficile d'engager du personnel technique, non pas seulement pour la Défense, mais aussi pour d'autres employeurs. En 1997, les besoins de nouveau personnel militaire sont quelque peu inférieurs à ceux des années précédentes (6 500 en 1997 contre 8 700 en 1996). Mais pour la première fois, cette année, on ne peut plus puiser dans l'effectif des miliciens. En outre, la croissance économique a provoqué une concurrence considérable sur le marché du travail. L'une et l'autre requièrent un effort soutenu de recrutement.

der. Achteraf kunnen we vaststellen dat het is gelukt de plannen sneller uit te voeren : al op 1 januari 1997 was de overgang een feit.

In tussentijd is een nieuwe wervingsorganisatie opgezet en het personeelsbestand ingrijpend veranderd. Een aantal functies die voorheen door dienstplichtigen werden vervuld kwam nu te vervallen; voor een nog groter aantal functies moest nu contract-personeel (beroeps bepaalde tijd) worden aangevraagd. Voorts werd een groot aantal functies uit de oude organisatie opgeheven; dat gold in het bijzonder functies die samenhangen met de opleiding van dienstplichtigen. De jaarbehoefte aan leerlingen op de Koninklijke Militaire Academie nam in enkele jaren met ongeveer 50 % af.

Voor de personeelsvermindering gold het zogenaamde Sociaal beleidskader. Het SBK omvat een groot aantal maatregelen, zoals interne herplaatsing, uitstroombevorderende maatregelen om vrijwillig vertrek te stimuleren, en actieve bemiddeling om banen buiten Defensie te vinden. In de Prioriteitennota werd verwacht dat, ondanks de toepassing van het Sociaal beleidskader, toch ongeveer 1 500 gedwongen ontslagen zouden vallen. Dat was geen plezierig bericht. De spreker erkent dat zulke grootscheepse veranderingsoperaties veel onrust en onzekerheid voor het personeel met zich brengt. Tot nu toe is het echter gelukt om gedwongen ontslagen tot een minimum (van circa 100) te beperken. Dat is geen geringe prestatie van onze personeelsfunctionarissen.

De uitgaven voor personele exploitatie en pensioenen en wachtgelden leggen een zeer groot beslag op de begroting : in totaal 57 %. Voor de komende jaren is een zekere daling voorzien, tot 54 % in het jaar 2000. Dat geeft enige extra ruimte voor materieelinvesteringen. Voor 1997 is op de begroting f 210 miljoen uitgetrokken voor wachtgelden voor burger- en militair personeel. Bijna de helft hiervan zijn wachtgelden en uitgaven voor zogenaamde uitstroombevorderende maatregelen, beide voortkomende uit het Sociaal beleidskader.

De afgelopen jaren kon Defensie goed voorzien in de behoefte aan nieuw personeel. Dat geldt ook voor 1996 dat vanwege de overgang naar een vrijwilligerskrijgsmacht een piekjaar was voor de werving. Hier en daar zijn knelpunten : in het bijzonder technisch personeel is moeilijk te krijgen, niet alleen voor Defensie, maar ook voor andere werkgevers. In 1997 is de behoefte aan nieuw militair personeel lager dan in voorgaande jaren (6 500 in 1997 tegen 8 700 in 1996). Maar dit jaar kan voor het eerst niet meer worden geput uit het bestand dienstplichtigen. Bovendien is er als gevolg van de economische groei een aanzienlijke concurrentie op de arbeidsmarkt. Een en ander vereist een onverminderde wervingsinspanning.

Forces armées et société

Au cours d'années de discussions sur le service militaire et des forces armées composées de volontaires, aux Pays-Bas et ailleurs, un argument avait trait à l'interaction entre les forces armées et la société. M. Voorhoeve constate que le militaire est entièrement intégré dans la société et qu'il peut donc observer lui-même si la politique de défense peut compter sur une portée sociale. En outre, beaucoup de militaires de carrière sont actifs dans la société civile dans une association sportive, un comité de quartier, une école, une église, un parti politique et nombre d'autres organisations. Le militaire fait partie de la société et y exerce même une fonction de liaison. Cela garantit également une influence permanente des forces armées sur la société et réciproquement.

Coopération internationale

Un aspect particulier des développements dans le domaine de la défense au cours des dix dernières années est l'internationalisation poussée qui s'est produite. Lors de la chute du Mur de Berlin, beaucoup redoutaient la renationalisation de la politique de défense. Cette attente a été en grande partie démentie. Si l'on se limite à examiner le nombre de relations de coopération auxquelles participent les forces armées néerlandaises, il est alors question, en fait, d'une internationalisation considérable de la politique de défense. Depuis le début des années septante existe la force de combat amphibie anglo-néerlandaise. Différentes organisations de coopération s'y sont ajoutées : la Division multinationale (centrale), le corps d'armée germano-néerlandais, l'état-major opérationnel de la marine belgo-néerlandaise et la *Deployable Air Task Force* belgo-néerlandaise. Ce sont quelques exemples importants d'organisations de coopération opérationnelles. On pourrait citer encore bien d'autres exemples, également dans un domaine non opérationnel.

En vue de la défense de notre territoire et du territoire de l'alliance, les Pays-Bas ont, depuis la fondation de l'OTAN, conclu de bons accords et mis en place de bonnes structures de coopération internationale. Au sujet d'opérations de gestion de situations de crise, la note de Défense de 1991 mentionnait qu'un pays aux moyens militaires limités ne peut apporter sa contribution que dans le cadre d'une relation internationale. En Bosnie, cela n'est que souligné. Ainsi que l'a déjà signalé l'orateur : en ce qui concerne les moyens financiers, personnels et matériels, on ne pourrait, sans cette coopération, intervenir aussi activement qu'à l'heure actuelle en faveur de la paix et de la sécurité dans le monde.

La réforme des forces armées engagée par les Pays-Bas approche aujourd'hui de son achèvement. En septembre, le secrétaire d'État et le ministre même présenteront une actualisation de la note sur les priorités de défense dont le but sera de tirer les

Krijgsmacht en maatschappij

Een vertrouwd argument in de jarenlange discussies over de dienstplicht en een vrijwilligerskrijgsmacht in Nederland en elders had betrekking op de wisselwerking tussen krijgsmacht en maatschappij. De heer Voorhoeve constateert dat de militair met beide benen in de maatschappij staat en daardoor zelf kan waarnemen of het defensiebeleid op een maatschappelijk draagvlak kan rekenen. Bovendien zijn veel beroepsmilitairen in de burgermaatschappij actief in de sportvereniging, het buurtcomité, de school, de kerk, de politieke partij en tal van andere organisaties. De militair is deel van de maatschappij en vervult zelf een brugfunctie. Ook dat waarborgt de voortdurende wederzijdse beïnvloeding van krijgsmacht en maatschappij.

Internationale samenwerking

Een bijzonder aspect van de ontwikkelingen op defensiegebied van de afgelopen tien jaar is de vergaande internationalisering die zich heeft voorgedaan. Ten tijde van de val van de Berlijnse muur vreesden velen een renationalisatie van het defensiebeleid. Die verwachting is grotendeels gelogenstraft. Als men alleen al kijkt naar het aantal samenwerkingsverbanden waarin Nederlandse strijdkrachten deelnemen, dan is in feite sprake van een aanzienlijke internationalisering van het defensiebeleid. Sinds het begin van de jaren zeventig bestaat de Brits-Nederlandse amfibische strijdmacht. Daar hebben zich verschillende samenwerkingsverbanden bijgevoegd : de Multinationale Divisie (Centraal), het Duits-Nederlandse legerkorps, de Belgisch-Nederlandse operationele marinestaf en de Belgisch-Nederlandse *Deployable Air Task Force*. Dit zijn enkele belangrijke voorbeelden van operationele samenwerkingsverbanden. Men zou nog vele andere voorbeelden kunnen opnoemen, ook op niet-operationeel gebied.

Voor de verdediging van het eigen en het bondgenootschappelijke grondgebied hebben we sinds de oprichting van de NAVO goede afspraken en structuren voor internationale samenwerking. Over crisisbeheersingsoperaties stond in de Defensienota van 1991 dat een land met beperkte militaire middelen uitsluitend in internationaal verband daaraan kan bijdragen. Dat wordt in Bosnië slechts onderstreept. Zoals de heer Voorhoeve al aangaf : zonder die samenwerking zou men qua financiële, personele en materiële middelen niet in staat zijn zo actief als nu op te treden voor vrede en veiligheid in de wereld.

De hervorming van de strijdkrachten waar Nederland mee was begonnen, nadert nu de slotfase. In september zullen de staatssecretaris en de minister zelf een geactualiseerde nota voorstellen over de prioriteiten van defensie, met de bedoeling lessen te

enseignements des dernières années; il s'agira donc, en quelque sorte, d'un « réglage fin » qui n'apportera pas de changement essentiel.

1.2. Discussion

A. Questions et observations des membres

— Il ressort du tableau des effectifs qu'il existe une pyramide des âges très saine. Le ministre pourrait-il fournir quelques explications au sujet de la structure qu'elle renferme. Quand a commencé le départ graduel des militaires vers la police et la « marechaussee » ? Quelles mesures d'accompagnement a-t-on prises ?

— En ce qui concerne la place des militaires dans la société et la vie politique, dans quelle mesure un militaire peut-il participer à la vie politique aux Pays-Bas ? Quelles possibilités a-t-on prévues en particulier en vue de leur participation à la vie politique au niveau communal ?

— Une autre question a trait au lien armée-nation, est-ce que la suppression du service militaire n'a pas fait apparaître la nécessité de constituer autrement que par le passé une réserve ? Est-ce que la réserve constitue un moyen de maintenir, voire de renforcer le lien entre l'armée et la nation ?

— À propos des investissements, le ministre a souligné que pour l'achat du matériel, il faut veiller à ce que celui-ci soit adapté à plus de mobilité, plus de flexibilité, mais, que depuis la fin de la guerre froide, la quantité du matériel requis a diminué.

— Pour réaliser ces économies, a-t-on demandé des efforts à l'état-major ? En a-t-on adapté les structures ?

— Quelle sont l'importance et la composition de la réserve, comment s'effectuent le recrutement, la formation et l'entraînement ?

— Comment le ministre envisage-t-il l'évolution du rapport entre les coûts de personnel, d'investissements et de fonctionnement ?

— Comment se déroule la collaboration entre les différents pays européens et, plus particulièrement, entre la Belgique et les Pays-Bas ? Il existe des programmes de coopération tant au niveau de la force terrestre que de la force aérienne et de la force navale. Comment procède-t-on à leur évaluation ?

— Pourquoi les Pays-Bas ont-ils renoncé à participer à l'Eurocorps ?

— Quelle est l'attitude des Pays-Bas par rapport aux quatre pays, à savoir la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne et l'Italie, qui ont développé une structure de coopération ?

— Chaque pays a intérêt à acheter son matériel le moins cher possible. En ce qui concerne les achats militaires, la collaboration entre la Belgique et les Pays-Bas pourrait être intensifiée. En Belgique, les travaux de la commission d'enquête sur les achats

trekken uit de voorbije jaren. Het zal dus eigenlijk om een soort beleidsbijstelling gaan, waarmee geen wezenlijke veranderingen gepaard zullen gaan.

1.2. Bespreking

A. Vragen en opmerkingen van de leden

— Uit de tabel van de personeelssterke blijkt het bestaan van een zeer gezonde leeftijds­pyramide. Kan de minister enige toelichting geven over de structuur die daarin is gebracht ? Wanneer is de afvloeiing van militairen naar politie en marechaussee begonnen ? Welke begeleidende maatregelen werden getroffen ?

— Wat betreft de plaats van de militairen binnen de maatschappij en het politieke gebeuren, tot hoever kan een militair in Nederland deelnemen aan het politieke leven ? Wat zijn meer bepaald de mogelijkheden uitgebouwd om deel te nemen aan gemeentepolitiek ?

— Een andere vraag heeft betrekking op de band tussen leger en natie. Heeft de afschaffing van de legerdienst niet duidelijk gemaakt dat het nodig is om op een andere wijze dan in het verleden een reserve samen te stellen ? Is de reserve een middel om de band tussen het leger en de natie te behouden of zelfs te versterken ?

— In verband met de investeringen, heeft de minister erop gewezen dat er, wat de aankoop van materiaal betreft, voor moet worden gezorgd dat dit materiaal is aangepast aan meer mobiliteit en meer flexibiliteit, maar dat sinds het einde van de koude oorlog minder materiaal nodig is.

— Werden er voor het realiseren van de besparingen inspanningen gevraagd van de generale staf, werden de structuren van de generale staf aangepast ?

— Wat is de omvang en de samenstelling van de reserve, hoe verloopt de recrutering, de vorming en de training ?

— Hoe ziet de minister de evolutie van de verhouding tussen de verschillende kosten : personeels-, investerings- en werkingskosten ?

— Hoe verloopt de samenwerking tussen de verschillende Europese landen, meer bepaald tussen België en Nederland ? Zowel voor landmacht, luchtmacht en zeemacht zijn er samenwerkingsprogramma's, hoe worden die geëvalueerd ?

— Waarom heeft Nederland afgezien van deelname aan het Eurocorps ?

— Welke houding neemt Nederland aan tegenover de 4 landen : Frankrijk, Duitsland, Groot-Brittannië en Italië die een samenwerkingsverband hebben uitgebouwd ?

— Ieder land heeft er belang bij zijn materieel zo goedkoop mogelijk aan te kopen, ook tussen België-Nederland kan meer worden samengewerkt wat legeraankopen betreft. In België heeft de onderzoekscommissie in verband met de legeraankopen

militaires ont débouché sur la création d'une commission *ad hoc* pour les achats militaires. Le ministre pourrait-il préciser quelle est la procédure appliquée aux Pays-Bas pour l'acquisition de matériel de défense ? Plus concrètement, par exemple, dans quelle mesure la commission de la Défense a-t-elle exercé une influence lors de l'achat des hélicoptères Apache ? Quelle est la politique des Pays-Bas en matière de compensations économiques et comment est-elle contrôlée par la Deuxième Chambre ?

— Le ministre estime-t-il que le budget actuel de la Défense est suffisant ?

— Que pense le ministre du renforcement éventuel du flanc sud de l'OTAN, le groupe méditerranéen ?

— En ce qui concerne le personnel civil, il existe assez bien de différences entre la Belgique et les Pays-Bas. En Belgique, il y a environ un civil en service pour 18 militaires. Aux Pays-Bas, cette proportion est de un pour trois. Quel est le contenu des tâches exercées par les civils aux Pays-Bas ? Est-il exact que des militaires ont quitté l'armée et sont passés dans le personnel civil ? Y a-t-il également d'anciens militaires qui sont passés dans l'industrie de l'armement ou existe-t-il des mesures restrictives visant à interdire le passage ce secteur ?

— Les Pays-Bas semblent toujours opter pour une armée à part entière, une petite armée tout à fait opérationnelle, plutôt que de s'orienter vers la spécialisation et la collaboration avec leurs partenaires européens.

— Les Pays-Bas ont également été confronté à des bavures commises par leurs militaires au cours des opérations de maintien de la paix en Yougoslavie. Certains militaires belges ont également eu un comportement inadmissible en Somalie. A-t-on tiré les conséquences de ces agissements sur le plan de la formation du personnel militaire ?

B. Réponses de M. Voorhoeve

— La pyramide des âges. Est-elle saine, comment se présente cette structure, comment le dégageant du personnel est-il réglé ? L'objectif était de réduire l'armée et d'en faire une armée de métier. Il y avait au départ déjà un excédent de sous-officiers relativement âgés qui avaient formé les miliciens. C'est précisément pour ces personnes qu'il est relativement difficile de trouver un autre emploi dans le privé. Cette situation a constitué un problème dans le cadre de la restructuration du personnel et a provoqué l'inquiétude de ces membres du personnel. L'effort fourni dans le cadre du dégageant a dès lors été axé en grande partie sur ces personnes. Des formations complémentaires ont été organisées, en vue de préparer à de nouvelles carrières pendant que les intéressés étaient encore en service à la Défense. Le ministre a également conclu des accords avec, par exemple, son collègue de l'Intérieur, ayant dans sa compétence la police, afin d'attribuer certains postes vacants à du personnel de la Défense. Cela n'est pas

aanleiding gegeven tot de oprichting van een *ad hoc* commissie voor legeraankopen. Kan de minister de Nederlandse procedure voor defensiematerieel verwerving nader toelichten ? Bijvoorbeeld heel concreet bij de aankoop van de apachehelikopter, in welke mate heeft de defensiecommissie daar invloed op gehad ? Wat is de Nederlandse politiek inzake economische compensaties en hoe wordt dit door de Tweede Kamer gecontroleerd ?

— Is de minister van oordeel dat de defensiebegroting op dit ogenblik voldoende ruim is ?

— Wat is de visie van de minister over een eventuele versterking van de zuidelijke flank van de NAVO, de Mediterrane groep ?

— Met betrekking tot het burgerlijk personeel zijn er nogal wat verschillen tussen België en Nederland. In België is er ongeveer 1 burger in dienst op 18 militairen, in Nederland 1 op 3. Welk is de invulling van de taken die de burgers in Nederland vervullen ? Is het zo dat uitgetreden militairen overgestapt zijn naar het burgerpersoneel ? Zijn er ook uitgetreden militairen overgestapt naar de defensieindustrie of zijn er beperkende maatregelen die een dergelijke overstap niet toelaten ?

— Nederland lijkt nog altijd te kiezen voor een volledig leger, een volledig operationeel klein leger, eerder dan over te gaan op specialisatie en samenwerking met de Europese partners.

— Nederland is ook geconfronteerd geworden met wangedrag van militairen tijdens de vredesoperaties in Joegoslavië, België heeft gelijkaardige zaken meegemaakt in Somalië. Zijn er gevolgtrekkingen voor de opleiding van het militaire personeel ?

B. Antwoorden van de heer Voorhoeve

— De leeftijds piramide. Is die gezond, hoe is die structuur ? Hoe is de afvloeiing geregeld van het personeel ? De uitgangssituatie was de verkleining van de krijgsmacht en de overgang naar een vrijwillige krijgsmacht. Er bestond vooral al een overschot aan wat oudere onderofficieren die dienstplichtigen hadden opgeleid. Juist voor deze personen is het niet zo gemakkelijk om in het bedrijfsleven snel een andere baan te vinden. Dat is het knelpunt geweest van de personeelsveranderingen en was de oorzaak van onrust onder deze personeelsleden. De inspanning voor de hele afvloeiing is ook vooral op deze mensen gericht geweest. Daar zijn extra opleidingen aangeboden, om terwijl men nog in dienst van defensie was, zich voor te bereiden op nieuwe posities. De minister heeft ook afspraken gemaakt met bijvoorbeeld zijn collega van Binnenlandse Zaken, bevoegd voor de politie, om bepaalde vacatures op te vullen met defensie medewerkers. Zoiets gaat niet altijd vanzelf want de politie werkt liever op eigen houtje,

toujours aisé, car la police est soucieuse de son autonomie, mais la mesure a néanmoins pu être prise grâce à des accords politiques. Les dégagements, d'une part, et l'engagement d'un personnel jeune, d'autre part, ont permis d'obtenir une structure d'âge relativement saine, bien qu'il subsiste des problèmes dans certains secteurs de l'armée. L'équilibre ne sera atteint que dans un certain nombre d'années, par l'effet du temps et de la rotation du personnel. Une conséquence de la restructuration a été la mise à la retraite anticipée de personnes qui n'avaient plus de perspectives sur le marché de l'emploi. Il fallait supprimer, au total, 7 000 emplois. Cela ne signifie pas que 7 000 personnes ont été licenciées. Le plan de restructuration se poursuivra jusqu'en l'an 2000. Les mesures visant à éviter les licenciements consistent essentiellement en « rééquilibrage » entre le personnel civil et militaire, stimulation active des départs, formation, etc.

Un militaire peut-il participer à la politique active ? C'est possible aux Pays-Bas, des militaires en service actif peuvent être membres du conseil communal. Il y a également un certain nombre de militaires qui sont membres de la Deuxième Chambre, mais qui ne sont plus en service actif. Ils reçoivent à cet effet un congé, ne sont évidemment plus sous l'autorité militaire et sont, en tant que civils, membres du Parlement. Il est déconseillé aux militaires hauts gradés, qui jouent également un rôle dans la préparation de la politique du département, de jouer également un rôle très actif au sein d'un parti politique. Ils en ont certes le droit, mais un conflit de responsabilités peut surgir, ce n'est donc pas conseillé.

— La structure des différentes forces a-t-il été adaptée afin de réaliser des économies plus importantes ? Oui, dans une mesure limitée. À la marine, par exemple, le nombre de niveaux de commandement a été réduit et la position du chef d'état-major de la Défense a été légèrement renforcée. Antérieurement, les commandants des différentes forces jouissaient d'une certaine autonomie et étaient représentés au département par le chef d'état-major de la Défense, qui n'était pas pour autant leur chef. Pour des raisons financières, mais plus encore parce que différentes forces doivent à présent collaborer dans le cadre des opérations de maintien de la paix, et ce souvent à des niveaux organiques peu élevés, tels que celui de la compagnie ou du bataillon, et doivent pouvoir constituer avec souplesse toute une série de modules, il a été convenu que les opérations de gestion des crises seront dirigées par le chef d'état-major de la Défense qui pourra également donner en l'occurrence des directives aux commandants.

— À la question de savoir quelle est la position des réservistes dans la société et s'ils contribuent également à l'amélioration des relations entre la société et l'armée, il peut être répondu par l'affirmative.

L'essentiel pour resserrer les liens entre la société et l'armée est le nombre de contractuels qui transi-

mair door politieke afspraken kon men dat bevorderen. Door enerzijds afvloeien en anderzijds aanwerven van jong personeel, kwam een redelijk gezonde leeftijdsopbouw tot stand, hoewel er knelpunten zijn in bepaalde onderdelen van de krijgsmacht. Het evenwicht komt pas over een aantal jaren door het verloop van tijd en het verloop van personeel. Onderdeel van de veranderingen is ook geweest dat personen die geen perspectieven meer hadden op de arbeidsmarkt, vervroegd met pensioen werden gestuurd. In totaal was het nodig om 7 000 functies op te heffen, dat betekent niet dat 7 000 mensen zijn ontslagen. Het reorganisatieplan loopt door tot het jaar 2000. De maatregelen om te voorkomen dat er ontslagen vielen is in hoofdzaak een « herschikking » tussen burger- en militair personeel geweest, actieve uitstroombevordering, het opleiden van mensen enz.

Kan een militair aan actieve politiek deelnemen ? Dat kan in Nederland, actiefdienende militairen kunnen lid zijn van de gemeenteraad. Er zijn ook een aantal militairen lid van de Tweede Kamer maar die zijn dan uit de actieve dienst. Ze krijgen daarvoor verlof, staan uiteraard niet meer onder militair gezag en zijn dan als burger lid van de volksvertegenwoordiging. Hoge militairen die ook een rol hebben in de beleidsvoorbereiding op het departement worden ontraden om een hele actieve vooraanstaande rol in een politieke partij te spelen. Ze hebben daar wel het recht toe, maar er kan een conflict van verantwoordelijkheden ontstaan, dat wordt dus niet aangeraden.

— Is de structuur van de krijgsmachtdelen aangepast om grotere besparingen te bewerkstelligen ? Dat is in beperkte mate het geval. Bij de marine is bijvoorbeeld het aantal bevelsniveaus verminderd en ook werd de positie van de chef defensiestaf wat versterkt. Oorspronkelijk was de situatie zo dat de bevelhebbers van de krijgsmachtdelen een tamelijk autonome positie hadden en de chef defensiestaf de bevelhebbers vertegenwoordigde bij het departement. Maar die was niet echt hun baas. Wegens financiële redenen, maar meer omdat in vredesoperaties verschillende onderdelen van de krijgsmachten nu met elkaar moeten samenwerken, ook vaak op laag organisatorisch niveau, op compagnie- en bataljonsniveau en flexibel allerlei modules moeten kunnen samenstellen, werd afgesproken dat de crisisbeheersoperatie wordt gestuurd door de chef defensiestaf die daarbij ook richtlijnen kan geven aan de bevelhebbers.

— De vraag over hoe de reservisten in de maatschappij staan en of die ook de banden tussen de maatschappij en de krijgsmacht helpen bevorderen, dient positief te worden beantwoord.

Het belangrijkste voor de banden tussen maatschappij en krijgsmacht zijn de aantallen contractue-

tent assez rapidement. Ils sont des milliers chaque année à entrer et à sortir. Ils sont moins nombreux qu'à l'époque du service militaire, mais l'action intensive de la communication sociale et des médias aidant, on ne peut pas dire qu'un fossé se creuse entre l'armée et la société.

— Les investissements représentent à l'heure actuelle 24 % des dépenses globales. Comme d'autres dépenses vont diminuer, les possibilités d'investissement ne sont pas compromises. Au cours des années à venir, le quota d'investissement pourra encore légèrement augmenter pour atteindre environ 26 %.

En ce qui concerne les réservistes, et la nécessité de maintenir le nombre de militaires après la suppression du service militaire, le ministre répond qu'à l'heure actuelle, de nombreux réservistes sont encore d'anciens miliciens. Les nouveaux réservistes sont d'anciens militaires engagés pour une durée déterminée. Le contrat des militaires engagés pour une durée déterminée qui ont 30 ans n'est plus prolongé; on les incite donc à chercher un emploi dans la société civile et ils restent disponibles comme réservistes jusqu'à leurs 35 ans.

De nombreuses personnes quittent donc l'armée à 23 ans et restent disponibles comme réservistes pendant quelque 12 années. On organise de temps à autre des activités pour ces réservistes. Elles sont certes moins nombreuses qu'à l'époque de la guerre froide, lorsqu'il fallait pouvoir mobiliser rapidement et rappeler de nombreux réservistes. On estime que le contingent de guerre devrait s'élever à quelque 110 000 militaires après l'an 2001. À l'heure actuelle, ce contingent est encore plus élevé du fait de la présence des réservistes issus du service militaire. Le contingent de paix représentera 170 000 personnes en l'an 2001 et le contingent de guerre serait alors de 110 000 unités. Le rapport entre le contingent de guerre et le contingent de paix se modifie, et le pouvoir de mobilisation diminue également par suite de la transformation en une armée de volontaires, mais nous espérons évidemment ne pas avoir besoin d'un contingent de guerre très élevé à l'avenir. Si le monde évoluait de façon fondamentale, on pourrait rétablir le service militaire. Le cadre légal nécessaire à cet effet a été maintenu.

Les tâches afférentes à la maîtrise des situations de crise doivent être confiées de préférence au personnel de carrière. Il est difficile de faire appel aux réservistes pour des tâches à accomplir en dehors de la zone OTAN. Si cela s'avérait vraiment nécessaire, on pourrait en principe le faire, mais ce n'est pas souhaitable. Un problème se pose toutefois en ce qui concerne le personnel médical. Il est difficile de recruter suffisamment de personnel médical très spécialisé.

— En ce qui concerne les programmes de coopération internationale, les Pays-Bas continuent à y participer très activement. Le ministre estime que toutes les possibilités en la matière n'ont pas encore été épuisées. Il espère pouvoir intensifier la coopération

len die tamelijk snel doorstromen. Het zijn er duizenden die per jaar in- en uitstromen. Het gaat om minder grote aantallen dan in de periode van de dienstplicht, maar ook omdat de maatschappelijke communicatie, het massamedium zo intensief is, kun je niet constateren dat er zich een verwijdering afspeelt tussen krijgsmacht en maatschappij.

— De investeringen bedragen momenteel 24 % van de totale uitgaven. Aangezien andere uitgaven enigszins gaan afnemen wordt de ruimte voor investeringen niet bedreigd. De komende jaren kan de investeringskwote nog licht verhogen tot ongeveer 26 %.

Wat de reservisten betreft, en de noodzaak om het aantal militairen op peil te houden na de afschaffing van de dienstplicht antwoordt de minister dat nu nog veel reservisten uit de dienstplicht in aanmerking komen. De nieuwe reservisten zijn voormalige contractmilitairen, de Beroeps Bepaalde Tijd van de contractmilitairen die 30 jaar zijn wordt niet meer verlengd, zij worden dus gestimuleerd om een functie in de burgermaatschappij te vinden en daarna blijven ze tot en met hun 35^e als reservisten beschikbaar.

Er zijn dus veel mensen die op 23-jarige leeftijd alweer uitstromen en dan 12 jaar lang als reservist beschikbaar blijven. Er zijn af en toe activiteiten voor hen, minder actief in de periode van de koude oorlog, toen men in korte tijd snel moest kunnen mobiliseren en veel reservisten op de been brengen. Momenteel wordt uitgegaan van een oorlogsterkte van een kleine 110 000 militairen voor na het jaar 2001. Nu is de oorlogsterkte nog hoger door de aanwezigheid van de reservisten uit de dienstplicht. De vredesterkte zal in het jaar 2001 ruim 170 000 personen zijn en de oorlogsterkte zou dan 110 000 zijn. De verhouding tussen vredes- en oorlogsterkte wijzigt, ook het mobilisatievermogen neemt af door de omschakeling naar een vrijwilligerskrijgsmacht, maar we hopen uiteraard dat in de toekomst een zeer omvangrijke oorlogsterkte niet nodig is. Mocht de wereld drastisch wijzigen, dan blijft de mogelijkheid bestaan om de militaire dienstplicht opnieuw in te voeren. Het wettelijk kader daarvoor werd gehandhaafd.

De crisisbeheersingstaken zijn vooral taken voor het beroepspersoneel. Het is moeilijk op de reservisten een beroep te doen voor taken buiten het NAVO-gebied. Als het echt nodig zou zijn, zou het in principe kunnen maar dat heeft niet de voorkeur. Dit levert wel een probleem op het vlak van het medisch personeel. Het is moeilijk om voldoende aantallen zeer professioneel medisch personeel aan te werven.

— Wat betreft de internationale samenwerkingsprogramma's, daar doet Nederland zeer actief mee verder. De minister gelooft ter zake dat alle mogelijkheden nog niet zijn uitgeput en verwacht een voortdurende groeien, samenwerking door bepaalde taken

par l'accomplissement en commun de certaines opérations de crise, la combinaison d'unités (comme lors des expériences belgo-néerlandaises à Haïti, de transport commun et de la constitution du bataillon logistique en Bosnie). Il y a, à l'heure actuelle, à Villa Franca, un escadron mixte de F16 qui patrouille au-dessus de la Bosnie. La collaboration entre les troupes de paracommandos et la brigade aérienne mobile pourrait être intensifiée. Il a été convenu, lors de la dernière réunion du Benelux, de faire réaliser une étude à ce sujet au cours des prochains mois. Il sera fait de même en ce qui concerne le matériel.

— Pourquoi avoir renoncé à participer à l'Eurocorps ? La raison en est toute simple. Les Pays-Bas ne peuvent pas participer simultanément à tous les projets et ils ont donné clairement la priorité au corps germano-néerlandais. C'était la solution la plus logique puisque, dans le cadre de la mission assignée aux Pays-Bas pendant la période de la guerre froide, à savoir la défense d'un segment dans la plaine de l'Allemagne du Nord, la force terrestre était déjà très axée sur la collaboration avec l'Allemagne. Cela signifie que la participation à l'Eurocorps serait en fait plutôt symbolique. Cette participation ne se ferait que pour des raisons politiques, mais pas militaires. Au demeurant, le corps germano-néerlandais constitue également une contribution à la coopération européenne en matière de défense. Le ministre espère que lors de la prochaine réunion de l'Union de l'Europe occidentale, la présidence allemande annoncera que le corps germano-néerlandais est également à la disposition de l'Union de l'Europe occidentale. En ce qui concerne la position des Pays-Bas à l'égard de la *West-European armements organisation*, le ministre précise que les Pays-Bas en sont un membre actif, à l'instar de la Belgique. En ce qui concerne l'« ocar », les Pays-Bas ont l'intention d'y participer. Ce projet fait actuellement l'objet de conversations, en particulier avec l'Allemagne, pays avec lequel un certain nombre de projets de coopération en matière de matériel sont en cours. Le ministre espère que le successeur du blindé actuel, l'IPR, sera le produit d'un tel projet commun. Il existe plusieurs projets de ce type, même si l'enthousiasme pour la coopération sur le plan du matériel au niveau de l'Europe occidentale n'a pas toujours débouché sur des projets qui étaient également attrayants en termes de gestion et de coûts. Il n'est pas toujours moins coûteux de produire du matériel en commun et de ne pas l'acheter aux États-Unis, parce que, dans ce pays, la production est élevée et on y achète du matériel qui a été testé. Pour des pays comme le nôtre, dont le marché du matériel de défense est limité, il est en outre risqué d'être le premier à devoir tester un nouveau système d'armement, parce qu'il faut alors subir les « maladies de jeunesse » du matériel. Ces considérations ont joué un rôle important lorsqu'il s'est agi de décider d'acheter un hélicoptère de combat. Après avoir comparé un certain nombre d'appareils, les Pays-Bas ont fini malgré tout par choisir l'Apache.

in crisisbeheersingsoperaties gezamenlijk aan te nemen, eenheden te combineren (bijvoorbeeld de concrete Belgisch-Nederlandse ervaringen in Haïti en het gezamenlijk transport en logistiekbatallion in Bosnië). Momenteel is er in Villa Franca een gezamenlijk F16 squadron dat boven Bosnië patrouilleert. De samenwerking tussen de paratroepen en de lucht mobiele brigade kan worden uitgebreid. Op de laatste Beneluxbijeenkomst werd afgesproken dat de komende maanden daarover een studie wordt uitgevoerd. Datzelfde geldt ook op het gebied van materieel.

— Waarom werd afgezien van deelneming aan het Eurocorps ? Om een heel eenvoudige reden. Nederland kan niet aan alle projecten tegelijkertijd deelnemen en heeft duidelijke prioriteiten gelegd bij het Duits-Nederlandse legerkorps. Dat lag het meest voor de hand omdat door de taken in de koudeoorlogstijd, de verdediging van een « vak » in de noordduitse laagvlakte, de landmacht reeds sterk gericht was op samenwerking met Duitsland. Dat betekent dat meedoen aan het Eurocorps, eigenlijk meer symbolisch zou zijn. Dat zou dan alleen om politieke redenen zijn, maar niet om militaire redenen. Overigens is het Duits-Nederlandse legerkorps ook een bijdrage aan de Europese defensiesamenwerking. De minister hoopt dat tijdens de eerstvolgende bijeenkomst van de West-Europese unie het Duitse voorzitterschap bekend zal maken dat het Duits-Nederlandse legerkorps ook beschikbaar is voor de West-Europese unie. Wat de Nederlandse positie van de *West-European armements organisation* betreft, is Nederland net als België actief lid. Van de « ocar » wordt ook deelneming nagestreefd. Daarover werd in het bijzonder met Duitsland, waar ook een aantal materieelsamenwerkingsprojecten mee zijn, gesprekken gevoerd. De minister hoopt dat de opvolging van het huidige pantservoertuig, de IPR, een product zal zijn dat uit zo'n gezamenlijk project komt. Zo zijn er meer projecten al heeft het enthousiasme voor West-Europese materieelsamenwerking niet altijd geleid tot projecten die vanuit een oogpunt van bedrijfsvoering en kosten ook aantrekkelijk waren. Het is lang niet altijd goedkoop om iets gezamenlijk te produceren in plaats van het in de VS te kopen. Daar zijn de productieaantallen groot en krijgt men er ook uitgeteste systemen. Voor landen als de onze, met een beperkte defensiemarkt is het bovendien riskant om als eerste een bepaald nieuw wapensysteem te moeten uitproberen, omdat je dan ook de kinderziektes moet absorberen. Dat heeft een belangrijke rol gespeeld in de besluitvorming over de bewapende helikopter, waarbij na vergelijking van een aantal verschillende types uiteindelijk toch voor de Apache werd gekozen.

En ce qui concerne les compensations économiques, les Pays-Bas s'efforcent d'obtenir le maximum possible de commandes de compensation lors d'une commande passée à l'étranger. Le plus intéressant pour le développement économique est bien entendu de mettre sur pied un projet commun et d'y faire participer l'industrie nationale. Dans le contexte européen, on a lancé avec l'Allemagne un projet commun de fabrication d'un nouveau véhicule léger de surveillance et de reconnaissance. En ce qui concerne le remplacement des avions de combat F16, il a été créé un groupe comprenant un certain nombre de clients potentiels européens, afin d'étudier avec les États-Unis le nouvel appareil qui devrait succéder au F16 en 2010. En participant dès maintenant à ce projet, il sera possible d'exiger certains avantages pour l'industrie nationale en tant que participante à la coproduction, avantages qui, par la suite, sont plus difficile à obtenir dans le cadre de commandes de compensation. La coopération au sein du Benelux va croissant. Nous devons bien examiner sur quel terrain nous pouvons coopérer en matière d'achat d'armement. Nous possédons des systèmes comparables et d'autres qui ne le sont pas. Les possibilités de coopération se développeront au cours des prochaines années.

En ce qui concerne le choix du matériel de défense, une procédure de concertation a été convenue avec la Deuxième Chambre, procédure dans le cadre de laquelle la Défense nationale définit ses besoins, en informe la Deuxième Chambre et discute du nombre d'unités nécessaires et des coûts y afférents ainsi que de la place de cet achat dans le cadre de la politique de défense à long terme. Une nouvelle concertation a lieu ensuite avec la Deuxième Chambre aussitôt qu'un choix concret a été opéré. Dès que le cabinet a pris la décision de passer une commande déterminée, celle-ci est examinée avec la commission de la Défense, qui formule parfois des observations quant au type de matériel choisi. C'est ainsi qu'un large débat a eu lieu, par exemple, au sujet de l'achat de l'hélicoptère de combat, débat au cours duquel la Deuxième Chambre a finalement marqué son accord sur le choix du gouvernement. Le débat a duré trois mois, la question étant de savoir s'il ne fallait pas acheter européen et quel devrait être l'élément déterminant du choix, la collaboration européenne en matière de défense ou, malgré tout, les besoins en matière de défense et les « exigences » opérationnelles ?

Le ministre n'est pas mécontent des moyens financiers de la Défense, étant donné que, les finances de la Défense ont connu la stabilité au cours des dernières années. Il a pu conclure de bons accords avec ses collègues au cabinet et, à la Deuxième Chambre, il existe une majorité en faveur du budget de la Défense parce que la note relative aux priorités était un document de consensus, comprenant une réorganisation et une réduction considérables, que la quasi totalité des groupes ont soutenu. La participation active à des opérations de paix a amélioré l'image de la Défense au sein de la population ainsi qu'à la

Wat de economische compensaties betreft, probeert Nederland zoveel mogelijk compensatieorders te krijgen bij een buitenlandse bestelling. Het interessantste voor de economische ontwikkeling is natuurlijk om een gezamenlijk project op te zetten en daar ook de eigen industrie te laten aan deelnemen. In het Europese kader, werd gezamenlijk met Duitsland een project voor een nieuw licht bewakings- en verkenningsvoertuig opgezet. Wat de opvolging van het F16 gevechtsvliegtuig betreft, is nu een groep gevormd van een aantal potentiële Europese klanten die met de VS de nieuwe versie aan het ontwerpen zijn die vanaf het jaar 2010 beschikbaar zou moeten komen om de F16 op te volgen. Door daar nu in te stappen kunnen voor de eigen industrie als medeproducent bepaalde voordelen worden bedongen die later via compensatieorders moeilijker te verkrijgen zijn. De Benelux samenwerking gaat in opgaande lijn. We moeten goed nagaan op welk terrein we kunnen samenwerken in de wapenaankoop. We hebben gedeeltelijk vergelijkbare systemen, gedeeltelijk andere. In de komende jaren zullen de mogelijkheden voor samenwerking toenemen.

Wat het defensie materieelkeuzeprocessus betreft, is dat een afspraak met de Tweede Kamer over een proces van overleg, waarbij defensie zijn behoeften bepaalt, die aan de Tweede Kamer meedeelt en dan praat over aantallen en kosten en de plaats in het lange termijn defensiebeleid. Er volgt opnieuw overleg met de Tweede Kamer zodra een concrete keuze wordt gemaakt. Zodra het kabinet een besluit heeft genomen tot een bepaald order wordt dat met de commissie defensie besproken, die zich soms met de typekeuze bemoeit. Zo was er bijvoorbeeld een uitgebreide discussie over de bewapende helikopter waarbij de Tweede Kamer uiteindelijk heeft ingestemd met de keuze van het kabinet. De discussie heeft ruim 3 maanden geduurd, voornamelijk over de vraag of we niet Europees moeten kiezen en wat de doorslag gaat geven, de Europese defensiesamenwerking of toch vooral de defensiebehoefte en de operationele « vereisten » ?

De minister is niet ontevreden over de financiële middelen voor defensie omdat er de afgelopen jaren stabiliteit in de defensiefinanciën is geweest. Hij heeft goede afspraken kunnen maken met de collega's in het kabinet en in de Tweede Kamer is er een draagvlak voor de defensiebegroting omdat de prioriteitennota een consensusdocument was, met een enorme reorganisatie en inkrimping, waar vrijwel alle fracties achter stonden. De actieve betrokkenheid bij vredesoperaties heeft het draagvlak voor defensie onder de bevolking en ook in de Tweede Kamer vergroot in vergelijking met de periode van de

Deuxième Chambre, par rapport à la période de la guerre froide où la Défense a fait l'objet de virulentes controverses, notamment à propos des armes nucléaires. L'objectif est de garantir à long terme la part de la Défense dans le budget. Il y a bien les accords qui ont été conclus dans le cadre des programmes de gouvernement et qui reposent finalement entre les mains des présidents de groupe, mais il semble bien, jusqu'à présent, que le niveau de l'effort de défense jouit d'un appui considérable. Les crédits de la Défense ont évidemment été fortement réduits durant les 7 dernières années, ainsi qu'il ressort également des chiffres.

Le flanc sud constitue effectivement une des régions les plus sensibles de l'alliance en Europe. Les Pays-Bas sont disponibles en ce qui concerne la coopération de la marine qui y a été organisée et peuvent également y participer sur une base *ad hoc*, notamment avec l'unité amphibie britannique et néerlandaise. En dehors des formes connues, il n'y a actuellement aucune nouvelle forme de coopération intensive avec les pays du sud de l'Europe. Encore plus au sud se pose le problème considérable de la région des grands lacs et de l'Afrique, où les pays-Bas s'efforcent de soutenir les initiatives visant à accroître notamment la capacité de maintien de la paix des pays africains et d'y contribuer par le biais de projets sur une base bilatérale. C'est ainsi qu'ils aident la Zambie en lui octroyant des moyens et des capacités de formation en vue de contribuer au maintien de la paix.

En ce qui concerne les exactions, il existe une différence entre les rumeurs, les spéculations et les exactions effectivement constatées. Si des exactions sont constatées, des mesures directes sont évidemment prises suivant les règles. Il y a quelques années, il y a eu des rumeurs selon lesquelles des militaires auraient donné des allume-feux à des enfants au lieu de bonbons, ce qui était évidemment mauvais pour leur santé, mais l'enquête n'a pas permis d'établir que cela s'était réellement passé. Il y a eu ainsi d'autres rumeurs qui, après une enquête minutieuse, se sont avérées excessives ou non fondées. Des mesures ont été prises en cas d'inconduite attestée, par exemple, la consommation de drogue. En ce qui concerne la toxicomanie, une nouvelle politique visant à extirper le mal a été annoncée l'année dernière et cette politique commence à porter ses fruits. Un certain nombre de militaires ont été licenciés à cause de telles formes d'inconduite.

Une armée complète, des forces armées complètes. Il est exact que, dans le cadre de la réduction des dépenses, il n'a pas été décidé de supprimer, par exemple, une des forces armées. Une telle mesure n'aurait guère de sens, étant donné qu'il s'avère souvent, principalement lors d'opérations de paix, que différentes unités sont nécessaires pour pouvoir effectuer des missions très variées. Il est vrai que l'on compte de plus en plus sur la coopération avec les alliés pour effectuer certaines missions. Il se pourrait que l'on fasse de plus en plus appel à la coopération

koude oorlog toen er over defensie hevige debatten werden gevoerd, met name over de kernwapencomponent. Het is de doelstelling om het aandeel dat defensie heeft in de begroting op lange termijn zeker te stellen. Wel zijn er de afspraken die in de regeerakkoorden worden gemaakt en dat is dan toch uiteindelijk in de handen van de fractievoorzitters, maar tot nu toe zijn er signalen dat het niveau van de defensieinspanning toch een behoorlijk draagvlak heeft. Er is natuurlijk — dat blijkt ook uit de cijfers — geweldig gesneden in de defensiefinanciën tijdens de afgelopen 7 jaren.

De versterking van de Europese Zuidelijke flank is inderdaad een van de gevoeligste gebieden in het bondgenootschap in Europa. Nederland is beschikbaar voor de marinesamenwerking die daar tot stand is gekomen en kan daar ook op *ad hoc* basis aan deelnemen met name ook met de Brits-Nederlandse amphibistische eenheid. Er zijn momenteel geen nieuwe intensieve vormen van samenwerking met de zuidelijke Europese landen behalve de vormen die bekend zijn. Nog zuidelijker zijn er de enorme problematieken van de grote meren en van Afrika, daar probeert Nederland initiatieven te ondersteunen om met name de vredeshandhavingscapaciteit van de Afrikaanse landen zelf te vergroten en daaraan bij te dragen via projecten op bilaterale basis. Zambia wordt bijvoorbeeld gesteund met middelen en opleidingscapaciteiten om aan vredeshandhaving bij te dragen.

Wat het wangedrag van militairen betreft, is er een verschil tussen geruchten en speculaties en feitelijk geconstateerd wangedrag. Als wangedrag wordt geconstateerd, dan worden er natuurlijk volgens de regels directe maatregelen tegen genomen. Een paar jaar geleden waren er geruchten dat militairen aan kinderen in de plaats van snoep, aanmaakblokjes hadden gegeven, wat natuurlijk slecht voor hun gezondheid was, maar via onderzoek kon niet worden vastgesteld dat dat werkelijk was gebeurd. Zo zijn er meer geruchten geweest die bij nauwkeurig onderzoek nogal bleken mee te vallen of meer waren gebaseerd op sterke verhalen. Tegenover feitelijk wangedrag, bijvoorbeeld drugincidenten, werden maatregelen genomen. Op het punt van druggebruik werd vorig jaar een nieuw beleid afgekondigd om dat met wortel en tak uit te roeien en dat beleid begint te werken. Een aantal militairen werden ontslagen wegens dergelijke vormen van wangedrag.

Een volledig leger, volledige strijdkrachten. Het is inderdaad zo dat in het kader van de bezuiniging niet werd besloten om bijvoorbeeld een krijgsmachtdeel af te schaffen. Dat is echter niet erg zinvol, want vooral bij vredesoperaties blijken er vaak verschillende eenheden nodig te zijn om de zeer verschillende taken aan te kunnen. Wel is het zo dat in toenemende mate ook op de samenwerking met de bondgenoten wordt gerekend om bepaalde taken uit te voeren. Het zou kunnen zijn dat op het punt van de luchtverdediging bijv. in toenemende mate op inter-

internationale en ce qui concerne, par exemple, la défense aérienne. En ce qui concerne les soins médicaux lors d'opérations de paix, on fait parfois appel à l'assistance médicale d'autres pays.

En ce qui concerne l'engagement de personnel civil, le ministre ne peut expliquer directement où la différence se situe. Il est exact que le personnel de l'armée belge compte proportionnellement moins de civils. Aux Pays-Bas, le personnel civil occupe un certain nombre de fonctions qui ne sont pas strictement militaires.

2. M. Ph. De Buck, administrateur délégué de Fabrimetal, dd. 13 mai 1997

2.1. Exposé

1. L'industrie belge de défense, une composante de la politique de défense

L'industrie belge de ce secteur occupe directement 7 000 personnes et son chiffre d'affaires est de 26 milliards de francs (1996). Si l'on ajoute l'emploi des sous-traitants et des sociétés de service concernées, l'emploi total atteint les 20 000 personnes.

Ces chiffres donnent la mesure de l'importance de cette activité pour l'économie du pays et pour l'emploi.

Les industries concernées par des produits à finalité de défense et de sécurité sont actives dans les domaines suivants : l'aéronautique, la construction navale, l'électronique, les armes et les munitions, le matériel NBC, l'optronique, le spatial, les techniques de connexion et de câblage, les télécommunications, les véhicules blindés, le textile et les équipements de protection individuelle.

L'activité belge de défense se caractérise essentiellement par :

- un potentiel R & D de haut niveau dans les disciplines évoquées ci-dessus;
- des emplois valorisants utilisant la compétence scientifique et technique de l'enseignement belge;
- un outil industriel haut de gamme dans les disciplines concernées;
- des synergies importantes entre les applications civiles et de défense;
- des produits de haute qualité et de renommée mondiale.

Les quelques exemples d'équipements cités ci-après illustrent bien la diversité des technologies que maîtrise notre industrie : les radios HF (Thomson-CSF Electronics Belgium) et le système radio à sauts de fréquences pour les communications tactiques (BAMS), les conduites de tir pour chars (Sabca), les dragueurs de mines (SKB), les armes légères et leurs munitions (FN Herstal), la tourelle et le canon anti-char 90 mm (CMI), ainsi que les munitions correspondantes (Mecar), les goggles holographiques et la

nationale samenwerking een beroep wordt gedaan. Op het punt van de geneeskundige verzorging bij vredesoperaties wordt soms een beroep gedaan op de medische verzorging van andere landen.

Wat het inzetten van burgerpersoneel betreft, kan de minister niet direct verklaren waar het verschil zich situeert. Het is juist dat de personeelsopbouw van het Belgisch leger in verhouding minder burgerfunctionarissen telt. In Nederland werken de burgerfunctionarissen in een aantal functies die niet strict militair zijn.

2. De heer Ph. De Buck, gedelegeerd bestuurder van Fabrimetal, dd. 13 mei 1997

2.1. Uiteenzetting

1. De Belgische defensie-industrie, een component van het defensiebeleid

De Belgische defensie-industrie telt 7 000 werknemers en realiseerde in 1996 een omzet van 26 miljard frank. Als men daar de werkgelegenheid bij de toeleveranciers en in de betrokken dienstverlenende bedrijven bijtelt, kan men stellen dat deze sector werk verschaft aan zowat 20 000 mensen.

Deze cijfers geven een idee van de belangrijkheid van deze activiteit voor de economie en de werkgelegenheid in ons land.

De bedrijven die zich bezighouden met producten voor defensie- en beveiligingsdoeleinden zijn op de volgende gebieden actief : vliegtuigbouw, scheepsbouw, elektronica, wapens en munitie, NBC-materieel, optronica, ruimtevaart, verbidings- en bekabelingstechnieken, telecommunicatie, pantservoertuigen, textiel en individuele beschermingsmiddelen.

De Belgische defensie-activiteit wordt in hoofdzaak gekenmerkt door :

- een hoogstaand O & O-potentieel in de bovengenoemde disciplines;
- hoogwaardige jobs die het hoge technische en wetenschappelijke peil van het Belgisch onderwijs benutten;
- een uitstekend industrieel instrument in de betrokken disciplines;
- aanzienlijke synergieën tussen burgerlijke en defensietoepassingen;
- producten van hoogstaande kwaliteit die wereldfaam genieten.

Enkele voorbeelden van de uitrusting die duidelijk aantonen hoe verscheiden de technologieën zijn die onze industrie beheerst : HF-radio's (Thomson-CSF Electronics Belgium) en VHF-radiosystemen met frequentiesprongen voor tactische communicatie (BAMS), vuurleidingen voor tanks (Sabca), mijnevogers (SKB), lichte wapens en munitie (FN Herstal), geschutskoepels en antitankkanonnen (CNM) en de overeenkomstige munitie (Mecar), holografische goggles en de IR-observatiebril (*Delft Sensor*

lunette d'observation IR (*Delft Sensor Systems*), les tenues de protection NBC et les filets de camouflage STEALTH (Seyntex).

Ces produits sont développés tant pour les besoins nationaux que pour des marchés d'exportation.

Cependant, une très grande partie de l'industrie belge de défense doit son développement, si pas son existence, à la politique de compensation suivie par la Belgique, à l'instar des autres pays, depuis plus de 40 ans.

De plus, une telle politique a permis de voir se former, puis se développer de façon indépendante des capacités d'étude, de développement et de production de très haut niveau dans divers créneaux.

L'évolution du monde économique s'accélère et l'industrie de défense n'y échappe pas.

Des changements significatifs sont perceptibles en Europe. Notre industrie de la défense doit pouvoir s'appuyer sur une politique industrielle similaire à celles que développent les pays européens comparables. Ce schéma est fondamental pour le maintien de l'emploi.

Enfin, il convient de souligner une caractéristique essentielle et spécifique de l'industrie belge de défense. Elle a subi de profondes restructurations depuis quelques années. De plus, la très grande majorité de ces sociétés est passée sous contrôle étranger; ce qui a entraîné le déplacement des centres de décision hors Belgique. Ceux-ci ne comprennent pas que les autorités belges, prises dans leur ensemble, n'apportent pas le même support que celui fourni par leur gouvernement.

M. Rasquin va exposer l'évolution de l'environnement ainsi que les handicaps que rencontre actuellement notre industrie de défense.

M. Van de Meulebroecke s'attachera ensuite à montrer l'importance de son impact économique et la nécessité de l'intégrer dans la politique de défense et présentera les voies pour atteindre cet objectif.

2. Évolution de l'environnement du secteur

D'une façon générale, les budgets de défense ont été réduits dans tous les pays, ces dernières années, mais sur le plan belge la partie du budget alloué pour le rééquipement de nos forces armées a été réduit d'une façon considérable avec un impact direct et significatif dans l'industrie. Le seuil critique d'efficacité industrielle est atteint.

Sur le plan européen, il y a également des changements significatifs qui s'annoncent. L'industrie européenne de défense est fragmentée et se trouve en état de faiblesse vis-à-vis de l'industrie US. Il est donc très vraisemblable que l'on passera de la phase dite

Systems), NBC-beschermingspakken en STEALTH-camouflagenetten (Seyntex).

Deze producten worden zowel voor de nationale markt als voor de exportmarkten ontwikkeld.

Toch dankt een groot deel van de Belgische defensie-industrie haar ontwikkeling of zelfs haar bestaan aan het compensatiebeleid dat België naar het voorbeeld van andere landen al meer dan 40 jaar voert.

Dit beleid heeft het bovendien mogelijk gemaakt op onafhankelijke wijze hoogstaande studie-, ontwikkelings- en productiecapaciteiten in diverse niches tot stand te brengen.

De ontwikkeling van de economische wereld is evenwel in een stroomversnelling terecht gekomen en de defensie-industrie ontkomt daar uiteraard niet aan.

In Europa worden ingrijpende veranderingen merkbaar. Onze defensie-industrie moet kunnen rekenen op een industrieel beleid zoals dat wat in vergelijkbare Europese landen wordt gevoerd. Dit is van groot belang voor het behoud van de werkgelegenheid.

Ten slotte moet nog worden gewezen op een essentieel kenmerk dat specifiek is voor de Belgische defensie-industrie. Sedert enkele jaren ondergaat ze ingrijpende veranderingen. Daarbij komt dat de grote meerderheid van de bedrijven uit de defensiesector nu onder buitenlandse controle zijn gekomen, wat betekent dat de beslissingscentra naar het buitenland zijn verplaatst. En deze buitenlandse eigenaars begrijpen niet waarom de Belgische overheid in haar geheel genomen niet dezelfde steun verleent als die welke ze vanwege hun eigen regering genieten.

De heer Rasquin zal voortgaan over de ontwikkeling van de omgeving van de defensie-industrie en de handicaps waarmee ze op dit ogenblik te kampen heeft.

Daarna zal de heer Van de Meulebroecke wijzen op de belangrijkheid van de economische impact en op de noodzaak die in het defensiebeleid te integreren. Daarbij zal hij ook aangeven hoe dit doel kan worden bereikt.

2. Ontwikkeling van de omgeving van de sector

De jongste jaren hebben alle landen in hun defensiebudget gesnoeid, maar in België heeft men het deel van de begroting bestemd voor het heruitrusten van onze krijgsmacht wel bijzonder drastisch verminderd en dat heeft een niet geringe rechtstreekse weerslag op onze industrie. Voor onze bedrijven is de kritische drempel om efficiënt te kunnen werken, bereikt. Voor onze bedrijven is de kritische drempel om efficiënt te kunnen werken bereikt.

Op Europees vlak kondigen zich ook betekenisvolle veranderingen aan. De Europese defensie-industrie is versnipperd en bevindt zich in een zwakke positie ten opzichte van de Amerikaanse industrie. Het ziet er dus naar uit dat men van de fase van de

des « champions nationaux » vers la phase d'une « restructuration transeuropéenne » de ces champions nationaux, l'objectif global étant d'arriver à des économies d'échelle via la création de quelques « champions européens ». Il ne faudrait pas qu'une telle évolution élimine l'activité industrielle de défense dans les petits pays. Il faut par ailleurs être conscient que la notion de « juste retour » ou « retour industriel » via les compensations deviendra de plus en plus difficile à appliquer, ce qui une fois de plus, pénalise les industries de défense des petits pays.

La France, l'Allemagne, le Royaume-Uni et l'Italie ont créé une agence pour gérer leurs futurs programmes de coopération appelée l'Organisation Commune de Coopération en matière d'Armement (OCCAR). Ces 4 pays représentent $\pm 80\%$ du marché européen de la défense. L'OCCAR prévoit dans ses procédures que le retour économique sera calculé sur plusieurs programmes et sur une base pluriannuelle. Ces règles seraient aussi applicables à tous les futurs participants à l'OCCAR. Ceci remet en cause la politique de retour industriel dont bénéficie aujourd'hui notre pays.

Enfin, la Commission européenne s'intéresse également aux marchés des équipements de défense et recommande que les règles du marché intérieur soient aussi d'application dans le secteur.

Le Parlement européen semble actuellement vouloir suivre cette recommandation. Le Comité économique et social de l'Union européenne est du même avis. Une telle recommandation conduirait à la suppression pure et simple du juste retour.

3. Les handicaps de l'industrie belge de défense

3.1. L'absence de planification officielle à long terme (PLT) des besoins militaires constitue une menace majeure qui pèse sur l'industrie belge de défense. Les pays de l'UEO tentent de constituer un marché des équipements de défense où n'entreraient que des pays s'engageant à acquérir à terme, tel ou tel équipement. Par conséquent, ces pays devront harmoniser leurs besoins futurs, leurs procédures et leurs calendriers d'acquisition.

La disponibilité d'un Plan à Long Terme donnerait aux industriels belges, l'accès aux programmes de recherche technologiques et aux nouveaux programmes de coopération européens, dès la phase de R & D.

3.2. La Norvège et les Pays-Bas ont conclu dans le secteur de la défense des accords de coopération technologique avec d'autres pays et disposent également

zogenaamde « nationale koplopers » zal overgaan naar de fase van een « transeuropese herstructurering » van deze nationale koplopers, met als globale doelstelling schaalvoordelen te bereiken door enkele « Europese koplopers » te doen ontstaan. Dergelijke ontwikkeling mag evenwel niet ten koste gaan van de activiteit van de defensie-industrie in de kleine landen. Men dient trouwens te beseffen dat het aldoor moeilijker zal worden het principe van de « billijke return » of « industriële return » via compensaties toe te passen, wat andermaal in het nadeel van de defensiebedrijven van de kleine landen zal uitvallen.

Frankrijk, Duitsland, het Verenigd Koninkrijk en Italië hebben onder de naam OCCAR, wat staat voor *Organisation Commune de Coopération en matière d'Armement*, een agentschap opgericht om hun toekomstige samenwerkingsprogramma's te beheren. Deze 4 landen vertegenwoordigen samen ongeveer 80 % van de Europese defensiemarkt. In de procedures van OCCAR wordt bepaald dat de economische return over verschillende programma's en over verschillende jaren zal worden berekend. Deze regels zouden ook gelden voor alle toekomstige deelnemers aan OCCAR. Het beleid van de billijke return waarmee ons land thans zijn voordeel doet, wordt daardoor op de helling gezet.

Ten slotte heeft de Europese Commissie ook belangstelling voor de markten van de defensie-uitrusting en ze beveelt aan de regels van de interne markt ook in de defensiesector toe te passen.

Het Europees Parlement lijkt momenteel geneigd deze aanbeveling te volgen. Het Economisch en Sociaal Comité van de Europese Unie zit op dezelfde golflengte. Dergelijke aanbeveling zou tot gevolg hebben dat de billijke return gewoon wordt geschrapt.

3. De handicaps van de Belgische defensie-industrie

3.1. Het ontbreken van een officiële planning op lange termijn (PLT) van de militaire behoeften vormt een ernstige bedreiging voor de Belgische defensie-industrie. De landen van de WEU streven ernaar een markt voor defensie-uitrusting te vormen die slechts toegankelijk zou zijn voor landen die zich ertoe verbinden deze of gene uitrusting te kopen. Deze landen zullen hun toekomstige behoeften, hun procedures en hun aankoopplanning bijgevolg moeten harmoniseren.

De beschikbaarheid van een Plan op Lange Termijn zou de Belgische industriële toegang geven tot programma's voor technologisch onderzoek en nieuwe Europese samenwerkingsprogramma's vanaf de O & O-fase.

3.2. Noorwegen en Nederland hebben in de defensiesector akkoorden voor technologische samenwerking met andere landen gesloten en beschikken ook

d'une politique de R & D spécifique au niveau de la Défense nationale.

De tels moyens permettront leur insertion dans les programmes de coopération européenne et garantiront des emplois ayant une valeur ajoutée significative. L'industrie belge de défense devrait disposer des mêmes outils que ses concurrents néerlandais et norvégiens.

L'État fédéral et/ou les Régions doivent dès lors accepter de financer des activités de R & D pour non seulement créer mais aussi préserver des centres belges de compétence garantissant la compétitivité technologique du secteur. L'inaction dans ce domaine témoignerait d'un manque de vision stratégique.

Par contre, si les pouvoirs publics souscrivent à une politique de R & D cela impliquera aussi qu'ils aient la volonté et la cohérence de défendre les créneaux technologiques belges dans les négociations internationales. Les politiques suivies aux Pays-Bas et en Norvège montrent bien la voie à suivre à cet égard.

3.3. Le « retour industriel » programme par programme est remis en cause par les grands pays. Cette politique doit cependant être maintenue durant le temps nécessaire à notre insertion dans un autre schéma où nous devons nous faire admettre par les grands pays malgré le faible niveau des investissements de la Défense nationale belge.

3.4. Le déplacement vers l'étranger des centres de décision de la plupart des sociétés belges du secteur de la défense constitue actuellement un sérieux handicap. Celui-ci pourrait se transformer à l'avenir en un avantage réel à condition que les autorités fédérales et régionales accordent aux entreprises de défense installées en Belgique un support adéquat et comparable à celui que les maisons mères obtiennent dans leur pays.

3.5. La très grande majorité des marchés européens demeurent encore caractérisés par un protectionnisme très poussé contrairement au marché belge qui est très ouvert. En effet, l'industrie de défense exporte 74 % de sa production mais presque exclusivement hors Europe.

4. Vers une politique industrielle de défense structurée pour la Belgique

4.1. Le ministre de la Défense nationale, M. J.-P. Poncelet et le vice-amiral Herteleer, chef d'état-major général ont défini les missions des forces armées, et décrit leur collaboration avec les organisations de l'OTAN et l'UEO, et leur participation aux opérations de *peace-keeping* et de *peace-building* à l'étranger.

Ils ont rappelé l'obligation de fournir à nos soldats les équipements adéquats pour l'exécution de leur mission et la garantie de leur sécurité.

over een specifiek O & O-beleid op het vlak van Landsverdediging.

Een en ander zal hen in staat stellen deel te nemen aan programma's voor Europese samenwerking en zal jobs met een betekenisvolle toegevoegde waarde garanderen. De Belgische defensie-industrie zou over dezelfde middelen moeten kunnen beschikken als haar Nederlandse en Noorse concurrenten.

De federale staat en/of de gewesten moeten bijgevolg bereid zijn O & O activiteiten te financieren om in België niet alleen *competence centers* te creëren maar ook te behouden. Niets doen op dit gebied zou getuigen van een gebrek aan strategische visie.

Als de overheid daarentegen een O & O-beleid voert, zal dit ook impliceren dat ze de bereidheid en het inzicht heeft om de Belgische technologische niches tijdens de internationale onderhandelingen te verdedigen. Het beleid dat Nederland en Noorwegen volgen toont duidelijk aan welke weg in dit opzicht moet worden gevolgd.

3.3. De « billijke return » per programma wordt door de grote landen op de helling gezet. Dit beleid moet evenwel worden volgehouden gedurende de tijd die nodig is om ons in een ander stramien te integreren en waarbij we ons door de grote landen moeten doen aanvaarden ondanks de geringe investeringen van landsverdediging in België.

3.4. De verplaatsing naar het buitenland van de beslissingscentra van het merendeel van de Belgische defensiebedrijven is op dit ogenblik een zware handicap. In de toekomst zou dit evenwel een reëel voordeel kunnen worden op voorwaarde dat de Belgische regering de in ons land gevestigde defensiebedrijven dezelfde steun verleent als die welke de moedermaatschappijen in eigen land genieten.

3.5. De overgrote meerderheid van de Europese markten wordt nog steeds gekenmerkt door verregaand protectionisme in tegenstelling tot de Belgische markt, die zeer open is. De defensie-industrie exporteert namelijk 74 % van haar productie, maar bijna uitsluitend naar landen buiten Europa.

4. Naar een gestructureerd defensiebeleid voor België

4.1. De minister van Landsverdediging, J.-P. Poncelet en vice-admiraal Herteleer, chef van de generale staf, hebben de opdrachten van de krijgsmacht bepaald en aangegeven hoe ze met de organisaties van de NATO en de WEU moeten samenwerken en aan *peace-keeping* en *peace-building* operaties in het buitenland deelnemen.

Ze hebben daarbij gewezen op de noodzaak onze soldaten van de gepaste uitrusting te voorzien om hun opdracht te kunnen uitvoeren en hun veiligheid te garanderen.

Cela exige des moyens financiers.

4.2. Dans tous les pays d'Europe, toute commande d'équipement de défense est assortie de conditions assurant un retour économique très important visant à maintenir les centres d'excellence et leurs compétences, ainsi que l'emploi qualifié qui y correspond. La logique économique justifie pleinement cette démarche. Outre l'effet sur l'emploi et la dynamique économique qui découle de l'activité industrielle, le coût de revient économique des équipements produits par notre industrie est réduit de moitié par rapport au coût du matériel importé.

Il convient également de souligner que cette production d'équipement pour nos forces armées crée la référence nationale indispensable pour l'exportation de ces équipements vers les pays amis.

4.3. L'intérêt de ce retour industriel et l'importance de ses effets induits ont été soulignés dans le rapport de la commission d'enquête parlementaire sur les commandes militaires, daté du 22 février 1995. En voici un extrait. Le texte à l'écran est repris de la page 195, paragraphe 3.3. Il fait partie des mesures impératives proposées par la Commission. Le rôle de l'industrie est donc clairement reconnu dans ce processus de retour économique.

4.4. Un autre aspect crucial de la question est de déterminer le niveau nécessaire des investissements comme l'a fait le chef d'état-major général.

La comparaison des dépenses consenties par les 12 pays européens de l'OTAN donne une bonne idée du niveau à atteindre. Est-ce possible ? Nous le verrons en examinant le cas de pays comparables. Ce tableau donne le % du PIB alloué à la défense et le % de ce montant global réservé au rééquipement des Forces Armées.

Examinons donc les chiffres correspondants à ces pays qui nous sont comparables : le Danemark, les Pays-Bas et la Norvège. Ils sont transposés sur le diagramme suivant.

Ces pays de démocratie exemplaire ne peuvent certainement pas être qualifiés de va-t'en guerre et leur gestion des affaires publiques semble obtenir une excellente appréciation extérieure. Cette comparaison met bien en évidence le déficit criant en moyens nécessaires pour le rééquipement et le niveau du complément à prévoir pour maintenir la crédibilité des forces armées belges.

4.5. Dans le contexte actuel, il est apparu utile d'examiner les politiques industrielles de défense de deux pays moyens similaires au notre, à savoir les

Dit vergt financiële middelen.

4.2. In alle landen van Europa worden bij bestellingen van defensie-uitrusting voorwaarden gesteld om een zeer beduidende economische return te garanderen en zodoende de bestaande *centres of excellence* en hun *knowhow* alsook de bijbehorende gekwalificeerde jobs in stand te houden. In de economische logica is deze aanpak ten volle verantwoord. Naast de gevolgen voor de werkgelegenheid en de economische dynamiek die van de industriële activiteit uitgaat, is de economische kostprijs van de door onze industrie geproduceerde uitrusting de helft kleiner dan wat voor ingevoerd materieel moet worden betaald.

Naast deze gunstige weerslag op de betalingsbalans, ontstaat door de productie van uitrusting voor onze krijgsmacht ook een nationale referentie die absoluut noodzakelijk is om deze uitrusting in bevriende landen te kunnen verkopen.

4.3. De belangrijkheid van deze industriële weerslag en de omvang van deze afgeleide effecten werden onderstreept in het verslag van de parlementaire onderzoekscommissie over de militaire bestellingen. U ziet hier een uittreksel uit dit verslag van 22 februari 1995. De tekst op het scherm staat op blz. 195, paragraaf 3.3. Hij maakt deel uit van de dwingende maatregelen die door de Commissie worden voorgesteld. De rol van de industrie in dit proces van economische return wordt dus duidelijk onderkend.

4.4. Een ander cruciaal aspect van de zaak is te bepalen welk investeringsniveau nodig is zoals de chef van de generale staf heeft gedaan.

Vergelijking van de uitgaven die door de 12 Europese landen van de NATO worden gedaan geeft een goed idee van het te bereiken niveau. Is dit mogelijk ? We zullen dit nagaan door de situatie van vergelijkbare landen te bekijken. In deze tabel wordt aangegeven welk % van het BBP aan defensie wordt besteed en hoeveel van dit globale bedrag voor de heruitrusting van de krijgsmacht wordt gereserveerd.

Bekijken we even de cijfers voor de landen die met België te vergelijken zijn : Denemarken, Nederland en Noorwegen. We hebben ze in het volgende diagram uitgezet.

Deze voorbeeldige democratische landen kunnen zeker niet als oorlogszuchtig worden bestempeld en voor het beheer van hun openbare huishouding blijken ze in het buitenland algemene waardering te krijgen. Deze vergelijking toont duidelijk aan dat er in ons land een schrijnend tekort is aan middelen voor de heruitrusting en dat een ernstige inspanning moet worden gedaan om de Belgische krijgsmacht in staat te stellen geloofwaardig te blijven.

4.5. In de huidige context leek het nuttig het beleid te bekijken dat Nederland en Noorwegen, twee met België vergelijkbare landen, ten aanzien van de

Pays-Bas et la Norvège. Les résultats de cette étude sont donnés en annexe.

Les conclusions essentielles en sont :

A. Pour les Pays-Bas

— Les industriels néerlandais peuvent définir leur stratégie sur la base d'un document de planification à long terme, rédigé par la Défense néerlandaise, permettant leur participation à des programmes nationaux ou leur insertion dans des programmes bilatéraux ou multinationaux.

— Les Pays-Bas ont une politique technologique de défense qui fait partie de la planification du ministère de la Défense.

— Ils ont également une politique nationale de R & D de défense financée par 1 % du budget de la Défense. Une partie de ce montant est attribué à un institut de recherche national, le TNO-DO.

La « *Commissie voor Ontwikkeling van Defensie Materieel* » (CODEMA) gère les développements lancés dans l'industrie. Ces développements sont financés par la Défense nationale, les Affaires économiques et l'Industrie, chacun intervenant pour un tiers.

— Les Pays-Bas coopèrent activement aux programmes de recherches technologiques de l'UEO et y occupent des fonctions de responsabilité.

— Les Pays-Bas ont des accords de coopération en R & D avec la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni, la Norvège et les Etats-Unis. Ils participent à des co-développements avec de nombreux pays.

— Ils tentent actuellement de rationaliser leur recherche technologique avec la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni.

B. Pour la Norvège

— Une planification à long terme existe et est notamment utilisée pour le lancement de programmes exploratoires tant dans l'industrie que dans des laboratoires nationaux.

— Le ministère Norvégien de la Défense nationale dispose d'un institut de recherche, le *Norwegian Defense Research Establishment*, qui est notamment chargé de structurer la recherche à finalité de défense.

— Des domaines technologiques stratégiques ont été définis par les autorités norvégiennes et approuvées par le parlement.

— La Norvège a conclu des « *memoranda of understanding* » (MOU) relatifs à des coopérations technologiques et/ou des développements avec le Royaume-Uni et les Pays-Bas.

— Il existe également une coopération en matière d'équipements de défense entre les 4 pays nordiques.

defensie-industrie voeren. De resultaten van deze analyse zijn in een bijlage opgenomen.

De voornaamste conclusies zijn als volgt :

A. Voor Nederland

— De Nederlandse industriële kunnen hun strategie bepalen op basis van een nota met een langetermijnplanning die door Landsverdediging is opgesteld en waardoor ze kunnen deelnemen aan nationale programma's of in bilaterale of multinationale programma's kunnen worden opgenomen.

— Nederland voert ook een technologisch defensiebeleid dat deel uitmaakt van de planning van het ministerie van Defensie.

— Het heeft ook een nationaal O & O-beleid voor defensie dat met 1 % van de defensiebegroting wordt gefinancierd. Een deel van dit bedrag wordt toegekend aan een nationaal onderzoeksinstituut, het TNO-DO.

De « *Commissie voor Ontwikkeling van Defensie Materieel* » (CODEMA) beheert de ontwikkelingen die door de industrie worden opgezet. Deze ontwikkelingen worden gefinancierd door Landsverdediging, Economische Zaken en Industrie, die elk een derde voor hun rekening nemen.

— Nederland werkt actief mee aan de programma's voor technologisch onderzoek van de WEU en vervult daarbij functies met verantwoordelijkheid.

— Nederland heeft akkoorden voor samenwerking op het gebied van O & O met Frankrijk, Duitsland, het Verenigd Koninkrijk, Noorwegen en de Verenigde Staten. Daarnaast heeft het met heel wat landen gezamenlijke ontwikkelingen lopen.

— Op dit ogenblik wordt gestreefd naar een rationalisatie van het technologisch onderzoek met Frankrijk, Duitsland en het Verenigd Koninkrijk.

B. Voor Noorwegen

— Er is een planning op lange termijn en die wordt met name zowel in de industrie als in de nationale laboratoria gebruikt om verkennende programma's op te zetten.

— Het Noorse ministerie van Landsverdediging beschikt over een onderzoeksinstituut — het *Norwegian Defense Research Establishment* — dat onder andere tot taak heeft het onderzoek voor defensiedoeleinden te structureren.

— De Noorse overheid heeft strategische technologiedomeinen bepaald — die door het parlement zijn goedgekeurd.

— Noorwegen heeft « *memoranda of understanding* » (MOU) betreffende technologische samenwerking en/of ontwikkeling gesloten met het Verenigd Koninkrijk en Nederland.

— Er is ook samenwerking op het gebied van defensie-uitrusting tussen de 4 Scandinavische landen.

— L'industrie norvégienne participe à plusieurs programmes de développement nationaux et multinationaux.

— Compte tenu de la politique industrielle en matière de défense menée antérieurement, neuf domaines de compétence significatifs ont été identifiés dans l'industrie norvégienne.

5. Conclusions et recommandations

5.1. L'exposé a montré à suffisance les handicaps que subit notre industrie et la précarité de son environnement de travail.

En conséquence, l'industrie de défense belge revendique d'être placée à égalité de chance vis-à-vis des autres pays.

Ceci implique :

— l'approbation d'un plan à long terme stable (PLT) à la Défense nationale permettant à l'industrie de définir sa stratégie et de la défendre au niveau européen;

— une politique et des moyens de R & D au niveau de la Défense nationale. Une telle politique concertée avec les instances régionales constitue la clé d'entrée pour les programmes de coopération tant sur le plan technologique que dans les programmes de développement, et répond aux exigences exprimées au niveau européen;

— un appui gouvernemental et des Régions sur la scène internationale pour :

* participer au programmes multinationaux dès les premières phases de ces programmes, citons : le FLA (*Future Large Aircraft*), les satellites d'observation, le futur véhicule blindé d'Infanterie et les équipements qui deviendront communs aux troupes de l'Eurocorps;

* promouvoir les pôles d'excellence de l'industrie belge;

* soutenir l'effort d'exportation de façon comparable à ce que font les autres gouvernements;

* favoriser la création de références nationales lors de la mise en œuvre de ses programmes d'acquisition et notamment en veillant à favoriser la création de références nationales;

* défendre les intérêts de l'industrie belge de défense d'une manière globale et en particulier s'impliquer activement dans les organismes européens concernés par les problèmes de défense.

5.2. La création de l'Europe de l'Armement ne peut se réaliser au détriment des petits pays européens et donc de leurs entreprises. Dès lors des actions concertées entre les autorités publiques et l'industrie s'imposent à ce sujet de toute urgence en Belgique. Aussi longtemps que cette nouvelle politique n'aura pas dégagé une activité industrielle, la politique de retour équitable doit être maintenue.

— De Noorse industrie neemt deel aan verschillende nationale en multinationale ontwikkelingsprogramma's.

— Gelet op het industriebeleid dat vroeger ten aanzien van defensie werd gevoerd, werden negen relevante competencedomeinen in de Noorse industrie geïdentificeerd.

5. Conclusie en aanbevelingen

5.1. De uiteenzetting heeft ten overvloede aange-toond met welke handicaps onze defensie-industrie kampt en in welke precaire omstandigheden ze moet werken.

De Belgische defensie-industrie eist dan ook dat ze op voet van gelijkheid ten opzichte van de andere landen wordt geplaatst.

Dit impliceert :

— de goedkeuring van een stabiel plan op lange termijn (PLT) bij Landsverdediging dat de industrie in de mogelijkheid stelt haar strategie te bepalen en zich op Europees vlak te verdedigen;

— een O & O-beleid en de daartoe vereiste middelen op het vlak van Landsverdediging. Dergelijk beleid dat in overleg met de gewestelijke instanties wordt vastgelegd, is de sleutel die toegang geeft tot de programma's voor samenwerking op technologisch vlak en op het gebied van ontwikkeling en komt tegemoet aan de eisen die op Europees vlak worden gesteld;

— regeringssteun op de internationale scène om :

* vanaf het beginstadium aan multinationale programma's te kunnen deelnemen, met name aan : het FLA (*Future Large Aircraft*), de waarnemingssatellieten, het toekomstig gepantserd infanterievoertuig en de uitrustingen die gemeenschappelijk door de Eurokorps-troepen zullen worden gebruikt;

* de excellentiepolen van de Belgische industrie te bevorderen;

* de exportinspanningen op dezelfde wijze als de regeringen van de andere landen te ondersteunen;

* het bevorderen van het verkrijgen van nationale referenties bij de uitvoering van haar aankoopprogramma's;

* de globale verdediging van de belangen van de Belgische defensie-industrie en met name actieve betrokkenheid bij de werking van de Europese organisaties die zich met defensieproblemen bezighouden.

5.2. De vorming van het Europa van de Bewapening mag niet ten koste van de kleine Europese landen en dus van hun ondernemingen gaan. In België is het dan ook dringend geboden dat de overheid en de industrie overleggen welke acties in dit verband moeten worden ondernomen. Zolang dit nieuwe beleid geen industriële activiteit zal hebben voortgebracht, moet het beleid van de billijke return worden volgehouden.

5.3. Pour autant que les procédures opérationnelles de l'OCCAR assurent un retour industriel équitable à notre pays, il est souhaitable que la Belgique entre dans cet organisme qui représente une opportunité pour structurer des programmes européens de défense dès la R & D.

5.4. L'industrie de défense est une composante légitime et à part entière de la politique de défense. Il importe pour qu'elle subsiste et se développe qu'elle reçoive le support politique adéquat.

5.5. L'industrie belge de défense doit bénéficier d'un environnement similaire à celui de ses concurrents européens, condition *sine qua non* pour qu'elle puisse être compétitive et performante. Ici comme ailleurs, la référence des Pays-Bas peut être considérée.

Agence Européenne de l'Armement et l'OCCAR

Depuis début 1993, les 13 pays du *Western European Armament Group* (WEAG) ont étudié et discuté les principes de base sur lesquels ils pourraient créer une Agence Européenne de l'Armement qui était, par ailleurs, évoquée dans les annexes du Traité de Maastricht. Depuis 1993, les progrès réalisés ont été lents et des blocages sur certains points n'ont pas permis de conclure ce dossier.

Prétextant des difficultés à réaliser un accord à 13, la France et l'Allemagne ont en décembre 1995 lors d'un Conseil Franco-Allemand à Baden-Baden, signé une déclaration définissant cinq principes qui seraient d'application pour une structure binationale chargée de lancer et gérer tous les programmes de coopération communs aux deux pays.

Devant les progrès réalisés par ces deux pays, le Royaume-Uni d'abord, l'Italie ensuite ont demandé à rejoindre cette structure en souscrivant aux cinq principes de la déclaration de Baden-Baden.

Sur cette base, les quatre pays ont ensuite signé à Strasbourg le 12 novembre 1996, un *Mémorandum of Understanding* créant entre les 4 participants un organisme conjoint appelé « Organisme Conjoint de Coopération en matière d'Armement » (en abrégé OCCAR).

Cet organisme a pour objet d'accroître l'efficacité et de réduire les coûts de la coopération en matière d'armement selon les objectifs et principes repris en annexe :

Article 1^{er} : Objet

Les participants conviennent de restructurer leur coopération d'armement avec les objectifs et selon les

5.3. Voor zover de operationele procedures van OCCAR ons land een billijke return garanderen, is het wenselijk dat België toetreedt tot deze organisatie die een kans is om de Europese programma's vanaf de O & O-fase te structureren.

5.4. De defensie-industrie is een rechtmatige en volwaardige component van het defensiebeleid. Om te overleven en zich te ontwikkelen moet zij op de nodige politieke steun kunnen rekenen.

5.5. De Belgische defensie-industrie moet in dezelfde omstandigheden als haar Europese concurrenten kunnen werken. Dit is de *conditio sine qua non* om concurrentieel te zijn en goed te presteren. Hier kan Nederland ook als referentie gelden.

Europees Bewapeningsagentschap en OCCAR

Begin 1993 startten de dertien landen van de *Western European Armament Group* (WEAG) besprekingen en onderzoek in verband met de basisprincipes volgens welke een Europees Bewapeningsagentschap zou kunnen worden opgericht. Dergelijk agentschap kwam overigens ook in de bijlagen bij het Verdrag van Maastricht aan bod. Sindsdien werd slechts langzaam vooruitgang geboekt en door blokkering van een aantal punten kon het dossier niet worden afgerond.

Onder het voorwendsel van moeilijkheden om een overeenkomst tussen dertien partijen te sluiten, ondertekenden Frankrijk en Duitsland in december 1995 tijdens een Frans-Duitse bijeenkomst in Baden-Baden een verklaring waarin vijf principes voor een bi-nationale structuur werden vastgelegd. Deze structuur zou worden belast met het opzetten en beheren van alle gemeenschappelijke samenwerkingsprogramma's tussen beide landen.

Gelet op de vooruitgang die deze twee landen boekten, vroegen eerst het Verenigd Koninkrijk en later Italië tot de structuur toe te treden door de vijf principes van de verklaring van Baden-Baden te onderschrijven.

Op basis hiervan ondertekenden de vier landen op 12 november 1996 in Straatsburg een *Memorandum of Understanding* voor de oprichting van de gemeenschappelijke organisatie « *Organisme Conjoint de Coopération en matière d'Armement* » (OCCAR).

De taak van deze organisatie is de samenwerking op het gebied van bewapening efficiënter en goedkoper te maken volgens de in de bijlage vermelde doelstellingen en principes :

Artikel 1 : Voorwerp

De deelnemers komen overeen hun samenwerking op het gebied van bewapening te herstructureren

principes figurant à l'article 11 et ainsi d'en accroître l'efficacité et d'en réduire les coûts.

Article 2 : Objectifs et principes de la coopération

1. Les objectifs et les principes de la coopération approuvés par le Conseil de défense et de sécurité franco-allemand lors de sa 14^e session le 7 décembre à Baden-Baden et acceptés par l'Italie et le Royaume-Uni par lettres mentionnées ci-dessus, sont les suivants :

a) Programmes

L'obtention du meilleur rapport coût (entendu comme coût global de possession) /efficacité pour les programmes en coopération actuels et futurs est une impérieuse nécessité. À cette fin de nouvelles méthodes de gestion des programmes seront mises en œuvre; les organisations de gestion des programmes seront rationalisées et optimisées, enfin les procédures de passation des contrats seront rendues plus efficaces. De même, la constitution de maîtrises d'œuvre industrielles transnationales et véritablement intégrées sera encouragée.

b) Préparation de l'avenir

Les pays partenaires ⁽¹⁾ s'efforceront de mettre en place une coordination de leurs besoins à long terme, dans la mesure où les impératifs militaires le permettront, ainsi qu'une politique commune d'investissement technologique, respectant les principes de complémentarité, de réciprocité et d'équilibre.

c) Acquisition

Dans les programmes en coopération, les pays partenaires chercheront améliorer la compétitivité de la base industrielle et technologique de défense européenne, à tirer profit de leurs pôles d'excellence industriels ainsi qu'à favoriser les rapprochements entre entreprises. La mise en concurrence devra, dans toute la mesure du possible, s'exercer suivant des règles identiques à élaborer.

d) Coopération industrielle

Pour permettre le renforcement de la compétitivité de la base industrielle et technologique européenne, les pays partenaires renoncent, dans les domaines de coopération, à un calcul analytique du

⁽¹⁾ Appelés « les participants » dans le cadre du présent arrangement.

overeenkomstig de in artikel 11 beschreven doelstellingen en principes om de efficiëntie te vergroten en de kosten te drukken.

Artikel 2 : Doelstellingen en principes van de samenwerking

1. De doelstellingen en principes van de samenwerking, die door de Frans-Duitse defensie- en veiligheidsraad zijn goedgekeurd tijdens zijn 14^e zitting op 7 december in Baden-Baden en door Italië en het Verenigd Koninkrijk in voornoemde brieven zijn aanvaard, zijn :

a) Programma's

Het is absoluut noodzakelijk dat de beste prijs/efficiëntieverhouding wordt verkregen voor de huidige en toekomstige samenwerkingsprogramma's (waarbij « prijs » moet worden begrepen als de globale aankoop- en gebruikskosten). Hiertoe zullen nieuwe methodes voor programmabeheer worden ingevoerd; de organisatie van het programmabeheer zal worden gerationaliseerd en geoptimaliseerd en de procedures voor het sluiten van contracten ten slotte zullen efficiënter worden gemaakt. Daarnaast zal de oprichting van transnationale en werkelijk geïntegreerde groepen van industriële contractors worden aangemoedigd.

b) Voorbereiding van de toekomst

De partnerlanden ⁽¹⁾ zullen inspanningen doen om hun lange-termijnbehoeften te coördineren voorzover de militaire voorschriften zulks mogelijk maken en om een gemeenschappelijk beleid inzake technologie-investeringen te voeren met inachtneming van de principes van complementariteit, reciprociteit en evenwicht.

c) Aankoop

In de samenwerkingsprogramma's zullen de partnerlanden ernaar streven het concurrentievermogen van de industriële en technologische basis van de Europese defensiesector te versterken, voordeel te halen uit hun industriële *poles of excellence* en toenaderingen tussen bedrijven te bevorderen. Bij de mededinging zal zoveel mogelijk rekening moeten worden gehouden met identieke, nog op te stellen regels.

d) Industriële samenwerking

Om de versterking van het concurrentievermogen van de Europese industriële en technologische basis mogelijk te maken, stemmen de partnerlanden ermee in voor de samenwerkingsgebieden af te zien

⁽¹⁾ In het kader van deze overeenkomst « deelnemers » genoemd.

juste-retour industriel programme par programme, pour le remplacer par la recherche d'un équilibre global multiprogrammes et pluriannuel. La transparence sera assurée par des états d'avancement établis annuellement pour chacun des programmes en cours.

Cette coopération vise à la création, entre eux, d'une réelle complémentarité industrielle et technologique dans les domaines concernés, garantissant l'approvisionnement des forces en toutes circonstances, à court et moyen terme.

e) Participation d'autres partenaires

Les pays partenaires sont très désireux d'associer d'autres pays européens, dès lors que ceux-ci acceptent les principes énumérés ci-dessus et que chacun des partenaires approuve l'entrée du candidat concerné. Cette participation, recherchée sur les programmes significatifs, sera fonction de l'importance de son engagement financier.

2. Par ailleurs, chacun des participants donnera la préférence, pour satisfaire aux besoins de ses forces armées, aux matériels au développement desquels il a contribué dans le cadre de l'OCCAR.

Article 3 : Création d'un organisme conjoint entre les Participants

1. Afin d'atteindre les objectifs figurant à l'article II, les participants établissent un *Organisme Conjoint de Coopération en matière d'Armement* (ci-après dénommé OCCAR).

2. L'OCCAR a pour mission de diriger, de coordonner et de faire exécuter les programmes d'armement en coopération, en liaison avec les états-majors nationaux des Forces Armées concernés, y compris la gestion de la configuration et le soutien en service ainsi que la coordination et le soutien des activités communes de préparation du futur.

3. L'OCCAR assure, entre autres, les fonctions suivantes :

- a) gestion des programmes en coopération en cours et à venir, y compris la gestion de la configuration et le soutien en service, ainsi que les activités de recherche;
- b) gestion de certains programmes nationaux des participants;
- c) élaboration des spécifications techniques conjointes pour le développement et l'acquisition d'équipements définis en commun;
- d) études de solutions techniques répondant aux besoins opérationnels futurs;
- e) coordination des décisions prises à l'échelon national concernant la base industrielle commune et les technologies communes;

van een analytische berekening van de industriële billijke return per programma en die te vervangen door een streven naar een globaal evenwicht over meerdere programma's en jaren. De transparantie zal worden gegarandeerd door voortgangsverslagen die jaarlijks voor elk van de lopende programma's zullen worden opgesteld.

Deze samenwerking is gericht op de totstandkoming van een onderlinge werkelijke industriële en technologische complementariteit in de betrokken gebieden zodat de bevoorrading van de strijdkrachten op korte en middellange termijn in alle omstandigheden verzekerd is.

e) Deelname van andere partners

De partnerlanden zijn er voorstander van dat andere Europese landen tot de samenwerking toetreden, op voorwaarde dat die landen voornoemde principes aanvaarden en alle leden akkoord gaan met de toetreding van de betrokken kandidaat. Deze deelname, die voor de belangrijke programma's wordt gezocht, zal afhangen van de financiële inbreng van het betrokken land.

2. Voorts zal elke deelnemer, om aan de behoeften van zijn strijdkrachten tegemoet te komen, voorrang geven aan materieel aan de ontwikkeling waarvan hij in het kader van OCCAR heeft bijgedragen.

Artikel 3 : Oprichting van een voor de deelnemers gemeenschappelijke organisatie

1. Om de in artikel II beschreven doelstellingen te halen, richten de deelnemers de *Organisme Conjoint de Coopération en matière d'Armement* (hierna OCCAR genoemd) op.

2. Doel van OCCAR is de samenwerkingsprogramma's op het gebied van bewapening te leiden, te coördineren en te laten uitvoeren in samenspraak met de nationale generale staven van de betrokken strijdkrachten, met inbegrip van configuratiebeheer, onderhoudsteun alsook coördinatie van en steun aan de gemeenschappelijke activiteiten ter voorbereiding van de toekomst.

3. OCCAR neemt onder meer volgende taken op zich :

- a) lopende en toekomstige samenwerkingsprogramma's beheren, met inbegrip van configuratiebeheer en onderhoudsteun, alsook de onderzoeksactiviteiten;
- b) bepaalde nationale programma's van deelnemers beheren;
- c) gemeenschappelijke technische specificaties opstellen voor de ontwikkeling en de aankoop van gezamenlijk gedefinieerde uitrusting;
- d) technische oplossingen bestuderen die aan de toekomstige operationele behoeften beantwoorden;
- e) op nationaal vlak genomen beslissingen over de gemeenschappelijke industriële basis en de gemeenschappelijke technologieën coördineren;

f) coordination des investissements et de l'utilisation des centres d'essai;

g) coordination et planification d'activités de recherche conjointes.

Compétences et acquis technologiques de l'industrie de défense belge

Une série d'exemples d'équipements développés par l'industrie nationale identifient les compétences disponibles aujourd'hui. Certaines firmes mentionnées dans ces exemples travaillent essentiellement les marchés d'exportation. En outre, l'industrie de défense belge domine la technologie de base liée à l'activité qu'elle exerce dans le secteur civil.

Il y a cependant lieu de noter que la participation belge à des programmes de coopération en matière d'armement nécessite aussi des compétences et des connaissances liées aux spécificités militaires de ces équipements, d'où l'importance des recherches préliminaires à la coopération pour ces projets.

L'inadéquation des moyens budgétaires de rééquipement

Dans sa présentation devant la Commission de la Défense nationale, Fabrimetal a montré un tableau comparant pour 1996, des budgets de rééquipement des Pays-Bas, de la Norvège, du Danemark et de la Belgique.

Connaissant les effectifs respectifs des Forces armées des 4 pays pour 1996, on peut également calculer l'investissement moyen par homme. On obtient le tableau suivant :

	Rééquipement en millions US \$ — <i>Wederuitrusting in miljoen US \$</i>	Personnel militaire — <i>Militair personeel</i>	Investissement par militaire en US \$ — <i>Investerings per militair in US \$</i>	
Belgique	222	44 700	5 000	België.
Danemark	395	28 400	13 900	Denemarken.
Pays-Bas	1 502	63 900	23 500	Nederland.
Norvège	1 080	38 200	28 300	Noorwegen.

Les données de base proviennent du document OTAN DPP (96) 1148 du 20 décembre 1996.

FLA (*Future Large Aircraft*) ATF (*Avion de Transport Futur*)

La réalité et l'actualité du besoin

L'industrie souligne que, si les Français et les Allemands se sont peu exprimés sur le sujet, dans un passé récent, cela est dû aux difficultés budgétaires du moment dans les deux pays.

L'expérience acquise lors des opérations récentes, hors OTAN, a démontré le déficit en moyens de transport aérien dont disposent actuellement les Forces armées européennes.

f) investeringen en het gebruik van proefcentra coördineren;

g) gezamenlijke onderzoeksactiviteiten coördineren en plannen.

Technologische knowhow en ervaring van de Belgische defensie-industrie

Enkele voorbeelden van uitrusting die door de Belgische industrie is ontwikkeld, illustreren de thans beschikbare know how. Sommige firma's die bij deze voorbeelden worden genoemd, zijn voornamelijk op exportmarkten actief. Bovendien beheerst de Belgische defensie-industrie de basistechnologie van haar activiteiten in de niet-militaire sector.

Toch moet worden opgemerkt dat de Belgische deelname aan samenwerkingsprogramma's op het gebied van bewapening ook knowhow en kennis vergt in verband met de specifiek militaire kenmerken van de uitrusting. Vandaar het belang van onderzoek dat samenwerkingsverbanden in deze projecten voorafgaat.

Ontoereikendheid van de begrotingsmiddelen voor wederuitrusting

In zijn uiteenzetting toonde Fabrimetal een vergelijkende tabel met de Nederlandse, Noorse, Deense en Belgische begrotingsmiddelen voor wederuitrusting in 1996.

Aan de hand van het aantal manschappen van de vier landen in 1996 kan ook de gemiddelde investering per hoofd worden berekend. Dat geeft volgende tabel :

De basisgegevens komen uit NAVO-document DPP (96) 1148 van 20 december 1996.

FLA (*Future Large Aircraft*) ATF (*Avion de Transport Futur*)

Realiteit en actualiteit van de behoefte

De industrie wees erop dat, als de Fransen en de Duitsers zich in een recent verleden niet veel over dit onderwerp hebben uitgelaten, dat een gevolg is van begrotingsmoeilijkheden in beide landen.

De ervaring die tijdens de recente operaties (buiten het kader van de NAVO) is opgedaan, heeft aangetoond dat de Europese strijdkrachten momenteel over te weinig luchttransportmiddelen beschikken.

Le besoin vient d'être réaffirmé tout récemment par des responsables des deux pays, M. G. Simon, responsable du rééquipement pour la Défense allemande et J.-M. Helmer, son collègue français, lors de leur rencontre du 7 mai 1997.

« *We all need a transport aircraft, its an unquestionable need. We must take a decision as soon as possible because if we don't, each country, exactly because of its needs, will buy something different* » (Interview de M. G. Simon dans *Defense News* du 19 mai 1997).

Le commandant de la Force Aérienne de Projection (FAP) française a rappelé également ce besoin en le justifiant opérationnellement et en soulignant les réductions des coûts de fonctionnement que permettrait l'utilisation de l'avion par plusieurs pays.

« La cohérence de la Projection des Forces, souci majeur de la nouvelle doctrine militaire, passe donc par l'acquisition de l'ATF/FLA. De plus la mise en service de cet appareil dans plusieurs forces aériennes européennes permettrait une synergie dans les domaines de la maintenance, de la formation, et du soutien, génératrice d'économies d'acquisition et de fonctionnement. » (Interview du général R. Creuzé, commandant de la FAP française, dans *Air et Cosmos/Aviation International* du 9 mai 1997).

L'industrie de défense — Structure des sociétés et diversité des produits

a) La plupart des entreprises appartiennent au secteur privé :

Les exceptions du secteur public :

- SONACA — Région Wallonne;
- CMI — *idem*.

Quelques entreprises sont aussi partiellement à capital public :

- FN Herstal :
- Région wallonne : 8 %;
- GIAT : 92 %;
- Techspace Aéro :
- Région wallonne : 30 %;
- Snecma (Fr) : 51 %;
- Pratt & Whitney (USA) : 19 %;
- Bats :
- Région wallonne : 49 %;
- Holding ELTEM (NL) : 51 %.

Les capitaux étrangers sont majoritaires dans la plupart des autres sociétés :

— Alcatel Bell — Alcatel ETCA — Fabrisys — Thomson-CSF Electronics Belgium :

Capitaux français;

- BAMS : capitaux français et belges;
- Delft Sensor Systems : capitaux néerlandais;
- Siemens, Siemens-Atea : capitaux allemands;
- Sabca : capitaux français et néerlandais;
- Bombardier Eurorail : capitaux canadiens;
- Mecar : capitaux américains.

Les sociétés à capitaux belges : Asco Industries, Barco, Dinamec, Sait Systems et Seyntex.

De behoefte aan meer middelen werd onlangs nogmaals bevestigd door de verantwoordelijken van beide landen, de heer G. Simon, verantwoordelijke voor wederuitrusting van het Duitse leger, en de heer J.-M. Helmer, zijn Franse collega, tijdens een ontmoeting op 7 mei 1997.

« *We all need a transport aircraft, it's an unquestionable need. We must take a decision as soon as possible because if we don't, each country, exactly because of its needs, will buy something different* » (Interview met de heer G. Simon in *Defense News* van 19 mei 1997).

Ook de bevelhebber van de Franse *Force Aérienne de Projection* (FAP) wees op deze behoefte. Hij onderstreepte de operationele rechtvaardiging ervan en de kostenbesparingen die mogelijk zijn als het vliegtuig door verscheidene landen wordt gebruikt.

« *La cohérence de la Projection des Forces, souci majeur de la nouvelle doctrine militaire, passe donc par l'acquisition de l'ATF/FLA. De plus la mise en service de cet appareil dans plusieurs forces aériennes européennes permettrait une synergie dans les domaines de la maintenance, de la formation, et du soutien, génératrice d'économies d'acquisition et de fonctionnement.* » (interview met generaal R. Creuzé, bevelhebber van de Franse FAP, in *Air et Cosmos/Aviation International* van 9 mei 1997).

Defensie-industrie — structuur van de ondernemingen en diversiteit van de producten

a) De meeste ondernemingen behoren tot de privé-sector :

Uitzonderingen van de overheidssector :

- SONACA — Waals Gewest;
- CMI — *idem*.

In enkele ondernemingen participeert de overheid :

- FN Herstal :
- Waals gewest : 8 %;
- GIAT : 92 %;
- Techspace Aéro :
- Waals gewest : 30 %;
- Snecma (Fr) : 51 %;
- Pratt & Whitney (USA) : 19 %;
- Bats :
- Waals Gewest : 49 %;
- Holding ELTEM (NL) : 51 %

Het kapitaal van de meeste andere ondernemingen is grotendeels van buitenlandse oorsprong :

— Alcatel Bell — Alcatel ETCA — Fabrisys — Thomson-CSF Electronics Belgium :

Frans kapitaal;

- BAMS : Frans en Belgisch kapitaal;
- Delft Sensor Systems : Nederlands kapitaal;
- Siemens, Siemens-Atea : Duits kapitaal;
- Sabca : Frans en Nederlands kapitaal;
- Bombardier Eurorail : Canadees kapitaal;
- Mecar : Amerikaans kapitaal.

Ondernemingen met Belgisch kapitaal : Asco Industries, Barco, Dinamec, Sait Systems en Seyntex.

b) La grande majorité des entreprises est active dans plusieurs secteurs :

- militaire, commercial et spatial : Alcatel Bell, Alcatel ETCA, Delft Sensor Systems, Fabrisys, Sabca, Sait Systems, Sonaca, Techspace Aéro;
- militaire et commercial : Barco, Asco Industries, Bats, Bombardier Eurorail, CMI, Dinamec, FN Herstal, Mecar, Siemens, Siemens-Atea, Seyntex, Thomson-CSF Electronics Belgium;
- militaire exclusivement : BAMS.

c) La valeur relative des activités dans les différents secteurs, varient annuellement au gré des commandes :

Certaines sociétés précisent la part relative de chaque secteur dans leur bilan annuel :

- Sabca (1996) : 60 % militaire, 10 % civil, 30 % spatial;
- Sonaca (1996) : 20 % militaire, 80 % civil et spatial;
- Techspace Aéro (1996) : 28 % militaire, 60 % civil, 6 % spatial et 6 % R & D;
- Alcatel ETCA (1996) : 11 % militaire, 47 % civil, 42 % spatial.

D'autres ne font pas la distinction, notamment parce que la synergie entre les lignes de production est très grande.

Du point de vue technologique, la conjonction des trois secteurs assure aux bureaux d'étude, la masse critique nécessaire et ouvre la porte à l'implantation de nouvelles technologies.

d) Marchés publics autres que la Défense :

- Gendarmerie, police, pompiers, ... FN Herstal, Seyntex, Thomson CSF Electronics Belgium, Siemens-Atea, Alcatel ETCA;
- Chemin de fer : CMI – Bombardier Eurorail;
- Télécommunication et TV:
- Barco (TV);
- Sait Systems, Siemens-Atea, Alcatel Bell, Alcatel ETCA (communication et technologie de l'information).

e) Pour le secteur défense, globalement le chiffre d'affaires 1996 était de 26 milliards de francs dont 74 % à l'exportation vers des pays amis non européens.

Les compensations

Le concept, son application et les catégories (directes, semi-directes, indirectes), ont été analysés de façon approfondie au sein du Parlement, par la Commission d'enquête sur les Marchés militaires de la Chambre des Représentants (Rapport publié le 22 février 1995, sous le n° 954/13-92/93 par la Chambre des Représentants de Belgique).

b) De meeste ondernemingen zijn in verschillende sectoren actief :

- militair, commercieel en ruimtevaart : Alcatel Bell, Alcatel ETCA, Delft Sensor Systems, Fabrisys, Sabca, Sait Systems, Sonaca, Techspace Aéro;
- militair en commercieel : Barco, Asco Industries, Bats, Bombardier Eurorail, CMI, Dinamec, FN Herstal, Mecar, Siemens, Siemens-Atea, Seyntex, Thomson-CSF Electronics Belgium;
- uitsluitend militair : BAMS.

c) Het aandeel van de activiteiten per sector varieert ieder jaar naargelang van de bestellingen :

Sommige ondernemingen preciseren in hun jaarverslag het aandeel van elke sector :

- Sabca (1996) : 60 % militair, 10 % niet-militair, 30 % ruimtevaart;
- Sonaca (1996) : 20 % militair, 80 % niet-militair en ruimtevaart;
- Techspace Aéro (1996) : 28 % militair, 60 % niet-militair, 6 % ruimtevaart en 6 % O & O;
- Alcatel ETCA (1996) : 11 % militair, 47 % niet-militair, 42 % ruimtevaart.

Andere bedrijven maken geen onderscheid omdat de synergie tussen de productielijnen zeer groot is.

Vanuit technologisch oogpunt is de samenvoeging van de drie sectoren voor de ontwerp bureaus een garantie voor het halen van de noodzakelijke kritische massa, wat de invoering van nieuwe technologieën mogelijk maakt.

d) Overheidsopdrachten buiten de defensiesector :

- Rijkswacht, politie, brandweer, ... FN Herstal, Seyntex, Thomson CSF Electronics Belgium, Siemens-Atea, Alcatel ETCA;
- Spoorwegen : CMI – Bombardier Eurorail;
- Telecommunicatie en TV :
- Barco (TV);
- Sait Systems, Siemens-Atea, Alcatel Bell, Alcatel ETCA (communicatie en informatietechnologie).

e) In 1996 bedroeg de totale omzet van de defensiesector 26 miljard frank, waarvan 74 % naar bevriende, niet-Europese landen werd uitgevoerd.

Compensaties

Het concept, de toepassing ervan en de categorieën (directe, semi-directe, indirecte compensaties) werden in het parlement grondig geanalyseerd door de onderzoekscommissie Militaire contracten van de Kamer van volksvertegenwoordigers (verslag n° 954/13-92/93 van de Belgische Kamer van volksvertegenwoordigers dat op 22 februari 1995 gepubliceerd werd).

À la page 192, on y lit notamment :

« Il convient en outre d'observer qu'actuellement, de nombreux projets de coopération multinationale tournent au ralenti ou ne parviennent même plus à quitter la planche à dessin. Renationaliser paraît du reste être actuellement la règle en matière de défense.

A fortiori, les compensations industrielles demeureront donc nécessaires pour un certain temps encore.

L'industrie belge en général et l'industrie de défense en particulier seront dès lors contraintes provisoirement, au moins jusqu'à la mi-1996 ⁽¹⁾ de tenter de participer à des projets technologiques de pointe par le biais de formes de retour économique lié à des commandes militaires. Si on veut conserver un tissu industriel dans le domaine militaire dans un marché en régression et dans un petit pays caractérisé par une économie très « ouverte », tout en évitant que des pays « plus grands » à tendance protectionniste ne profitent de la situation, on ne peut pas en cette délicate période de transition (restructuration, fusions, etc.), s'ériger en pays « pionnier » et proposer de renoncer immédiatement à toutes les formes de retour économique (notamment les compensations industrielles), ce qui serait peut-être orthodoxe du point de vue juridique mais irréaliste sur le plan économique.

Cela ne signifie nullement que la politique menée jusqu'à ce jour en matière de compensations industrielles puisse être poursuivie telle quelle. ».

Aux pages 195 et 196 on lit également : « Par ailleurs, l'industrie belge devrait également être associée le plus tôt possible au processus de développement et de production du matériel à acquérir.

Il convient si possible de privilégier, dans les propositions de disposition économique en matière de participation industrielle, le développement national, la coproduction ou la production intégrée (« à source unique » ou non) ainsi que la collaboration industrielle et d'essayer, dans la mesure du possible, d'obtenir, sur le plan de l'activité, l'intégration la plus rapide possible de l'industrie belge dans le processus de développement et de production en mettant l'accent sur la recherche & développement, l'étude préalable, la conception et l'élaboration du prototype ⁽²⁾ étant donné que ces formes de collaboration sont les plus intéressantes du point de vue du transfert de technologie et de l'apport innovateur.

⁽¹⁾ L'année 1996 verra en effet l'organisation d'une Conférence intergouvernementale (CIG) en vue de l'actualisation du Traité de l'Union européenne.

⁽²⁾ *Développement national*

Les éléments du matériel qui seront développés par l'industrie belge et fabriqués en Belgique, ainsi que la partie d'origine étrangère, devront être mentionnés de façon détaillée et claire. Pour les frais de recherches et de développement exposés en Belgique, le soumissionnaire devra indiquer le coût total investi dans le programme.

Op pagina 192 van dat verslag staat :

« Er dient tevens te worden opgemerkt dat vele multinationale samenwerkingsprojecten op dit ogenblik op een zeer laag pitje draaien of zelfs de tekentafel niet meer afgeraken. Overigens lijkt renationalisatie in defensieaangelegenheden tegenwoordig de slogan te zijn.

A fortiori zullen nijverheidscompensaties derhalve nog een tijdje nodig blijven.

Tot medio 1996 ⁽¹⁾ op zijn vroegst, zijn de Belgische nijverheid in het algemeen en de defensie-industrie in het bijzonder dus wel genoodzaakt om voorlopig via vormen van economische return bij legerbestellingen te pogen te participeren in technologisch hoogwaardige projecten. Indien men binnen een teruglopende markt nog een defensieindustriële weefsel wil overhouden in een klein land met een erg « open economie » en men wil vermijden dat protectionistisch gestemde « grotere » landen misbruik maken van de situatie, dan kan men omogelijk in deze moeilijke overgangsfase (herstructurerings, fusies, ...) als « gidsland » naar voren treden om juridisch-orthodox doch economisch onrealistisch voor te stellen om alle vormen van economische return (onder meer de nijverheidscompensaties) onmiddellijk op te geven.

Dit betekent geenszins dat het tot op heden gevoerde beleid inzake de nijverheidscompensaties onverkort en zonder meer kan worden verdergezet. ».

Op blz. 195 en 196 staat : « Verder moet het de bedoeling zijn om er naar te streven de Belgische industrie in een zo vroeg mogelijk stadium van het ontwikkelings- en productieproces van aan te schaffen materieel te laten participeren.

Indien mogelijk, dienen in de voorstellen tot economische beschikking inzake de nijverheidsdeelname, de nationale ontwikkeling, de coproductie of geïntegreerde productie (al dan niet « *single source* ») en de industriële samenwerking te worden geprivilegieerd en moet, voor zover mogelijk, qua activiteit, een zo vroeg mogelijke inschakeling van de Belgische industrie in het ontwikkelings- en productieproces te worden nagestreefd met de nadruk op O & O, *predesigning & designing and prototyping* ⁽²⁾, omdat deze vormen qua technologieoverdracht en innovatieve input het hoogst scoren.

⁽¹⁾ In 1996 wordt immers een Intergouvernementale Conferentie (IGC) georganiseerd ter vernieuwing van het EU-Verdrag.

⁽²⁾ *Nationale ontwikkeling*

De gedeelten van het materieel die door de Belgische nijverheid worden ontwikkeld en in België zullen worden vervaardigd, alsmede het aandeel van buitenlandse oorsprong, dienen omstandig en duidelijk te worden vermeld. De inschrijver moet, voor de in België gedane onderzoeks- en ontwikkelingskosten de totale kosten in dat programma geïnvesteerd, opgeven.

Si cela s'avérait impossible et que la commande devrait être passée à l'étranger, il faudrait chercher une formule qui combine, de manière la plus optimale possible pour l'industrie belge, différentes formes de compensations (directes, semi-directes et indirectes) ⁽¹⁾ en mettant l'accent sur les secteurs d'activité précités.

Il ne faut pas perdre de vue, à cet égard, que les compensations industrielles indirectes sont primordiales pour l'internationalisation de nos PME civiles et de défense. Même compte tenu de l'importance croissante qu'il convient de donner aux produits mixtes, que ce soit ou non dans le cadre de projets de conversion, ces compensations indirectes demeurent vitales pour certains secteurs de haute technologie. ».

Conclusions

L'industrie est une composante légitime et à part entière de la Politique de défense.

À côté de son impact économique et social important elle crée aussi un retour financier au profit du Trésor Public réduisant ainsi à moins de la moitié le coût global des équipements.

Pour réaliser ces performances, l'industrie de défense doit pouvoir compter sur :

- l'approbation d'un plan à long terme (PLT) à la Défense nationale permettant à l'industrie de définir sa stratégie et de la défendre au niveau européen;

- une politique et des moyens de R & D au niveau de la Défense nationale. Une telle politique concertée avec les instances régionales constitue la clé d'entrée pour les programmes de coopération tant sur le plan technologique que dans les programmes de développement, et répond aux exigences exprimées au niveau européen;

- un appui gouvernemental et des Régions sur la scène internationale pour :

- * participer au programmes multinationaux dès les premières phases de ces programmes, citons : le FLA (*Future Large Aircraft*), les satellites d'observation, le futur véhicule blindé d'infanterie et les équipements qui deviendront communs aux troupes de l'Eurocorps;

⁽¹⁾ 1. *Compensations directes*

Participation de l'industrie belge à la production, aux livraisons, aux travaux et aux services portant uniquement sur le matériel destiné aux besoins belges.

2. *Compensations semi-directes*

Participation de l'industrie belge à la production d'ensembles ou d'éléments de technologie de pointe se rapportant à un matériel identique ou similaire à celui faisant l'objet du marché mais destiné à l'exportation.

3. *Compensations indirectes*

Participation de l'industrie belge à la production, aux livraisons, aux travaux et aux services, différents de ceux faisant l'objet du marché mais d'un niveau technologique équivalent, à condition qu'ils génèrent manifestement un nouveau flux commercial induit par ce marché.

Is zulks niet mogelijk en dient de bestelling in het buitenland geplaatst te worden, dan dient gezocht te worden naar een voor de Belgische industrie zo optimaal mogelijke combinatie van compensatievormen (direct, semi-direct en indirect) ⁽¹⁾ met de nadruk op de bovenvermelde activiteitssectoren.

Hierbij mag niet uit het oog worden verloren dat de indirecte nijverheidscompensaties voor de internationalisatie van onze kleinere en middelgrote defensie- en civiele ondernemingen van levensbelang zijn. Ook vanuit het standpunt van het toenemende belang dat aan *dual use*-produkten dient gehecht te worden, al dan niet in het kader van conversieprojecten, blijven deze indirecte compensaties voor bepaalde hoogtechnologische sectoren van vitaal belang. ».

Conclusies

De industrie is een legitieme en volwaardige component van het defensiebeleid.

Naast haar grote economische en sociale impact doet ze ook financiële middelen naar de schatkist terugvloeien, waardoor de globale kosten van de uitrusting meer dan gehalveerd worden.

Om een en ander te realiseren, moet de defensie-industrie kunnen rekenen op :

- de goedkeuring van een plan op lange termijn (PLT) voor Landsverdediging, waardoor de industrie haar strategie kan bepalen en die op Europees vlak kan verdedigen;

- een O & O-beleid en -middelen voor Landsverdediging. Een dergelijk beleid, in samenspraak met de gewestelijke overheden, is de sleutel tot deelname aan de technologische samenwerkingsprogramma's en de ontwikkelingsprogramma's en beantwoordt aan de behoeften op Europees vlak;

- steun van de regering en de gewesten op de internationale scène om :

- * vanaf de eerste fasen aan de multinationale programma's deel te nemen, bijvoorbeeld : FLA (*Future Large Aircraft*), observatiesatellieten, het toekomstig gepantserd infanterievoertuig en de uitrusting die door het Eurokorps zal worden gebruikt;

⁽¹⁾ 1. *Rechtstreekse (directe) compensaties*

Deelname van de Belgische nijverheid aan de produktie, de leveringen, de werken en de diensten die enkel betrekking hebben op het materieel bestemd voor de Belgische behoeften.

2. *Halfrechtstreekse (semi-directe) compensaties*

Deelname van de Belgische nijverheid aan de produktie van technologisch geëvolueerde gehelen of onderdelen die betrekking hebben op hetzelfde of gelijkaardig materieel als dat van de opdracht, maar dat bestemd is voor de uitvoer.

3. *Onrechtstreekse (indirecte) compensaties*

Deelname van de Belgische nijverheid aan de produktie, de leveringen, de werken en de diensten, verschillende van deze welke het voorwerp uitmaken van de opdracht, maar van een gelijkwaardig technologisch peil zijn, op voorwaarde dat ze op ondubbelzinnige wijze een nieuwe handelsstroom tot stand brengen die ontstaat ingevolge deze opdracht.

- * promouvoir les pôles d'excellence de l'industrie belge;
- * soutenir l'effort d'exportation de façon comparable à ce que font les autres gouvernements;

* favoriser la création de références nationales lors de la mise en œuvre de ses programmes d'acquisition;

— la mise en place d'une structure de coordination entre la Défense nationale et l'industrie.

L'évolution rapide de l'environnement industriel européen et mondial ne laisse que peu de temps pour cette nécessaire adaptation. Le temps joue contre les industries des petits pays.

2.2. Discussion

A. Observations et questions des membres

— La Belgique consacre effectivement moins de moyens aux investissements, mais elle est également l'un des premiers pays à avoir appliqué un programme de restructuration radical pour le personnel. Cela entraîne bien entendu un important glissement dans les dépenses de personnel, ce qui constitue une donnée non négligeable dans le cadre du débat.

— S'agissant des investissements effectués par le passé, il est frappant de constater que des mirages ont été modernisés peu de temps avant d'être vendus à un prix inférieur à celui de la modernisation.

— Lorsqu'on parle d'investissements publics qui reviennent en partie au Trésor, cela s'applique à tous les départements. Il y a toujours les recettes d'impôts. N'a-t-on pas, par le passé, investi de façon excessive ou mal investi ?

— Combien de militaires pensionnés sont effectivement employés dans l'industrie de l'armement ?

— L'industrie belge est-elle spécialisée dans un certain nombre de produits de sorte qu'elle est tributaire de ces produits sur le plan international ou est-elle trop diversifiée parce qu'elle tient à tout produire elle-même ? Dans cette dernière hypothèse, il se pourrait que l'on passe des commandes publiques, même si le coût est supérieur de 10, 20 ou 30 %, du fait que les retombées pour le Trésor demeurent intéressantes. Qu'en est-il ?

— En ce qui concerne les rapports annuels de la SABCA, quelle est la répartition entre les commandes militaires et les commandes civiles, d'une part, et entre les commandes publiques et les commandes privées, d'autre part ? Quel est la part du chiffre d'affaires actuel réalisé selon les règles de la concurrence et grâce à un rapport qualité/prix plus avantageux ? Quelle est la part du chiffre d'affaires liée aux compensations directes et indirectes ? Quelle est la proportion de commandes passées par les pouvoirs publics ?

* de *poles of excellence* van de Belgische industrie te promoten;

* exportbevorderende maatregelen te blijven nemen die vergelijkbaar zijn met die van de andere regeringen;

* bij de uitvoering van de aankoopprogramma's het creëren van nationale referenties te bevorderen;

— de oprichting van een structuur voor coördinatie tussen Landsverdediging en de industrie.

Gelet op de snelle ontwikkeling van de Europese en mondiale industriële omgeving moet deze noodzakelijke aanpassing er gauw komen. De tijd speelt in het nadeel van de industrieën van de kleine landen.

2.2. Bespreking

A. Opmerkingen en vragen van de leden

— België besteedt inderdaad minder middelen aan investeringen, maar men was ook een van de eerste landen die een vrij radicaal programma van herstructurering voor het personeel hebben doorgevoerd. Dit brengt uiteraard een grote verschuiving naar de personeelsuitgaven met zich, hetgeen een niet onbelangrijk gegeven is binnen het debat.

— Wanneer men spreekt over investeringen in het verleden, is het frappant dat in het verleden mirages werden aangepast die kort daarna werden verkocht aan een mindere prijs dan de prijs van de aanpassing.

— Wanneer men spreekt van overheidsinvesteringen die gedeeltelijk naar de schatkist terugvloeien, dan geldt dit eigenlijk voor alle departementen. Er zijn steeds inkomsten van belastingen. Heeft men in het verleden niet overgeïnvesteerd of foutief geïnvesteerd ?

— Hoeveel gepensioneerd ex-militairen zijn er effectief tewerkgesteld binnen de wapenindustrie ?

— Is de Belgische industrie gespecialiseerd in een aantal producten zodat men internationaal op deze producten is aangewezen of is België te zeer gediversifieerd omdat men alles zelf wil doen ? Dit laatste zou kunnen impliceren dat men overheidsbestellingen plaatst, al is het 10, 20, 30 % duurder, omdat de return naar de Schatkist dusdanig is dat het nog is gerechtvaardigd.

— Inzake de jaarverslagen van SABCA, wat is de opsplitsing tussen militaire en burgerlijke bestellingen, en tussen overheids- en privébestellingen ? Wat is het deel van de huidige omzet dat op basis van deelname via het vrije marktmechanisme in de wacht werd gesleept omdat de prijs-kwaliteit verhouding de beste is ? Wat is het deel van de omzet door directe compensatiemechanismen, en wat is het deel door indirecte compensatiemechanismen ? Wat is het deel van de bestellingen die via de overheid binnen komen ?

— Peut-on préciser ce qu'on entend par l'abandon des mécanismes de compensation, c'est-à-dire les compensations liées aux commandes publiques ?

— Où en est le dossier du *Future Light Aircraft* ? L'Allemagne et la France seraient moins intéressées ou quitteraient même le projet. Les Pays-Bas sont quant à eux toujours intéressés. Comment voyez-vous l'avenir du FLA, qui pourrait effectivement avoir d'importantes retombées pour la Belgique ?

— La comparaison avec les Pays-Bas n'est pas vraiment pertinente, étant donné qu'ils ne sont pas confrontés à un déficit budgétaire aussi important que celui de la Belgique.

— Existe-t-il une sorte de code d'honneur dans l'industrie de l'armement, code qui fixerait les limites à ne pas dépasser pour décrocher des contrats ?

— Quels sont les contacts que vous avez avec les autres entreprises européennes ? Faut-il arriver à une certaine forme de spécialisation si oui dans quel domaine et dans quel type de coopération ?

— Un plan à long terme paraît indispensable dans la mesure où il faut avoir une certaine visibilité pour les entreprises.

— Il faut avoir une grande transparence dans les relations entre le monde politique et le monde des affaires.

— Dans le cadre de leurs efforts pour atteindre les normes permettant d'adhérer à la monnaie unique européenne, plusieurs pays européens ont économisé sur les dépenses en matière de défense. Il n'en demeure pas moins que la vigilance reste de mise et que, dès qu'une marge sera à nouveau disponible, il faudra dégager les moyens nécessaires en vue de la planification de la sécurité européenne.

La comparaison avec les autres pays

Le but des chiffres à comparer est bien d'indiquer dans quel sens et quel est le trend des investissements qui se font. Toute référence est bonne à prendre mais pas nécessairement au pied de la lettre.

La transparence

Il n'est pas aisé, pour l'industrie de la défense, de se forger une bonne image vis-à-vis de l'opinion publique. Fabrimétal travaille dans la plus grande transparence. Les publications et les membres sont connus. Fabrimétal a du reste sa propre déontologie, ce qui n'exclut évidemment pas les malentendus.

Le problème de la spécialisation

La Belgique dispose d'une série de produits appréciés dans le monde entier. Certes cela diminue, car la concurrence est vive dans tous les domaines. Pour certains produits, la Belgique dispose de références en termes de production et de capacités qui peuvent être montrées dans le monde entier. Pour ce qui est

— Kan nader worden toegelicht wat men precies bedoelt met de afname van retourmechanismen, namelijk de compensaties ingevolge overheidsbestellingen ?

— Wat is de stand van zaken inzake de *Future Light Aircraft* ? Duitsland en Frankrijk zouden minder geïnteresseerd zijn of er zelfs uitstappen. Nederland blijft geïnteresseerd. Hoe ziet u de toekomst van de FLA die inderdaad voor België veel zou kunnen betekenen ?

— De vergelijking met Nederland gaat niet helemaal op, rekening houdend met het feit dat Nederland niet met zo'n groot begrotingsdeficit kampt als België.

— Bestaat er een soort erecode bij de defensie-industrie die bepaalt hoe ver men gaat om contracten in de wacht te slepen ?

— Welke contacten zijn er met de andere Europese ondernemingen ? Moet naar een bepaald type van specialisering worden gestreefd en zo ja, in wat voor veld en voor wat voor samenwerking ?

— Een lange-termijnplan lijkt noodzakelijk aangezien de ondernemingen in dat verband zicht op zaken moeten hebben.

— Wat de contacten tussen de politiek en de zakenwereld betreft, is er behoefte aan grote transparantie.

— Ingevolge de inspanningen om de normen te kunnen behalen, nodig om te kunnen toetreden tot de Europese eenheidsmunt, hebben diverse Europese landen bespaard op defensie. Dit belet niet dat waakzaamheid niet meer is geboden, eens er weer ademruimte is, moet dan ook ruimte worden gemaakt voor planificatie van de Europese veiligheid.

Vergelijking met de andere landen

Het naast elkaar leggen van de cijfers heeft als doel aantonen in welke richting de investeringen worden gedaan en wat ter zake de trends zijn. Elke referentie kan nuttig zijn, maar die gegevens hoeven niet voetstoots te worden aangenomen.

Transparantie

De defensie industrie heeft inzake het imago naar de publieke opinie toe geen gemakkelijke taak. Fabrimetal zelf werkt met de meeste openheid. De publicaties en de leden zijn gekend. Fabrimetal heeft overigens een eigen deontologie, wat misverstanden uiteraard niet uitsluit.

De problematiek van de specialisatie

België heeft een aantal produkten die over de hele wereld gegeerd zijn. Doch dit vermindert sterk, de concurrentie is op alle vlakken zeer groot. Voor bepaalde produkten heeft België zeker referenties inzake productie en capaciteiten die wereldwijd mogen getoond worden. Wat differentiatie betreft, de bedrij-

de la diversification, les entreprises devront définir elles-mêmes les domaines dans lesquels elles se spécialiseront.

La défense européenne

L'armée européenne n'est certainement pas pour demain. En revanche, les armées nationales collaboreront de plus en plus. Dans ces conditions, il est important que la Belgique participe aux organisations internationales et puisse prendre part aux décisions.

FLA

Le FLA existe depuis environ 10 ans. Il y a des grands et des petits pays. À l'instant il y a des difficultés de financement à la fois en France et en Allemagne.

Ces deux pays ont de toute façon l'intention de remplacer leur flotte dans le cadre de la FLA. La Grande-Bretagne souhaite également en faire partie.

B. Réponses

Les contacts avec les autres entreprises européennes

Il y a beaucoup de sociétés belges intéressées dans le secteur de défense qui appartiennent à des groupes internationaux, les contacts sont donc évidents. Même si on appartient à un grand groupe et pour autant qu'on occupe un peu le terrain on peut avoir tous les contacts qu'on veut, on communique dans le secteur de la défense. Mais on n'est crédible à condition qu'on sait que vous apportez quelque chose, soit de la technologie, soit une part de marché.

La coopération en Europe

Il y a eu un doute qui a été émis en ce qui concerne la coopération avec les Anglais. Cette coopération est peut-être difficile, mais ils sont entrés dans l'OCAR parce qu'ils ont vu qu'ils ne pouvaient pas y échapper. Ils sont entrés pour un programme qui est plutôt petit au niveau anglais, mais ils sont quand même entrés. Les entreprises belges doivent aussi trouver un programme pour pouvoir y entrer.

Position de la Belgique au niveau technologique — Intégration européenne

La Belgique dispose d'un savoir-faire très spécialisé et de haut niveau. En parcourant la liste des entreprises, on aperçoit des noms qui évoquent immédiatement une image très spécialisée dans un domaine déterminé. Il y a par exemple des programmes de recherche émanant des autorités américaines. Nous craignons que ce savoir-faire ne se perde en partant à l'étranger. Qui plus est, nous devons

ven zelf zullen moeten uitmaken in welke domeinen zij zich specialiseren.

Europese defensie

Een Europees leger alsdusdanig is zeker nog niet voor morgen. Nationale legers zullen wel steeds meer gaan samenwerken. Het is dan ook belangrijk dat België aan die internationale organisaties participeert en kan mee beslissen.

FLA

De *Future Light Aircraft* bestaat zowat 10 jaar; daarin participeren grote en kleine landen. Thans rijzen zowel in Frankrijk als in Duitsland financieringsproblemen.

Deze beide landen hebben in ieder geval de bedoeling om hun vloot te vervangen in het kader van de FLA. Ook Groot-Brittannië wenst te participeren.

B. Antwoorden

Contacten met de overige Europese ondernemingen

Heel wat Belgische bedrijven die belangstelling hebben voor de defensiesector behoren tot internationale concerns. De contacten zijn dus vanzelfsprekend. Ook als men deel uitmaakt van een groot concern kan men alle gewenste contacten hebben, op voorwaarde dat men enigszins aanwezig is op de markt. In de defensiesector worden goede contacten onderhouden. Men is echter slechts geloofwaardig indien bekend is dat men iets inbrengt, hetzij technologie, hetzij een marktaandeel.

Samenwerking in Europa

Er is twijfel gerezen over de samenwerking met de Engelsen. Die samenwerking verloopt misschien wel moeizaam, maar ze zijn toegetreden tot de OCCAR omdat ze begrepen hebben dat ze niet anders konden. Ze zijn toegetreden voor een programma dat op Engels niveau vrij beperkt is, maar ze zijn toch toegetreden. Ook de Belgische ondernemingen moeten een programma vinden om te kunnen toetreden.

De technologische stand van zaken — Europese integratie

In België is er een know how aanwezig die zeer gespecialiseerd en hoogstaand is. Als men de lijst van de firma's doorloopt, dan ziet men namen waarbij direct een beeld naar voor komt als zeer gespecialiseerd in een bepaald domein. Er zijn bijvoorbeeld onderzoeksprogramma's vanuit de Amerikaanse overheid. De vrees die wij hebben is dat die know-how verloren gaat in de zin dat ze naar het buiten-

faire face à une concurrence déloyale, nos concurrents étrangers bénéficiant de meilleurs moyens, et ce, dans divers domaines. En recherche et développement, par exemple, les entreprises belges ne reçoivent rien. Lorsqu'ils participent à une exposition militaire, les États-Unis viennent avec leur force aérienne, leur force terrestre et leur force navale et de très nombreux soldats qui présentent leur propre matériel. Un certain nombre de pays européens procèdent également de la sorte.

Les entreprises belges sont donc handicapées à plusieurs égards par rapport à leurs concurrents. Un de ces handicaps est l'intégration européenne déficiente au niveau des entreprises, qui est à son tour essentiellement imputable à l'absence de politique de défense européenne. Il s'agit là d'un problème important qui subsistera encore longtemps. Ce qui empêche le secteur privé de former dès à présent des conglomerats européens, c'est le fait que le secteur compte de nombreuses entreprises publiques. En France, par exemple, les autorités détiennent 48 % des parts des deux grands constructeurs aéronautiques. Ces entreprises ne sont dès lors guère enclines à participer à des programmes conjointement avec des entreprises qui relèvent elles-mêmes du secteur public.

Il y a bien des entreprises qui s'intégreront, qui seront absorbées dans une structure multi-européenne. Les entreprises sont également de plus en plus nombreuses à conclure des accords de partenariat, pas uniquement dans le domaine militaire, afin de pouvoir livrer une partie d'un ensemble, non seulement en tant que fournisseur classique, mais également dans le cadre d'une collaboration structurée afin de pouvoir livrer des pièces du début à la fin. Enfin, l'intégration ne doit pas nécessairement être européenne.

Commandes publiques

Les commandes publiques des autorités belges se déroulent suivant une procédure bien connue. En ce qui concerne le problème des compensations, cela relève plutôt du passé. Actuellement, les projets réalisés dans le cadre de compensations ne sont guère nombreux.

Les mécanismes de retour

Le juste retour ne peut être totalement assimilé aux compensations.

Une compensation se négocie dans le cadre d'un système de « juste retour ». Cela existe, par exemple, également dans le cadre de la construction spatiale avec l'ESA. Il s'agit d'un investissement ou d'une participation dans un ensemble plus grand, assorti d'un retour plus ou moins équivalent en termes de livraisons économiques ou industrielles au profit du pays. Plus l'intégration européenne est poussée, plus la Belgique doit insister sur le principe du juste

land stroomt. Overigens moeten wij ook optornen tegen een vervalsing van de competitiviteit omdat onze concurrenten uit andere landen betere middelen krijgen en die middelen die zijn velerlei. Bijvoorbeeld bij onderzoek in ontwikkeling krijgen de Belgische bedrijven niets. Als er bijvoorbeeld ergens een militaire tentoonstelling is, komen de Verenigde Staten met hun luchtmacht, landmacht en zeemacht, met een hele hoop soldaten om het eigen materiaal te presenteren. Ook een aantal andere Europese landen doen dat.

De Belgische bedrijven hebben dus een aantal handicaps ten opzichte van de concurrenten. Een van die handicaps is ook dat de Europese integratie van bedrijven niet vlot verloopt. Een van de hoofdoorzaken is dat er nog geen Europees defensiebeleid is. Dat is een groot probleem dat nog lang zal duren. Wat de bedrijven zelf, de privésector, belet om reeds conglomerate groepen te gaan vormen waarbij ze dus Europees worden, is dat er in de sektor veel overheidsbedrijven zitten. Bijvoorbeeld in Frankrijk, de twee grote vliegtuigconstructeurs zijn voor 48 % in handen van de Franse overheid. Die zijn bijgevolg niet zomaar bereid om in programma's te stappen samen met bedrijven die zelf tot de overheid behoren.

Er zijn dus wel degelijk bedrijven die zich gaan integreren, worden overgenomen in een multi-Europese structuur. Er zijn ook meer en meer bedrijven en misschien ook niet alleen in militaire aangelegenheden, die op het gebied van het partnerschap akkoorden sluiten om in een deel van een geheel te kunnen leveren en dat doen ze niet alleen als klassieke leverancier, maar op basis van een gestructureerde samenwerking om dat zo van het begin tot het einde te kunnen afleveren. Tenslotte is het niet steeds noodzakelijk om Europees te integreren.

Overheidsbestellingen

De overheidsbestellingen aan de Belgische overheid gebeuren via een welbekende procedure. Wat de problematiek van de compensaties betreft, spreekt men eerder over het verleden. Veel projecten op het gebied van compensaties zijn er op dit ogenblik niet.

De retourmechanismen

« *Le juste retour* », « *the just return* » is niet volledig hetzelfde als een compensatie.

Een compensatie wordt afgesproken in een « *just return* »-systeem. Die bestaat bijvoorbeeld ook in de ruimtevaart met ESA. Dat is een investering die men doet of een participatie in een groter geheel met dan een min of meer gelijklopende return naar het land in termen van economische of industriële leveringen. Hoe meer het Europees wordt geïntegreerd, hoe meer dat België moet staan op het principe van « *just return* ». Grotere landen hebben dat minder nodig

retour. Les grands pays n'ont pas tant besoin de ce juste retour parce qu'ils disposent d'autres possibilités politiques que les petits pays. C'est pour cette raison que nous insistons sur ce point.

Les militaires pensionnés dans l'industrie

On a parlé de centaines de milliers de chômeurs et d'un certain nombre d'anciens militaires occupés dans l'industrie de la défense. Certains anciens militaires sont effectivement occupés dans l'industrie dans le cadre de la législation sociale, fiscale et autre. L'expérience professionnelle joue un rôle important à cet égard.

omdat zij andere politieke mogelijkheden hebben dan een kleiner land. Het is daarom dat wij daar het accent op leggen.

De gepensioneerde ex-militairen in de industrie

Men heeft gesproken van honderdduizenden werklozen en van een aantal ex-militairen die in de defensie-industrie zijn tewerkgesteld. Het komt inderdaad voor dat ex-militairen in de industrie zijn tewerkgesteld binnen het kader van de sociale, fiscale en andere wetgeving. De beroepservaring terzake speelt hierbij een belangrijke rol.

VII. — LA RÉSERVE

1. Lieutenant-colonel (Res) BROEKMANS, président de l'Union royale nationale des officiers de réserve (URNOR) et l'adjudant (Res) VALLEE, président de l'Union royale des sous-officiers (URNSOR), dd. 20 mai 1997

1.1. *Exposé*

« *La réserve, aujourd'hui et demain* »

Les officiers et sous-officiers de réserve sont essentiellement des citoyens qui ont souhaité donner un plus à leur service militaire. Plusieurs raisons à cela dont entre autres et pas nécessairement dans l'ordre de leur importance : l'idéalisme, le sens des responsabilités, le civisme, le volontarisme, le dévouement, la volonté d'apprendre, etc.

Bien que membre à part entière des Forces Armées par notre engagement et l'instruction reçue, nous n'en restons pas moins des civils. Winston Churchill a dit d'ailleurs : « *to be a reserve officer is to be twice a citizen* ».

Il existe deux associations de réservistes reconnues par l'État-Major Général, l'Union Royale Nationale des Officiers de Réserve (URNOR) et l'Union Royale Nationale des Sous-Officiers de Réserve (URNSOR). Leur objet social prévoit entre autres la coopération avec l'autorité militaire en vue du perfectionnement de l'instruction militaire du cadre de réserve, de la promotion de relations harmonieuses entre l'armée et la nation, intéresser la jeunesse à la tâche des cadres de réserve, maintenir et développer la camaraderie entre les cadres de réserve sous les liens de leur serment. L'URNOR a célébré en présence de sa Majesté le Roi, son soixantième anniversaire en 1995. Quant à l'URNSOR, elle a célébré ses soixante ans cette année.

Notre intervention devant votre commission se place donc sous le point de vue particulier de notre qualité de citoyens civils et militaires.

Notre participation à ce débat concernant la sécurité et la protection de la population et de ses libertés est une démarche de citoyen responsable.

D'autre part nos responsabilités militaires nous ont permis de participer à l'effort de maintien de la paix dans un environnement relativement immédiat. Cela nous a permis de nous réjouir de voir disparaître la guerre froide. Mais était-ce la seule menace ? Peut-on limiter la défense de notre sécurité et de nos libertés à ce seul environnement immédiat ? La dissuasion due à l'existence d'une armée bien entraînée et équipée dont nous faisons partie n'est-elle pas une des raisons majeures de la fin de la guerre froide ?

Les réponses à ces questions sont des affirmations claires de notre point de vue sur la nécessité du maintien des forces armées.

VII. — DE RESERVE

1. Luitenant-Kolonel (Res) BROEKMANS, voorzitter van de Koninklijke Nationale Vereniging van Reserve Officiëren (KNVRO) en Adjudant (Res) VALLEE, voorzitter van de Koninklijke Nationale Unie van Reserve Onder-Officiëren (KNUROO), dd. 20 mei 1997

1.1. *Uiteenzetting*

« *De reserve, vandaag en morgen* »

De reserve officieren en -onderofficiëren zijn hoofdzakelijk burgers die voor verscheidene redenen meer van hun dienstplicht wilden maken om te beantwoorden aan een behoefte van de krijgsmacht. Deze redenen, niet noodzakelijk in volgorde van belangrijkheid zijn : idealisme, zin voor verantwoordelijkheid, vorm van civisme, volontarisme, dienst aan de natie, initiatief, toewijding, vervolmaking en andere.

Wij blijven uiteraard burgers maar door ons engagement en onze opleiding maken we integraal deel uit van de krijgsmacht. Winston Churchill zei immers « *to be a reserve officer is to be twice a citizen* ».

De Koninklijke Nationale Vereniging Van Reserve Officiëren (KNVRO) en de Koninklijke Nationale Unie van Reserve Onder Officiëren (KNUROO) zijn erkend door de Generale Staf, die voor samenwerking garant staat. Het maatschappelijk doel is onder andere : samen te werken met de militaire overheid met als doel de militaire opleiding van het reservekader te vervolmaken; de harmonieuze betrekkingen tussen het leger en de natie te bevorderen; het onderhouden en het bevorderen van de vriendschap tussen de reserve officieren in de geest van hun eed. KNVRO vierde in 1995 zijn zestigste verjaardag in aanwezigheid van Zijne Majesteit de koning en de KNUROO vierde dit jaar haar zestigste verjaardag.

U kunt begrijpen dat we zowel spreken in onze hoedanigheid van burger als in deze van militair.

Als burger wensen we deel te nemen aan het debat over onze veiligheid en de bescherming van onze bevolking en onze vrijheden.

Als militair zijn wij zeer gelukkig dat we hebben kunnen bijdragen tot de vrede in onze relatief nabije omgeving en dat de koude oorlog tot het verleden behoort. Maar was de koude oorlog onze enige bedreiging ? Wordt onze veiligheid en welvaart enkel in onze onmiddellijke omgeving verdedigd ? Was het einde van de koude oorlog niet te danken aan een goede afschrikking en dus een goed gevormd leger, waar wij deel van uitmaken ?

Door de antwoorden op deze vragen kent u dus ons standpunt betreffende de noodzaak van de krijgsmacht.

La décision politique de ne maintenir qu'une armée de métier fut prise en fonction des différentes missions qui allaient lui être confiées.

Une réserve est essentielle pour une armée de métier.

La majorité des pays occidentaux, tant membres de l'OTAN que de l'Union Européenne, sont convaincus de la nécessité d'une réserve dans une structure de défense et de maintien de la paix.

La situation particulière de notre pays nous oblige d'ajouter que :

— Pour des raisons budgétaires, les tableaux organiques de nos unités ne sont complétés qu'aux 2/3, il faudra donc prévoir des compléments dont des réservistes pour assurer le troisième tiers.

— Dans chaque force ou service, des missions spécifiques sont confiées à la réserve. Par exemple, le contrôle de la navigation a été confié par la Marine à sa réserve. De même le Service Médical ne peut être 100 % opérationnel sans faire appel à du personnel de réserve !

— La défense de nos libertés doit s'entendre tant sur le territoire national qu'à l'extérieur de la Belgique. Aussi, pendant que nos forces armées remplissent à l'étranger les engagements internationaux souscrits par la Belgique, la défense du territoire national doit être assurée. La Défense Militaire du Territoire est une mission toute désignée pour des réservistes issus de la population à défendre.

— Depuis la suspension du service militaire, la réserve reste l'un des liens importants entre les forces armées et la population. De même, l'existence d'une réserve constitue pour beaucoup une garantie pour la démocratie.

Cette réserve indispensable doit être soigneusement sélectionnée, formée, entraînée et disponible. La réserve actuelle, issue du service militaire, répond à ces critères. Mais depuis la suspension de celui-ci, il est de plus en plus difficile pour ne pas dire impossible de trouver et de former de nouveaux réservistes.

Des motifs budgétaires font qu'actuellement il n'y a pas assez de volontaires court terme engagés. Or, lorsqu'on sait que la réserve obligatoire est issue de cette catégorie de personnel, on peut déjà dire que celle-ci ne sera pas suffisante. Recruter et former une réserve volontaire issue de la population civile est donc indispensable.

Comme par le passé, les jeunes candidats réservistes qui se trouvent au début de la vie active auront leurs problèmes spécifiques, liés à leur âge : recherche d'un emploi ou amélioration de leur situation, constitution d'une famille, etc.

Leur enthousiasme et les autres motivations précitées ne suffiront pas à attirer et à convaincre ces candidats. Des formes d'encouragement devront dès lors être prévues.

Gezien een krijgsmacht noodzakelijk blijft, dient beslist te worden welk type krijgsmacht het best zijn opdrachten kan vervullen. De politiek heeft gekozen voor een beroepsleger.

Een beroepsleger zonder reserve is ondenkbaar.

In al de westerse landen, zowel in die, die lid zijn van de Europese Unie, als deze van de NAVO is men ervan overtuigd dat in de huidige defensie structuren en de structuren tot het behoud van de vrede de reservisten onontbeerlijk zijn.

Typisch voor België komt daarbij :

— Voor budgetaire redenen zijn de gevechtseenheden slechts voor 2/3 ingevuld, er zullen dus complementen, waaronder de reserve, nodig zijn om het overige derde in te vullen.

— Daarnaast zijn er in alle machten specifieke opdrachten voor de reserve. De marine heeft de controle van scheepvaart volledig aan de reserve toevertrouwd. De operationele Medische Dienst kan eenvoudig niet zonder haar reserve.

— Volgens ons is de Militaire Verdediging van het Grondgebied (MVG) een noodzaak. Onze vrijheden worden zowel binnen als buiten België verdedigd. Wanneer onze krijgsmacht haar internationale verplichtingen in het buitenland nakomt zal een MVG nodig zijn. Dit is een typische opdracht voor reservisten. Al ware het slechts omdat ze dicht bij de bevolking staan.

— Sinds de opschorting van de militaire dienstplicht is de reserve één van de belangrijkste schakel tussen krijgsmacht en bevolking. Immers ook de reserve is en blijft een garantie voor de democratie.

Deze onontbeerlijke reserve moet degelijk geselecteerd, opgeleid, getraind en beschikbaar zijn. De huidige reserve voortkomend uit de legerdienst voldoet aan deze criteria. Maar door de opschorting van de militaire dienst is er nood aan nieuwe reservisten.

Aangezien vandaag, om budgetaire redenen, de aanwerving van korte termijn vrijwilligers beperkt is, is het duidelijk dat de verplichte reserve, voortkomend uit deze categorie niet voldoende zal zijn. Het zal dus nodig zijn om een vrijwillige reserve, voortkomend uit de burgerbevolking, te recruter en op te leiden.

Zoals in het verleden zullen de jonge kandidaat reservisten die aan het begin van hun actief leven staan hun eigen problemen hebben, verbonden aan hun leeftijd, zoals het zoeken en verbeteren van hun loopbaan, eventueel in hun privé-leven het stichten van een gezin en andere.

Hun enthousiasme en de andere hoger aangehaalde motivaties zullen niet volstaan om deze kandidaten aan te trekken en te overtuigen. Er zullen dus andere vormen van aanmoedigingen moeten worden gecreëerd.

Il est évident que la formation des réservistes ne peut être différente de celle des militaires de carrière.

La nation ne pouvant se permettre d'envoyer en opération des militaires mal ou insuffisamment instruits ou entraînés, la formation d'un réserviste devra donc être semblable à celle de l'active.

Or une formation de qualité exige engagement et disponibilité de la part du réserviste et ceci souvent au détriment de son activité professionnelle civile.

Actuellement, la disponibilité de la réserve est un grand problème. Souvent entraînement, formation et mission doivent être conciliés avec des activités professionnelles de plus en plus lourdes. Occupant le plus souvent une fonction dirigeante ou exerçant une activité d'indépendant, le réserviste doit fournir un sérieux effort pour respecter ses obligations militaires. Employeurs et employés doivent être protégés par un cadre légal adapté. Ces mêmes obligations militaires pèsent également sur la vie de famille. Il faut en effet que conjoint et enfants acceptent les multiples absences pour raison militaire en plus de la vie professionnelle absorbante de leur conjoint et/ou père. Tant dans le secteur privé que dans le secteur public les employeurs devront accepter que certains membres de leur personnel soient rappelés régulièrement. Eux aussi auront des arguments à faire valoir lors de l'élaboration du cadre légal. Compte tenu de tous ces éléments, le moment idéal pour l'entraînement du réserviste se situe en dehors des heures de service. Malheureusement, de par le fait des restructurations et des nombreuses missions prestées actuellement par nos unités, il est de plus en plus difficile d'obtenir un appui militaire en dehors des heures de service, ce qui réduit d'autant plus les possibilités de formation de la réserve. Cette situation entraîne déjà actuellement un risque de voir la réserve insuffisamment entraînée et formée.

Les différents problèmes sur lesquels nous avons voulu attirer votre attention ont des solutions.

Recrutement, entraînement et formation doivent se passer dans un environnement favorable créé notamment par des garanties que l'engagement dans la réserve ne se fera pas au détriment de la carrière professionnelle.

Ce problème doit être débattu au sein d'un groupe de travail réunissant des responsables politiques (de tous les départements concernés), les responsables de la défense nationale, l'état-major général et les représentants de nos associations.

Nos structures nous permettent de jouer un rôle important dans l'information et le recrutement de nouveaux réservistes.

Il est également possible de former des instructeurs parmi les cadres de réserve, ceux-ci pouvant alors prendre en charge la formation des candidats réservistes. Ceci doit cependant être mis sur pied en pleine concertation avec l'état-major général. De même, des moyens devront être prévus à ce propos.

Het is overduidelijk dat de degelijkheid van de opleiding van reservisten niet kan verschillen van deze van het beroepskader.

De natie mag het risico niet nemen om een slecht opgeleide en onvoldoend getraind soldaat in operaties in te zetten.

Een degelijke opleiding zal niet alleen de inzet maar vooral veel tijd van de reservist eisen, ja zelfs ten nadele van zijn beroepsactiviteit.

Vandaag is de beschikbaarheid van de reserve een groot probleem, men mag niet vergeten dat, naast een dikwijls zeer zware beroepsbezigheid, de reservisten beschikbaar moeten blijven voor hun opleiding, training en opdracht. Vele reservisten, vooral het reservekader, zijn werknemers met een leidende functie. Als werknemer dienen ze dan ook beschermd te worden en een degelijk wettelijk kader moet dus worden voorzien. Andere reservisten zijn zelfstandig en hun afwezigheid omwille van hun militaire verplichtingen vraagt van hen zware inspanningen. Tevens vraagt de keuze om reservist te worden een grote inspanning op het familiaal vlak. Zal de partner, dochter of zoon de militaire afwezigheid naast de beroeps- en sociale verplichtingen aanvaarden? De werkgevers, zowel in de privé- als in de openbare sector, zullen moeten aanvaarden dat bepaalde personeelsleden worden opgeroepen. Het is aanneembaar dat ook zij eisen zullen stellen. Hiermee moet rekening worden gehouden bij het opstellen van het wettelijk kader. Daarenboven geschiedt de training van de reservist — ik zou haast zeggen per definitie buiten de normale werkuren. Door de herstructurering en de veelvuldige buitenlandse opdrachten wordt het moeilijker om na de werkuren de nodige militaire steun te vinden. De opleiding van de reservisten schept nu reeds problemen bij het beroepskader. Dit geeft een gevaar voor slechte opgeleide reserve.

Wij hebben uw aandacht getrokken op een reeks problemen waarvoor wij oplossingen aanbieden.

Het is duidelijk dat in het licht van de opleiding en de training maar vooral van de werving een gunstig klimaat rwt geschapen worden, een klimaat waar de kandidaat reservist niet wordt afgeschrikt om zich ter beschikking van zijn bevolking te stellen en waar hij de garantie heeft dit niet te doen ten nadele van zijn beroep.

Wij pleiten om deze problematiek te bespreken in een werkgroep, waarin onze politieke beslissers (van al de betrokken departementen) samen met landsverdediging, de militaire staf en onze verenigingen zetelen.

Wij beschikken over de bestaande structuren om een grote rol te spelen in de informatieverbreiding en werving van nieuwe reservisten.

Het zal ook mogelijk zijn om bij het reservekader instructeurs op te leiden die op hun beurt de nieuwe reserve opleiden. Uiteraard zal dit alles gebeuren in overleg met de krijgsmacht en hiervoor dienen er middelen worden vrijgemaakt.

Les jeunes chercheurs d'emploi auront ainsi la plus-value d'une formation de réserviste et pourront avoir une activité positive et constructive parallèlement à leur recherche d'emploi.

Le mémorandum que nous avons adressé à vos prédécesseurs en 1992 reste toujours d'actualité.

Quelques suggestions de motivation à l'adhésion à la réserve y étaient formulées, telles que : salaire et indemnité, tarif spécial dans les transports en commun, priorité pour l'accès à la fonction publique (voir statut des anciens coloniaux), avantages fiscaux pour l'employeur, diminution des charges sociales pour les indépendants pendant les prestations dans la réserve, avantages statutaires et sociaux pour le réserviste-employé. Enfin et surtout lancer une campagne de presse sous le slogan : « *Join the reserve* ».

Un climat favorable doit également être instauré parmi les employeurs. Ceux-ci doivent être conscients de la plus-value de leur personnel réserviste et ne pas se limiter à prendre en compte la charge supplémentaire que représente le réserviste pour l'entreprise. Des compensations doivent être étudiées.

Référons-nous à ce qui existe déjà dans certains pays sous le vocable « *Employers Support* » et qui est destiné à aider et encourager les employeurs à engager des réservistes.

N'oublions pas que des forces armées valables exigent un budget en conséquence et que si celles-ci sont composées pour partie de réservistes, cela permet de substantielles économies.

1.2. Discussion

A. Observations et questions des membres

— La réserve pourrait certainement contribuer à créer un lien entre l'armée et la population civile, mais dans quelle mesure les candidats qui souhaitent s'engager dans l'armée de métier sont-ils représentatifs de la population ?

— L'armée de métier peut-elle être remplacée par une armée de réserve, comme une sorte de garde nationale ?

— Dans quelle mesure une armée de réserve peut-elle être opérationnelle étant donné que les opérations militaires sont de plus en plus courtes et que l'engagement de militaires non professionnels exige quand même une certaine période de rodage ?

— Un réserviste est-il obligé d'être membre d'une des deux associations représentées ici ?

— Si la réserve doit pouvoir disposer de matériel propre, cela coûtera certainement assez cher. Quels en sera le coût et est-ce réalisable ?

— Y a-t-il eu des rappels récemment ? Si oui, dans quel cadre, quelle était la mission, quelles étaient les conclusions ?

Jonge werkzoekenden moet men de gelegenheid geven een opleiding van reservist te volgen. Dit zal hun een meerwaarde geven en garanderen dat ze tijdens de periode van het zoeken naar een loopbaan een positieve en konstruktieve activiteit hebben.

Wij merken op dat ons memorandum, opgesteld eind 1992, dat toen naar uw voorgangers werd verstuurd, grotendeels aktueel is.

In dit memorandum hebben wij reeds enkele suggesties gegeven om de toetreding tot de reserve aan te moedigen. Zoals : loon en vergoedingen, speciaal tarief op openbaar vervoer, prioriteit in de openbare functie (zie statuut ex koloniale), fiscale voordelen voor de werkgevers, vermindering van de sociale lasten voor de zelfstandigen tijdens hun rappel, statutaire en sociale voordelen voor de reservist-werknemer. Vooral het starten van een campagne, onder het motto « *Join the reserve* ».

Een gunstig klimaat moet ook geschapen worden voor de werkgevers. Zij moeten weten dat een personeelslid die een reservist is een meerwaarde heeft en niet alleen een bijkomende last is. Men moet dus een compensatie voorzien.

We verwijzen hier naar wat reeds bestaat in andere landen onder de benaming van het « *Employers Support* » met als opdracht tegemoet te komen aan de werkgevers bij het aanwerven van reservisten.

Het is een open deur in trappen te zeggen dat een degelijke krijgsmacht een probleem van budget is. Het gebruik van de reserve laat toe de kosten te drukken.

1.2. Bespreking

A. Opmerkingen en vragen van de leden

— De reserve kan ongetwijfeld bijdragen tot een band tussen het leger en de burgerbevolking, doch in hoeverre zijn de kandidaten die tot het beroepsleger wensen toe te treden representatief voor de bevolking ?

— Kan het beroepsleger worden vervangen door een reserveleger, als een soort nationale garde ?

— In hoeverre kan een reserveleger operationeel zijn gezien de militaire operaties meer en meer van korte duur zijn en de inzet van niet-beroepsmilitairen toch een zekere inwerkperiode vergt ?

— Is men als reservist verplicht lid te zijn van een van de twee hier vertegenwoordigde verenigingen ?

— Indien de reserve over eigen materiaal moet kunnen beschikken, heeft dit ongetwijfeld een redelijk prijskaartje. Wat zijn de kosten en is dit haalbaar ?

— Zijn er recent oproepingen geweest ? Zo ja, in welk kader, wat was de opdracht, wat waren de conclusies ?

— Quels problèmes se posent avec les employeurs ?

B. Réponses

Armée de réserve — disponibilité

Le principal problème des réservistes est la disponibilité. Il faut par ailleurs pouvoir compter sur trois réservistes pour un militaire effectif. Il est impossible de remplacer une armée effective par une armée de réserve. Un noyau de militaires effectifs devra toujours être opérationnel pour que les structures essentielles de l'armée puissent être maintenues.

Recrutement

Il est possible qu'il y ait des extrémistes parmi les réservistes étant donné que la réserve reflète la composition de la population. Être réserviste exige tout d'abord un engagement social. Un climat favorable au recrutement suppose le soutien du monde politique et, ce qui n'est pas négligeable, comme c'est le cas dans certains pays dont les Pays-Bas, le soutien des médias. La raison pour laquelle il a deux associations (les officiers de réserve et les sous-officiers de réserve) est historique. Les associations travaillent sur une base volontaire. Les réservistes ne sont pas obligés d'adhérer à une de ces associations.

Technicité

La technicité exigée pour la constitution d'une armée de réserve ne pose aucun problème. Une grande partie des réservistes sont également confrontés à la technologie dans leur vie professionnelle de tous les jours.

Cadre légal — employeurs

Le nœud du problème réside dans l'absence de réglementation légale adaptée et appliquée. Des problèmes se posent dès lors tant dans le secteur privé que dans le secteur public. En ce qui concerne ce dernier, la situation ne s'est certainement pas améliorée depuis la réforme des structures de l'État. À l'heure actuelle, chaque administration a sa propre réglementation. Un réserviste qui travaille pour les autorités fédérales n'est par exemple pas soumis aux mêmes conditions que ceux qui travaillent pour des autorités communales.

— Welke moeilijkheden doen zich met de werkgevers voor ?

B. Antwoorden

Reserveleger — beschikbaarheid

Het grootste probleem van de reservisten is de beschikbaarheid. Voorts moet men rekenen op 3 reservisten voor 1 effectieve militair. Het is niet mogelijk een effectief leger te vervangen door een reserveleger. Er zal steeds een kern effectief operationeel moeten zijn om de essentiële structuren van het leger te handhaven.

Rekrutering

Onder de reservisten bevinden zich mogelijk extremisten mits de reserve dezelfde samenstelling heeft als de bevolking. Reservist zijn, vergt in de eerste plaats een sociaal engagement. Een gunstig klimaat om te rekruteren veronderstelt wel een ondersteuning van de politieke wereld en, niet onbelangrijk, zoals het in sommige landen het geval is, zoals in Nederland, een ondersteuning van de media. De reden waarom er twee verenigingen zijn (reserve officieren en reserve onder-officieren) is historisch gegroeid. De verenigingen werken op vrijwillige basis. De reservisten zijn niet verplicht tot een van die verenigingen toe te treden.

Techniciteit

De vereiste techniciteit voor de vorming van een reserveleger vormt geen probleem. Een groot deel van de reservisten wordt in het dagelijkse beroepsleven ook met technologie geconfronteerd.

Wettelijk kader — werkgevers

De kern van het probleem situeert zich in het feit dat er geen aangepaste en toegepaste wettelijk reglementering bestaat. Er stellen zich dan ook problemen zowel in de privé- als in de openbare sector. Wat de laatste betreft is de toestand er zeker niet op verbeterd sinds de vernieuwde staatsstructuren. Momenteel heeft elke administratie zo zijn eigen regeling. Een reservist die voor de federale overheid werkt heeft bijvoorbeeld niet dezelfde voorwaarden als diegene die voor een gemeentelijke overheid werkt.

2. Air vice-marshal P. Harding, *Director General Reserve Forces and Cadets* au ministère de la Défense nationale du Royaume-Uni, dd. 20 mei 1997

2.1. *Exposé*

M. P. Harding, air vice-marshal, directeur général des *Reserve Forces and Cadets* au ministère de la Défense nationale à Londres (responsable de la politique des réserves des trois forces) :

« Le rôle et l'organisation des forces de réserve au Royaume-Uni ».

M. David Wray (fonctionnaire qui était à la tête de l'équipe qui a contribué à l'adoption par le parlement du *Reserve Forces Act* (loi sur les forces de réserve) de 1996. Cette loi a reçu la sanction royale en mai 1996 et est entrée en vigueur le 1^{er} avril dernier).

Historique

L'orateur commence par faire l'historique des forces de réserve. Certaines des unités de réserve comptent parmi les plus anciennes formations militaires du monde. Dans les années qui ont précédé la Première Guerre mondiale, la composante terrestre a été remodelée et est devenue la *Territorial Force*, et plus tard la *Territorial Army*.

Au même moment, de nouvelles entités régionales ont été créées dans l'ensemble du Royaume-Uni. Connues à l'heure actuelle sous le nom de *Territorial Auxiliary and Volunteer Reserve Associations*, elles assurent dans une large mesure le recrutement et l'hébergement des forces de réserve. Ces « *associations* » ont été constituées en dehors de la structure de commandement, de sorte que les forces de réserve ne sont pas exposées aux pressions budgétaires que subissent souvent les forces d'active.

La force territoriale a joué un rôle capital dans la première partie de la Première Guerre mondiale, tout comme en 1939 et 1940, mais la conscription fut inévitable à partir de 1916. Elle fut abandonnée à la fin de la Première Guerre mondiale; rétablie en 1939 et maintenue jusqu'au début des années 1960. Depuis lors, nous possédons une armée de métier disposant de réserves. La conscription n'avait jamais été bien accueillie et il subsiste une forte préférence nationale pour recourir à des volontaires chaque fois que cela est possible. Les réservistes représentent dès lors toujours une part importante de notre potentiel militaire national.

Types de réserves

Pour les besoins du présent exposé, les troupes de réserve du Royaume-Uni ont été subdivisées en trois catégories : les anciens militaires d'active soumis à

2. Air vice-marshal P. Harding, *Director General Reserve Forces and Cadets* bij het ministerie van Landsverdediging van het Verenigd Koninkrijk, dd. 20 mei 1997

2.1. *Uiteenzetting*

De heer P. Harding, air vice-marshal, algemeen directeur van de *Reserve Forces and Cadets* bij het ministerie van Defensie in Londen (verantwoordelijke inzake het beleid omtrent de reservetroepen van de drie strijdmachten) :

« De rol en de organisatie van de reservetroepen in het Verenigd Koninkrijk ».

De heer David Wray (ambtenaar die aan het hoofd stond van het team dat een belangrijke rol gespeeld heeft in de goedkeuring door het parlement van de *Reserve Forces Act* (wet op de reservetroepen) in 1996. Die wet kreeg in mei 1996 koninklijke bekrachtiging en is op 1 april laatstleden in werking getreden).

Historisch overzicht

De spreker begint met een historisch overzicht van de reservetroepen. Een aantal van de reserve-eenheden behoren tot de oudste militaire formaties op wereldvlak. In de jaren die aan de Eerste Wereldoorlog vooraf gingen, werd de landmacht heringericht en omgedoopt tot *Territorial Force* en later tot *Territorial Army*.

Tezelfdertijd werden over het hele Verenigd Koninkrijk nieuwe regionale eenheden opgericht. Ze zijn thans bekend als de *Territorial Auxiliary and Volunteer Reserve Associations* en staan grotendeels in voor de recrutering en de materiële accommodatie van de reservetroepen. Die « *associations* » vallen niet onder dezelfde bevelvoering, waardoor de reservetroepen niet worden blootgesteld aan de begrotingsdruk die vaak wel geldt voor de gewone troepen.

De landmacht heeft een belangrijke rol gespeeld gedurende zowel de eerste helft van de Eerste Wereldoorlog, als in 1939 en 1940, maar de dienstplicht was vanaf 1916 onontkoombaar geworden. Op het einde van de Eerste Wereldoorlog werd hiervan afgestapt, in 1939 werd de dienstplicht opnieuw ingevoerd en ze bleef gelden tot het begin van de jaren 1960. Sedertdien beschikt men over een beroepsleger dat over reservisten kan beschikken. De dienstplicht is nooit echt in goede aarde gevallen en er bestaat een sterke nationale voorkeur om daar waar mogelijk een beroep te doen op vrijwilligers. De reservetroepen maken derhalve nog steeds een belangrijk deel uit van ons nationaal militair potentieel.

Soorten reservetroepen

In deze context werden de reservetroepen van het Verenigd Koninkrijk ingedeeld in drie categorieën : het vroegere reguliere leger met een verlengde

une obligation renforcée (qui dure de trois à six ans), les anciens militaires d'active soumis à une obligation réduite (qui s'étend jusqu'à l'âge de 45, de 55 ou de 60 ans) et les réserves de volontaires.

Idéalement, les anciens militaires d'active soumis à une obligation renforcée devraient se soumettre de temps à autre à un entraînement de remise en condition en temps de paix, de manière à conserver leurs aptitudes militaires. Statutairement, ils doivent s'entraîner une fois par an, mais cette obligation n'est pas respectée. À l'heure actuelle, nous effectuons simplement un exercice annuel de signalement par voie postale afin de rester en contact avec ces militaires, exercice pour lequel une modique rétribution leur est versée.

Les anciens militaires d'active soumis à une obligation réduite ont accompli une période d'obligation renforcée ou ont été directement transférés du service d'active. Légalement, ils ne peuvent s'entraîner ou percevoir une rétribution en temps de paix (bien que nombre d'entre eux perçoivent des pensions de leur service d'active). Ils ne sont susceptibles d'être mobilisés qu'en cas de crise très grave. Ceux qui ont quitté l'armée d'active depuis de longues années — jusqu'à 24 ans dans certains cas — auraient besoin de se réentraîner sérieusement.

Le nombre d'anciens militaires d'active soumis à une obligation renforcée ou réduite est d'environ 23 000 dans la *Navy*, 155 000 dans l'*Army* et 45 000 dans la *Royal Air Force*.

Réserves de volontaires

Le réserviste volontaire est un civil qui accepte de s'entraîner et est susceptible d'être appelé pour participer à des opérations.

Royal Navy

La *Royal Naval Reserve* a été restructurée et ramenée à quelque 3 500 hommes. Ses effectifs actuels sont de quelque 2 700 hommes, ce qui représente une petite augmentation par rapport au chiffre d'il y a douze mois.

Au cours des dernières années, l'organisation et les missions de la *Royal Naval Reserve* ont subi de profonds changements. La majorité de ses membres ont été affectés à des missions que les militaires du cadre actif n'assumaient pas, telles que le contrôle naval de l'embarquement et la défense de ports et d'ancrages. L'effondrement du Pacte de Varsovie a fait disparaître nos besoins immédiats dans ces domaines et l'occasion a été mise à profit pour intégrer davantage les réservistes volontaires de la force navale dans la flotte opérationnelle.

Outre les missions de soutien d'intérêt public, les communications et les opérations des quartiers généraux, les formations de la *Royal Naval Reserve* sont à

dienstplicht (gaande van drie tot zes jaar), het vroegere reguliere leger met beperkte dienstplicht (die doorgaans geldt tot de leeftijd van 45, 55 of 60 jaar) en het vrijwillige reserveleger.

Het zou ideaal zijn indien de vroegere militairen in actieve dienst met langere dienstplicht, in vrede-tijd af en toe zouden deelnemen aan conditietrainingen om hun militaire vaardigheden op peil te houden. Ze zijn contractueel verplicht om een maal per jaar te oefenen, maar aan die verplichting wordt niet de hand gehouden. Thans volstaat een jaarlijkse meldingsoefening die per post gebeurt, teneinde in contact te blijven met die militairen. Voor die oefening wordt hen een bescheiden vergoeding uitgekeerd.

De vroegere militairen in actieve dienst met beperkte dienstplicht hebben reeds een periode met verlengde dienstplicht doorlopen of werden rechtstreeks overgeheveld uit de actieve dienst. Wettelijk mogen zij in vrede-tijd geen training volgen en ook geen vergoeding ontvangen (hoewel heel wat onder hen een pensioen ontvangen uit hun actieve dienst-plicht). Zij kunnen enkel opgeroepen worden bij een zeer ernstige crisissituatie. Zij die de actieve dienstvervulling jaren geleden hebben stopgezet — dit kan in bepaalde gevallen tot 24 jaar oplopen — zouden opnieuw aan een doorgedreven opleiding moeten denken.

Het aantal militairen met actieve dienst dat onderworpen is aan een verlengde of beperkte dienst-plicht bedraagt ongeveer 23 000 bij de *Navy*, 155 000 bij de *Army* en 45 000 bij de *Royal Air Force*.

De vrijwillige reservisten

De vrijwillige reservist is een burger die ermee instemt een opleiding te volgen en die kan worden opgeroepen om deel te nemen aan bepaalde operaties.

Royal Navy

De *Royal Naval Reserve* werd geherstructureerd en teruggebracht tot zo'n 3 500 eenheden. Het huidige aantal reservisten belooft zo'n 2 700 eenheden, hetgeen een lichte toename betekent in vergelijking met het aantal van twaalf maanden geleden.

De afgelopen jaren werden de organisatie en de missies van de *Royal Naval Reserve* grondig gewijzigd. Het merendeel van de leden werd ingezet voor opdrachten die niet door de reguliere militairen werden uitgevoerd, zoals de controle bij inscheeping en de verdediging van havens en aanlegplaatsen. Door de opheffing van het Warschaupact zijn onze onmiddellijke behoeften op dat vlak verdwenen en die gelegenheid werd aangegrepen om de vrijwillige reservisten van de zeemacht zo vlug mogelijk op te nemen bij de operationele vloot.

Naast de steun bij aangelegenheden van openbaar belang, communicatieopdrachten en de operaties geleid vanuit de hoofdkwartieren, is de opleiding van

présent associées davantage à l'apprentissage des missions des forces du cadre actif en mer : lutte contre les mines, aviation, guerre amphibie, gestion d'opérations médicales, logistiques et sous-marines. Les réservistes se voient dès lors offrir un plus grand nombre de possibilités de servir en mer avec leurs collègues du cadre actif dans tous les types de navires de la *Navy*.

Royal Marines

Le rôle de la *Royal Marines Reserve* est de fournir une réserve générale de personnel ayant reçu une formation de commando pour le *Royal Marines Command*. L'effectif est de quelque 900 unités.

Armée

Le rôle de la *Territorial Army* est de constituer une réserve générale pour l'armée. La *Territorial Army* a plus particulièrement pour mission de renforcer le cadre actif de l'armée en lui fournissant du personnel, des sous-unités et des unités que ce soit au Royaume-Uni ou à l'étranger. Elle fournit le cadre permettant de réunir dans les unités de réserve l'effectif de guerre complet ainsi que la base nécessaire à la formation de nouvelles unités en cas de péril national. Par suite de la restructuration intervenue à la fin de la Guerre froide, la *Territorial Army* compte un plus grand nombre d'unités réduites à vocation universelle permettant leur affectation à une vaste gamme d'opérations militaires. En temps de paix, la plupart des unités sont regroupées avec des unités locales du cadre actif au sein de brigades régionales sur l'ensemble du territoire du Royaume-Uni.

La *Territorial Army* dispose d'un effectif de 59 000 hommes en temps de paix, mais celui-ci est actuellement d'environ 57 000 hommes. Michael Portillo, l'ancien secrétaire d'État à la Défense, a annoncé en février que l'essentiel de la *Territorial Army* serait maintenu à l'avenir à un niveau de disponibilité opérationnelle inférieur, étant donné que nous estimons que les unités constituées de la *Territorial Army*, contrairement aux individus qui les composent, ne sont susceptibles d'être engagées que dans un conflit majeur. Alors que les niveaux d'entraînement actuels de la *Territorial Army* seront maintenus, la réduction des niveaux de disponibilité opérationnelle implique de ramener les effectifs à environ 54 000 hommes en temps de paix.

Royal Air Force

Le 1^{er} avril de cette année, la *Royal Air Force* a fusionné ses deux réserves de volontaires mobilisables en temps de guerre en une seule, baptisée *Royal Auxiliary Air Force*. Celle-ci compte environ 1 300 hommes, alors que l'effectif est fixé à près de 1 700 hommes.

de la *Royal Naval Reserve* thans vooral gericht op de missies die de reguliere troepen op zee uitvoeren : het mijnenvegen, marineluchtvaart, amfibische oorlogsvoering, beheer van medische operaties, logistieke taken en onderzeeërs. De reservisten wordt op die wijze veel meer mogelijkheden geboden om op zee samen met hun collega's met actieve dienstplicht deel te nemen aan allerlei klassen *Navy*-vaartuigen.

Royal Marines

De rol van de *Royal Marines Reserve* bestaat erin een algemene personeelsreserve te zijn met een commando-opleiding, die kan worden ingezet ten behoeve van de *Royal Marines Command*. Het personeelsbestand bestaat uit ongeveer 900 eenheden.

Leger

Het *Territorial Army* vervult de functie van algemene reserve voor het leger. Het *Territorial Army* heeft inzonderheid de opdracht om het reguliere leger te versterken door personeel ter beschikking te stellen, bestaande uit onder-eenheden en eenheden zowel in het Verenigd Koninkrijk als in het buitenland. Het vormt het kader waarbinnen de reserve-eenheden op volle oorlogssterkte kunnen worden gebracht en biedt tevens de structuur om nieuwe eenheden te formeren wanneer het land wordt bedreigd. Ingevolge de herstructureringen naar aanleiding van het einde van de Koude Oorlog, telt het *Territorial Army* een groter aantal kleinere eenheden met een algemene structuur, die derhalve kunnen worden ingezet bij een groot aantal militaire operaties. In vredetijd worden de meeste eenheden samen met de plaatselijke reguliere eenheden gegroepeerd tot regionale brigades die het hele Verenigd Koninkrijk bestrijken.

Het *Territorial Army* heeft in vredetijd een personeelssterkte van 59 000 eenheden, maar thans schommelt dat aantal rond 57 000. De vorige minister van Defensie, Michael Portillo, had in februari laten verstaan dat de operationele beschikbaarheid van de *Territorial Army* in de toekomst ingekrompen zou worden, gelet op het feit dat wij van oordeel zijn dat de eenheden waaruit het *Territorial Army* bestaat, in tegenstelling tot de individuen die ze samenstellen, enkel voor grote conflicten kunnen worden ingezet. Terwijl het huidige opleidingsniveau bij het *Territorial Army* behouden zal blijven, zal met de inkrimping van de operationele beschikbaarheid het aantal personeelsleden in vredetijd tot ongeveer 54 000 eenheden moeten worden teruggebracht.

Royal Air Force

Op 1 april van dit jaar heeft de *Royal Air Force* zijn beide vrijwillige reservetroepen die in oorlogstijd kunnen worden ingezet, gefuseerd tot één entiteit, die de naam *Royal Auxiliary Air Force* meekreeg. Ze telt zo'n 1 300 eenheden, terwijl de personeelssterkte werd vastgelegd op 1 700 eenheden.

Les moyens médicaux et la capacité d'action aérienne ont été accrus. La première étape du plan d'accroissement de ces moyens a consisté à constituer, en octobre dernier, une nouvelle escadrille d'assistance à la *Support Helicopter Force*. Si elle est couronnée de succès, l'initiative pourrait être étendue à d'autres types de missions.

Des équipages de réserve ont pris part à des exercices à bord d'avions de transport et d'hélicoptères d'appui. Ces exercices ont démontré que les équipages de réserve pourraient renforcer les équipages actifs à l'occasion de certaines missions accomplies en temps de crise et de guerre. Des équipages d'avions de transport sont actuellement recrutés.

Antécédents des volontaires et lieux d'entraînement

La plupart des volontaires qui rejoignent les réserves n'ont aucune expérience militaire antérieure. Nous encourageons les anciens militaires du cadre actif à devenir réservistes, mais leur sélection n'a été satisfaisante que pour les fonctions ayant un rapport avec les activités en vol. Toutes les *Volunteer Reserve Forces* disposent de centres d'entraînement dispersés sur l'ensemble du territoire du Royaume Uni et plus ou moins proportionnés à leurs effectifs. Certaines unités de la *Territorial Army* procèdent à un recrutement national à partir d'un centre unique.

Durée du service

Tous les engagements à la *Royal Naval Reserve* sont d'une durée de cinq ans, et de quatre ans à la *Royal Marines Reserve* et à la *Royal Auxiliary Air Force*. Les engagements à la *Territorial Army* ont initialement une durée de trois ans, avec prolongation éventuelle de un à quatre ans. Tous les engagés ont le droit de quitter à l'issue d'un préavis de maximum trois mois. Ce droit peut être suspendu en temps de crise, les engagés pouvant alors être retenus pour une durée allant jusqu'à 12 mois après l'expiration de la période pour laquelle ils s'étaient engagés.

Équipement

L'équipement des *Volunteer Reserve Forces* varie selon leur mission. La *Royal Naval Reserve* ne dispose pas de ses propres navires, mais s'entraîne en mer sur des navires de la *Royal Navy*. La *Royal Marines Reserve* et les unités d'infanterie de la *Royal Auxiliary Air Force* disposent d'armes légères et d'armes d'appui, mais n'ont pas d'équipement lourd. Les autres unités de la *Royal Auxiliary Air Force* sont spécialisées, et n'ont pas besoin d'équipement lourd. Les équipages aériens relativement peu nombreux de la *Royal Auxiliary Air Force* et de la *Royal Naval*

De medische middelen en de actiecapaciteit in de lucht werden uitgebreid. De eerste etappe van het plan voor de uitbreiding van deze middelen, bestond in de oprichting in oktober jongstleden van een nieuw eskadron om bijstand te bieden aan de *Support Helicopter Force*. Indien dit initiatief succes heeft, zou het kunnen worden uitgebreid naar andere soorten missies.

Reservetroepen van de luchtmacht namen deel aan oefeningen aan boord van transportvliegtuigen en steunhelicopters. Deze oefeningen hebben aangetoond dat die reservetroepen in crisis- of oorlogssituaties versterking zouden kunnen bieden aan het reguliere personeel. De bemanningen voor de transportvliegtuigen worden op dit ogenblik gerecruteerd.

Achtergrond van de vrijwilligers en trainingslocaties

Het merendeel van de vrijwilligers die zich bij de reservetroepen aanbieden, beschikken over geen enkele voorafgaande militaire ervaring. We moedigen de voormalige militairen uit de actieve troepen aan om reservist te worden, maar daarop is alleen voor de functies die met vliegen te maken hebben een bevredigende respons gekomen. Alle *Volunteer Reserve Forces* beschikken over trainingscentra verspreid over heel het Verenigd Koninkrijk, die in grootte min of meer overeenkomen met hun personeelsaantal. Bepaalde eenheden van het *Territorial Army* recrutereren op nationaal vlak vanuit één centrum.

Dienstperiode

Bij de *Royal Naval Reserve* is de lengte van de dienstverbintenis vijf jaar, bij de *Royal Marines Reserve* en de *Royal Auxiliary Air Force* vier jaar. De dienstverbintenis bij het *Territorial Army* duurt in een eerste fase drie jaar, waarna kan worden bijgetekend voor één tot vier jaar. Alle vrijwilligers hebben het recht te vertrekken na een opzeggingstermijn van ten minste drie maanden. Dit recht kan in crisis-situaties worden ingetrokken, de vrijwilligers kunnen dan tot 12 maanden na de afloop van hun diensttijd in dienst worden gehouden.

Uitrusting

De uitrusting van de *Volunteer Reserve Forces* varieert naargelang hun opdracht. De *Royal Naval Reserve* beschikt niet over eigen schepen, maar oefent op zee met schepen van de *Royal Navy*. De *Royal Marines Reserve* en de infanterie-eenheden van de *Royal Auxiliary Air Force* beschikken over lichte wapens en ondersteunende wapens, maar ze hebben geen zware uitrusting. De andere eenheden van de *Royal Auxiliary Air Force* zijn gespecialiseerd en hebben geen nood aan een zware uitrusting. De beperkte luchtmachtteams van de *Royal Auxiliary Air*

Reserve Air Branch utilisent les appareils de réserve dont disposent la RAF et la RN.

C'est à la *Territorial Army* que l'on trouve la gamme la plus importante d'équipement. Ses unités d'aviation disposent de leurs propres hélicoptères Gazelle, et certaines unités de reconnaissance disposent de véhicules blindés légers. Un régiment d'artillerie va être équipé de *Multiple Launch Rocket System* tandis qu'un escadron de génie dispose de ponts amphibies.

Entraînement

Normalement, les volontaires de la Réserve doivent s'entraîner 27 jours par an, à savoir deux semaines ininterrompues ou d'entraînement de guerre et 12 autres jours, habituellement pendant des week-ends. Des centres locaux d'entraînement sont ouverts une soirée par semaine pour un entraînement de niveau inférieur et pour l'administration. Les réservistes perçoivent, pour chaque journée prestée, une indemnité représentant environ 95 % du traitement normal attribuée à leur grade et à leurs qualifications. S'ils terminent l'entraînement requis et accomplissent certains tests, ils reçoivent une prime exonérée d'impôts. Le montant de base est de 275 £ et peut atteindre jusqu'à 900 £ après cinq ans, ce qui équivaut à environ 50 000 francs (ou 1 260 écus).

Les membres des unités spécialisées, recrutées de manière centrale, de la *Territorial Army* n'accomplissent que 19 jours pour obtenir la prime totale, étant donné que la plupart exercent dans le civil des activités ayant un rapport avec leur fonction militaire. Des spécialistes, tels que le personnel médical et les officiers de la marine marchande, sont soumis à une obligation d'entraînement moins stricte et perçoivent une prime moins élevée. Les personnes pour lesquelles il est difficile de remplir pleinement leurs obligations d'entraînement en raison d'impératifs familiaux ou professionnels peuvent réduire temporairement ces obligations ou même demander un arrêt complet de l'entraînement pendant une certaine période.

Défis

Je me propose à présent d'examiner quelques-uns des défis auxquels est confrontée notre Réserve. Commençons par les réservistes ayant fait partie du cadre actif. La réduction de ce cadre se traduira, à terme, par une diminution du nombre de réservistes qui en proviennent. Cela ne constitue pas un gros problème, dans la mesure où le nombre total des réservistes sera toujours suffisant pour répondre à nos besoins. Le plus difficile est de ne pas perdre leur trace. Nous offrons 20 £ à chacun pour participer à l'exercice annuel de signalement, mais tous ne répondent pas. Nous savons que certains d'entre eux seront affectés à des fonctions réservées telles que celle

Force en van de *Royal Naval Reserve Air Branch* gebruiken de reservetoestellen van de RAF en van de RN.

Het grootste gamma aan uitrusting treffen we aan bij het *Territorial Army*. Zijn luchteenheden beschikken over hun eigen Gazelle-helikopters, en sommige verkenningseenheden beschikken over lichte pantservoertuigen. Een artillerie-regiment zal uitgerust worden met het *Multiple Launch Rocket System* terwijl een genie-eskadron over amfibiebruggen beschikt.

Training

Normaal moeten de vrijwilligers van de reserve 27 dagen per jaar trainen, namelijk twee weken na elkaar of een oorlogstraining en 12 andere dagen, gewoonlijk tijdens het weekend. De lokale trainingscentra zijn één avond per week open voor een training op lager niveau en voor de administratie. De reservisten krijgen elke dag een vergoeding uitbetaald die 95 % bedraagt van de normale soldij voor hun graad en kwalificaties. Indien ze de vereiste training afmaken en een aantal tests doorstaan, ontvangen ze een van belastingen vrijgestelde premie. De aanvangspremie bedraagt 275 £ en kan na vijf jaar oplopen tot 900 £, hetgeen overeenkomt met ongeveer 50 000 frank (of 1 260 Ecu).

De leden van de gespecialiseerde eenheden, die centraal worden gerekruteerd, van het *Territorial Army* moeten slechts 19 dagen volmaken om de totale premie te ontvangen, aangezien het merendeel onder hen in het burgerleven over vaardigheden beschikt die ze bij hun militaire taakvervulling kunnen aanwenden. Specialisten, zoals het medisch personeel en de officieren ter koopvaardij zijn onderworpen aan een minder strikte trainingsverplichting en ontvangen ook een lagere premie. Mensen die moeilijk aan hun trainingsverplichtingen kunnen voldoen om familiale of professionele redenen, kunnen deze verplichtingen tijdelijk verminderen of kunnen zelfs een totale trainingsstop aanvragen voor een bepaalde periode.

Uitdagingen

Vervolgens gaat de spreker in op een aantal uitdagingen waarmee de Reserve wordt geconfronteerd. Hij begint met de reservisten die deel hebben uitmaakt van de actieve troepen. Het terugschroeven van deze troepen zal zich op termijn vertalen door een vermindering van het aantal reservisten dat hieruit voortkomt. Dit is geen groot probleem, aangezien het totale aantal reservisten steeds zal volstaan om in onze behoeften te voorzien. Het moeilijkste is om hen niet uit het oog te verliezen. We bieden 20 £ aan iedereen die deelneemt aan de jaarlijkse meldingsoefening, maar niet iedereen antwoordt. We weten dat sommigen onder hen een beroep zullen

de policier, alors que d'autres seront inaptes sur le plan médical. Cependant, nous espérons qu'en cas laissant présager une crise, la plupart des réservistes nous feront connaître leur situation.

Les réserves de volontaires posent des problèmes spécifiques. Les plus importants sont peut-être le recrutement et la difficulté de retenir les réservistes. Le réserviste volontaire s'entraîne pendant son temps libre et durant les week-ends. La Réserve entre dès lors en concurrence avec l'industrie des loisirs et les prestations supplémentaires dans l'activité civile et se heurte aux effets de l'évolution dans le domaine de l'organisation du travail. Les volontaires ne viendront à nous qu'à condition que nos unités de réserve offrent un cadre captivant et proposent un entraînement intéressant. Ceux qui rejoignent nos unités ne restent que peu de temps. Nous connaissons une rotation considérable — plus de 75 % de ceux qui rejoignent la *Territorial Army*, la quittent dans les trois ans. Cette rotation considérable ne permet guère de dépasser le stade de l'entraînement de base, ce qui, à son tour, pose de réels problèmes pour convaincre les réservistes. Il nous est difficile, à cause des priorités concurrentielles au sein du budget de la Défense et de la pression exercée que subissent nos zones d'entraînement qu'il incombe de fournir un entraînement varié et intéressant. C'est aux sous-unités et aux centres d'entraînement qu'il incombe de relever le défi. Les meilleurs s'en sortent très bien — si nous pouvions faire en sorte que les autres les égalent, les problèmes que nous éprouvons pour convier nos réservistes seraient atténués.

Il est évident que les obligations professionnelles et les obligations de la vie familiale entraîneront toujours une certaine rotation. Je voudrais à présent dire quelques mots des efforts que nous faisons pour réduire la rotation liée au travail en persuadant les employeurs que l'engagement de leurs collaborateurs au sein des réserves de volontaires a pour eux des effets positifs.

Avantages

Du point de vue du Service, les réservistes volontaires présentent de nombreux avantages, en dépit des problèmes dus à la rotation. Ils sont certainement dévoués et très enthousiastes. Ils sont souvent très qualifiés et sont capables d'assimiler et de maîtriser rapidement des techniques. Ainsi, lorsqu'ils disposent d'un appui spécifique en termes d'encadrement permanent, d'équipement, d'entraînement bien organisé et de rôles soigneusement sélectionnés, ils peuvent atteindre des niveaux appréciables.

Un personnel de réserve dévoué peut présenter des avantages en ce qui concerne la continuité dans une spécialisation ou une tâche spécifique. Par exemple, les équipages antitank de la *Territorial Army* battent régulièrement leurs adversaires des Forces d'active lors de compétitions, parce qu'en raison des

hebben dat hen van militaire dienst vrijstelt zoals politieagent, terwijl anderen medisch ongeschikt zullen zijn. Niettemin hopen wij dat, indien zich een crisis ontwikkelt, het merendeel van de reservisten zich bij ons bekend zal maken.

Vrijwillige reservisten brengen specifieke problemen met zich mee. De belangrijkste daarvan zijn misschien de rekrutering en de moeilijkheid om de reservisten te behouden. De vrijwillige reservist traint wanneer het hem zo uitkomt en tijdens het weekend. De Reserve moet dus concurreren met de vrijetijdsindustrie, overuren op het werk en de gevolgen van veranderende werkpatronen. De vrijwilligers zullen pas naar ons toe komen op voorwaarde dat onze reserve-eenheden een boeiende sfeer en een interessante training aanbieden. Zij die zich bij onze eenheden voegen, blijven slechts korte tijd. We hebben te maken met een hoge doorstroming — meer dan 75 % van hen die zich bij het *Territorial Army* voegen vertrekt binnen de drie jaar. Deze hoge doorstroming verhindert ons om verder te gaan dan de gewone basistraining, hetgeen op zijn beurt zware problemen stelt om de reservisten te overtuigen. Omwille van concurrerende prioriteiten binnen het defensiebudget en omwille van de druk die wordt uitgeoefend op onze trainingscentra, is het moeilijk om een gevarieerde en interessante opleiding aan te bieden. De subdivisies en de trainingscentra moeten deze uitdaging aangaan. De beste centra doen het heel goed — indien we de andere even goed konden maken dan zouden onze problemen om de reservisten te behouden voor een groot deel worden opgelost.

Het is evident dat familiale en professionele verplichtingen steeds doorstroming met zich zullen meebrengen. Vervolgens heeft de spreker het over de inspanningen die men levert om de doorstroming om professionele redenen, te verlagen door de werkgevers ervan te overtuigen dat de inzet van hun personeel bij de vrijwillige reservisten voor hen positieve gevolgen heeft.

Voordelen

Vanuit het standpunt van het leger, bieden de vrijwillige reservisten, ondanks de doorstroomproblemen, tal van voordelen. Ze zijn toegewijd en heel enthousiast. Vaak hebben ze een hoge opleiding en zijn ze in staat om zich binnen de kortste keren een aantal vaardigheden eigen te maken en die te beheersen. Op voorwaarde dat gezorgd wordt voor een permanente omkadering, uitrusting, een goed georganiseerde training en zorgvuldig gekozen opdrachten, kunnen ze een degelijk niveau bereiken.

Toegewijde reservisten kunnen voordeel halen uit de continuïteit van een specialisatie of een specifieke taak. Bijvoorbeeld, de antitank-bemanningen van het *Territorial Army* verslaan regelmatig hun tegenstanders van de actieve strijdkrachten die, doordat ze opdrachten moeten uitvoeren in Bosnië of Noord-

missions qu'elles accomplissent en Bosnie ou en Irlande du Nord, par exemple, les unités d'active n'ont pas l'occasion de s'exercer aussi souvent que les réservistes.

Soutien des employeurs

En plus du soutien de sa famille, le réserviste volontaire a besoin de l'appui de son employeur. Nous avons pris conscience de ce besoin il y a longtemps et nous avons consenti des efforts considérables pour obtenir le soutien des employeurs. Cette volonté de conquérir leurs « cœurs et leurs esprits » s'est concrétisée par la création du *National Employers' Liaison Committee* — connu plus communément sous le sigle *NELC*.

Mis en place par Mme M. Thatcher alors qu'elle était premier ministre, le NELC dispose d'un réseau de comités régionaux dans l'ensemble du Royaume-Uni. Sa tâche consiste à donner des avis impartiaux aux ministres sur la manière de maintenir et d'accroître l'aide des employeurs en faveur des réservistes volontaires. Ce comité dispose d'un budget propre qu'il utilise pour financer une campagne de promotion pour l'aide des employeurs en faveur des forces de réserve. Les principaux moyens mis en œuvre sont les campagnes de publicité nationales, les mailings et l'organisation d'événements auxquels sont conviés les employeurs. Le NELC attire l'attention sur les aspects de l'entraînement des réservistes susceptibles d'intéresser les employeurs civils et informe ces derniers de l'avantage de compter des membres des forces de réserve parmi leur personnel. Il conseille et rassure aussi les employeurs lorsque des membres de leur personnel sont appelés. À ce jour, au Royaume-Uni, quelque 5 000 dirigeants de grandes entreprises, nos capitaines d'industrie, ont promis le soutien de leurs organisations en faveur des salariés réservistes.

Les forces mobilisables

J'aimerais maintenant aborder la question des forces mobilisables. La mobilisation se fait sous strict contrôle politique. La publication des avis de mobilisation est soumise à l'approbation du ministre et le processus de mobilisation doit faire l'objet d'un rapport au parlement. Les forces mobilisables sont soigneusement définies et les réservistes ne peuvent être mobilisés que lorsque certaines conditions légales sont remplies.

Notre nouvelle législation prévoit trois cas de mobilisation principaux.

Primo, lorsque le danger pour la nation est imminent ou qu'il y a urgence, ou dans le cas d'une attaque réelle ou redoutée contre le Royaume-Uni. La durée maximale autorisée de mobilisation est alors de 3 ans

Ierland, niet de gelegenheid krijgen om zo vaak te oefenen.

De steun van de werkgever

De vrijwillige reservist heeft niet alleen de steun van zijn familie nodig, maar ook die van zijn werkgever. We zijn ons daar allang van bewust en we hebben aanzienlijke inspanningen gedaan om de steun van de werkgevers te krijgen. Dat streven om « hun hart en hun verstand te winnen » heeft vaste vorm gekregen door de oprichting van het *National Employers' Liaison Committee*, beter bekend onder de afkorting *NELC*.

Het NELC werd opgericht door mevrouw M. Thatcher toen zij eerste minister was en beschikte over een netwerk van regionale comités in heel het Verenigd Koninkrijk. Het *Committee* heeft als taak ministers onafhankelijk advies te verstrekken over de manier waarop zij de werkgeverssteun voor de vrijwillige reservisten kunnen instandhouden en vergroten. Het NELC beschikt over een eigen budget, waarmee het een campagne financiert om steun voor de reservetroepen te werven bij de werkgevers. De voornaamste middelen die het daarbij aanwendt zijn nationale advertentiecampaagnes, mailings en het organiseren van evenementen waarop de werkgevers worden uitgenodigd. Het NELC vestigt de aandacht op de aspecten van de reservistenopleiding die voor de civiele werkgevers interessant kunnen zijn en licht hen in over de voordelen die eraan verbonden zijn wanneer zij reservisten onder hun personeel tellen. Verder adviseert het NELC de werkgevers en stelt hen gerust wanneer leden van hun personeel worden opgeroepen. Vandaag hebben zo'n 5 000 leiders van grote ondernemingen, de topmensen van onze handel en industrie, toegezegd dat hun bedrijven de reservisten onder hun werknemers zullen steunen.

De mobiliseerbare troepen

Vervolgens snijdt de spreker de kwestie van de mobiliseerbare troepen aan. Op de mobilisatie wordt strenge politieke controle uitgeoefend. De oproepberichten kunnen pas worden verspreid na goedkeuring van de minister en over het verloop van de mobilisatie moet verslag worden uitgebracht aan het parlement. De mobilisatiebevoegdheid is strikt omschreven en reservisten kunnen enkel worden opgeroepen als aan bepaalde wettelijke voorwaarden is voldaan.

Onze nieuwe wetgeving voorziet drie belangrijke gevallen van mobilisatie.

Ten eerste, wanneer er gevaar dreigt voor de natie of wanneer zich een noodsituatie voordoet, of ook in geval van een reële of van een gevreesde aanval op het Verenigd Koninkrijk. De maximale mobilisatie-

par période de 6 ans, mais peut être prolongée jusqu'à 5 ans par période de 6 ans.

Secundo, lorsque des opérations de guerre sont en préparation ou en cours. C'est le type de mobilisation auquel on recourt pour mobiliser des réservistes volontaires en vue d'une mission en Bosnie. La durée maximale autorisée de mobilisation est d'un an par période de trois ans, mais peut être prolongée jusqu'à 2 ans par période de 3 ans.

Tertio, une nouvelle législation prévoit un cas de mobilisation dans le cadre d'opérations effectuées en dehors du Royaume-Uni dans le but de protéger des vies ou de préserver des biens ainsi que dans le cadre d'opérations effectuées n'importe où dans le monde à des fins humanitaires ou dans le but de protéger des vies ou de préserver des biens lors d'une catastrophe ou dans la perspective d'une catastrophe. Les nouvelles dispositions légales ont pour but de permettre de mobiliser des réservistes en vue de les engager dans des missions de maintien de la paix ou des opérations humanitaires. Elles nous permettront de contribuer plus aisément à soulager les souffrances humaines n'importe où dans le monde. Il convient de noter que ce nouveau type de mobilisation ne nous permet pas d'utiliser les réservistes pour protéger des vies ou préserver des biens à l'intérieur du Royaume-Uni, sauf en cas de catastrophe telle qu'une inondation ou une catastrophe aérienne. Les réservistes ne peuvent être mobilisés afin d'aider la police à assurer le respect de la loi et le maintien de l'ordre sur le territoire du Royaume-Uni. La durée maximale autorisée de mobilisation est de 9 mois par période de 27 mois et elle ne peut être prolongée.

Le rôle des réservistes

Je voudrais à présent évoquer les rôles que nos réservistes volontaires et d'active sont appelés à jouer en cas de guerre généralisée. Il n'a jamais été économiquement rentable de maintenir en service actif à temps plein des unités et les hommes qui n'ont aucun rôle à jouer en temps de paix. Nous admettons que nos troupes d'active ne puissent faire face à toute éventualité et que des réserves soient dès lors nécessaires.

En cas de crise majeure, les réserves d'active seraient utilisées pour renforcer les unités de manière à ce qu'elles atteignent leurs effectifs de guerre. Les autres constitueraient des unités *ad hoc* chargées par exemple d'assurer des missions de surveillance. La principale composante de la *Territorial Army* et la *Royal Auxiliary Air Force* seraient mobilisées en tant qu'unités constituées. Les autres composantes de ces forces, de même que la *Royal Naval Reserve* et la *Royal Marines Reserve*, seraient engagées sur la base individuelle ou par petits groupes, de manière indépendante ou conjointement avec des unités et des formations d'active.

Lors de crises de moindre importance, la mobilisation obligatoire nécessaire pour engager des unités

durée est dan 3 jaar over een periode van 6 jaar en kan worden verlengd tot 5 jaar binnen diezelfde periode.

Ten tweede, wanneer oorlogsoperaties voorbereid worden of aan de gang zijn. In dat kader worden vrijwillige reservisten gemobiliseerd voor Bosnië. De maximale verplichte dienstduur is 1 jaar over een periode van 3 jaar en kan worden verlengd tot 2 jaar binnen diezelfde periode.

Als derde mogelijkheid voorziet de nieuwe wetgeving in een mobilisatie in het kader van operaties die buiten de grenzen van het Verenigd Koninkrijk worden uitgevoerd met het oog op de bescherming van levens of de beveiliging van bezittingen, of ook in het kader van operaties die met dat oogmerk worden uitgevoerd onverschillig waar ter wereld waar rampen gebeuren of te gebeuren staan. De nieuwe wettelijke bepalingen maken het mogelijk reservisten te mobiliseren voor vredeshandhaving of voor humanitaire operaties. Zo zal men vlotter kunnen bijdragen tot het verlichten van menselijk leed, waar ook ter wereld. Hij wijst erop dat die nieuwe mobilisatievorm niet toelaat de reservisten in te zetten voor de bescherming van levens of van bezittingen binnen de grenzen van het Verenigd Koninkrijk, tenzij er sprake zou zijn van een ramp, zoals een overstroming of een ernstig vliegtuigongeluk. De reservisten kunnen niet worden gemobiliseerd om de politie bij te staan met de ordehandhaving in het Verenigd Koninkrijk. De maximale dienstduur is hier 9 maanden over een periode van 27 maanden en kan niet worden verlengd.

De taak van de reservisten

Vervolgens heeft de spreker het over de taken die vrijwillige reservisten en reservisten in actieve dienst in geval van oorlog moeten vervullen. Het is nooit economisch rendabel geweest om die eenheden en manschappen, die in vredetijd geen enkele functie vervullen, voortdurend in actieve dienst te houden. Men erkent dat men van onze reguliere strijdkrachten niet kan verwachten dat zij alle mogelijke gebeurtenissen het hoofd bieden, en men aanvaardt dus dat er reservisten nodig zijn.

In een ernstige crisis zouden de actieve reservisten worden ingezet om eenheden aan te vullen tot die hun volle oorlogssterkte bereiken. De anderen zouden *ad hoc*-eenheden vormen, bijvoorbeeld voor bewakingsopdrachten. Het grootste deel van het *Territorial Army* en de *Royal Auxiliary Air Force* zou worden gemobiliseerd om als geformeerde eenheden te worden ingezet. De andere onderdelen van die strijdkrachten zouden samen met de *Royal Naval Reserve* en de *Royal Marines Reserve* op individuele basis of in kleine groepen worden ingezet, onafhankelijk of samen met eenheden en formaties in actieve dienst.

In een minder ernstige crisis is de gedwongen mobilisatie die voor het inzetten van geformeerde

constituées ne se justifiera probablement pas. En lieu et place, nous essayerions de trouver des volontaires prêts à servir individuellement ou en petits groupes, afin de renforcer les unités d'active.

Bosnie

Un bon exemple de ce rôle est notre contribution aux opérations en Bosnie, auxquelles nos réservistes apportent leur soutien depuis 1992. Plus de 2 000 d'entre eux ont été mobilisés depuis décembre 1995; ils ont fourni en permanence 10 % de notre contribution à l'IFOR et à la SFOR. Les réservistes ont renforcé les unités d'active et apporté des compétences qui n'auraient pas été disponibles autrement. La liste de ces compétences est trop longue pour qu'on puisse toutes les énumérer, mais les réserves ont fourni des linguistes, des médecins, des spécialistes des communications, des ingénieurs en construction, des mécaniciens d'autos, des cuisiniers, des surveillants, un peloton pour garder le quartier général britannique, le capitaine du port de Split et — un rôle vital mais dont on parle peu — l'unité mobile « bains et blanchisserie ».

Le processus de mobilisation des groupes successifs de réservistes se déroule comme suit. On identifie le déficit de personnel militaire, c'est-à-dire la différence entre l'effectif requis et les membres du cadre actif disponibles. Ensuite, on sélectionne parmi les réservistes les hommes volontaires et aptes. Le ministre donne son autorisation et la mobilisation est rapportée au parlement. Des avis de mobilisation sont publiés et les réservistes se rendent dans un centre de mobilisation. Généralement, cela a lieu environ six semaines après le début des sélections. Après les contrôles médicaux et dentaires, les équipements sont distribués et les réservistes bénéficient d'un entraînement d'une semaine avant d'être envoyés sur le théâtre des opérations.

Nouvelle législation

Permettez-moi d'aborder dans le détail notre nouveau *Reserve Forces Act*. Entrée en vigueur le 1^{er} avril de cette année, la loi constituait la première révision importante de la législation régissant la réserve depuis de nombreuses années. Je passerai brièvement en revue les principaux changements qu'elle a introduits.

Garanties — Exemptions

La principale nouveauté concerne les garanties. Les hommes mobilisés ainsi que leurs employeurs ont le droit de demander à bénéficier d'une exemption ou du report de la mobilisation. Ceux-ci peuvent être accordés pour des raisons humanitaires ou bien lorsque l'absence d'un réserviste travailleur indépendant ou d'un travailleur important pourrait occasion-

ner des unités nécessaires, ou, peut-être, ne pas être justifiées. Pour renforcer les unités en service actif, on chercherait à recruter des volontaires individuels ou en petits groupes, afin de renforcer les unités d'active.

Bosnië

Een goed voorbeeld hiervan is de bijdrage die de reservisten sinds 1992 leveren aan de operaties in Bosnië. Sinds december 1995 werden meer dan 2 000 reservisten gemobiliseerd; zij maakten zonder onderbreking 10 % uit van onze bijdrage aan IFOR en SFOR. De reservisten versterkten eenheden in actieve dienst en brachten deskundigen mee die anders niet beschikbaar waren. De lijst hiervan is te lang om helemaal op te sommen, maar er waren taalkundigen onder de reservisten, artsen, communicatiedeskundigen, bouwkundige ingenieurs, auto-mechanici, koks, bewakers, een peloton om het Britse hoofdkwartier te bewaken, de havenmeester van Split en de onmisbare maar miskende mobiele eenheid « Bad en Wasserij ».

De mobilisatie van opeenvolgende lichten van reservisten verloopt als volgt. Het tekort aan militair personeel wordt vastgesteld, dat wil zeggen het verschil tussen het vereiste korps en de beschikbare militairen in actieve dienst. Vervolgens worden uit de reservetroepen vrijwillige en geschikte manschappen geselecteerd. De minister geeft zijn goedkeuring en er wordt verslag van de mobilisatie uitgebracht aan het parlement. De oproepberichten worden verspreid en de reservisten melden zich bij een mobilisatiecentrum. Gewoonlijk gebeurt dat ongeveer zes weken na het begin van de selectie. Na medische en tandheelkundige controles wordt de uitrusting uitgedeeld en krijgen de reservisten een opleiding van ongeveer een week voor ze worden ingezet op het terrein.

Nieuwe wetgeving

Vervolgens heeft de spreker het uitvoeriger over de nieuwe *Reserve Forces Act*. De wet is op 1 april jongstleden in werking getreden. Het was de eerste belangrijke herziening van de wetgeving op de reservetroepen in lange tijd. Hij zal kort de belangrijkste wijzigingen vermelden die de wet heeft ingevoerd.

Bescherming en vrijstelling

De voornaamste nieuwigheid betreft de bescherming. De gemobiliseerde manschappen en hun werkgevers hebben het recht vrijstelling of uitstel van mobilisatie te vragen. Die kunnen toegestaan worden, hetzij om humanitaire redenen, hetzij wanneer de afwezigheid van een reservist die als onafhankelijke werkt, of van een belangrijke werknemer, on-

ner un dommage inacceptable pour l'entreprise. De telles exemptions ou de tels reports seront plus généralement accordés en cas de mobilisation pour des opérations humanitaires que lorsque le pays est confronté à une menace imminente.

Aide financière

La nouvelle loi prévoit également qu'une aide financière sera accordée aux réservistes ainsi qu'à leurs employeurs. Le régime d'indemnités accordé aux réservistes est destiné à couvrir la perte de revenus due à la mobilisation. Le but est d'éviter que les individus ou les familles éprouvent des difficultés sur le plan financier. Le système prévoit une comparaison entre le salaire dont bénéficie l'intéressé dans le civil et la solde accordée aux militaires d'active en fonction du grade, des suppléments pouvant être accordés lorsque le réserviste peut prouver qu'il rencontre des difficultés financières.

Le régime de paiement au profit des employeurs prévoit qu'en cas de mobilisation d'un travailleur, le coût net de son remplacement sera remboursé à l'employeur jusqu'à un pourcentage donné de son salaire et compte tenu de certains plafonds. Dans le cas où les coûts seraient considérablement plus élevés, les employeurs pourront réclamer un remboursement complémentaire dans le cadre de limites préétablies.

Juridictions d'appel

La nouvelle loi permet aux réservistes et à leurs employeurs d'avoir accès à un système de juridiction d'appel pour l'armée de réserve (*Reserve Forces Appeal Tribunals*). Ces juridictions entendront en toute indépendance la personne ou l'employeur qui n'est pas satisfait de la décision du Département concernant sa demande d'assistance financière ou sa demande d'exemption ou de report d'appel. Elles sont tout à fait indépendantes des forces armées et du ministère de la Défense et constituent un garde-fou non négligeable.

La High Readiness Reserve

Le *Reserve Forces Act* a introduit une nouvelle catégorie de réservistes : la *High Readiness Reserve*. Elle sera constituée d'hommes qui ont accepté, avec l'accord de leur employeur, d'être appelés moyennant un préavis de sept jours. Le secrétaire d'État est investi d'un pouvoir spécial lui permettant d'appeler ces personnes quand il le juge nécessaire, pour une période de neuf mois au plus. La *High Readiness Reserve* nous assurera de pouvoir disposer de réservistes disponibles possédant des aptitudes spécifiques qui peuvent être nécessaires au cours de la phase initiale d'une crise et sont d'une importance capitale pour les opérations, mais qui ne sont pas fréquentes au sein de l'armée active et de réserve.

aanvaardbare schade aan de zaak zou kunnen berokkenen. Dergelijke vrijstelling of uitstel zal gemakkelijker worden toegestaan wanneer de mobilisatie een humanitaire interventie betreft dan wanneer het land met een onmiddellijke dreiging wordt geconfronteerd.

Financiële hulp

De nieuwe wet voorziet ook financiële hulp voor de reservisten en hun werkgevers. Het uitbetalingsstelsel voor reservisten dekt het loonverlies dat voortkomt uit de mobilisatie. De bedoeling ervan is financiële problemen voor individuen of hun gezinnen te vermijden. Het systeem vergelijkt het burgersalaris met de soldij binnen overeengekomen categorieën volgens militaire rang en voorziet in uitbetalingen boven dat niveau indien de reservist financiële problemen kan aantonen.

Het uitbetalingsstelsel voor werkgevers bepaalt dat de werkgever, wanneer een werknemer opgeroepen wordt, de werkelijke netto kosten voor diens vervanging terugbetaald krijgt, tot een bepaald percentage van zijn salaris en binnen bepaalde grenzen. In het geval de kosten aanmerkelijk hoger liggen, zullen de werkgevers, binnen vaste richtlijnen, bijkomende terugbetalingen kunnen aanvragen.

Hoven van beroep

De nieuwe wet geeft de reservisten en hun werkgevers toegang tot een systeem van hoven van beroep voor het reservistenleger (*Reserve Forces Appeal Tribunals*). Die zullen een onafhankelijke zitting houden voor ieder individu of iedere werkgever die niet tevreden is met de beslissing van het Departement wat zijn aanvraag voor financiële hulp of voor uitstel of vrijstelling van oproeping betreft. Zij zijn volledig onafhankelijk van de strijdkrachten en het ministerie van Defensie en vormen een belangrijk vangnet.

De High Readiness Reserve

De *Reserve Forces Act* introduceerde een nieuwe categorie van reservisten, de *High Readiness Reserve*. Deze reserve-eenheid zal bestaan uit individuen die, met toestemming van hun werkgever, akkoord gaan om binnen een termijn van zeven dagen na de oproep ter plaatse te zijn. De minister van Defensie beschikt over een speciale bevoegdheid om deze mensen op te roepen wanneer hij het nodig acht, voor een maximumperiode van negen maanden. De *High Readiness Reserve* zal ons verzekeren van de voortdurende beschikbaarheid van reservisten met specifieke bekwaamheden die in het eerste stadium van een crisis nodig kunnen zijn en die van het hoogste belang zijn bij operaties, maar die niet zo beschikbaar

Nous espérons que l'effectif des *High Readiness Reserve* atteindra 1 500 hommes.

Les volontaires qui sont admis doivent, pour faire partie de la *High Readiness Reserve*, signer un contrat spécial et obtenir l'accord écrit de tout employeur pour qui ils travaillent 14 heures par semaine ou plus. Le contrat a une durée d'un an, et est renouvelable. Le réserviste et son employeur doivent par conséquent examiner chaque année si l'appartenance à la *High Readiness Reserve* est toujours compatible avec leur situation. S'il accepte cet engagement plus contraignant, le réserviste reçoit une prime supplémentaire.

La Sponsored Reserve

Le *Reserve Forces Act* a également créé une deuxième catégorie nouvelle de réservistes, la *Sponsored Reserve*. Il s'agit d'un nouveau concept qui permettra de conférer à des firmes civiles certaines missions d'appui qui sont à présent effectuées par le personnel militaire en temps de paix et lors d'opérations. Un certain nombre de fonctions d'appui qui pourraient être remplies par des civils sont actuellement réservées au personnel militaire parce que le travail doit se poursuivre en cas d'opérations.

À titre d'exemple, ce concept est actuellement à l'étude en ce qui concerne certains aspects de l'assistance technique pour notre avion de combat européen. Si ce concept est adopté, il pourrait être demandé à la société qui aura emporté le contrat de recruter un certain nombre de collaborateurs dans la *Sponsored Reserve*; ils recevraient alors une instruction militaire de base, et pourraient être mobilisés afin de poursuivre leur fonction d'assistance dans un environnement opérationnel.

2.2. Discussion

A. Questions des membres

— Pour quels motifs en est-on revenu à une armée de métier au début des années 1960 ?

— Pour quel motif élabore-t-on une nouvelle loi, alors que la réserve existe depuis plus de trente ans ?

— En ce qui concerne le budget, quels sont les moyens financiers nécessaires pour garantir une opérationnalité suffisante au cours des prochaines années ?

— De quel système d'entretien dispose-t-on pour garantir l'opérationnalité des différentes forces armées ?

— Quel est le budget qui est affecté au dédommagement des employeurs ? Enregistre-t-on de nombreuses contestations de la part de ces derniers ?

— Dans quelle mesure la réserve est-elle liée à l'armée de métier ? Quel est le degré d'autonomie de la réserve ?

zijn in de gewone en reserve-korpsen. Men verwacht dat de *High Readiness Reserve* om en rond de 1 500 manschappen zal omvatten.

Om *High Readiness* reservist te worden, moeten vrijwilligers die aanvaard werden een speciale overeenkomst ondertekenen en de schriftelijke toestemming van iedere werkgever kunnen voorleggen voor wie zij 14 uur of meer per week werken. De overeenkomst geldt voor een jaar en is hernieuwbaar. De reservist en zijn werkgever moeten dus elk jaar hun situatie opnieuw evalueren, om te kijken of zij nog steeds verenigbaar is met het lidmaatschap van de *High Readiness Reserve*. In ruil voor het aanvaarden van die hogere verantwoordelijkheid, ontvangt de reservist een bijkomende premie.

De Sponsored Reserve

De wet op de reservekrachten creëerde ook een tweede, nieuwe categorie van reservisten, de *Sponsored Reserve*. Het gaat om een nieuw concept dat een aantal ondersteunende taken die tot nog toe in vrede-tijd en tijdens operaties door militair personeel werden uitgevoerd, aan burgerfirma's zal toevertrouwen. Voor het ogenblik zijn een aantal taken die door burgers uitgevoerd zouden kunnen worden beperkt tot militair personeel, omdat het werk ook in operationele situaties door dient te gaan.

Dit concept wordt nu bijvoorbeeld in overweging genomen voor een gedeelte van het technisch onderhoud van onze Eurofighter vliegtuigen. Indien het concept wordt doorgezet, zou de firma die het contract toegewezen kreeg gevraagd worden een aantal werknemers uit de *Sponsored Reserve* te rekruteren; zij zouden dan een militaire basisopleiding krijgen en beschikbaar zijn voor oproeping om hun onderhoudstaak in een operationele omgeving voort te zetten.

2.2. Bespreking

A. Vragen van de leden

— Wat waren de beweegredenen om in het begin van de jaren 1960 terug te keren naar een professioneel leger ?

— Wat is de beweegreden om na meer dan dertig jaar ervaring met de reserve, een nieuwe wet tot stand te brengen ?

— Wat het budget betreft, welke financiële middelen zijn noodzakelijk om in de komende jaren een voldoende operationaliteit te garanderen ?

— Welk onderhoudssysteem bestaat er om de operationaliteit van de verschillende krijgsmachten te garanderen ?

— Wat is het budget dat wordt aangewend voor de schadeloosstelling van de werkgevers ? Zijn er in hoofdte van de werkgevers veel betwistingen ?

— Hoe sterk is de band van de reserve met het beroepsleger ? In welke mate leidt de reserve een eigen bestaan ?

— En ce qui concerne le risque d'extrémisme, comment ce risque est-il détecté et, éventuellement, écarté ?

— Quel est l'âge minimum requis pour pouvoir être recruté ? Recrute-t-on dans les écoles ?

— En ce qui concerne les régions, l'Écosse jouit-elle par exemple d'une complète autonomie en matière de recrutement et quel est le degré de cette autonomie ?

B. Réponses de M. Harding

Recrutement

Le recrutement n'a pas lieu directement dans les écoles, mais plus tard, notamment à l'université ou dans les unités opérationnelles. L'âge minimum des recrues est fixé à 20 ans. Les réservistes restent généralement mobilisables jusqu'à un âge compris entre 25 et 30 ans. La rotation est importante dans ce domaine. Les 130 000 « cadets » que compte la Grande-Bretagne sont également encouragés à rejoindre l'armée de réserve.

Extrémisme

L'intervenant n'a pas connaissance du moindre problème d'extrémisme au sein de l'armée de réserve. La région d'Irlande du Nord constitue toutefois un cas particulier, en ce sens qu'un candidat originaire de cette région fait toujours l'objet d'un rapport de sécurité préliminaire.

Lien entre l'armée de réserve et la nation

L'intervenant estime que chaque pays doit prendre en compte ses caractéristiques culturelles propres. Jusqu'au début des années 1960, la plupart des citoyens étaient appelés à porter les armes pendant une période de leur vie, ce qui n'est plus le cas depuis la création d'une armée de métier. Dans ce contexte, l'armée de réserve contribue à maintenir un lien entre l'armée et la nation. Les réservistes, en particulier, sont des chaînons clés entre la population et l'armée.

Budget

Le comité de liaison entre la réserve et les employeurs dispose d'un million de livres sterling pour financer ses opérations.

Indemnisation des employeurs

Il est prévu un plafond annuel de 4 000 livres par réserviste. Si l'employeur peut prouver que les frais encourus excèdent ce montant, il peut obtenir un dédommagement intégral. En tout cas, le réserviste est toujours assuré de retrouver son emploi.

— Wat het gevaar voor extremisme betreft, hoe wordt dit opgespoord en eventueel verwijderd ?

— Wat is de minimumleeftijd voor rekrutering ? Wordt er gerecruteerd in de scholen ?

— Wat de regio's betreft, is Schotland bijvoorbeeld volledig autonoom in de rekrutering, wat is daarvan het percentage ?

B. Antwoorden van de heer Harding

Rekrutering

Er wordt niet rechtstreeks in de scholen gerekruteerd, wel na de verlaten van de school, bijvoorbeeld aan de universiteiten of in de operationele eenheden. Er wordt vanaf de leeftijd van 20 jaar gerekruteerd. De reservisten blijven doorgaans tot aan de leeftijd van 25 tot 30 jaar. De rotatie desbetreffend is belangrijk. De 130 000 kadetten die Groot-Brittannië telt, worden eveneens aangemoedigd om het reserveleger te vervoegen.

Extremisme

Enig probleem van extremisme binnen het reserveleger is de spreker niet bekend. De regio Noord-Ierland vormt wel een afzonderlijk geval in die zin dat een kandidaat vanuit die regio steeds het voorwerp uitmaakt van een voorafgaand veiligheidsverslag.

Band reserveleger — natie

De spreker is de mening toegedaan dat elk land moet rekening houden met zijn eigen culturele kenmerken. Tot in het begin van de jaren 1960 hadden de meeste burgers ervaring met het leger, sinds de invoering van het beroepsleger is dit niet meer het geval. In die zin draagt het reserveleger bij tot de band tussen leger en natie. De reservisten vormen in het bijzonder een sleutelfiguur tussen de bevolking en het leger.

Begroting

Het verbindingscomité tussen de reserve en de werkgevers beschikt over 1 000 000 pond sterling om de operaties van dit comité te financieren.

Schadeloosstelling van de werkgevers

Er is een plafond van 4 000 pond per jaar, per reservist. Indien de werkgever kan bewijzen dat de geleden kosten dit bedrag overschrijden, kan hij desgevallend volledig worden vergoed. In ieder geval is de reservist steeds zeker dat hij zijn job terug kan opnemen.

Accès à la réserve

L'ancienne législation datant du début des années soixante, était inspirée par la menace soviétique. Depuis la fin de la Guerre froide, la législation a dû être adaptée afin d'assouplir les conditions d'accès à la réserve.

Motivation de la création d'une armée de réserve

La tradition des réservistes existe depuis longtemps en Grande-Bretagne. À l'époque napoléonienne, il y avait déjà des réservistes afin de pouvoir faire face à la menace que l'Empire constituait à l'époque. L'engagement au sein de la *Royal Air Force* a été très important pendant la Première Guerre mondiale. L'objectif de la nouvelle loi est de pouvoir engager les réservistes de manière plus flexible. À l'heure actuelle, il est important de pouvoir engager des unités relativement peu importantes dans des opérations telles que celles qui ont eu lieu en ex-Yougoslavie, lors d'inondations ou autres catastrophes, mais jamais contre des civils.

Opérationnalité

Il faudra plusieurs années pour pouvoir disposer d'unités bien entraînées. Entre-temps, 50 % du personnel doit être opérationnel.

3. M. M. COURTIN, président-général sortant de charge, Cercle royal Mars et Mercure, dd. 22 mai 1997

*3.1. Exposé***« Le monde des entreprises et la réserve**

Le Cercle royal Mars et Mercure a été créé en 1926 par des officiers de réserve et d'active, anciens combattants de la Première Guerre Mondiale, actifs dans le monde des affaires et des professions libérales, le Cercle compte aujourd'hui un millier de membres répartis au sein de douze sections régionales, présentes à Anvers, Arlon, Bruges, Bruxelles, Charleroi, Gand, Hasselt, Liège, Mons, Namur, en Campine, ainsi qu'en Allemagne pour d'anciens officiers de réserve et d'active y exerçant une activité professionnelle.

Quelques 200 des membres sont des officiers issus des cadres actifs et près de 800 d'entre eux exercent une activité dans le monde économique, les milieux associatifs et les professions libérales. On se trouve donc, lors des réunions, en compagnie de médecins, de négociants, d'avocats, de magistrats, de cadres et de chefs d'entreprises, de banquiers, de professeurs d'université, d'enseignants, de notaires, de fonctionnaires, de dirigeants de PME, de cadres de compagnies d'assurances ou de consultants indépendants. Cette diversité assure un échange d'opinions et d'ex-

Toegang tot de reserve

De vorige wetgeving dateerde van het begin van de jaren 1960, als gevolg van de dreiging van de Sovjet-Unie. Sinds het einde van de Koude Oorlog moest de wetgeving worden aangepast om de toegang tot het reserveleger te versoepelen.

Motivatie oprichting reserveleger

De traditie van reservisten bestaat reeds lang in Groot-Brittannië. In de periode van Napoleon waren er reeds reservisten om aan de toenmalige dreiging het hoofd te kunnen bieden. De inzet bij de *Royal Air Force* tijdens Wereldoorlog I was zeer belangrijk. Het doel van de nieuwe wet is de reservisten op een meer flexibele wijze te kunnen inzetten. Nu is het belangrijk om relatief kleine eenheden te kunnen inzetten voor bijvoorbeeld operaties in ex-Joegoslavië, bij overstromingen of allerhande rampen, maar nooit tegen burgers.

Operationaliteit

Het zal meerdere jaren vergen om te kunnen beschikken over goedgetrainde eenheden. Ondertussen moet wel 50 % van het personeel operationeel zijn.

3. De heer M. COURTIN, uittredend voorzitter-generaal Koninklijke Kring Mars & Mercurius, dd. 22 mei 1997

*3.1. Uiteenzetting***« De bedrijfswereld en de reserve**

De koninklijke Kring Mars en Mercurius werd opgericht in 1926, door reserveofficiëren en gewezen beroepsofficiëren oudstrijders uit de eerste wereldoorlog, allen actief in het zakenleven of in de wereld van de vrije beroepen. Hij groepeerde vandaag een duizendtal leden, verdeeld over 12 regionale secties, gevestigd in Brussel, Brugge, Gent, Antwerpen, Luik, Namen, Hasselt, Bergen, Charleroi, Aarlen en in de Kempen, maar ook in de Bondsrepubliek Duitsland, waar reserveofficiëren en gewezen beroepsofficiëren met een professionele beroepsactiviteit in het burgerleven, er deel van uit maken.

Ongeveer 200 leden zijn afkomstig uit het actieve kader, en ongeveer 800 leden zijn professioneel actief, zowel in de nationale economie, in de vrije beroepen als in de maatschappelijke sector. Bijgevolg zijn in het ledenbestand de meest verschillende beroepen vertegenwoordigd, zoals bij wijze van voorbeeld, geneesheren, zakenlui, juristen, magistraten, kaderleden, bankiers, bedrijfsleiders, leerkrachten, professoren, notarissen, ambtenaren, zaakvoerders van KMO's, onafhankelijke consultants en verantwoordelijken uit de verzekeringswereld. Door deze diver-

périences très diverses, principalement à propos de la relation réelle entre l'armée et les problèmes posés par l'évolution socio-économique de la société en constante mutation.

Nos idées et nos statuts ont suscité l'intérêt dans plusieurs pays voisins. Des cercles autonomes se sont créés en France, en Allemagne, aux Pays-Bas, au Danemark, au Grand-Duché de Luxembourg et demain sans doute dans d'autres pays. Depuis 1960, ces cercles se sont réunis au sein d'une commission de liaison internationales qui donna naissance à Mars et Mercure Europe. C'est dans ce cadre que les amis français organisent, ce 30 mai prochain, un symposium international sur le problème des réserves militaires. Le sujet est d'actualité en Belgique et les problèmes liés à la réforme de nos forces armées et de sa réserve nous préoccupent et nous interpellent.

Nous nous réjouissons donc de l'initiative, prise par le ministre de la Défense nationale, d'en débattre avec les représentants de la nation et ceux de la société civile. Nous soutenons cette démarche courageuse et nous contribuerons à son aboutissement dans toute la mesure de nos moyens.

Par la formation reçue au sein des forces armées et l'expérience acquise dans l'activité professionnelle du Cercle, nous nous sentons concernés par les divers aspects de la relation entre la Défense et la nation. Cadres d'entreprises et Citoyens-officiers, cette question nous interpelle directement et quotidiennement, au-delà de tout niveau social ou hiérarchique. Dans un souci d'efficacité, nous avons donc regroupé en grands thèmes ce qui nous préoccupe. Nous souhaitons simplement vous faire part de nos pistes de réflexions et de nos suggestions, non limitatives, mais orientées principalement vers le monde des entreprises et le lien armée – nation. Le Cercle tentera de rechercher les moyens de maintenir et de renforcer les liens qui, dans un État démocratique, doivent unir les forces armées à la nation dont elles émanent, mais aussi aux entreprises, sources d'activité et de productivité, dont l'essor contribue au bien-être économique et social de notre pays et de ses citoyens.

En ce moment où l'histoire bascule pour tracer un chemin vers un avenir imprévisible recelant tant de dangers pour la Paix, il convient de retenir les leçons qu'elle nous a données. Les crises et les guerres ont toujours eu des fondements économiques, elles n'ont jamais pu être évitées par le pacifisme angélique. Ne

siteit vindt men in de Kring een vertegenwoordiging terug van de meest verscheidene en verschillende opinies en ervaringen, die betrekking hebben op de werkelijke relatie tussen het leger en de Natie, en op de actuele problemen voortspruitend uit de socio-economische evolutie van onze voortdurend veranderende maatschappij.

Onze doelstellingen en statuten hebben weerklank gevonden en interesse opgewekt in verscheidene buurlanden. Autonome kringen werden opgericht in Frankrijk, in de Bondsrepubliek Duitsland, in Nederland, in Denemarken, in het Groothertogdom Luxemburg, en mogelijk binnen afzienbare tijd in andere landen. Sinds 1960 hebben deze nationale kringen zich verenigd in een Interlandencommissie Mars & Mercurius, die inmiddels de vorm heeft aangenomen van een overkoepelende Europese Kring « Mars & Mercurius Europa ». Het is namelijk binnen dit kader, dat de Franse vrienden op 30 mei eerstkomend, een internationaal symposium organiseren, met als thema « De militaire reserve ». Dit actueel thema is in België aan de orde. De herstructurering van de strijdkrachten en hun reserve, maken het voorwerp uit van onze belangstelling en onze bezorgdheid.

Vandaar dat wij ons verheugen over het initiatief van de minister van Landsverdediging, dat het mogelijk maakt over dit onderwerp te debatteren met de vertegenwoordigers van de natie en van de burgermaatschappij. Wij steunen deze moedige stap, en zeggen onze algehele bijdrage toe, in de mate van al onze middelen.

Door onze vorming in de strijdkrachten, en door de verkregen ervaring in onze burgerberoepsactiviteit voelen wij ons betrokken bij de verschillende aspecten met betrekking tot de relatie tussen Defensie en de natie. Als kaderleden van ondernemingen, en als officieren-burgers is de Kring bij deze kwestie rechtstreeks en dagelijks betrokken, boven elk sociaal of hiërarchisch niveau. Met efficiëntie voor ogen heeft men datgene wat ons bezighoudt, gegroepeerd in enkele hoofdthema's. De Kring wenst u zijn denkpluims en voorstellen aan te reiken. Denkpluims en voorstellen, die niet limitatief zijn, maar wel gericht op de wereld van de ondernemingen, en op de band tussen het leger en de natie. In een geest van loyaliteit zal de Kring trachten te zoeken naar de middelen die vereist zijn om deze band te behouden en te versterken. Dit is de band, die in een democratische staat de strijdkrachten met de natie verbindt, omdat ze er deel van uit maken, maar die hen ook met de ondernemingen verbindt, bronnen van activiteit en productiviteit, waarvan de bloei bijdraagt tot de economische en sociale welvaart van ons land en zijn burgers.

In een periode zoals deze van vandaag, waarin de geschiedenis een richting inslaat naar een onvoorspelbare toekomst, niet zonder gevaren voor de vrede, is het gepast de lessen te onthouden die ze ons heeft geleerd. Oorlogen en crisissen hebben steeds onderliggende economische oorzaken gehad. Nooit

dit-on pas que le sol de l'enfer est pavé des meilleures intentions ? Mais, ce furent finalement les civils, bien plus que les militaires, qui ont payé lourdement le prix de la liberté perdue par manque de pugnacité et de réalisme.

Nous voici, tels que nous sommes pour collaborer avec vous à la recherche de solution avec souci de servir le pays, ses institutions et ses forces armées. À la fin de l'audition, nous nous tiendrons à la disposition de la commission pour un éventuel échange de vues.

On ne reprendra plus dans l'exposé les rôles qu'il conviendrait de confier à la nouvelle réserve en fonction des besoins de la Défense nationale, ni de son organisation. Cela fût fait avant nous.

Les relations « Défense nationale – monde économique »

Nous pensons que la richesse humaine d'une entreprise constitue l'actif essentiel de celle-ci.

En disposant d'un personnel dont l'ouverture d'esprit est plus ample, d'une curiosité humaine et d'une expérience plus étendues, l'entreprise a donc besoin d'un personnel capable d'affronter et de gérer des situations imprévues, de crise ou conflictuelles.

Certes, l'appartenance à la « nouvelle réserve » comporte indiscutablement des astreintes importantes, qui pourraient compromettre la vie civile et professionnelle des réservistes, au point de les détourner du volontariat ou de leur fermer l'accès à la société civile qui, en tout état de cause, leur assure leurs revenus, le déroulement de leur carrière professionnelle et leur promotion sociale.

Par conséquent,

— il est indispensable que les réservistes soient protégés contre tout inconvénient résultant de leur engagement dans la réserve;

— dans un monde où les ressources des entreprises sont de plus en plus limitées, il est important que les entreprises ne soient pas pénalisées par l'emploi de réservistes et que les chefs d'entreprises soient informés régulièrement de l'évolution du problème de la Défense et associés à la vie des forces armées;

— il est utile que des cadres d'entreprises, réservistes ou non, soient intéressés par la connexité des affaires civiles et militaires, qui connaissent un développement étroitement lié à la vie économique mais qui demandent l'établissement d'une doctrine d'emploi et des structures destinées à les promouvoir.

konden ze vermeden worden door een lieflijk pacifisme. Zegt men trouwens niet, dat de weg naar de hel geplaveid is met de beste intenties ? Uiteindelijk zijn het steeds de burgers geweest, zelfs in grotere mate dan de militairen, die zwaar de tol van de vrijheid betaald hebben. Een vrijheid, die zou verloren gegaan zijn door een gebrek aan strijdlust en realisme.

Vandaar onze bijdrage om te zoeken naar oplossingen, met als enige bezorgdheid België te dienen, de instellingen en de strijdkrachten. Na deze uiteenzetting houden wij ons graag bereid voor een eventuele gedachtewisseling.

In de uiteenzetting zullen we het niet meer hebben over de rol die zou moeten toebedeeld worden aan de nieuwe reserve, in functie van de behoeften van Landsverdediging, noch over haar organisatie. Dit punt werd reeds behandeld.

De relatie « Landsverdediging – economische wereld »

Wij menen dat de menselijke rijkdom van het personeel van een onderneming de essentiële activa van deze onderneming uitmaken.

In de mate dat een onderneming beschikt over personeel met ruime openheid van geest, met een veelomvattende menselijke nieuwsgierigheid en met uitgebreide ervaring, versterkt ze haar groei en haar overlevingsmogelijkheden. De onderneming heeft bijgevolg nood aan personeel dat bekwaam is het hoofd te bieden aan onvoorziene situaties, conflictsituaties en crisissituaties, en dat bekwaam is om deze situaties te beheersen.

Zeker, het deel uitmaken van, of deelnemen aan de « nieuwe reserve », brengt ongetwijfeld verplichtingen met zich, die het burger- en beroepsleven van de reservisten zouden kunnen compromitteren, in die mate zelfs, dat hen de vrijwillige dienst zou kunnen ontzegd worden. Of dat hen de toegangsweg tot de burgermaatschappij afgesneden wordt. De toegangsweg, per slot van rekening de bron van hun inkomsten, en noodzakelijk voor hun professionele loopbaan en sociale promotie.

Bijgevolg :

— is het onontbeerlijk dat de reservisten wettelijk beschermd worden tegen elk nadelig gevolg van hun dienstneming in de reserve;

— is het belangrijk, dat bedrijfsleiders regelmatig geïnformeerd worden over de evolutie van de defensieproblemen, vooral in een bedrijfsklimaat waarin de middelen schaarser worden, en is het eveneens belangrijk dat ze niet benadeeld worden door de tewerkstelling van reservisten;

— het is nuttig dat kaderpersoneelsleden van bedrijven, al dan niet reserveofficieren, belang stellen in het verband tussen militaire en burgerlijke aangelegenheden, die een evolutie kennen die nauw bij het economische leven aansluit, maar die een arbeidsethos en structuren vergen om een en ander te bevorderen.

Dans le cadre d'une citoyenneté responsable, les relations « Défense nationale – monde économique » prennent une importance majeure. Un « consensus sur la défense » serait fondé sur des critères bien définis, notamment :

1. en déterminant les obligations qui seraient imposées aux entreprises et aux différentes catégories de personnel de réserve nécessaire aux besoins de la Défense nationale;

2. en fixant les garanties qu'il est souhaitable d'assurer de façon à « fidéliser » le volontariat ou à protéger d'anciens militaires d'active exerçant des activités professionnelles;

3. en prévoyant des mesures incitatives permettant aux entreprises de contribuer, directement ou indirectement, à la formation et à l'entraînement des réservistes (*Team building*).

Nous estimons qu'un accord harmonieux peut être conclu dans le cadre d'une Convention « Défense nationale – monde économique ». Cette convention serait un engagement contractuel, fondé sur une loi, conclu entre le ministère de la Défense nationale, représenté par l'autorité militaire compétente, et les délégués dûment mandatés des partenaires sociaux. La convention devrait prévoir :

1. une large information des entreprises sur la nouvelle politique adoptée pour la réserve;

2. les modalités d'une disponibilité programmée ou la gestion prévisionnelle de l'emploi du personnel de réserve en offrant aux entreprises des conditions de recours compatibles avec leur mode de fonctionnement;

3. une planification des prestations militaires prévues pour les réservistes et portées annuellement à la connaissance des entreprises.

D'autre part l'employeur recevrait annuellement un document d'information, permettant de connaître et d'apprécier la formation reçue et les fonctions exercées au sein des forces armées.

En contrepartie, l'employeur s'engagerait vis-à-vis de son personnel :

- à maintenir le contrat de travail;
- à conserver les rémunérations et avantages, y compris le maintien de la couverture sociale et ce, pendant toute la durée des prestations militaires.

Une étude devrait être concertée entre le monde économique et la Défense nationale quant à la gestion pratique de la réserve.

Afin d'obtenir un consensus, l'entreprise bénéficierait :

- de la formation complémentaire reçue au sein des forces armées par son salarié ou employé réserviste;

- d'une participation active des cadres-réservistes de l'entreprise aux activités d'Affaires civiles (*Civil Affairs G-5*);

In het kader van een verantwoord burgerschap is de relatie « Landsverdediging – economische wereld » van groot belang. Een « consensus over defensie » zou kunnen gebaseerd zijn op goed afgelijnde criteria :

1. door de verplichtingen te bepalen die zouden opgelegd worden aan de ondernemingen en aan de verschillende personeelscategorieën van de reserve, ten behoeve van Landsverdediging;

2. door de garanties vast te leggen die bij voorkeur zouden dienen in acht genomen te worden, teneinde aan het voluntariaat een getrouw karakter te geven, of om gewezen militairen die een beroepsactiviteit in burger uitoefenen, te beschermen;

3. door aansporende maatregelen te voorzien, die de ondernemingen moeten toelaten rechtstreeks of onrechtstreeks bij te dragen tot de vorming en de training van reservisten (*Team Building*).

Wij zijn de mening toegedaan dat een evenwichtig akkoord kan worden bereikt in het kader van een conventie « Landsverdediging – economische wereld ». Deze conventie zou een contractuele verbintenis zijn, gebaseerd op een wet, overeengekomen tussen het ministerie van Landsverdediging, vertegenwoordigd door een gevolmachtigde militaire autoriteit, en de afgevaardigden van de sociale partners. De conventie zou moeten voorzien in :

1. een brede informatie van de ondernemingen, betreffende het nieuwe beleid inzake de reserve;

2. de modaliteiten van een geprogrammeerde beschikbaarheid of een vooruitgepland beleid van het reservepersoneel, met voor de ondernemingen toepassingsvoorwaarden, die verenigbaar zijn met hun wijze van functioneren;

3. een planning van de militaire prestaties voorzien voor de reservisten, die jaarlijks ter kennis van de ondernemingen wordt gebracht.

De werkgever zou eveneens jaarlijks een informatief document ontvangen, teneinde kennis te nemen van de gekregen opleiding en van de uitgeoefende functies binnen de strijdkrachten.

Daartegenover zou de werkgever zich verbinden ten aanzien van zijn personeel :

- om het arbeidscontract te behouden;
- om de bezoldigingen en de voordelen die er mee verbonden zijn te behouden met inbegrip van de sociale dekking, en dit gedurende de ganse duur van de militaire prestaties.

Verder zou in gemeenschappelijk overleg tussen de economische wereld en Landsverdediging een studie dienen gemaakt te worden, voor wat betreft het praktisch beheer van de reserve.

Met het oog op het bereiken van een consensus, kan worden vermeld, dat de onderneming desgevallend kan genieten :

- van de bijkomende vorming binnen de strijdkrachten van zijn reservist gesalarieerde of bediende;

- van een daadwerkelijke deelname van de kaderleden-reservisten van de onderneming aan de activiteiten van Burgerlijke Zaken (*Civil Affairs G-5*);

— des dispositions de reconnaissance et de récompense au niveau national des entreprises et de leurs dirigeants, qui accepteraient de participer à la mise en œuvre de la nouvelle politique de la réserve.

Ainsi, il serait possible de favoriser des compromis raisonnables dans le domaine de la « pluriactivité » du personnel de réserve de nos forces armées par l'encouragement à une citoyenneté responsable.

Mais un cadre légal n'en demeure pas moins indispensable avec comme souci de ne pas alourdir les dispositions réglementaires existantes.

LE SERVICE CIVIQUE VOLONTAIRE À LA COMMUNAUTÉ NATIONALE

Lors de l'ouverture de l'année académique à l'Institut Royal Supérieur de Défense le 19 septembre 1991, l'ancien premier ministre, M. W. Martens, évoqua déjà l'idée d'instaurer un service national à la communauté, destiné à remplacer la conscription.

Le ministre de l'époque, M. L. Delcroix, fit une suggestion analogue avec la création d'un service volontaire à la communauté, dont il envisagea l'instauration dans le courant de l'année 1995.

L'opportunité d'un service à la communauté fut déjà examinée au sein du Cercle royal Mars et Mercure en 1984 et par divers groupements de jeunes, dont les avis n'ont trouvé que peu d'échos dans la presse. Un sondage « *Marketing Unit* », commandé et publié par la « Libre Belgique » en juin 1992, révélait que 43 % de Flamands et de Bruxellois, ainsi que 39 % de Wallons, seraient favorables à l'instauration d'un service civique obligatoire.

Dans le but de promouvoir une société plus conviviale et en mutation constante, le Cercle royal Mars et Mercure propose l'instauration d'un service civique volontaire à la communauté nationale, au sein duquel le service militaire constituerait une option possible avec d'autres activités, à choisir elles aussi vers le service civil.

Le service militaire par option

L'option du service militaire serait destinée aux seuls jeunes gens de nationalité belge, de naissance ou naturalisés.

La durée du service militaire actif serait celle prévue pour la réserve volontaire normale, soit 5 à 32 semaines de formation selon la fonction, suivie d'un rappel de 7 jours par an cumulables en une période plus longue tous les trois ans. Le réserviste s'engagerait à répondre à tout ordre de rappel pour des manœuvres et en cas de mobilisation pendant une période de cinq années après la fin de son service actif. Il

— van beschikkingen op nationaal niveau inzake erkenning en beloning van die bedrijven en hun leiders, die zouden aanvaarden te participeren in de tewerkstelling van de nieuwe reserve.

Door het aanmoedigen van, en het aanzetten tot verantwoord burgerschap, zou het op deze wijze mogelijk zijn een billijk compromis te steunen, voor wat betreft de dubbele of meervoudige activiteit van het reservepersoneel van de krijgsmacht.

Maar een wettelijk kader is daarom niet minder vereist, zonder evenwel de vigerende wettelijke bepalingen te verzwaren.

DE VRIJWILLIGE BURGERDIENST TEN VOORDELE VAN DE NATIONALE GEMEENSCHAP

Tijdens de plechtige opening van het academisch jaar in het Koninklijk Hoger Instituut voor Defensie op 19 september 1991, evocée reeds de toenmalige eerste minister, de heer W. Martens, de idee om een « nationale dienst aan de gemeenschap » in te stellen, ter vervanging van de dienstplicht.

De toenmalige minister van Landsverdediging, de heer L. Delcroix deed een gelijkaardig voorstel tot instelling van een « vrijwillige dienst aan de gemeenschap », voor dewelke hij een begin voorzag in de loop van het jaar 1995.

De mogelijkheid van een « dienst aan de gemeenschap » werd reeds in 1984 onderzocht door de Koninklijke Kring Mars & Mercurius, en door verscheidene jongerengroeperingen. Hun bevindingen hebben echter maar weinig weerklank gevonden in de pers. Een opiniepeiling uitgevoerd door *Marketing Unit*, op initiatief van en gepubliceerd door « *La Libre Belgique* » in juni 1992, bracht aan het licht dat 43 % Vlamingen en Brusselaars, en 39 % Walen, gunstig stonden ten opzichte van de oprichting van een « verplichte burgerdienst ».

Met het doel een nieuwe impuls te geven voor een meer sociabele gemeenschap, stelt de Koninklijke Kring Mars & Mercurius de oprichting voor van een « vrijwillige burgerdienst ten behoeve van de nationale gemeenschap », binnen dewelke de militaire dienst een mogelijke optie kan zijn, tesamen met andere ook te kiezen activiteiten, die georiënteerd zijn naar de burgerdienst.

De militaire dienst als optie

De optie « militaire dienst » zou enkel voorbehouden zijn voor jongeren van Belgische nationaliteit, door geboorte of naturalisatie.

De duur van de militaire dienst zou deze zijn, zoals voorzien voor de normale vrijwillige reserve, dat wil zeggen 5 tot 32 weken opleiding naargelang de functie, gevolgd door een wederoproeping van 7 dagen per jaar, te cumuleren in een langere periode om de drie jaar. De reservist zou zich verbinden om gevolg te geven aan elk wederoproepingsorder voor manœuvres en mobilisatie, gedurende een periode van vijf

serait possible aux prestataires de contracter des engagements à court terme, successifs et renouvelables, d'un an pendant cinq ans jusqu'à l'âge de 25 ans (volontariat à court terme).

Les candidats réservistes gradués de la réserve volontaire normale bénéficieraient de la formation la plus longue (jusque 32 semaines). Ils seraient recrutés parmi les titulaires du brevet d'aptitude physique élémentaire ayant participé à plusieurs stages de préparation physique et de civisme. Ils seraient rémunérés comme les engagés à court terme.

Les réservistes de la réserve spécialisée recevraient une formation militaire de base après la fin de leurs études techniques ou universitaires. Ensuite, ils assureraient des prestations actives au sein des forces armées pendant une soixantaine de jours par an pendant cinq ans.

Les réservistes de la réserve complémentaire ne recevraient pas de formation militaire. Ce personnel serait mis à la disposition des forces armées dans le cadre des conventions « armées-entreprises » pour une durée limitée.

— SUGGESTIONS —

Les pistes de réflexions formulées ci-après par notre Cercle se veulent être une contribution objective à vos travaux. Elles se rapportent à :

- l'emploi des réserves;
- l'organisation et les moyens à envisager;
- les garanties à instaurer.

I. L'emploi de la réserve

1. Procéder à la définition d'un concept d'emploi de la réserve, intégrant celle-ci dans l'emploi global des forces de défense et de sécurité et en l'assimilant au personnel en service actif.

2. Définir les missions confiées à la réserve des forces armées, qui comprendraient en premier lieu la mise à 100 % des forces de réaction et des forces principales et en second lieu la participation à la défense militaire du territoire.

II. L'organisation et les moyens

A. L'organisation

3. Envisager la réactivation du Comité ministériel de Défense prévu par l'arrêté royal du 3 août 1950, modifié par les arrêtés royaux des 11 septembre 1950, 17 janvier 1959 et 28 juin 1961 et prévoir, dans ce contexte, la transformation de l'actuelle Commission pour les Problèmes nationaux de Défense

jaar volgend op zijn actieve dienst. Voor de prestatieplichtigen zou het mogelijk zijn zich te engageren voor korte opeenvolgende en hernieuwbare periodes van een jaar, en dit gedurende een periode van vijf jaar tot het bereiken van de leeftijd van 25 jaar (vrijwillige dienst op korte termijn).

De kandidaat gegraduateerde reservisten van de normale vrijwillige reserve zouden de langste opleiding krijgen (tot 32 weken). Ze zouden gerecruteerd worden onder de vrijwilligers die het brevet van elementaire fysische geschiktheid bezitten, en die deelgenomen hebben aan meerdere stages « fysische voorbereiding » en initiatiestages « civisme ». De bezoldigingen zouden deze zijn van de dienstneming op korte termijn.

De reservisten van de gespecialiseerde reserve zouden een basis militaire opleiding krijgen, na het beëindigen van hun technische of universitaire studies. Hieropvolgend zouden ze prestaties binnen de krijgsmacht vervullen gedurende een zestigtal dagen per jaar, en dit gedurende een periode van vijf jaar.

De reservisten van de complementaire reserve zouden geen militaire opleiding krijgen. Dit personeel zou ter beschikking gesteld worden van de krijgsmacht in het kader van de conventies « legerondernemingen », voor een gelimiteerde duur.

— VOORSTELLEN —

De volgende denklijnen van onze Kring willen een objectieve bijdrage zijn tot uw werkzaamheden. Ze hebben betrekking op :

- het gebruik van de reserve;
- de organisatie en de in ogenschouw te nemen middelen;
- de in te voeren garanties.

I. Het gebruik van de reserve

1. Overgaan tot het definiëren van een gebruiksconcept voor de reserve, dat geïntegreerd wordt in het globaal gebruik van de verdedigings- en veiligheidsmacht, en dat gelijkgesteld wordt met het personeel in actieve dienst.

2. Definiëren van de opdrachten die aan de reserve van de krijgsmacht toegekend worden. Opdrachten die hoofdzakelijk de reactie- en de voornaamste strijdkrachten (*main defense forces*) op 100 % brengen, en in tweede instantie de deelname aan de militaire verdediging van het grondgebied.

II. De organisatie en de middelen

A. Organisatie

3. De reactivatie overwegen van het Ministerieel Defensiecomité, voorzien door het koninklijk besluit van 3 augustus 1950, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 11 september 1950, 17 januari 1959 en 28 juni 1961, en in deze context de omzetting voorzien van de huidige Commissie voor de Nationale

(CPND), fonctionnant en coordination avec le Centre d'Études de Défense de l'IRSD, en Secrétariat général de la Défense nationale, rattaché directement aux services du Premier Ministre. Cet organisme, dirigé par un officier général ou un diplomate de haut rang, serait chargé de préparer les travaux du Comité ministériel de Défense, présidé par le premier ministre.

4. Instaurer le service civique volontaire à la communauté avec option militaire.

5. Créer à l'état-major général des forces armées, une structure en charge du fonctionnement de la réserve.

6. Créer un comité de liaison des Affaires civiles, rattaché aux services du chef d'état-major général, regroupant les représentants des ministères concernés et des partenaires sociaux.

B. *Les moyens humains*

7. Instaurer une obligation de service dans la réserve pour les anciens militaires de l'active, sous contrat, pour une durée variant selon la durée du service actif.

8. Organiser le recrutement de réservistes volontaires sur des bases identiques à celles prévues pour les engagés à court terme et en prévoyant les impératifs de la localisation des affectations.

9. Définir les différentes catégories de réservistes en fonction de leur possibilité d'emploi :

— une réserve hautement disponible, peu nombreuse, mais qui serait prête à participer au renfort individuel des forces d'active avec un bref préavis;

— le reste de la réserve aurait des activités plus planifiées afin de limiter les contraintes de l'appartenance à la réserve.

10. Prévoir à terme, pour la réserve normale des effectifs suffisants à l'exécution des missions assignées aux forces armées, tant à l'extérieur des frontières que pour la défense territoriale.

11. Organiser dans le cadre du service civique volontaire, pendant les congés scolaires, une préparation physique et civique que non seulement serait bénéfique pour la santé des jeunes, mais constituerait une excellente formation préliminaire.

C. *Les moyens matériels*

12. Utiliser les équipements rendus disponibles par les restructurations pour équiper la réserve et organiser, dès temps de paix, la réquisition en temps de crise de matériel complémentaire et spécial.

Vraagstukken inzake Verdediging (CNVV), die thans functioneert in coördinatie met het Defensie Studiecentrum van het Koninklijk Hoger Instituut voor Defensie, in een Algemeen Secretariaat voor Nationale Defensie, rechtstreeks ressorterend onder de diensten van de Eerste Minister. Dit organisme, geleid door een officier-generaal of een hoge diplomaat, zou dan belast zijn met de voorbereiding van de werkzaamheden van het Ministerieel Defensiecomité, voorgezeten door de eerste minister.

4. Instellen van de vrijwillige burgerdienst voor de gemeenschap met militaire optie.

5. In de generale staf van de krijgsmacht invoeren van een structuur belast met de werking van de reserve.

6. Scheppen van een verbindingscomité voor burgerlijke Zaken, aangehecht aan de diensten van de chef van de generale staf, dat de vertegenwoordigers van de betrokken ministeries en van de sociale partners groepeerd.

B. *Menselijke middelen*

7. In de reserve een verplichte dienst voor gewezen militairen van het actief kader instellen, voor een duur die varieert naargelang de duur van de actieve dienst. Zulks voor gewezen militairen van het beroepskader en voor de contractueel aangeworvenen.

8. Organiseren van de recrutering van vrijwillige reservisten, op identieke basis als deze voorzien voor de aangeworvenen op korte termijn, en met voorziening van de voorschriften voor locatie van de affectaties.

9. Bepalen van de verschillende categorieën reservisten, in functie van hun tewerkstellingsmogelijkheid :

— een reserve met hoge beschikbaarheidsgraad, weinig talrijk, maar die met korte voorafgaande kennisgeving zou klaar staan om te participeren in de individuele versterking van de actieve macht;

— het overblijvende deel van de reserve zou meer geplande activiteiten hebben, teneinde de verplichtingen, inherent aan het reservekader, te verlichten.

10. Op termijn, voor de normale reserve voldoende effectieven voorzien, voor de uitvoering van de aan de strijdkrachten toegekende opdrachten, zowel buiten de grenzen als voor de territoriale verdediging.

11. In het kader van de vrijwillige burgerdienst, en tijdens de schoolvakanties, een fysieke voorbereiding en een initiatie tot civisme organiseren, waaruit de jongeren niet enkel voordeel zouden halen op het vlak van de gezondheid, maar die bovendien een preliminaire vorming bij uitstek zouden zijn.

C. *Materiële middelen*

12. De door de herstructurering vrijgekomen uitrusting benutten om de reserve te equiperen, en vanaf vredetijd de opeising in crisistijd van bijkomend en gespecialiseerd materiaal te organiseren.

D. Les moyens financiers

13. Prévoir les crédits nécessaires au bon fonctionnement de la réserve, à l'incitation au recrutement et à la « fidélisation » des réservistes (rappels de courte et de longue durée, stages de formation, etc.).

E. Les moyens en infrastructures

14. En fonction des implantations prévues des unités militaires de réserve, conserver les infrastructures militaires nécessaires et libérées par les restructurations en cours.

15. Dans le cadre du service civique volontaire, permettre l'utilisation des écoles et internats, des camps et établissements militaires, des installations sportives pour l'hébergement et les activités organisées.

III. Les garanties à instaurer

A. Les garanties juridiques en faveur de l'emploi

16. Instaurer par la loi, mais après concertation et négociation avec les structures civiles régionales de l'emploi la réinsertion des réservistes après l'exécution de leurs prestations militaires. La loi devrait également prévoir à quelles conditions le réserviste ou son employeur pourrait ne pas satisfaire aux obligations militaires (arrêté royal du 20 février 1965 concernant les travailleurs investis d'un poste de direction et de confiance).

17. Maintenir dans le statut des fonctionnaires une position statutaire relative à leur situation de réserviste et le maintien intégral de la couverture sociale.

18. Pour les salariés, au-delà d'une courte période, on pourrait concevoir les prestations militaires des réservistes comme un congé « éducation » ou une interruption de carrière.

19. Pour les professions libérales, tenir compte de l'impact du rappel sur les impératifs professionnels.

B. Garanties juridiques en faveur de la protection sociale

20. Introduire dans la législation sur la sécurité sociale le maintien de la couverture du risque maladie au profit des ayants-droits du réserviste pendant toute la durée des prestations militaires.

21. Appliquer systématiquement le principe de l'octroi de l'indemnisation la plus favorable, après étude au cas par cas, pour la couverture des risques décès-invalidité.

22. Négocier avec les compagnies d'assurances la prise en charge du risque décès-invalidité pour les

D. Financiële middelen

13. De voor een goede werking van de reserve vereiste kredieten voorzien, als aanzet voor de recruiting en voor het bevorderen van de attractiviteit van de reserve (wederoproeping van korte en lange duur, vormingsstages enz.).

E. Infrastructuur

14. Behouden van de vereiste militaire infrastructuur, die vrijkomt met de aan gang zijnde herstructurering, in functie van de voorziene inplantingen van militaire reserve-eenheden.

15. In het kader van de vrijwillige burgerdienst, het gebruik toelaten van scholen en internaten, van militaire kampen en instellingen, en van sportinstallaties, met het oog op het organiseren van activiteiten en huisvesting (burger- en sportinitiatiefase).

III. In te voeren garanties

A. Juridische garanties ten gunste van de tewerkstelling

16. Na onderhandeling en overleg met de tewerkstellingsorganismen, het weer in dienst nemen van de reservisten, na hun militaire prestaties, stimuleren. De wet zou eveneens de voorwaarden dienen te specificeren, waaraan reservist en/of zijn werkgever zouden moeten beantwoorden, om niet aan de militaire verplichtingen te voldoen (koninklijk besluit van 20 februari 1965).

17. In het statuut van de ambtenaren de clause behouden, die hun hoedanigheid van reservist regelt, met integraal behoud van de sociale dekking.

18. Met betrekking tot de gesalarieerden zou men de militaire prestaties van reservisten van het type « langere periode », kunnen beschouwen als een opnemen van kredieturen of als een loopbaanonderbreking.

19. Met betrekking tot de vrije beroepen, rekening houden met de impact van de wederoproeping op het uitgeoefend beroep.

B. Juridische garanties ten gunste van de sociale bescherming

20. In de wetgeving op de sociale zekerheid, het behoud van de dekking van het « ziekterisico » insluiten, ten gunste van de rechthebbenden van de reservist, en dit gedurende de ganse duur van de militaire prestaties.

21. Inzake de dekking van de risico's « overlijden en invaliditeit », systematisch het principe van de toekenning van de meest gunstige vergoeding toepassen, na studie van elk specifiek geval.

22. Onderhandelen met de verzekeringsmaatschappijen over het overnemen van het risico « over-

réservistes participant à des séances d'instruction et ayant déjà souscrit un contrat d'assurance complémentaire. Le ministère de la Défense nationale prendrait à sa charge le paiement de la prime des réservistes hautement disponibles.

23. Maintenir le droit à l'assurance-vieillesse sans cotisation pour toute la durée d'une participation du réserviste à une activité dans la réserve.

C. *Les garanties matérielles*

1. Concernant la rémunération

24. Pour les réservistes, dont la rémunération militaire serait inférieure au revenu civil, étudier une compensation financière adaptée, les réservistes dans la situation inverse conserveraient leur supplément de revenu.

2. Concernant les mesures incitatives

25. Mener auprès des structures civiles d'emploi (ORBEM-VDAB-FOREM) une campagne d'information qui laisserait ressortir pour elles l'intérêt de favoriser le volontariat dans la réserve et les inciter à soutenir la nouvelle politique dans ce domaine.

26. Prévoir un crédit d'impôt au profit de l'entreprise, qui serait déterminé à partir du nombre de jours ouvrables prestés par le réserviste.

27. Instaurer des incitations matérielles défiscalisées pour favoriser l'engagement dans la réserve, par exemple :

- bonifications de points pour les concours d'entrée dans la fonction publique;
- attribution de bourse d'études;
- prime à l'engagement, etc.

28. Prévoir des mesures pécuniaires pour inciter le réserviste à poursuivre son volontariat, par exemple :

- en instaurant une prime annuelle d'instruction défiscalisée;
- en instaurant une allocation de vétérance défiscalisée.

29. Lors de visites à l'étranger de des forces armées ou d'expositions organisées en collaboration avec celles-ci, prévoir des activités de promotion de l'industrie belge et inversement.

30. Octroyer des marques de reconnaissance des mérites qui contribuent à l'affirmation de la nouvelle image de la réserve dans le cadre d'une citoyenneté responsable. Par exemple :

- en octroyant des distinctions honorifiques;
- par la remise de diplômes d'honneur aux chefs d'entreprises méritants.

31. À l'engagement d'un réserviste en entreprise ou d'un volontaire court terme, étendre le champ d'application de l'arrêté royal n° 230 concernant l'engagement à durée indéterminée d'un stagiaire ONEM.

lijden-invaliditeit », van reservisten in opleiding die in burger reeds een complementair verzekeringscontract afgesloten hadden. Het ministerie van Landsverdediging zou instaan voor de betaling van de premie van de reservisten in de categorie « met hoge beschikbaarheidsgraad ».

23. Behouden van het recht op ouderdomsverzekering zonder bijdragebetaling, voor de ganse duur van deelname aan een activiteit van de reserve.

C. *Materiële garanties*

1. Met betrekking tot bezoldiging

24. Voor de reservisten met een militaire bezoldiging lager dan deze in burgerleven, een aangepaste financiële compensatie bestuderen. In het tegenovergesteld geval zouden de reservisten hun supplement aan inkomsten behouden.

2. Met betrekking tot aansporingsmaatregelen

25. Een informatiecampaagne opzetten bij de tewerkstellingsorganismen, die voor hen het belang van het favoriseren van de vrijwillige dienstneming zou aantonen, en hen aanzetten om de nieuwe politiek terzake te ondersteunen.

26. In een belastingkrediet voorzien ten voordele van de onderneming, dat zou bepaald worden volgens het aantal gepresteerde werkdagen van de reservist.

27. Invoeren van gedefiscaliseerde materiële stimuli, met het doel het engagement in de reserve aan te moedigen, zoals daar kunnen zijn :

- bonificatiepunten voor toelatingsproeven voor openbare functies;
- toekenning van studiebeurzen;
- aanwervingspremies enz.

28. Geldelijke maatregelen voorzien, ter aansporing om de vrijwillige dienstneming verder te zetten of te verlengen, door bijvoorbeeld :

- het instellen van een jaarlijkse gedefiscaliseerde premie in de instructie;
- het invoeren van een gedefiscaliseerde anciënniteitspremie.

29. Tijdens bezoeken in het buitenland, of op tentoonstellingen georganiseerd in samenwerking met de krijgsmacht, de activiteiten van onze industrie promoten, en omgekeerd.

30. Met het oog op een verantwoord burgerschap, uitreiken van erkentelijkheidstekens, die bijdragen tot de bevestiging van het nieuwe imago van de reserve. Bijvoorbeeld :

- uitreiken van eervolle onderscheidingen;
- overhandigen van erediploma's aan verdienstelijke bedrijfsleiders.

31. Bij de tewerkstelling van een reservist of van een « korte termijn » vrijwilliger door de ondernemingen, uitbreiden van het toepassingsveld van het koninklijk besluit n° 230, betreffende de tewerkstelling voor onbepaalde tijd van een RVA-stagiair.

L'intervention du Cercle avait pour seule ambition d'être une contribution modeste au travail important et historique que la commission a entrepris. Le Cercle serait très honoré s'il pouvait encore apporter son concours dans la mise en œuvre des conclusions que la commission tirera de ce débat.

3.2. Discussion

A. Questions et observations des membres

— Un membre souhaite obtenir un complément d'informations au sujet de l'association Mars & Mercure. Il s'agit apparemment d'une collaboration entre des entreprises et des militaires ou anciens militaires.

Le lien entre les entreprises et l'armée fait penser aux compensations économiques obtenues lors de l'acquisition de matériel militaire.

Quelles sont la position et les conceptions de l'orateur à ce propos ?

— La Communauté flamande considère le service civil comme une matière communautaire.

On ne peut dès lors exclure une interférence entre, d'une part, le service civil volontaire et, d'autre part, la politique du volontariat et la politique de l'emploi et de la formation des jeunes. Il s'agit là de données dont les autorités fédérales doivent tenir compte.

Le service civil volontaire ne risque-t-il pas, dans certains secteurs, tels que ceux de l'aide sociale ou des hôpitaux, de devenir à terme une condition d'engagement occulte ? Cela signifierait concrètement : travailler gratuitement la première année et ensuite attendre s'il reste encore de la place. Le risque existe que seuls des non-diplômés accomplissent le service civil au sein des forces armées et que d'autres, qui sont un peu mieux formés, accomplissent ce même service civil dans des secteurs où ils pourraient par la suite faire carrière.

En outre, le service civil n'implique pas uniquement une contribution au service de la nation, un grand nombre de personnes sont par exemple volontaires de la Croix-Rouge et servent également la nation.

— Quelles sont ces activités en ce qui concerne le rapprochement entre l'industrie de défense et l'industrie en générale et la recherche et le développement au sein du département de la défense nationale. Il y a des contacts qui peuvent être privilégiés par l'appartenance notamment d'officiers ou d'ex-officiers. Y a-t-il des cercles de réflexion qui s'occupent de la recherche et du développement ? Vu l'existence d'une commission pour les achats militaires, c'est un des points qui intéresse beaucoup un membre.

Il y a des officiers ou des militaires d'active qui quittent l'armée pour entrer dans les entreprises d'armement, ce qui crée une situation parfois ambiguë.

De tussenkomst had als doel een bescheiden bijdrage te leveren tot de belangrijke en historische werkzaamheden die de commissie ondernomen heeft. De Kring zou ten zeerste vereerd zijn, mocht hij in de toekomst nog zijn medewerking kunnen verlenen in de uitwerking van de conclusies die de commissie uit dit debat zal trekken.

3.2. Bespreking

A. Vragen en opmerkingen van de leden

— Een lid wenst meer informatie over de vereniging Mars & Mercurius. Blijkbaar gaat het over de samenwerking tussen bedrijven en militairen of oud-militairen.

De band tussen bedrijfsleven en leger doet denken aan economische compensaties bij aankopen van legermaterieel.

Welke standpunten en concepten heeft spreker op dat vlak ?

— De Vlaamse Gemeenschap beschouwt burgerdienst als een gemeenschapsmaterie.

Dit gegeven houdt de mogelijkheid in dat de vrijwillige burgerdienst in aanvaring zou komen, met zowel het beleid inzake vrijwilligerswerk, als het beleid inzake werkgelegenheid en vorming van jongeren. Dit zijn gegevens waar de federale overheid rekening mee dient te houden.

Bestaat niet het gevaar dat vrijwillige burgerdienst in bepaalde sectoren zoals de welzijnssector, of in de ziekenhuizen, op termijn een tersluikse voorwaarde gaat worden om te worden aangeworven. Dit zou concreet betekenen : het eerste jaar gratis komen werken en dan afwachten of er nog plaats blijft. Het risico bestaat dat alleen niet-gediplomeerden burgerdienst gaan doen binnen de krijgsmacht en dat anderen die wat meer ontwikkeld zijn, die burgerdienst zouden doen in sectoren waar zij achteraf carrière kunnen maken.

Overigens betekent niet alleen burgerdienst een bijdrage voor de natie, een groot aantal personen zijn bijvoorbeeld vrijwilliger bij het Rode Kruis, en zetten zich ook in voor de natie.

— Waaruit bestaan die activiteiten met betrekking tot de toenadering tussen enerzijds de defensie-industrie en de industrie in het algemeen en anderzijds onderzoek en ontwikkeling bij het departement Landsverdediging ? Er kunnen bevoorrechte contacten bestaan door de aanwezigheid van officieren of gewezen officieren. Zijn er kringen waarin nagedacht wordt over onderzoek en ontwikkeling ? Aangezien een commissie de legeraankopen onderzoekt, is dat een van de punten waar een lid veel belangstelling voor heeft.

Er zijn officieren of militairen in actieve dienst die het leger verlaten en een betrekking aanvaarden in de wapenindustrie, wat soms aanleiding geeft tot dubbelzinnige toestanden.

— Comment les membres (ils sont environ un millier) sont-ils répartis par catégorie professionnelle ?

B. Réponses de MM. Courtin, Vandendaelen et Van Handenove

M. Courtin

— Mars et Mercure est formé d'anciens officiers d'activité, d'officiers de réserve ou d'anciens officiers de réserve.

On pose sa candidature, on est parrainé, on doit correspondre aux statuts et c'est le conseil général, qui est un organe statutaire, qui a le droit absolu d'accepter ou de ne pas accepter la candidature.

Il y a donc une structure très précise et respectueuse des statuts. Il n'y a pas de clivages qu'il soit, nord, sud, est, ouest, officiers d'active, officiers de réserve, non officiers parce que cette association s'est fondé sur des principes, des principes de droiture, de correction, d'entre-aide et le respect de certaines valeurs : fidélité au Roi, au pays, à ses forces armées, à ces institutions.

Une des autres conditions d'accès c'est d'exercer une activité professionnelle qu'elle soit en entreprise, dans une profession libérale, ou dans un autre secteur, peu importe, mais c'est fondamental. Il y a l'origine Mars, mais l'orientation, la préoccupation de l'association va essentiellement vers Mercure.

Il s'agit d'une association d'officiers qui ont des activités professionnelles.

L'association est très soucieuse de son indépendance. Elle fonctionne par l'intermédiaire de clubs, sections locales.

En ce qui concerne la question à propos des compétences des communautés, personne au sein de Mars et Mercure ne remet en cause la structure de l'État belge. Des opinions individuelles peuvent diverger, mais il y a une philosophie générale et un cadre que l'association défend : la fidélité au pays dans le respect de ses institutions.

Le fait que le service à la communauté serait de la compétence des communautés, peut rendre les choses plus compliquées mais ne peut effacer le fait que la Défense nationale relève de la communauté nationale.

La vision est de reconnaître les communautés, mais en même temps d'affirmer qu'il y a une structure, une communauté nationale.

M. Vandendaelen signale que en ce qui concerne le risque d'abus du service à la collectivité, il est exact que le volontariat peut donner lieu à des abus. Les statuts doivent toutefois rendre ces abus impossibles.

Il est vrai que les pompiers volontaires ou les volontaires de la protection civile, etc., sont également au service de la collectivité. Les militaires vo-

— Hoe zijn de leden (ongeveer een duizendtal) naar beroepscategorie opgedeeld ?

B. Antwoorden van de heren Courtin, Vandendaelen en Van Handenove

De heer Courtin

— Mars en Mercurius is een vereniging waarvan gewezen officieren in actieve dienst, reserveofficieren en gewezen reserveofficieren lid zijn.

Men stelt zich kandidaat, men krijgt een peter, men moet beantwoorden aan de statuten. De algemene raad — een statutair orgaan — heeft het absolute recht om de kandidatuur al dan niet te aanvaarden.

Er bestaat dus een zeer nauwkeurig omliggende structuur die de statuten eerbiedigt. Er zijn geen scheidslijnen tussen het noorden, het zuiden, het oosten, het westen, officieren in actieve dienst, reserveofficieren en niet-officieren, aangezien de vereniging bepaalde beginselen huldigt, met name rechtchapenheid, correctheid, onderlinge bijstand en eerbied voor een aantal waarden : trouw aan de Koning, aan het land, aan de strijdkrachten en aan de instellingen.

Een essentiële voorwaarde om lid te mogen worden, is de uitoefening van een beroepsactiviteit, hetzij in een bedrijf, hetzij als beoefenaar van een vrij beroep of in een andere sector. Men vertrekt van Mars, maar de oriëntering en het voornaamste streefdoel van de vereniging is Mercurius.

Het gaat hier om een vereniging van officieren die beroepsactiviteiten uitoefenen.

De vereniging hecht zeer veel belang aan haar onafhankelijkheid. Zij is onderverdeeld in clubs en plaatselijke afdelingen.

Wat de kwestie van de bevoegdheden van de gemeenschappen betreft, wordt de structuur van de Belgische Staat door geen enkel lid van Mars en Mercurius ter discussie gesteld. Eenieder kan zijn eigen opinie hebben, maar er is een algemene filosofie en een kader dat de vereniging aanvaardt : trouw aan het land in het kader van zijn instellingen.

Hoewel het feit dat de gemeenschapsdienst tot de bevoegdheid van de gemeenschappen behoort, de zaken ingewikkelder kan maken, is dat nog geen reden om uit het oog te verliezen dat Landsverdediging een nationale bevoegdheid is.

Het is de bedoeling de gemeenschappen te erkennen en tegelijkertijd toch te bevestigen dat er een structuur, een nationale gemeenschap bestaat.

De heer Vandendaelen stipt aan dat wat het risico op misbruiken van de gemeenschapsdienst betreft, het juist is dat vrijwilligerswerk aanleiding kan geven tot misbruik. De statuten moeten dit misbruik echter onmogelijk maken.

Natuurlijk is het zo dat vrijwillige brandweerlieden of leden van de burgerlijke bescherming enz. ook een dienst leveren aan de gemeenschap. Vrijwillige

lontaines peuvent également se mettre de la même manière au service de la collectivité.

M. Van Handenove précise que l'association propose la création d'une commission mixte comprenant des représentants de tous les ministres. La Défense nationale représenterait ceux qui accomplissent un service civil, qui rendent des services à la collectivité au profit de la Défense nationale. D'autres ministères représenteraient ceux qui s'engagent dans le secteur social, de sorte que toutes les personnes concernées y soient représentées. Le service civil est un service à la collectivité. D'éminents professeurs tels que Ricardo Petrella de l'UCL ont déclaré que « dans notre société basée sur la prestation, il n'existe plus de solidarité. ».

Le service civil, dans sa diversité, répondrait précisément à ce besoin de solidarité et engloberait un large éventail de services.

Les membres, lorsqu'ils rejoignent l'association ont des fonctions dans une entreprise et certains probablement dans des entreprises de défense, des autres pas. Il n'y pas au niveau national de véritable débat des sociétés ou de débat sur l'armement en entier. Certains des membres sont plus proche de l'industrie d'armement. Mais cela fait partie de l'activité professionnelle de chacun. Il n'y a aucun pilotage du Cercle royal de Mars et Mercure en tant que tel, ni un appui pour l'industrie d'armement.

Tous les partis politiques sont représentés. Que certains membres aient une activité professionnelle plus proche de certains secteurs ou dans certains secteurs plus sensibles, c'est possible, mais cela ne pose aucun problème.

La préoccupation de l'association est orientée vers le bien commun et n'est pas orienté systématiquement vers tel ou tel secteur économique.

La plupart des membres travaillent la plus grande partie de la journée dans le monde des affaires et l'association souhaite promouvoir l'emploi de réservistes dans les entreprises, à signaler que cela n'engendrera ni perte de temps ni perte d'argent pour les entreprises.

— Il est impossible de donner une répartition en pourcentage selon les catégories professionnelles. Il y a deux groupes importants : les travailleurs et les professions libérales. Le premier groupe est majoritaire.

— En ce qui concerne la question de l'engagement du cercle, lorsque l'invitation de la commission est arrivée, au delà du bureau, les gens se sont proposés pour remplir des fonctions. Certains sont venus de province le soir, avec la traduction du texte, pour discuter de la façon de travailler. Il y a donc un grand dévouement de la part des membres.

Dans ce genre d'association, les gens lorsqu'ils ont un but et qu'il est clair, sont prêt à faire de gros sacrifices pour y arriver.

militairen kunnen zich op dezelfde manier ten dienste stellen van de gemeenschap.

De heer Van Handenove verduidelijkt dat de vereniging voorstelt dat er een gemengde commissie zou worden gecreëerd met vertegenwoordigers van alle ministers. Voor wie burgerdienst doet, wie diensten aan de gemeenschap presteert ten voordele van Landsverdediging, is Landsverdediging vertegenwoordigd. Voor wie zich inzet ten voordele van de sociale sector, zijn andere ministeries vertegenwoordigd, zodat alle betrokkenen daarin vertegenwoordigd zijn. Burgerdienst is een dienst aan de gemeenschap. Eminente professoren zoals Ricardo Petrella van de UCL zeggen « in onze prestatie maatschappij van vandaag is er geen solidariteit meer. ».

Burgerdienst in al zijn verscheidenheid zou juist beantwoorden aan de noodzaak tot solidariteit en zou een heel breed spectrum van diensten bestrijken.

Wanneer de leden tot de vereniging toetreden, bekleden zij functies in een bedrijf. Voor sommigen is dat wellicht in defensiebedrijven. Op nationaal vlak wordt niet echt gedebatteerd over de ondernemingen of over de bewapening in haar geheel. Sommige leden staan dicht bij de bewapeningsindustrie, maar dat maakt deel uit van hun beroepsactiviteit. De vereniging Mars en Mercurius geeft als dusdanig geen bepaalde richting aan en steunt evenmin de bewapeningsindustrie.

Alle politieke partijen zijn vertegenwoordigd. Hoewel het mogelijk is dat sommige leden een beroepsactiviteit uitoefenen die dicht bij bepaalde sectoren staat of te maken heeft met meer gevoelige sectoren, vormt dat geen enkel probleem.

Mars en Mercurius streeft naar het algemeen welzijn en is niet stelselmatig gericht op de ene of andere economische sector.

De meeste leden werken het grootste gedeelte van de dag in het zakenleven en de vereniging wenst de tewerkstelling van reservisten in ondernemingen te propageren, erop te wijzen dat dit voor de ondernemingen geen tijdverlies of geldverlies zal veroorzaken.

— Het is niet mogelijk om een procentuele indeling naar beroepscategorie te geven. Er zijn twee grote groepen : werknemers en vrije beroepen. De eerste groep is in de meerderheid.

— Wat het engagement van de vereniging betreft, is het zo dat wanneer de uitnodiging van de commissie is aangekomen en door het bureau onder de leden werd verspreid, een aantal mensen zich spontaan heeft aangeboden om functies te vervullen. Sommigen onder hen zijn 's avonds met de vertaling van de tekst van heinde en verre naar de vereniging gekomen om te discussiëren over de manier van werken. Een en ander getuigt dus van een grote toewijding vanwege de leden.

In dat soort verenigingen zijn de mensen, wanneer zij een duidelijk doel voor ogen hebben, bereid tot grote offers om dat doel te bereiken.

VIII. — LE LIEN ARMÉE-NATION

1. M. D. MATHEN, **premier vice-président**, et E. LAURENT, **Conseil de la Jeunesse d'expression française**, M. P. SEEGER, **directeur du Conseil Jeunesse Développement**, M. POLFLIET, *jeugdraad voor de Vlaamse Gemeenschap*, et M. J. FRANSSEN, *Vereniging voor Vlaamse Studenten*, dd. 27 mai 1997

Défense nationale, jeunesse et citoyenneté : le point de vue des organisations de jeunesse

1.1. *Exposés*

M. D. Mathen :

« Tout d'abord permettez-moi au nom du Conseil de la Jeunesse d'expression française de vous remercier pour votre invitation à venir vous faire part du point de vue des organisations de jeunesse dans le cadre de ce grand débat national sur le lien armée-nation et plus particulièrement, en ce qui nous concerne et d'après ce qui nous a été récemment communiqué, sur l'avenir de la réserve.

En guise de préalable, je souhaiterais également faire deux remarques :

1. Les commentaires et réflexions que nous pourrions vous faire aujourd'hui ne pourront être que des considérations d'ordre général sur les grandes lignes ou plutôt sur l'esprit d'un avant-projet qui nous a été présenté succinctement il y a peu et pour lequel nous n'avons encore à ce jour reçu aucun document complet et synthétique.

Notre intervention ne pourra donc être elle aussi que parcellaire et générale.

2. Nous intervenons ici non pas en tant que porte-parole de toute la jeunesse francophone de ce pays mais, ainsi que cela était précisément mentionné dans le programme des auditions de votre Commission, comme représentants des organisations de jeunesse reconnues en Communauté française et donc éventuellement au nom de ce qui est parfois appelé, improprement peut-être, « la Jeunesse organisée ».

En outre, suite à la présentation des intentions du projet qui nous a été faite, le thème n'a fait l'objet que d'une brève communication et discussion en Bureau du Conseil de la Jeunesse.

Notre intervention aujourd'hui ne peut en aucun cas présumer de l'avis que le Conseil de la Jeunesse d'expression française pourrait être amené à rendre à l'avenir sur le sujet qui nous occupe aujourd'hui quand il sera en possession de renseignements précis et de documents de synthèse.

Les quelques précautions oratoires ayant été prises, c'est bien sûr de manière libre et, le cas échéant,

VIII. — DE BAND LEGER-NATIE

1. De heer D. MATHEN, **eerste vice-voorzitter en de heer E. LAURENT**, *Conseil de la Jeunesse d'expression française*, de heer P. SEEGER, *directeur du Conseil Jeunesse Développement*, de heer POLFLIET, *Jeugdraad voor de Vlaamse Gemeenschap* en de heer J. FRANSSEN, *Vereniging voor Vlaamse Studenten*, dd. 27 mei 1997

Landsverdediging, jeugd en burgerschap : het standpunt van de jeugdorganisaties

1.1. *Uiteenzettingen*

De heer D. Mathen :

« Ik zou u vooreerst willen bedanken, namens de *Conseil de la Jeunesse d'expression française*, voor de uitnodiging om u hier te komen inlichten over het standpunt van de jeugdorganisaties inzake het grote nationale debat over de verhouding tussen leger en natie en meer in het bijzonder, wat ons vooral aanbelangt, en op grond van hetgeen ons niet zo lang geleden werd medegedeeld, over de toekomst van de reserve.

Voorafgaandelijk wil ik eveneens twee opmerkingen formuleren :

1. De commentaar en de bedenkingen die we hier vandaag zullen geven, zijn slechts algemene overwegingen inzake de grote lijnen of beter, inzake de geest van een voorontwerp dat ons laatst zeer beknopt werd voorgesteld en waarover wij tot op heden nog geen enkel volledig en gedetailleerd document hebben ontvangen.

Onze bijdrage zal derhalve noodgedwongen ook beperkt en van zeer algemene aard zijn.

2. Wij treden hier dan ook niet als woordvoerders op van de volledige Franstalige jeugd van dit land, maar wel, zoals ook nauwkeurig vermeld staat in het programma van uw Commissie, als vertegenwoordigers van de jeugdorganisaties die in de Franstalige Gemeenschap erkend zijn en dus eventueel ook in naam van hetgeen soms ook, ten onrechte misschien, « de georganiseerde Jeugd » wordt genoemd.

Naar aanleiding van de mededeling aan ons adres van de bedoeling van het ontwerp, is het thema ook slechts heel even ter sprake gekomen in het Bureau van de Jeugdraad.

Onze bijdrage van vandaag kan in geen geval vooruitlopen op het advies dat de *Conseil de la Jeunesse d'expression française* in de toekomst over het onderwerp, waarmee wij thans begaan zijn, zal verstrekken, wanneer het over de precieze informatie en de gedetailleerde documenten zal beschikken.

In ons betoog, dat vanzelfsprekend op ongedwongen wijze verwoord zal worden en waaromtrent wij in

en faisant part de notre sentiment personnel, que nous nous exprimons.

Mon intervention constituera un préalable à celle de mon collègue Etienne Laurent et sera articulée sur deux points.

Ensuite, vous pourrez entendre le point de vue particulier d'une organisation membre du CJEF et qui s'est particulièrement penchée sur ce sujet, le CJD.

Premier point : Le cadre général

La suspension des lois sur la milice a entraîné la fonte lente de la masse des réservistes. Cette situation ne nous permettrait plus de remplir nos engagements OTAN en termes de mobilisation rapide de réservistes en cas de crise.

1. Une première question que les jeunes peuvent naturellement se poser à cet égard est la pertinence des obligations OTAN à l'heure actuelle notamment dans le cadre de la profonde modification de l'espace géopolitique que constitue l'Europe, surtout orientale, des nouvelles alliances que cela a entraîné et de l'élargissement de l'OTAN.

La menace, ou ce qui était considéré comme tel dans un passé encore récent, semble pour nombre de jeunes s'être très fortement éloignée.

2. Deuxième considération générale : si néanmoins la menace de conflit persiste, particulièrement (et c'est peut-être paradoxal au regard de ce que je viens de dire) aux frontières les plus éloignées de l'OTAN ou de ses nouveaux partenaires, ces conflits peuvent apparaître d'un autre âge, sans intérêt réel pour notre société occidentale et ne valant pas que l'on s'y implique, quand bien même la participation militaire de la Belgique y serait imposée par nos engagements internationaux.

Autre chose serait une implication à caractère humanitaire ou civil. J'y reviendrai plus loin.

Enfin, la Guerre du Golfe nous l'a prouvé, les conflits du XXI^e siècle sont ressentis comme des conflits qui seront gagnés grâce à la technologie et non par une mobilisation massive de troupes.

Pour toutes ces raisons, la sensibilisation des jeunes à la nécessité d'avoir une réserve conséquente, disponible et opérationnelle pour des opérations de type militaire à l'étranger me semble peu présente dans l'esprit des jeunes.

Second point : L'image de l'armée

Pour tous les jeunes qui ont déjà effectué leur service militaire, l'image et le souvenir laissés par l'armée ne sont pas toujours des plus positifs.

Perte d'expérience professionnelle ou perte financière pour certains, lieu de frustrations voire parfois

voorkomend geval uiting zullen geven aan onze persoonlijke overtuigingen, wordt ook rekening gehouden met de hierboven uiteengezette beperkingen.

Mijn bijdrage zal voorafgaan aan die van mijn collega Etienne Laurent en zal vooral op twee aspecten inspelen.

U kan vervolgens luisteren naar de specifieke opvatting van de CJD, een organisatie die lid is van de CJEF en die zich vooral in dat onderwerp heeft verdiept.

Eerste aspect : Het algemeen kader

De opschorting van de militiewetten heeft aanleiding gegeven tot de langzame verdwijning van de massa reservisten. Hierdoor kunnen wij onze NAVO-verplichtingen niet meer nakomen inzake de snelle mobilisering van reservisten in geval van een crisissituatie.

1. Een eerste vraag die de jongeren zich in dat verband ongetwijfeld stellen, heeft betrekking op de relevantie van de NAVO-verplichtingen in het huidige kader, dat gekenmerkt wordt door een diepgaande wijziging van de geopolitieke ruimte in Europa, met name in Oost-Europa, de nieuwe bondgenootschappen die daaruit zijn voortgevloeid en de uitbreiding van de NAVO.

De bedreiging, of althans dat wat als dusdanig werd ervaren in een recent verleden, lijkt voor heel wat jongeren in grote mate verdwenen.

2. Tweede algemene opmerking : hoewel de bedreiging van een conflict desondanks blijft bestaan, met name (en dat kan misschien wel paradoxaal lijken, gelet op hetgeen ik zoniet heb gezegd) aan de meest verafgelegen grenzen van de NAVO of aan de grens met haar nieuwe partners, en hoewel die conflicten voorbijgestreefd kunnen lijken, en er geen reëel belang lijkt te bestaan voor onze samenleving, tenzij men er zich mee gaat bemoeien, toch blijft de militaire deelname van België in die context vereist, gelet op onze internationale verplichtingen.

Een humanitaire of civiele betrokkenheid is dan weer iets anders. Daar kom ik later nog op terug.

De Golfoorlog was het bewijs dat de conflicten van de XXI^e eeuw ervaren worden als conflicten die dankzij de technologie gewonnen worden en niet door de massale mobilisering van troepenmachten.

Dat zijn allemaal redenen waarom ik van oordeel ben dat de jeugd slechts in geringe mate openstaat ten aanzien van een sensibilisering omtrent de behoefte aan een consequente, beschikbare en operationele reserve voor militaire operaties in het buitenland.

Tweede aspect : De beeldvorming rond het leger

Jongeren die reeds hun militaire dienstplicht hebben vervuld, hebben niet steeds een positief beeld van of een positieve herinnering aan het leger.

Inboeten aan beroepservaring, financieel verlies voor sommigen, een aanleiding tot frustratie of zelfs

d'humiliation pour d'autres, simple perte de temps encore pour de nombreux jeunes.

Ces sentiments se sont à mon sens peut-être accrus suite à la suspension des lois sur la milice qui ont pu donner à penser que si dans les faits on a supprimé le service militaire, cela constituait en somme l'aveu qu'il ne servait peut-être pas à grand chose.

C'est dire l'importance que représentera la communication, l'explication ou ce que certains appellent d'un mot qui paraît incongru en l'espèce, le marketing.

C'est pourtant à notre sens aussi par une réexplication de l'armée elle-même et de son rôle que passera le succès des mesures proposées.

À cet égard, le rôle de l'armée dans le cadre d'opérations internes d'aide à la nation est indiscutable.

Nous voulons aussi rappeler que la présence de l'armée aux côtés de la population dans les catastrophes naturelles par exemple nous paraît essentielle tout comme le rappel de son rôle possible à l'extérieur de notre pays dans le cadre de missions à caractère humanitaire voire d'assistance technique en dehors d'un contexte de crise. ».

M. Ph. Laurent :

En termes de problèmes techniques, l'orateur souhaite en pointer un seul : l'administration de la Défense a le projet de constituer pour l'an 2008 une réserve de 36 000 personnes. Elle compte recruter ces jeunes réservistes qu'ils soient chômeurs, étudiants, employés ou cadres via une campagne publicitaire ciblée. La campagne de promotion insistera certainement sur les avantages pour ceux qui sont entrés dans la réserve militaire.

Les avantages qui motiveront les jeunes à participer à ce projet sont les suivants : une rémunération attractive, une formation utile pour trouver de l'emploi ou avantageuse pour gérer au mieux sa carrière professionnelle, le service au pays, l'attrait pour le métier des armes, l'octroi de droit préférentiel dans la fonction publique, le recrutement dans la fonction publique ou dans le cadres des services rendus par l'État, des réductions à la SNCB ... Le CJEF, le conseil de la jeunesse d'expression française met cependant en garde la commission sur le risque réel de voir la réserve constituée presque exclusivement par des chômeurs ou des minimexés dont la motivation principale est pécuniaire.

Une réserve militaire constituée très majoritairement de personnes défavorisées ne semble moralement pas acceptable.

L'exemple de l'armée américaine était à ce titre-là maintes fois dénoncée comme étant une nouvelle preuve de discrimination entre riches et pauvres et

tot vernedering voor anderen en niets meer dan louter tijdverlies voor heel wat jongeren.

Die gevoelens werden volgens mij nog eens versterkt door de opschorting van de militiewetten, waardoor men is gaan beseffen dat, aangezien men de militaire dienstplicht heeft afgeschaft, dit eigenlijk zoveel betekende als een bevestiging van het feit dat die dienstplicht eigenlijk niet zo bijster nuttig was.

Dat bewijst nog maar eens hoe belangrijk communicatie is, uitleg of hetgeen door sommigen omschreven wordt met een in deze context ontoepasselijk lijkend woord : marketing.

Wij zijn echter ook van oordeel dat het welslagen van de voorgestelde maatregelen gekoppeld is aan een nieuwe invulling van wat het leger feitelijk betekent.

In dat opzicht kan er geen discussie bestaan omtrent de rol van het leger met betrekking tot interne hulpoperaties in het eigen land.

We wensen er tevens op te wijzen dat er voor het leger een essentiële rol is weggelegd als hulpverlener van het volk in geval van natuurrampen allerlei, maar eventueel ook in het buitenland in het kader van humanitaire missies of zelfs van technische bijstand buiten crisissituaties om. ».

De heer Ph. Laurent :

De spreker zou slechts één enkel technisch probleem willen aankaarten : de administratie van Landsverdediging zou voor het jaar 2008 een reserve van 36 000 mensen willen aanleggen. Zij is van plan om die jonge reservisten via een doelgerichte publiciteitscampagne te recruter, of het daarbij nu gaat om werklozen, studenten, bedienden of kaderleden. De promotiecampagne zal ongetwijfeld hameren op de voordelen voor diegenen die tot die militaire reserve zijn toegetreden.

De voordelen die de jongeren zullen motiveren om aan dat project deel te nemen zijn de volgende : een aantrekkelijke bezoldiging, een opleiding die het vinden van werk zal vergemakkelijken of de beroepsloopbaan ten goede zal komen, het ten dienste staan van het land, de aantrekkingskracht van een beroep waar wapens aan te pas komen, een voorkeursbehandeling in het openbaar ambt, de aanwerving in het openbaar ambt of in een kaderfunctie bij de Staat, kortingen bij de NMBS ... De CJEF, de Franstalige jeugdraad wijst de commissie evenwel op het reële gevaar dat erin bestaat een reserve te creëren die uitsluitend samengesteld is uit werklozen of minimumloontrekkers, wier enige motivatie van pecuniaire aard is.

Een militaire reserve die voornamelijk bestaat uit minder begunstigden lijkt moreel onaanvaardbaar.

Het voorbeeld van het Amerikaanse leger werd in dat opzicht vaak aangeklaagd als een nieuw bewijs van discriminatie tussen rijk en arm en in dat geval

là-bas, entre noirs et blancs. Afin, de constituer une réserve militaire représentant au mieux les différents couches sociales de notre pays, la campagne de promotion, l'ensemble de la constitution de la réserve devrait cibler principalement les étudiants et les salariés. Cette campagne mettra l'accent tant sur la formation offerte que sur le service rendu à la communauté.

M. P. Seeger :

L'orateur fait remarquer que anciennement, au « centre jeunesse défense », il fallait surtout s'occuper des obligations de milice en particulier, de la Défense nationale de manière plus générale.

Dès 1992 la question a été posée de savoir comment satisfaire de manière optimale les obligations de sécurité et de défense tant en Belgique que sur le plan international en professionnalisant rapidement les forces armées en tenant compte des contraintes d'un budget réduit. Puisqu'il y a le problème du renouvellement des cadres de l'armée, d'un rajeunissement des effectifs, la réflexion concernait la problématique du volontariat à court terme et la constitution de la réserve.

On ne peut pas séparer ces problèmes parce-que sociologiquement le recrutement se fera essentiellement au niveau des strates de jeunes qui ont moins de chances de réussir une insertion socio-professionnelle. Il faudrait avoir une méthodologie pour effectivement rendre cette constitution d'une réserve par des jeunes attractive. L'orateur pense à quatre types de mesures.

En premier lieu il faut diffuser l'information nécessaire : il semble important de réactiver l'ancienne commission « armée jeunesse » qui permettait d'avoir un contact entre les représentants de la société civile et le cabinet de la Défense nationale, et le cadre militaire et qui informait bien les jeunes.

Le service d'informations de la Défense nationale peut se servir des médias qui s'adressent aux jeunes : flashs d'informations, des émissions particulières à la radio, aux radios libres, des publications dans des revues qui ciblent plus particulièrement ce public-là.

Une seconde mesure consiste en une sensibilisation des publics potentiels qui seraient désireux de participer à cette réserve volontaire par exemple en instaurant durant la période de scolarité obligatoire des sortes de stages résidentiels où les jeunes pourraient vivre une expérience, recevraient une information sur le projet éventuellement on pourrait même bonifier le recrutement.

Une troisième type de mesure, c'est d'accorder des incitants financiers, en fonction de l'enveloppe budgétaire disponible, mais également donner des outils d'insertion pour ce public, au départ défavorisé. Le

tussen zwart en blank. Opdat de militaire reserve zou worden samengesteld uit mensen uit de verschillende sociale lagen van ons land, dient de promotiecampagne en de volledige samenstelling van die reserve in hoofdzaak gericht te zijn op studenten en loontrekkenden. In die campagne dient evenveel aandacht te worden besteed aan de aangeboden opleiding, als aan de dienst die aan de gemeenschap wordt bewezen.

De heer P. Seeger :

De spreker wijst erop dat bij het « jeugdcentrum defensie » vroeger de aandacht vooral uitging naar de militieverplichtingen in het bijzonder en naar Landsverdediging in het algemeen.

Sedert 1992 heeft men getracht een antwoord te vinden op de vraag hoe men zo optimaal mogelijk tegemoet kon komen aan de verplichtingen inzake veiligheid en defensie, zowel in België als op internationaal vlak, door zo snel mogelijk een professionalisering door te voeren bij de krijgsmacht, rekening houdend met de beperkingen van een kleiner budget. Gezien men vooral geconfronteerd werd met het probleem inzake de hernieuwing van de kaders bij het leger en de verjonging van het personeel, ging alle aandacht uit naar het volontariaat op korte termijn en naar de uitbouw van een reserve.

Men kan die problemen niet van elkaar scheiden, aangezien de recrutering sociologisch gezien hoofdzakelijk plaatsgrijpt bij de jongeren die de minste kans maken op een socio-professionele integratie. Er is nood aan een methodologie die ervoor zorgt dat de uitbouw van die reserve met jongeren daadwerkelijk aantrekkelijk wordt. De spreker denkt aan vier soorten maatregelen.

Er moet in eerste instantie voor de nodige informatieverspreiding gezorgd worden : het kan van belang zijn de vroegere commissie « jongerenleger » opnieuw in het leven te roepen, die het contact mogelijk maakte tussen de vertegenwoordigers van de maatschappij en het kabinet, Landsverdediging en het militaire kader, en die de jeugd goed voorlichtte.

De informatiedienst van Landsverdediging kan een beroep doen op de media die zich tot de jongeren richten : informatiefashes, speciale radio-uitzendingen, uitzendingen op vrije zenders, publicaties in tijdschriften die vooral op dat publiek gericht zijn.

Een tweede maatregel bestaat in een sensibilisering van de potentiële doelgroepen die zouden willen deelnemen aan de uitbouw van die vrijwillige reserve, door bijvoorbeeld tijdens de verplichte schooltijd stages in te laten gedurende welke zij bepaalde ervaringen kunnen opdoen, informatie kunnen inwinnen over het project en men zou zelfs aan de recrutering een vergoeding kunnen koppelen.

Een derde soort maatregel is de toekenning van financiële aanmoedigingen, die in verhouding staan tot de beschikbare middelen, maar tevens het creëren van integratiemogelijkheden voor dat publiek

système de la conscription pouvait être critiqué, mais avait également des avantages.

Par exemple il y avait l'expérience irremplaçable de brassage des classes sociales, d'une organisation structurée, la possibilité de détecter des jeunes analphabètes et l'établissement d'un bilan sanitaire lors du passage au centre de recrutement. L'ensemble de ces mesures devrait rétablir les avantages de la conscription pour ceux qui s'engagent dans le service volontaire.

La quatrième mesure serait peut-être l'instauration d'un volontariat à moyen terme (6 mois/1 an) dans les forces armées, la protection civile, on pourrait l'étendre à d'autres secteurs, par exemple recherche et développement, classes moyennes, écologie ...

M. Polfliet :

Le conseil de la jeunesse de la Communauté flamande n'a pas encore adopté de point de vue officiel quant à la constitution d'une réserve.

On peut en revanche esquisser l'attitude globale de la jeunesse face à l'armée.

Jadis, les jeunes étaient forcés de se faire une idée de ce qu'était l'armée, étant donné qu'ils y étaient confrontés dans le cadre du service militaire. Actuellement, la jeunesse se montre plutôt apathique vis-à-vis de l'armée. Il y a cependant une importante tendance plutôt pacifiste parmi les jeunes, comme en témoignent les protestations suscitées par les essais nucléaires français et, par le passé, les manifestations antimissiles.

Deux éléments influencent l'image que l'on se forme de l'armée : côté positif, les actions humanitaires, et côté négatif, un certain nombre d'événements navrants qui se sont produits en Somalie et ailleurs.

Une catégorie de jeunes est également attirée par l'armée et par l'aventure que l'on peut éventuellement y vivre.

En ce qui concerne la réserve, l'argument selon lequel il faut satisfaire aux obligations imposées par l'OTAN ne convainc pas les jeunes. Ces obligations sont remises en cause, on estime que les conflits peuvent être réglés avec davantage de technologie et moins d'hommes et on considère que la menace pesant sur la Belgique est bien plus ténue qu'auparavant.

S'il est vrai que le statut peut être intéressant pour les chômeurs, il n'en demeure pas moins qu'un problème se poserait également si le choix était dicté essentiellement par des considérations financières.

En ce qui concerne le service volontaire à la communauté, le conseil de la jeunesse veillera à ce que les jeunes chômeurs aient le loisir de ne pas y participer sans s'exposer pour autant à des sanctions.

dat er aanvankelijk geen had. Op het systeem van inschrijving kon kritiek geleverd worden, maar het bood ook een aantal voordelen.

Zo was er die zo belangrijke vermenging van sociale klassen, die gestructureerde organisatie, de mogelijkheid om er de jonge analfabeten uit te pikken en een zicht op de algemene gezondheidstoestand wanneer men in het recruiteringscentrum passeerde. Al die maatregelen zouden opnieuw dezelfde voordelen moeten opleveren, als die welke bij het systeem via de inschrijving golden en die nu zouden moeten gelden voor diegenen die een vrijwillige dienstvervulling aangaan.

Een vierde maatregel zou de invoering kunnen zijn van het volontariaat op korte termijn (6 maanden tot 1 jaar) bij de krijgsmacht en de civiele bescherming. Dit zou tevens kunnen worden uitgebreid naar andere sectoren, zoals onderzoek en ontwikkeling, middenstand, ecologie ...

De heer Polfliet :

De jeugdraad voor de Vlaamse Gemeenschap heeft inzake het project voor het uitbouwen van een reserve nog geen officieel standpunt ingenomen.

Wel kan globaal de houding van de jeugd ten opzichte van de krijgsmacht worden geschetst.

Vroeger waren de jongeren verplicht zich een idee te vormen over de krijgsmacht, ze werden er immers mee geconfronteerd via de legerdienst. Nu is de jeugd veeleer apatisch ten opzichte van het leger. Toch is er een belangrijke strekking binnen de jeugd die veel meer pacifistisch is, daarvan getuigen de protesten tegen de Franse kernproeven en voorheen de anti-raketten manifestaties.

Twee elementen beïnvloeden de beeldvorming over het leger : positief zijn de humanitaire acties, negatief zijn een aantal spijtige gebeurtenissen in Somalië en elders.

Er is ook een groep die aangetrokken wordt door de krijgsmacht en door het avontuur dat er mogelijk te beleven valt.

Wat betreft de reserve is het moeten voldoen aan NAVO-verplichtingen op zich een onvoldoende argumentatie voor de jeugd. Die verplichtingen worden in vraag gesteld, men meent dat conflicten met meer technologie en minder manschappen kunnen worden beslecht en men acht de bedreiging ten opzichte van België veel kleiner dan vroeger.

Misschien is het statuut wel interessant voor werklozen, maar indien financiële overwegingen als motivatie primeren is er toch ook een probleem.

Wat betreft de vrijwillige gemeenschapsdienst zal de jeugdraad ervoor waarschuwen dat werkloze jongeren de vrijheid moeten behouden om er niet aan deel te nemen, zonder dat zij sancties zouden moeten vrezen.

Un certain nombre d'aspects techniques de la proposition soulèvent des questions, notamment les modalités de la formation. Ces modalités seront déterminantes pour le public qui sera atteint.

M. J. Franssen :

On distingue deux grands courants parmi les étudiants : un groupe est favorable à la suppression de l'armée, alors qu'un second groupe estime que si l'armée est encore nécessaire, des réformes s'imposent néanmoins.

Le premier groupe est généralement opposé à la violence et considère que les conflits doivent se résoudre par d'autres moyens que les moyens militaires. On constate également qu'il n'y a plus de véritable ennemi et qu'il n'y a dès lors pas de raison de garder une véritable armée. Le commandement de l'armée souligne l'importance des actions humanitaires à l'étranger, mais l'importance de ces actions pour les populations locales est remise en cause. Dès lors se pose la question de savoir pour quelle raison il faut une réserve.

La question du lien entre l'armée et la nation n'est même pas évoquée, ce groupe estimant que l'armée est superflue.

Le second groupe estime qu'il convient éventuellement de tenir compte des nouvelles missions confiées à l'armée et d'évaluer ces missions.

L'OTAN continuant de s'étendre, le risque de conflits s'accroît proportionnellement. Certains sont favorables au versement d'une sorte de prime d'assurance à l'OTAN de telle sorte qu'il ne faille pas immédiatement engager des troupes.

L'armée de métier ne peut assurer la défense militaire du territoire si elle doit également remplir les obligations imposées par l'OTAN. Dans ce cas, c'est la réserve qui devrait intervenir. Notre association estime que chaque étudiant est libre de participer à la réserve, mais elle ne s'attend pas à un grand intérêt de leur part et n'estime pas devoir les encourager.

Elle insiste sur le contrôle démocratique.

La grande majorité des étudiants s'opposent aux véritables interventions militaires à l'étranger, considérant que cette mission peut être abandonnée au profit des deux autres.

Le lien entre l'armée et la nation relève essentiellement du commandement de l'armée. Les étudiants sont plutôt individualistes.

L'utilité de l'école militaire est remise en cause, surtout eu égard aux importants et coûteux travaux d'investissements prévus.

Een aantal technische aspecten van het voorstel, zoals de modaliteiten van de training roepen vragen op. Deze modaliteiten zullen bepalend zijn voor het publiek dat wordt bereikt.

De heer J. Franssen :

Bij de studenten leven twee grote stromingen : een groep is voor de afschaffing van het leger, een tweede groep acht het leger nog nodig, maar meent dat hervormingen nodig zijn.

De eerste groep is meestal tegen geweld een meent dat conflicten anders dan militair moeten worden opgelost. Men stelt ook vast dat er geen echte vijand meer is, waarom is er dan nog een leger nodig ? De legerleiding wijst op het belang van humanitaire acties in het buitenland, het belang van die acties voor de mensen ter plaatse wordt echter in vraag gesteld. Vandaar natuurlijk ook de vraag : waarom is er nog een reserve nodig ?

De band leger-natie komt niet ter sprake, aangezien deze groep het leger overbodig acht.

De tweede groep vindt dat eventueel moet worden ingespeeld op de gewijzigde taken van het leger en dat deze taken moeten worden geëvalueerd.

De NAVO breidt verder uit en het risico op conflicten neemt evenredig toe. Sommigen zijn voorstander van het betalen van een soort verzekeringspremie aan de NAVO zodat niet onmiddellijk manschappen moeten worden ingezet.

De militaire verdediging van het grondgebied kan door het beroepsleger niet worden waargenomen indien het terzelfdertijd de NAVO-verplichtingen moet nakomen, daar zou de reserve moeten bijspringen. De studentenbeweging meent dat elke student vrij is om aan de reserve deel te nemen, maar verwacht geen grote belangstelling en meent niet dat zij die moet aanmoedigen.

Er wordt aangedrongen op democratische controle.

Het overgrote deel van de studenten is tegen echte militaire interventies in het buitenland en meent dat die taak best kan wegvallen ten bate van de twee andere taken.

De band tussen het leger en de natie is grotendeels de zaak van de legerleiding. De studenten zijn eerder individualistisch ingesteld.

Het nut van de militaire school wordt in vraag gesteld en zeker de grote en dure investeringswerken die ervoor in uitzicht worden gesteld.

1.2. *Commentaire*

A. **Questions des membres**

En ce qui concerne l'engagement au sein de l'OTAN, il y a toujours des menaces qui existent et notamment la menace nucléaire, par contre la frontière entre le bloc de l'est et le bloc de l'ouest est devenue plus ouverte, mais il y a encore la menace de l'instabilité. D'autres types de menaces sont apparues : le terrorisme, la montée des nationalismes etc. En outre les missions de l'ONU ont été aussi nombreuses au cours de ces 6 dernières années que pendant les quarantes années qui ont précédé. Ces missions n'ont certes pas toutes réussi, il y a certainement eu des bavures, mais il y a aussi des missions qui ont parfaitement réussi; il y a aussi tous les conflits qu'on a pu éviter.

L'OTAN de son côté, doit s'adapter à cette nouvelle situation et doit d'avantage devenir une organisation de sécurité plutôt qu'une organisation exclusivement militaire. Il semble que la jeunesse se sent assez éloignée des conflits dans le monde, alors qu'il faudrait pouvoir compter surtout sur la jeunesse pour avoir une vision de la solidarité mondiale, pour se sentir citoyen du monde. Une remarque intéressante de M. Mathen concerne l'utilisation de la technologie dans le domaine militaire.

L'intérêt d'un débat comme celui-ci est notamment d'essayer de créer un nouveau type de lien entre l'armée et la nation. Il faut créer une réserve attractive pour les jeunes qui n'est pas une réserve isolée de l'armée active, en appliquant la méthodologie évoquée par M. Seeger. Qu'est-ce qu'il souhaite plus précisément en terme de service volontaire à la communauté ? Il doit y avoir un groupe important de la jeunesse qui ne soit ni apathique, ni d'un pacifisme étroit, ni recherchant exclusivement le côté aventureux, mais qui réponde précisément à l'objectif de qualité de la réserve s'intéressant à une vie active et prêt à suivre une formation intéressante et à rendre service à la nation.

— Les prétendus avantages du service militaire évoqués ici doivent être relativisés et ils ne constituent par ailleurs pas un argument justifiant la constitution d'une réserve, laquelle ne peut être constituée que sur la base d'arguments militaires. Malheureusement, ils sera difficile, comme le montre l'exemple américain, d'éviter que le recrutement ne s'opère au sein des groupes sociaux plutôt défavorisés.

Que veut dire M. Franssen lorsqu'il parle de verser une prime d'assurance à l'OTAN ?

— On n'a pas encore suffisamment exploité la possibilité d'engager des jeunes, par le biais d'une réserve, dans des missions humanitaires menées à l'étranger. Des organisations telles que Médecins

1.2. *Bespreking*

A. **Vragen van de leden**

Wat het engagement binnen de NATO betreft, is het zo dat er nog steeds dreigingen bestaan, meer bepaald de nucleaire dreiging, de scheiding tussen het Oostblok en het Westen daarentegen is minder sterk afgelijnd, maar toch dreigt nog de instabiliteit. Andere dreigingen staken de kop op : het terrorisme, de uitbreiding van het nationalisme enz. Bovendien zijn de VN tijdens de laatste 6 jaar net zo vaak tussenbeide gekomen als gedurende de 40 voorgaande jaren. Deze missies slaagden niet altijd, er zijn ongetwijfeld mislukkingen geweest, maar andere missies zijn dan weer perfect geslaagd; bovendien hebben we ook een heel aantal conflicten kunnen vermijden.

De NATO van zijn kant, moet zich aan deze nieuwe situatie aanpassen en moet een veiligheidsorganisatie worden eerder dan een uitsluitend militaire organisatie. Ik heb de indruk dat de jeugd zich niet betrokken voelt bij de conflicten die zich in de wereld afspelen, terwijl men net hoofdzakelijk op de jeugd zou moeten kunnen rekenen om een visie te schep-
pen over de wereldsolidariteit, om zich wereldburger te voelen. Een interessante opmerking van de heer Mathen betreft het gebruik van technologie op militair vlak.

Het belang van een debat als dit, is meer bepaald te proberen een nieuw soort verband te leggen tussen het leger en de natie. Er moet een voor de jongeren aantrekkelijke reserve worden opgericht dat geen geïsoleerde reserve van het actieve leger is, waarbij de door de heer Seeger aangehaalde methodologie wordt toegepast. Wat is precies zijn wens inzake vrijwillige gemeenschapsdienst ? Er moet een omvangrijke groep jongeren zijn die niet apathisch is, geen eng pacifisme aanhoudt, niet uitsluitend het avontuur opzoekt, maar die precies beantwoordt aan de kwaliteitsdoelstelling van het reserveleger en zich interesseert voor een actief leven, bereid is een interessante opleiding te volgen en zich ten dienste te stellen van de natie.

— De zogenaamde voordelen van de legerdienst waarnaar hier wordt verwezen dienen te worden gerelativeerd en zijn bovendien geen valabel argument voor het aanleggen van een reserve. Die kan enkel worden aangelegd op basis van militaire argumenten. Spijtig genoeg zal de rekrutering binnen eerder kansarme sociale groepen moeilijk vermeden kunnen worden, dit is ook in de Verenigde Staten gebleken.

Wat bedoelt de heer Franssen met het betalen van een verzekeringspremie aan de NAVO ?

— De mogelijkheid om jongeren via een reserve in te schakelen bij humanitaire missies in het buitenland in nog onvoldoende aan bod gekomen. Organisaties zoals Artsen zonder grenzen krijgen honderden

sans frontières reçoivent des centaines de demandes de jeunes désireux de partir, mais leur action ne permet pas de satisfaire toutes les demandes. Des personnes dont l'apport s'avérerait très précieux doivent parfois être éconduites.

Les personnes qui ont été utilisées dans une région en guerre reviennent avec une vision un peu plus réaliste de la guerre.

Ne serait-il pas utile de constituer une sorte de réserve volontaire qui puisse fournir du personnel auxiliaire pour des actions non militaires menées dans le cadre de missions humanitaires ?

— S'il n'y avait pas eu l'OTAN, il y aurait déjà eu une guerre entre la Grèce et la Turquie.

Dans la réflexion sur l'avenir de l'OTAN comme pour toutes les organismes internationaux le contrôle démocratique est très important. En ce qui concerne le service volontaire à la communauté, la note du gouvernement était surtout orienté sur la Défense nationale, et il y a lieu de douter fortement de l'utilité de cette chose-là.

Les tâches ne semblent pas intéressantes et il y aura des inégalités sociales. Quelqu'un qui a un qualification supérieure et qui ne trouve pas d'emploi va trouver au sein de l'armée, une tâche, une formation professionnelle pointue qui va évidemment le favoriser. Un autre problème est l'encadrement. La Défense nationale dispose d'excellents techniciens et d'excellents instructeurs, mais une grande partie des tâches relèvent de la compétence des communautés et il faudrait 5 milliards de francs par an que les communautés et la Communauté française ne savent pas payer. Est-ce que le service sera encore vraiment volontaire pour le jeune chômeur qui ne trouve pas du travail après une certaine période de chômage ?

B. Réponses

Réponse de M. Seeger

M. Seeger répond que le service à la communauté ne doit pas nécessairement s'effectuer dans le cadre de la réserve. Il a parlé d'un certain nombre de mesures qui permettraient d'optimiser le cadre qui sera nécessaire pour constituer cette réserve volontaire. Ce service serait aussi attrayant pour les jeunes mus par un idéal, mais peut-être un idéal d'insertion socio-professionnelle, ce qui peut se transformer à terme en une expérience valorisante. Le service à la communauté (le « rendez-vous citoyen ») est un peu l'objectif du projet français : à un certain moment avoir tous les jeunes sous la main, aussi bien garçons et filles parce que ça permettrait d'optimiser les effets induits, on pourrait espérer que statistiquement on ait en aval plus de vocations pour la Défense nationale.

Alors c'est intéressant à la fois pour constituer quantitativement la réserve, mais aussi comme instrument statistique : ce serait magnifique d'avoir un

aanvragen binnen van jongeren die willen vertrekken, maar kunnen niet iedereen inschakelen in hun eigen werking. Soms moeten zeer waardevolle personen worden afgewezen.

Wie in een oorlogsgebied werd ingezet komt terug met een iets meer realistische visie op de oorlog.

Zou het niet nuttig zijn om een soort vrijwillige reserve op te starten die hulppersoneel kan leveren voor niet-militaire taken bij humanitaire zendingen ?

— Zonder de NATO zou er nu reeds een oorlog woeden tussen Griekenland en Turkije.

Net zoals voor alle internationale organismen, blijft ook bij de toekomstoverwegingen voor de NATO de democratische controle uiterst belangrijk. Inzake de vrijwillige gemeenschapsdienst was de nota van de regering vooral gericht op de Nationale Defensie en men kan het nut hiervan sterk in twijfel trekken.

De opdrachten lijken niet interessant en er zullen sociale ongelijkheden zijn. Iemand met een hogere opleiding die geen werk vindt, gaat in het leger een gerichte opdracht, een gerichte professionele opleiding krijgen die hem uiteraard zal bevoordelen. Een ander probleem betreft de omkadering. De Nationale Defensie beschikt over uitstekende technici en instructoren, maar een groot deel van de taken vallen onder de bevoegdheid van de gemeenschappen en per jaar is er 5 miljard frank nodig die de gemeenschappen en de Franse gemeenschap niet kunnen betalen. Zal de dienst nog echt vrijwillig zijn voor de jonge werkloze die na een bepaalde periode van werkloosheid nog steeds geen werk vindt ?

B. Antwoorden

Antwoord van de heer Seeger

De heer Seeger antwoordt dat de gemeenschapsdienst niet noodzakelijkerwijs dient uitgevoerd te worden in het kader van de reserve. Hij heeft het over een aantal maatregelen die het mogelijk maken het kader te optimaliseren hetgeen nodig zal zijn om die vrijwillige reserve op te richten. Die dienst zou ook aantrekkelijk zijn voor jongeren met idealen op vlak van socio-professionele integratie, hetgeen zich op termijn kan omvormen tot een waardevolle ervaring. De gemeenschapsdienst (« afspraak met de burger ») is ook zowat de doelstelling van het Franse project : indien men op een bepaald ogenblik alle jongeren op de hand heeft, zowel jongens als meisjes waardoor de afgeleide effecten kunnen worden geoptimaliseerd, zou men statistisch gezien kunnen hopen op meer daaruit voortvloeiende roepingen voor de Nationale Defensie.

Dit is dus interessant zowel voor de kwantitatieve oprichting van de reserve, maar ook als statistisch instrument : het zou prachtig zijn de balans te kun-

bilan de la jeunesse, garçons et filles, que ce soit pour des études épidémiologiques ou du niveau socio-professionnel. À côté des formules de défense et de sécurité, on pourrait créer un service d'intérêt général dans différents secteurs. Alors, outre les secteurs qui sont repris dans le projet français, qui englobe également la coopération au développement. Ce système pourrait être instauré par une loi cadre et au niveau des prestations on pourrait envisager non seulement des prestations par les jeunes entre 18 et 25 ans, 18 et 30 ans, mais également des prestations d'encadrement par des seniors. En effet l'évolution démographique en Belgique fera que les tranches d'âge de 45-50-55 ans deviendront de plus en plus important et il serait peut-être pas inintéressant de pouvoir profiter des gens qui sortent du circuit de la vie économique en leur offrant des prestations d'encadrement par rapport à des jeunes. Il serait intéressant au niveau du financement. Le projet de Mme Cresson du service volontaire européen poursuit le même objectif.

Le risque d'accentuer la différence entre certains jeunes bien formés et d'autres est à la base du refus au sein du Conseil de la Jeunesse d'une formule de service volontaire. On pourrait faire un projet expérimental et l'évaluer et éventuellement arrêter ou poursuivre l'expérience. En ce qui concerne les tâches, d'une part dans le service militaire il y avait des fonctions tout à fait intéressantes et d'autre part, dans le domaine civil il y a énormément de besoins qui sont insatisfaits. Il s'agirait d'agréer des tâches et des projets en faisant une expertise du projet qui serait une garantie.

Au niveau budgétaire pour un nombre de 5 000 volontaires un coût total de 688 millions de francs, dont un budget nouveau de 286 millions de francs a été chiffré. En effet, si l'on finance un chômeur il faut déduire ce qui serait de toute manière payé par les autres départements.

Il faut également être conscients de l'évolution de la démographie : dans 20 ans la catégorie d'âge de 45-55 ans représentera 35 à 40 % de la population, les mesures de prépension sont fort coûteuses. Des gens qui sortent du circuit économique et qui ont des talents, une expérience pourraient éventuellement servir d'encadrement de jeunes.

Réponse de M. Mathen

L'orateur déclare ne pas avoir voulu remettre en cause l'existence ni même le rôle de l'OTAN et le rôle qu'il avait pu jouer dans le maintien de la paix en Europe ces cinquantes dernières années; il a simplement posé les questions que les jeunes peuvent se poser.

— En ce qui concerne la réserve, il est fait mention d'un besoin d'une mobilisation de 1 200 réservistes dans les 10 jours, de 3 300 dans les 20 jours et de

nen opmaken inzake de jeugd, jongens en meisjes samen, zowel voor epidemiologische als socio-professionele studies. Naast verdediging en veiligheid zou men ook kunnen denken aan een algemene dienst in de verschillende sectoren. Dit dus bovenop de sectoren die in het Franse project worden vermeld, waarin ook ontwikkelingssamenwerking is vervat. Dit systeem zou door een kaderwet kunnen worden opgericht en inzake prestaties zou men niet alleen kunnen denken aan prestaties van jongeren tussen 18 en 25 jaar of 18 en 30 jaar, maar ook aan omkaderingsopdrachten voor senioren. De demografische evolutie in België zal er immers voor zorgen dat de leeftijdscategorie 45-50-55 jaar steeds belangrijker wordt en het zou zeker interessant zijn voordeel te halen uit mensen die uit het economische circuit stappen door hen opdrachten te geven inzake de omkadering van jongeren. Het zou interessant zijn op financieringsniveau. Het project van mevrouw Cresson van de Europese vrijwilligersdienst hanteert hetzelfde objectief.

Aan de basis van de weigering binnen de Jeugdraad tegenover de formule van een vrijwilligersdienst, ligt het risico dat het verschil tussen sommige goed opgeleide jongeren en de anderen zal worden benadrukt. Er zou een experimenteel project kunnen worden opgestart en geëvalueerd, waarna kan worden beslist om het experiment verder te zetten of te stoppen. Betreffende de opdrachten is het zo dat er enerzijds in een militaire dienst heel wat interessante functies waren en anderzijds zijn er op burgerlijk vlak heel wat behoeftes waarin niet wordt voorzien. Men zou opdrachten en projecten moeten goedkeuren door een projectexpertise op te stellen wat een garantie zou vormen.

Op budgettair niveau werd, voor 5 000 vrijwilligers, een totale kost van 688 miljoen frank berekend, waarvan 286 miljoen frank afkomstig zijn uit een nieuw budget. Indien men immers een werkloze financiert, moet men, wat sowieso door de andere departementen zou worden betaald, daarvan aftrekken.

Bovendien moet men zich bewust zijn van de demografische evolutie : binnen 20 jaar zal de leeftijdscategorie 45-55 jaar, 35 tot 40 % van de bevolking uitmaken. De maatregelen inzake vervroegd pensioen kosten hopen geld. Mensen die uit het economische circuit komen en talent en ervaring hebben, zouden eventueel kunnen helpen bij de omkadering van de jongeren.

Antwoord van de heer Mathen

De spreker verklaart noch het bestaan, noch de rol van de NATO en de rol die hij had kunnen spelen in het behoud van de vrede in Europa gedurende de afgelopen 50 jaar, in vraag te willen stellen; hij heeft zich enkel afgevraagd wat jongeren zich kunnen afvragen.

— Betreffende het reserveleger, wordt er gewag gemaakt van een behoefte van mobilisatie van 1 200 reservisten binnen de 10 dagen, van 3 300 re-

25 000 dans les 60 jours et précisément par rapport aux nouvelles menaces qui risquent de surgir; ces engagements sont-ils encore d'actualité ?

L'attachement à la démocratie doit prioritairement faire réagir par rapport aux montées des nationalismes mais par exemple au regard des problèmes que la Turquie rencontre avec le PKK l'orateur n'est pas sûr qu'une grande partie de la jeunesse en Belgique soit actuellement prête à se mobiliser si ce conflit devait dégénérer avec les voisins directs de la Turquie. En ce qui concerne la solidarité planétaire, elle existe véritablement mais elle se manifeste prioritairement par les jeunes dans des missions humanitaires.

Réponses de M. Franssen

— Les sentiments des étudiants envers l'OTAN sont mitigés : s'ils reconnaissent que la paix a régné pendant cinquante ans, ils estiment également que cette organisation présente des aspects négatifs.

Les obligations à assumer dans le cadre de l'OTAN seraient respectées par le biais du versement d'une contribution annuelle, qui se substituerait à la mise à disposition d'hommes et de matériel. En échange, les autres pays interviendraient si la sécurité nationale était menacée.

Réponses de M. Polfliet

— L'intervenant fait observer que de très nombreux jeunes sont pacifistes et qu'il ne s'agit pas simplement d'un petit nombre d'éléments radicaux.

Pour ce qui est des interventions à l'étranger, les jeunes s'interrogent sur les arrière-pensées qui peuvent motiver de telles opérations et sur le coût élevé de celles-ci. Les jeunes jugent généralement de manière positive les missions qui concernent spécifiquement l'acheminement de l'aide alimentaire ou médicale.

Le *jeugdraad* voor de Vlaamse Gemeenschap s'est opposé expressément à l'accomplissement d'un service volontaire à la communauté dans le secteur de la défense : il convient d'en exclure totalement ce secteur.

Le *raad* est favorable au service volontaire à la communauté tel qu'il est proposé au niveau européen, mais s'oppose à ce qu'il ait une composante militaire.

Le *jeugdraad* voor de Vlaamse Gemeenschap est favorable à l'idée d'un service volontaire à la communauté, étant donné qu'une série de tâches ne sont pas ou pas suffisamment assumées. Les observations qui ont également été formulées à l'époque concernent le caractère réellement volontaire de ce service. Cela vaut également pour la réserve; bien que le chômage des jeunes constitue un problème à résoudre de manière prioritaire, il convient d'éviter à tout prix de pourchasser les jeunes chômeurs. Si l'on constitue

servisten binnen de 20 dagen en van 25 000 reservisten binnen de 60 dagen, en dit tegenover de nieuwe bedreigingen die de kop kunnen opsteken, is dit nog actueel ?

De gehechtheid aan de democratie moet ervoor zorgen dat er hoofdzakelijk wordt gereageerd tegen het stijgende nationalisme, maar wanneer men het voorbeeld neemt van de problemen in Turkije met de PKK, zegt de spreker dat hij niet zeker is of een groot deel van de Belgische jongeren op dit ogenblik bereid is zich te mobiliseren indien het conflict uit de hand zou lopen en zou overslaan naar de directe buurlanden van Turkije. Wat de planetaire solidariteit betreft, die bestaat wel degelijk maar manifesteert zich bij de jongeren hoofdzakelijk in humanitaire missies.

Antwoorden van de heer Franssen

— De studenten staan met gemengde gevoelens tegenover de NAVO : zij erkennen dat er vijftig jaar vrede is geweest, maar zien ook negatieve aspecten.

De verplichting in het kader van de NAVO zou worden nagekomen onder de vorm van de betaling van een jaarlijkse financiële bijdrage, die in de plaats zou komen van het inzetten van eigen manschappen en materieel. In ruil daarvoor zouden de andere landen dan bijspringen ingeval van bedreiging van de nationale veiligheid.

Antwoorden van de heer Polfliet

— De spreker wijst erop dat een zeer grote groep van de jongeren pacifistisch is ingesteld en dat het niet zomaar gaat om een kleinere radicale groep.

Bij de buitenlandse interventies maakt de jeugd zich toch wel bedenkingen over de eventuele bijbedoelingen en over de hoge kostprijs van dergelijke interventies. Missies die specifiek gericht zijn op het overbrengen van voedselhulp of medische hulp worden meestal positief beoordeeld.

De *jeugdraad* voor de Vlaamse Gemeenschap heeft zich uitdrukkelijk gekant tegen het vervullen van vrijwillige gemeenschapsdienst in de sector defensie : deze sector moet daarvan volledig worden uitgesloten.

De raad staat positief tegenover de vrijwillige gemeenschapsdienst zoals die op Europees vlak wordt voorgesteld, maar wenst geen militaire component.

De *jeugdraad* voor de Vlaamse Gemeenschap juichte het idee voor een vrijwillige gemeenschapsdienst toe omdat inderdaad een aantal taken niet of onvoldoende worden opgenomen. De opmerkingen die ook indertijd werden gemaakt zijn die over het echt vrijwillige karakter van de dienst. Dat geldt ook voor de reserve, alhoewel de jongerenwerkloosheid een van de prioritair aan te pakken problemen is, moet ten eerste worden vermeden dat er een heksenjacht op jonge werklozen zou ontstaan. Indien de

une réserve, cela doit se faire sur une base réellement volontaire et cette réserve ne peut constituer l'occasion d'infliger une sanction aux chômeurs.

L'engagement des jeunes est toujours aussi important que dans les années septante, mais il est actuellement beaucoup plus difficile de concrétiser cet engagement. La mise sur pied d'un service volontaire à la communauté, doté d'un statut bien défini, pourrait contribuer à la réalisation de cet engagement. Autre chose est toutefois d'effectuer ce service à la communauté au sein des forces armées et, éventuellement, en temps de guerre. Les candidats à une affectation au service médical seraient probablement suffisamment nombreux.

Pour certaines composantes de l'armée, il serait toutefois probablement difficile de trouver suffisamment de candidats pour constituer une réserve.

2. M. PIOTRE, conseiller de M. Charles Millon, ancien ministre français de la Défense nationale, dd. 29 mai 1997

2.1. *Exposé*

« Du service national au rendez-vous citoyens »

La question de l'avenir du service national a été abordée en France concomitamment avec la question de la professionnalisation des armées. L'orateur présentera ensuite la démarche qui a été suivie par le gouvernement pour préparer cette réforme. Dans un troisième temps il va décrire le projet de réforme en indiquant en préambule qu'il n'a pas fait aujourd'hui l'objet d'un vote définitif de la part du parlement français. Le projet de réforme a été voté par deux fois en première et deuxième lecture à l'Assemblée nationale; il n'a été voté qu'une seule fois en première lecture par le Sénat, puisque l'Assemblée nationale française a été dissoute, le débat en deuxième lecture au Sénat ne reprendra qu'après la reconstitution de l'Assemblée Nationale, le Sénat se refusant de débattre pour des questions de traditions républicaines tant que l'Assemblée ne siège pas.

Ce projet est donc encore en cours de débat politique et parlementaire en France. Il y a deux idées à retenir : la première est que le service national a été compris par tous comme étant une institution représentant un héritage dont il ne fallait pas régler l'avenir de manière précipitée. La deuxième idée est que l'évolution du service national en France, les 15 à 20 dernières années, rendait de toute manière inéluctable une réforme assez profonde de celui-ci.

Le service national en France est un héritage qui date de la Révolution française puisque c'est la pré-

serve er komt moet dit gebeuren op echt vrijwillige basis en deze reserve mag geen aanleiding vormen om de werklozen een sanctie op te leggen.

Het engagement bij de jeugd is nog even groot als in de jaren zeventig, maar het is momenteel veel moeilijker om dat engagement effectief waar te maken. Het oprichten van een vrijwillige gemeenschapsdienst met een duidelijk statuut zou een bijdrage kunnen zijn tot het realiseren van dit engagement. Het is echter een heel verschil om deze gemeenschapsdienst te verrichten binnen de krijgsmacht en eventueel in oorlogsomstandigheden. Voor de medische dienst zouden waarschijnlijk wel voldoende kandidaten gevonden worden.

Voor bepaalde legeronderdelen zal het waarschijnlijk moeilijk zijn om voldoende kandidaten voor de reserve te vinden.

2. De heer PIOTRE, adviseur van de heer Charles Millon, gewezen Franse minister van Landsverdediging, dd. 29 mei 1997

2.1. *Uiteenzetting*

« Van dienstplicht naar afspraak met de burger »

Het vraagstuk van de toekomst van de dienstplicht werd in Frankrijk samen behandeld met de omvorming van het leger tot een beroepsleger. De spreker beschrijft vervolgens de stappen die de regering heeft ondernomen om die hervorming voor te bereiden. In een derde deel van zijn uiteenzetting geeft hij een omschrijving van het ontwerp van hervorming. Daarbij vermeldt hij vooraf dat de eindstemming over deze hervorming in het Franse parlement op heden nog niet heeft plaatsgevonden. Over het ontwerp van hervorming werd in de *Assemblée nationale* reeds twee keer gestemd, met name in eerste en tweede lezing; in de Senaat werd er slechts één keer, met name in eerste lezing, over gestemd. Aangezien de Franse *Assemblée nationale* werd ontbonden en de Senaat weigert aangelegenheden te bespreken die republikeinse tradities aanbelangen wanneer de Assemblée geen zitting heeft, zal het debat in tweede lezing in de Senaat pas worden hervat nadat de *Assemblée nationale* opnieuw zal zijn samengesteld.

Over dat ontwerp is het politieke en parlementaire debat in Frankrijk dus nog niet afgesloten. Twee inzichten dienen te worden onthouden : het eerste inzicht bestaat erin dat de dienstplicht door iedereen werd beschouwd als een instelling die een erfenis is uit het verleden en over wier toekomst dus niet overhaast mocht worden beslist. Het tweede inzicht is dat, gelet op de ontwikkelingen die de dienstplicht in Frankrijk tijdens de laatste 15 à 20 jaar heeft doorgemaakt, een vrij grondige hervorming van die dienstplicht in elk geval onvermijdelijk was geworden.

De Franse dienstplicht is een erfenis die dateert van de Franse Revolutie. Dan duikt namelijk voor

mière fois que dans une loi on voit apparaître le mot de conscription mais en fait il a disparu assez rapidement en 1814 après la chute du Premier Empire. Tout au long du 19^e siècle, le service militaire en France a été à la fois profondément inégalitaire et impopulaire puisqu'il s'est traduit par des systèmes de tirage au sort où les Français venaient tirer un numéro pour savoir qui ferait ou ne ferait pas son service militaire. L'expression « tirer un mauvais numéro » date de cette époque. En outre il y avait le système du remplacement qui permettait aux français aisés de payer un suppléant qui allait faire le service militaire à la place du conscrit qui avait tiré un mauvais numéro.

Ce n'est qu'à la fin du 19^e siècle, après la défaite de 1870, à la suite de réformes successives de l'appareil militaire de la France par différentes lois de 1872, 1878, et autres qu'on est arrivé progressivement à établir en 1905 un service militaire obligatoire, universel et personnel. À ce service national là, dans l'inspiration des institutions de 1905, s'inspire le service national actuel. Quand on parle de l'héritage français sous le service national c'est plutôt un héritage séculaire qu'un héritage de la révolution française. En effet, ce service national obligatoire de 1905, service militaire puisqu'il n'était que militaire, a été institué dans un moment important de l'histoire de la nation française puisque c'est à la fois le moment où les institutions républicaines s'ancraient de manière plus forte dans l'esprit et dans le fonctionnement de la société française. C'est également l'époque où un certain nombre d'avancées sociales et d'avancées des principes d'égalité, en particulier celui de l'égalité des chances, était le plus marqué.

C'est la période de la conquête de l'éducation obligatoire et l'époque où, de manière un petit peu mythique peut-être, l'instituteur d'une part, et l'officier d'autre part, apparaissaient comme le couple le plus symbolique des formateurs, des éducateurs des jeunes français. Le service militaire est apparu à partir de cette époque comme ayant en fait une double vocation.

La première vocation était évidemment une vocation militaire et la guerre de 1914-1918 est venu d'une certaine manière consacrer cette vocation militaire du service militaire obligatoire.

La deuxième vocation du service national, qui depuis fait partie de cette institution, est la vocation sociale. De par le rôle important qu'a joué le service militaire obligatoire dans le renforcement de la cohésion sociale et nationale, certes dans la perspective militaire de la revanche en particulier, mais aussi parce que en faisant venir du fond des campagnes vers la ville des Bretons, des Alsaciens, des Provençaux, qui quelques fois ne parlaient pas français, découvraient avec le service militaire un certain nombre de techniques auxquelles ils n'avaient pas accès. Pendant de nombreuses années, ce mouvement de connaissance mutuelle, de rencontre à la fois

het eerst in de wet het woord « *conscription* » (of verplichte legerdienst) op. In feite verdween dat woord eigenlijk vrij vlug, met name reeds in 1814, na de val van het Keizerrijk van Napoleon I. Tijdens de hele 19^e eeuw bestonden er met betrekking tot de dienstplicht in Frankrijk zeer grote ongelijkheden tussen de verschillende maatschappelijke klassen. De legerdienst was dan ook heel onpopulair. Er werd een loting georganiseerd waarbij de Fransen een lot kwamen trekken op grond waarvan werd bepaald wie al dan niet de legerdienst moest vervullen. De uitdrukking « *tirer un mauvais numéro* » dateert van die tijd. Voorts was er een vervangingsregeling en konden de gegoede lotelingen een vervanger betalen om de legerdienst in hun plaats te gaan vervullen.

Pas op het einde van de 19^e eeuw, na de nederlaag van 1870 en opeenvolgende hervormingen van het Franse leger bij diverse wetten van 1872, 1878 en andere, is er verandering gekomen. In 1905 is men geleidelijk gekomen tot een verplichte, algemene en persoonlijke legerdienst. De huidige dienstplicht is gebaseerd op de legerdienst zoals die tot stand is gekomen tegen de achtergrond van de instellingen van 1905. De Franse erfenis op het stuk van de dienstplicht is veeleer een seculiere erfenis dan een erfenis van de Franse revolutie. Die verplichte legerdienst van 1905, die wel degelijk een militaire dienst was aangezien er geen andere mogelijkheid was, werd ingesteld op een belangrijk moment in de geschiedenis van de Franse natie, met name op het ogenblik dat de republikeinse instellingen zich dieper in de geest en in de werking van de Franse samenleving zijn gaan verankeren. In die tijd werd ook vooruitgang geboekt op maatschappelijk vlak en op het vlak van de gelijkheidsbeginselen, in het bijzonder wat de gelijke kansen betrof.

Het was ook de tijd dat verplicht onderwijs een verworven recht werd en de onderwijzer en de officier, misschien op een wat mythische wijze, op de voorgrond werden geschoven als het meest symbolische tweetal dat de Franse jeugd opleidde en opvoedde. De legerdienst is er vanaf die periode gekomen, en wel met een dubbele rol.

De eerste taak was vanzelfsprekend militair van aard. De oorlog van 1914-1918 heeft die rol van de verplichte legerdienst eigenlijk bevestigd.

De tweede rol van de dienstplicht, die ondertussen deel is gaan uitmaken van die instelling, is de maatschappelijke rol. De verplichte legerdienst heeft een belangrijke rol gespeeld bij de versterking van de maatschappelijke en nationale cohesie, zeker vanuit het militair oogpunt van de revanche in het bijzonder, maar ook omdat Bretoenen, Elzassers en Provençalen, die soms zelfs het Frans niet machtig waren, precies omwille van die legerdienst verplicht werden van heinde en verre naar de stad te komen. Dankzij hun dienstplicht leerden ze technieken kennen waartoe ze anders geen toegang zouden hebben gehad. Jarenlang heeft die beweging van wederzijdse

technique, sociale de tous les jeunes français ont permis de renforcer et de forger ce qu'est devenue la nation française au début du XX^e siècle. De cet héritage, les Français dans leur ensemble et le gouvernement français singulièrement étaient comptables devant les Français au moment où se posait la question de l'avenir du service national. Tout en étant un héritage, ce service national avait évolué en particulier à partir du milieu des années 1970. À cette époque on ne parle plus de service militaire mais on commence à parler de service national. C'est également à cette époque que la loi française crée des formes civiles de service national.

Le service national ouvre la possibilité de mener des actions d'assistance technique dans les départements et territoires d'outre-mer et qui s'ouvre aux missions de sécurité civile, par exemple les unités de sapeurs pompiers ou de protection civile, etc. On transforme donc le service militaire en un service national plus ouvert avec des formes civiles. La deuxième évolution est due à la réduction progressive des effectifs des armées. La réduction importante des effectifs militaires que connaît la France aujourd'hui est bien sans commune mesure avec le rythme ou l'ampleur des réductions qu'elle a connu précédemment. Depuis le début des années 1960, en particulier après la fin de la guerre d'Algérie, les armées françaises ont en permanence connu des périodes de réduction de leurs effectifs. À partir de 1989 cette réduction s'est accélérée. On se trouvait dans la situation suivante : les armées moins nombreuses avaient moins besoin en quantité de jeunes français pour venir porter l'uniforme et les formes civiles du service national, même si leur nombre s'était accru, n'étaient pas encore suffisamment importantes pour accueillir tous les français appelés à ce service national obligatoire.

Au fil des ans on se trouvait dans la situation suivante : les armées ont été amenées à sélectionner de plus en plus durement les jeunes français, pour ne retenir que ceux dont elle avait besoin, sélection à la fois médicale, physique, sélection aussi du point de vue social puisqu'il est prévu dans la loi française de dispenser les jeunes français qui se trouvent en difficulté sociale du fait de la situation de leur famille ou d'une situation pécuniaire difficile. Le service national est devenu peu à peu en quelques années très inégalitaire et de moins en moins universel.

Moins universel parce que en exemptant pour des raisons médicales et en dispensant pour des raisons sociales un nombre croissant de jeunes français on s'est aperçu que le service national écartait de l'obligation ceux des jeunes français qui sans doute auraient eu le plus besoin de profiter du service national en tant qu'outil d'intégration sociale. On a cru longtemps que les jeunes français qui ne faisaient pas le service national étaient ce qu'on appelait les

kennismaking en van technische en maatschappelijke ontmoetingen tussen alle Franse jongelingen helpen smeden aan wat de Franse natie van het begin van de 20^e eeuw is geworden. Alle Fransen, en in het bijzonder de Franse regering, waren de Fransen schatplichtig voor die erfenis op het ogenblik dat over de toekomst van de legerdienst moest worden beslist. De dienstplicht is een erfenis, maar heeft ondertussen, en meer in het bijzonder sinds het begin van de jaren 1970, grondige ontwikkelingen doorgemaakt. In de jaren 1970 had men het niet meer over legerdienst, maar over dienstplicht zonder meer. In die tijd werden in Frankrijk trouwens bij wet vormen van burgerdienst ingevoerd.

De dienstplicht biedt de mogelijkheid technische bijstand te verlenen in de overzeese departementen en gebieden. Dienstplichtigen worden ook ingezet voor opdrachten die de veiligheid van de bevolking moeten vrijwaren, zoals bijvoorbeeld de brandweereenheden of de civiele bescherming. De legerdienst wordt dus een meer open dienstplicht, waar ook civiele aspecten mee gepaard gaan. De tweede ontwikkeling is toe te schrijven aan de geleidelijke vermindering van het aantal manschappen bij het leger. De aanzienlijke vermindering van het aantal militairen die zich momenteel in Frankrijk voordoet, heeft evenwel weinig uitstaans met het tempo en de omvang van de vermindering van het aantal militairen die het leger vroeger heeft gekend. Aan het begin van de jaren 1960, en in het bijzonder na het einde van de Algerijnse oorlog, werd het aantal militairen onafgebroken verminderd. Sinds 1989 is die vermindering nog versneld. De situatie was de volgende : kleinere legers hadden minder nood aan grote aantallen jonge Fransen om het uniform aan te trekken. De burgerdienst had weliswaar reeds aan belang gewonnen, maar ondanks dat was er ook in die regeling onvoldoende ruimte om alle Franse jongeren die voor de dienstplicht werden opgeroepen, een taak te geven.

Na verloop van jaren kwam men in de volgende situatie terecht : het leger was verplicht de jonge Fransen steeds strenger te selecteren op medische, fysieke en maatschappelijke factoren, zodat ze alleen nog de mensen overhielden die ze echt nodig hadden. De Franse wet bepaalt trouwens dat Franse jongeren die het, gelet op de situatie waarin hun familie verkeert of gelet op hun moeilijke financiële situatie, maatschappelijk moeilijk hebben, moeten worden vrijgesteld. Binnen de dienstplicht zijn in enkele jaren tijd zeer grote ongelijkheden ontstaan tussen de verschillende sociale klassen. De dienstplicht is ook steeds minder algemeen geworden.

De dienstplicht werd minder algemeen, aangezien steeds meer Franse jongeren werden vrijgesteld om medische of sociale redenen. Uiteindelijk heeft men vastgesteld dat precies de Franse jongeren die het meest behoefte zouden hebben gehad aan de dienstplicht als middel van maatschappelijke integratie, van dienstplicht werden vrijgesteld. Lange tijd is men ervan overtuigd geweest dat de jongeren die geen legerdienst vervulden, de welgestelden waren,

nantis c'est-à-dire les jeunes des familles aisées ayant fait des études qui trouvaient un moyen ou un autre de passer à côté du service national. La réalité est tout à fait différente.

Ce sont précisément les jeunes qui par l'échec scolaire, par des handicaps physiques, par des handicaps sociaux, se trouvent à l'âge de 18 ans déjà un petit peu en marge de la société. Ce sont également ces jeunes-là qui ne faisaient plus le service national. Dès lors, il était difficilement plaidable de maintenir un service national sans le réformer en invoquant son rôle d'intégration sociale.

Le deuxième principal défaut auquel a conduit l'évolution du service national est son aspect inégalitaire. Pour les jeunes français qui continuaient à faire le service national, qu'il soit militaire ou civil, on s'est rendu compte que les situations étaient extrêmement diverses. La tendance était la suivante : d'une part des formes civiles du service national extrêmement exigeantes quant à la qualité des jeunes français qui pouvaient prétendre faire leur service national dans ce cadre, le service national dans les entreprises à l'étranger, service national de la coopération, ou service national dans les associations pour participer à l'encadrement des mouvements de jeunes. D'un côté une exigence qui conduisait à un certain élitisme et d'un autre côté un service militaire qui faisait appel, le plus souvent, à des jeunes d'un niveau plus modeste et qui accomplissaient leur obligation de service militaire dans des conditions à la fois matérielles, physiques de confort évidemment beaucoup plus rigoureuses.

La loi avait essayé de la compenser cette inégalité en modifiant les durées de service national, les indemnités, les rémunérations. Sur un sujet comme celui-là c'est moins quelques fois la réalité concrète des inégalités que la façon dont elles sont perçues par la population qui importe. Or, la jeunesse française, les Français en général, percevaient de façon de plus en plus nette l'inégalité de ce service national.

En dehors de toute perspective de professionnalisation des armées, la classe politique au premier rang, avait conscience qu'une réforme du service national était de toute manière inéluctable. La question qui se posait était de réfléchir à la professionnalisation des armées, notamment comment conjuguer une réforme du service national et la professionnalisation des armées. Le gouvernement français et le président de la République ont abordé cette question en trois parties :

Premièrement, on a abordé cette question non en termes idéologiques mais selon une approche pragmatique. En particulier en réfléchissant aux besoins militaires de la France. Le deuxième point est l'organisation du débat national qui a permis de recueillir l'avis des Français sur l'avenir du service national. Enfin les enseignements de ce débat et la manière

die afkomstig waren uit gegoede families, gestudeerd hadden en één of ander achterpoortje hadden gevonden om aan de dienstplicht te ontsnappen. De werkelijkheid is eigenlijk helemaal anders.

Precies de jongeren die door een mislukking op school, door lichamelijke of maatschappelijke handicaps op de leeftijd van 18 jaar reeds in de marge van de samenleving zijn terechtgekomen, vervullen geen dienstplicht meer. Er kon dan ook moeilijk voor worden gepleit dat de dienstplicht zonder enige hervorming in stand zou worden gehouden en daarbij als argument aan te voeren dat de dienstplicht een middel van maatschappelijke integratie is.

Het tweede grote nadeel dat de dienstplicht ingevolge die ontwikkelingen is gaan vertonen, is het feit dat er zeer grote verschillen zijn ontstaan naar gelang van de sociale klassen. Men is er zich rekenschap van gaan geven dat de Franse jongeren die hun dienstplicht — of het nu legerdienst of burgerdienst was — bleven vervullen, in zeer uiteenlopende situaties verkeerden. De tendens was de volgende : een burgerdienst die zeer veeleisend was met betrekking tot de kwaliteiten van de jongeren, voorts een dienstplicht in bedrijven in het buitenland, de dienstplicht in ontwikkelingssamenwerkingsprojecten, of de dienstplicht in verenigingen die jeugdbewegingen begeleidden. Er waren dus enerzijds de hoge eisen die tot bepaalde elitaire toestanden leidden, en anderzijds de legerdienst waarvoor vaker een beroep werd gedaan op jongeren uit een meer bescheiden milieu. Die jongeren vervulden hun dienstplicht in veel minder comfortabele en veel strengere materiële en fysieke omstandigheden.

Men heeft geprobeerd die ongelijkheid bij wet weg te werken door de duur van de dienstplicht, alsook de vergoedingen en de soldij aan te passen. In soortgelijke aangelegenheden is de wijze waarop de bevolking die ongelijkheden ervaart soms belangrijker dan de werkelijke ongelijkheden. De Franse jongeren en de Fransen in het algemeen gingen die ongelijkheden binnen de dienstplicht steeds scherper aanvoelen.

Afgezien van de omvorming van het leger tot een beroepsleger, waren vooral de politici zich ervan bewust dat een hervorming van de dienstplicht in elk geval onvermijdelijk was. Er moest worden nagedacht over de omvorming van het leger tot een beroepsleger, en meer bepaald over de manier waarop een hervorming van de dienstplicht kon worden gerijmd met de omvorming van het leger tot een beroepsleger. De Franse regering en de president van de Republiek hebben die aangelegenheid in drie fasen aangepakt :

In de eerste plaats hebben we deze aangelegenheid niet ideologisch maar pragmatisch benaderd en hebben zij in het bijzonder aandacht gehad voor de militaire behoeften van Frankrijk. In de tweede plaats werd een nationaal debat georganiseerd waarin werd gepeild naar de mening van de Fransen met betrekking tot de toekomst van de dienstplicht. Tot

dont le président de la République d'abord, puis le gouvernement, les a pris en compte.

L'approche pragmatique de la réforme du service national tranche d'une certaine manière avec la démarche qui avait prévalu lors de la rédaction du livre blanc de 1994. Ce livre, publié en février 1994, pose le principe d'une armée mixte c'est-à-dire du maintien d'une armée équilibrée entre des unités professionnalisées pour permettre d'intervenir en particulier sur les théâtres extérieurs et puis sur une armée, chargée de défendre le territoire qui devait continuer à recourir à la conscription.

La question qui a été souvent posée y compris par l'opposition à l'actuel gouvernement lors du débat parlementaire, est la suivante : « mais qu'est ce qui a changé d'aussi radicale pour que le livre blanc 1994 explique qu'il fallait une armée mixte et que maintenant le gouvernement nous dise il faut une armée professionnelle ? ».

La réponse tient à la situation institutionnelle de la France entre 1993 et 1995, avec la cohabitation d'un président de la République, le président Mitterrand qui était opposé à la réforme du service national et d'un gouvernement qui lui cherchait à poser les bases conceptuelles d'une réforme de la défense. Le livre blanc de 1994 reste donc complètement pertinent dans les analyses géostratégiques qu'il fait de l'environnement mondial, dans les perspectives qu'il décide pour la défense de la France en matière de participation à la défense européenne en matière de développement et d'évolution de son matériel industriel. En revanche, la question du service national mais aussi la question des essais nucléaires et du rapprochement de l'OTAN, sur lequel était opposé le président Mitterrand ont été remis en cause avec l'arrivée du président Chirac. L'approche précédente a donc été une approche en termes d'affrontement politique avec un président de la République qui disait : « je ne veux pas que l'on remette en cause le service national et donc si vous devez réfléchir à l'avenir des armées vous prenez en compte dès le départ cette exigence ». Puis, avec l'arrivée du président Chirac, on change complètement d'approche et on décide de réfléchir au service national et au service militaire en commençant par se questionner sur le besoin de la Défense et sur les besoins des armées. Le Comité Stratégique que présidait Charles Millon avec ses collaborateurs, les Chefs d'État-major, ont alors proposé au président de la République une réforme de la défense. Ensuite, les décisions du Conseil de Défense, présidé par Jacques Chirac lui-même, ont conduit en février 1996 le président de la République à décider que, compte tenu de toutes les indications techniques, tactiques, opérationnelles qui lui avaient été présentées, la France pouvait faire le choix de l'armée professionnelle et que ce choix lui permettrait, sachant quelles étaient les menaces de

slot heeft de president van de Republiek, en vervolgens de regering, rekening gehouden met de lessen die uit dat debat werden getrokken.

De pragmatische benadering van de hervorming van de dienstplicht maakt in feite komaf met de handelwijze die werd toegepast bij het opstellen van het witboek van 1994. Dat witboek werd in februari 1994 gepubliceerd en neemt het gemengde leger als uitgangspunt. Het pleit dus met name voor het behoud van een evenwichtig samengesteld leger met enerzijds beroepseenheden die in het bijzonder in het buitenland worden ingezet, en anderzijds een leger dat belast is met de verdediging van het grondgebied en waarvoor ook in de toekomst dienstplichtigen zouden worden ingezet.

Vaak werd, ook door de oppositie van de huidige regering, tijdens het parlementaire debat de vraag gesteld wat er dan wel zo grondig veranderd is opdat men in het witboek van 1994 nog zou pleiten voor een gemengd leger, en dat de regering nu zou beweren dat er een beroepsleger nodig is ? ».

Zijn antwoord houdt verband met de institutionele toestand van Frankrijk tussen 1993 en 1995, de tijd van de *cohabitation* van een tegen de hervorming van de nationale dienst gekante president Mitterrand en een regering die probeerde de abstracte grondslagen van een defensiehervorming te leggen. Het wit boek van 1994 blijft dus helemaal actueel inzake de geostrategische analyses van de planetaire context, inzake de beleidskeuzen op het gebied van de Franse verdediging, inzake deelneming aan de Europese verdediging, inzake ontwikkeling en wat de uitbouw van het industrieel potentieel betreft. Met de komst van president Chirac daarentegen werden de kwestie van de nationale dienst doch tevens die van de kernproeven en van de toenadering tot de NAVO, waar president Mitterrand tegen gekant was, ter discussie gesteld. De vorige benadering was er dus een in termen van een politieke confrontatie met een president van de republiek die zei : « ik wil niet dat de nationale dienst ter discussie wordt gesteld en als u moet gaan nadenken over de toekomst van de strijdkrachten, dient u van het begin af met die eis rekening te houden ». Het aantreden van Chirac betekent een volledige ommezwaai en men beslist om, als men gaat nadenken over de nationale dienst en over de militaire dienst, zich in de eerste plaats vragen te stellen over de respectieve behoeften van Defensie en van de strijdkrachten. Het « *Comité Stratégique* », dat werd voorgezeten door Charles Millon en diens medewerkers, de stafchefs, hebben de president van de Republiek dus een hervorming van de landsverdediging voorgesteld. De beslissingen van de Defensieraad, die door Jacques Chirac zelf werd voorgezeten, brachten er de president in 1996 toe om, rekening houdend met alle hem gegeven technische, tactische en operationele fingerwijzingen, te beslissen dat Frankrijk kon kiezen voor een beroepsleger en dat die keuze het land, dat weet waar de potentiële

l'environnement international, de mieux répondre aux besoins de sa défense.

Que faire du service national dont la majeure partie est tout de même un service militaire ?

Il y avait plusieurs possibilités. Ou bien décider d'y mettre fin ou bien décider de réfléchir au service national en dehors du problème strictement militaire qui venait d'être résolu par le choix de la professionnalisation. Le deuxième point a été choisi. Le président de la République a également choisi de demander l'avis des Français. Pour cela un débat national a été organisé, d'abord au sein des communes. 36 000 et quelques communes ont reçu des documents pour pouvoir animer des débats avec les citoyens qui le souhaitent sur l'avenir du service national, recueillir leur avis. Ensuite il y a eu des questionnaires adressés aux associations. Ceux qui ont répondu le plus spontanément ont été les associations de réservistes et également les associations de mouvements de jeunes. Puis et surtout le parlement a été associé à ce débat qui a donné lieu à la constitution de commissions : une mission d'information commune à l'Assemblée nationale présidée par le président de l'Assemblée nationale lui-même et la Commission de la défense du Sénat. En recueillant les enseignements de ce débat le président de la République a donné des orientations.

Quels ont été ces enseignements ?

Premièrement, dans leur majorité les Français étaient favorables à la suppression du service militaire. Ce n'était pas une surprise chez les jeunes puisque ça faisait des années qu'on savait que les jeunes étaient plutôt favorables à la suppression de ce service militaire. C'était une nouveauté en ce qui concerne les générations un peu plus anciennes en particulier la tranche des 35-45 ans qui de manière traditionnelle, était plutôt pour le maintien d'un service national qu'ils avaient connu mais qui cette fois-ci prenaient le parti d'une réforme du service national en disant « le service militaire est trop inégalitaire, on ne peut plus le maintenir comme cela et nous pensons qu'il n'est plus utile pour la défense de la France ».

Deuxièmement, les Français étaient favorables au maintien d'un service national sur le fondement du volontariat. C'est-à-dire que le service national pour les Français représente quelque chose d'important. Considérer que le fait de maintenir une institution qui permet aux Français de participer à la vie de la collectivité sous différentes formes à définir pendant un moment de leur vie devait être maintenu dans la tradition française. Une majorité de Français disaient tout de même « il nous semble qu'il faut préserver quelque chose d'obligatoire qui rappelle que les citoyens ont aussi un devoir envers la collectivité, le volontariat c'est bien mais il y a quelque chose d'obligatoire qui doit rester pour marquer cette relation de devoir entre le citoyen et la collectivité ».

brandhaarden precies in de wereld gelegen zijn, in staat zou stellen beter aan zijn defensiebehoeften te beantwoorden.

Wat doen met de nationale dienst die voor het grootste gedeelte toch een militaire dienst is ?

Er waren verschillende mogelijkheden. Ofwel die nationale dienst afschaffen ofwel beslissen erover na te denken en het zuiver militaire probleem, dat door de keuze van een beroepsleger nog maar net was opgelost, daarbij buiten beschouwing te laten. Men heeft voor het tweede gekozen. De president van de Republiek wou echter ook het advies van de Fransen inwinnen. Daarvoor werd, in de eerste plaats op gemeentelijk vlak, een nationaal debat georganiseerd; 36 000 gemeenten ontvingen documenten aan de hand waarvan zij met hun ingezetenen konden discussiëren over de toekomst van de nationale dienst en het advies van de betrokkenen konden inwinnen. Daarnaast werden naar allerlei verenigingen vragenlijsten gestuurd. De meeste antwoorden daarop kwamen van de verenigingen van reservisten en van de jeugdbewegingen. *Last but not least* mocht het parlement zich mengen in het debat dat in de oprichting van commissies resulteerde : de *Assemblée nationale* onder het voorzitterschap van haar voorzitter in hoogsteigen persoon en de commissie voor landsverdediging van de Senaat kregen een gezamenlijke informatie-opdracht. Op grond van de bevindingen van de rapporteurs heeft de president van de Republiek zijn koers bepaald.

Welke bevindingen ?

In de eerste plaats bleek dat de meeste Fransen voor de afschaffing van de dienstplicht pleitten. Wat de jeugd betreft was dat geen verrassing, want men wist al jarenlang dat die daar eerder voorstander van was. Dat was wel een nieuw geluid wat de oudere generaties en meer bepaald de leeftijdsgroep tussen 35 en 45 jaar betreft; die categorie was voor het behoud van een nationale dienst die zij nog gekend hadden maar toch ook voor een hervorming van die nationale dienst en zij maakte daarbij de volgende overweging : « de militaire dienst houdt niet genoeg rekening met de verschillende maatschappelijke klassen; wij kunnen hem niet meer als dusdanig behouden en wij menen dat hij niet nuttig is voor de verdediging van Frankrijk ».

In de tweede plaats waren de Fransen voorstander van het behoud van een nationale dienst op vrijwillige basis. Dit betekent dus dat de nationale dienst voor de Fransen een belangrijk iets is. Een instelling die de Fransen in staat stelt een klein deel van hun leven aan de gemeenschap te wijden onder diverse vormen die moeten worden omlijnd, moest blijven bestaan. Een meerderheid van Fransen verklaarde niettemin : « wij menen dat iets wat de burgers eraan herinnert dat zij ook een plicht jegens het vaderland hebben best behouden wordt; de vrijwillige dienst is niet slecht maar daarnaast moet er ook iets zijn dat de plichtenrelatie tussen de burger en de collectiviteit concreetiseert ».

Enfin, dernier enseignement, un profond attachement des Français au maintien d'un lien très fort entre l'armée et la nation.

Sans définir de manière précise la manière dont ce lien devait être maintenu mais en marquant qu'il fallait absolument et justement à cause de la professionnalisation réaffirmer ce lien et garantir sa pérennité. C'est en tirant les enseignements de ce débat que le président de la République a proposé une réforme en profondeur du service national, ouvert à la fois aux garçons et aux filles totalement donc universel et sans exemption, comprenant une partie obligatoire de courte durée et la possibilité pour les jeunes Français ou les jeunes Françaises qui le souhaitent, dans le cadre d'un volontariat, de participer activement au service de la collectivité sous différentes formes.

Le projet de loi préparé par le gouvernement comporte d'abord des dispositions qui ont pour but de mettre fin au service national actuel. C'est le lien entre le service national et la professionnalisation. Il s'agit d'organiser de manière la plus harmonieuse possible la montée en puissance de la professionnalisation de l'armée et la diminution progressive du nombre d'appelés du service national obligatoire.

Il y a plusieurs façons techniques de procéder à cette fin du service national actuel. Le choix qui a été fait en France est de ne pas procéder à partir d'une date en disant tel jour il n'y a plus de service national obligatoire mais de partir de la notion de classe d'âge pour garantir tous les français nés une même année une certaine égalité. Le choix qui a été fait est de dire : tous les jeunes Français qui sont nés après telle date ne font pas le service national actuel feront le futur service national et tous les jeunes Français qui sont nés avant telle date et bien continueront à faire le service national de manière que tous les jeunes de la même année aient finalement été placés sous un régime juridique commun. Grâce au système des reports d'incorporation qui permet aux jeunes Français d'étaler la date de leur service national entre 18 et pratiquement 27 ans, il existait une réserve de ressources humaines de jeunes Français qui, jusqu'en 2001, devaient être appelés au service national obligatoire.

On a décidé de dire que tous les jeunes qui étaient nés avant le 31 décembre 1978 continueraient à faire leur service militaire et leur service national et donc cela permet de réduire progressivement les effectifs des appelés dans les armées et les formes civiles du service national. En revanche, pour les autres, ils seront soumis donc au nouveau régime du service national tel que la loi l'aura défini.

Quelles sont maintenant les trois composantes du nouveau service national tel qu'il est proposé par le

De derde en laatste bevinding is de diepe gehechtheid van de Fransen aan het behoud van een zeer sterke band tussen het leger en de natie.

Hoewel zij de manier waarop die band gehandhaafd moet worden niet precies omschrijven, wijzen zij er toch op dat het precies omwille van de professionalisering volstrekt noodzakelijk is die band te herbevestigen en het voortbestaan ervan te garanderen. Aan de hand van de lering die hij uit dat debat getrokken had, stelde de president van de Republiek een ingrijpende hervorming voor van de nationale dienst, een dienst die openstaat voor meisjes en jongens, die dus universeel is en waarvan niemand vrijgesteld kan worden. Een kort gedeelte ervan zou van verplichte aard zijn en daarna zouden de jonge Fransen, mannen of vrouwen, die het wensen op vrijwillige basis en onder diverse vormen op een actieve manier de gemeenschap kunnen blijven dienen.

Het door de regering voorbereide wetsontwerp omvat in de eerste plaats bepalingen die tot doel hebben een einde te maken aan de huidige nationale dienst. De geplande wet moet een link tussen de nationale dienst en de professionalisering creëren. Daarbij zit de bedoeling voor om de potentiële toename van de professionalisering van het leger en de geleidelijke daling van het aantal opgeroepen voor de verplichte nationale dienst, zo harmonieus mogelijk te organiseren.

Er zijn verschillende technische manieren om de huidige nationale dienst af te schaffen. De Fransen hebben er voor gekozen zich niet vast te pinnen op een datum door te zeggen op die of die dag zal er geen verplichte nationale dienst meer zijn, maar wel uit te gaan van het begrip leeftijdsklasse om voor alle Fransen die in eenzelfde jaar geboren zijn een zekere gelijkheid te waarborgen. Die keuze komt hierop neer : alle jonge Fransen die na deze of gene datum geboren zijn vervullen niet de huidige nationale dienst maar wel de toekomstige nationale dienst en alle jonge Fransen die voor een bepaalde datum geboren zijn zullen de nationale dienst blijven vervullen; op die manier zal voor alle jongeren die hetzelfde jaar geboren zijn uiteindelijk een gemeenschappelijk juridisch stelsel. Dank zij het systeem van uitstel van inlijving, dat de jonge Fransen in staat stelt de datum van het begin van hun nationale dienst te spreiden tussen 18 en praktisch 27 jaar, kon een menselijke reserve worden aangelegd van jonge Fransen die tot in 2001 moeten worden opgeroepen voor de verplichte nationale dienst.

Er werd beslist dat alle jongeren die voor 31 december 1978 geboren zijn hun militaire dienst en hun nationale dienst zouden blijven vervullen, wat dus een geleidelijke afbouw van het contingent van de opgeroepen en van de burgerlijke vormen van de nationale dienst mogelijk maakt. De anderen daarentegen vallen onder de nieuwe regeling van de nationale dienst zoals die wettelijk zal zijn vastgesteld.

De drie componenten van de nieuwe nationale dienst zoals die door de regering wordt voorgesteld

gouvernement ? Il y a d'abord le recensement, qui s'adresse aux jeunes filles et aux jeunes garçons, le rendez-vous citoyen et puis le volontariat.

Le recensement avait exclusivement pour but jusqu'alors d'établir un lien administratif entre un jeune français de sexe masculin et l'administration du service national pour permettre de convoquer ces jeunes au service national obligatoire. Dans le projet de loi, le recensement d'abord s'élargit aux jeunes filles, ensuite il est avancé. Il était à 18 ans puis 17 ans, là il sera à 16 ans.

Il est conçu comme étant le premier geste, de nature administrative certes, mais aussi avec un sens particulier que fera chaque jeune français, chaque jeune française pour manifester son identité vis-à-vis de la société ou de la collectivité. C'est la première fois que dans la vie d'un citoyen à 16 ans, il fait un geste par lui-même pour, auprès de la mairie, s'inscrire et se recenser. Ce geste n'a administrativement pas beaucoup de portée mais se place à l'issue de la scolarité obligatoire et marque, d'une certaine manière, cette entrée dans une citoyenneté active pour chaque jeune Français. Ce recensement permet aussi effectivement d'identifier les jeunes français, d'avoir leurs coordonnées géographiques, sociales et de pouvoir les convoquer ensuite au rendez-vous citoyen.

Le rendez-vous citoyen est donc cette période courte et obligatoire qu'avait proposé le président de la République. Première question que l'on peut se poser c'est qui rencontre qui ? Le président de la République a présenté le rendez-vous de manière générale comme celui entre la jeunesse et la nation. Il s'agit d'accueillir tous les jeunes Français pendant une semaine dans une enceinte où ils vont d'abord bénéficier d'un bilan personnel. Ensuite, rencontrer des français qui eux ont des responsabilités soit dans la vie administrative, associative, publique vont essayer de leur faire toucher du doigt que, être citoyen c'est à la fois très concret, ça se manifeste des responsabilités qu'on prend dans la vie de tous les jours et en même temps c'est très facile.

Le troisième objectif est de proposer des volontariats, de dire à tous les jeunes Français « le service national est le rendez-vous citoyen auquel vous êtes aujourd'hui mais c'est aussi demain la possibilité pour vous de passer entre 9 et 24 mois au service de la collectivité dans différentes formes ».

Le rendez-vous avec le citoyen découpé en 3 parties :

L'idée qu'il y a derrière ce rendez-vous avec le citoyen est tout d'abord qu'il faut un moment donné réussir à établir avec tous les Français, individuellement, ce contact qui permet de faire passer un message fort orienté sur la citoyenneté. C'est un élément

zijn de opmaak van de zowel voor jongens als voor meisjes bestemde lijsten van dienstplichtigen, het *rendez-vous avec le citoyen* en de vrijwillige dienst.

Het opstellen van de lijsten van dienstplichtigen had tot nog toe alleen ten doel een administratieve band te leggen tussen de jonge Fransen van het mannelijk geslacht en de administratie van de nationale dienst om die jongeren te kunnen oproepen voor de verplichte nationale dienst. Het wetsontwerp verruimt die lijsten tot de jonge meisjes en verjongt vervolgens de leeftijdsklasse waarvoor zij opgemaakt worden. Dat was vroeger 18 jaar, daarna werd het 17 jaar en nu is het 16 jaar.

Op eigen initiatief naar de *mairie* stappen om er zich te laten inschrijven op de militielijsten is het eerste zij het administratieve gebaar, dat elke 16-jarige stelt om zijn identiteit ten aanzien van de maatschappij of van de gemeenschap te kennen te geven. Administratief gezien heeft dat gebaar niet zoveel te betekenen, maar na de leerplicht is het de eerste vrijwillige daad van de jongere die van hem een actieve burger maakt. Die inschrijving op de lijsten maakt het ook effectief mogelijk de jonge Fransen te identificeren, hun geografische en sociale personalia te noteren en hen vervolgens te kunnen oproepen voor het *rendez-vous avec le citoyen*.

Dat *rendez-vous avec le citoyen* is dus die korte en verplichte periode die de president van de Republiek voorgesteld had. De eerste vraag die men daarbij kan stellen is de volgende : wie ontmoet wie ? De president van de Republiek heeft het *rendez-vous avec le citoyen* in algemene termen voorgesteld als dat van de jeugd en de natie. Concreet betekent dit dat alle jonge Fransen de kans krijgen om een week lang tussen vier muren eerst en vooral een persoonlijke balans op te maken. Vervolgens is het de bedoeling hen in contact te brengen met prominenten uit het administratief, associatief en openbaar leven en hen duidelijk te maken dat burger zijn iets zeer concreet en tegelijk erg gemakkelijk is want het bestaat erin in het dagelijks leven zijn plichten als burger te vervullen.

De derde component is de Fransen in de volgende bewoordingen voor te stellen om beroepsvrijwilliger te worden : « de nationale dienst is het rendez-vous met de burger waar u vandaag heen gekomen bent, maar het biedt u ook de mogelijkheid om morgen 9 à 24 maanden in diverse vormen de gemeenschap te dienen ».

Het *rendez-vous avec le citoyen* heeft drie facetten :

In de eerste plaats wil men met alle Fransen individuele contacten leggen om hun een boodschap mee te geven die sterk de klemtoon legt op het staatsburgerschap. Die wijze waarop het begrip « staatsburgerschap » en het behoren tot de nationale gemeen-

assez nouveau de la réforme, la façon dont est remis au premier plan la notion de citoyenneté et d'appartenance à la collectivité nationale.

En même temps, le choix a été fait de profiter de ce caractère obligatoire, de ce caractère universel pour essayer de remédier à un fléau que connaissent toutes nos sociétés développées en ce moment ce qu'en France, on appelle cette fracture sociale c'est-à-dire la manière dont le développement économique, le développement social, le développement culturel ne s'adressent pas à tous de la même manière et où la cohésion de la communauté est menacée par ce décalage dans les profits que retirent les uns ou les autres de ce développement. Le bilan individuel permet donc d'abord à chaque jeune de rencontrer un médecin et de faire un bilan médical.

La dérision n'a pas de place quand on sait qu'une bonne partie des jeunes Français, vraisemblablement 15 %, échappe à la réalité du principe d'accès égal de tous les Français à la santé. On le sait de manière concrète puisque les armées aujourd'hui procèdent à la sélection des jeunes Français et le service de santé des armées sait bien qu'il découvre à chaque fois des jeunes français qui rencontrent quelquefois un médecin pour la première fois et qui découvrent un handicap ou qui sont obligés d'être conduits vers un établissement sanitaire parce que et bien ils n'ont pas eu ce suivi sanitaire qui ne fait pas partie, je dirais de l'environnement social dans lequel ils vivent.

Le deuxième objectif est important au problème du chômage et de l'insertion professionnelle des jeunes, c'est d'essayer de faire, d'améliorer l'orientation professionnelle et personnelle des jeunes.

Nous avons aujourd'hui un problème fondamental en France sur ce sujet et l'Éducation nationale arrive difficilement à remplir cet objectif. Beaucoup de jeunes sont mal orientés et nous souhaiterions profiter de cette obligation pour aider à orienter les jeunes en profitant du fait que tous passent par ce système de rendez-vous citoyen.

Le troisième objectif est de détecter des handicaps auxquels on puisse remédier au profit des jeunes et il y en a un en ce moment auquel la France est très sensible notamment le problème de l'illettrisme. Comme aujourd'hui les épreuves de sélection permettent de détecter l'illettrisme, il faut profiter de ce rendez-vous citoyen pour faire un bilan sur ce point. Mais l'évaluation individuelle n'a de sens que si c'est prolongé après et, évidemment les 5 jours du rendez-vous citoyen n'ont pas pour but de régler ces problèmes mais de les identifier.

La deuxième partie du rendez-vous citoyen est l'information civique. Par exemple le sens de l'exercice du droit de vote, comment on prend des responsabilités dans une association, des sujets aussi simples qui montrent que l'on peut être citoyen de manière

schap op de voorgrond worden gesteld, is een vrij nieuw aspect van de hervorming.

Tegelijkertijd wou men van dat verplicht en universeel karakter gebruik te maken om iets te doen aan een plaag waar alle ontwikkelde maatschappijen momenteel mee geconfronteerd worden en die men in Frankrijk de sociale breuk noemt, met name het feit dat de economische, sociale en culturele ontwikkeling niet voor iedereen dezelfde is en dat de maatschappelijke cohesie daardoor bedreigd wordt. Het opmaken van een persoonlijke balans biedt de jonge Fransen in de eerste plaats de mogelijkheid een geneesheer te ontmoeten en te vernemen hoe het met hun gezondheid gesteld is.

Het is een droeve werkelijkheid dat het principe van de gelijke toegang tot de geneeskundige zorgen niet geldt voor ongeveer 15 % van de jonge Fransen. Het concreet bewijs daarvan wordt geleverd door de selectie- en medische diensten van het leger die telkens weer jonge Fransen ontmoeten die nooit eerder een arts gezien hebben; dat de legerartsen daarbij voortdurend handicaps op het spoor komen en kwalen die opname in een verpleeginrichting vergen, is te wijten aan het feit dat medische opvolging in de sociale context waarin die jongeren leven een onbekend begrip is.

Het tweede oogmerk dat belangrijk is voor het probleem van de werkloosheid en voor de inschakeling van de jongeren in het beroepsleven bestaat erin te trachten hun professionele en persoonlijke oriëntering te verrichten en te verbeteren.

In dat verband kampt Frankrijk tegenwoordig met een fundamenteel probleem. Bovendien is het nationale onderwijsstelsel nauwelijks bij machte die doelstelling te verwezenlijken. Vele jongeren weten niet waar ze naartoe willen en wij wensen van die verplichting gebruik te maken om hen bij hun oriëntering te helpen. Iedereen moet zich immers met op het *rendez-vous avec le citoyen* aanmelden.

Het derde streefdoel bestaat erin problemen waarmee de jeugd worstelt, op te sporen en te verhelpen. Momenteel is in Frankrijk nogal wat te doen om het analfabetisme. Vandaag is het mogelijk via de selectieproeven analfabetisme aan het licht te brengen. Het *rendez-vous avec le citoyen* is dan ook een uitgelezen kans om van dat probleem een balans op te maken. Maar een individuele evaluatie heeft geen zin als er daarna geen gevolg aan wordt gegeven. Overigens spreekt het voor zich dat de vijf dagen *rendez-vous avec le citoyen* alleen maar tot doel hebben problemen bloot te leggen, en niet ze op te lossen.

Het tweede onderdeel van het *rendez-vous avec le citoyen* bestaat uit informatie over het burgerschap. Daarin komen bijvoorbeeld de volgende thema's aan bod : de uitoefening van het kiesrecht, het nemen van verantwoordelijkheid in een vereniging, ... Kort-

concrète en prenant des engagements. Enfin, il y aura une présentation des différentes formes de volontariat. Trois domaines de volontariat sont prévus dans le projet de loi : le domaine sécurité-défense et prévention, le domaine cohésion sociale et solidarité et le domaine coopération internationale et aide humanitaire.

Le premier domaine s'adresse essentiellement aux armées qui vont accueillir plus de 20 000 volontaires dans leurs rangs. C'est d'autre part le volontariat dans la police nationale. Il existe aujourd'hui un service national qui sera prolongé par ce volontariat. Le service volontaire dans les sapeurs pompiers ou dans les douanes. Ce sont donc des domaines qui ressortissent aux actions de sécurité, de déprédation des fonctions régaliennes de l'État.

Le deuxième domaine est celui de la cohésion sociale et de la solidarité. Il s'agit là de permettre aux jeunes français, essentiellement dans le domaine associatif mais également dans les administrations compétentes, de participer à l'action publique en matière d'aide sociale, d'action de proximité et de lutte contre l'exclusion.

Le troisième domaine, celui de la coopération internationale, a pour ambition de proposer aux jeunes français une expérience hors du territoire métropolitain, que ce soit dans des organisations non gouvernementales que ce soit dans des services français à l'étranger ou que ce soit dans des entreprises chargées de promouvoir, d'une certaine manière, l'économie française.

Remarquons que les gens ont accueilli de manière extrêmement favorable ce projet.

Quelques chiffres issus d'une enquête d'opinion que le gouvernement a fait faire : 76 % des jeunes français se sont déclarés prêts à venir sans difficulté, sans hésitation au rendez-vous citoyen. Il est évident que politiquement et socialement le problème c'est les 24 autres pour-cent. Il faut savoir pourquoi ils hésitent. On connaît la réponse : ce sont souvent ces jeunes qui ont déjà perdu le lien avec tout ce qui est un petit peu institutionnel. Il faudra donc aller vers eux.

Deuxième série de chiffres : 20 % des jeunes français interrogés disent : « nous sommes extrêmement intéressés par le volontariat et certainement prêts à nous y engager ».

Il faut prendre avec précaution ces chiffres mais ils montrent une capacité d'engagement des jeunes français qui est réelle. Une question que nous avons posée sur la participation à l'encadrement du rendez-vous citoyen qui est prévu de confier aux armées principalement, les armées vont assurer 80 % de l'encadrement du rendez-vous citoyen et les administrations civiles 20 %.

om, eenvoudige onderwerpen die aantonen dat men zijn burgerschap concreet gestalte kan geven door zich ergens voor in te zetten. Ten slotte worden de verschillende vormen van vrijwilligerswerk toegelicht. Volgens het wetsontwerp is vrijwilligerswerk mogelijk in drie domeinen : 1° veiligheid-defensie en preventie, 2° sociale cohesie en solidariteit, 3° internationale ontwikkelingshulp en humanitaire hulp.

Het eerste domein is wezenlijk een zaak van het leger, dat meer dan 20 000 vrijwilligers in zijn rangen zal opnemen. Anderzijds is er ook het vrijwilligerswerk in de nationale politie. Vandaag bestaat er een burgerdienst die door dat vrijwilligerswerk zal worden verlengd. Voorts kan men op vrijwillige basis aan de slag bij de brandweer of de douane. Het gaat hier dus om veiligheidsaspecten of aangelegenheden die vroeger onder het koninklijk recht ressorteerden.

Het tweede domein behelst de sociale cohesie en de solidariteit. Het is de bedoeling dat jonge Fransen zich kunnen inzetten voor openbare initiatieven inzake sociale hulpverlening, buurtdiensten en de strijd tegen uitsluiting. Een en ander is mogelijk binnen verenigingen, maar ook binnen de bevoegde overheden.

Het derde domein, dat van de internationale ontwikkelingshulp, strekt ertoe de Franse jongeren ook ervaring buiten Europa mee te geven, hetzij in niet-gouvernementele organisaties, hetzij in buitenlandse diensten van de Franse Staat, hetzij in ondernemingen die op een of andere manier belast zijn met het bevorderen van de Franse economie.

Het dient te worden opgemerkt dat de Fransen dit voorstel uiterst gunstig hebben onthaald.

Ter illustratie enkele cijfers uit een opiniepeiling in opdracht van de regering : 76 % van de Franse jongeren maakt er volstrekt geen probleem van zich op het *rendez-vous avec le citoyen* aan te melden. Het spreekt voor zich dat de overige 24 % een politiek en sociaal probleem vormen. Van belang is te achterhalen waarom zij aarzelen. Het antwoord is ons bekend : vaak gaat het om jongeren die al lang geen voeling meer hebben met alles wat ook maar een officieel tintje heeft. Derhalve zullen we hen moeten aanspreken.

Een tweede reeks cijfers : 20 % van de Franse jongeren betoont een zeer levendige belangstelling voor vrijwilligerswerk en is zeker bereid er actief aan deel te nemen.

Met die cijfers moet omzichtig worden omgesprongen, maar ze tonen in ieder geval aan dat er nog voldoende Franse jongeren te vinden zijn die zich daadwerkelijk voor iets willen inzetten. Voorts hebben wij gevraagd hoe de jongeren de personeelsformatie van het *rendez-vous avec le citoyen* zien. Oorspronkelijk was het de bedoeling de begeleiding voornamelijk in handen van het leger te geven en uiteindelijk werd besloten dat 80 % van het personeel door het leger zou worden geleverd, en 20 % door de burgerlijke besturen.

Et en fait, 80 % des jeunes estiment que c'est une bonne chose qu'il y ait un encadrement à la fois civil et militaire. 10 % auraient préféré que ce ne soit que des militaires et 10 % auraient voulu qu'il n'y ait pas un seul militaire.

Enfin, 64 % des jeunes interrogés ont estimé que dans l'information civique qui leur était donnée, il était justifié et souhaitable que l'enseignement sur les enjeux de la défense de la France tienne une place importante voire une place prépondérante. C'est un résultat qui a beaucoup surpris mais qui montre que le lien entre cette période obligatoire et la formation des jeunes sur la défense est établie dans l'esprit des Français.

Deuxième observation c'est le rôle de l'armée dans cette réforme. Par l'ouverture au volontariat aussi bien que par la participation au rendez-vous citoyen, elle sera extrêmement présente.

Pour conclure, quelques observations :

La première est que cette réforme renvoie à des enjeux de société importants.

D'abord elle renvoie à une définition de la défense qui dépasse largement le cadre militaire. Ce que défend une nation c'est toujours d'abord sa vie. Alors qu'est-ce que c'est que la vie d'une nation ? Est-ce qu'elle n'est pas menacée d'abord par ce qui l'a déchiré ou ce qui l'affaiblit en son sein ? Or, aujourd'hui à l'évidence, la communauté nationale française est fragilisée par cette fracture sociale et le service national, s'il doit avoir un enjeu de défense, peut être aussi de conforter, consolider cette cohésion nationale parce que c'est un élément de la vie, de la solidité de la nation et c'est un élément donc de sa défense.

La deuxième observation est que cette réforme renvoie à des convictions ou des conceptions qui sont tantôt rattachées à la tradition française tantôt rompent avec celle-ci. Ce qui rompt un peu avec la tradition française est le fait de mettre la citoyenneté au premier plan et le citoyen au premier plan. Dans un service national obligatoire, on conçoit que la nation, la collectivité nationale prend place au premier rang et que le citoyen est au deuxième rang et qu'il a cette relation d'obligation qui lui fait participer. Un autre versant de la tradition française, est que la citoyenneté est un contrat entre l'individu et la nation. C'est plutôt cet aspect qui est là mis en avant avec la démarche du volontariat. C'est le citoyen qui, d'une certaine manière reprend un peu place au premier rang devant la collectivité pour assumer des responsabilités à son profit.

Deuxième aspiration, c'est la rupture, difficile en France, entre la notion de nation et la notion d'État.

In feite is 80 % van de jongeren van mening dat het een goede zaak is dat het personeel zowel uit burgers als militairen bestaat. Ongeveer 10 % vindt dat er enkel militairen hadden mogen zijn, en 10 % had liever gehad dat er geen enkele militair was geweest.

Tot slot vindt 64 % van de ondervraagde jongeren het gerechtvaardigd en wenselijk dat de inzet van de defensie van Frankrijk een belangrijke, zo niet de belangrijkste, plaats krijgt in de informatie over het burgerschap die hen werd verstrekt. Dit opmerkelijke resultaat toont aan dat de Fransen een verband leggen tussen die verplichte periode en de opleiding van de jongeren aangaande de defensie.

De tweede opmerking houdt verband met de rol van het leger in die hervorming. Gelet op de invoering van het vrijwilligerswerk en op de deelneming aan het *rendez-vous avec le citoyen*, zal het leger heel sterk aanwezig zijn.

Tot slot nog enkele opmerkingen :

Een eerste slotopmerking houdt verband met het feit dat die hervorming verwijst naar belangrijke elementen van onze maatschappij.

Zo verwijst ze allereerst naar een definitie van het begrip « defensie » die het militaire kader ruim overstijgt. Een natie verdedigt eerst en vooral haar bestaan. Wat wordt verstaan onder « bestaan van een natie » ? Wordt ze niet allereerst bedreigd door dat wat haar verscheurt of innerlijk verzwakt ? Vandaag blijkt echter dat die sociale breuk Frankrijk zijn krachten ontnemt en dat de nationale dienst, als die dan toch een defensie-inzet moet hebben, ook tot taak kan hebben die samenhang te versterken omdat die cohesie een onderdeel van het leven en de duurzaamheid van een natie is, en bijgevolg een onderdeel van haar defensie.

Een tweede slotopmerking houdt verband met het feit dat die hervorming verwijst naar overtuigingen of opvattingen die nu eens bij de Franse traditie aansluiten, dan weer met die traditie breken. Wat enigszins met de Franse traditie breekt, is het feit dat het burgerschap op de voorgrond wordt geschoven. In een stelsel met een verplichte burgerdienst is het begrijpelijk dat de natie, de nationale collectiviteit, op de voorgrond wordt gesteld en dat de burger op de tweede plaats komt; het is precies die verplichte relatie die de burger tot deelneming aanzet. Een ander punt dat enigszins met de Franse traditie breekt, is het feit dat het burgerschap een overeenkomst is tussen het individu en de natie. Het is eerder dit aspect dat het vrijwilligerswerk op de voorgrond schuift. Het is de burger die, op een bepaalde wijze, opnieuw iets meer op de voorgrond treedt — ten nadele van de collectiviteit — om verantwoordelijkheden te nemen die hem ten goede komen.

Een tweede aspiratie is de — voor Frankrijk moeilijke — scheiding tussen het begrip natie en het begrip Staat.

En France, historiquement, l'État est pratiquement né avant la nation et que dès que l'on parle de national en France, on a tendance à se tourner vers l'État. En proposant ce volontariat qui va se faire dans tous les organismes vivants de la société, le discours qui est tenu ou l'idée qui est défendue est que le service national est un service dans lequel, non seulement les citoyens individuellement prennent des responsabilités, mais toutes les forces vives de la nation prennent des responsabilités. L'armée a longtemps joué ce rôle d'éducateur à travers le service national; demain ce sont les entreprises, ce sont les collectivités locales, ce sont les associations qui vont devoir jouer un rôle d'éducation nationale au profit de la jeunesse.

Cette réforme du service national ne résout pas à elle toute seule les problèmes du lien armée-nation dans le cadre d'une professionnalisation des armées. Elle participe à son maintien par le rôle que vont jouer les armées dans cette réforme mais il y a bien d'autres moyens, dans le cadre de la professionnalisation, de maintien de ce lien.

Citons quelques-uns : faire en sorte que le recrutement militaire ne s'adresse pas qu'à une catégorie de la population mais qu'on sache attirer un large éventail social, géographique de jeunes donc toute une politique de recrutement à conduire, faire en sorte que l'environnement social d'une armée professionnelle et l'environnement familial, les facilités d'insertion dans la société, soient garantis de manière que les unités ne s'isolent pas au milieu de la société. Ouvrir la formation des cadres de manière qu'il n'y ait pas de rupture au moment où le jeune rentre dans l'armée avec la jeunesse qui l'entoure. Faire un effort sur l'implantation locale et veiller, ce qu'à fait le ministère de la Défense au moment de la réforme, à ce que la présence militaire sur le territoire soit répartie. Enfin et là c'est une dimension vraiment politique, faire en sorte que dès lors qu'on a une armée professionnelle, les citoyens soient en permanence informés des conditions, des raisons et des objectifs suivis lorsque ces soldats sont engagés en particulier hors du territoire national.

Le service national dans sa nouvelle version, participer au lien armée-nation, n'est pas le seul moyen de maintenir ce lien et la réforme du service national a d'autres objectifs qui ouvrent la notion de défense à des horizons beaucoup plus vastes que le seul horizon militaire. Cet exposé méritera certainement réflexions et questions de la part de mes collègues.

Frankrijk is, historisch gezien, eerst een Staat, en dan pas een natie; de Fransen hebben de neiging om, met betrekking tot alles wat met het nationale te maken heeft, zich te richten tot de Staat. Door dat vrijwilligerswerk in te voeren in alle levende organismen van de samenleving, wordt de idee verdedigd dat de burgerdienst een dienst is waarbij niet alleen de burgers op individuele wijze verantwoordelijkheden nemen, maar ook alle levende krachten van de natie. Het leger heeft via de burgerdienst lang de rol van opvoeder gespeeld; morgen zijn het de ondernemingen, het lokaal gemeenschapsgebeuren, de verenigingen die, ten opzichte van de jeugd, de rol van nationaal opvoeder zullen moeten spelen.

Uiteraard lost de hervorming van de burgerdienst niet alle problemen op betreffende het verband leger-natie in het raam van de uitbouw van een beroepsleger. Ze draagt bij tot het behoud van dat verband via de rol die het leger in die hervorming zal spelen, maar er zijn nog veel andere mogelijkheden in het raam van bovenvermelde uitbouw.

Laten we er enkele opsommen : ervoor zorgen dat de militaire rekrutering zich niet tot één bevolkingscategorie richt, maar een brede sociale, geografische waaier van jongeren aanspreekt (dat vereist een degelijk rekruteringsbeleid); ervoor zorgen dat de sociale omgeving van een beroepsleger, de familiale omgeving alsook de mogelijkheid om zich in de maatschappij te integreren, gegarandeerd zijn (bedoeling is te voorkomen dat de eenheden geïsoleerd raken in de maatschappij); de opleiding van de het personeel openbreken om te voorkomen dat het tot een breuk komt op het ogenblik dat de jongere samen met de hem omringende jeugd onder de wapens gaat; een inspanning doen inzake de vestiging en ervoor zorgen dat, zoals de Franse minister van Landsverdediging heeft gedaan op het ogenblik van de hervorming, de militaire aanwezigheid op het terrein verspreid is; en tot slot ervoor zorgen — en dat is een echte politieke dimensie — dat, aangezien er toch een beroepsleger is, de burgers constant geïnformeerd worden over de voorwaarden, de redenen en de doelstellingen omtrent het inzetten van die soldaten, en dan voornamelijk in het buitenland.

De burgerdienst in zijn nieuwe versie, met name de deelneming aan de band leger-natie — is niet de enige manier om die band te behouden en aan de hervorming van de burgerdienst zijn andere doelstellingen gekoppeld; zo wordt ernaar gestreefd aan het begrip « defensie » andere connotaties te koppelen dan alleen maar de militaire. Over deze uiteenzetting zal zeker nog worden gepraat en mijn collega's zullen er zeker vragen over stellen.

2.2. Discussion

A. Observations et questions des membres

— Il y a eu une analyse avec ce qui était à reprocher à la conscription telle qu'elle s'effectuait. On retient qu'elle n'était plus égalitaire, que le service militaire n'était plus universel. Il y a eu une analyse également pour le passage de l'armée mixte à une armée professionnelle et un débat parlementaire qui, comme M. Piotre a signalé, est toujours en cours.

En ce qui concerne le rendez-vous avec citoyen, il a donc des objectifs fort importants : un bilan médical socio-professionnel, insertion des jeunes en difficulté, une instruction civique de base avec notamment une information sur les institutions républicaines et une information également sur le service volontaire.

À qui ferait on croire que le passage de jeunes français dans ce rendez-vous citoyen serait une réponse appropriée à ces problèmes ? Est-ce que on peut réellement imaginer que ce rendez-vous citoyen va se substituer aux organismes d'éducation ?

— Comment est-ce qu'on a, en France, adapté la réserve de l'armée à la réforme ?

— Existe-t-il, en France, d'autres systèmes tendant à encourager le bénévolat que le rendez-vous avec le citoyen ? Étant donné que seuls les jeunes sont visés, on n'a pas de prise sur la totalité des tranches d'âge.

— Quel est le pourcentage de civils occupés par la Défense nationale ? Cet aspect est important pour le lien existant entre l'armée et la nation ?

— Quels sont le motif et l'objectif du délai de 5 jours prévu pour le « rendez-vous avec le citoyen » ?

— Un grand pays comme la France a une attitude en matière de politique de défense qui a à la fois des enjeux stratégiques européens et à la fois des enjeux stratégiques français. Quelles sont les expériences pratiques au niveau budgétaire ? La réforme entamée a-t-elle permis déjà de tirer certains enseignements sur ce que coûte exactement la mise en œuvre de la modification ? On donne le temps à la réforme, de mettre les choses en œuvre, mais quel est l'impact budgétaire afin de pouvoir prendre les mesures de dégagement du personnel, pour lutter contre un aspect pratique qui est le vieillissement du personnel des armées puisqu'il n'y a plus cet apport régulier de jeunes par la conscription.

— Avez-vous imaginé cette réforme en tenant compte d'une construction d'un outil européen de défense, bipolaire peut-être avec une cohésion plus forte avec l'Allemagne, ou bien pensez-vous que nous sommes dans ces différentes expériences qui se mènent concurremment dans différents États ? Pensez-

2.2. Bespreking

A. Opmerkingen en vragen van de leden

— Er werd dieper ingegaan op wat op te merken viel op de dienstplicht, zoals die concreet uitvoering kreeg. De conclusie was dat die niet langer egalitair was, dat de militaire dienstplicht niet meer algemeen was. Voorts is ook onderzoek gevoerd naar de overgang van een gemengd leger naar een beroepsleger. Er kwam tot slot een parlementair debat, dat zoals de heer Piotre heeft aangestipt, nog altijd aan de gang is.

Het *rendez-vous avec le citoyen* heeft derhalve uitermate belangrijke doelstellingen : een sociaal-professionele medische balans, de inschakeling van probleemjongeren en een basisopleiding inzake civiele waarden (waarbij met name ook aandacht wordt besteed aan de instellingen van de Republiek en nadere informatie over vrijwillige dienst wordt verstrekt).

Maar gelooft men werkelijk dat als jonge Fransen het *rendez-vous avec le citoyen* volgen, dat een gepast antwoord op die problemen is ? Denkt men echt dat die *rendez-vous avec le citoyen* een alternatief is voor de onderwijsinstellingen ?

— Hoe werd in Frankrijk de militaire reserve aan de hervorming aangepast ?

— Zijn er in Frankrijk andere systemen om het vrijwilligerswerk aan te moedigen dan via het *rendez-vous avec le citoyen* ? Gezien het enkel op de jongeren is gericht, heeft men geen vat op de totaliteit van de leeftijdsgroepen.

— Wat is het percentage aan burgers bij Landsverdediging, gezien dit toch ook belangrijk is voor de band tussen het leger en de natie ?

— Wat is de reden en het doel van de termijn van 5 dagen voorzien voor het « *rendez-vous avec le citoyen* » ?

— Een groot land als Frankrijk gaat bij het uitstippelen van zijn defensiebeleid uit van Europese én Franse strategische belangen. Wat zijn de praktische gevolgen op budgettair vlak ? Heeft de aangevatte hervorming al duidelijkheid verschaft over de precieze kostprijs van de tenuitvoerlegging van de hervormingen ? Er wordt tijd uitgetrokken om die hervorming concreet gestalte te geven, maar wat is de budgettaire weerslag ervan, om te bepalen welke maatregelen er moeten komen om personeel te doen afvloeien ? Er moet ook een oplossing komen voor een praktisch knelpunt, met name de vergrijzing bij de strijdkrachten, aangezien er geen nieuwe rekruten meer worden aangetrokken omdat er geen dienstplicht meer is.

— Werd bij die hervorming rekening gehouden met de uitbouw van een Europees defensie-instrument, misschien op bipolair niveau, met een grotere samenwerking met Duitsland ? Of gaat het volgens de heer Piotre over uiteenlopende hervormingen, die in meerdere landen tegelijk aan de gang zijn ? Denkt

vous qu'une construction européenne soit déjà en train de se dégager par des spécialisations/complémentarités ?

— Si dans l'éducation civique des jeunes, la notion de l'État et de la société est mise en avant, est-ce que cela ne va pas à l'encontre à l'ouverture et à l'idée européenne ? Est-ce que ça ne contient pas un recentrage nationaliste ?

B. Réponses de M. Piotre

Le rendez-vous avec le citoyen — la durée de 5 jours

Il y a eu un débat sur la durée de 5 jours qui est en fait un débat sur la nature du rendez-vous avec citoyen. En changeant la durée, on change la nature du projet. Par ailleurs, la durée répond aussi à une certaine contrainte budgétaire. Sous une certaine contrainte budgétaire donnée, ayant une orientation du président de la République de créer une période obligatoire, de quelle durée pouvait-on la faire, avec quel contenu et avec quels objectifs ? Ce sont des éléments qui sont convergents et la durée répond également à une certaine contrainte budgétaire.

Si on veut faire du rendez-vous citoyen une formation militaire, à l'évidence, cinq jours ne sont pas assez. Estimant que les dix mois du service national sont le minimum, cinq jours ne sont pas suffisant. S'il faut faire un service national obligatoire qui va durer un ou deux mois, quelle sera son utilité ? Est-ce qu'en augmentant cette durée à deux mois on aura une utilité militaire réelle ? Les armées répondent clairement non. Par ailleurs ne risque-t-on pas d'avoir d'un côté une armée professionnelle et de l'autre côté une armée d'instruction qui forme des jeunes français qu'on n'utilisera pas dans le cadre de la Défense parce que les opérations sont différentes et que le gouvernement n'en veut pas. Où bien on fait de ce rendez-vous citoyen une durée plus longue, quelque chose qui n'a rien à voir avec la formation militaire. La durée de cinq jours a été choisie parce qu'elle a son sens, qu'elle répond à des exigences financières, mais également pour répondre au principe d'universalité. Avec cinq jours il n'y a aucune situation sociale ou personnelle qui justifie qu'un jeune soit exempté ou qu'il ne puisse y participer.

Ces cinq jours n'ont de sens que s'ils s'inscrivent dans une action qui est beaucoup plus longue. S'il n'y a pas d'avant rendez-vous citoyen et s'il n'y a pas d'après rendez-vous citoyen, à l'évidence, ce sera une parenthèse peut-être inutile et en tout cas il n'est pas question de faire en cinq jours ce que l'éducation nationale ou d'autres institutions n'ont pas réussi à faire ou ne réussissent pas à faire complètement.

hij dat er terzake al een Europese uitbouw komt via specialisaties of complementariteiten ?

— In de opleiding inzake civiele waarden komen de begrippen « Staat » en « samenleving » aan bod. Druist dat evenwel niet in tegen de openheid en de Europese gedachte ? Komt de nadruk niet opnieuw op de nationale aspecten te liggen ?

B. Antwoorden van de heer Piotre

Het rendez-vous avec le citoyen duurt vijf dagen

De discussie ging over de duur (vijf dagen), in feite dus over de aard van die *rendez-vous avec le citoyen*. Een andere duur impliceert een andere invulling van het plan. Voorts houdt de duur ook verband met bepaalde budgettaire beperkingen. Rekening houdend met bepaalde budgettaire grenzen en met de beleidslijn van de president van de Republiek om een verplichte periode vast te leggen, moest worden bepaald hoelang die opleiding diende te duren, wat de invulling ervan hoorde te zijn en met welke doelstellingen. Die aspecten sluiten bij elkaar aan; de duur houdt ook verband met zekere budgettaire beperkingen.

Als het de bedoeling is om van het *rendez-vous avec le citoyen* een militaire opleiding te maken, dan spreekt het voor zich dat vijf dagen niet volstaan omdat er wordt van uitgegaan dat een militaire dienstplicht van tien maanden het minimum is. Zo er een verplichte militaire dienstplicht van één of twee maanden moet worden ingesteld, wat is de nut daarvan ? Heeft het een daadwerkelijk militair nut om die duur tot twee maanden op te trekken ? De strijdkrachten stellen duidelijk dat zulks niet het geval is. Dreigt men voor het overige niet terecht te komen in een situatie waarbij aan de ene kant een beroepsleger actief is, met daarnaast een opleidingsstructuur die jonge Fransen opleidt, die evenwel niet voor defensietaken zullen worden ingezet omdat het over andere opdrachten gaat en de regering ze niet wil inzetten. Voor die *rendez-vous avec le citoyen* kan meer tijd worden uitgetrokken, voor iets dat geen uitstaans heeft met een militaire opleiding. Er werd voor een duur van vijf dagen geopteerd omdat die zin heeft en er ter zake financiële vereisten gelden, maar ook om tegemoet te komen aan het universaliteitsprincipe : met een duur van vijf dagen kunnen de jongeren geen sociale of persoonlijke situaties aanhalen om vrijstelling te krijgen of ze zouden verhinderen aan die opleiding deel te nemen.

Die vijf dagen hebben maar zin als ze in een veel ruimer veld passen. Als dit *rendez-vous avec le citoyen* niet wordt voorbereid en er achteraf geen *follow-up* is, dan is die opleiding misschien nutteloos. Het is in elk geval niet de bedoeling in vijf dagen te doen wat het departement onderwijs en andere instellingen niet (of niet ten volle) hebben kunnen realiseren.

L'avant rendez-vous citoyen est l'exigence inscrite dans le projet de loi de faire jouer un rôle à l'Éducation nationale qui va dans ses programmes d'instruction civique préparer le rendez-vous citoyen. Ce n'est pas en cinq jours qu'on va faire découvrir aux jeunes les institutions. L'instruction civique, qui est en train d'être réformée en France, va jouer ce rôle. En matière d'insertion professionnelle, on constate qu'il y a beaucoup d'associations et d'administrations qui ont des responsabilités publiques, officielles pour lutter contre tous ces fléaux sociaux. Bien que le rendez-vous citoyen ne va pas se substituer à ces associations et administrations, on va quand même profiter du caractère totalement universel et obligatoire pour agir comme un levier et amplifier ces actions, les rendre plus efficaces.

Le contenu de la formation civique

La notion d'institutions européennes a été rajouté dans le programme d'information civique. L'idée est bien de dire aux jeunes « vous êtes citoyens en France, bien sûr, en Europe évidemment et dans le monde naturellement ». La simple existence d'un projet de volontariat international montre bien qu'il y a un lien et que la citoyenneté, la responsabilité, se traduit à la fois dans des cadres traditionnels ou autres qui dépassent les frontières nationales. Cette dimension européenne est donc sans aucun doute totalement présente.

L'adaptation des réserves

Les réserves font partie intégrante de l'armée professionnelle telle qu'elle est définie dans la réforme des armées de la programmation militaire qui est en cours. Il y aura en fait 100 000 réservistes, la moitié pour la gendarmerie qui joue un rôle important en matière de protection du territoire et puis l'autre moitié pour les trois armées, armée de terre, armée de l'air et marine. Ces réserves se décomposeront en plusieurs strates.

Il y aura d'abord les réservistes, qui sont extrêmement disponibles, qui sont régulièrement convoqués y compris en dehors des crises parce qu'ils ont des spécialités et dispose d'une disponibilité qui permet de les solliciter n'importe quand sous la forme strictement contractuelle.

On pense qu'il y aura entre 8 000 et 20 000 de réservistes qui seront vraiment très au contact de l'armée, qui viendront pratiquement au moins une fois par an travailler quelques fois pendant trois mois au sein d'un état-major dans une unité, y compris sur le théâtre d'opérations extérieures. On les recrutera selon le principe du volontariat, soit au moment du

Het wetsontwerp bepaalt dat het *rendez-vous avec le citoyen* degelijk moet worden voorbereid. Dat wordt de taak van het ministerie van Onderwijs, die in zijn programma's civiele vorming dit *rendez-vous avec le citoyen* moet voorbereiden. Over een periode van amper vijf dagen kunnen de jongeren geen zicht krijgen op de instellingen. Het civiele onderricht, dat thans in Frankrijk wordt hervormd, moet die taak vervullen. Wat de professionele inschakeling betreft, stellen we vast dat er tal van verenigingen en besturen zijn, met openbare en officiële verantwoordelijkheden, om die sociale vraagstukken aan te pakken. Hoewel het *rendez-vous avec le citoyen* die verenigingen en besturen niet zal overlappen, zal de veralgemeende en verplichte invoering van de opleiding als een hefboom worden gebruikt om de werking ervan te verruimen en die doeltreffender te maken.

De inhoud van de civiele opleiding

Wat de inhoud van de civiele opleiding betreft, werd het begrip Europese instellingen in het programma opgenomen. Het is vanzelfsprekend de bedoeling de jongeren erop te wijzen dat ze Franse burgers zijn (uiteraard), maar ook Europese en wereldburgers. Alleen al het feit dat er een plan voor internationaal vrijwilligerschap bestaat, toont aan dat er ter zake een band is en dat burgerschap en verantwoordelijkheidsbesef tot hun volle recht kunnen komen in een traditionele context maar ook in andere verbanden, die ruimer zijn dan het nationale kader. Die Europese dimensie is derhalve ongetwijfeld in de opleiding aanwezig.

Aanpassing van de reserve

De reserve maakt integraal deel uit van het beroepsleger, zoals dat bij de legerhervorming en de in het raam van de aan de gang zijnde programmatie werd vastgelegd. In de praktijk zal het reserveleger 100 000 manschappen tellen; de helft is bestemd voor de rijkswacht die een belangrijke rol speelt op het vlak van de beveiliging van het grondgebied, de andere helft voor de drie strijdmachtonderdelen, met name de land-, zee- en luchtmacht. Dat reserveleger zal verschillende componenten omvatten.

Een eerste groep zal bestaan uit direct inzetbare manschappen, die — ook buiten crisisperiodes — geregeld zullen worden opgeroepen omdat ze gespecialiseerd zijn, en die zo beschikbaar zijn dat men hen om het even wanneer op een strikt contractuele basis kan oproepen.

Daarbij denkt men aan 8 000 tot 20 000 manschappen die in zeer nauw contact met het leger zullen staan, minstens eens per jaar soms drie maanden lang in de generale staf van een eenheid — ook op het terrein bij buitenlandse zendingen — zullen worden ingezet. Ze zullen in het raam van het *rendez-vous avec le citoyen* of na een periode als vrijwilli-

rendez-vous citoyen, soit à l'issue d'un volontariat qu'ont effectué ces personnes dans les armées ou en dehors des armées.

La deuxième catégorie de réservistes seront régulièrement formés dans des unités, une fois par an ils auront une période de formation, et qui ont fait savoir qu'ils étaient disponibles.

Enfin, il y aurait une masse plus importante de réservistes constituée là encore de volontaires moins disponibles, d'anciens militaires ou d'anciens volontaires mais qui ne souhaiteraient pas être sollicités trop fréquemment. Cette dernière réserve, le gouvernement par décision gouvernementale pourrait y faire appel dans une situation grave qui nécessiterait le renforcement important des forces armées. Tout cela est prévu dans un projet de loi qui devrait être déposé au début de l'année 1998.

Le volontariat pour les jeunes

La plupart des jeunes, sans être totalement utilitariste, conçoit un service national comme un échange : « Je donne du temps, ma compétence, ma générosité au profit de quelque chose auquel je crois au lieu, de la collectivité mais j'attends en retour pouvoir bénéficier d'un enrichissement que ce soit en terme d'expérience personnelle que ce soit en terme d'aventure pourquoi pas que ce soit en terme de formation professionnelle. ». C'est très important avec les difficultés d'insertion professionnelle. Les parlementaires et en particulier les députés de l'Assemblée nationale ont souhaité que soit inscrit dans la loi l'exigence de la part des organismes d'accueil des volontaires des exigences d'encadrement et de formation. Il faudra agréer les organismes qui accueilleront les volontaires après avoir vérifié, c'est l'État qui en prend la responsabilité, que ces organismes assurent un encadrement des jeunes, une formation des jeunes et que ceux-ci bénéficient bien d'un enrichissement personnel qui leur permette de faire que cette expérience n'est pas seulement une expérience de service vers l'autre mais aussi une expérience personnelle qui leur permette de mieux s'insérer dans la société ou de bénéficier finalement de faire du volontariat aussi un bénéfice personnel.

On ne pas penser au volontariat au sens large, c'est-à-dire, en s'adressant au principe du volontariat dans la société, du mouvement associatif, mais au volontariat des jeunes.

Les civils dans l'appareil militaire

Alors dans la professionnalisation des armées, le nombre des civils va augmenter puisque, pour reprendre les chiffres de la loi de programmation, il y a dans l'armée française quelque chose comme 300 000 militaires d'active et 75 000 civils. En 2002,

ger binnen of buiten de krijgsmacht te hebben doorgebracht, op vrijwillige basis worden gerekruteerd.

Een tweede categorie zal bestaan uit manschappen die geregeld een opleiding in de eenheden zelf zullen krijgen, jaarlijks eenmaal aan een opleidingsessie zullen deelnemen, en die hebben laten weten dat ze daarvoor beschikbaar waren.

Ten slotte zal er een omvangrijker reserve-onderdeel zijn, ook samengesteld uit minder beschikbare vrijwilligers, uit gewezen militairen of gewezen vrijwilligers, maar die niet al te vaak wensen te worden opgeroepen. Op die reserve kan de regering bij regeringsbesluit een beroep doen bij ernstige situaties die een aanzienlijke versterking van de strijdkrachten vergen. Dat alles wordt omschreven in een wetsontwerp dat hopelijk begin 1998 zal worden ingediend.

Jonge vrijwilligers

De meeste jongeren beschouwen — zonder al te utilitaire bijbedoelingen — de legerdienst als een uitwisseling : « Ik stel mijn tijd, mijn beslagenheid, mijn edelmoedigheid ten dienste van iets waarin ik geloof, maar in ruil verwacht ik een verrijkende ervaring op persoonlijk vlak mee te maken, mijn zucht naar avontuur bevredigd te zien, of — waarom niet — een stuk beroepservaring op te doen. ». In het licht van de moeilijkheden die jongeren ondervinden om door te dringen op de arbeidsmarkt, is dat niet onbelangrijk. De parlementsliden, inzonderheid de volksvertegenwoordigers van de *Assemblée nationale* hebben de wens geformuleerd in de wet de vereisten inzake begeleiding en opleiding op te nemen waaraan de opvangcentra voor vrijwilligers moeten voldoen. De erkenning van die centra zal maar kunnen gebeuren nadat de Staat — die daar verantwoordelijk voor is — heeft gecontroleerd of die centra de jongeren wel degelijk begeleiden en opleiden, of die jongeren een echte verrijking op persoonlijk vlak opdoen die het mogelijk maakt dat het daarbij niet alleen om een dienstverlenende ervaring gaat, maar tevens om een ervaring waar zij persoonlijk baat bij hebben, en hen in staat stelt zich beter in de maatschappij te integreren om uiteindelijk uit de inzet als vrijwilliger ook enig persoonlijk nut te putten.

Daarbij gaat het niet om vrijwilligerswerk *sensu largo*, waarbij men een beroep doet op de inzet van vrijwilligers in de samenleving, in de *social-profit* sector, maar wel om jongeren die zich als vrijwilliger willen inzetten.

De plaats van de burgers in het militaire apparaat

Bij de professionalisering van de strijdkrachten zal het burgerpersoneel toenemen aangezien het leger, blijkens de cijfergegevens van de programmawet, zowat 300 000 actieve militairen en 75 000 burgerlijke personeelsleden telt. In 2002, wanneer de

c'est à dire la fin de la loi de programmation de 6 ans, il y aura 330 000 militaires de carrière ce qui est normal puisqu'il y a la professionnalisation. En revanche, les rappelés qui sont 170 000 aujourd'hui, auront disparu. Donc 330 000 militaires de carrière, il y aura 84 000 civils, donc 10 000 civils supplémentaires. Ce n'est pas un accroissement qui est considérable mais, par sa nature il est important. Pour l'instant, les personnels civils de la défense occupent des tâches subalternes ou d'exécution ou administratives. À l'avenir, avec la professionnalisation les civils occuperont des postes de responsabilité parce que les officiers devront se consacrer aux tâches opérationnelles et ne plus occuper autant qu'ils le font, des fonctions administratives. Il y aura donc des civils dans les armées françaises à l'issue de l'évolution dans la professionnalisation.

Le volontariat pourra peut être effectué entre 18 et 30 ans et le rendez-vous citoyen est un lieu privilégié, puisque tous les jeunes y participent, d'informations sur le volontariat. Mais il n'y a aucune exigence vis-à-vis des jeunes français qu'ils signent un contrat de volontariat à la sortie des 5 jours du rendez-vous citoyen. Il y a juste une information qui leur est donnée, un contact personnel qui est établi avec ceux qui manifestent, dès cet instant, le souhait de faire un volontariat, qu'ils peuvent effectuer 2, 3 ou 4 ans plus tard.

3 ou 4 ans après avoir fait son rendez-vous citoyen, un français ou une française peut très bien tout d'un coup être intéressé et à ce moment là, il y aura tout un réseau d'informations, des campagnes d'informations qui permettront à ces jeunes d'entrer en contact avec les associations, les administrations, les unités militaires dans lesquelles ils souhaiteraient faire un volontariat.

3. M. Kl. ROSE, Secrétaire d'État parlementaire adjoint au ministre fédéral de la Défense nationale, dd. 3 juin 1997

3.1. Exposé

« L'intérêt pour l'avenir de nos forces armées est fondé sur la réciprocité. En tant que membre fondateur de l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord et de l'EUROCORPS, la Belgique compte parmi nos partenaires les plus proches et les plus sûrs. Les débats qui se sont tenus dans votre pays sur la mission et la structure des forces armées belges ont retenu une large attention en Allemagne, notamment et en grande partie en raison de l'allocution prononcée l'année passée devant l'Assemblée nationale française par votre ministre de la Défense nationale.

programmawet na 6 jaar verstreken zal zijn, zullen er 330 000 beroepsmilitairen zijn, wat, gelet op de professionalisering, ook normaal is. De huidige 170 000 wederopgeroepen zullen daarentegen verdwijnen. Het leger zal dus 330 000 beroepsvrijwilligers en 84 000 burgers tellen, wat een toename met 10 000 eenheden betekent. Dat is weliswaar geen aanzienlijke toename, maar de toename op zich is wel belangrijk. Momenteel voert het burgerpersoneel ondergeschikte, uitvoerende of administratieve taken uit. Gelet op de professionalisering zal het burgerpersoneel in de toekomst taken met een grotere verantwoordelijkheid toebedeeld krijgen, aangezien de officieren zich met operationele taken, en dus niet meer in dezelfde mate als thans het geval is, met administratieve taken moeten bezighouden. Na de volledige professionalisering van de Franse strijdmachtonderdelen zal het leger bijgevolg burgerpersoneel blijven behouden.

De vrijwillige dienstverrichting kan tussen 18 en 30 jaar plaatsvinden en aangezien alle jongeren bij het *rendez-vous avec le citoyen* betrokken worden, is dat de uitgelezen gelegenheid om hen informatie over de dienst als vrijwilliger te verstrekken. Van de jongeren wordt hoegenaamd niet vereist dat ze, na de vijfdaagse van het *rendez-vous avec le citoyen*, een overeenkomst in verband met die vrijwillige dienst ondertekenen. Zij krijgen alleen informatie, er is een persoonlijke contactname met jongeren die, vanaf dat ogenblik, de wens te kennen geven vrijwillig in dienst te komen; 2, 3 of 4 jaar later kunnen zij dan als vrijwilliger in dienst komen.

3 of 4 jaar na deelname aan het *rendez-vous avec le citoyen*, is het perfect mogelijk dat Franse jongens of meisjes daar opeens belangstelling voor tonen en op dat ogenblik zal een heel informatienetwerk en informatiecampagnes worden opgezet die voormelde jongeren in staat zullen stellen in contact te treden met de verenigingen, de administraties en militaire eenheden waar zij hun diensten als vrijwilliger willen aanbieden.

3. Dr. Kl. ROSE, parlementaire Staatssecretaris bij de Bondsminister voor Landsverdediging, dd. 3 juni 1997

3.1. Uiteenzetting

« De belangstelling voor de toekomst van onze strijdkrachten is wederzijds. Als stichtend medelid van de Noord-Atlantische Verdragsorganisatie en het Eurokorps is België één van onze naaste en vertrouwdste partners. De discussies die in uw land plaatsvonden over de opdracht en de structuur van de Belgische strijdkrachten hebben in Duitsland veel aandacht gekregen, niet in het minst omwille van de toespraak die uw minister van Landsverdediging vorig jaar hield voor het Franse parlement.

Toute société choisit pour ses forces armées la configuration qui lui convient le mieux, ce choix étant déterminé par les contextes historique, politique, stratégique et économique de chaque pays.

On ne peut parler du système de défense allemand si l'on ne conçoit pas que l'obligation militaire a fait partie intégrante de la politique allemande après la Seconde Guerre mondiale, une politique qui visait à restaurer la confiance tant sur le plan national qu'envers l'extérieur et dont les principes étaient une démocratie poussée, l'État de droit, l'intégration au sein d'alliances et une large coopération.

Ces principes ont également marqué l'organisation des forces armées en Allemagne. Lors de sa création, il y a plus de quarante ans, la *Bundeswehr* procédait d'un concept entièrement neuf :

Elle fut la première armée de miliciens dans une démocratie parlementaire en Allemagne : les soldats effectuaient leur service en tant que « citoyens en uniforme », le commandement et l'obéissance étaient liés à la loi et à la conscience, la liberté et la dignité humaine formaient le noyau de l'institution. En Allemagne, le service militaire signifiait que la défense de la liberté et du droit est l'affaire de chacun, et que les forces armées doivent être liées à l'État et à la collectivité.

En même temps, la *Bundeswehr* fut dès le début une armée relevant du Traité de l'Atlantique Nord : avec un demi-million de soldats au cœur du territoire de l'alliance, on a renoncé délibérément à un commandement national et on a travaillé surtout sur le territoire national, côte à côte avec les autres partenaires de l'alliance. En Allemagne, le service militaire concerne tant la défense nationale que la défense de l'alliance.

Combiné au principe du « citoyen en uniforme », le service militaire se rattache délibérément à la tradition des grands réformateurs prussiens du début du 19^e siècle, l'époque des guerres de libération. Des hommes tels que Scharnhorst et Gneisenau ont transposé alors les principes de la Révolution française à l'armée prussienne, notamment le lien étroit entre le citoyen et l'État, la liberté et la responsabilité collective, le service militaire et la défense nationale. Cette conviction a toujours cours en Allemagne. Pour nous, Allemands, une armée basée sur le service obligatoire est un facteur essentiel pour la sécurité et la tradition des forces armées en Europe.

Les changements considérables survenus sur notre continent ont donné la liberté à l'Europe et l'unité à l'Allemagne. La situation de l'Allemagne en matière de sécurité a été modifiée de deux manières :

En premier lieu, et pour autant que nous puissions nous en rendre compte, l'Allemagne n'est pas directement menacée. La menace existentielle, unidimensionnelle de la Guerre froide a disparu. Personne ne connaît toutefois les changements qui peuvent se

Iedere samenleving kiest voor haar strijdkrachten de militaire formule die haar het beste past. Daarbij spelen de respectievelijke historische, politieke, strategische en economische omstandigheden een beslissende rol.

Een bespreking van het defensiesysteem van Duitsland houdt eerst en vooral in dat men de dienstplicht dient te begrijpen als essentieel onderdeel van het Duitse beleid na de Tweede Wereldoorlog — een beleid dat gericht was op het scheppen van vertrouwen, zowel naar binnen als naar buiten toe. De grondbeginselen waren verreikende democratie, een rechtsstaat, aansluiting bij bondgenootschappen en ruime samenwerking.

Die principes gaven ook vorm aan de reorganisatie van de Duitse strijdkrachten. Toen ongeveer veertig jaar geleden de *Bundeswehr* tot stand kwam, was dat iets volledig nieuws :

Zij was het eerste leger met dienstplicht binnen een parlementaire democratie in Duitsland : de soldaten deden dienst als « staatsburger in uniform », bevelvoering en gehoorzaamheid waren verbonden met wet en geweten, vrijheid en menswaardigheid vormden de kern van de instelling. In Duitsland betekende de dienstplicht dat de verdediging van vrijheid en recht een zaak van iedereen is, en dat de strijdkrachten dienen verbonden te worden met de Staat en de samenleving.

Tegelijkertijd was de *Bundeswehr* vanaf het begin een leger dat toebehoorde aan het Noord-Atlantische Verdrag : met een half miljoen soldaten in het hart van het verdedigingsterrein van het bondgenootschap werd bewust verzaakt aan een nationale bevelvoering en werd vooral in ons eigen land schouder aan schouder gewerkt met de andere partners van het bondgenootschap. Dienstplicht heeft in Duitsland betrekking zowel op landsverdediging als op de verdediging van het bondgenootschap.

De dienstplicht gecombineerd met het principe van de « staatsburger in uniform », sluit bewust aan bij de traditie van de grote Pruisische hervormers van het begin van de 19^e eeuw, de tijd van de bevrijdingsoorlogen. Mannen als Scharnhorst en Gneisenau brachten toen de begrippen van de Franse Revolutie over op het Pruisische leger, namelijk het met elkaar verbinden van burger en Staat, van vrijheid en medeverantwoordelijkheid, van dienstplicht en landsverdediging. Die overtuiging geldt in Duitsland nog steeds. Voor ons, Duitsers, is een leger met dienstplicht een kernfactor voor de veiligheid en de krijgsmachtstraditie in Europa.

De algemene veranderingen op ons continent hebben Europa de vrijheid en Duitsland de eenheid geschonken. De veiligheidstoestand van Duitsland is op twee manieren veranderd :

Ten eerste wordt Duitsland voor zover wij kunnen zien niet meteen bedreigd. De existentiële, eendimensionale dreiging van de Koude Oorlog is verdwenen. Niemand weet echter welke veranderingen zich in de loop van de geschiedenis kunnen ontwikkelen.

développer au fil de l'histoire. La protection de notre pays et de nos habitants reste donc l'une des missions essentielles de l'État.

Deuxièmement, notre ennemi actuel est l'instabilité. Dans les Balkans, dans le Caucase, au Proche-Orient et en Afrique du Nord, se sont accentuées les rivalités nationales, ethniques et religieuses qui, associées au fanatisme, au terrorisme et à la possibilité de recourir à des armes modernes, y compris nucléaires, peuvent constituer une menace pour nous tous. L'Allemagne unifiée a, avec ses alliés et ses partenaires, pour mission de veiller à la paix et à la stabilité en Europe.

Les changements intervenus en matière de politique de sécurité et la réunification allemande ont motivé une vaste réforme de la *Bundeswehr*.

Les effectifs de l'armée ont été réduits : de 1,3 million à 680 000 soldats en état de défense et de 580 000 à 340 000 soldats en temps de paix. Au total, les forces armées ont été réduites d'environ 35 % et le personnel civil d'environ 32 %. Cette réduction de personnel a entraîné la fermeture de plus de 330 unités et bureaux, et ce, rien que dans les anciens Länder.

En outre, nous avons pu justifier la réduction du service militaire de 12 à 10 mois partant du principe qu'il devait être aussi long que nécessaire et aussi court que possible. Nous le devons à nos jeunes concitoyens soumis aux obligations militaires.

En même temps a été mise en place l'armée unifiée. Cette armée regroupe des soldats qui, naguère encore, se faisaient face, armés jusqu'aux dents, le long de la frontière séparant les deux Allemagne, et qui servent aujourd'hui la liberté et la justice. Depuis, plus de 260 000 appelés provenant des nouveaux Länder ont déjà servi dans la *Bundeswehr*. Ils ont pu vivre concrètement ce que nous entendons par la métaphore du « citoyen en uniforme » et comment ces principes soulignent l'évidence et imprègnent l'esprit de la *Bundeswehr*. L'armée unifiée constitue un élément essentiel de la réunification de notre pays, laquelle fait partie du processus de réunification européen. Pour nous, elle constitue à la fois un acquis et un engagement pour l'avenir.

L'Europe en voie d'unification et la nouvelle OTAN marquent de leur empreinte les nouvelles missions de nos forces armées. La *Bundeswehr* était et est un des instruments de la politique allemande en matière de sécurité. La mission des forces armées s'est cependant diversifiée et, si on veut, politisée. Par sa mission de défense, la *Bundeswehr* garantit la sécurité. Par le biais de la coopération, principalement au sein de l'Alliance et avec les nouvelles démocraties d'Europe, elle favorise la stabilité. Dans le cadre des missions internationales, elle aide les peuples à vivre en paix.

La mission essentielle de la *Bundeswehr* demeure toutefois la défense des États et de l'alliance. En cas

De la protection de notre pays et de nos habitants reste donc l'une des missions essentielles de l'État.

Ten tweede is onze huidige vijand de instabiliteit. In de Balkan, de Kaukasus, het Nabije Oosten en Noord-Afrika tekenen de nationale, etnische en godsdienstige tegenstellingen zich alsmaar scherper af. Daar kunnen wij, in combinatie met fanatisme, terrorisme en het beschikken over moderne, ook nucleaire wapens, allen door bedreigd worden. Het eengeemaakte Duitsland heeft tot taak, samen met zijn bondgenoten en partners, voor de vrede en de stabiliteit in Europa te zorgen.

De beleidsveranderingen op het vlak van de veiligheid en de Duitse eenmaking lagen aan de basis van een verregaande hervorming van de *Bundeswehr*.

De omvang van de krijgsmacht werd verminderd : van 1,3 miljoen naar 680 000 soldaten in geval van verdediging, van 580 000 naar 340 000 soldaten in vredetijd. Alles samengeteld werden de strijdkrachten met ongeveer 35 % en het burgerpersoneel met ongeveer 32 % ingekrompen. Ten gevolge van die personeelsinkrimping werden alleen al in de bondsstaten meer dan 330 eenheden en kantoren opgedoekt.

Bovendien konden wij het verkorten van de legerdienst van twaalf naar tien maanden voorstaan, onder het motto : zo lang als het moet en zo kort als het kan. Dat waren wij onze jonge dienstplichtige burgers verschuldigd.

Terzelfdertijd werd het eenheidsleger ontwikkeld. In het eenheidsleger dienen soldaten die weinige jaren geleden nog als tot de tanden bewapende tegenstanders aan de Duits-Duitse grens stonden, nu een gemeenschappelijk doel van vrijheid en rechtvaardigheid. Ondertussen zijn reeds meer dan 260 000 dienstplichtigen uit de nieuwe bondsstaten soldaat geweest bij de *Bundeswehr*. Zij konden werkelijk meemaken wat wij onder de beeldspraak « staatsburgers in uniform » verstaan en hoe die principes vorm geven aan de vanzelfsprekendheid en de geest van de *Bundeswehr*. Het eenheidsleger is een zeer belangrijk element in de hereniging van onze landen. De eenmaking van Duitsland is een onderdeel van het Europese eenmakingsproces. Voor ons is ze net zo goed een verworvenheid als een verplichting voor de toekomst.

Het samengroeïende Europa en de nieuwe NAVO drukken hun stempel op de nieuwe opdrachten van onze strijdkrachten. De *Bundeswehr* was en is een instrument voor het Duitse veiligheidsbeleid — één van de vele. De opdracht van de strijdkrachten is echter veelzijdiger en — indien men wil — politieker geworden. Door haar verdedigingstaak waarborgt de *Bundeswehr* de veiligheid. Door samenwerking, vooral binnen het verbond en met de nieuwe democratische staten van Europa, bevordert zij de stabiliteit. In het raam van internationale opdrachten, helpt zij volkeren tot vrede te komen.

De essentiële opdracht van de *Bundeswehr* blijft echter de verdediging van de Staten en het bondge-

de mobilisation générale, nous représentons, avec 680 000 hommes, le plus gros contingent d'Europe centrale et dès lors l'épine dorsale de la défense de l'alliance. Basée sur le service militaire obligatoire, notre capacité de mobilisation constitue déjà en temps de paix un important facteur de stabilité en Europe. Elle constitue également pour nos alliés américains un signe de notre volonté de défense et une raison supplémentaire pour stationner des troupes en Europe, également à l'avenir. C'est la raison pour laquelle nous ne supprimons pas le service militaire ni la réserve.

Notre tradition de défense et de forces armées, qui a évolué depuis plus de quarante ans avec le citoyen en uniforme, est également importante pour les jeunes démocraties d'Europe centrale et orientale. La *Bundeswehr* a ainsi conclu des accords de coopération avec plus de 14 pays. L'essentiel est pour nous d'aider à la création d'une armée dans la démocratie. Dans la pratique, la coopération consiste essentiellement en des entretiens de haut niveau avec des délégations et des experts, en des exercices communs bilatéraux ou multilatéraux et en une aide à la formation. Nos partenaires nous demandent en outre des conseils en matière d'organisation des forces armées et de l'état-major ainsi que des ministères de la défense nationale et dans le domaine de l'armement. On demande également notre avis au sujet de la compatibilité avec les structures de l'OTAN et les alliances multinationales.

Nous encourageons le développement de structures militaires multinationales en Europe. Étant composé de troupes belges, allemandes, françaises, luxembourgeoises et espagnoles, l'Eurocorps est un modèle d'intégration militaire en Europe. Pour nous, la multinationalité va toutefois encore plus loin : par sa participation au corps germano-hollandais, au corps Landjut, au corps ACE de réaction rapide et aux deux corps germano-américains, l'armée allemande est quasi totalement intégrée dans des structures multinationales.

La multinationalité va plus loin que l'interopérabilité des alliances. Elle suppose l'intégration politique et structurelle des forces armées. Il est évident que pareille intégration demande du temps. Il n'est pas concevable d'effacer du jour au lendemain les divergences nationales sur le plan des conceptions de la défense et des philosophies et traditions en matière de commandement. La multinationalité est un processus graduel, fait de compromis lorsqu'ils sont possibles et du respect de nos différences nationales lorsque c'est nécessaire.

Elle suppose également la volonté de renoncer à certains usages. L'unification de l'Europe est à ce prix.

Une politique de sécurité axée sur la stabilité doit également offrir la possibilité de maîtriser les conflits et les crises. La *Bundeswehr* est confrontée à des exigences élevées dans les missions à l'étranger, d'autant plus qu'elle ne dispose pas pleinement des capacités, structures et équipements indispensables

nootschap. Bij volledige mobilisatie, brengen wij met 680 000 soldaten de grootste krijgsmacht van Centraal Europa, en daarmee de ruggengraat van de verdediging van het bondgenootschap, te been. Gebaseerd op de dienstplicht, is ons mobilisatievermogen reeds in vreedstijd een belangrijke factor voor de stabiliteit in Europa. Zij is voor onze Amerikaanse bondgenoten tevens een teken van onze wil tot verdediging en een bijkomende reden om ook in de toekomst strijdkrachten in Europa te legeren. Daarom schaffen wij de algemene dienstplicht en de reserve-dienst dus niet af.

Onze traditie van verdediging en krijgsmacht, die met de staatsburger in uniform meer dan veertig jaar geëvolueerd is, is ook voor de jonge democratieën van Midden-Oost-Europa van belang. Intussen heeft de *Bundeswehr* overeenkomsten tot samenwerking met meer dan 14 landen. Het zwaartepunt ligt voor ons in de hulp bij het uitbouwen van een krijgsmacht in de democratie. In de praktijk betekent samenwerking vooral gesprekken op hoog niveau met afvaardigingen en deskundigen, gemeenschappelijke bi- en multilaterale oefeningen en hulp bij de opleidingen. Bovendien vragen onze partners ook om raad bij de organisatie van de krijgsmacht en de militaire staf, de ministeries van landverdediging en op het vlak van de bewapening. Ook wat de compatibiliteit met de NAVO-structuren en multinationale bondgenootschappen betreft, wordt ons advies gevraagd.

Wij moedigen de ontwikkeling van multinationale krijgsmachtstructuren in Europa aan. Met zijn samenstelling uit Belgische, Duitse, Franse, Luxemburgse en Spaanse troepen staat het Eurokorps model voor de militaire integratie binnen Europa. Multinationaliteit gaat voor ons echter nog verder : met het Duits-Nederlandse korps, het Landjutkorps, het *ACE Rapid Reaction* korps en de twee Duits-Amerikaanse korpsen, gaat het Duitse leger bijna volledig in multinationale structuren op.

Multinationaliteit is meer dan de inter-operabiliteit binnen bondgenootschappen. Het is de politieke en structurele integratie van de strijdkrachten. Natuurlijk heeft dat zijn tijd nodig. De verschillende nationale opvattingen over verdediging, de filosofieën en tradities in verband met bevelvoering, kunnen niet van vandaag op morgen met elkaar in overeenstemming worden gebracht. Multinationaliteit is een stapsgewijs proces, waarbij men wanneer mogelijk compromissen sluit en wanneer noodzakelijk de nationale verschillen eerbiedigt.

Te dien einde is echter ook enige bereidheid vereist om van bepaalde gebruiken af te zien. Alleen zo zal Europa één worden.

Een veiligheidsbeleid dat stabiliteit nastreeft, moet er ook in slagen crisissituaties en conflicten in de hand te houden. De *Bundeswehr* dient bij buitenlandse missies aan hoge eisen te voldoen, te meer daar ze niet over alle noodzakelijke vaardigheden, manschappen en uitrustingen beschikt. Derhalve

dans ce cadre. Le gouvernement et le parlement se sont dès lors trouvés confrontés à un choix difficile chaque fois qu'ils ont été appelés à prendre une décision concernant l'intervention de la *Bundeswehr* dans le cadre de missions internationales de maintien de la paix. Les interventions de la *Bundeswehr* au Cambodge, en Somalie, en Géorgie, en Irak et dans l'ex-Yougoslavie ont été l'amorce d'une intervention permanente en situation de crise.

À l'avenir, la mission de l'armée consistera moins à défendre les frontières nationales qu'à participer à des interventions conjointes en cas de crise multinationale, afin de préserver la stabilité politique. Il va de soi que la capacité de défense reste et restera indispensable pour permettre à notre pays de conserver sa souveraineté, de mener une politique donnée et de conclure des alliances. Notre capacité de défense nous permet en effet également de faire preuve de flexibilité dans notre attitude en cas de crise ou lorsque notre pays est invité à participer à des missions internationales de maintien de la paix pour le compte des Nations Unies.

Notre armée est conçue de manière à ce qu'elle allie une certaine capacité de croissance à une aptitude à faire face aux situations de crise. Nos forces armées sont subdivisées en différentes catégories, que l'on peut distinguer sur le plan structurel en fonction de leur opérationnalité et leur disponibilité. Il s'agit des trois catégories suivantes :

- l'infrastructure militaire de base, à savoir les bâtiments scolaires, les hôpitaux, les dépôts;
- les principales troupes de défense en ordre subsidiaire;
- les forces armées à temps plein, qui sont engagées en temps de crise et qui comptent quelque 53 000 hommes.

Les forces qui sont engagées en temps de crise sont en premier lieu des « forces de la première heure », c'est-à-dire qu'elles assurent la défense du pays et de l'alliance. Elles veillent en second lieu à ce que les forces armées soient mobilisées et à ce que des effectifs suffisants soient disponibles en cas de crise. Enfin, ces forces peuvent aussi être mobilisées immédiatement pour accomplir des missions internationales de paix. Les principales troupes de défense peuvent également être engagées en grand nombre pour assurer la défense du pays et de l'alliance. Ces deux catégories de forces sont étroitement liées : les troupes qui sont engagées en temps de crise peuvent également toujours assurer le commandement des principales troupes de défense, — l'inverse est aussi vrai.

Une de nos principales missions consiste à *participer éventuellement à la gestion internationale d'une crise*. Nous voulons être en mesure de contribuer militairement, à court terme et de manière adéquate, à la capacité d'intervention de l'alliance et de l'Union de l'Europe occidentale en situation de crise. Nous veillons par conséquent progressivement à ce que les

hebben zowel regering als parlement steeds heel veel moeite ondervonden wanneer het een beslissing betrof waarbij de *Bundeswehr* voor internationale vredesmissies diende te worden ingezet. Met het optreden van de *Bundeswehr* in Cambodja, Somalië, Georgië, Irak en in het voormalige Joegoslavië, werd de eerste aanzet gegeven tot een permanente interventie in crisissituaties.

In de toekomst zal de verdediging van de eigen grenzen ongetwijfeld steeds vaker plaats ruimen voor een gezamenlijk optreden bij multinationale crisissituaties, met het oog op het in stand houden van de politieke stabiliteit. De verdedigingscapaciteit blijft vanzelfsprekend een noodzakelijke constante opdat ons land zijn soevereiniteit kan behouden, een bepaald beleid kan voeren en bondgenootschappen kan aangaan. Door onze verdedigingscapaciteiten kunnen wij ons namelijk tezelfdertijd flexibel opstellen in een crisissituatie of in geval onze inzet vereist wordt in het raam van internationale vredesmissies in opdracht van de Verenigde Naties.

Het conceptuele uitgangspunt van ons leger steunt op het samengaan van een zekere groeicapaciteit en een bepaalde aanleg om op crisissituaties in te spelen. Onze strijdkrachten worden in verschillende categorieën onderverdeeld die op structureel vlak onderscheiden worden naar gelang de inzetbaarheid en de beschikbaarheid ervan. Het gaat om drie verschillende categorieën :

- de militaire basisinfrastructuur, met name schoolgebouwen, ziekenhuizen, depots;
- de belangrijkste verdedigingsmanschappen in ondergeschikte orde;
- de voltijdse strijdkrachten die in crisissituaties worden ingezet en die uit om en bij 53 000 man bestaan.

De strijdkrachten die in crisissituaties worden ingezet, zijn in eerste instantie de « strijdkrachten van het eerste uur », zij die instaan voor de verdediging van het land en het bondgenootschap. Zij zorgen er in tweede instantie voor dat de strijdkrachten gemobiliseerd worden en dat er voldoende manschappen voorhanden zijn in geval van een crisissituatie. In laatste instantie zijn zij tevens de onmiddellijk beschikbare strijdkrachten voor internationale vredesmissies. De belangrijkste verdedigingsmanschappen kunnen tevens in grote getale ingezet worden voor de verdediging van het land en het bondgenootschap. Beide elementen zijn onderling met elkaar verknocht : de manschappen die tijdens crisissituaties worden ingezet kunnen ook steeds de leiding voeren over de belangrijkste verdedigingsmanschappen — dit geldt ook omgekeerd.

Een van onze belangrijkste opdrachten is *de mogelijke deelname aan het internationaal crisisbeheer*. We willen in staat zijn om op korte termijn en op gepaste wijze militair bij te dragen tot het vermogen van het bondgenootschap en van de West-Europese Unie om in crisissituaties op te treden. Derhalve zorgen wij er nu stapsgewijs voor dat de troepen

troupes soient prêtes à être mobilisées en temps de crise. À la fin de cette année, nous disposerons de 10 000 soldats. Les troupes devront être équipées en conséquence. Il conviendra d'accorder la priorité à l'information, à la technologie de l'information, à la possibilité d'effectuer des transports sur de longues distances, à la protection et à l'opérationnalité. Nous devons toutefois prendre à moyen terme les initiatives nécessaires en vue de moderniser nos principales troupes de défense.

Quant à l'exécution des missions des différentes forces armées, la priorité est également accordée aux capacités spécifiques. À l'armée, il s'agit de développer davantage les capacités de commandement, la mobilité et la mécanisation dans les airs, le soutien au combat et le soutien des troupes ainsi que les capacités de survie sur le théâtre des combats. À la force aérienne, il convient de développer et de maintenir les capacités de défense de l'espace aérien et défense antiaérienne, la capacité d'atteindre avec précision une cible éloignée et la capacité de transport aérien à moyenne et à longue distances. À la marine, il s'impose de poursuivre le développement de la guerre intégrée en mer, plus particulièrement de la guerre en surface en eaux profondes ou dans les eaux côtières, de la défense antiaérienne, de la défense anti sous-marine, ainsi que des capacités de commandement, de persévérance et d'endurance.

Ces bases conceptuelles ont été définies au cours des deux dernières années. Toutefois, les inévitables compressions budgétaires nous ont obligés à prendre des mesures pénibles lorsqu'il s'est agi de les mettre en œuvre. En dépit de toutes les économies, quatre volets essentiels ne sont pas remis en question : la structure et l'ampleur des forces armées, le service obligatoire, l'armée unique, la formation et le fonctionnement. Nous avons été contraints de compenser la perte de moyens financiers par des mesures n'excédant pas les limites des investissements. En dépit de ces contraintes, la capacité d'intervention en situation de crise est globalement garantie jusqu'en 2000.

La qualité de nos forces armées et leur aptitude à relever les nouveaux défis ne dépendent pas uniquement de structures et de systèmes d'armement. Les hommes au service de la *Bundeswehr* sont également importants à cet égard.

Quarante ans après l'enrôlement des premiers appelés, c'est avec fierté que nous constatons que les soldats appelés ont contribué de façon irremplaçable à permettre à notre pays de vivre la plus longue période de paix et de liberté de son histoire. Depuis le 1^{er} avril 1957, près de sept millions de miliciens sont passés dans les rangs de l'armée. Des centaines de milliers d'entre eux sont devenus réservistes à l'issue de leur service actif et restent fidèles à l'armée.

C'est notamment grâce à leur contribution que l'Allemagne a pu être réunifiée. Ils ont également contribué à faire de la *Bundeswehr* une armée forte,

paraat staan om in crisissituaties ingezet te worden. Op het einde van dit jaar zullen wij over 10 000 soldaten beschikken. De troepen moeten dienovereenkomstig uitgerust worden. Er dient voorrang te worden verleend aan voorlichting, informatietechnologie, de mogelijkheid om transporten over lange afstanden te verwezenlijken, bescherming en inzetbaarheid. Daarnaast moeten we echter ook op middellange termijn de nodige stappen zetten voor de modernisering van onze belangrijkste verdedigingstroepen.

Ook inzake de taakvervulling van de verschillende strijdkrachten wordt prioriteit verleend aan specifieke capaciteiten. Bij het leger gaat het erom de leidingscapaciteiten, de beweeglijkheid en de mechanisering in de lucht, de gevechts- en troepenondersteuning en ook de overlevingscapaciteiten op het strijdveld verder te ontwikkelen. Bij de *luchtmacht* moeten de luchtverdediging en de luchtafweer, het vermogen om vanop een afstand nauwkeurig een doelwit te raken en het luchtvervoer over middellange en lange afstand verder worden ontplooid en in stand gehouden. Bij de *marine* moeten de verenigde oorlogvoering op zee, in het bijzonder de bovenzeese oorlogvoering in diepe wateren of kustwateren, de luchtafweer, de onderzeedienst en het leidinggevende, het doorzettings- en volhardingsvermogen verder worden ontwikkeld.

Deze conceptuele grondslagen werden de jongste twee jaren vastgelegd. Bij de realisatie noopten de onvermijdelijke besnoeiingen in onze begroting echter tot pijnlijke ingrepen. Ondanks alle bezuinigingen worden vier hoekstenen niet in vraag gesteld : de structuur en omvang van de krijgsmacht, de dienstplicht, het eenheidsleger, de opleiding en werking. Wij waren gedwongen het kapitaalverlies op te vangen door ingrepen die binnen het bereik van de investeringen lagen. Desondanks is alles bij elkaar de capaciteit om in crisissituaties tussenbeide te komen gewaarborgd tot het jaar 2000.

De kwaliteit van onze strijdkrachten en hun bekwaamheid om de nieuwe uitdagingen het hoofd te bieden hangen niet alleen af van structuren en wapeningssystemen. Wat van belang is zijn de manschappen die bij de *Bundeswehr* in dienst zijn.

Veertig jaar nadat de eerste dienstplichtigen de kazernes binnentrokken, kunnen we trots vaststellen dat de dienstplichtige soldaten er op onvervangbare wijze toe hebben bijgedragen dat ons land momenteel de langste periode van vrede en vrijheid in zijn geschiedenis kent. Sinds 1 april 1957 zijn nagenoeg zeven miljoen dienstplichtige soldaten in het leger in dienst geweest. Honderdduizenden zijn na hun actieve dienstplicht reservisten geworden en blijven de krijgsmacht trouw.

Mede dankzij hun bijdrage werd de eenheid van Duitsland mogelijk gemaakt. Ook hebben ze ertoe bijgedragen dat de *Bundeswehr* een sterk leger werd,

qui jouit d'une réelle considération et d'une grande confiance en Allemagne et dans le monde entier.

La *Bundeswehr*, armée de conscrits, a déjà suffisamment prouvé qu'elle ne craignait pas la comparaison avec d'autres armées. Étant sainement composée de soldats de métier, de volontaires à court terme, de miliciens et de réservistes, la *Bundeswehr* est l'armée dont l'Allemagne aura besoin également à l'avenir.

Le service militaire obligatoire maintient en outre nos troupes en état d'activité. Près de la moitié de nos recrues chargées d'un commandement ou spécialisées sont des miliciens qui représentent toute une gamme de formations et de spécialisations professionnelles. Le service obligatoire est également un gage de jeunesse pour nos forces armées. L'âge moyen y est de 27 ans — les militaires de carrière ont en moyenne dix ans de plus. Nous sommes convaincus que service obligatoire et professionnalisme ne sont pas antinomiques.

Depuis le 1^{er} janvier 1996, nous avons instauré un service militaire complémentaire sur base volontaire de douze à vingt-trois mois. Cette mesure a remporté un grand succès auprès des miliciens. Nous prévoyons pour 1998 de disposer d'un groupe de 23 000 soldats dotés de ce statut qui seront susceptibles d'être engagés dans des interventions de crise.

Les recrues et les réservistes sont les principaux multiplicateurs dans la société. Le dialogue entre la population et l'armée de conscrits a contribué à dégager en Allemagne un consensus sur la politique nationale de sécurité et les missions nouvelles et plus larges des forces armées.

La conscription crée un lien entre la société et les forces armées. Une organisation dont près de la moitié des effectifs est remplacée chaque année, est certainement à l'abri de toute forme de figement et de limitation. L'évolution de la société pénètre l'armée et doit être assimilée intellectuellement par celle-ci. La *Bundeswehr* demeure vivante, innovatrice et ouverte. Le changement constant de personnel renforce la transparence de l'armée. Le service obligatoire rapproche les forces armées du citoyen. C'est ce que symbolise l'idéal du « citoyen en uniforme ».

Cet idéal a été, dès le début, aussi bien une philosophie de commandement militaire qu'un concept d'intégration sociale. Pendant le service armé, la dignité humaine joue un rôle central. C'est la raison pour laquelle le soldat jouit en principe des mêmes droits civils et politiques que n'importe quel citoyen, y compris le droit d'exercer une activité politique. Le soldat possède le droit de vote actif et passif.

Un soldat peut briguer un mandat dans un conseil communal ou régional, dans un parlement d'État, au Parlement fédéral ou au Parlement européen. Si sa candidature aux élections est admise, le soldat ne peut être muté jusqu'au jour de l'élection. Il peut solliciter jusqu'à deux mois de congé exceptionnel pour la campagne électorale. Pendant les élections, il

dat hier bij ons en overal ter wereld aanzien en vertrouwen geniet.

Het *dienstpflichtigenleger Bundeswehr* heeft vaak genoeg bewezen dat het niets te vrezen heeft van een vergelijking met andere legers. Met zijn gezonde mengeling van beroepssoldaten en kort verband vrijwilligers, dienstplichtigen en reservisten, is de *Bundeswehr* het leger dat Duitsland ook in de toekomst nodig heeft.

Bovendien houdt de dienstplicht onze strijdkrachten actief. Zowat de helft van onze leidinggevende- en specialistenrekruten komen uit dienstplichtigen die beschikken over een heel gamma van opleidings- en beroepskwalificaties. Tevens houdt de dienstplicht de strijdkrachten jong. De gemiddelde leeftijd ligt rond de 27 jaar — beroepsmilitairen zijn gemiddeld tien jaar ouder. We zijn ervan overtuigd dat dienstplicht en professionaliteit geen tegengestelden zijn.

Sinds 1 januari 1996 hebben we een aanvullende vrijwillige legerdienst van twaalf tot drieëntwintig maanden ingevoerd. De respons bij de dienstplichtigen ligt hoog. Zo voorzien we, voor 1998, een groep van 23 000 soldaten met deze status voor tussenkomsten in crisissituaties.

Rekruten en reservisten zijn de belangrijkste multiplicatoren in de maatschappij. De dialoog tussen de bevolking en het leger van dienstplichtigen heeft ertoe bijgedragen dat in Duitsland een consensus is ontstaan over het nationale veiligheidsbeleid en de nieuwe, ruimere opdrachten van de strijdkrachten.

Het dienstplichtigenleger legt de link tussen maatschappij en strijdkrachten. Een organisatie waar jaarlijks zowat de helft van het personeelsbestand wordt vervangen, is zeker gevrijwaard van verstarring en begrenzing. Elke maatschappelijke ontwikkeling wordt in het leger geïntroduceerd en moet intellectueel worden verwerkt. De *Bundeswehr* blijft levendig, innovatief en open. De voortdurende personeelsswissel maakt de strijdkrachten transparanter. De dienstplicht zorgt voor strijdkrachten die dicht bij de burger staan. Dat is waar het ideaal van « de staatsburger in uniform » voor staat.

Dat ideaal was van in het begin zowel een militaire leiderschapsfilosofie als een maatschappelijk integratieconcept. De menselijke waardigheid staat tijdens de dienstplicht van de strijdkrachten in het middelpunt. Vandaar dat de soldaat in principe dezelfde burgerrechten heeft als om het even welke andere staatsburger. Daartoe behoort ook het recht op een politieke activiteit — de soldaat geniet actief en passief kiesrecht.

Een soldaat die een mandaat in een gemeente- of gewestraad, in een deelstaatsparlement, het bondsparlement of het Europees Parlement nastreeft, mag dat ook doen. Indien zijn kandidatuur tot de verkiezingen wordt toegelaten, mag de soldaat tot aan de verkiezingsdag niet worden overgeplaatst. Hij kan tot twee maanden uitzonderingsverlof aanvragen

doit toutefois remplir ses obligations de soldat. Cela signifie ne pas organiser de campagnes électorales pendant le service et ne pas assister en uniforme à des meetings électoraux. Ces réglementations ont prouvé leur utilité.

Le service militaire obligatoire a toujours requis de nouvelles mesures en matière de transparence, d'innovation et de pouvoir d'attraction des forces armées. Cela ne nous a certainement pas fait de tort. Au contraire, nous en avons tiré avantage : la *Bundeswehr* dispose aujourd'hui d'un système d'instruction et de formation particulièrement exigeant, d'une culture d'entreprise et de commandement moderne — caractérisée par une direction interne —, d'un recrutement bien assuré et d'une stratégie transparente. C'est une bonne base pour relever de nouveaux défis.

La préparation et le développement des forces armées du 21^e siècle demande de l'intuition et de la perspicacité. Grâce à notre capacité de croissance et à nos possibilités de réagir à des situations de crise, nous voulons contribuer de manière substantielle aux capacités de la nouvelle OTAN et à la politique européenne en matière de sécurité et de défense. Tant sur le plan quantitatif que sur le plan qualitatif, nos forces armées devraient contribuer de manière adéquate à l'équilibre européen en matière de sécurité.

La motivation et la mentalité des forces armées ont également leur importance. Si l'unification européenne est basée sur la dignité humaine, la liberté et un État de droit, ces principes doivent se refléter également au sein des forces armées. L'armée de miliciens et l'idéal du citoyen en uniforme constituent à cet effet une bonne base.

La phrase célèbre de Scharnhorst, selon laquelle « l'habitant d'un pays en est le défenseur né » est également valable dans le contexte européen. Elle veut dire que l'Europe ne pourra compter sur des « défenseurs nés » que lorsqu'ils seront respectés comme soldats et pris au sérieux comme citoyens libres. Ce sentiment d'être respecté et pris au sérieux est tout aussi indispensable à la future identité européenne en matière de sécurité et de défense qu'à une organisation de sécurité euro-atlantique.

3.2. Discussion

A. Questions et observations des membres

— Quelles sont les menaces auxquelles l'Europe, l'Allemagne seront confrontées au 21^e siècle ? Quelle armée y opposer et les miliciens ont-ils aussi un rôle à jouer à cet égard ?

— Quel est en fait le rôle d'un secrétaire d'État parlementaire ?

— Combien de militaires de carrière, de miliciens, de réservistes et de citoyens sont-ils actuellement en

pour vérkiezingsevenementen. Tijdens de verkiezingen moet hij alleszins zijn plichten als soldaat in acht nemen. Dit wil zeggen, geen verkiezingscampagnes organiseren tijdens de dienst en geen verkiezingsmeetings bijwonen in uniform. Deze reglementeringen hebben hun nut bewezen.

De dienstplicht heeft steeds weer maatregelen gevergd inzake doorzichtigheid, innovatie en aantrekkingskracht van de strijdkrachten. Dit heeft ons zeker geen schade berokkend. In tegendeel, wij hebben er voordeel uitgehaald : de *Bundeswehr* beschikt vandaag over een bijzonder veeleisend opleidings- en vormingssysteem, een moderne ondernemings- en leiderschapscultuur — gekenmerkt door een interne leiding — en een zelfbewuste recrutenwerving en een doorzichtig beleid. Dit is een goede basis om het hoofd te bieden aan de nieuwe uitdagingen.

Het voorbereiden en ontwikkelen van de strijdkrachten van de 21^e eeuw vraagt visie en inzicht. Met onze groeicapaciteit en onze mogelijkheid om op crisissituaties te reageren, willen we een substantiële bijdrage leveren tot de capaciteiten van de nieuwe NAVO en het Europese veiligheids- en verdedigingsbeleid. Onze strijdkrachten zullen op kwantitatief en kwalitatief vlak het gepaste gewicht bij de Europese veiligheidsbalans voegen.

Daarbij zijn ook de motivatie en de gemoedsgesteldheid van de strijdkrachten belangrijk. Als de Europese éénwording is gebaseerd op menswaardigheid, vrijheid en een rechtsstaat, moeten deze principes zich ook binnen de strijdkrachten weerspiegelen. Het dienstplichtingenleger en het ideaal van de staatsburger in uniform bieden hiervoor een goede basis.

De beroemde zin van Scharnhorst, dat « de ingezetene van een land de geboren verdediger ervan is », geldt ook in de Europese context. Het wil zeggen dat Europa pas op « geboren verdedigers » zal kunnen rekenen wanneer ze als soldaat worden gerespecteerd en als vrije burger ernstig worden genomen. Dit zelfbewustzijn is voor de toekomstige Europese identiteit inzake veiligheid en verdediging net zo onontbeerlijk als voor een Europees-Atlantische veiligheidsorganisatie.

3.2. Bespreking

A. Vragen en opmerkingen van de leden

— Welke zijn de bedreigingen waarmee Europa, Duitsland zullen worden geconfronteerd in de 21^e eeuw ? Welk leger moet daartegenover staan en hebben dienstplichtigen daarbij ook een rol te vervullen ?

— Wat is eigenlijk de rol van een parlementaire staatssecretaris ?

— Hoeveel beroepsmilitairen, dienstplichtigen, reservisten en burgers zijn er momenteel in dienst

service dans l'armée allemande ? Combien de personnes peuvent-elles être mobilisées ?

— Le *Bundestag* a adopté une pétition sur la base militaire belge de Vogelsang. Que signifie l'adoption d'une telle pétition, quels en sont les effets ?

— Un des aspects moins positifs du service militaire est le montant limité de la solde. À combien s'élève-t-elle dans l'armée allemande ? L'obligation de milice s'applique-t-elle seulement aux hommes ?

— En Belgique, les tâches imposées aux miliciens n'ont pas toujours constitué pour eux des expériences très positives. Est-ce aussi le cas en Allemagne ? Quelles tâches leur confie-t-on ?

— Le statut d'objecteur de conscience existe-t-il en Allemagne et quel pourcentage de miliciens opte pour celui-ci ?

— Quels liens y a-t-il en Allemagne entre l'armée et le monde économique ?

— Y a-t-il une collaboration avec l'industrie de l'armement ? Au terme de leur carrière, les militaires peuvent-ils exercer sans problème une fonction dans l'industrie de la défense ?

— Quels sont les droits politiques des militaires ? Peuvent-ils devenir conseiller communal, échevin ou bourgmestre ?

— Que pense le secrétaire d'État des agences européennes pour l'acquisition en commun de matériel de défense ?

— Y a-t-il en Allemagne un organe chargé d'inventorier les besoins en matériel de l'armée et cet organe est-il composé de militaires ou compte-t-il aussi des civils ?

— Quelle est la durée de la carrière des militaires de carrière et ont-ils la possibilité de se reconvertir dans la fonction publique ou dans le monde économique ?

— Quelle est la proportion entre les investissements, les dépenses de personnel, les frais de fonctionnement, etc., ventilée selon les forces ?

— Quelles conséquences peuvent avoir les divergences de vues entre la Turquie et la Grèce pour la défense européenne ?

B. Réponses de M. Kl. Rose

— La menace la plus pressante qu'il y avait pendant la Guerre froide a disparu, ainsi que, de ce fait, la nécessité de pouvoir mobiliser à court terme. Il y a actuellement une coopération entre l'OTAN et la Russie.

Les menaces qui existent encore sont liées à l'instabilité dans certaines régions : les Balkans, certains pays du Maghreb et le Proche-Orient. Il s'agit de développer une présence militaire stable au centre de l'Europe. Bien entendu, il faut également rechercher la stabilité par des moyens politiques, économiques et sociaux.

Pour les 80 millions d'Allemands, 340 000 soldats ne sont pas de trop pour contribuer à maintenir cette stabilité. Il est en outre impossible de réduire encore

van het Duitse leger ? Hoeveel personen zijn er mobiliseerbaar ?

— In de *Bundestag* is een petitie goedgekeurd over de Belgische militaire basis van Vogelsang. Wat betekent de goedkeuring van een dergelijke petitie, welke zijn de gevolgen ?

— Een van de minder positieve aspecten van de dienstplicht is de geringe vergoeding, hoeveel bedraagt die in het Duitse leger ? Zijn enkel mannen dienstplichtig ?

— In België waren er eerder slechte ervaringen van de dienstplichtigen met de uit te voeren taken, is dit ook in Duitsland het geval ? Welke taken krijgen zij toebedeeld ?

— Bestaat er in Duitsland een statuut voor gewetensbezwaarden en hoeveel percent van de dienstplichtigen maken er gebruik van ?

— Welke banden bestaan er in Duitsland tussen het leger en de economische wereld ?

— Wordt er samengewerkt met de bewapeningsindustrie ? Kunnen militairen na hun loopbaan ongehinderd overstappen naar de defensieindustrie ?

— Welke zijn de politieke rechten van de militairen ? Kunnen zij gemeenteraadslid, schepen of burgemeester worden ?

— Wat is de mening van de staatssecretaris over de Europese agentschappen voor de gezamenlijke verwerving van defensiematerieel ?

— Bestaat er in Duitsland een orgaan dat belast is met het toezicht op inventaris van de materieelbehoeften van de krijgsmacht en is dit samengesteld uit militairen of hebben er ook burgers zitting in ?

— Hoelang duurt de loopbaan van de beroepssoldaten en zijn er mogelijkheden om over te stappen naar de ambtenarij of naar de economische wereld ?

— Hoe is de verhouding tussen investeringen, personeelsuitgaven, werkingskosten enz. opgedeeld volgens de machten ?

— Welke gevolgen kunnen de meningsverschillen tussen Turkije en Griekenland hebben voor de Europese defensie ?

B. Antwoorden van de heer Kl. Rose

— De meest acute bedreiging die bestond tijdens de Koude Oorlog is weggefallen en daarmee ook de noodzaak om op korte termijn te kunnen mobiliseren. Er is momenteel zelfs samenwerking tussen de NAVO en Rusland.

De bedreigingen die nog bestaan zijn verbonden met de instabiliteit in sommige regio's : de Balkan, sommige Maghreblanden en het Nabije Oosten. Het komt er op aan in het centrum van Europa een stabiele militaire aanwezigheid uit te bouwen. Natuurlijk moet ook met politieke, economische en sociale middelen naar stabiliteit gestreefd worden.

Voor de 80 miljoen Duitsers zijn 340 000 soldaten niet teveel om deze stabiliteit te helpen handhaven. Het is bovendien niet mogelijk dit aantal nog te

ce nombre sans compromettre l'aide militaire américaine. Aux États-Unis, on se demanderait en effet pourquoi on a encore besoin de soldats américains en Europe, si les Européens ne fournissent plus d'effort pour leur propre défense.

Le nombre de militaires américains est actuellement d'environ 100 000 et les Allemands souhaitent maintenir cette présence, même abstraction faite des avantages économiques qu'offre cette présence et qui font que les bourgmestres appartenant à diverses tendances politiques sont favorables à celle-ci.

— Parmi ces 340 000 soldats, il y a 200 000 militaires de carrière et 135 000 miliciens.

Le reste est constitué de réservistes, d'attachés militaires, etc. 53 000 d'entre eux, répartis dans presque toutes les unités, constituent une force d'intervention en cas de crise. Entre 125 000 et 130 000 citoyens sont au service de l'armée.

— Les miliciens sont chauffeurs de chars d'assaut ou de camions ou fantassins, ou remplissent des tâches qui s'apparentent autant que possible à leur formation professionnelle. C'est pourquoi ils sont testés au préalable afin de connaître le mieux possible leurs aptitudes.

Reste à savoir s'il se justifie d'enrôler des miliciens lorsqu'il n'y a plus de menace; c'est un choix que la population doit faire et qui est par exemple comparable au choix de constituer un corps de pompiers volontaires.

Une armée de métier coûte plus cher parce qu'il faut payer plus pour toutes les tâches citées.

En ce qui concerne la solde des miliciens, celle-ci est plutôt basse et s'élève à environ 600 DM par mois. La question est cependant de savoir si, rapportés à une carrière complète, les dix mois de service militaire ont une incidence telle qu'il faille considérer cette solde comme insuffisante. Le service militaire reste un service à la collectivité que l'on exige de tout jeune homme, par exemple aussi d'un footballeur de haut niveau. Les femmes ne doivent pas faire de service militaire. Des exemptions sont prévues dans certains cas, par exemple quand un ou plusieurs frères ont accompli leur service. La modicité de la solde est cependant compensée pour ceux qui choisissent de se rengager. Ils peuvent percevoir pendant 23 mois au maximum, une rémunération mensuelle non imposable de 1 200 DM, ce qui représente quand même un montant considérable pour beaucoup.

— Le service militaire est inscrit dans la Constitution, mais les objecteurs de conscience ont la possibilité d'effectuer un service civil. Par le passé, les objecteurs de conscience étaient soumis à une enquête rigoureuse, mais ce n'est plus le cas actuellement. Le quota du service civil est d'environ 30 %.

— Les droits politiques des militaires sont multiples. Les militaires sont considérés comme des citoyens en uniforme et peuvent dès lors être candidats aux élections et devenir conseillers communaux. Dès qu'ils sont élus au parlement, ils doivent quitter

reduceren zonder de Amerikaanse militaire steun in het gedrang te brengen. In de Verenigde Staten zou dan immers de vraag worden gesteld waarom nog Amerikaanse soldaten nodig zijn in Europa, wanneer de Europeanen zelf geen inspanning meer leveren voor hun eigen defensie.

Het aantal Amerikaanse militairen bedraagt momenteel ongeveer 100 000 en de Duitsers wensen deze aanwezigheid te behouden, zelfs afgezien van de economische voordelen van deze aanwezigheid die maken dat de burgemeesters van diverse politieke strekkingen voorstanders zijn van deze aanwezigheid.

— Van de 340 000 soldaten zijn er 200 000 beroepsmilitairen en 135 000 dienstplichtigen.

De rest bestaat uit reservisten, militaire attaches enz. 53 000 van hen verspreid over zowat alle eenheden vormen een crisisinterventiemacht. Er zijn tussen de 125 000 en 130 000 burgers in dienst van de krijgsmacht.

— De dienstplichtigen zijn tank- of vrachtwagenchauffeurs of infanteristen of vervullen taken die zo goed mogelijk aansluiten bij hun beroepsopleiding. Daarom worden zij vooraf getest om zo goed mogelijk hun bekwaamheden te kennen.

De vraag blijft of het te verdedigen is om dienstplichtigen in te zetten wanneer er geen bedreiging meer is, het is een keuze die de bevolking moet maken en valt te vergelijken met de keuze voor bijvoorbeeld een vrijwillig brandweerkorps.

Een beroepsleger is duurder omdat voor al de genoemde taken meer moet worden betaald.

Wat de vergoeding van de dienstplichtigen betreft die is inderdaad eerder laag en bedraagt ongeveer 600 DM per maand. De vraag is echter of op een volledige loopbaan gezien, de 10 maanden legerdienst zo zwaar doorwegen dat deze vergoeding onvoldoende zou zijn. Het blijft een dienst aan de gemeenschap die van iedere jonge man, bijvoorbeeld ook een topvoetballer gevraagd wordt. Vrouwen dienen geen legerdienst te vervullen. In sommige gevallen zijn er wel vrijstellingen, bijvoorbeeld sommige broederdiensten. De lage vergoeding wordt wel gecompenseerd voor diegenen die wensen bij te tekenen. Zij kunnen gedurende maximum 23 maanden een belastingvrije maandelijks vergoeding ontvangen van 1 200 DM wat voor velen toch een aanzienlijk bedrag vertegenwoordigt.

— De dienstplicht is opgenomen in de Grondwet, maar voor de gewetensbezwaarden bestaat de mogelijkheid om burgerdienst te verrichten. Vroeger werden de gewetensbezwaarden aan een streng onderzoek onderworpen doch dat is nu niet meer het geval. Het quotum voor burgerdienst is ongeveer 30 %.

— Wat betreft de politieke rechten van de militairen, die zijn veelvuldig. Militairen worden beschouwd als burgers in uniform en kunnen dus kandidaat zijn bij verkiezingen en gemeenteraadslid worden. Zodra zij verkozen zijn als parlements lid

leurs fonctions à l'armée. Ils ne peuvent pas faire de propagande électorale dans les casernes, mais s'ils sont candidats aux élections communales, ils ne peuvent plus être mutés, ceci afin qu'ils puissent exercer leur mandat s'ils sont élus.

À l'instar des fonctionnaires et des enseignants, les militaires doivent reconnaître le régime démocratique. Les extrémistes n'ont donc pas leur place dans l'armée.

Au parlement, il s'exerce un contrôle très strict sur chaque incident qui pourrait avoir des relents d'extrême droite.

— En ce qui concerne les militaires de carrière, on établit une distinction entre les temporaires (engagés pour 4, 8 ou 12 ans) et les véritables militaires de carrière qui font toute leur carrière à l'armée. Au cours des deux dernières années de leur terme, les temporaires ont la possibilité de suivre des formations et peuvent faire appel à un bureau de placement en vue de leur insertion dans la vie professionnelle. Les militaires de carrière peuvent déjà prendre leur retraite à 52 ans et, dans certains cas, lorsqu'il fallait réduire l'effectif des forces armées, ils ont même pu partir plus tôt en bénéficiant d'une importante indemnité de départ. Pour les généraux, l'âge de la retraite est de 60 ou 62 ans.

— En ce qui concerne les traitements, un général gagne à peu près autant qu'un juge, c'est-à-dire quelque 12 000 DM brut par mois, un lieutenant gagne 6 000 DM par mois et un soldat de première classe de 1 600 à 1 700 DM. Il y a environ 80 généraux en service dont cinq généraux quatre étoiles.

— Pour certaines fonctions telles que, par exemple, certains pilotes d'essai, il existe en effet le problème de passage à l'industrie de défense. Des mesures restrictives sont prévues à leur égard et il existe un organe spécial au sein de l'armée qui joue le rôle d'intermédiaire et vérifie si le passage au secteur privé est possible. Les règles applicables en la matière sont rigoureuses, de sorte qu'un tel passage au secteur privé n'est pas aisé. En fait, celui qui a passé de nombreuses années à l'armée ne devrait pas pouvoir passer de l'autre côté.

— La fonction de secrétaire d'État parlementaire est comparable à celle de *junior minister* en Grande-Bretagne : c'est un membre du parlement qui représente le ministre au parlement, répond aux questions parlementaires, assiste aux réunions de commission à la place du ministre, en l'occurrence, aux réunions des commissions de la Défense et du Budget.

— En ce qui concerne le champ de manœuvres de l'armée belge à Vogelsang, il y a lieu d'observer que le gouvernement allemand souhaite donner un caractère permanent à la présence belge. La commission des Pétitions est un organe parlementaire et le droit de déposer des pétitions est réglé par la Constitution. L'approbation de la pétition en commission n'a toutefois pas force obligatoire pour le gouvernement. L'assemblée plénière du *Bundestag* doit encore se pro-

dienner leur fonction in het leger op te geven. Zij mogen geen verkiezingspropaganda voeren binnen de kazernes, maar wanneer zij kandidaat zijn voor gemeenteraadsverkiezingen kunnen zij niet meer worden overgeplaatst opdat zij hun mandaat zouden kunnen opnemen.

Voor de militairen geldt wel zoals ook voor ambtenaren en leraars dat zij het algemeen democratisch bestel moeten erkennen. Extremisten zijn dus niet op hun plaats in het leger.

In het parlement wordt bijvoorbeeld zeer streng toegezien op ieder incident dat zou kunnen wijzen op rechts extremisme.

— Wat de beroepsmilitairen betreft wordt onderscheid gemaakt tussen tijdelijken (voor 4, 8 of 12 jaar) en de echte beroepsmilitairen die hun ganse loopbaan bij het leger doorbrengen. De tijdelijken krijgen tijdens de laatste twee jaar van hun diensttijd de kans om bepaalde opleidingen te volgen en kunnen een beroep doen op een plaatsingsbureau, met het oog op hun inschakeling in het beroepsleven. Beroepsmilitairen kunnen reeds vanaf 52 jaar met pensioen en in sommige gevallen wanneer een vermindering van de strijdkrachten mocht worden doorgevoerd, zelfs vroeger, met een gouden handdruk. Voor generaals is de pensioenleeftijd 60 of 62 jaar.

— Wat de wedden betreft, een generaal verdient ongeveer zoveel als een rechter, dat is ongeveer 12 000 DM bruto per maand, een luitenant verdient 6 000 DM per maand en een soldaat eerste klasse 1 600-1 700 DM. Er zijn ongeveer 80 generaals in dienst, waarvan 5 viersterrengeneraals.

— Voor sommige functies, zoals bijvoorbeeld sommige testpiloten stelt zich inderdaad het probleem van de overgang naar de defensie-industrie. Voor hen zijn er beperkende maatregelen voorzien en is er een speciaal orgaan van het leger dat bemiddelt en dat nagaat of de overgang mogelijk is. Er zijn strenge regels van toepassing zodat een dergelijke overstap niet gemakkelijk gebeurt. Eigenlijk zou wie lange tijd in het leger gediend heeft niet naar de andere kant mogen overstappen.

— De functie van parlementair staatssecretaris valt te vergelijken met die van *junior minister* in Groot-Brittannië : het is een parlamentslid dat de minister vertegenwoordigt bij het parlement, antwoordt op parlementaire vragen en ook in de commissies aanwezig is in plaats van de minister, in dit geval de commissies van Defensie en Begroting.

— Wat betreft de oefenterreinen van het Belgisch leger in Vogelsang dient er op te worden gewezen dat de Duitse regering de aanwezigheid van de Belgen wenst te bestendigen. De commissie voor de Verzoekschriften is een parlementair orgaan en het recht op het indienen van verzoekschriften is grondwettelijk geregeld. De goedkeuring van de petitie in de commissie is evenwel niet bindend voor de regering. De plenaire vergadering van de *Bundestag* moet zich

noncer et si une pétition est approuvée, il en va différemment. Il est toutefois loin d'être sûr que l'assemblée plénière, au sein de laquelle les intérêts en jeu sont différents de ceux qui se manifestent en commission, votera de la même manière.

— Le lien entre les forces armées et l'industrie de la défense est évident, même si les dépenses militaires diminuent. Il y a une forte synergie entre les développements technologiques dans l'industrie de la défense et ceux dans l'industrie civile. De plus, le ministère de la Défense et les parlementaires spécialisés doivent entretenir des contacts étroits avec l'industrie pour se tenir au courant des derniers développements technologiques, afin que l'équipement ne soit pas dépassé.

— En ce qui concerne les agences européennes pour les achats groupés de matériel militaire, il y a lieu de noter qu'il faudra encore engranger beaucoup d'expérience et de nombreuses connaissances afin d'atteindre l'objectif poursuivi. Citons, plus particulièrement, le très controversé projet *Eurofighter*.

Du côté politique, on préfère évidemment investir dans le secteur social ou médical plutôt que dans la défense. Le lobby américain fait en outre valoir que les avions de combat américains sont moins chers et néanmoins plus modernes. L'Europe a donc encore beaucoup de chemins à faire avant de pouvoir réaliser une véritable coordination.

Tout d'abord, il faut réaliser la consolidation et la concentration au niveau national.

— En ce qui concerne les problèmes des Grecs et des Turcs, l'Allemagne a des liens historiques avec les deux pays sur divers plans. Il faut tout d'abord noter que l'appartenance des deux pays à l'OTAN a permis de limiter quelque peu les problèmes. Pour le reste, l'intervenant ne peut se prononcer sur ce problème, l'Allemagne ne tenant certainement pas à prendre parti pour l'un ou l'autre pays dans ces conflits.

— En ce qui concerne le contrôle sur l'inventaire permanent des besoins en matériel, il y a au sein du ministère de la Défense un service chargé de l'équipement de l'armée et il existe aussi toute une série d'instances semi-officielles qui s'occupent de l'évaluation technologique de l'équipement. Ainsi, il y a l'Académie de la sécurité, qui est en partie financée à l'aide de moyens provenant du budget de la défense et toute une série d'autres instances de contrôle. Il n'existe pas de véritable organe de contrôle officiel; les autorités politiques doivent rassembler tous les avis et faire le bon choix sur la base de ceux-ci.

— En ce qui concerne les dépenses de la Défense, celles-ci s'élèvent à 46 milliards de DM et représentent environ 10 % des dépenses globales. De ce montant, 51,5 % sont affectés aux dépenses de personnel. Les investissements représentent environ 22,5 %, mais une part importante de ce montant sert à l'entretien et à la maintenance du matériel. Les véritables investissements ne représentent que 7 à 8 milliards de DM par an.

nog uitspreken, en mocht daar ook de petitie worden goedgekeurd, dan liggen de zaken natuurlijk anders. Het is echter lang niet zeker dat in de plenaire vergadering, waar andere belangen spelen dan in de commissie, op dezelfde manier zal worden gestemd.

— De band tussen de strijdkrachten en de defensie-industrie is evident al lopen de militaire bestedingen terug. Er is een sterke synergie tussen de technologische ontwikkelingen in de defensie-industrie en die in de op de burgermaatschappij gerichte industrie. Bovendien moet het ministerie van Defensie en de gespecialiseerde parlementairen nauw contact houden met de industrie om op de hoogte te blijven van de nieuwste technologische ontwikkelingen, teneinde de uitrusting op peil te houden.

— Wat betreft de Europese agentschappen voor de gezamenlijke aankoop van militair materieel dient te worden opgemerkt dat nog heel wat ervaring en kennis nodig zal zijn om tot een juiste ontwikkeling te komen. Meer in het bijzonder kan worden verwezen naar de zeer omstrede *Eurofighter*.

Van politieke zijde doet men natuurlijk liever investeringen in de sociale of de medische sector dan in defensie. Bovendien wordt vanuit de Amerikaanse lobby gewezen op de goedkopere en toch reeds modernere Amerikaanse gevechtsvliegtuigen. Europa heeft dus nog een omvangrijke opdracht te vervullen vooraleer echte coördinatie zal verwezenlijkt zijn.

Om te beginnen moet op nationaal vlak consolidatie en concentratie worden tot stand gebracht.

— Wat betreft de problemen van de Grieken en de Turken, Duitsland heeft met beide landen historische banden op velerlei vlakken. Allereerst dient er op gewezen dat het lidmaatschap van de NAVO van beide Staten toegelaten heeft de problemen enigszins binnen de perken te houden. Voor het overige kan spreker zich niet over dit probleem uitspreken, Duitsland wenst in deze conflicten zeker geen partij te kiezen.

— Wat betreft het toezicht op de permanente inventaris van de materieelbehoeften is er binnen het ministerie van defensie een afdeling belast met de uitrusting van het leger enook een ganse reeks van semi-officiële instanties houdt zich bezig met de technologische evaluatie van de uitrusting. Zo is er de Veiligheidsacademie die gedeeltelijk gefinancierd wordt met middelen uit de defensiebegroting en nog een ganse reeks andere controle-instanties. Er is geen echt officieel controleorgaan, de politieke overheid dient alle adviezen samen te brengen en op die basis de juiste keuze te maken.

— Wat de defensieuitgaven betreft, die bedragen met 46 miljard DM ongeveer 10 % van de totale uitgaven. Daarvan zijn 51,5 % bestemd voor personeelsuitgaven. De investeringen beslaan ongeveer 22,5 %, maar een groot deel ervan zijn bestemd voor het onderhoud en de instandhouding van het materieel. De echte investeringen bedragen slechts 7-8 miljard DM per jaar.

4. M. GAUDIN, journaliste, dd. 5 juin 1997

4.1. *Exposé***Point de vue sur la politique d'information extérieure de la Défense nationale et l'image des forces armées**

L'orateur précise qu'il va présenter un exposé sur le thème de « la politique d'information extérieure de la Défense et l'image des forces armées ». Il tient à préciser qu'il s'exprime à titre strictement personnel, comme observateur attentif de la politique de défense et de sécurité et non comme journaliste d'une agence de presse, une fonction dans laquelle il se doit de faire preuve de la plus stricte neutralité et d'une objectivité constante.

Il souhaite faire la distinction entre la politique d'information extérieure de la Défense, qui concerne directement le journaliste et l'image des forces armées qui relève plutôt des efforts des différentes composantes de l'armée en matière de relations publiques. Il faut reconnaître que les deux sont étroitement liées, comme le prouve l'effet sur l'opinion publique de récentes révélations de la presse sur des agissements attribués à des militaires belges en Somalie.

Dans une démocratie, le rôle de la presse, parfois qualifiée de « quatrième pouvoir », est essentiel pour permettre à la population de se faire une opinion. Et certainement sur des sujets traitant de la Défense nationale, qui reste l'une des tâches premières de tout État.

Mais cela donne également aux journalistes, en tant que citoyens, l'obligation de rapporter de manière rapide mais complète, critique mais responsable des activités, des mutations et des problèmes de l'armée. Celle-ci absorbe, c'est parfois utile de le rappeler, chaque année une petite centaine de milliards de francs du budget fédéral. De par son champ d'activité, la Défense nationale est une très vaste matière, pour ses gestionnaires, mais aussi pour la presse. Ce qui signifie que la couverture médiatique de ce vaste secteur s'étend des questions politico-stratégiques — comme les nouvelles missions dévolues à l'OTAN ou le développement opérationnel de l'UEO — à des sujets très terre à terre — comme les accidents de la route ou aérien — voire humain, comme les problèmes de personnel ou de consommation de drogue. Mais toutes ces questions sont liées, interdépendantes, car la perte d'un C-130, par exemple, limite les capacités de déploiement des forces belges lors de missions à l'étranger alors que l'achat d'un appareil de remplacement nécessite une longue

4. De heer GAUDIN, journalist, dd. 5 juni 1997

4.1. *Uiteenzetting***Standpunt inzake het extern communicatiebeleid van Landsverdediging en het imago van de krijgsmacht**

De spreker stipt aan dat hij het in zijn uiteenzetting zal hebben over het thema « het extern communicatiebeleid van Landsverdediging en het imago van de krijgsmacht ». Hij vestigt er de aandacht op dat hij zijn strikt persoonlijke mening te kennen geeft als attente observator van het beleid inzake landsverdediging en veiligheid, en niet als journalist bij een persbureau, aangezien hij in die functie blijk moet geven van de meest strikte neutraliteit en van een permanente objectiviteit.

Hij wenst een onderscheid te maken tussen enerzijds het extern communicatiebeleid van Landsverdediging, wat de journalist rechtstreeks aanbelangt, en anderzijds het imago van de krijgsmacht, dat veeleer het resultaat is van de inspanningen die door de diverse componenten van het leger inzake public relations worden geleverd. Men moet erkennen dat beide aspecten nauw met elkaar verbonden zijn. Een bewijs daarvan is het effect op de publieke opinie van de recente onthullingen in de pers over het optreden dat aan Belgische militairen in Somalië wordt toegeschreven.

In een democratie is de rol van de pers, die soms « de vierde macht » wordt genoemd, essentieel om de bevolking de mogelijkheid te bieden zich een mening te vormen. Zulks is zeker het geval wanneer het Landsverdediging betreft, aangezien dat een van de belangrijkste taken van elke Staat blijft.

Daarom zijn de journalisten er als burgers evenwel toe verplicht snel maar volledig, kritisch maar verantwoordelijk verslag uit te brengen over de activiteiten, veranderingen en problemen binnen het leger. Misschien is het nuttig eraan te herinneren dat het leger elk jaar bijna honderd miljard frank van de federale begroting voor zijn rekening neemt. Gelet op de omvang van haar activiteiten is Landsverdediging een veelomvattende materie, zowel voor de mensen die het leger moeten leiden, als voor de pers. Dat houdt in dat de media-verslaggeving over die enorm grote sector gaat van politiek-strategische aangelegenheden — zoals de nieuwe taken die de NAVO opgelegd krijgt, of de operationele ontwikkelingen van de WEU — tot zeer triviale onderwerpen, zoals verkeers- of luchtvaartongevallen, en zelfs tot menselijke aangelegenheden, zoals de personeelsaangelegenheden of problemen met druggebruik. Al die aspecten houden evenwel onderling verband. Zo betekent het verlies van een C-130 bijvoorbeeld dat de ontplooiingscapaciteiten van het Belgisch leger bij

prospection après un feu vert du Conseil des ministres.

D'où la difficulté parfois, pour les journalistes, d'avoir une vue d'ensemble et de percevoir les différentes facettes d'un problème dans des rédactions où les effectifs sont en général peu nombreux. Personnellement, l'orateur a la chance de pouvoir s'occuper de l'ensemble de ces questions.

Cet aspect éclaté de l'information est accentué par le fait que l'armée, qui possède sa propre stratégie de communication en vue, notamment, des recrutements, n'est souvent qu'un instrument. Un instrument aux mains d'un gouvernement de coalition — par le biais du ministre de la Défense nationale — pour mener une politique étrangère — une compétence qui dépend surtout d'un autre département. Ce qui explique que les différents acteurs ne parlent pas toujours d'une seule et même voix.

En ce qui concerne la politique d'information extérieure de la Défense nationale proprement dite, il faut distinguer deux niveaux : celui de conception, c'est-à-dire le cabinet du ministre, et celui de l'exécution, l'état-major général et ceux des différentes forces.

En ce qui concerne le cabinet, il fonctionne en la matière de façon assez similaire à la plupart des autres cabinets ministériels, avec des effectifs généralement réduits et les aléas — dans tous les sens du terme — inhérents aux personnalités qui le composent.

L'armée possède en revanche le service d'information de la Défense (SID), qui doit être le plus gros de tous les services équivalents au sein des administrations fédérales belges. L'orateur ne connaît en effet aucun autre ministère qui dispose d'autant de moyens et de personnel. Ce qui ne signifie pas que la taille du SID soit excessive, si l'on tient compte de ses missions, de ses réalisations, et si on le compare avec des organismes similaires à l'étranger. Le SIRPA français dispose ainsi, toute proportion gardée, de moyens nettement plus importants, alors que le ministère allemand de la Défense possède une série d'officiers supérieurs comme porte-parole spécialisés dans tout l'éventail des questions qu'il traite.

L'orateur souhaite insister sur les progrès réalisés en quelques années. Le SID s'est transformé et s'est dynamisé en quatre ans, après avoir souffert durant toute une période de son passage, en 1989, sous la tutelle directe du chef d'état-major général.

Trois facteurs essentiels ont contribué selon lui à cette évolution imposée par le pouvoir politique au porte-voix de l'ancienne « Grande Muette » : la professionnalisation de l'armée, le remplacement en 1993 du « devoir de réserve » par le « droit de parole »

buitenlandse missies wordt beperkt, terwijl de aankoop van een vervangingstoestel noopt tot een langdurige prospectie nadat de Ministerraad met de aankoop heeft ingestemd.

Soms hebben de journalisten het dan ook moeilijk om zich een totaalbeeld te vormen en de diverse facetten van een vraagstuk aan bod te laten komen, gelet op het feit dat de redacties over het algemeen over weinig mensen beschikken. De spreker zelf heeft het voorrecht alle aspecten van die onderwerpen voor zijn rekening te mogen nemen.

Dit aspect van zeer gediversifieerde informatie wordt nog versterkt door het feit dat het leger, dat meer in het bijzonder met het oog op rekruteringen, zijn eigen communicatiestrategie heeft, vaak slechts een instrument is. Het is een instrument in de handen van een coalitieregering om — via de minister van Landsverdediging — een buitenlands beleid te voeren, hoewel die bevoegdheid vooral een ander departement toekomt. Dat verklaart waarom de diverse betrokkenen niet altijd met één stem spreken.

Wat het eigenlijke extern communicatiebeleid van Landsverdediging betreft, moeten twee niveaus worden onderscheiden : het niveau van de conceptie, met name op het kabinet van de minister, en het niveau van de uitvoering, met name de generale staf en de staven van de diverse machten.

De wijze waarop het kabinet tewerkgaat vertoont veel gelijkenissen met die van de meeste andere ministeriële kabinetten : ze beschikken over het algemeen over een beperkt aantal mensen en zijn onderworpen aan de wisselvalligheden — in alle betekenissen van het woord — die inherent zijn aan de mensen die deel uitmaken van het kabinet.

Het leger beschikt daarentegen over de SID (de informatiedienst van het ministerie van Landsverdediging), die waarschijnlijk de grootste is van alle soortgelijke diensten bij de Belgische federale departementen. De spreker kent namelijk geen enkel ander ministerie dat over zoveel middelen en personeel beschikt. Dat betekent evenwel niet dat de SID te groot zou zijn, gelet op zijn taken en verwezenlijkingen en in vergelijking met gelijkaardige instellingen in het buitenland. De Franse SIRPA beschikt, alle verhoudingen in acht genomen, over veel meer middelen. Het Duitse ministerie van Landsverdediging beschikt dan weer over een aantal hogere officieren die optreden als gespecialiseerde woordvoerders voor een hele reeks aangelegenheden waarvoor het ministerie bevoegd is.

De spreker legt de nadruk op de vooruitgang die in enkele jaren tijd werd geboekt. De SID is in vier jaar tijd veel veranderd en dynamischer geworden na de moeilijke tijd die hij heeft doorgemaakt, nadat de dienst in 1989 onder het rechtstreeks toezicht van de chef van de generale staf kwam.

Drie belangrijke factoren hebben volgens hem bijgedragen tot die ontwikkeling, zoals die door de politieke overheid aan de woordvoerder van de vroegere « Grande Muette » werd opgelegd : de omvorming van het leger tot een beroepsleger, de vervanging in 1993

des militaires — que l'on considérerait ainsi enfin comme des citoyens à part entière, adultes et responsables — et l'engagement accru des unités dans des opérations extérieures. Celles-ci nécessitent en effet un effort constant d'information du public, comme l'a encore rappelé la semaine précédente, devant cette commission, M. Piotre, le conseiller de l'ancien ministre français de la Défense.

À ce propos, il convient d'insister sur l'utilité pour les journalistes de pouvoir désormais faire appel à un porte-parole pour les opérations à l'étranger en principe disponible 24 heures sur 24. L'existence d'un tel interlocuteur, qui a accès direct à des sources fiables, est indispensable car les événements graves dans des régions en crise ne se produisent que rarement de 8 h 00 à 17 h 00 du lundi au vendredi, alors que certains médias fonctionnent en continu.

Ce système de porte-parole, mis sur pied à la suite des demandes répétées de la presse, a désormais fait ses preuves lors des différentes interventions. La dernière en date est « *Green Stream* », qui a pour la première fois permis à des journalistes d'embarquer avec le gros des troupes partant en opération et pour laquelle l'armée a mené une politique d'information très active.

Mais de tels efforts ne doivent pas se produire au détriment des activités quotidiennes, presque de routine, alors que le nombre d'officiers et de sous-officiers dit « de presse » est limité au SID à une dizaine de personnes. D'où l'intérêt de décentraliser en accordant des compétences accrues aux unités et en donnant une formation médias à un plus grand nombre de militaires de tous grades.

L'orateur voudrait cependant conclure en notant que « faire parler l'armée » de manière franche et ouverte reste un défi permanent, un « *never ending job* ». Il cite un cas, anecdotique mais exemplatif : celui des bateaux des paracommandos à Brazzaville.

Fin mai, ces petites embarcations à 5-6 places qui avaient été filmées par une équipe de télévision belge ont soudain été frappées du sceau du secret militaire absolu par le commandant des troupes belges, un officier pourtant familiarisé aux relations avec la presse. À tel point que certains photographes belges ont assisté à des entraînements d'embarquement et de débarquement sur la terre ferme, à l'aéroport de Brazzaville. Jusqu'à la publication d'une photo dans un journal congolais, qui a entraîné la levée du secret.

Et quelques jours plus tard, le commandant des troupes annonçait fièrement l'arrivée de nouveaux bateaux, achetés en catastrophe en quelques jours alors que leur acquisition était envisagée depuis plusieurs mois.

4.2. Discussion

Comment, eu égard au principe de discrétion, l'intervenant obtient-il ses informations ?

van de zwijgplicht door het spreekrecht voor militairen (die eindelijk als volwaardige burgers, volwassenen en verantwoordelijke mensen werden beschouwd) en het steeds vaker inzetten van eenheden voor de buitenlandse opdrachten. Daarbij moet het publiek inderdaad constant worden voorgelicht. De heer Piotre, de adviseur van de gewezen Franse minister van Landsverdediging, heeft daar vorige week voor deze commissie trouwens nog aan herinnerd.

In dat verband moet erop worden gewezen hoe nuttig het wel is voor de journalisten dat ze voortaan een beroep kunnen doen op een woordvoerder voor buitenlandse opdrachten, die in principe de klok rond beschikbaar is. Zo'n woordvoerder, die rechtstreeks toegang heeft tot betrouwbare bronnen, is werkelijk een noodzaak, aangezien ernstige voorvallen in crisisgebieden zich zelden voordoen tijdens de kantooruren en bepaalde media continu blijven doorwerken.

Die woordvoerder is er gekomen na herhaald verzoek van de pers. Hij heeft nu reeds zijn nut bewezen bij tal van operaties. De recentste was de operatie « *Green Stream* », waarbij journalisten voor het eerst samen met de hoofdgroep van de troepen op missie konden vertrekken. Het leger heeft voor die operatie een zeer actief informatiebeleid gevoerd.

Soortgelijke inspanningen mogen evenwel niet ten koste gaan van de dagelijkse « *routine* »-activiteiten. Het aantal officieren en onderofficieren op de persdienst van de SID is namelijk tot een tiental personen beperkt. Daarom is decentralisatie, waarbij de eenheden meer bevoegdheden krijgen en een groter aantal militairen van alle graden een media-opleiding krijgen, nuttig.

De spreker zou willen besluiten met de opmerking dat het leger tot een vrijmoedig en open gesprek brengen, een constante uitdaging, een « *never ending job* », is. Hij vermeldt als anekdote het geval van de sloepen van de paracommando's in Brazzaville.

Eind mei werden die kleine sloepen die plaats bieden voor 5 à 6 personen, door een Belgische televisieploeg gefilmd. Plots werden die sloepen tot strikt militair geheim verklaard door de commandant van de Belgische troepen, een officier die nochtans vertrouwd is met de pers. Het ging zelfs zo ver dat sommige Belgische fotografen in- en uitscheepingsoefeningen hebben bijgewoond aan land, op de luchthaven van Brazzaville. Toen is er in een Kongolese krant een foto verschenen en werd het militair geheim opgeheven.

Een paar dagen later kondigde de commandant van de troepen trots aan dat ze over nieuwe sloepen beschikten. Die waren overhaast, in enkele dagen tijd, aangekocht, terwijl de aankoop reeds vele maanden eerder was gepland ...

4.2. Bespreking

Hoe komt de spreker aan zijn informatie, gezien de principiële geheimhouding ?

M. Gaudin répond que les journalistes font appel au service de presse de l'armée lorsqu'ils ont connaissance d'une rumeur. Ils reçoivent le plus souvent des réponses précises à des questions précises.

L'intervenant a-t-il parfois été censuré ?

M. Gaudin répond par la négative, mais admet qu'un usage abusif peut être fait de certaines informations, contre le commandement de l'armée lui-même. La prudence est donc toujours de mise.

Les correspondants de guerre se bornent le plus souvent à donner une relation touristique des faits. C'est un énorme problème parce que certains faits sont ainsi retirés de leur contexte. L'armée propose aujourd'hui des exercices de mise en situation aux journalistes. Qu'en pense l'intervenant ? Est-ce le fait du hasard si un vieux dossier — le comportement des paras en Somalie — éclate lorsque les parachutistes sont prêts à Brazzaville ?

M. Gaudin répond que la presse doit rentabiliser son travail. Elle ne peut pas toujours se mettre en situation. Pourtant, il n'est pas nécessaire de donner aux journalistes une formation militaire pour améliorer leurs reportages. En Somalie, l'information a été équilibrée. Il y a bien parfois un manque de personnel à la rédaction. Tout le monde ne peut pas suivre le stage proposé par la Défense nationale. Chez Belga, ils sont 5 ou 6.

Existe-t-il une association de journalistes attachés à la Défense nationale ? Ou une association de correspondants de guerre ?

M. Gaudin déclare qu'il n'y a que des rencontres fortuites. Il n'y a pas de correspondants de guerre en Belgique. Le lien entre le comportement des paras en Somalie et l'intervention éventuelle des paras au Congo est une coïncidence.

Y a-t-il suffisamment de journalistes connaissant la matière pour pouvoir informer de façon suffisamment neutre ? La presse n'est-elle pas impliquée dans le lobbying concernant de futurs achats militaires ?

M. Gaudin affirme qu'en Belgique, il n'y a aucun journaliste qui s'occupe exclusivement d'affaires de défense. Depuis 1982, il n'a reçu qu'une seule invitation de cette nature, et c'était de la part de la firme Dassault. Ce n'est pas pour cela que les journalistes deviennent *ipso facto* des lobbyistes.

La presse est un contre-pouvoir qui doit informer correctement l'opinion publique. La presse est-elle bien informée ou doit-elle partir elle-même à la recherche de ses informations ?

M. Gaudin estime qu'une légère amélioration est perceptible. Il est possible que le service de presse de l'armée exerce une pression, mais c'est, en définitive, le journaliste qui décide de ce qui paraîtra dans les médias.

De heer Gaudin antwoordt dat de journalisten beroep doen op de persdienst van het leger wanneer zij een gerucht hebben opgevangen. Op precieze vragen krijgen zij meestal ook precieze antwoorden.

Is de spreker ooit gecensureerd ?

De heer Gaudin antwoordt ontkennend, maar geeft toe dat bepaalde informatie misbruikt kunnen worden tegen de legerleiding zelf. Voorzichtigheid is dus steeds geboden.

Oorlogscorrespondenten geven meestal slechts een toeristisch relaas van de feiten. Dit is een enorm probleem omdat een aantal zaken uit hun context worden gerukt. Het leger biedt nu « *inleef* »-trainingen aan journalisten. Wat denkt spreker hiervan ? Is het toeval dat wanneer de para's bereid staan in Brazzaville, een oud — het gedrag van de para's in Somalië — dossier uitbreekt ?

De heer Gaudin antwoordt dat de pers haar werk moet rentabiliseren. Zij kan zich niet altijd inleven. Toch moet men de journalisten geen militaire opleiding geven om hun verslaggeving te verbeteren. In Somalië is er een evenwichtige berichtgeving geweest. Er heerst soms wel personeelschaarste op de redactie. Men kan niet iedereen de stage aangeboden door Defensie volgen. Bij Belga zijn ze met 5 à 6.

Bestaat er een vereniging van defensiejournalisten ? Of één van de oorlogscorrespondenten ?

De heer Gaudin verklaart dat er alleen toevallige ontmoetingen plaatshebben. In België zijn geen oorlogscorrespondenten. Wat de link tussen het gedrag van de para's in Somalië en de mogelijke tussenkomst van de para's in Kongo betreft, berust dit op toeval.

Zijn er genoeg journalisten die de materie kennen om neutraal genoeg te kunnen berichten ? Wordt de pers ook niet ingeschakeld bij de lobbying van toekomstige legeraankopen ?

De heer Gaudin stelt dat in België geen enkele journalist zich louter met defensie-zaken bezighoudt. Sedert 1982 heeft hij slechts één uitnodiging van die aard ontvangen, en dat was vanwege de firma Dassault. De journalisten worden daarom niet *ipso facto* lobbyisten.

De pers is een tegenmacht die de openbare opinie correct moet informeren. Is de pers goed geïnformeerd of moet ze zelf op zoek gaan naar haar informatie ?

De heer Gaudin is van oordeel dat er een lichte verbetering merkbaar is. De persdienst van het leger oefent misschien wel druk uit, maar de journalist oordeelt tenslotte over wat in de media komt.

5. Mme Ch. DUPONT et Mme J. VOMBERG, parentes de victimes, dd. 19 juin 1997

Information et communication des forces armées dans des situations de crise en cas d'accident

Témoignages

5.1. Exposé de Mme Ch. Dupont

« Je tiens tout d'abord à remercier en mon nom personnel, mais également, au nom des autres familles des paras-commandos assassinés à Kigali, le ministre Poncelet de nous donner la parole au sein de ce débat.

Dans le drame que nous vivons, la communication entre les familles des victimes et les forces armées, a largement fait défaut à une multitude de reprises. Cela n'a eu comme conséquence que d'éveiller les suspicions et d'alimenter les rancœurs.

Nos maris, nos enfants ou frères aimaient leur métier et se donnaient à fond dans les tâches qu'on leur conférerait. L'armée était une grosse partie de leur vie et de la nôtre également.

Face à ce drame, l'armée n'a pas été à l' hauteur, elle n'a été à même d'assurer sa gestion et d'accompagner les familles dans leur deuil.

Je vais vous exposer les points principaux des erreurs d'un point de vue humain qui ont été commises : toutes les familles, n'ont pas été mises au courant par des personnes préparées à remplir cette lourde tâche.

Cela se passait en pleine nuit, le centre de crise a envoyé pour certains des assistantes sociales, pour d'autres des militaires. Il devait nous être fait lecture d'un télégramme court, bref, sans marques de condoléances. Une famille a même été mis au courant par téléphone. Certains messagers ont cru bon de rajouter des considérations personnelles telles que : « mais monsieur, votre fils était volontaire » ou bien encore « votre fils a été abattu en essayant de se sauver ».

Une des premières erreurs a été de nous présenter leur mort comme étant une mort nette, alors que dans les combats en Afrique et au vu des scènes de violence que l'on pouvait voir alors, cela ne collait pas. Ce n'était pas une mort accidentelle en mission ou une conséquence ou un risque d'une intervention armée, mais il s'agissait bien d'assassinats dans une mission de paix.

L'armée a fait l'erreur de ne pas couper court à toutes les dérives de la presse concernant ce que les nôtres avaient dû subir.

Il faut savoir que ce n'est qu'un an et demi plus tard, à force de demandes répétées que nous avons pu avoir accès aux rapports d'autopsies. Ceci est une grave erreur psychologique.

5. Mevrouw Ch. DUPONT en Mevrouw J. VOMBERG, familieleden van slachtoffers, dd. 19 juni 1997

Informatie en communicatie van de strijdkrachten in crisissituaties en bij ongevallen

Getuigenissen

5.1. Uiteenzetting door mevrouw Ch. Dupont

« Allereerst wil ik, uit eigen naam maar ook uit naam van de andere families van de paracommando's die in Kigali werden vermoord, minister Poncelet danken dat hij ons tijdens dit debat aan het woord laat komen.

Bij het drama dat wij beleven, bleef de communicatie tussen de families van de slachtoffers en de strijdkrachten in vele gevallen grotendeels in gebreke. Verdachtmakingen en verbittering waren hiervan het gevolg.

Onze mannen, kinderen of broers hielden van hun beroep en zetten zich voor 100 % in voor de taken die hen werden opgedragen. Het leger was een groot deel van hun leven en eveneens van het onze.

Het leger was niet in staat te reageren op dit drama, het kon er niet mee omgaan en kon de families niet in hun rouw bijstaan.

Ik zal u de belangrijkste fouten toelichten die op menselijk vlak werden gemaakt : geen van de families werd op de hoogte gebracht door iemand die voor deze zware taak was opgeleid.

Het gebeurde midden in de nacht, het crisiscentrum heeft naar sommige families maatschappelijke assistenten gestuurd, naar andere militairen. Zij moesten ons een kort, bondig telegram zonder betuigingen van medeleven voorlezen. Eén familie werd zelfs telefonisch op de hoogte gebracht. Sommige boodschappers vonden het gepast persoonlijke opmerkingen toe te voegen zoals : « maar mijnheer, uw zoon was een vrijwilliger » of nog « uw zoon werd neergeschoten toen hij probeerde zich in veiligheid te brengen ».

Eén van de grootste fouten was dat ze ons hebben wijsgemaakt dat ze op slag dood waren, terwijl dit, in het licht van de gevechten in Afrika en de gewelddadige scènes die we te zien kregen, niet klopte. Het was geen dodelijk ongeval tijdens een missie, noch het gevolg of het risico van een gewapende tussenkomst. Het ging wel degelijk om moordaanslagen bij een vredesmissie.

Het leger ging in de fout door geen einde te maken aan de uitweidingen in de pers omtrent hetgeen onze mannen hadden moeten doorstaan.

U moet weten dat we pas anderhalf jaar later, na herhaald aandringen, de autopsieverslagen mochten inkijken. Dat is een zware psychologische fout.

L'auditorat militaire s'est retranché derrière le secret de l'instruction pour justifier son refus. Ce n'est donc que lorsque le dossier est passé dans les mains de la justice civile auprès du juge Vanderersch, que nous avons trouvé une sensibilité estimant que cela nous revenait de droit et qu'il était légitime de vouloir savoir. C'est d'ailleurs avec un grand tact et un grand professionnalisme que l'accompagnement nécessaire nous a été donné.

Jusqu'au rapatriement des corps, nous sommes restées dans l'expectative de savoir : où étaient-ils, quand ? Nous avons été tenues au courant au dernier moment de toutes les modalités des funérailles.

Tout a été géré à notre place. Les nôtres ont reçu tous les honneurs, et ils le méritaient largement mais, dans cette organisation, l'armée a omis d'y intégrer les soucis des familles. On nous a ôté toute capacité de gérer quoi que ce soit. Nous n'avons eu aucun moment d'intimité auprès des nôtres. Ainsi, malgré des demandes ayant reçu comme réponse des mensonges, c'est aux yeux de toute la nation que nous avons vu arriver cet interminable cortège de corbillards.

Les souhaits des familles ont été écartés souvent pour une question de protocole ou un chamboulement dans l'organisation prévue par les autorités.

À la cérémonie nationale, je souhaitais que le meilleur ami de mon mari, militaire de carrière, mais non béret vert ou rouge, puisse être à la corde pour lui rendre hommage. Cela a donné lieu à des discussions pour finalement se heurter à un refus au nom du protocole et de son uniformité.

De même, nous ne pouvions rien poser sur les cercueils, même pas le bouquet de nos enfants. Mais là, au dernier moment, nous nous sommes démarquées de ces injonctions.

Ensuite, à tout moment, il y a eu des hommes en faction auprès d'eux et même lorsque nous avons fait la demande d'être seuls, les hommes se sont juste écartés.

Quelques soldats du peloton mortiers étaient revenus en même temps que les corps et eux aussi, puisque tout était organisé, ont été écartés d'une quelconque participation aux funérailles.

Lors du décès d'un para en Somalie, qui avait sauté sur une mine, la maman a pu voir le corps de son fils.

L'armée n'avait pas le droit de nous interdire, cela n'a fait que créer chez nous de nombreux doutes sur les véritables raisons de ce refus, ainsi que de rendre plus difficile encore le travail de deuil que nous allions devoir entreprendre.

Jusqu'au jour de l'enterrement, nous avons eu droit à toutes les considérations, mais après, il y a eu une chute brutale. Au niveau des problèmes pratiques, il y a eu un souci que tout soit réglé au niveau administratif le plus vite possible pour éviter que des

Het krijgsauditoraat heeft zich achter het onderzoeksgeheim verscholen om zijn weigering te rechtvaardigen. Pas toen het dossier in handen van burgerlijk rechter Vanderersch kwam, troffen we een bepaalde menselijkheid aan waarbij men van oordeel was dat we daar recht op hadden en dat het gerechtvaardigd was dat we het wilden weten. Toen hebben we trouwens met heel veel tact en professionalisme de begeleiding gekregen die we nodig hadden.

Tot kort voor de repatriëring van de lichamen werden we in het ongewisse gelaten over waar ze waren, of ze zouden terugkomen en wanneer dit zou gebeuren. Pas op het allerlaatste moment werden we op de hoogte gebracht van de begrafenismodaliteiten.

Alles werd voor ons geregeld. Hen werd alle eer bewezen, wat ze zeker verdienden, maar in de hele organisatie is het leger vergeten rekening te houden met de gevoelens van de familie. Elke mogelijkheid om ook maar iets zelf te regelen, werd ons ontnomen. Ons werd geen enkel moment van intimiteit met onze geliefde overledene gegund. Zo zagen we, ondanks al onze vragen — die met leugens werden beantwoord —, voor de ogen van de hele natie die eindeloze stoet lijkwagens aankomen.

De wensen van de families werden opzijgeschoven, vaak omwille van het protocol of omdat ze de organisatie waarin door de autoriteiten was voorzien, overhoop haalden.

Ik wou dat bij de nationale plechtigheid de beste vriend van mijn man, een beroepsmilitair maar geen groene of rode baret, deel zou uitmaken van de erehaag om mijn man de laatste eer te bewijzen. Dat heeft aanleiding gegeven tot discussies maar liep uiteindelijk uit op een weigering omwille van het protocol en de uniformiteit.

Zo mochten we ook niets op de lijkkasten leggen, zelfs niet het boeket van onze kinderen. Maar deze bevelen hebben we op het laatste moment naast ons neergelegd.

Er waren ook steeds mannen die bij hen de wacht hielden en zelfs wanneer we vroegen om alleen te zijn, hebben ze zich enkel afgewend.

Enkele soldaten van het mortierpeloton waren gelijktijdig met de lichamen teruggekomen. Aangezien alles was georganiseerd, werd ook hen elke deelname aan de begrafenis onthouden.

Toen een para in Somalië om het leven kwam toen hij op een mijn was gelopen, heeft diens moeder het lichaam van haar zoon kunnen zien.

Het leger had het recht niet ons dat te verbieden; dat deed bij ons alleen maar twijfels rijzen over de werkelijke reden voor die weigering en heeft het rouwproces dat we nog dienden aan te vatten des te zwaarder gemaakt.

Tot op de dag van de begrafenis werden wij met het nodige respect behandeld, maar nadien werden wij op nogal brutale wijze aan ons lot overgelaten. Op praktisch vlak hebben zij ervoor gezorgd dat het hele administratieve gedeelte zo snel mogelijk geregeld

familles puissent se retrouver dans le besoin. Mais ils n'ont pas eu la décence d'attendre l'enterrement. Les familles sous le choc, ont signé les documents concernant les demandes de pensions et pour l'indemnité d'actes intentionnels de violence, sans avoir été mises au courant que cela excluait, pour cette dernière, toutes éventuelles poursuites contre un organe de l'État.

La section personnel a réglé certains problèmes et aidé le service social. Ce travail a été très bien fait, à ce moment-là. Nous pouvions selon leurs propres termes faire appel à eux quand nous avions un problème. Mais dans la pratique, quelques demandes successives ont vite faites de les exaspérer.

Alors que normalement, les familles sont les premières concernées par toutes informations relatives au drame qui les touche, nous avons été mises à l'écart des premières conclusions officielles. Ainsi, lors de la lecture du rapport Uytterhoeven à Flawinne, les familles n'ont pu y prendre parti. C'est donc à la télévision que nous en avons pris connaissance dans un premier temps.

D'un point de vue psychologique, il n'y a eu aucun suivi.

Tout d'abord, l'offre d'aide n'a pas été faite à toutes les familles. Aucuns documents ne nous informaient d'une éventuelle démarche possible. De plus, la cellule de crise se trouve à l'hôpital militaire, endroit où a eu lieu la cérémonie nationale. Démarche difficile à faire ! Lors de la première commémoration, le psychologue de Neder-over-Heembeek était présent et en discutant avec la maman d'un des enfants l'a jugé en pleine forme, sans aucun problème. Un peu rapide comme jugement. Ce même enfant suit actuellement un programme spécifique de logopédie.

Ce drame a marqué les enfants, les familles et le problème ne peuvent être évacués aussi rapidement que le numéro de matricule que l'on a supprimé des listes du personnel effectif. Des problèmes peuvent survenir à plus long terme et pour cela rien n'est prévu hormis le soutien de l'ASBL *In Memoriam*.

Dans un même ordre d'idée, nous avons constaté que l'accueil au sein de la caserne a changé. Un mémorial a été créé par le restant du peloton mortier et à certains moments les familles s'y rendent pour y déposer des fleurs. Au début, l'accès y était totalement libre, et puis petit à petit, nous retombons dans les réflexes de sécurité : carte d'identité, accompagnement ... Les gens au bataillon changent et parfois ne connaissent même pas le nom des dix paras, ce qui donne lieu à ce style d'incident : une épouse se pré-

zou worden, teneinde te vermijden dat de families in nood zouden geraken. Ze zijn echter niet eens zo tactvol geweest om tot na de begrafenis te wachten. De familieleden die nog in shocktoestand verkeerden, hebben de documenten ondertekend die betrekking hadden op de pensioenaanvragen en de schade-loosstelling voor opzettelijke gewelddaden, zonder ervan op de hoogte te zijn gebracht dat dat laatste inhield dat zij later geen vervolging konden instellen tegen een overheidsinstantie.

De personeelsafdeling heeft bepaalde problemen opgelost en heeft de sociale dienst bijgestaan. Dat werk werd op dat ogenblik zeer goed gedaan. Ze hebben ons zelf gezegd dat we op hen een beroep konden doen wanneer we problemen hadden. In werkelijkheid waren ze al vlug de wanhoop nabij toen ze een aantal opeenvolgende verzoeken te verwerken kregen.

Daar waar de familieleden onmiddellijk zouden moeten worden ingelicht over alles wat betrekking heeft op het drama waarmee ze geconfronteerd worden, kregen wij helemaal niets te horen over de eerste officiële conclusies terzake. Zo ook mochten de familieleden niet aanwezig zijn toen het verslag-Uytterhoeven te Flawinne werd voorgelezen. We hebben er dus in eerste instantie via de televisie iets over vernomen.

Op psychologisch vlak werden we nooit bijgestaan.

In de eerste plaats werd niet aan alle families hulp aangeboden. We beschikten over geen enkel document dat ons iets meer vertelde over de eventuele stappen die we konden ondernemen. Bovendien is de crisiscel ondergebracht bij het militair hospitaal, waar tevens de nationale ceremonie heeft plaatsgegrepen. Die stap was dus moeilijk te zetten ! Tijdens de eerste herdenking was de psycholoog van Neder-over-Heembeek aanwezig, die oordeelde dat het kind van een vrouw aldaar er heel goed uitzag, en niets leek te mankeren. Dat oordeel was een beetje te voorbarig. Datzelfde kind volgt thans een aangepast programma logopedie.

Dat drama heeft de kinderen getekend. De families en het eigenlijke probleem kunnen niet zomaar weggeveegd worden, zoals het inschrijvingsnummer dat uit de lijsten van het vaste personeel werd geschrapt. Er kunnen zich op langere termijn problemen voordoen en in dat verband werd in niets voorzien, behalve dan in de steun vanwege de vzw *In Memoriam*.

Zo hebben we ook vastgesteld dat de ontvangst in de kazerne gewijzigd is. De overblijvende leden van het mortierpeloton hebben een gedenksteen ingehuldigd waar de familieleden op bepaalde ogenblikken bloemen gaan neerleggen. In het begin was de toegang volledig vrij, maar beetje bij beetje werden wij aan bepaalde veiligheidsmaatregelen onderworpen : identiteitskaart, begeleiding ... Het bataljon bestaat niet steeds uit dezelfde mensen en die kennen soms zelfs de naam niet van de tien para's, hetgeen aanlei-

sentant à la caserne s'est vu demander si elle souhaiterait parler à son mari.

Je souhaiterais souligner que dans tous ces moments, les familles ont pu et peuvent encore compter actuellement sur le soutien et la disponibilité de l'aumônier militaire de Flawinne, le Padre Quertemont.

Annoncer la mort de quelqu'un n'est certes pas quelque chose de facile. En espérant que l'institution militaire ne doive jamais plus faire face à un tel drame, mais si tel devait être le cas, il me semble qu'il est nécessaire de tirer des enseignements de tous les points précités.

Dans ce sens ayant une formation en service social, je me permettrai de faire quelques suggestions.

Il faudrait pouvoir imaginer de créer une collaboration avec des services sociaux régionaux, pouvant être sollicité plus rapidement, et étant sans doute plus habilité à remplir cette tâche délicate que notamment des militaires.

Il serait également souhaitable de faire suivre une formation, afin d'apprendre certaines règles, l'une d'entre elles serait notamment de ne pas essayer d'expliquer plus que ce que l'on sait.

Au niveau du suivi psychologique, il est important d'envisager une aide, une prise en charge notamment financière, des problèmes de santé qui pourraient résulter du drame vécu et ce, suivant le choix de la famille que ce soit vis-à-vis de l'endroit et de la personne consultée. ».

5.2. Exposé de Mme Vomberg

« Je m'appelle Josy Schumacher et je suis la veuve de Horst Vomberg, 1^{er} sergent major mécanicien de bord sur C-130. Mon mari est décédé lors du crash du C-130 sur l'aéroport de Eindhoven le 15 juillet passé. Il avait alors 31 ans. J'ai 2 garçons qui ont maintenant 5 et 7 ans.

Avant de commencer, je voudrais attirer votre attention sur le fait que cet accident s'est passé il n'y a même pas un an. En réfléchissant sur ce que j'allais dire aujourd'hui, j'ai remarqué que je n'ai pas le recul nécessaire pour pouvoir analyser les événements que j'ai vécus d'une façon objective. Veuillez m'excuser si je vous paraît trop émotionnelle.

Avant l'accident, tous mes contacts avec l'armée et la force aérienne en particulier étaient des liens amicaux avec quelques collègues de mon mari. Jusque là, je n'ai connu le milieu militaire que comme un milieu familial où je me sentais toujours très à l'aise et toujours la bienvenue.

ding geeft tot dit soort toestanden : een echtgenote van een van de gesneuvelde para's die naar de kazerne was gegaan, kreeg de vraag te horen of ze met haar man wenste te praten.

Ik wens eraan te herinneren dat de familieleden in het verleden en nu nog steeds hebben kunnen rekenen op de steun en de luisterbereidheid van de militaire aalmoezenier van Flawinne, Padre Quertemont.

Iemands dood aanmelden is zeker geen gemakkelijke taak. Ik hoop dat het leger nooit weer met zo'n drama geconfronteerd zal worden, maar mocht dit toch nog het geval zijn, dan is het volgens mij noodzakelijk om uit al de voorafgaande gegevens de nodige lessen te trekken.

Gelet op het feit dat ik een opleiding in sociale dienstverlening heb genoten, zou ik een aantal voorstellen willen formuleren.

Men zou kunnen denken aan een mogelijke samenwerking met plaatselijke diensten inzake sociale dienstverlening, waarop vlugger een beroep kan worden gedaan en die ongetwijfeld meer bevoegd zijn voor dat soort opdrachten dan militairen.

Een aangepaste opleiding zou ook aanbevelenswaardig zijn, teneinde bepaalde regels aan te leren, zoals inzonderheid de regel die stelt dat men niet méér moet trachten uit te leggen dan wat men weet.

Inzake de psychologische begeleiding is het van belang om te voorzien in bijstand en in financiële ondersteuning voor gezondheidsproblemen die het gevolg zouden kunnen zijn van het drama dat men heeft meegemaakt, waarbij rekening dient te worden gehouden met de keuze van de familieleden met betrekking tot de plaats waar de hulpverlening zal worden verstrekt en de persoon die deze hulp verleent. ».

5.2. Uiteenzetting van mevrouw Vomberg

« Mijn naam is Josy Schumacher en ik ben de weduwe van Horst Vomberg, eerste sergeant-majoor en boordwerktuigkundige op C-130-toestellen. Mijn man is op 15 juli jongstleden overleden bij de crash van de C-130 op het vliegveld van Eindhoven. Hij was toen 31 jaar oud. Ik heb 2 zoontjes, die nu 5 en 7 jaar zijn.

Voor ik begin, wil ik u erop wijzen dat dit ongeluk nog geen jaar geleden is gebeurd. Toen ik nadacht over wat ik vandaag zou verklaren, heb ik vastgesteld dat ik niet de nodige afstand heb kunnen nemen om de gebeurtenissen die ik heb meegemaakt objectief te analyseren. Neemt u mij niet kwalijk als ik te emotioneel overkom.

Vóór het ongeluk bleef alle contact dat ik had met het leger en in het bijzonder met de luchtmacht beperkt tot vriendschappelijke banden met enkele collega's van mijn echtgenoot. Tot dan kende ik het militaire milieu enkel als een gezellige kring waarin ik mij altijd zeer op mijn gemak heb gevoeld en waar ik altijd welkom was.

La façon dont j'ai été prévenue du décès de Horst m'a d'autant plus choquée et blessée. Je me permets de vous décrire le déroulement de cette soirée que je n'oublierai jamais :

Pour vous rappeler les faits : le C-130 s'est crashé exactement à 18.03 h sur la base de Eindhoven. Vers 19.45 h, un ami militaire du temps de Bierset me téléphone pour me demander s'il peut parler avec Horst et il me raconte qu'aux informations à la tv, les journalistes ont parlé d'un accident de C-130 à Eindhoven. Troublée, je téléphone tout de suite à la caserne pour demander si mon mari est à bord de ce C-130. Je dois refaire plusieurs fois mes numéros et puis je touche enfin quelqu'un. La personne à l'autre bout du fil ne veut pas répondre et me dit qu'elle ne sait pas. Quelques minutes après, l'ami de mon mari resonance : il a également téléphoné à la caserne et on lui a donné les informations nécessaires : mon mari est dans cet avion.

Très inquiète, je réessaie plusieurs fois d'avoir plus d'informations, mais à chaque fois, les militaires me répondent qu'ils ne savent strictement rien. Puisqu'ils ne veulent me donner aucune information et puisqu'ils ne resonnent jamais chez moi, j'allume ma tv. Aux informations de 22.10 h j'apprends qu'il y a beaucoup de morts, que les survivants sont tous hollandais et que les 4 membres de l'équipage sont tous morts.

Furieuse d'apprendre la nouvelle par la tv, je refais de nouveau plusieurs fois le numéro (et partout ça sonne toujours occupé). Quand j'ai enfin quelqu'un, il me rassure que — je cite — les journalistes racontent souvent des conneries et qu'il n'y a rien d'officiel. Il me conseille d'éteindre ma tv et d'attendre. Je lui réponds que dans ce cas-là, j'exige qu'ils me sonnent à chaque demi-heure, et si ce n'est que pour dire qu'ils ne savent rien de plus.

À 23 h, le téléphone sonne : le chef de corps m'avertit qu'une équipe de collègues se met en route pour me soutenir. À ma question si cela veut dire que Horst est mort, il me dit qu'ils n'ont toujours aucune information précise.

Un quart d'heure plus tard, j'ai un coup de téléphone de la base m'annonçant le décès de mon mari. Je cite : « Vous avez entendu parler de l'accident du C-130 ? Votre mari est « dedans ». ». Je demande : « Être dedans, cela veut dire qu'il est mort ? ». Il me répond que oui et la conversation est terminée.

Dix minutes après, deux gendarmes, accompagnés d'un médecin, sonnent à la porte. Ils m'annoncent l'accident et m'informent que d'après des informations qu'ils tiennent de l'armée, mon mari est grièvement blessé, mais pas mort. Je resonance à la caserne

De manier waarop ik van het overlijden van Horst in kennis werd gesteld heeft mij daardoor des te meer gekwetst en diep getroffen. Sta me toe u het verloop te beschrijven van die avond, die ik nooit zal vergeten :

Eerst de gebeurtenissen, ter herinnering : de C-130 is om precies 18.03 uur neergestort op de vliegbasis van Eindhoven. Omstreeks 19.45 uur werd ik opgebeld door een militair, een vriend uit de tijd van Bierset, die mij vroeg of hij Horst kon spreken; hij vertelde me dat de journalisten in het televisiejournaal melding hadden gemaakt van een ongeluk met een C-130 in Eindhoven. Ik was zenuwachtig en heb onmiddellijk naar de kazerne gebeld, om te vragen of mijn man aan boord van die C-130 was. Ik moest het nummer meerdere keren opnieuw vormen en uiteindelijk kreeg ik iemand aan de lijn. De persoon aan de andere kant wou geen antwoord geven en zei dat hij het niet wist. Enkele minuten later belde de vriend van mijn man opnieuw op; ook hij had de kazerne opgebeld en men had hem de nodige inlichtingen gegeven : mijn man zat in het vliegtuig.

Ik was zeer ongerust en heb verschillende pogingen gedaan om meer inlichtingen te krijgen, maar telkens antwoordden de militairen dat ze helemaal niets wisten. Vermits zij mij geen enkele inlichting wilden geven en me niet terugbelden, heb ik de televisie aanzet. In het journaal van 22.10 uur vernam ik dat er veel doden waren, dat de overlevenden allemaal Nederlanders waren en dat de vierkoppige bemanning gestorven was.

Ik was woedend omdat ik het nieuws via de televisie moest vernemen en vormde opnieuw herhaaldelijk het nummer (ik kreeg altijd overal een bezettoon). Als ik uiteindelijk iemand aan de lijn kreeg, verzekerde die mij dat — en ik citeer — de journalisten vaak onzin uitkramen en dat niets officieel was. Hij gaf me de raad de televisie af te zetten en te wachten. Ik heb hem geantwoord dat ik in dat geval eiste dat men mij om het half uur zou terugbellen, al was het maar om te zeggen dat ze geen verdere informatie hadden.

Om 23 uur rinkelde de telefoon : de korpschef verwittigde me dat een groep collega's onderweg was om mij bij te staan. Op mijn vraag of dat betekende dat Horst dood was, antwoordde hij dat ze nog steeds geen enkele precieze informatie hadden.

Een kwartier later kreeg ik een telefoontje van de basis waarin mij werd gemeld dat mijn man overleden was. Ik citeer : « Heeft u vernomen dat er een ongeluk is gebeurd met de C-130 ? Uw echtgenoot is « erbij ». ». Ik vroeg : « Erbij zijn, wil dat zeggen dat hij dood is ? ». Hij antwoordde bevestigend en daarmee was het gesprek afgelopen.

Tien minuten later belden twee rijkswachters aan, vergezeld van een arts. Zij deelden me mee dat er een ongeluk was gebeurd en dat, volgens de inlichtingen die zij van het leger hadden gekregen, mijn man ernstig gewond maar niet dood was. Ik belde op-

pour entendre dire que « mais enfin, madame, je viens de vous annoncer sa mort ! ».

Vers 1 heure du matin, l'équipe arrive. Ils ne sont au courant de rien et ils ont l'ordre de téléphoner à la caserne dès leur arrivée. Ce dernier coup de téléphone donne une dernière information : Horst ne vit plus.

Cette soirée-là, j'ai ressenti le comportement des militaires comme s'ils rayaient seulement un numéro de leur liste; que mon mari leur appartient comme une chose et que les sentiments de sa famille ne les intéressent pas du tout; que pour eux, les familles n'existent pas.

Après ceci et après des contacts suivants, j'ai eu l'impression de me trouver devant une armée ayant deux faces :

1. les individus militaires avec lesquels je peux parler de personne à personne, qui me respectent et qui font tout pour m'aider;
2. le système anonyme qui ne tolère aucune critique, qui fait tout pour se protéger et qui ne veut surtout rien changer. Dans ce système, je ne suis pas acceptée, toutes les remarques et commentaires de ma part sont refusés catégoriquement, mon avis ne compte pas du tout. Face à ce système, je me sens très petite, seule et toujours sans aucun pouvoir.

Puisque je m'étais jurée dès les premiers jours que j'essaierais tout pour faire changer certaines choses, et notamment la façon dont on avertit les familles concernées, j'ai tenté plusieurs fois d'en parler avec les autorités militaires (entre autres le chef de corps, le Chef d'État-major). À chaque fois, j'ai heurté un mur et très vite, je me suis fait la réputation de ne pas être une veuve « facile à vivre » (je cite : « vous être vraiment une râleuse, les autres familles sont très contentes »). Ainsi, j'ai été incluse dans une structure ambiguë : d'un côté, je suis la jeune veuve que l'on présente partout et à laquelle on essaie de faire plaisir avec plein de petites choses, de l'autre côté je suis la « révolutionnaire » que l'on aimerait bien faire taire.

Je retrouve les deux faces de l'armée dans chaque contact :

— ce sont les individus militaires qui m'invitent aux cérémonies, aux meetings, qui sont toujours là pour me soutenir où ils le peuvent, qui ont compris qu'il est important pour nous de pouvoir garder contact avec eux;

— c'est le système qui m'a refusé de voir le corps de mon mari — sans aucune raison, seulement parce que c'est la tradition depuis toujours. Ce refus catégorique a ralenti et compliqué mon travail de deuil et m'a également donné l'impression que la famille n'a aucun droit;

— je me retrouve encore face au système chaque fois que je pose une question plus critique concernant l'accident; c'est aussi le système qui lache la vérité seulement petit à petit; et c'est toujours le système

nouveau pour la caserne et là-bas on m'a dit « mais mevrouw toch, ik heb u net gemeld dat hij overleden is ! ».

Omstreeks 1 uur 's nachts is de ploeg aangekomen. Zij waren nergens van op de hoogte en ze hadden bevel gekregen om bij hun aankomst onmiddellijk de kazerne op te bellen. Dat laatste telefoontje was een laatste bevestiging : Horst was niet meer in leven.

Die avond heb ik de handelwijze van de militairen ervaren alsof zij alleen een nummer van hun lijst schrapten, dat mijn man hen toebehoorde als een voorwerp, dat ze geenszins rekening hielden met de gevoelens van zijn gezin en dat de families voor hen lucht waren.

Hierna, en ook na volgende contacten, kreeg ik de indruk dat ik te maken had met een leger met twee gezichten :

1. de individuele militairen, met wie ik kan praten van mens tot mens, die respect hebben voor mij en alles doen om mij te helpen;
2. het anonieme systeem dat geen enkele kritiek duldt, dat alles doet om zichzelf te beschermen en dat vooral niets wil veranderen. In dat systeem word ik niet aanvaard, alle opmerkingen en commentaar van mijn kant worden categoriek afgewezen, mijn mening telt niet in het minst. Tegenover dat systeem voel ik mij heel klein, alleen en vooral zonder enige invloed.

Vermits ik van het begin gezworen had dat ik alles in het werk zou stellen om bepaalde zaken te veranderen en met name de manier waarop de betrokken families op de hoogte worden gebracht, heb ik verschillende keren getracht erover te praten met de militaire overheid (onder andere de korpschef, de stafchef). Telkens ben ik op een muur gebotst en heel snel kreeg ik de reputatie een « moeilijke » weduwe te zijn (ik citeer : « u doet echt niets anders dan klagen, de andere families zijn heel tevreden »). Zo werd ik ingeklemd in die onduidelijke structuur : enerzijds ben ik de jonge weduwe die men overal opvoert en met veel kleine zaken probeert te pleziëren, anderzijds ben ik de « rebel » die men graag het zwijgen zou opleggen.

Ik vind die twee « gezichten » van het leger terug bij elk contact :

— het zijn individuele militairen die mij uitnodigen op de plechtigheden, de meetings, die er altijd zijn om mij te steunen waar ze kunnen, die begrepen hebben dat het voor ons belangrijk is met hen contact te kunnen houden;

— het zijn de structuren die geweigerd hebben dat ik het lichaam van mijn man mocht zien — zonder enige reden, gewoon omdat dat altijd de traditie is geweest. Die botte weigering heeft mijn rouwproces vertraagd en bemoeilijkt en heeft mij ook de indruk gegeven dat de familie geen enkel recht geniet;

— telkens ik een iets kritischer vraag stel over het ongeluk word ik opnieuw met het systeem geconfronteerd; het is ook het systeem dat de waarheid maar stukje per stukje kenbaar maakt; het is nog-

qui n'apprécie pas fort nos contacts avec les familles hollandaises ...

Heureusement, il y a deux relais entre ces faces :

— le service relations publiques où j'ai rencontré quelques militaires qui acceptent que mes motivations soient parfois très différentes des leurs, qui prennent le temps d'écouter mes frustrations et qui m'aident tant qu'ils le peuvent;

— Fonavibel où j'ai rencontré la veuve d'un pilote qui m'a aidée à voir plus clair dans tout ce qui est papiers, qui m'oriente vers les personnes compétentes quand j'ai un problème à ce niveau, qui fait le relais entre moi et les autorités militaires pour tout aspect humain, et qui — et je trouve cela très important — comprend mieux que personne la période difficile que je traverse.

Je me sens incapable de mettre le doigt sur tout ce qui est inacceptable et je ne suis sûrement pas capable de présenter des solutions idéales. Si on arrivait à améliorer certaines choses, à les rendre plus humaines, ce serait pour moi, donner un certain sens à la mort de mon mari, de ses collègues et de tous les autres.

— Je pense que l'armée devrait vraiment actualiser sa façon de prévenir les familles. Aujourd'hui, les journalistes sont directement sur les lieux et on ne peut tout simplement plus espérer être les premiers à informer la famille quand on arrive 7 heures après l'accident ! :

- envoyer quelques collègues tout de suite après un accident;

- garder une ligne téléphonique pour les familles; leur téléphoner régulièrement pour les tenir au courant;

- pourquoi ne pas faire intervenir les psychologues de l'hôpital militaire ou bien les assistants sociaux du service social de l'armée pour annoncer le décès;

- pour tout ce qui concerne les papiers, ils pourraient donner un petit « guide » à la veuve : quelles aides existent ? Dans quel cas y a-t-on droit ? Quel service s'occupe de quoi ? (Fonavibel m'a envoyé une brochure très claire dans ce style pour tout ce qui concerne les aides qu'elle donne);

- donner l'autorisation de voir le corps du défunt si la famille le souhaite tout en les prévenant de l'état du défunt. Je sais que tout récemment une famille avait ce droit et cela m'a donné une certaine satisfaction — mais je crains fort que si ce n'est pas réglé par des ordres militaires, à la longue l'armée va revenir au « traditionnel ».

— Il y a des progrès énormes à faire au niveau des informations sur l'accident. Le fait que l'armée lache ses informations petit à petit, que les enquêtes révèlent des choses niées tout de suite après l'accident, me donne toujours l'impression que beaucoup de

maals het systeem dat onze contacten met de Nederlandse families niet erg op prijs stelt ...

Gelukkig zijn er tussen die twee « gezichten » twee « tussenschakels » :

- de dienst *public relations*, waar ik enkele militairen heb ontmoet die aanvaarden dat mijn drijfveren soms erg van de hunne verschillen, die de tijd nemen om naar mijn ergernis te luisteren en die mij helpen zoveel zij kunnen;

- Fonavibel, waar ik de weduwe van een piloot heb ontmoet die mij heeft geholpen meer duidelijkheid te krijgen in alle papierwerk; wanneer ik terzake een probleem heb, wijst zij mij de bevoegde personen aan; wat de menselijke kant van de zaak betreft, bemiddelt zij tussen mij en de militaire overheid; ten slotte — ik vind dat belangrijk — begrijpt zij beter dan wie ook de moeilijke periode die ik doormaak.

Ik voel mij niet in staat alles wat onaanvaardbaar is aan te stippen en ik ben zeker niet bij machte de ideale oplossingen aan te reiken. Indien men bepaalde zaken kon bijsturen, menselijker maken, zou dat voor mij betekenen dat de dood van mijn man, van zijn collega's en alle anderen, ergens zin heeft gehad.

- Volgens mij zou het leger de manier waarop de families worden verwittigd, moeten bij de tijd brengen. Tegenwoordig zijn de journalisten meteen ter plaatse en kan men gewoon niet meer hopen de eersten te zijn die de familie inlichten, wanneer men 7 uur na het ongeval aankomt ! :

- een paar collega's sturen, meteen na een ongeluk;

- een telefoonlijn voor de families openstellen; ze regelmatig opbellen om ze te informeren;

- waarom ook geen psychologen van het militair hospitaal inschakelen, of de maatschappelijk werkers van de sociale dienst van het leger, om het overlijden aan te kondigen;

- voor alles wat het papierwerk betreft, zouden ze de weduwe een kleine « gids » kunnen bezorgen : welke steunmaatregelen bestaan er ? In welke gevallen heeft men daar recht op ? Welke dienst behandelt wat ? (Fonavibel heeft mij een dergelijke, zeer overzichtelijke brochure gestuurd over alles wat hun dienstverlening betreft);

- de toestemming geven het stoffelijk overschot van de overledene te zien indien de familie dat wenst, maar ze wel inlichten over de toestand van het lichaam. Ik weet dat een familie zeer onlangs dat recht heeft gekregen en dat heeft mij enigszins voldoening gegeven, maar ik vrees echt dat het leger, indien dit niet door militaire orders wordt geregeld, uiteindelijk opnieuw een « traditionele » houding zal aannemen.

- Er is nog een heel lange weg af te leggen inzake mededeling van gegevens over het ongeluk. Het feit dat het leger zijn inlichtingen beetje bij beetje lost en dat onderzoek dingen aan het licht brengt die vlak na het ongeluk ontkend werden, geven mij steeds de

faits restent cachés et resteront cachés. Il faudrait que l'armée reconnaisse réellement que les familles concernées ont le droit de savoir ce qui s'est passé.

Après toutes ces critiques, je voudrais insister sur plusieurs faits que j'ai ressentis comme très positifs :

— Un lieutenant du service relations publiques avait été désigné pour s'occuper de ma famille et j'ai trouvé très agréable de pouvoir m'adresser toujours à la même personne, et de pouvoir créer ainsi un lien plus personnel avec le service.

— Il en va de même pour un collègue de mon mari qui habite ma région et qui avait été désigné pour être le relais entre moi et la base de Melsbroek.

— Les interventions souvent très pratiques de la part du représentant de la BAFFPA.

— La cérémonie militaire où pour la première fois, la première place a été accordée aux familles et laquelle nous pouvions rendre plus personnelle et plus familière.

— Toutes ces invitations qui me permettent d'une façon très agréable de garder contact avec la force aérienne; toutes ces attentions à notre égard et les hommages rendus à l'équipage qui me font croire que mon mari n'est pas tout à fait oublié.

— Fonavibel avec ses services et aides que moi et les enfants aussi ont appris à apprécier beaucoup.

Pour clôturer, je voudrais citer l'expression que j'entends à tous les niveaux de la force aérienne : « nous appartenons tous à la grande famille qu'est la force aérienne. ». J'aime beaucoup l'aspect familial de l'armée que je ne retrouverai sûrement jamais dans d'autres milieux professionnels. Mais je pense que la force aérienne est restée une famille qui fonctionne toujours avec le vieux système autoritaire : les parents décident et ont raison, les enfants se taisent. Je crois que nous vivons à une époque où ce système est tout simplement dépassé.

Encore une chose : je souhaite que les autorités militaires n'oublient jamais : Horst, Gigi, Dimitri et Guy n'appartenaient pas seulement à la famille force aérienne, mais vivaient chacun de leur côté dans les familles Vomberg, Gielen, Vandereyken et Verdonckt. ».

indruk dat vele feiten verborgen blijven en zullen blijven. Het leger zou daadwerkelijk moeten erkennen dat de betrokken families het recht hebben te weten wat er is gebeurd.

Na al die aanmerkingen, zou ik willen ingaan op een aantal feiten die ik als heel positief heb ervaren :

— Een luitenant van de dienst *public relations* werd aangewezen om zich om mijn familie te bekommeren en ik heb het zeer op prijs gesteld mij altijd tot dezelfde persoon te kunnen wenden en op die manier met de dienst een persoonlijker band te kunnen krijgen.

— Hetzelfde geldt voor een collega van mijn man, die in mijn streek woont en die werd aangewezen om als tussenpersoon te fungeren tussen mij en de basis van Melsbroek.

— De vaak erg praktische tussenkomsten van de vertegenwoordiger van de BAFFPA.

— De militaire plechtigheid, waar voor het eerst de families voorrang kregen; wij hebben die plechtigheid ook een persoonlijker en ongedwongener toets mogen geven.

— Alle uitnodigingen die mij in staat stellen op een zeer aangename manier contact te houden met de luchtmacht; alle attenties die wij krijgen en het eerbetoon voor de bemanning, wat mij ertoe brengt te geloven dat mijn man niet helemaal vergeten is.

— Fonavibel met zijn dienstverlening en bijstand, die ikzelf en de kinderen ook erg hebben leren waarderen.

Ik wil afronden met de uitdrukking die ik bij de luchtmacht op alle niveaus te horen krijg : « wij behoren allen tot de grote familie van de luchtmacht ». Ik apprecieer dat « familiegevoel » bij het leger, dat ik waarschijnlijk in geen enkel ander beroepsmilieu ooit zal terugvinden. Ik geloof echter dat de luchtmacht een groep is gebleven die nog steeds volgens het oude, autoritaire systeem functioneert : de ouders beslissen en hebben gelijk, de kinderen zwijgen. Ik vind dat wij in een tijd leven waarin dat systeem echt verouderd is.

Eén ding nog : ik hoop dat de militaire leiding nooit zal vergeten dat Horst, Gigi, Dimitri en Guy niet enkel tot de « luchtmachtfamilie » behoorden, maar dat zij ook deel uitmaakten van hun respectieve gezinnen, Vomberg, Gielen, Vandereyken en Verdonckt. ».

IX. — POINT DE VUE DES MEMBRES

M. Beaufays souligne l'importance du présent débat pour l'avenir des forces armées belges, qui constituent un élément essentiel de la souveraineté nationale. Il plaide dès lors pour que l'on aborde la question de manière rationnelle.

Si, au cours de la dernière décennie, les menaces sont devenues moins manifestes, elles n'en sont toutefois pas devenues moins réelles. Le contexte international est devenu moins prévisible. Le nombre de conflits régionaux augmente et ceux-ci constituent une menace pour la paix, la sécurité et la stabilité en Europe. L'armée belge doit dès lors rester polyvalente et interopérative afin de pouvoir faire face à des menaces virtuelles.

C'est précisément en raison de la mondialisation des problèmes de sécurité et de défense qu'il est nécessaire que les missions de l'armée s'inscrivent dans le contexte d'alliances, et plus particulièrement de l'OTAN, par le biais de la notion de CJTF (*Combined Joint Task Forces*) et de l'UEO.

L'orateur souligne également qu'il est temps pour l'Europe de manifester la volonté politique nécessaire et de dégager les moyens requis pour faire en sorte que l'UEO puisse devenir un pilier à part entière de l'Union. Il renvoie à cet égard aux propos du ministre de la Défense nationale, selon lequel il est assez paradoxal de créer, d'une part, une union monétaire et de se donner ainsi les allures d'une puissance mondiale, mais, d'autre part, de rester en grande partie tributaire des États-Unis en matière de sécurité.

Dès lors, l'orateur estime qu'il importe de résister à une double tentation :

— d'une part, devenir un passager clandestin de l'OTAN, en étant seulement un pays consommateur de sécurité. L'orateur cite le ministre de la Défense nationale lors d'une intervention à la Chambre (dd. 22 octobre 1996) : « Cette collectivisation de notre sécurité, dès lors qu'elle nous donne des droits — grâce à la solidarité des partenaires — nous impose également des devoirs, spécialement quant à l'effort minimal à faire en termes d'équipement, d'entraînement, de disponibilité opérationnelle. »;

— d'autre part, ne pas trop rapidement désinvestir au niveau national dans une perspective européenne, sachant que l'UEO ne peut que produire des rapports — souvent excellents d'ailleurs — et que, dès lors, la politique européenne de défense commune n'est malheureusement pas pour demain et la défense commune pas pour après-demain.

Pourtant, à terme, l'objectif de défense européenne demeure et l'orateur estime que la Belgique, avec ses particularités linguistiques et culturelles est bien placée en Europe pour mener cette croisade. Il faut privilégier une politique de modularité et de complémentarité avec les voisins qui permette à la fois à la Belgique de remplir ses parts de missions article V de l'OTAN et de s'inscrire dans les missions de maintien

IX. — STANDPUNTEN VAN DE LEDEN

De heer Beaufays onderstreept het belang van het huidige debat voor de toekomst van de Belgische strijdkrachten die een essentieel onderdeel vormen van de Belgische soevereiniteit. Hij pleit dan ook voor een rationele benadering.

Sinds het laatste decennium zijn de bedreigingen minder duidelijk maar daarom niet minder reëel geworden. De internationale context is minder voorspelbaar geworden. Het aantal regionale conflicten neemt toe en vormt een bedreiging voor de vrede, veiligheid en stabiliteit in Europa. Het Belgisch leger moet dan ook veelzijdig en interoperationeel blijven om aan virtuele bedreigingen het hoofd te kunnen bieden.

Juist omwille van de mondialisering van de aspecten veiligheid en defensie is het noodzakelijk dat men de opdrachten van het leger kadert in de context van allianties, inzonderheid de NAVO door middel van het concept CJTF (*Combined Joint Task Forces*) en de WEU.

De spreker benadrukt voorts dat het tijd wordt dat Europa de nodige politieke wil en middelen aan de dag legt opdat de WEU een volwaardige pijler van de EU kan zijn. Hij verwijst daarbij naar de minister van landsverdediging waar die stelt dat het vrij paradoxaal is als men enerzijds een muntunie uitbouwt en daarbij de karakteristieken van een wereldmacht aanneemt maar anderzijds inzake veiligheid in hoofdzaak aangewezen blijft op de Verenigde Staten.

De spreker meent dan ook dat moet worden weerstaan aan een dubbele verleiding :

— enerzijds een « verstekeling » van de NAVO worden, met name als land dat alleen een « veiligheidsconsument » is. De spreker verwijst naar wat de minister van Landsverdediging op 22 oktober 1996 in de Kamer heeft verklaard, te weten dat aangezien de collectieve aanpak van de veiligheidsproblematiek een land rechten geeft dankzij de solidariteit van de partners, zulks aan de andere kant ook verplichtingen oplegt, vooral met betrekking tot de minimale inspanning die men moet leveren inzake uitrusting, training en operationele paraatheid;

— anderzijds, met een Europees perspectief voor ogen, niet te snel desinvesteren op nationaal vlak, in de wetenschap dat de WEU alleen rapporten genereert (die overigens vaak uitmuntend zijn). Het gemeenschappelijk Europees defensiebeleid is helaas niet voor morgen; de gemeenschappelijke defensie zal evenmin voor overmorgen zijn.

Op termijn wordt echter niet afgestapt van het oogmerk van een Europese defensie; volgens de spreker is België, met zijn specifieke taalkundige en culturele kenmerken, goed aangewezen om op dat gebied in Europa het voortouw te nemen. Men moet de voorkeur geven aan een modulair beleid, dat het beleid van de buurlanden aanvult en aan België tegelijkertijd de mogelijkheid biedt het toegewezen

de la paix suivant l'esprit de la note du gouvernement sur la participation de la Belgique aux opérations de maintien de la paix et dans le cadre de la préparation de l'avenir de l'Europe.

Plusieurs évènements ont démontrés que les forces armées se trouvent en face de nouveaux défis. Pour relever ces défis, il faut partir de la cohésion que requiert l'adhésion de la Belgique aux alliances (article V de l'OTAN, UEO) fondées sur la défense mutuelle, ne pas sacrifier cet engagement de défense mutuelle, mais s'ancrer sur lui. Limiter la solidarité aux opérations de faible intensité serait témoigner d'un manque de vision. La planification en commun, le partage des ressources et des secrets sont fondés sur la conviction de pouvoir compter sur le soutien mutuel pour des tâches essentielles.

En ce qui concerne la participation des forces armées belges à des opérations de maintien de la paix à l'étranger, l'orateur réfère à la note de politique générale du gouvernement sur ce sujet (Doc. Chambre n° 1394/1-97/98).

En ce qui concerne les opérations humanitaires et l'aide au développement, la Défense nationale, à la demande du département des Affaires étrangères, de la Coopération au Développement, d'organisations internationales doit pouvoir contribuer à sécuriser des opérations humanitaires, mais n'a pas pour mission de les exécuter. Les militaires doivent créer, par leur présence, un environnement dans lequel règne la paix dont ont besoin les organisations humanitaires pour faire leur travail. Obliger les militaires à faire autre chose que leur métier expose aux dérives. Mais dans le cadre du binôme Défense nationale-Coopération au Développement, il est patent qu'il n'y a pas de développement sans stabilité et que dans bien des conflits, il n'y a pas d'intervention humanitaire possible si l'on n'est pas protégé militairement.

Qu'il s'agisse, particulièrement en Afrique, d'actions de constructions de la paix, d'assistance à l'exécution d'accords de paix, de l'élimination de séquelles de conflits (démontage), l'orateur estime que le personnel militaire qui se rend sur le terrain doit certes s'acquitter de sa mission dans le respect de la dignité des populations locales, en dépit de conditions d'action qui laissent souvent à désirer. L'aide de la Belgique aux pays du Sud peut relever de la formation dans le cadre de la mise sur pied d'une force de paix africaine, d'une forme de coopération technico-militaire suivant les principes de la note de politique précitée du gouvernement mais une européanisation de la coopération militaire paraît à terme, la meilleure voie à suivre. Nous vivons dans un monde d'interdépendance qui demande des solutions globales dont le FMI, l'ONU, l'OSCE, la future Cour pénale internationale, etc. sont des manifestations. On assiste à une reconnaissance de plus en plus approuvée de l'individu par rapport à l'État, notamment à

gedeelte van de in artikel V van het NAVO-verdrag vermelde opdrachten te vervullen in de geest van de beleidsnota van de Regering over de Belgische deelname aan vredesoperaties en van het voorbereiden van de Europese toekomst.

Meerdere gebeurtenissen hebben aangetoond dat de strijdkrachten voor nieuwe uitdagingen komen te staan. Om die aan te kunnen, moet men kunnen rekenen op de cohesie die wordt vereist door het lidmaatschap van de op wederzijdse verdediging steunende bondgenootschappen (NAVO artikel V, WEU); men mag die verbintenis inzake wederzijdse defensie niet opgeven, maar men moet daarvan uitgaan. De solidariteit beperken tot interventies van beperkte omvang zou blijk geven van een gebrek aan visie. De gemeenschappelijke planning, de uitwisseling van kundigheden en geheimen steunen op de overtuiging dat voor essentiële taken op wederzijdse steun kan worden gerekend.

In verband met de deelname van de Belgische strijdkrachten aan vredeshandhavingsoperaties in het buitenland verwijst de spreker naar de beleidsnota terzake van de regering (zie Stuk Kamer n° 1394/1-97/98).

Inzake de humanitaire operaties en de ontwikkelingssamenwerking moet Landsverdediging, op verzoek van de departementen Buitenlandse Zaken en Ontwikkelingssamenwerking, alsmede van internationale organisaties kunnen bijdragen tot de beveiliging van de humanitaire operaties, maar het is niet de taak van Landsverdediging die uit te voeren. De militairen dienen door hun aanwezigheid een kader te creëren waar de vrede heerst die de humanitaire organisaties nodig hebben om te kunnen werken. De militairen verplichten andere taken te vervullen dan hun beroep kan tot ontsparingen leiden. In het raam van het binomium Landsverdediging-Ontwikkelingssamenwerking is het evenwel duidelijk dat zonder stabiliteit geen ontwikkeling mogelijk is en dat in tal van conflicten zonder militaire bescherming niet te denken valt aan humanitaire missies.

De spreker vindt dat of het nu om vredesacties gaat, dan wel om hulp bij de uitvoering van vredesakkoorden of het opruimen van de kwalijke gevolgen van conflicten (ontmijning), meer bepaald in Afrika, de militairen die zich op het terrein begeven, bij het vervullen van hun opdracht hoe dan ook de waardigheid van de plaatselijke bevolking moeten eerbiedigen, hoewel de omstandigheden waarin zij moeten werken soms zeer te wensen overlaten. De Belgische hulp aan de landen in het Zuiden kan ressorteren onder opleiding in het raam van de oprichting van een Afrikaanse vredesmacht en van een vorm van technisch-militaire samenwerking volgens de principes van de voornoemde beleidsnota van de regering, maar een Europeanisering van de militaire samenwerking lijkt op termijn het meest aangewezen. Wij leven in een wereld van onderlinge afhankelijkheid die alomvattende oplossingen vereist, waarvan het IMF, de VN, de OVSE, het toekomstige Internationaal Strafgerecht enz. uitingen zijn. De erkenning

travers les droits de l'homme. On assiste également à une pratique de plus en plus interventionniste, notamment par la mise en œuvre de sanctions individuelles en cas de violation des droits de l'homme.

Le principe d'assistance à personne en danger devrait-il s'arrêter aux frontières nationales ? L'orateur estime qu'il faut plutôt trouver un juste équilibre entre la prudence et l'audace. Prudence, car il est déjà arrivé que, sous prétexte humanitaire, un État intervienne dans un pays étranger pour servir ses propres intérêts et il ne faudrait pas créer plus de problèmes qu'on en résout. Audace, car on a un devoir moral d'intervention; les droits humains doivent être affirmés au-delà du principe de non-ingérence. L'orateur réfère à M. A. Dumoulin : « L'eupéanisation partielle de la coopération militaire avec l'Afrique pourrait lever en grande partie les ambiguïtés des coopérations bilatérales » et il ajoute que cela permettrait à la Belgique de faire preuve de l'audace suffisante pour la mise en œuvre d'un droit d'humanité. On est encore loin d'un processus effectif d'eupéanisation, mais on devrait porter tout effort dans cette direction.

Enfin, en matière d'aide à la notion, l'intervenant estime que les services civils actuels doivent être maintenus en fonction notamment de leur disponibilité, de leur degré de préparation, mais que la contribution des Forces Armées peut s'avérer substantielle à l'occasion et doit être optimisée. M. le gouverneur Dalem, lors de son audition, déclarait à cet égard : « Pour l'ensemble de ces activités (discipline IV, appui logistique) il est évident qu'en temps de paix, l'armée peut, dans la limite de ses disponibilités en effectifs humains et techniques, jouer un rôle important, même si, aujourd'hui, celui-ci, en raison des réglementations existantes, revêt un caractère subsidiaire par rapport aux ressources de la protection civile ou d'entreprises privées qu'il convient d'abord d'aligner et d'épuiser ».

Au nom du groupe PSC, M. Beaufays souligne que la contribution de l'armée doit rester subsidiaire, ce qui n'empêche pas son optimisation par, notamment,

- un assouplissement de la réquisition des moyens militaires. Certaines dispositions restent très gênantes (réquisitions lorsque tous les moyens civils ont été épuisés);

- un accroissement éventuel de la contribution de l'armée à la discipline médico-sanitaire du plan d'urgence et d'intervention;

- une meilleure familiarisation de toutes les instances (non seulement du gouverneur) avec les procédures de crise.

van de enkeling door de Staat, met name via de mensenrechten, wordt steeds meer een feit. Bovendien wordt terzake steeds meer opgetreden; zo worden individuele sancties opgelegd bij schendingen van de mensenrechten.

Moet het beginsel van de bijstand aan personen in gevaar vervallen aan de landsgrenzen ? Volgens de spreker komt het er veeleer op aan een billijk evenwicht te vinden tussen omzichtigheid en doorzettingsvermogen. Omzichtigheid is nodig omdat het al is gebeurd dat een land — zogezegd om humanitaire redenen — optreedt in een ander land om de eigen belangen veilig te stellen; het is beter niet méér problemen te scheppen dan er worden opgelost. Doorzettingsvermogen is onontbeerlijk omdat men de morele plicht heeft om op te treden; voor de verdediging van mensenrechten moet het beginsel van de niet-inmenging wijken. De spreker haalt de heer A. Dumoulin aan, volgens wie de gedeeltelijke europeïsering van de militaire samenwerking met Afrika grotendeels de dubbelzinnigheid van de bilaterale samenwerking kan wegnemen. De spreker voegt daaraan toe dat een en ander België in staat kan stellen voldoende doorzettingsvermogen aan de dag te leggen om een humanitair recht te doen naleven. Een daadwerkelijk europeïseringsproces is niet voor morgen, maar het moet ieders streefdoel zijn.

Wat tot slot de hulp aan de natie betreft, is spreker van oordeel dat de thans bestaande diensten voor burgerbescherming moeten worden gehandhaafd, met name wegens hun beschikbaarheid en hun gedegen voorbereiding; ook het leger kan op dat vlak een wezenlijke bijdrage leveren, die moet worden geoptimaliseerd. Tijdens de hoorzitting achtte gouverneur Dalem het in dat verband vanzelfsprekend dat ook in vredetijd voor het leger een belangrijke rol is weggelegd in dergelijke acties (discipline IV, logistieke steun), al moet hierbij rekening worden gehouden met de beschikbaarheid inzake personele en technische middelen, hoewel die rol op grond van de bestaande regelgeving tegenwoordig aanvullend is tegenover de middelen die de burgerbescherming of privé-ondernemingen kunnen inzetten en die bijgevolg ook in de eerste plaats moeten worden geregeld en uitgeput.

Namens de PSC-fractie stelt de heer Beaufays dat de bijdrage van het leger aanvullend moet blijven, al staat zulks de optimalisering ervan niet in de weg. Die kan er met name komen door :

- de procedure tot vordering van militaire middelen te versoepelen. Een aantal bepalingen blijft zeer omslachtig (vorderingen wanneer alle civiele middelen uitgeput zijn);

- de bijdrage van het leger in de medische en gezondheidskundige aspecten van het urgentie- en interventieplan eventueel op te voeren;

- alle instanties (niet alleen de gouverneur) meer vertrouwd te maken met de crisisprocedures.

Le coût quant à lui doit faire l'objet d'une facturation au profit du département de la Défense.

*
* *

M. Van Erps, s'exprimant au nom du groupe CVP, brosse un tableau de la stratégie internationale en matière de défense. Il affirme que l'importance et la complexité des risques ainsi que d'une force de dissuasion crédible dépassent de loin les capacités d'une stratégie de défense purement nationale. La seule véritable manière de gérer structurellement les risques et les menaces consiste à éliminer tout ce qui favorise leur développement. C'est pourquoi les sociaux-chrétiens continuent d'œuvrer pour plus de justice et une répartition plus équitable des richesses, des connaissances et du pouvoir. Il convient que les tensions actuelles et les crises qui s'enveniment soient désamorçées rapidement et énergiquement grâce à une diplomatie préventive et à un management de crise, lesquels doivent, pour ce faire, disposer de moyens adéquats et de structures régionales. Les conflits régionaux et la possibilité d'une attaque contre un allié resteront encore longtemps des réalités dont il faudra tenir compte en matière de défense. Le maintien d'une force de dissuasion crédible reste sans aucun doute le moyen de défense le plus sûr, y compris dans les premières phases d'un conflit. La Belgique a clairement renoncé à une stratégie de défense purement nationale depuis son adhésion à l'UEO (en 1948) et à l'OTAN (en 1949). La sécurité et la défense nationales doivent être garanties, dans un cadre européen, par l'Alliance atlantique, laquelle a préservé l'Europe occidentale d'un conflit armé depuis cinquante ans et en outre assuré sa stabilité. Elle a ainsi contribué de manière essentielle à la paix, à la sécurité et au bien-être de la population. C'est pourquoi l'intervenant préconise de continuer à développer un pilier européen au sein de l'Alliance atlantique et il accepte que la Belgique supporte une part équitable des charges liées à cette défense collective. L'importance de cette « part équitable » peut être définie par comparaison avec l'effort réalisé en matière de défense par d'autres membres comparables de l'OTAN.

Depuis que la situation s'est détendue en Europe, les gouvernements européens ont fait une priorité du développement d'un pilier européen au sein de l'OTAN. Les alliances opérationnelles avec des pays voisins et d'autres partenaires européens de l'OTAN, comme l'Eurocorps, ABNL Amiral BENELUX, *Benelux Deployable Air Task Force*, et la surveillance de l'espace aérien du Benelux favorisent le développement d'une identité européenne en matière de défense et sont les germes d'une future armée européenne. L'élargissement de l'OTAN incite également la Belgique à développer la coopération européenne.

En ce qui concerne les missions de l'armée, l'intervenant constate que la tâche essentielle des forces

De kostprijs moet dan weer ten voordele van het departement Landsverdediging worden gefactureerd.

*
* *

De heer Van Erps, namens de CVP-fractie, schetst de internationale organisatie van defensie. Hij stelt dat de schaal en de complexiteit van de risico's en van een geloofwaardige ontrading veruit de mogelijkheden van een louter nationaal georganiseerde defensie overstijgen. De enige echte structurele aanpak van de risico's en dreigingen bestaat er in hun voedingsbodem weg te nemen. Daarom blijven de christen-democraten ijveren voor meer rechtvaardigheid en een billijker verdeling van rijkdom, kennis en macht. Bestaande spanningen en escalerende crises moeten snel en energiek worden ontladen via preventieve diplomatie en crisis-management die daartoe de nodige middelen en regionale structuren moeten krijgen. Regionale conflicten en een mogelijke aanval op een bondgenoot zullen nog lang op de agenda van defensie blijven. Geloofwaardige ontrading blijft zonder enige twijfel het veiligste verdedigingssysteem, ook in de eerste stadia van een conflict. België heeft sinds 1948 (WEU) en 1949 (NAVO) duidelijk geopteerd om af te stappen van een louter nationaal georganiseerde defensie. Ook vandaag onderschrijft de CVP nog steeds haar beslissing waardoor de nationale veiligheid en defensie worden gegarandeerd in een Europees kader binnen het transatlantisch Bondgenootschap, dat West-Europa gedurende vijftig jaar heeft gevrijwaard van een gewapend treffen, en bovendien zijn stabiliteit heeft verzekerd. Daardoor werd ook essentieel bijgedragen tot de vrede, veiligheid en welvaart van de bevolking. Om deze redenen is de spreker voorstander van de verdere uitbouw van de Europese defensie-identiteit binnen het kader van de Transatlantische Alliantie, en aanvaardt hij het dragen van een rechtvaardig deel van de lasten, verbonden aan deze collectieve bescherming. Hoe groot dit « rechtvaardig deel » moet zijn, kan worden gemeten aan de defensie-inspanning van vergelijkbare NAVO-partners.

Sinds de *détente* is de uitbouw van een Europese pijler binnen de NAVO een aandachtspunt geweest voor de Europese regeringen. Operationele samenwerkingsverbanden met buurlanden en andere Europese NAVO-partners zoals Eurocorps, ABNL Amiral BENELUX, *Benelux Deployable Air Task Force*, en de bewaking van het Benelux-luchtruim bevorderen de ontwikkeling van een Europese defensie-identiteit en zijn de kiemen voor een toekomstig Europees leger. Ook de uitbreiding van de NAVO noopt België tot meer Europese samenwerking.

Met betrekking tot de opdrachten van het leger stelt de spreker dat de belangrijkste opdracht van de

armées belges consiste à participer à la dissuasion et à la défense communes, ce qui suppose la conclusion d'engagements dans le cadre de l'OTAN et leur respect. D'autre part, des troupes et des moyens peuvent également être mis en œuvre dans le cadre de missions humanitaires et de soutien de la paix. Pendant la préparation et l'exécution de ces missions, il faut accorder le plus d'attention possible non seulement à l'efficacité opérationnelle, point essentiel, mais aussi à la sécurité des troupes. L'intervenant estime que les forces armées belges doivent continuer à fournir une contribution dans le domaine de la coopération au développement. De plus, il doit également être possible de faire appel aux forces armées belges pour des tâches d'« aide à la nation ». Les limites des missions des forces armées belges sont définies par l'appartenance aux NU, à l'OSCE, à l'OTAN et à l'UEO.

Défense collective :

La mission essentielle de l'armée belge consiste à participer à la défense et à la dissuasion collectives au sein de l'OTAN et de l'UEO. La politique en matière de défense doit avant tout être calquée sur le concept stratégique de l'OTAN, c'est-à-dire être en harmonie avec la stratégie de défense élaborée par les dirigeants politiques et militaires de l'OTAN en fonction des conditions de sécurité qui prévalent à un moment donné. Le dernier Concept stratégique, qui date de 1991, est actuellement en cours de révision. Conformément aux directives de l'OTAN, il convient, d'une part, d'acquérir la technologie et le matériel nécessaires et, d'autre part, de former et d'entraîner le personnel disponible.

Interventions en faveur de la paix :

Depuis la fin de la Guerre froide, le contexte sécuritaire est devenu plus complexe et plus incertain. La sécurité des membres de l'OTAN dépend également de la stabilité des pays et des régions qui entourent la Belgique. Si les Nations Unies décident de mener une opération de maintien de la paix, la Belgique peut fournir des moyens humains et matériels. La décision d'engager des moyens humains et matériels est une décision politique prise, au cas par cas, par le gouvernement. Les objectifs doivent pouvoir être réalisés et mis en œuvre, l'engagement doit être le plus transparent possible, soutenu par une assise sociale et approuvé par le parlement. Les chances de succès et la sécurité des troupes sont le mieux garanties lorsque, où qu'elles soient engagées, elles ont la capacité immédiate, même en cas d'escalade, de garder l'ascendant. Cela suppose des règles d'engagement souples, une bonne capacité de renseignement et d'analyse et un large pouvoir de décision pour celui qui dirige les opérations sur le terrain.

Il convient d'éviter à cet égard, dans la mesure du possible, que des tâches policières soient confiées à des militaires. L'expérience de l'opération en Slavonie orientale montre notamment que la police locale rechigne parfois à intervenir lors, notamment, de

Belgische strijdkrachten bestaat uit de deelname van de collectieve ontrading en defensie waarbij NAVO-verbintenissen worden aangegaan en gerespecteerd. Daarnaast kunnen ook troepen en middelen worden ingezet bij vredesondersteunende en humanitaire zendingen. Gedurende de voorbereiding en uitvoering hiervan moet niet alleen de operationele, die essentieel is maar ook de veiligheid van de troepen de grootst mogelijke aandacht krijgen. De spreker houdt eraan dat de Belgische strijdkrachten een bijdrage blijven leveren op het vlak van ontwikkelingssamenwerking. Bovendien moet ook een beroep kunnen worden gedaan op de Belgische strijdkrachten voor taken van « hulp aan de natie ». De krijtlijnen voor de opdrachten van de Belgische Strijdkrachten hebben als basis het lidmaatschap van VN, OVSE, NAVO, en WEU.

Collectieve defensie :

De hoofdplicht van het Belgisch leger bestaat in de deelname aan de collectieve defensie en ontrading binnen het verband van de NAVO en de WEU. Het defensiebeleid dient in de eerste plaats afgestemd te zijn op het strategisch concept van de NAVO. Dit is de defensie-strategie die de politieke en militaire leiders van de NAVO uitgetekend hebben in functie van de veiligheidsomgeving van het moment. Het laatste Strategisch Concept van 1991 wordt momenteel herzien. Conform de NAVO-richtlijnen dienen enerzijds de nodige technologie en materieel te worden aangeschaft en anderzijds het beschikbare personeel te worden opgeleid, gevormd en getraind.

Vredesinterventies :

Sinds het einde van de Koude Oorlog is de veiligheidscontext ingewikkelder en onzekerder geworden. De veiligheid van de NAVO-leden wordt eveneens bepaald door de stabiliteit van de omringende landen en regio's. Indien de VN beslist tot een vredesinterventie, kan België troepen en middelen ter beschikking stellen. De beslissing om troepen en middelen te engageren is een politieke beslissing die geval per geval door de regering wordt genomen. De doelstellingen dienen haalbaar en uitvoerbaar te zijn, de inzet moet zo transparant mogelijk zijn, geschraagd door een maatschappelijk draagvlak, en worden goedgekeurd door het parlement. De slaagkansen en veiligheid van de troepen zijn het best gewaarborgd als, waar ze ook worden ingezet, de onmiddellijke capaciteit aanwezig is om zelfs bij escalatie het overwicht te behouden. Dit impliceert soepele *rules of engagement*, een goede inlichtingen- en analysecapaciteit en een grote beslissingsbevoegdheid voor de bevelhebber op het terrein.

Hierbij moet in de mate van het mogelijke vermeden worden dat politionele taken worden toegewezen aan militairen. De ervaring van de operatie in Oost-Slavonië leert onder meer dat de plaatselijke politie niet altijd gemotiveerd is om op te treden bij onder

manifestations ou d'émeutes. Or, c'est le commandant militaire local de la mission des Nations Unies qui est responsable de la sécurité de la population et des diplomates et militaires présents. C'est surtout après la phase de maintien de la paix que l'on a besoin d'une police neutre et efficace pour assurer le maintien de l'ordre, qui ne peut en général pas encore être garanti au niveau local.

Il convient dès lors de définir et de créer un tel corps de police au sein de l'OTAN et de l'UEO. La Belgique a été souvent confrontée à ce problème et pourrait aider à élaborer les termes de référence ainsi que les profils.

Coopération au Développement :

La capacité logistique de l'armée et le savoir-faire de ses hommes peuvent rendre de nombreux services aux pays à faibles revenus. On pourrait, par ce biais, apporter une contribution essentielle à la politique extérieure et améliorer l'image et l'entraînement des forces armées. Il est nécessaire, à cet effet, qu'il existe une bonne collaboration entre les trois départements concernés (Défense nationale, Coopération au Développement et Affaires étrangères) et que, pour l'accomplissement de certaines tâches, les forces armées n'entrent pas en concurrence avec le secteur privé.

Coopération technique militaire :

Chaque pays a le droit d'assurer lui-même sa défense. À certaines conditions, parmi lesquelles le respect des droits de l'homme, une bonne gestion de la chose publique et un processus de démocratisation, la coopération technique militaire peut être envisagée, de préférence, dans un cadre multilatéral.

Aide à la nation :

Les forces armées belges doivent également pouvoir être engagées au service de la nation : assistance en cas de catastrophes naturelles ou autres, participation aux plans d'urgence, opérations de recherche à grande échelle, opérations de sauvetage, recherche des pollueurs en mer, etc. L'accomplissement de ce type de missions doit resserrer les liens entre la population et l'armée.

Cette aide peut encore être améliorée en renforçant les synergies entre les moyens disponibles de l'armée et de la protection civile; en inventoriant les moyens que l'armée peut engager (exemple : unités logistiques, centre de soins pour brûlés, unités du génie, équipes d'intervention psychologique, etc.) en organisant un échange de compétences spécialisées entre la Défense nationale et les administrations locales ou régionales par le biais de la formation et l'organisation d'exercices en commun (exemple : accidents chimiques ou biologiques, plans catastrophe, surveillance des zones de pêche, etc. Il faut prévoir un cadre général et précis pour les réquisitions.

Étant donné qu'aucun budget n'est prévu pour financer les prestations pour le compte de tiers (même pas si le bénéficiaire de ces prestations est un

andere betogingen en rellen. Nochtans draagt de plaatselijke militaire bevelhebber van de VN-missie verantwoordelijkheid voor de veiligheid van de bevolking en van de aanwezige diplomaten en militairen. Vooral na de fase van *Peace Enforcement* heeft men nood aan een neutrale efficiënte politiemacht voor ordehandhaving. Die kan lokaal meestal nog niet worden gegarandeerd.

Een dergelijke politiemacht moet bijgevolg worden gedefinieerd en opgericht binnen de NAVO of de WEU. België werd herhaaldelijk met dit probleem geconfronteerd en zou mee de referentietermen en profielen kunnen uittekenen.

Ontwikkelingssamenwerking :

De logistieke capaciteit van het leger en de know how van zijn manschappen, kunnen vele diensten bewijzen aan lage inkomenslanden. Dit kan wezenlijk bijdragen tot het buitenlands beleid en het imago en de training van de Krijgsmacht ten goede komen. Voorwaarden daartoe zijn dat er een goede samenwerking is tussen de drie betrokken departementen (Landsverdediging, Ontwikkelingssamenwerking en Buitenlandse Zaken), en dat de Krijgsmacht voor bepaalde taken niet in concurrentie treedt met de privé-sector.

Militaire technische samenwerking :

Elk land heeft het recht zichzelf te kunnen verdedigen. Onder bepaalde voorwaarden, waaronder respect voor de mensenrechten, goed overheidsbeheer en een democratiseringsproces, kan militair technische samenwerking worden overwogen, bij voorkeur in een multilateraal kader.

Hulp aan de natie :

De Belgische strijdkrachten moeten ook ingezet kunnen worden ten dienste van de natie voor : ondersteuning bij natuurlijke of door mensen veroorzaakte rampen, bijdrage in urgentieplannen, massale zoekoperaties, reddingsoperaties, opsporen van zeevervuilers enz. De uitvoering van dergelijke taken moet de band tussen de bevolking en het leger kunnen aanhalen.

Deze hulp kan worden verbeterd mits een betere synergie tussen de beschikbare middelen van het leger en van de civiele bescherming; een inventarisatie van inzetbare militaire middelen (bijvoorbeeld : logistieke eenheden, brandwondencentrum, eenheden van de genie, psychologische interventieteams enz.); uitwisseling van expertise tussen Landsverdediging en de plaatselijke of regionale besturen door middel van opleiding en gezamenlijke oefeningen (bijvoorbeeld : chemische of biologische ongevallen, rampenplanning, bewaking van de visserijzone enz) een algemeen en duidelijk kader voor opvorderingen.

Aangezien er geen begrotingsmiddelen zijn voorzien voor prestaties aan derden (ook niet wanneer andere departementen de begunstigde zijn), zelfs

autre département ministériel), ces prestations doivent être facturées et payées au département.

*
* *

En ce qui concerne les risques et les menaces, *M. De Crem* fait observer que la fin inattendue de la Guerre froide a montré très clairement qu'aucune situation n'est définitive en matière de sécurité. L'éventail des risques s'est modifié de manière fondamentale : certains sont passés à l'arrière-plan (invasion d'unités blindées, utilisation de l'arme nucléaire), d'autres sont devenus plus réels (terrorisme, utilisation d'armes chimiques et biologiques) et de nouveaux risques sont apparus (guerre informatique).

La politique de sécurité belge, occidentale et transatlantique doit garder cette constatation à l'esprit.

Une grande partie de la population a toutefois l'impression que les risques — on ne parle même plus de menaces — ne sont plus visibles ou ne pèsent plus réellement sur la région et que le problème se situe plutôt dans le domaine de la sécurité intérieure. La Guerre froide a été gagnée sans coup férir et le sentiment de menace s'est dissipé particulièrement vite.

L'actualité de ces derniers mois et de ces dernières années semble pourtant ne laisser guère de place pour une politique de sécurité relâchée. Les conflits récents de nature et d'ampleur changeantes, dont certains se déroulent à quelques heures d'avion de chez nous, confirment que le terreau ancestral dans lequel s'enracinent les conflits armés, à savoir l'existence d'un profond sentiment d'injustice dans une grande partie de la population mondiale, est plus que jamais vivace. Cette injustice découle de la répartition inégale du bien-être, du pouvoir de décision et de la connaissance. Injustice causée également par l'appétit de pouvoir des uns ou les idéologies radicales des autres. Les efforts déployés par l'Occident pour tenter de garantir la sécurité dans le monde entraînent des frustrations. Les mécanismes sous-jacents de ces inégalités s'avèrent complexes et les efforts pour les supprimer sont beaucoup trop faibles ou s'empêchent dans de trop nombreuses contradictions. C'est la raison pour laquelle, il faut garder à l'esprit que l'on risque encore de voir des peuples frustrés ou leurs dirigeants tentent d'imposer leurs droits par la force.

Si l'on veut définir l'organisation et les moyens des forces armées du 21^e siècle, les missions de celles-ci doivent être claires. Cela suppose que l'on réalise une étude approfondie des risques et des menaces auxquels, dans l'état des connaissances actuelles, on peut s'attendre d'ici 2010-2015. Il est également capital que la population soit correctement informée à cet égard.

niet voor de hulp verleend door de krijgsmacht op grond van opvordering, moeten die prestaties worden gefactureerd en betaald aan het departement.

*
* *

In verband met de risico's en de dreigingen stelt *de heer De Crem* dat het onverwachte einde van de Koude Oorlog zeer duidelijk heeft aangetoond dat geen enkele veiligheidstoestand definitief is. Het spectrum van de risico's is grondig gewijzigd : sommige verdwenen op de achtergrond (tankinvasie, kernwapens) andere kwamen meer op de voorgrond (terrorisme, biologische en chemische wapens) en ook nieuwe risico's dienden zich aan (informatica).

Het Belgische, West-Europese en Transatlantische veiligheidsbeleid moet die vaststelling voor ogen blijven houden.

In grote lagen van de bevolking overheerst evenwel de indruk dat de risico's, laat staan de dreigingen toch niet langer duidelijk aantoonbaar zijn of niet echt meer op de regio wegen en dat zich nu eerder een probleem van binnenlandse veiligheid stelt. Jarenlang hebben militaire en andere strategen het ergste voor mogelijk gehouden. Plots bleek de Koude Oorlog zonder slag of stoot gewonnen te zijn en ebde het gevoel van dreiging bijzonder snel weg.

De actualiteit van de laatste maanden en jaren schijnt nochtans weinig ruimte te laten voor een veiligheidsbeleid dat de teugels zou kunnen vieren. Recente conflicten van wisselende aard en omvang, sommige op enkele uren vliegen verwijderd, bevestigen dat de aloude voedingsbodem voor gewapende conflicten onverminderd aanwezig is, namelijk een intens gevoel van onrecht bij grote delen van de wereldbevolking. Onrecht dat voortspuit uit de zeer ongelijke verdeling van welstand, van inspraak en van kennis. Onrecht ook door de machthonger van de enen of door de radicale ideologieën van anderen. De pogingen van het Westen om de wereldveiligheid te blijven garanderen, brengen frustraties met zich. De onderliggende mechanismen van al deze onrechtvaardigheden blijken complex te zijn en de inspanningen om ze ongedaan te maken veel te zwak of te tegenstrijdig. Daarom moet men voor ogen houden dat het risico blijft bestaan dat verongelijkte volkeren of hun leiders hun recht met geweld zullen pogen af te dwingen.

Om de organisatie en de middelen van de Belgische Landsverdediging voor de 21^e eeuw te willen schetsen, moeten haar opdrachten duidelijk zijn. Dit veronderstelt een grondige studie van de risico's en dreigingen die men met de huidige kennis tussen nu en 2010-2015 kan verwachten. Het is ook uitermate belangrijk dat de bevolking hierover op een correcte wijze wordt geïnformeerd.

En ce qui concerne les causes profondes des risques et des menaces :

Les agressions et les recours à la violence trouvent souvent leur origine dans des injustices réelles ou supposées. Ces injustices peuvent revêtir de nombreuses formes.

Le fossé entre les pauvres et les riches semble aller en s'élargissant plutôt qu'en se rétrécissant. Les populations qui vivent dans la misère sont quotidiennement confrontées à des élites nanties et à des images de la richesse occidentale.

Les richesses naturelles sont réparties de manière inégale dans le monde. Les minerais et le pétrole demeurent une source de frictions ou de conflits entre des États et/ou d'autres acteurs. Dans de nombreuses régions, l'accès à l'eau potable risque de devenir la principale source de conflits des prochaines décennies : quelque deux cents fleuves et rivières traversent deux États au moins.

La pression de l'environnement — au sens large du terme — intensifiera la lutte pour les terres habitables. La pollution de l'air et du sol (catastrophes nucléaires ou chimiques), les sécheresses de longue durée ou les inondations régulières raréfient les terres habitables, alors que la population mondiale ne cesse d'augmenter.

L'absence d'État de droit dans de nombreux pays empêche une bonne gestion de l'État, ce qui accroît les inégalités sur le plan interne et augmente le retard économique par rapport aux pays riches sur le plan externe.

Les conséquences pour la paix et la sécurité :

Les individus et les groupes de population ont des réactions très différentes dans de telles circonstances, ce qui engendre des situations à risque.

Des flux migratoires apparaissent de manière massive ou progressive et peuvent peser sur l'économie et l'emploi des pays d'accueil, susciter des réactions hostiles de la part de la population locale, offrir une base de départ pour des opérations militaires et abriter des organisations terroristes ou criminelles.

Des sentiments d'impuissance poussent certains à l'extrémisme ou au fanatisme, politiques, nationalistes, ethniques ou religieux, ou, dans une moindre mesure, écologiques, la fin justifiant les moyens.

Certains « mouvements de libération » n'ont pu survivre à la Guerre froide que grâce à des ressources financières provenant d'activités criminelles, tandis que le crime organisé redouble d'audace, recourt aux armes lourdes et fait régner la terreur. L'association du terrorisme politique et du crime organisé est considérée comme un danger particulièrement menaçant. La privatisation de la guerre fait apparaître de nouveaux acteurs sur le terrain : quelques amateurs (terrorisme écologique), mais surtout des professionnels (agences de mercenaires) et des entreprises en tant que bailleurs de fonds (sociétés minières en Afrique).

L'intervenant fait ensuite un tour d'horizon des régions sensibles. Il fait observer que, dans le cadre

Met betrekking tot de voedingsbodems van risico's en dreigingen :

Agressie en geweld vinden vaak hun oorsprong in reëel of vermeend onrecht. Dit onrecht kan vele vormen aannemen.

De kloof arm-rijk schijnt eerder te vergroten dan te verkleinen. Bevolkingen die in armoede leven, worden dagdagelijks geconfronteerd met welstellende elites in hun midden en met beelden van Westerse rijkdom.

Natuurlijke rijkdommen zijn ongelijk verdeeld over de planeet. Ertsen en olie blijven een bron van wrijving of conflict tussen staten en/of niet-statelijke actoren. In vele regio's kan de toegang tot drinkbaar water het voornaamste strijdpunt van de komende decennia worden : ongeveer 200 stromen en rivieren hebben ten minste twee oeverstaten.

De milieudruk — in de brede zin — zal de strijd om leefbare grond doen toenemen. Lucht- en grondverontreiniging (radioactieve of chemische rampen), langdurige droogte of regelmatige overstromingen maken goede leefbare grond schaarser voor de steeds toenemende wereldbevolking.

De afwezigheid van een rechtstaat in vele landen belet degelijk staatsbestuur, waardoor intern de ongelijkheid vergroot en extern de economische achterstand tegenover de rijke wereld toeneemt.

De gevolgen voor de vrede en de veiligheid :

Individen en bevolkingsgroepen reageren in dergelijke omstandigheden zeer uiteenlopend, met risicovolle toestanden voor gevolg.

Migratiestromen ontstaan massaal of geleidelijk en kunnen de economie en de werkgelegenheid van de gastlanden onder druk zetten, vijandige reacties uitlokken vanwege de autochtone bevolking, een uitvalsbasis bieden voor militaire operaties en terroristische of criminele organisaties herbergen.

Gevoelens van onmacht leiden bij sommigen tot extremisme of fanatisme, politiek, nationalistisch, etnisch of religieus en in mindere mate nu ook ecologisch, waarbij het doel alle middelen heiligt.

Sommige « bevrijdingsbewegingen » konden de Koude Oorlog enkel overleven door financiering vanuit criminele activiteiten, terwijl de georganiseerde misdaad langsom driester wordt en zware wapens en terreur gebruikt. Het versmelten van politiek terrorisme en georganiseerde misdaad wordt als een bijzonder dreigende toestand ingeschat. De privatisering van oorlogsgeweld brengt nieuwe actoren in het veld : enkele amateurs (ecologisch terrorisme) maar vooral professionals (uitzendbureaus van huurlingen) en bedrijven als financiers (mijnmaatschappijen in Afrika).

De spreker schetst voorts een overzicht van de gevoelige regio's. Hij stelt dat in het kader van een

d'un système collectif de défense, il n'appartient pas à chaque pays d'effectuer une analyse des risques et des menaces et d'en tirer les conclusions pour lui seul. Cette analyse est effectuée en permanence, de manière collective, au sein de l'Alliance. Selon le point de vue de l'OTAN, les voisins directs sont notamment la Fédération de Russie, les Balkans, le Moyen-Orient, l'Afrique et, un peu plus loin, les républiques méridionales de la CEI et la région Asie-Pacifique.

** La Fédération de Russie après Eltsine*

La situation politique et socioéconomique qui prévaut actuellement en Fédération de Russie n'est pas très claire. La situation qui prévaudra lorsque Eltsine disparaîtra de la scène politique est encore moins claire. Cette incertitude soulève un certain nombre d'interrogations concernant le maintien de l'unité, la répartition du potentiel militaire et du produit des matières premières, la stabilité d'un nouveau gouvernement et le comportement de certaines personnes et de certains partis s'il devait y avoir lutte pour le pouvoir.

** Les Balkans*

La région des Balkans est loin d'être stable : le conflit qui fait rage au Kosovo peut enflammer toute la région et la situation en Albanie n'est toujours pas sûre.

La situation politique de la Turquie n'est pas tout à fait stable, ni sur le plan interne (PKK et islam), ni sur le plan externe (relations avec l'UE, panturquisme). Les négociations concernant l'adhésion de Chypre à l'UE pourraient également aviver la pression qui pèse sur le conflit gréco-turc.

** Le Moyen-Orient*

Le processus de paix au Moyen-Orient est au point mort. Il est urgent que l'on conclue des accords acceptables concernant l'eau potable. Le système de contrôle de la fabrication et du stockage d'armes de destruction massive n'empêche pas que l'Irak, qui a subi une humiliation cuisante lors de la Guerre du Golfe, possède le savoir-faire nécessaire pour fabriquer des armes biologiques et chimiques.

** L'Afrique*

Il paraît difficile de lutter contre la terreur fondamentaliste en Algérie. Cette violence pourrait s'exporter en Europe. Les relations historiques entre la Belgique et l'Afrique centrale ne permettent pas que l'on abandonne cette région à son sort. L'évolution actuelle ne laisse pas présager d'amélioration à court terme. De nombreux compatriotes travaillent encore à la reconstruction et au développement de la région.

** Les républiques méridionales de la CEI*

Les républiques méridionales de la CEI, qui se caractérisent par une grande pauvreté et une gestion déficiente de la chose publique, sont confrontées à

collectief defensiesysteem het uiteraard niet elk individueel land apart is dat een analyse van de risico's en dreigingen maakt en er voor zichzelf de conclusies uit trekt. Deze analyse wordt permanent op collectieve basis doorgevoerd in de schoot van de Alliantie. Vanuit het oogpunt van de NAVO zijn de directe burens onder meer de Russische Federatie, de Balkan, het Midden-Oosten, Afrika en iets verder ook de zuidelijke GOS-republieken en de Aziatische en Stille Zuidzee-regio.

** De Russische Federatie na Jeltsin*

De huidige politieke en socio-economische toestand in de Russische Federatie is niet echt duidelijk. Nog minder duidelijk is de situatie die zal ontstaan wanneer Jeltsin van het toneel zal verdwijnen. Er duiken een aantal vragen op over het behoud van de eenheid, over de verdeling van het militair potentieel en van de opbrengst van de grondstoffen, over de stabiliteit van een volgende regering, en over het gedrag van bepaalde partijen en personen in een eventuele machtsstrijd.

** De Balkan*

De Balkanregio is verre van stabiel : het conflict in Kosovo kan overslaan en de toestand in Albanië blijft onzeker.

Zowel de interne politieke positie van Turkije (PKK en islam) als de externe (relatie met EU, panturkisme) is niet volledig stabiel. De toetredingsonderhandelingen van Cyprus tot de EU zouden ook de druk op het Grieks-Turkse conflict kunnen verhogen.

** Het Midden-Oosten*

Het vredesproces in het Midden-Oosten stagneert. Aanvaardbare drinkwaterakkoorden zijn dringend nodig. Het controleregime op de aanmaak en stockage van massavernietigingswapens belet niet dat Irak, dat zwaar werd vernederd in de Golfoorlog, de *know how* bezit voor de aanmaak van biologische en chemische wapens.

** Afrika*

De fundamentalistische terreur in Algerije lijkt moeilijk te beteugelen. Het geweld zou naar Europa geëxporteerd kunnen worden. De historische relaties tussen België en Centraal-Afrika laten niet toe om die regio de rug toe te keren. De huidige ontwikkelingen garanderen geen beterschap op korte termijn. Daarenboven zijn nog steeds talrijke landgenoten actief in de opbouw en verdere ontwikkeling van de regio.

** De zuidelijke republieken van het GOS*

De zuidelijke GOS-republieken, die veel armoede kennen en een zwak staatsbeheer, worden geconfronteerd met georganiseerde misdaad en concurren-

l'emprise de la criminalité organisée et en proie aux affrontements religieux. L'Ouzbékistan et le Turkménistan, qui possèdent d'importantes réserves de gaz naturel et de pétrole, peuvent faire l'enjeu d'un conflit d'intérêts.

** Asie — Pacifique*

La crise qui frappe actuellement les économies asiatiques et les essais nucléaires auxquels ont procédé l'Inde et le Pakistan sont des facteurs inquiétants. Comment évolueront les rapports de force entre le Japon, la Chine, les États-Unis et la Fédération de Russie et les relations entre la Chine, l'Inde et le Pakistan ? La situation en Indonésie est toujours potentiellement très conflictuelle. Comment les autres « tigres » sortiront-ils de la crise actuelle ? Dans quelle mesure Myanmar et l'Afghanistan sont-ils gouvernables ?

En ce qui concerne les risques et les défis qui se poseront en matière de défense à l'aube du 21^e siècle, l'intervenant estime que si des États ou des acteurs non étatiques ne voient pas d'autre issue que le recours à la violence, il pourront disposer d'un large éventail de moyens.

** Armes légères*

On les trouve partout et elles peuvent contribuer à faire dépasser rapidement le seuil de violence dans un conflit, à accroître la violence de celui-ci et à en allonger la durée.

** Armes NBC*

Le pouvoir de destruction des armes nucléaires, biologiques ou chimiques est très important et elles peuvent également être utilisées comme « armes de poche ». En cas d'utilisation limitée, c'est surtout leur impact psychologique qui est très important. Les essais nucléaires auxquels l'Inde et le Pakistan ont procédé ont remis la problématique des armes nucléaires sous les feux de l'actualité et l'attentat au gaz toxique commis par le secte AUM à Tokyo (1995) a montré que de telles armes pouvaient également être utilisées en dehors de conflits militaires.

** Systèmes de lancement*

Le développement et la prolifération des missiles balistiques et de croisière, leur autonomie croissante, leur précision accrue et leur plus grande efficacité font de ces systèmes des armes redoutables. Leur impact psychologique est également très important : il suffit de songer aux effets provoqués par les Scuds, pourtant imprécis, qui ont été lancés sur Israël au cours de la seconde Guerre du Golfe.

** Nouveaux types d'armes*

Les technologies de pointe ne sont, depuis longtemps, plus l'apanage de l'Occident. Un nombre sans cesse croissant de puissances sont à même de développer de nouveaux systèmes d'armement (par exem-

rende religions. Ouzbékistan et Turkménistan, met hun aardgas en -oliereserves, kunnen het voorwerp worden van een belangenstrijd.

** Azië — Stille Zuidzee*

De huidige economische crisis en de Indiase en Pakistaanse kernproeven zijn onrustbarend. Hoe zullen de machtsverhoudingen tussen China, Japan, de VS en de Russische Federatie evolueren en deze tussen China, Indië en Pakistan ? De toestand in Indonesië houdt nog steeds heel wat conflictpotentieel in. Hoe gaan de andere economische tijgers uit de huidige crisis geraken ? In welke mate zijn Myanmar en Afghanistan nog bestuurbaar ?

Met betrekking tot de risico's en uitdagingen voor defensie na de eeuwwisseling stelt de spreker dat wanneer staten of niet-statelijke actoren geen andere uitweg meer zien dan het gebruik van geweld, ze kunnen beschikken over een brede waaier van mogelijkheden :

** Kleine wapens*

Ze zijn alomtegenwoordig en kunnen ertoe bijdragen dat in conflicten de geweldsdrempel sneller wordt overschreden, dat het conflict gewelddadiger wordt, en dat het langer zal aanslepen.

** NBC wapens*

Het destructievermogen van nucleaire, biologische of chemische wapens is zeer hoog en ze kunnen ook in « pocket »-vorm worden gebruikt. Bij beperkt gebruik ervan is vooral de psychologische impact zeer groot. Door de kernproeven van Indië en Pakistan komt de problematiek van nucleaire wapens weer in de belangstelling, en de aanslag met gifgas van de AUM-sekte in Tokio (1995) gaf aan dat dergelijke wapens ook buiten militaire conflicten kunnen worden aangewend.

** Afleveringssystemen*

De verdere ontwikkeling en verspreiding van balistische en kruisraketten, hun groeiend vliegbereik, verbeterde nauwkeurigheid en hogere mate van doeltreffendheid maken deze systemen geducht. En hun psychologische impact is zeer groot : denken we maar aan de gevolgen van de overigens onnauwkeurige Scuds die werden afgevuurd op Israël tijdens de tweede Golfoorlog.

** Nieuwe soorten wapens*

Spitstechnologie is reeds lang niet meer het voorrecht van het Westen. Nieuwe wapensystemen (bijvoorbeeld laser en electromagnetische pulsen) kan door hoe langer hoe meer mogelijkheden worden ont-

ple, le laser et les impulsions électromagnétiques) : il convient dès lors de suivre de près cette évolution et, dans la mesure du possible, de l'anticiper.

** Progrès technologiques*

Les progrès technologiques toujours plus nets ont pour effet de modifier sans cesse la manière dont on fait la guerre et la stratégie que l'on adopte : plus rapides et plus efficaces sont l'observation, l'analyse, la décision et l'exécution, plus efficace est la défense et plus crédible est la dissuasion. Aussi est-il également indispensable en l'occurrence d'être à la pointe des développements technologiques récents.

** Informations utiles aux opérations militaires*

La société occidentale est avant tout une société de l'information, dans laquelle le processus décisionnel tant civil que militaire repose sur une collecte, un traitement et une diffusion rapides des informations. Cette dépendance rend la société très vulnérable. Les banques-carrefours, l'infrastructure de télécommunication, les réseaux financiers, les informations classifiées et les banques de données militaires sont autant de banques de données qui font l'objet de nombreuses tentatives de piratage à l'échelon mondial. Il est donc crucial qu'elles soient protégées contre l'infiltration et la destruction.

** Satellites commerciaux*

Les images des satellites commerciaux sont à présent largement disponibles et permettent donc également à tout le monde d'observer des mouvements de troupes ou de localiser certains objectifs.

*
* *

En ce qui concerne les moyens de l'armée, *M. Van Erps* constate ce qui suit :

— Matériel —

À la suite de la restructuration, le rééquipement a été ramené à un niveau qui risque de compromettre l'opérationnalité et la sécurité des troupes.

Le rééquipement constitue donc une priorité. Il plaide dès lors en faveur d'un plan à long terme et de programmes communs de rééquipement, mis en œuvre de préférence en collaboration avec les États membres européens. La Belgique doit à cet égard être attentive dès le stade initial (Recherche et Développement), aux opportunités pour les entreprises et pour l'emploi.

L'intervenant souligne que l'OTAN s'inquiète de plus en plus du niveau trop peu élevé des dépenses militaires et, en particulier, du rééquipement beaucoup trop limité des forces armées belges. Les alliés de l'OTAN ont sommé la Belgique d'augmenter annuellement le budget de 3,5 % en termes réels pendant six ans. Ils s'inquiètent surtout du fait que le rééquipement ne représente que 7 % du budget de la

wikkeld en moet dan ook op de voet worden gevolgd en zo mogelijk moet er worden op geanticipeerd.

** Technologische vooruitgang*

Door de steeds verdergaande technologische vooruitgang verandert de wijze en strategie van oorlog voeren constant : hoe sneller en efficiënter waarneming, analyse, beslissing en uitvoering kunnen gebeuren, des te doeltreffender is de defensie en des te geloofwaardiger de ontrading. Daarom is het ook hier levensnoodzakelijk mee aan de spits te staan van de recente technologische ontwikkelingen.

** Informatie oorlogvoering*

De Westerse maatschappij is bovenal een informatie-maatschappij, waarin zowel burgerlijke als militaire besluitvorming gebaseerd is op snelle informatievergaring, -verwerking, en -verdeling. Deze afhankelijkheid maakt de maatschappij zeer kwetsbaar. Kruispuntbanken, telecom-infrastructuur, financiële netwerken, geclassificeerde informatie en militaire databanken : inbraakpogingen in deze databanken gebeuren op grote schaal en wereldwijd. Het is dus cruciaal dat ze beschermd worden tegen infiltratie en vernietiging.

** Commerciële satellieten*

Commerciële satellietbeelden zijn nu ruim beschikbaar geworden en bieden dus ook iedereen de mogelijkheid om eveneens troepenbewegingen waar te nemen of bepaalde doelen te localiseren.

*
* *

Met betrekking tot de middelen van het leger stelt *de heer Van Erps* het volgende :

— Materieel —

Bij de herstructurering is de wederuitrusting teruggeschoefd tot op een niveau waarbij de operationaliteit en de veiligheid van de troepen in het gedrang dreigen te komen.

Wederuitrusting is dus een prioriteit. De spreker wijst op de noodzaak van een plan op lange termijn en op gezamenlijke programma's van wederuitrusting met, bij voorkeur, de Europese lidstaten, waarbij België vanaf het eerste stadium (Onderzoek en Ontwikkeling) oog moet hebben voor kansen voor de bedrijven en de werkgelegenheid.

De spreker onderstreept dat binnen de NAVO de bezorgdheid stijgt omtrent de ondermaatse defensie-uitgaven en in het bijzonder de veel te beperkte wederuitrusting van de Belgische strijdkrachten. De NAVO-bondgenoten hebben België aangemaand het budget gedurende zes jaar jaarlijks met 3,5 % in reële termen te verhogen. Zij zijn vooral bezorgd om de geringe wederuitrusting van slechts 7 % van de

Défense nationale. La mauvaise qualité de l'équipement ne fait qu'accroître le risque d'échecs, de morts et de blessés lors des opérations. Une telle situation démotive par ailleurs les militaires belges et peut, à terme, compromettre l'interopérabilité. Il insiste dès lors pour que le budget consacré au rééquipement soit revu à la hausse et pour que la Belgique ne donne pas l'impression vouloir faire supporter les charges de sa sécurité par ses alliés. Cela serait absolument indigne de notre pays, qui héberge le quartier général politique de l'OTAN à Evere et le commandement militaire suprême (SHAPE) à Casteau. La Belgique doit arrêter des programmes communs de rééquipement en fonction des missions prévues à l'article V du traité OTAN. Ce matériel peut également servir lors de missions de paix.

En ce qui concerne la relation entre le département de la Défense nationale et l'industrie (de défense), l'intervenant explique que les six États européens qui disposent de la plus importante industrie de défense, à savoir la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Italie, la Suède et l'Espagne, vont accroître progressivement leur collaboration. Les avantages économiques et budgétaires d'une telle collaboration sont évidents. Qui plus est, celle-ci contribue au développement de l'Identité européenne de sécurité et de défense (IESD). La Belgique, avec son potentiel technologique, ne peut rater cette occasion. L'intervenant préconise dès lors que la Belgique devienne membre à part entière de l'Organisme conjoint de coopération en matière d'armement (OCCAR), qui, à terme, doit devenir l'Agence européenne de l'armement, ainsi que des autres programmes multinationaux européens. Il estime que cette participation revêt une importance capitale pour notre industrie et nos exportations et, partant, pour l'emploi. Il souligne une fois encore la nécessité d'arrêter un plan à long terme et une politique en matière de recherche et développement. La Belgique devrait du reste participer à un maximum de programmes européens de défense dès la phase de recherche et développement.

— Personnel —

L'effectif global de 47 350 unités prévu en 1993 pour le département de la Défense nationale a été atteint en 1998. L'intervenant insiste toutefois pour que les distorsions existant dans la structure d'âge et des fonctions soient corrigées, et ce, dans le respect des accords linguistiques. Il demande en outre que l'on élabore une solution pour la future réserve, étant donné que cette composante du plan de restructuration n'a toujours pas été mise en œuvre.

— Généralités :

Besoin de jeunes recrues

Dans l'armée, de nombreuses fonctions opérationnelles sont très exigeantes sur le plan physique. Il convient dès lors de recruter des jeunes éléments pour exercer ces fonctions. On ne dispose toutefois

de défenseibegroting. Hoe slechter uitgerust, hoe groter het risico op mislukkingen en op doden en gewonden bij operaties. Dit ondermijnt de motivatie van de Belgische militairen, en kan de interoperabiliteit van gehanteerde systemen na verloop van tijd in gevaar brengen. De spreker dringt er dan ook op aan dat het budget voor wederuitrusting stijgt en dat België niet de indruk wekt de lasten van zijn veiligheid op de bondgenoten te willen afwentelen. Dit zou ons land dat het politieke hoofdkwartier van de NAVO in Evere alsook het hoogste militaire commando (SHAPE) in Casteau huisvest, absoluut onwaardig zijn. België moet tot gezamenlijke programma's van wederuitrusting komen in functie van de opdrachten van artikel V van het NAVO-verdrag. Dit materieel kan in vredesopdrachten worden ingezet.

Wat de relatie tussen landsverdediging en de (defensie)industrie betreft, licht de spreker toe dat de zes Europese landen met de belangrijkste defensieindustrie, namelijk Frankrijk, het Verenigd Koninkrijk, Duitsland, Italië, Zweden en Spanje steeds meer gaan samenwerken. De economische en budgettaire voordelen zijn evident. Bovendien helpt het de Europese Veiligheids- en Defensie-Identiteit (ESDI) te ontwikkelen. België, met zijn technologisch potentieel, mag die boot niet missen. Het moet volwaardig lid worden van het *Organisme conjoint de coopération en matière de l'armement* (OCCAR) — dat later het Europese Bewapeningsagentschap moet worden — en van andere Europese multinationale programma's. Dit is cruciaal voor onze industrie en uitvoer, en dus ook voor de werkgelegenheid. Daartoe is het noodzakelijk dat er op het niveau van landsverdediging een plan op lange termijn komt en een beleid voor onderzoek en ontwikkeling (O&O). België moet al van in de fase van O&O deelnemen aan een zo groot mogelijk aantal Europese defensieprogramma's.

— Personeel —

De in 1993 vooropgestelde globale getalsterkte van 47 350 personeelsleden binnen het departement Landsverdediging is in 1998 bereikt. De spreker dringt er echter op aan dat de bestaande scheeftekkingen inzake leeftijd- en functiestructuur worden rechtgetrokken, waarbij de bestaande taalafspraken gerespecteerd blijven. Hij vraagt bovendien een oplossing uit te werken voor de toekomstige reserve aangezien dit onderdeel van het herstructureringsplan nog steeds niet is uitgevoerd.

— Algemeen :

Nood aan jonge rekruten

Vele operationele functies in het leger zijn veeleisend op het fysieke vlak. Hiervoor moeten jonge krachten worden gerekruteerd. De budgettaire ruimte hiertoe is nog krap. Het algemeen overtal aan

que d'une marge budgétaire limitée pour ce faire. Après plusieurs années d'efforts, l'excédent général en personnel a effectivement été résorbé, mais la pyramide des âges reste en déséquilibre, surtout parmi les sous-officiers. Pour permettre que leur départ s'effectue humainement, il faudra faire des efforts supplémentaires, tels que, entre autres, la mise à la retraite anticipée et le travail à temps partiel.

Ces départs permettront de recruter des jeunes. Afin de maintenir la pyramide des âges en équilibre, il conviendrait de maintenir une rotation élevée de jeunes. En ce qui concerne la plupart des fonctions, la formation n'est pas très longue et elle peut être rentabilisée sur une période de trois à cinq ans, après quoi, ces volontaires peuvent être versés pour dix ans dans la réserve. Ce sont les volontaires court terme actuels (VCT). En Flandre, il existe toutefois, compte tenu de l'environnement économique plus favorable (les incitants économiques sont, d'après une étude sociologique, les raisons essentielles de s'engager ou non à l'armée), un intérêt nettement moindre pour ce type de contrats de courte durée. Cela pose un problème en ce qui concerne le maintien de l'équilibre linguistique.

Il convient dès lors de rendre les contrats VCT plus attrayants. Cela est possible, entre autres, en accordant des rémunérations raisonnables et en étant attentif au problème de la distance entre le domicile et le lieu de travail. L'on donne en outre à ces jeunes des atouts supplémentaires pour se présenter sur le marché de l'emploi, étant donné que, dans les forces armées, ils ont appris à travailler avec ordre, ponctualité et (auto-)discipline, qu'ils ont parfois participé à des missions internationales et ont appris à collaborer en groupe pendant une longue période.

La formation de ces VCT doit dès lors s'inscrire dans un cadre plus large que celui qui est strictement nécessaire pour l'accomplissement de leurs missions au sein des forces armées. On peut encourager les VCT à suivre des cours (congé-éducation, interventions financières pour les études) et on peut prévoir en fin de contrat une période au cours de laquelle ils bénéficient de facilités pour chercher un emploi et au terme de laquelle ils peuvent quitter les forces armées moyennant un préavis.

Davantage d'efforts doivent être faits en vue de favoriser le passage, d'abord, dans d'autres départements d'autorité, mais également dans les entreprises en collaboration avec les services du FOREM et les entreprises d'outplacement.

Personnel hautement qualifié

La suppression du service militaire a entraîné une importante pénurie de personnel civil très qualifié capable d'exercer un certain nombre de fonctions, notamment de toxicologues au SEDEE, d'analystes aux services de renseignements et de chercheurs au Centre Études Défense.

Personnel civil

Il a été décidé de valoriser les fonctions civiles dans la nouvelle structure du département de la

personeel is na jarenlange inspanningen wel weggevoerd, maar de leeftijdspiramide blijft ongezond, vooral bij de onderofficieren. Om hun afvloeiing op menselijke wijze mogelijk te maken, zijn extra inspanningen noodzakelijk : vervroegd pensioen, deeltijds werk enz.

Dat zal ruimte voor jongeren laten. Om de piramide gezond te houden, is het raadzaam een hoge *turn-over* van jongeren aan te houden. Voor de meeste functies valt de opleiding niet zo lang uit en kan ze op 3 à 5 jaar gerentabiliseerd worden, waarna deze vrijwilligers voor 10 jaar bij de reserve worden ingelijfd. Dit zijn de huidige VKT-ers : Vrijwilligers op Korte Termijn. In Vlaanderen bestaat er echter gezien de gunstige economische omgeving (en economische *stimuli* zijn volgens sociologisch onderzoek de voornaamste beweegredenen om al dan niet voor het leger te opteren) duidelijk veel minder interesse voor dergelijke contracten van korte duur. Hierdoor blijft het behoud van het taalevenwicht niet zo evident.

Daarom moeten deze VKT-contracten aantrekkelijker worden gemaakt. Dit kan onder meer door redelijke vergoedingen en aandacht voor de afstand woonst-werk. Bovendien geeft men aan de betrokkene een toegevoegde waarde mee op de arbeidsmarkt. De krijgsmacht kan op de arbeidsmarkt jongeren afleveren die hebben leren werken met orde, stiptheid en (zelf)discipline, die soms hebben deelgenomen aan internationale missies en die gedurende lange tijd in groep hebben leren samenwerken.

De opleiding van deze VKT-ers moet dan ook ruimer opgevat zijn dan eigenlijk nodig voor hun opdrachten binnen de krijgsmacht. De VKT-ers kunnen worden aangemoedigd tot het volgen van cursussen (educatief verlof, financiële tussenkomst bij studies); en er kan een uitlooperperiode voorzien worden tijdens dewelke ze faciliteiten krijgen om een baan te zoeken en na een opzegperiode de krijgsmacht kunnen verlaten.

Bovendien moeten er meer inspanningen worden gedaan om de doorstroming te bevorderen : eerst en vooral naar de andere overheidsdepartementen, maar ook naar de bedrijven toe in samenwerking met de diensten voor arbeidsbemiddeling en *outplacement*.

Hooggeschoolden

Door het opschorten van de legerdienst is voor een aantal taken een nijpend tekort ontstaan aan hoogwaardig gekwalificeerd burgerpersoneel zoals toxicologen bij DOVO, analisten bij de inlichtingendienst, en vorsers voor het Defensie Studiecentrum.

Burgerpersoneel

In de nieuwe structuur van het departement Landsverdediging werd besloten tot een opwaarde-

Défense nationale. Ce personnel doit être affecté prioritairement à des tâches requérant une formation longue et une grande continuité. Il doit accéder davantage à des fonctions à responsabilité (par exemple, la gestion et le soutien), de manière à permettre aux militaires de se concentrer davantage sur les tâches opérationnelles. Le nombre total de civils recrutés doit converger le plus rapidement possible vers le chiffre, convenu, de 5 000.

– Formation :

La formation des militaires en vue de l'accomplissement d'opérations à l'étranger doit, d'une manière générale (surtout en ce qui concerne les cadres subalternes), mieux correspondre aux nouvelles exigences et aux difficultés des missions de paix multinationales : adaptation à des collègues militaires et à des terrains d'action qui changent, réaction appropriée à des situations d'urgence, contrôle du comportement et des émotions dans des situations de stress, contacts avec les ONG, aptitudes sociales et contacts avec la population locale, droit des conflits armés, etc.

Compte tenu des risques et défis nouveaux et complexes, il est de la plus haute importance que la formation et l'entraînement militaire prennent davantage en compte les opérations autres que les opérations de guerre (*Operations Other Than War* — OOTW). Actuellement, l'entraînement porte quasi uniquement sur les missions traditionnelles, la guerre conventionnelle. C'est ainsi que dans le cadre de la formation des officiers, il faudrait accorder une attention particulière à l'étude des missions ressortissant à l'article 5 du traité OTAN, aux missions qui ne relèvent pas de cet article ainsi qu'aux missions OOTW (*Other Operations Than War*).

– La réserve :

Une armée professionnelle a besoin de personnel jeune pour accomplir des tâches physiquement exigeantes. Elle a également besoin de personnel bien formé, bien entraîné et bien encadré pour accomplir des missions politiquement délicates (maintien de la paix) et techniquement complexes. En temps de paix, il y a moyen de réduire le nombre de ces fonctions, mais pour pouvoir faire face à une dégradation de la situation internationale, il convient de maintenir une réserve qui soit prête à compléter l'armée de métier. Cette réserve renforce d'ailleurs également le lien qui existe entre l'armée et la nation.

Un manque imminent :

La réserve actuelle est quantitativement suffisante pour répondre aux besoins des forces armées jusqu'en 2006-2007. Deux problèmes se posent toutefois : le vieillissement de la réserve entraîne une diminution du nombre de personnes qui sont dans l'obligation statutaire ou légale de faire partie de la réserve, d'une part, et les réservistes actuels n'ont généralement plus participé au moindre entraînement depuis la fin de leur service militaire, d'autre part.

ring van de burgerfuncties. Zij moeten prioritair ingezet worden voor opdrachten die een lange opleiding en grote continuïteit vereisen. Zij dienen meer verantwoordelijke functies te krijgen (bijvoorbeeld beheer en ondersteuning) zodat de militairen zich meer kunnen toespitsen op de operationele taken. Het totale aantal burgers dient zo snel mogelijk naar het overeengekomen aantal van 5 000 te evolueren.

– Opleiding :

De opleiding van militairen in het algemeen (vooral het lager kaderpersoneel) voor operaties in het buitenland dient beter te beantwoorden aan de nieuwe vereisten en moeilijkheden die gepaard gaan met multinationale vredesoperaties : omgaan met wisselende militaire collega's, aanpassing aan wisselend terrein, gepast reageren bij noodgevallen, controle van het gedrag en de emoties onder stress, contact met NGO's, sociale vaardigheden en contacten met de plaatselijke bevolking, rechtsregels inzake gewapend conflict enz.

Gezien de nieuwe en complexe risico's en uitdagingen is het uiterst belangrijk om bij de opleiding en militaire training meer rekening te houden met « *Operations Other Than War* » (OOTW). Momenteel wordt er nagenoeg uitsluitend op traditionele opdrachten, de conventionele oorlog, geoefend. Zo zou er in de opleiding van officieren aandacht moeten uitgaan naar de studie van opdrachten die ressorteren onder artikel 5 van het NAVO-verdrag, naar opdrachten die er niet onder ressorteren alsook naar OOTW (*Other Operations Than War*)-opdrachten.

– De reserve :

Een beroepsleger heeft nood aan jong personeel om lichamelijk veeleisende taken te vervullen. Het heeft ook nood aan goed opgeleid, getraind en omkaderd personeel om politiek gevoelige (vredeshandhaving) en technisch complexe taken uit te voeren. In vredetijd kunnen al deze functies in aantal worden gereduceerd, maar om het hoofd te kunnen bieden aan een verslechtering van de internationale situatie moet er een reserve worden aangehouden die paraat staat om het beroepsleger aan te vullen. Die reserve versterkt ook de band tussen leger en natie.

Een nakend tekort :

Tot 2006-2007 is de huidige reserve kwantitatief voldoende om aan de noden van de krijgsmacht te voldoen. Er stellen zich echter twee problemen : enerzijds de vergrijzing van de reserve waardoor het aantal statutair en wettelijk verplichten afneemt, en anderzijds het feit dat algemeen genomen de huidige reservisten aan geen training meer hebben deelgenomen sinds het einde van hun legerdienst.

Raisons d'être d'une réserve :

Le CVP estime qu'une réserve demeure nécessaire, et ce, pour les raisons suivantes : en temps de guerre, la réserve doit compléter les unités de combat jusqu'à ce que les effectifs soient au complet. C'est ainsi que des missions spécifiques peuvent être confiées à la réserve (par exemple, le contrôle de la navigation peut être confié à la marine). Elle doit en outre contribuer à la défense militaire du territoire. En temps de paix, elle constitue un maillon important entre la population et l'armée.

Profil de la réserve :

Une telle réserve doit être en mesure de remplir un large éventail de missions. Elle sera dès lors constituée sur la base de critères diversifiés en matière de formation préalable, de formation militaire complémentaire et de disponibilité. On a besoin, entre autres, d'une réserve particulière de spécialistes hautement qualifiés (médecins, techniciens) qui peuvent être engagés rapidement dans des opérations, y compris, en temps de paix, dans des opérations de maintien de la paix.

Types de réserve :

L'intervenant suggère que la réserve repose sur trois piliers :

1. Une réserve immédiatement disponible et bien formée qui est entraînée régulièrement et peut être appelée pour des opérations extérieures. Elle se composera essentiellement d'anciens militaires de carrière qui seront dans l'obligation d'en faire partie. Elle comptera également d'autres spécialistes, qui suivront une formation et un entraînement adéquats. Ils pourront être mobilisés pour des missions spécifiques.

2. La réserve ordinaire, composée de gens formés, mais moins entraînés. Elle comptera principalement des volontaires : d'anciens militaires qui ne seront plus obligés d'en faire partie ainsi que des civils.

3. Une réserve de gens non formés. Ce groupe sera formé, en cas de menace de guerre, par le rétablissement du service militaire. La création de cette réserve nécessite la réactivation de la loi sur la milice.

Nécessité de légiférer en ce qui concerne la réserve :

Il faut élaborer, pour les réservistes, un statut à part entière applicable tant aux soldats et aux sous-officiers qu'aux officiers. Idéalement, il faudrait adopter une « loi sociale » pour la sélection, le recrutement, l'âge, le contrat, les droits et les devoirs, une « loi sociale » réglant la protection et les avantages du réserviste et de l'employeur et une « loi pécuniaire ».

Motivation :

Il importe avant tout d'informer les volontaires et les employeurs et de les inciter à contribuer à l'effort fourni pour relever le niveau de la réserve. L'intervenant estime que l'on peut envisager, tant pour les réservistes que pour les employeurs, divers incitants sur le plan fiscal ou au niveau des charges et allocations sociales. C'est ainsi, par exemple, que les jeunes qui quittent l'école percevraient immédiatement des

Bestaansredenen van een reserve :

De CVP stelt dat om de volgende redenen een reserve noodzakelijk blijft : In oorlogstijd moet de reserve de gevechtseenheden opvullen tot volledige sterkte, zo kunnen aan de reserve specifieke opdrachten worden toevertrouwd (bijvoorbeeld kan aan de marine de controle van de scheepvaart worden toevertrouwd). Bovendien moet ze bijdragen tot de militaire verdediging van het grondgebied. In vredetijd vormt ze een belangrijke schakel tussen de bevolking en het leger.

Profiel van de reserve :

Een dergelijke reserve moet een brede waaier van functies bestrijken. Haar samenstelling zal dan ook uiteenlopende eisen stellen van voorafgaande opleiding, bijkomende militaire opleiding en beschikbaarheid. Er blijkt onder meer een behoefte te bestaan aan een bijzondere reserve van snel inzetbare hooggeschoolde specialisten (artsen, technici), ook in vredetijd voor vredesopdrachten.

Soorten reserve :

De spreker suggereert een reserve in drie compartimenten :

1. Een onmiddellijk beschikbare en goed opgeleide reserve die geregeld training krijgt en oproepbaar is voor externe operaties. Deze zal hoofdzakelijk samengesteld zijn uit gewezen beroepsmilitairen die er verplicht deel van uitmaken. Naast deze maken ook andere specialisten er deel van uit, mits de nodige opleiding en training. Zij zijn oproepbaar voor welbepaalde opdrachten.

2. De gewone reserve met opgeleide maar minder getrainde mensen. Hierin zitten voornamelijk vrijwilligers : gewezen militairen die niet langer verplicht zijn er deel van uit te maken, en ook burgers.

3. Een reserve van niet-opgeleide mensen. Deze groep zal in geval van oorlogsdreiging worden gevormd door de dienstplicht opnieuw in te stellen. Hiertoe zou de noodzaak bestaan van reactivatie van de militiewet.

Nood aan een wettelijke regeling voor de reserve :

Voor de reservist moet een echt statuut worden gedefinieerd. Dit moet gelden voor zowel soldaten, onderofficieren, als officieren. Het optimale pakket bestaat uit een « administratieve wet » voor selectie, aanwerving, leeftijd, contract, rechten en plichten; een « sociale wet » die de bescherming en voordelen van reservist en werkgever regelt; en een « pecuniaire wet ».

Motivatie :

Het komt er vooral op aan vrijwilligers en werkgevers te informeren en aan te sporen om de reserve op peil te brengen. De spreker meent dat ten aanzien van beiden, diverse *incentives* kunnen worden overwogen op fiscaal vlak of op het vlak van de sociale lasten en uitkeringen. Zo zouden onder andere schoolverlaters onmiddellijk stempelgeld krijgen als ze de nodige opleiding voor reservisten gaan volgen.

allocations de chômage s'ils suivent la formation de réserviste. De même, les employeurs pourraient recevoir des subsides pour former des personnes appelées à remplacer des réservistes réquisitionnés. Les formations et les recyclages peuvent être proposés, en partie, dans un cadre récréatif. Certains seront sensibles aux distinctions honorifiques et aux diplômes.

Conclusion

Il faudra mettre en place une collaboration rationnelle entre les forces armées, les services de placement, les entreprises et les établissements d'enseignement afin de corriger les distorsions actuelles de la pyramide des âges, de préserver les équilibres linguistiques et de constituer une nouvelle réserve. Un effort budgétaire sera nécessaire à cet effet.

– La structure :

Le plan Delcroix de 1993 visant à réformer les forces armées belges était très radical : les effectifs et le matériel ont été quasiment réduits de moitié et le budget a été gelé à 98 milliards de francs en termes nominaux. Des réformes similaires, mais d'une portée plus restreinte, sont actuellement mises en œuvre dans les pays limitrophes. Toute nouvelle réforme de l'armée doit tenir compte de la révision actuellement en cours du concept stratégique de l'OTAN. Pour être en mesure de mettre en œuvre la politique de solidarité et de présence qui s'impose au niveau international dans le cadre de l'alliance, il est de toute façon nécessaire de maintenir les éléments essentiels des différentes composantes des forces armées à un niveau suffisant.

Au même titre que son effectif, la structure des forces armées doit avant tout répondre aux impératifs de la défense collective. Cette structure est en grande partie déterminée par les engagements souscrits à l'égard de l'OTAN dans le cadre de la restructuration de 1993.

La structure doit également être élaborée en tenant compte des nouvelles missions de l'OTAN et de l'UEO ainsi que de l'engagement de plus en plus fréquent de troupes belges dans le cadre d'opérations de l'ONU et d'actions humanitaires. Il convient également que la structure des forces armées belges soit simple afin de permettre l'intégration au niveau international.

Il ressort de l'analyse des défis du XXI^e siècle que les « petites » forces (la marine, la force aérienne, le service médical et l'élément civil) seront appelées à jouer un rôle plus important. Leur représentation au sein de l'état-major général pourrait dès lors être renforcée.

Du fait de l'extension de l'OTAN, l'importance relative des différents partenaires se trouvera réduite. Afin de conserver un certain poids, en tant que petit pays, dans le cadre du concept multilatéral, la Belgique devra maintenir ses structures à un niveau minimum, niveau qui devra également être suffisamment élevé pour lui permettre de revendiquer des fonctions

Zo ook zouden werkgevers subsidies kunnen krijgen om vervangers voor te bereiden voor opgevorderde reservisten. Opleidingen en bijscholingen kunnen deels in een recreatief kader worden aangeboden. Sommigen zullen gevoelig zijn voor eretekens of diploma's.

Conclusie

Om bestaande scheefteklings in de leeftijdspiramide recht te trekken, om taalevenwichten te vrijwaren en om een nieuwe reserve op te bouwen, zal een gestroomlijnde samenwerking moeten worden opgezet tussen de krijgsmacht, de diensten voor arbeidsbemiddeling, de bedrijven en de onderwijsinstellingen. Dit zal een budgettaire inspanning vereisen.

– De structuur :

Het plan Delcroix van 1993, tot hervorming van de Belgische strijdkrachten, was zeer ingrijpend : de getalsterkte en het materieel werden vrijwel gehalveerd, en de begroting werd nominaal op 98 miljard frank bevroren. Gelijkaardige hervormingen kennen momenteel navolging in onze buurlanden, maar gaan minder ver. Elke verdere legerhervorming moet rekening houden met de aan de gang zijnde herziening van het strategisch concept van de NAVO. Om haar opdrachten van internationale en bondgenootschappelijke solidariteits- en aanwezigheidspolitiek te kunnen uitvoeren, is het alvast nodig dat de essentiële elementen van de onderscheiden krijgsmachtdelen op een voldoende peil behouden blijven.

Net als de omvang van de krijgsmacht moet de structuur ervan in de eerste plaats beantwoorden aan de hoofdzaak : collectieve verdediging. Die structuur wordt grotendeels bepaald door de verbintenissen die wij in het raam van de herstructurering van 1993 ten aanzien van de NAVO hebben aangegaan.

De structuur moet rekening houden met de nieuwe taken van de NAVO en de WEU alsmede met het feit dat de Belgische troepen steeds vaker ingezet worden voor VN-operaties en humanitaire acties. De structuur van de Belgische krijgsmacht moet eenvoudig zijn om de integratie op internationaal niveau mogelijk te maken.

Uit de analyse van de uitdagingen voor de XXI^e eeuw blijkt dat de « kleinere » machten (marine, luchtmacht, medische dienst en het burgerlijk element) een grotere rol moeten gaan spelen. Hun vertegenwoordiging binnen de generale staf zou dan ook wat versterkt kunnen worden.

Door de uitbreiding van de NAVO zal het relatief gewicht van de verschillende partners afnemen. Om dan als klein land in een multilateraal concept nog hoorbaar te zijn moet België zijn structuren op een minimumpeil houden dat hoog genoeg is om in een aantal grote generale staven van de NAVO belangrijke functies te kunnen opeisen en dus recht van in-

importantes au sein d'un certain nombre d'états-majors généraux de l'OTAN et, partant, de participer à la prise de décision. En outre, la Belgique conservera ainsi davantage d'atouts pour pouvoir participer à des missions multilatérales. Enfin, la Belgique garde dès lors la capacité d'intervenir quand même, de sa propre initiative, dans des situations exceptionnelles, lorsque d'autres ne veulent pas collaborer, afin, par exemple, d'évacuer des Belges. L'orateur estime qu'il n'est pas souhaitable de renoncer à certaines capacités pour se spécialiser dans d'autres missions.

Sur le plan international, la Belgique doit s'efforcer de poursuivre la collaboration et le développement de synergies avec ses voisins et partenaires. Sur le plan national, il faut renforcer l'approche « interforces ». La réforme des états-majors doit être conçue dans ce sens.

L'élaboration d'une organisation et d'une structure nouvelles pour le service médical doit être axée sur le soutien à des scénarios réalistes. Cela signifie, pour l'orateur, une assistance médicale modulable, souple et efficace en collaboration avec le secteur civil.

Un des problèmes les plus importants qui se posent en cas d'engagement de troupes dans une opération de maintien de la paix est que ces troupes doivent, pendant l'opération ou au cours de la phase transitoire, se charger également de missions de nature policière, telles que le maintien de l'ordre ou la protection de la population locale contre les débordements et les actes de violence ciblés de nature non militaire. L'orateur partage sur ce point l'avis du ministre de la Défense nationale et de l'état-major, qui estiment que cette mission n'est pas de nature militaire.

Il s'est en effet avéré, à plusieurs reprises, que ce type de mission peut poser de graves problèmes dans la pratique (comme, par exemple, en Somalie et en Slavonie orientale) voire donner lieu à des drames (comme au Rwanda). Il s'avère pourtant que la police locale, s'il y en a une, est souvent incapable d'accomplir les missions précitées. Étant donné que, dans le cadre de missions internationales, l'ensemble de la sécurité sur place relève du mandat du commandant militaire de la mission des Nations Unies, l'intervenant souligne qu'il est urgent de créer une force de police internationale qui se chargerait de ces missions policières lors des missions de maintien de la paix des Nations Unies. Cette force pourrait être créée au sein des Nations Unies, de l'OTAN ou de l'UEO.

Pour un certain nombre de pays, la participation à cette force de police internationale ne saurait poser de problèmes majeurs, étant donné qu'ils disposent encore d'une police anti-émeute qui relève de la Défense nationale, par exemple les Carabinieri en Italie, la Maréchaussée aux Pays-Bas et les CRS en France. La mise à disposition de troupes de police pose un peu plus de problèmes à la Belgique depuis que la gendarmerie ne relève plus de la Défense nationale. Il n'est en outre pas sûr que la gendarme-

spraak in de besluitvorming te krijgen. Bovendien behoudt België dan meer troeven om in multilaterale zendingen deel te kunnen nemen. Ten slotte behoudt men dan ook de capaciteit om in uitzonderlijke situaties toch op eigen houtje te kunnen optreden wanneer anderen niet meewillen om bijvoorbeeld Belgen te evacueren. Bepaalde capaciteiten afstoten om zich te specialiseren in andere taken, is voor de spreker niet aangewezen.

Op internationaal vlak moet men streven naar verdere samenwerking en synergie met burens en partners. Op nationaal vlak moet er meer aandacht worden besteed aan de « intermachten »-benadering. De hervorming van de generale staven moet in die zin worden opgevat.

Het ontwerpen van een nieuwe organisatie en structuur voor de medische dienst moet gericht zijn op steun aan realistische scenario's. Dit betekent voor de spreker een moduleerbare, soepele en doeltreffende medische dienstverlening in samenwerking met de burgersector.

Een van de grootste problemen bij het inzetten van troepen in een vredesoperatie is dat deze gelijktijdig of in de overgangsfase ook taken van politionele aard op zich moeten nemen, zoals ordehandhaving of bescherming van de plaatselijke bevolking en individuen tegen oproer en gerichte gewelddaden van niet-militaire aard. De spreker deelt dienaangaande de mening van de minister van Landsverdediging en van de legertop dat dit eigenlijk geen taak is voor militairen.

Herhaaldelijk is gebleken dat dit in de praktijk ernstige problemen kan stellen (zoals bijvoorbeeld in Somalië en Oost-Slavonië) of zelfs tot drama's kan leiden (zoals Rwanda). Nochtans blijkt dat de lokale politie — als die er al is — vaak niet bekwaam is bovengenoemde taken op zich te nemen. Omdat bij buitenlandse opdrachten de algehele veiligheid ter plekke tot het mandaat van de militaire bevelhebber van de VN-missie behoort, wijzen de christen-democraten op de dringende behoefte van een internationale politiemacht die deze politionele taken bij VN-vredesmissies op zich zou kunnen nemen. Deze moet in de schoot van de VN, de NAVO of de WEU worden opgericht.

Voor een aantal landen kan deelname aan deze internationale politiemacht geen grote problemen opleveren, aangezien zij nog over een oproerpolitie beschikken die onder het departement landsverdediging ressorteert : de Carabinieri in Italië, de Maréchaussée in Nederland, en de CRS in Frankrijk. Voor België ligt het leveren van politietroepen wat moeilijker sinds de rijkswacht niet langer onder het departement Landsverdediging valt. Bovendien is het niet zeker dat de rijkswacht voldoende man-

rie puisse céder suffisamment d'effectifs pendant un temps suffisant. La formation n'est pas non plus vraiment adaptée aux opérations de maintien de l'ordre dans des zones de conflits étrangères. La Belgique devrait néanmoins pouvoir participer à une telle force de police internationale. Il conviendrait de créer à cet effet une unité appropriée au sein de l'armée, sur la base de l'actuelle police militaire et moyennant les adaptations nécessaires en ce qui concerne la structure et la formation. Cette unité pourrait être complétée par une réserve d'officiers de police et de gendarmerie et par des agents en retraite, voire en service actif.

Pour la paix et la sécurité, mais aussi pour toute l'organisation de la société, on est de plus en plus tributaire d'informations et de réseaux interconnectés. Les États-Unis et l'OTAN y accordent une attention toute particulière. Compte tenu des connaissances technologiques dont peut se justifier la Belgique ainsi que des recherches et des mesures prises dans les pays voisins, il serait intéressant de constituer en Belgique aussi — de préférence au sein du SGR — une unité spéciale qui serait chargée de certains aspects de la guerre de l'information.

Dans le cadre de missions de maintien de la paix, les sous-officiers doivent souvent prendre des décisions importantes sous les yeux de la caméra. Cela implique une décentralisation des compétences et peut engendrer un nivellement croissant de la structure organisationnelle. De plus, le cadre moyen risque d'être court-circuité dans un certain nombre de cas du fait de l'amélioration des moyens de communication. Vu la nature des missions, les hommes sur le terrain devront prendre certaines décisions au moment même, du fait qu'il ne sera pas ou plus possible d'appliquer les directives données au préalable. Cette tendance est inexorable et il convient par conséquent de mieux préparer les cadres moyens, et les sous-officiers et les soldats, mais également d'améliorer la communication entre les différents échelons.

— Budget —

En se basant sur un budget gelé à hauteur de 98 milliards de francs depuis 1993, on économisera un montant de l'ordre de 25 milliards de francs belges, ce qui signifie que le dividende de paix aura été substantiel pour la Belgique. Le CVP soutient la poursuite de l'exécution du plan de restructuration et souscrit à la suppression prévue et logique du gel du budget de la Défense nationale.

— De manière générale :

Le plan de restructuration a gelé le budget de la défense à hauteur de 98 milliards de francs pendant 5 ans, ce qui a eu pour effet non seulement de réduire l'effort de défense de 25 milliards de francs belges entre 1993 et 1997, mais également d'altérer la structure budgétaire. Les dépenses de personnel sont en effet passées de 50 % à 60 %, ce qui a entraîné (avec des dépenses de fonctionnement constantes de 25 %) une diminution annuelle des investissements à

schappen gedurende voldoende tijd kan afstaan. Ook is de opleiding niet echt afgestemd op ordehandhaving in buitenlandse conflictgebieden. Toch moet ook België kunnen deelnemen aan zo'n internationale politiemacht. Hiertoe moet binnen het leger een aangepaste eenheid worden opgericht, uitgaande van de huidige militaire politie mits de nodige aanpassingen qua structuur en opleiding. Deze eenheid zou kunnen worden aangevuld met een reserve van politie- en rijkswachtofficiërs en agenten op rust of eventueel zelfs nog in actieve dienst.

Voor onze vrede en veiligheid, maar ook voor de hele organisatie van onze samenleving zijn we steeds afhankelijker van informatie en interdependente netwerken. De VS en de NAVO besteden hieraan veel aandacht. Met de technologische kennis die we in België hebben, het onderzoek en de maatregelen in de ons omringende landen, zou het interessant zijn om ook in België — bij voorkeur binnen de ADIV — een speciale eenheid op te richten die zich moet bezighouden met bepaalde aspecten van informatieoorlogsvoering.

Bij opdrachten van vredeshandhaving moeten onderofficiërs vaak belangrijke beslissingen nemen voor het oog van de camera's. Dit impliceert een decentralisatie van de bevoegdheden en kan meer en meer leiden tot een vlakke organisatiestructuur. Door verbeterde communicatiemogelijkheden dreigt in een aantal gevallen het middenkader te worden overgeslagen. Gegeven de aard van de opdrachten zullen mensen op het moment zelf bepaalde handelingen moeten invullen want de vooraf gegeven richtlijnen zijn niet (meer) toepasbaar. Deze trend is niet te stuiten, dus moeten we het middenkader en de onderofficiërs en soldaten beter voorbereiden maar ook de communicatie tussen verschillende echelons verbeteren.

— Budget —

Met als uitgangspositie de bevrozing op 98 miljard frank van de begroting na 1993, zal een bedrag bespaard zijn van, in orde van grootte, 25 miljard frank. Dit betekent dat voor België het vredesdividend substantieel is geweest. De CVP steunt de verdere uitvoering van het herstructureringsplan en onderschrijft de voorziene en logische opheffing van de bevrozing van de begroting Landsverdediging.

— Algemeen :

Het herstructureringsplan bevroor het defensiebudget gedurende vijf jaar op 98 miljard frank. Daardoor verminderde de defensie-inspanning tussen 1993 en 1997 niet alleen met vijftientig miljard frank, ook de budgetstructuur werd verwrongen. De personeelskosten stegen namelijk van 50 % naar 60 % waardoor, met vaste werkingskosten van 25 %, de investeringen daalden tot jaarlijks 15 miljard frank of minder dan 15 % van het budget. (Optimaal

concurrence de 15 milliards de francs, soit moins de 15 % du budget. Il rappelle qu'idéalement, 50 % du budget devrait être affecté à des dépenses de personnel, 25 % à des dépenses de fonctionnement et 25 % à des investissements. L'on ne peut pratiquement plus réduire les dépenses de personnel et de fonctionnement si l'on veut rester crédible.

Le produit de la vente du matériel et de l'infrastructure, qui étaient devenus superflus à la suite de la restructuration, aurait dû compenser en partie la réduction des moyens affectés aux investissements. La majeure partie de ce produit a cependant été absorbée par le dépassement annuel du budget affecté aux opérations à l'étranger. Le plan de 1993 prévoyait qu'un montant d'un milliard de francs serait affecté chaque année à ces opérations. Leur coût réel s'est toutefois pratiquement élevé au double de ce montant.

– Le montant du budget de la défense :

Le montant du budget de la défense nationale est fixé sur la base de considérations rationnelles. Deux pistes de réflexion logiques sont possibles : on se fonde sur les besoins pour pouvoir faire face aux risques et aux menaces existants ou on procède à une analyse afin de déterminer ce qui représente une part équitable pour la Belgique au sein de l'Alliance, en se basant sur l'effort consenti en matière de défense par des partenaires comparables. La Belgique participe au système de défense collective et bénéficie des avantages de ce dernier. Elle ne peut, par conséquent, pas se comporter comme un pays neutre. Elle doit disposer des moyens nécessaires pour pouvoir respecter ses engagements dans le cadre de l'OTAN. Cela se traduit en un *fair share* des charges et en engagements dont certains sont de nature militaire.

Le fair share

Ce *fair share* peut être évalué, entre autres, en fonction de l'effort budgétaire (le plus logique) des alliés au sein de l'OTAN et des partenaires PfP qui ont un niveau de vie comparable : les Pays-bas, le Danemark, la Norvège, la Finlande et la Suède. L'orateur renvoie à l'*International Institute for Strategic Studies*, qui publie les chiffres suivants dans son *military Balance* de 1997-1998 :

budget : 50 % personeel, 25 % werking en 25 % investeringen). Op personeels- en werkingsuitgaven kan bijna niet meer worden besnoeid om geloofwaardig te blijven.

De opbrengst van de verkoop van het materieel en de infrastructuur die door de herstructurering overbodig waren geworden, had de afname van de middelen voor investeringen gedeeltelijk moeten compenseren. Het grootste deel van die opbrengsten werd opgesoupeerd door de jaarlijkse overschrijding van het budget voor operaties in het buitenland. Voor deze operaties was in het plan van 1993 jaarlijks 1 miljard frank voorzien. De werkelijke kosten bedroegen jaarlijks ongeveer het dubbele.

– De grootte van het defensiebudget :

De grootte van het budget landsverdediging wordt niet bepaald op het gevoel. Er zijn twee logische pistes mogelijk : (1) uitgaan van de noden om bestaande risico's en bedreigingen aan te pakken, en (2) analyseren hoe groot het « rechtvaardig deel » moet zijn binnen de NAVO uitgaande van de defensie-inspanning van vergelijkbare partners binnen de Alliantie. België neemt deel aan en geniet de voordelen van het systeem van collectieve defensie. Het kan zich bijgevolg niet gedragen als een neutraal land. Het moet over de middelen beschikken om in NAVO-verband zijn aangegane verbintenissen na te komen. Dit vertaalt zich in een *fair share* van de lasten en in verbintenissen waarvan sommige militair zijn.

De fair share

De *fair share* kan onder andere worden gemeten aan de begrotingsinspanning (de meest logische) van de NAVO-bondgenoten en andere PfP-partners met vergelijkbare levensstandaard : Nederland, Denemarken, Noorwegen, Finland en Zweden. Het *International Institute for Strategic Studies* stelt in zijn *military Balance* 1997-1998 :

	Habitants — <i>Inwoners</i>	PNB par tête en US\$ — <i>BNP per capita in US\$</i>	Budget de la défense en US\$ (en milliard) — <i>Defensiebudget in US\$ (in miljard)</i>	Contingent — <i>Legersterkte</i>	Investissement / Militaire en US\$ — <i>Investering / Militaire US\$</i>	
Pays-Bas	15 585 000	20 600	7,1	57 100	23 000	Nederland.
Belgique	10 093 000	21 900	2,8	44 450	5 000	België.
Danemark	5 235 000	21 800	3,1	32 900	10 200	Denemarken.
Norvège	4 392 000	22 700	3,5	33 600	22 000	Noorwegen.
Finlande	5 100 000	22 350	1,8	31 000	20 000	Finland.
Suède	8 800 000	24 430	4,9	53 300	32 000	Zweden.

Même le plus petit pays de ce groupe a dépensé 0,3 milliard de dollars (soit 10 milliards de francs belges, 1 dollar étant égal à 35 francs belges) de plus que la Belgique en 1997.

À partir de 1999, un terme devrait être mis au gel du budget de la Défense nationale, la Belgique montrant ainsi qu'elle a compris le message de ses alliés au sein de l'OTAN. Notre crédibilité est en jeu. De plus, le budget de la Défense nationale devrait à nouveau être considéré comme un budget « normal » à partir de 1999, en ce sens qu'il ferait l'objet d'une adaptation annuelle à l'indice des prix. Eu égard à la contribution actuelle à l'OTAN, qui n'est pas assez élevée, il y a lieu de procéder à une manœuvre de rattrapage, ce qui signifie qu'il devra y avoir une croissance réelle à l'avenir.

Sous conditions

L'intervenant assortit cette augmentation du budget de conditions, en ce sens qu'elle doit servir prioritairement au rééquipement :

Les conditions sont les suivantes :

- une vision claire à moyen et à long terme en ce qui concerne notamment les investissements, la doctrine, les risques et les menaces, le fonctionnement et l'équipement (cf. PMT, PLT, Vision 2015);
- une information claire de la population concernant les risques, les menaces et les missions internationales : ceci constitue la base de la justification du budget;
- la nécessité de clarifier les changements préconisés et la définition d'objectifs;
- l'établissement annuel de rapports d'évaluation publics permettant de vérifier si l'objectif fixé a été atteint;
- le resserrement du lien armée-nation;
- le redressement des distorsions affectant la structure des âges et des fonctions.

Enfin, il est légitime de prendre en considération les missions exceptionnelles qui sont confiées à la défense nationale.

— En ce qui concerne le lien armée – nation :

L'orateur estime que tout doit être mis en œuvre pour resserrer ce lien, d'autant que le service militaire a été suspendu. Le CVP insiste pour que les mesures suivantes soient rapidement mises en œuvre : extension de la réserve, revalorisation des missions des civils au sein des forces armées, éligibilité de militaires au conseil communal, augmentation, au besoin, de l'aide à la nation et surtout une plus grande attention pour les relations publiques de l'armée.

— Image de marque faible et nécessité d'informer :

Selon certains sociologues, l'image de marque des forces armées est désastreuse : l'image de marque de l'armée est, comparée à celle d'organisations analogues, faible et confuse. L'impression positive suscitée

Zelfs de minste van dit groepje gaf 0,3 miljard US \$ (= 10 miljard Belgische frank met 1 US\$ = 35 Belgische frank) meer uit in 1997 dan België.

Vanaf 1999 zou de bevrozing van het defensiebudget moeten worden opgeheven waardoor België blijk geeft de boodschap van de NAVO-partners te hebben begrepen. Onze geloofwaardigheid staat hier op het spel. Daarenboven zou het budget Landsverdediging vanaf 1999 terug als een « normaal » budget moeten worden beschouwd waardoor er een jaarlijkse aanpassing is aan de index. In het licht van de actuele te geringe bijdrage in de NAVO moet een inhaalbeweging worden ingezet wat betekent dat er in de toekomst een reële groei moet zijn.

De voorwaardelijkheid

De spreker stelt voorwaarden aan deze budgetverhoging die prioritair moet worden aangewend voor de wederuitrusting :

Voorwaarden zijn :

- een duidelijke visie op middellange en lange termijn voor onder meer investeringen, doctrine, risico's en dreigingen, werking en uitrusting (cf. PMT, PLT, Vision 2015);
 - duidelijke informatieverlening naar de bevolking toe omtrent de bestaande risico's, dreigingen en internationale opdrachten : dit vormt net de basis van de budgetverantwoording;
 - noodzaak om duidelijkheid te scheppen omtrent de vooropgestelde veranderingen en vastlegging van de streefdoelen;
 - jaarlijks publieke evaluatieverslagen opstellen om na te gaan of het vooropgestelde doel is bereikt;
 - de band leger-natie aanhalen;
 - regulering van de scheefftrekkingen inzake leeftijds- en functiestructuur.
- Het is billijk om buitengewone opdrachten die aan landsverdediging worden toevertrouwd, in rekening te brengen.

— Met betrekking tot de band leger – natie :

De spreker oordeelt dat, zeker na de opschorting van de dienstplicht, creatieve inspanningen moeten worden geleverd om de band tussen het leger en de natie nauwer aan te halen. De CVP dringt hiertoe alvast aan op snelle verwezenlijkingen van volgende maatregelen : uitbouw van de reserve; opwaardering van de taken van de burgers binnen de Krijgsmacht; verkiesbaarheid van militairen voor de gemeenteraad; zo nodig opdrijven van de hulp aan de natie; en vooral veel meer aandacht voor haar public relations.

— Imagovaagheid en de nood aan voorlichting :

Het imago van de krijgsmacht is door sociologen als rampzalig beschreven : in vergelijking met gelijkaardige organisaties is het imago zwak en onduidelijk. De eventuele positieve indruk tegenover de

éventuellement par les forces armées — sur la base de missions internationales, du degré d'ouverture, du travail fourni, etc. — risque de s'estomper à mesure que ces activités deviennent routinières.

Il faut dès lors que les forces armées se définissent plus clairement et apportent une réponse à des questions telles que : qu'est-ce que l'armée, que fait-elle, quelles sont les possibilités de carrière, pourquoi la défense est-elle encore importante, quels sont les risques et menaces, etc.

Les jeunes ne sont ni informés des problèmes de défense, ni intéressés par ceux-ci : l'aspect « mains sales », qui veut que l'on se fasse taxer de bagarreux dès que l'on s'intéresse à la problématique de la stratégie militaire, joue peut-être un rôle à cet égard. Il n'est pas non plus possible de suivre dans les universités civiles belges des cours de stratégie, d'histoire militaire, d'évolution des techniques d'armement, d'analyse militaire, etc. Le corps professoral civil ne témoigne pas non plus d'un grand intérêt en la matière. Le fait que des personnes extérieures à l'ERM peuvent suivre des cours est peut-être trop peu connu.

— Amélioration de l'image de marque :

Les militaires :

— Il ne faudrait pas considérer les militaires comme une catégorie distincte de la population : ils sont avant tout également des citoyens, des pères ou des mères de famille, éventuellement aussi des membres de comités de parents, de clubs sportifs, d'associations, etc. Il est primordial qu'ils le manifestent également dans leur cercle social.

Le fait que les militaires sont de « simples » citoyens est probablement mieux perçu dans l'opinion publique en raison de la suppression future des tribunaux militaires.

— Il convient de porter le nombre de civils occupés dans les forces armées au niveau convenu de 5 000 unités : il convient cependant de tenir compte d'une présence suffisante de femmes.

— Les militaires devraient pouvoir exercer des activités politiques au niveau du conseil communal et devraient pouvoir bénéficier à cet effet de congés politiques.

— Les unités et les centres de formation provinciaux devraient pouvoir être maintenus afin de limiter autant que possible les déplacements entre le domicile et le lieu du travail.

Initiatives :

— Invitation de groupes à des simulations, à des parcours d'obstacles, à des vols, à de courtes excursions en mer ou sur les voies navigables intérieures.

— Poursuite du développement de programmes pour les jeunes, tels que le programme « armée-jeunesse ».

— Mise à disposition d'infrastructures sportives permettant aux jeunes de participer à des activités pendant les vacances en bénéficiant d'un encadrement.

krijgsmacht — op basis van internationale opdrachten, de graad van openheid, het geleverde werk enz. — dreigt ook te verdwijnen naarmate deze activiteiten routinezaken worden.

Het is daarom noodzakelijk dat de krijgsmacht zich meer profileert door die vaagheid in te vullen : wat is het leger, wat doet het leger, wat zijn de carrièremogelijkheden, waarom is defensie nog steeds belangrijk, wat zijn risico's en dreigingen enz.

Jongeren blijken noch geïnformeerd over, noch geïnteresseerd in defensieproblemen : hierin speelt misschien het « vuile handen »-aspect mee waardoor indien je geïnteresseerd bent in de problematiek van oorlogsvoering je al gauw als vechtjas wordt bestempeld; in België zijn er aan de burgerlijke universiteiten geen mogelijkheden om typische cursussen te volgen inzake strategische studies, militaire geschiedenis, evolutie in wapentechnologie, defensieanalyse enz. en vanuit het burgerlijke professorenkorps is de interesse ook zeer laag; en het feit dat externen aan de KMS cursussen kunnen volgen is misschien te weinig gekend.

— Imagoverandering :

De militairen :

— Militairen mogen niet worden beschouwd als een apart deel van de bevolking : het zijn in de eerste plaats ook burgers van de natie, en huisvaders of -moeders, ze zijn ook lid van lokale oudercomités, sportclubs, vzw's enz. Hij of zij moeten dit ook duidelijk maken in hun sociale kring.

Dit « gewoon » burger zijn, werd in de publieke opinie waarschijnlijk een stapje dichterbij gebracht door de toekomstige afschaffing van de militaire rechtbanken.

— Het aantal burgers binnen de krijgsmacht dient op het afgesproken niveau van 5 000 te worden gebracht : hierbij dient zeker rekening te worden gehouden met een voldoende aanwezigheid van vrouwen.

— Militairen zouden politiek actief mogen zijn tot het niveau van gemeenteraadslid, waarbij de mogelijkheid tot verlofname wordt ingevoerd.

— Het proberen behouden van provinciale eenheden en opleidingscentra om de afstand woonst-werk zo veel als mogelijk te beperken.

Initiatieven :

— Uitnodiging van groepen voor simulaties, hindernissenbanen, vluchten, korte tochten op zee of binnenwateren.

— Verdere uitbouw van jongerenprogramma's zoals « leger-jeugd ».

— Het ter beschikking stellen van sportinfrastructuur waar in de vakantie jongeren begeleid aan activiteiten kunnen deelnemen.

– Collaboration avec des universités (par exemple, dans les domaines de la politique internationale, de l'économie de développement et de l'africanistique) : simulations, sessions de discussion, remue-ménages.

– Diffusion, par le biais d'émetteurs régionaux, d'informations concernant les activités des militaires casernés dans la région.

– De meilleures heures de diffusion à la télévision nationale.

– Poursuite d'initiatives telles que la journée de la force terrestre ou les journées de la marine.

– Présence et diffusion d'informations dans le cadre de manifestations nationales et locales.

Il y a lieu par ailleurs de promouvoir les missions suivantes :

– toutes les missions d'aide à la nation accomplies par les forces armées;

– la collaboration entre le service médical et diverses organisations civiles, telles que le centre anti-poison, l'*European Homograft Bank* et le centre de transfusion sanguine de la Croix-Rouge, etc.; et la poursuite et/ou le développement d'activités médicales au service de la nation, telles que le centre des grands brûlés, le centre de médecine hyperbare, le centre de psychologie de crise, le service médical d'urgence (SMUR) et la traumatologie;

– l'utilité de la synergie entre les forces armées, la Coopération au développement et les missions de paix;

– le développement de la collaboration entre les forces armées, les services de l'emploi, les entreprises et le monde de l'enseignement doit contribuer à la mise au point de formations adaptées et à la recherche de possibilités d'emploi;

– le passage d'anciens militaires au secteur privé (avec l'instauration éventuelle d'une période d'attente dans des cas exceptionnels);

– l'existence et la revitalisation de la réserve et du système des volontaires court terme, lequel permet à un plus grand nombre de personnes d'entrer en contact avec les forces armées.

*
* *

En ce qui concerne le volet « les moyens de l'armée », *M. Mairesse* déclare ce qui suit :

Lorsqu'on parle des moyens, il est inévitable de parler « chiffres ». Dès lors, il est prudent de se référer aux dernières données économiques et financières concernant la Défense de l'OTAN en comparant les dépenses des pays membres (1975-1997).

— Le nombre de militaires : Le problème est moins le nombre total du personnel des forces armées que l'affectation de celui-ci. À cet égard, il convient de rappeler l'audition de M. A. Dumoulin qui, analysant le plan Delcroix sur le calcul du plafond du moment, précisait que personne « ne saurait justifier scientifi-

– Samenwerking met universiteiten (bijvoorbeeld internationale politiek, ontwikkelingseconomie, afrikanistiek) : simulaties, discussiesessies, brainstormen.

– Informatieverspreiding via de regionale zenders omtrent activiteiten van de in die regio gekazerneerde militairen.

– Betere zenduren op de nationale televisie.

– Het blijvend opzetten van initiatieven zoals dag van de landmacht of de vlootdagen.

– Aanwezigheid en informatieverlening bij nationale en lokale manifestaties.

Opdrachten promoten :

– alle door de krijgsmacht verrichte taken van hulp aan de natie;

– de samenwerking tussen de medische dienst en diverse burgerorganisaties zoals het antigifcentrum, de *European Homograft Bank*, het bloedtransfusiecentrum van het Rode Kruis enz.; en het verderzetten en/of uitbouwen van medische activiteiten ten dienste van de natie zoals het brandwondencentrum, het centrum voor hyperbare geneeskunde, het centrum voor crisisspsychologie, MUG, en traumatologie;

– het nut van synergie tussen de krijgsmacht en Ontwikkelingssamenwerking en vredeszendingen;

– de nauwere samenwerking die moet ontstaan tussen de krijgsmacht, de diensten voor arbeidsbemiddeling, het bedrijfsleven en de onderwijswereld draagt bij tot het op punt stellen van aangepaste opleidingen en het zoeken naar mogelijke werkgelegenheid;

– de doorstroming van oud-militairen naar de privé-sector (waarbij in uitzonderlijke gevallen een eventuele sperperiode kan worden ingebouwd);

– het bestaan en revitaliseren van de reserve en het systeem van VKT-ers waardoor een groter aantal mensen in contact komt met de krijgsmacht.

*
* *

Met betrekking tot « de middelen van het leger » verklaart *de heer Mairesse* wat volgt :

Wanneer men het over middelen heeft, moet men onvermijdelijk cijfers vermelden. Het is dan ook aangewezen te verwijzen naar de jongste economische en financiële gegevens van de NAVO met betrekking tot defensie, en de uitgaven van de lidstaten met elkaar te vergelijken (1975-1997).

— Het aantal militairen : het probleem ligt niet zozeer bij de omvang van de personeelsformatie van de krijgsmacht, dan wel bij de taken waarmee dat personeel wordt belast. In dat verband dient de hoorzitting met de heer A. Dumoulin in herinnering te worden gebracht. Hij verklaarde dat niemand « het

quement ou sociologiquement le plafond de 40 000 militaires ».

La seule explication reposait sur la volonté de donner à la Belgique sa place dans les missions multinationales : conserver notre division mécanisée composée des trois brigades d'infanterie blindée.

Dans ce cadre, si l'on compare les chiffres OTAN de personnel civil et militaire en pourcentage de la population active, la Belgique avec un taux de 1,1 % se retrouve aujourd'hui à un niveau légèrement inférieur mais comparable avec trois de nos voisins : Allemagne, Pays-Bas et Royaume-Uni (1,2 %).

Dès lors, l'orateur préfère mettre l'accent sur l'opérationnalité des troupes belges car cela correspond plus réellement aux missions que l'on veut attribuer à celles-ci. Il est capital de rechercher une plus grande souplesse opérationnelle des unités ce qui implique disponibilité, souplesse et capacité de réaction pour les adapter aux nouvelles missions, notamment les missions de paix. Ces missions extérieures impliquent — on l'a constaté en ex-Yougoslavie — des unités autres que les traditionnelles unités paras, telles que les brigades d'infanterie blindée.

— Le budget : La restructuration des forces armées a été réalisée dans un contexte budgétaire difficile. Ainsi il faut faire preuve de réalisme et considérer avec clairvoyance que les marges budgétaires resteront limitées pour quelques années encore, notamment en fonction des demandes multiples venant des autres départements et des priorités que le gouvernement se donne eu égard aux attentes de la population.

La comparaison avec les partenaires de l'OTAN montre que la Belgique a atteint un niveau minimum, en 1997 1,6 % du PIB était consacré aux dépenses de Défense. À l'exception du Luxembourg et de l'Espagne, on est en dessous de la moyenne OTAN/Europe. Toutefois, ce niveau est comparable à des pays comme le Danemark et l'Allemagne, et légèrement inférieur aux Pays-Bas (1,9 %).

Dès lors, l'orateur considère qu'il est plus important de travailler à un rééquilibrage de ce budget entre ses composantes. La malheureuse caractéristique du budget de la Défense nationale belge reste un rapport tout à fait déséquilibré entre les dépenses de personnel, d'équipement et de fonctionnement. On est loin du rapport présenté comme idéal : 50 % pour les dépenses de personnel, 25 % pour les dépenses d'équipement et 25 % pour les dépenses de fonctionnement. Les chiffres pour la période 1975-1979 montraient déjà un déséquilibre, depuis le début des années 90 la situation s'est aggravée au bénéfice des dépenses de personnel et au détriment des dépenses d'équipement.

plafond van 40 000 militairen wetenschappelijk of sociologisch kan verantwoorden ».

De enige verklaring die daarvoor werd gegeven, berustte op het streven België bij multinationale opdrachten een plaats te geven : onze gemotoriseerde divisie, samengesteld uit drie pantserbrigades dient te worden behouden.

Wanneer we in dat licht de NAVO-cijfers met betrekking tot het burgerpersoneel en het militaire personeel, uitgedrukt in een percentage van de beroepsbevolking, met elkaar vergelijken, haalt België momenteel 1,1 %, tegenover 1,2 % voor drie van onze buurlanden — Duitsland, Nederland en het Verenigd Koninkrijk. Het percentage voor België is ligt dus iets lager, maar is toch vergelijkbaar.

De spreker verkiest dan ook de nadruk te leggen op de inzetbaarheid van de Belgische troepen, aangezien dat beter overeenstemt met de opdrachten waarmee men hen wil belasten. Het is van doorslaggevend belang ernaar te streven dat de eenheden op een meer flexibele manier kunnen worden ingezet, teneinde hen op de nieuwe opdrachten, met name vredesmissies, af te stemmen. Zulks veronderstelt beschikbaarheid, flexibiliteit en reactiecapaciteit. Zoals in ex-Joegoslavië is gebleken, zijn voor die opdrachten buiten het grondgebied andere eenheden vereist dan de traditionele para-eenheden, en wel met name pantserbrigades.

— De begroting : De herstructurering van de krijgsmacht werd verwezenlijkt in een moeilijke begrotingscontext. Zo moet men blijk geven van realiteitszin en zich er rekenschap van geven dat de begrotingsruimte nog een paar jaar beperkt zal blijven, meer in het bijzonder gelet op de talrijke vragen vanuit de andere departementen en de prioriteiten die de regering heeft gesteld, uitgaande van de verwachtingen van de bevolking.

Uit de vergelijking met de NAVO-partnerlanden blijkt dat België in 1997 een minimum heeft bereikt : 1,6 % van het BNP ging naar Landsverdediging. Samen met Luxemburg en Spanje zit België onder het gemiddelde voor de NAVO/Europa. Dat niveau is evenwel vergelijkbaar met dat van Denemarken en Duitsland en ligt iets lager dan dat van Nederland (1,9 %).

De spreker is dan ook van oordeel dat het van groter belang is te werken aan het opnieuw in evenwicht brengen van de verschillende onderdelen van die begroting. De onfortuinlijke eigenschap van de Belgische begroting van Landsverdediging blijft de grote wanverhouding tussen de personeelskosten en de uitrustings- en werkingskosten. België is ver af van de als ideaal voorgestelde verhouding : 50 % voor de personeelsuitgaven, 25 % voor de uitrustingsuitgaven en 25 % voor de werkingskosten. De cijfers voor de periode 1975-1979 wezen reeds op een onevenwicht. Sinds het begin van de jaren '90 is de situatie nog verergerd : de balans is nog sterker gaan overhellen in de richting van de personeelskosten, ten nadele van de uitgaven voor uitrusting.

— Les structures, les trois forces : la fin de la guerre froide ne signifiait pas la fin de toute menace pour la sécurité et le cadre européen ne se dessinait pas clairement faute d'une vraie volonté d'Europe politique. Ainsi il paraît indispensable de maintenir les trois forces car les menaces et les possibilités d'intervention se situent également dans les trois éléments (Terre, Mer, Air). En étant de plus en mesure de participer à des opérations communes, même avec des moyens modestes, on peut également participer aux décisions. Si l'on convient qu'il faut maintenir les trois forces, la structure interne des forces armées doit être réétudiée. Bien que la situation internationale ait fortement changé depuis dix ans, on a conservé *grosso modo* les mêmes structures des forces armées. L'orateur se demande si ce serait par peur de changements fondamentaux qu'une véritable étude des structures n'a jamais été effectuée, sachant que la professionnalisation elle-même fut largement improvisée.

— Le principe de subsidiarité au niveau horizontal pour une véritable coopération interforces : la question de l'interopérabilité se pose au-delà des trois forces.

Le rôle de l'interopérabilité en tant qu'exécutant d'une véritable subsidiarité au niveau horizontal peut être essentiel. Si l'on regroupe les tâches et dès lors les services communs aux trois forces au sein d'une structure dépendant réellement et directement d'un commandement et donc d'un état-major unique, l'interopérabilité sera efficient et symbolique d'un management moderne. Par contre si l'interopérabilité doit se comporter comme une autre force et être dépendante des trois autres, cela pourrait évoquer un problème de fond.

— Le principe de subsidiarité au niveau vertical, notamment la coopération européenne : ce principe de subsidiarité ne doit certainement pas se limiter au niveau national. Il est évident que les petits pays comme la Belgique ne peuvent pas disposer de l'ensemble de la panoplie des moyens militaires. On est donc « *de facto* » spécialisé dans un certain nombre de domaines. Pouvoir participer à des opérations avec les partenaires est le plus important. À cet égard, il faut que les unités et les moyens soient complémentaires par rapport à ceux des partenaires. Plutôt que des accords de spécialisation, ce sont des accords de complémentarité qu'on doit rechercher avec les partenaires. Cette complémentarité implique non seulement des organisations semblables mais également une standardisation. L'orateur ne pense pas qu'il faille poser l'alternative « structures de bonne volonté » en Europe ou « structures créées par le haut ». En réalité, il faut continuer dans les deux voies en même temps. Ces dernières années, les forces armées de nombreux pays européens ont passé des accords de coopération très étroits dans différents

— De structuren, de drie machten : het einde van de Koude Oorlog betekende niet het einde van elke bedreiging van de veiligheid. Voorts tekende het Europese kader zich niet duidelijk af, bij gebrek aan een uitgesproken bereidheid om tot een Europees beleid te komen. Het lijkt dan ook absoluut noodzakelijk de drie machten in stand te houden, aangezien de dreigingen en de interventiemogelijkheden zich ook bij de drie elementen bevinden (Land, Zee, Lucht). Aangezien wij in staat zijn aan gemeenschappelijke operaties deel te nemen, ook al is dat met bescheiden middelen, kunnen we ook mee beslissen. De drie machten moeten behouden blijven, maar de interne structuur van de krijgsmacht moet opnieuw worden bekeken. Ook al is de internationale situatie de jongste tien jaar sterk veranderd, toch bleven dezelfde structuren van de krijgsmacht *grosso modo* bestaan. De spreker vraagt zich af of er nooit een studie over de structuren is gekomen uit vrees voor fundamentele veranderingen. Zelfs de omvorming van het leger tot een beroepsleger werd grotendeels geïmproviseerd.

— Het beginsel van de horizontale subsidiariteit voor een echte samenwerking tussen de machten : de vraag met betrekking tot de wederzijdse inzetbaarheid overstijgt de drie machten.

De rol van de wederzijdse inzetbaarheid die uitvoering geeft aan een echte horizontale subsidiariteit, kan essentieel zijn. Indien de opdrachten, en bijgevolg ook diensten die de drie machten gemeen hebben, worden gegroepeerd in een structuur die daadwerkelijk en rechtstreeks van één bevel en dus van één staf afhangt, zal de wederzijdse inzetbaarheid doeltreffend zijn en symbool staan voor een modern management. Indien de wederzijdse inzetbaarheid zich daarentegen als een afzonderlijke macht moet gedragen en van de drie overige machten moet afhangen, zou dat een fundamenteel probleem kunnen doen rijzen.

— Het beginsel van de verticale subsidiariteit, meer in het bijzonder de Europese samenwerking : het subsidiariteitsbeginsel mag zeker niet worden beperkt tot het nationale niveau. Kleine landen als België kunnen vanzelfsprekend niet beschikken over alle militaire middelen. Ons land is bijgevolg *de facto* gespecialiseerd in een aantal deelgebieden. Het belangrijkste is dat ons land samen met de partners aan operaties kan deelnemen. In dat verband moeten de eenheden en de middelen complementair zijn met die van de partnerlanden. Met onze partnerlanden moeten we akkoorden inzake complementariteit, veeleer dan specialisatieakkoorden, nastreven. Die complementariteit houdt niet alleen in dat de legers op een soortgelijke manier moeten georganiseerd zijn; ze houdt ook een standaardisering in. Volgens de spreker is het niet nodig de landen voor de keuze te stellen tussen « structuren gebaseerd op *goodwill* » binnen Europa of « structuren die van bovenuit worden gecreëerd ». In feite moet men tegelijkertijd op beide wegen voortgaan. De jongste jaren hebben de krijgsmachten van tal van Europese landen op

domaines. Progressivement se créent ainsi un réseau d'accords et une habitude de plus en plus grande de travailler ensemble sur le terrain. Il faut continuer à favoriser ce genre d'accords qui préparent la véritable intégration qui ne pourra avoir lieu qu'après la création de l'Europe politique.

Parallèlement, des contacts de haut niveau doivent se poursuivre pour faire progresser la Politique étrangère de sécurité commune (PESC) et l'Europe de la Défense.

Cette approche implique de fait qu'au travers de ces accords de complémentarité, une réelle subsidiarité se mette en place pour organiser ensemble et au meilleur échelon disponible des fonctions d'entraînement, d'équipement, de logistique et autres.

— L'état-major et l'unicité des forces : l'orateur cite M. A. Dumoulin : « aboutir à ce que chaque force pense globalement la mission, et non l'arme. Vaste programme qui devrait tendre à ne plus penser le budget de manière sectorielle, en termes de forces et de comparaison interforces, mais globalement, comme budget de la Défense nationale. ».

— Le personnel : la disproportion du budget en faveur du personnel n'est pas un fait nouveau mais une constante. Nonobstant l'actuelle législature où le problème a été réellement pris au sérieux, aucun effort n'a été fait depuis les années 70. Alors que des pays comme le Canada et dans une moindre mesure les Pays-Bas, sont passés en 20 ans de 60 % à 50 % de dépenses de personnel, notre pays, à l'image d'autres (Italie, Portugal) est passé de ces mêmes 60 % à près de 70 %.

La récente professionnalisation des forces armées a été largement improvisée. Il a fallu des années d'efforts pour faire disparaître le surnombre global en personnel de la Défense nationale, tout en laissant encore un important surnombre dans la catégorie des sous-officiers. Dès lors, la pyramide des âges s'est dégradée (limitation des recrutements) et des mesures de dégagement ont été prises.

Judicieusement, au sens de l'orateur, M. A. Dumoulin posait le problème des « quatre R » : difficulté de recruter et de retenir, problème de la retraite précoce et de la reconversion. Ce problème s'ajoutant bien sûr à celui du recrutement de jeunes militaires court terme parallèlement aux départs volontaires du personnel excédentaire de la tranche 35-45 ans, tout en s'acquittant de nouvelles missions avec des équipements adéquats dans le cadre d'un budget verrouillé.

L'orateur suggère une fois de plus de repenser les équilibres entre les forces et à l'intérieur de chaque force. Le statut du personnel doit être revu et modernisé et il y a lieu prioritairement d'améliorer l'attrait

diverse gebieden zeer nauwe samenwerkingsakkoorden gesloten. Op die manier komt geleidelijk een netwerk van akkoorden tot stand en went men eraan op het terrein samen te werken. Dat soort van akkoorden bereiden een werkelijke integratie — die pas na het instellen van een politiek Europa zal kunnen worden verwezenlijkt — voor en moeten permanent worden bevorderd.

Tegelijkertijd moeten op hoog niveau contacten worden onderhouden om het Gemeenschappelijk Buitenlands en Veiligheidsbeleid (GBVB) en het Europa van de Defensie voortgang te doen boeken.

Deze benadering houdt feitelijk in dat via die akkoorden inzake complementariteit een echte subsidiariteit totstandkomt om samen en op het meest aangepaste niveau de functies training, uitrusting, logistiek en andere te organiseren.

— De staf en de eenheid van de machten : de spreker citeert de heer A. Dumoulin : « ertoe komen dat elke macht de opdracht in zijn geheel ziet, en niet het wapen. Een omvangrijk programma dat ertoe zou moeten strekken de begroting niet meer per sector, in termen van machten en vergelijkingen tussen de machten, maar algemeen, als de begroting voor Landsverdediging te bepalen. ».

— Het personeel : het onevenwicht in de begroting ten voordele van het personeel is geen nieuw, maar een constant gegeven. Afgezien van de huidige zittingsperiode, waarin het probleem echt ernstig werd genomen, werd sinds de jaren '70 geen enkele inspanning gedaan. Terwijl landen zoals Canada en in mindere mate Nederland, in 20 jaar tijd het aandeel van de personeelskosten van 60 % op 50 % hebben teruggebracht, is dat aandeel in ons land, net als in bepaalde andere landen (Italië, Portugal), van 60 % gestegen tot bijna 70 %.

De recente omvorming van de krijgsmacht tot een beroepsleger werd in grote mate geïmproviseerd. Jarenlange inspanningen zijn nodig geweest om het algemene personeelsoverschot van Landsverdediging weg te werken. Toch is er nu nog een fors overtal aan onderofficieren. Bijgevolg is de leeftijdspiramide er minder gunstig gaan uitzien (minder rekruterings) en werden afvloeiingsmaatregelen getroffen.

De heer A. Dumoulin heeft, naar de mening van de spreker, heel terecht de aandacht gevestigd op vier problemen : het probleem dat moeilijk personeel kon worden gerekruteerd, het probleem om het personeel bij de krijgsmacht te houden, het probleem van de vroegtijdige pensionering en dat van de omscholing. Die problemen komen natuurlijk nog bovenop het probleem van de rekrutering van jonge militairen korte termijn, samen met het vrijwillige vertrek van overtalig personeel uit de leeftijdscategorie 35-45 jaar, terwijl nieuwe opdrachten moeten worden vervuld met aangepast materieel in het raam van een geplafonneerde begroting.

De spreker stelt eens te meer voor de evenwichten tussen de machten onderling, alsook binnen elke macht afzonderlijk opnieuw te bekijken. Het personeelsstatuut moet worden herwerkt en gemoderni-

du statut du « court terme », notamment par des efforts dans le domaine du reclassement. Les loiscadres des officiers et sous-officiers doivent être revues : contrairement à ce qui se passe maintenant, les normes d'encadrement doivent être adaptées à des forces armées professionnelles, et non plus rester les mêmes qu'à l'époque du service militaire. On recrutera également des spécialistes au sein des forces armées si on leur offre un statut clair et des conditions matérielles suffisamment attrayantes. En plus, il faut resusciter un regain de considération de l'armée auprès du public.

En ce qui concerne la formation des militaires, le niveau de celle-ci doit être amélioré. Les militaires doivent être formés pour leurs missions de guerre, même s'ils sont envoyés à l'étranger pour des missions humanitaires ou de « *peace keeping* », il est indiqué d'adapter leur entraînement pour qu'ils soient aussi capables d'exécuter correctement ce type de mission.

Il ne faudrait pas en arriver à former deux types différents de militaires : ceux qui sont formés de manière traditionnelle pour des missions de guerre et d'autres qui seraient des « soldats de la paix ». Tous les militaires devraient, chacun dans leur spécificité, être capables d'exécuter tous les types de missions.

Les opérations parfois difficiles que les forces armées ont dû mener ces dernières années ont montré qu'un support psychologique était parfois bien nécessaire. Si l'institution militaire pouvait apporter le plus souvent le soutien nécessaire à ses membres, le support aux familles n'était pas suffisant. Le service social de l'armée ne pouvait faire face de manière adéquate à des situations exceptionnelles. Outre certaines chaînes de solidarité basées sur le bénévolat, la Défense nationale doit pouvoir disposer d'organismes institutionnalisés et professionnels pour ce support aux familles.

Enfin, en ce qui concerne le personnel civil, on peut constater le petit nombre en comparaison avec la situation dans d'autres pays de l'Alliance.

L'orateur plaide pour une augmentation du nombre de civils dans les postes élevés de la Défense nationale. On y voit divers avantages, dans le domaine administratif, dans le domaine politico-militaire ou en raison d'une plus grande stabilité dans leur fonction.

— L'équipement : le budget Défense consacré en 1997 à l'équipement était de 5,2 %. Ce chiffre est en dégradation constante depuis le début des années 80 et est ridicule comparé aux alliés d'outre-Atlantique mais aussi comparé aux voisins proches. Il s'agit pourtant d'une contrainte budgétaire capitale si on veut garantir la qualité du matériel et donc le niveau d'entraînement et la sécurité des troupes en opérations.

seerd. In de eerste plaats moet het statuut van de militair « korte termijn » aantrekkelijker worden gemaakt, meer in het bijzonder door inspanningen te leveren op het stuk van de wederinschakeling in het arbeidsproces. De kaderwetten met betrekking tot de officieren en de onderofficieren moeten opnieuw worden bekeken : de omkaderingsnormen moeten aan het beroepsleger worden aangepast, wat tot nu toe nog niet is gebeurd. Ze mogen niet dezelfde blijven als ten tijde van de dienstplicht. De krijgsmacht zal ook specialisten kunnen aantrekken indien het die mensen een duidelijk statuut en voldoende aantrekkelijke materiële voorwaarden aanbiedt. Het leger moet bij het publiek aan aanzien winnen.

Het niveau van de opleiding van de militairen moet verbeteren. De militairen moeten worden opgeleid voor hun oorlogstaken, ook al worden ze naar het buitenland gestuurd voor humanitaire of *peace-keeping* opdrachten. Het is aangewezen hun opleiding aan te passen, zodat ze ook in staat zijn dit soort van opdrachten correct uit te voeren.

Het is niet de bedoeling uiteindelijk twee verschillende categorieën van militairen op te leiden : militairen die een traditionele opleiding voor oorlogsoverdrachten ontvangen en andere militairen die « vredessoldaten » zouden zijn. Alle militairen zouden, elk voor hun specialiteit, in staat moeten zijn alle soorten van opdrachten te vervullen.

De soms moeilijke opdrachten die de krijgsmacht de jongste jaren heeft moeten vervullen, hebben aangetoond dat psychologische ondersteuning vaak geen overbodige luxe was. Het leger kon zijn personeel vaak wel de nodige steun verlenen, maar de ondersteuning van de gezinnen was onvoldoende. De sociale dienst van het leger kon uitzonderlijke situaties niet behoorlijk aan. Landsverdediging moet niet alleen kunnen beschikken over solidariteit op grond van vrijwilligerswerk, maar tevens over geïnstitutionaliseerde en professionele organisaties om de gezinnen van de militairen bij te staan.

Tot slot kan worden geconstateerd dat het burgerpersoneel in vergelijking met de situatie in andere NAVO-landen, beperkt is.

De spreker pleit voor meer burgerpersoneel op de hogere echelons van Landsverdediging. Dat heeft tal van voordelen, zowel wat de administratie betreft, als politiek-militair, of nog omdat hun functie stabiel is.

— De uitrusting : in 1997 werd 5,2 % van de begroting van Landsverdediging aan uitrusting besteed. Dat percentage daalt onafgebroken sinds het begin van de jaren '80 en is belachelijk laag in vergelijking met het percentage dat gangbaar is bij de bondgenoten aan de andere kant van de Atlantische Oceaan, maar ook in de ons omringende landen. Het betreft nochtans een uiterst belangrijke begrotingsvereiste, indien men de kwaliteit van het materieel en bijgevolg het opleidingsniveau en de veiligheid van de troepen bij de operaties wil garanderen.

En outre, eu égard aux partenaires de l'Alliance, on devrait tenter de maintenir un degré d'interopérabilité minimum. L'interopérabilité passe d'abord par celle du matériel, à la fois dans le cadre des entraînements et des manœuvres. La variable « matériel » ne saurait être envisagée hors du cadre européen. Premièrement parce que là aussi on doit appliquer le principe de subsidiarité avec les partenaires et acquérir le juste équipement pour la place juste qu'on reçoit. En outre, parce que le matériel est indissociable de l'industrie qui le produit. À l'image de la révolution stratégique qu'a connue l'Europe au début de cette décennie, on assiste aujourd'hui à une révolution stratégique en terme d'industrie de défense qui échappe aux Européens puisqu'elle se matérialise par des fusions gigantesques aux États-Unis. L'orateur se demande comment on peut imaginer une réelle identité européenne de défense alors qu'en opération, on dépend presque totalement de la technologie satellitaire américaine. Dans cet état d'esprit, sont à signaler les initiatives prises par les grands pays européens de créer réellement, au-delà des habituelles déclarations d'intention de l'UEO, une structure efficiente comme l'OCCAR. Cependant deux remarques s'imposent. La place des petits pays doit être considérée en termes de réel partenariat, même si on n'a pas le poids et la tradition d'une grande industrie de défense.

En outre, il faut concéder qu'au-delà de la volonté des gouvernements, la volonté économique relève aussi des industriels eux-mêmes et on constate que la stratégie industrielle propre des grands groupes n'est pas toujours parallèle à celles des gouvernements. On doit en tout cas créer les conditions qui permettent la structuration d'une véritable industrie européenne de défense.

— Le lien « armée-nation » :

L'État a assumé de plus en plus solitairement l'exercice de la Défense. Les liens organiques et institutionnels entre l'armée et la société se sont distendus. La critique, la méfiance se sont installées. On n'a plus demandé à la population de s'engager pour sa défense, mais on a seulement suscité son adhésion à une politique de défense. À l'horizon d'une citoyenneté européenne qui reste à construire, on doit s'interroger sur la nature et les formes du lien social en matière de Défense.

Tout d'abord, le meilleur moyen de donner au public une bonne image des forces armées, est d'avoir des troupes opérationnelles se distinguant par la qualité de leurs actions. On peut largement se félici-

Gelet op de NAVO-bondgenoten, zou bovendien een minimuminzetbaarheidsgraad moeten worden nagestreefd. De wederzijdse inzetbaarheid van de troepen vereist in de eerste plaats de wederzijdse inzetbaarheid van het materieel, zowel in het raam van de oefeningen als in het raam van de manoeuvres. De variabele factor « materieel » zou buiten het Europese kader niet in overweging kunnen worden genomen : in de eerste plaats omdat ook op dat vlak het subsidiariteitsbeginsel met de partnerlanden dient te worden toegepast en de passende uitrusting dient te worden aangekocht die is afgestemd op de taak die men krijgt toebedeeld; anderzijds omdat het materieel onlosmakelijk verbonden is met de industrie die dat materieel produceert. Net als Europa aan het begin van dit decennium een strategische revolutie heeft doorgemaakt, maken we momenteel een strategische revolutie door in termen van defensie-industrie. Op die revolutie hebben de Europeanen niet echt vat, omdat ze vorm krijgt door gigantische fusies in de Verenigde Staten. De spreker vraagt zich af hoe een wezenlijke Europese defensie-identiteit vorm kan krijgen, terwijl wij voor de operaties zowat volledig afhankelijk zijn van de Amerikaanse satelliettechnologie. In die gedachtegang dienen de initiatieven te worden gesignaleerd die de grote Europese landen hebben genomen om, buiten de gebruikelijke intentieverklaringen van de WEU om, een efficiënte structuur als de OCCAR (*Organisme Conjoint de Coopération en matière de l'Armement*) tot stand te brengen. Daarbij passen evenwel twee opmerkingen. De rol van de kleine landen moet worden beschouwd in termen van echt partnerschap, ook al hebben wij niet het gewicht en de traditie van een grote defensie-industrie.

Bovendien moet worden erkend dat de economische wil — nog afgezien van de wil van de regeringen — ook een zaak is van de industriële zelf en men constateert dat de eigen strategie die door de grote groepen op industrieel vlak wordt uitgetekend, niet steeds met die van de regeringen samenvalt. In elk geval moet men de voorwaarden scheppen die het mogelijk maken een echte Europese, gestructureerde defensie-industrie uit te bouwen.

— De band « leger-natie » :

De Staat moest hoe langer hoe meer in z'n eentje voor het defensiebeleid instaan. De organische en institutionele banden tussen het leger en de samenleving werden hoe langer hoe losser. Men begon kritiek te leveren op het leger en er wantrouwig tegenover te staan. Men vroeg de bevolking niet langer zich voor haar verdediging in te zetten : men vroeg haar alleen een defensiebeleid zonder meer te onderschrijven. In het perspectief van een — nog in te vullen — Europees burgerschap, moet men zich vragen stellen over de aard en vorm van de sociale band inzake defensie.

In de eerste plaats zij gesteld dat het beste middel om het imago van de strijdkrachten bij het publiek op te poetsen, erin bestaat over operationele legers te beschikken die uitmunten door degelijke interven-

ter de la qualité des opérations des forces armées belges là où elles ont opéré depuis une dizaine d'années. Si la Défense nationale a été placée plusieurs fois sous les feux de l'actualité ces derniers temps pour des affaires qui ont nui à son image, on ne peut certes condamner toute une institution pour le comportement de quelques-uns de ses membres et on ne peut pas faire porter aux militaires la responsabilité d'une décision de justice. Il est vrai que les forces armées ont parfois été maladroites dans leur politique d'information vis-à-vis des médias, ainsi il faut poursuivre sur la voie de l'amélioration des contacts avec la presse.

Il est judicieux de tenter d'impliquer les jeunes dans des activités militaires sur une base volontaire. Les conditions pour organiser les stages de jeunes de façon optimale doivent être créées. Les contacts entre les jeunes et l'armée doivent être organisés d'une manière professionnelle, attractive et motivante. Les moyens dans le budget et le personnel d'active doivent être prévus pour assurer l'accueil et les formations.

Contrairement à d'autres pays, la vie civile et la vie militaire sont beaucoup trop cloisonnées en Belgique. Le passage de l'une à l'autre est très difficile, voire impossible. Ceci est dû à un manque de souplesse et de compréhension mutuelle. Il y a donc clairement un effort d'information mutuelle et d'adaptation à la législation à faire pour permettre une meilleure intégration des militaires dans la vie civile et réciproquement. En attendant, des efforts doivent d'ores et déjà être entrepris pour assurer de meilleures possibilités de reclassement des militaires dans la vie civile. S'affirme donc toute l'importance de la réserve, notamment en tant qu'interaction permanente entre monde civil et militaire.

L'orateur rappelle que la réserve n'a d'abord de sens que par rapport à l'armée d'active, laquelle est d'ailleurs sa raison d'être. La professionnalisation des forces armées impliquait de repenser en profondeur la réserve et notamment l'origine de son personnel, une réforme essentielle qui a été également évacuée lors de la restructuration des forces. Pourtant le problème de vieillissement à l'horizon 2002 va également se poser assez vite au niveau de la réserve. Dès lors, il faut envisager, à l'image d'autres armées qui connaissent le professionnalisme depuis très longtemps (comme le Royaume-Uni), une réserve moderne. Une réserve moderne qui se basera surtout sur des anciens militaires d'active et sur des anciens volontaires court terme mais aussi (même si ce ne sera qu'en nombre limité) sur un recrutement propre et attractif qui permettra d'intégrer du personnel technique et de qualité. Ensuite, les mentalités, notamment au sein des forces d'active, devront évoluer pour crédibiliser et valoriser les forces de réserve. Ceci peut progressivement se réaliser comme dans

ties. In dat verband kan men niets dan lof hebben voor de kwalitatief hoogstaande operaties van de Belgische strijdkrachten op de plaatsen waar zij het voorbije decennium werden ingezet. Nu is het wel zo dat Landsverdediging de jongste tijd meermaals in het nieuws is gekomen door feiten die haar imago geen goed hebben gedaan. Dat betekent echter niet dat men een hele instelling moet veroordelen op grond van het gedrag van enkele leden ervan, en men kan de verantwoordelijkheid voor een gerechtelijke beslissing niet in de schoenen van de militairen schuiven. Het klopt dat het informatiebeleid van de strijdkrachten naar de media toe niet altijd even vlot verliep; men moet blijven voortwerken aan betere contacten met de pers.

Het is ook verstandig te pogen jongeren op vrijwillige basis bij militaire activiteiten te betrekken. De voorwaarden moeten worden geschapen om jongerenstages optimaal te organiseren. Tussen de jongeren en het leger moeten op een professionele, aantrekkelijke en motiverende manier contacten worden gelegd. Voor die opvang en voor opleidingen moet het leger budgettaire en personele middelen (militairen in actieve dienst) vrijmaken.

In tegenstelling tot andere landen zijn de civiele en de militaire maatschappij in België veel te sterk van elkaar gescheiden. Overstappen van de ene sector naar de andere is zeer moeilijk, zelfs onmogelijk. Dat is te wijten aan een gebrek aan flexibiliteit en wederzijds begrip. Er moet dus duidelijk een inspanning worden geleverd om elkaar wederzijds te informeren en om de nodige wetswijzigingen aan te brengen teneinde een betere integratie van de militairen in de civiele maatschappij en *vice versa* mogelijk te maken. In afwachting moeten nu reeds inspanningen worden geleverd om militairen betere mogelijkheden te bieden om zich in de burgermaatschappij te reclasseren. Wat meteen het belang aangeeft van het reserveleger, als permanente tussenschakel tussen de civiele en de militaire maatschappij.

De spreker wijst erop dat het reserveleger in de eerste plaats maar zin heeft in zijn verhouding tot het beroepsleger, dat overigens de eigenlijke bestaansreden ervan is. De professionalisering van de strijdkrachten impliceerde dat ons reserveleger, onder meer inzake de herkomst van zijn personeel, grondig werd herdacht: het betreft hier een wezenlijke hervorming die bij de herstructurering van de krachten ook van tafel geveegd werd. Nochtans zal ook het reserveleger tegen het jaar 2002 al snel met het probleem van de vergrijzing worden geconfronteerd. Daarom moet worden bekeken hoe, naar het voorbeeld van andere legers — zoals dat van het Verenigd Koninkrijk — die reeds langer op een professionele leest geschoeid zijn, een modern reserveleger op de been kan worden gebracht. Zo'n modern reserveleger moet vooral samengesteld zijn uit gewezen militairen in actieve dienst en uit gewezen kortetermijnvrijwilligers, maar het zal ook (zij het in een beperkt aantal) putten uit een eigen en aantrekkelijke rekrutering die het mogelijk zal maken technisch

d'autres pays. L'armée a surtout pour rôle de conjurer les périls collectifs. Il doit donc exister sur ses missions fondamentales un large consensus démocratique. L'image de l'armée a subi une dérive à partir de la notion consensuelle de service et d'allégeance de la nation vers celle de contrat d'emploi.

Le débat vient à l'heure pour rappeler que l'armée ne peut être l'affaire des seuls militaires, mais celle de toute la société.

*
* *

M. Dallons pose que quand on regarde derrière soi, on a peine à croire que tant de bouleversements ont pu avoir lieu en si peu de temps. Il y a un peu plus de dix ans, la « glasnost » et la « perestroïka » de M. Gorbatchev suscitaient déjà l'enthousiasme. Néanmoins, on ne s'attendait pas à un effondrement aussi rapide des dictatures communistes.

L'évolution rapide de ces pays vers la démocratie a été vécue à l'Ouest avec un réel soulagement. En peu de temps, la menace d'une troisième guerre mondiale et d'une apocalypse nucléaire s'évanouissait. Le scandale de la course aux armements semblait pouvoir cesser. Au vu des besoins fondamentaux non encore satisfaits sur l'ensemble de la planète, le terme de « scandale » n'est pas trop fort, même si avec le recul, il faut admettre le rôle joué par cette course effrénée dans l'effondrement du Pacte de Varsovie.

La fin de la Guerre froide était également une bonne nouvelle pour les budgets des pays occidentaux. Elle allait notamment permettre aux pays européens — particulièrement à la Belgique — d'affronter le problème lancinant de la dette publique et d'aborder plus sereinement le projet d'Union économique et monétaire.

Le département de la Défense nationale fut ainsi largement mis à contribution puisque son budget s'est trouvé bloqué à 98 milliards de francs de 1993 à 1997, soit un effort en terme réel de 25 milliards de francs. Pendant la même période, l'effectif total de l'armée — militaires et civils confondus — passait de 80 192 à 48 487 personnes. Entre-temps, le service militaire avait été suspendu.

onderlegd en hoogwaardig personeel aan te trekken. Vervolgens zal, onder meer bij de strijdkrachten in actieve dienst, een mentaliteitswijziging moeten plaatsvinden om de reservestrijdkrachten geloofwaardig te maken en op te waarderen. Net als in andere landen kan zulks geleidelijk gebeuren. De voornaamste rol van het leger is collectieve gevaren het hoofd te bieden. Rond de fundamentele taken ervan moet dus een ruime democratische consensus bestaan. Het imago van het leger heeft een lelijke deuk gekregen zodra men van het door eenieder onderschreven begrip dienst en loyaliteit aan de Natie is overgestapt naar dat van arbeidsovereenkomst.

Het debat komt net op tijd om ons eraan te herinneren dat het leger geen zaak kan zijn die alleen de militairen aanbelangt : de hele samenleving moet zich erbij betrokken voelen.

*
* *

De heer Dallons stelt dat men, wanneer men even terugblijkt in de tijd, nauwelijks kan geloven dat in zo'n korte tijdsspanne zoveel ingrijpende veranderingen hebben kunnen plaatsvinden. Iets meer dan tien jaar geleden werden de « glasnost » en de « perestroïka » van de heer Gorbatsjov reeds enthousiast onthaald. Desondanks had niemand verwacht dat de communistische dictaturen zo snel zouden imploderen.

Toen die landen snel naar de democratie evolueerden, slaakte het Westen een echte zucht van opluchting. Op korte tijd verdween de dreiging van een derde wereldoorlog en van de nucleaire holocaust. De schandelijke wapenwedloop leek een halt te kunnen worden toegeroepen. Wanneer men kijkt naar de fundamentele noden die op de hele aardbol nog steeds niet gelenigd zijn, is het woord « schandelijk » niet te sterk, ook al moeten we, nu we de zaken vanop enige afstand kunnen bekijken, toegeven dat die niets ontziende wapenwedloop een belangrijke rol heeft gespeeld bij de ineenstorting van het Warschaupact.

Ook voor de begrotingen van de Westerse landen was het einde van de Koude Oorlog goed nieuws. Nu zouden de Europese landen — inzonderheid België — het nijpende probleem van de overheids-schuld kunnen aanpakken en het project van de Economische en Monetaire Unie op een meer serene manier bekijken.

Tot die sanering van de overheidsschuld heeft het departement Landsverdediging een aanzienlijke bijdrage geleverd : zo werd de begroting van Landsverdediging tussen 1993 en 1997 ingeperkt tot een geblokkeerd bedrag van 98 miljard frank, wat neerkomt op een reële besparingsinspanning van 25 miljard frank. Tijdens diezelfde periode daalde de totale personeelssterkte van het leger — militair en burgerpersoneel samen — van 80 192 naar 48 487 personeelsleden. Ondertussen was de militaire dienstplicht afgeschaft.

Aujourd'hui le malaise des militaires est grand, on pourrait même parler de malaise existentiel, des revendications précises se font jour concernant aussi bien la politique du personnel que le domaine de l'équipement. Ces revendications ont évidemment un coût important. Les concitoyens à qui tant de sacrifices ont déjà été demandés, sont suffisamment responsables pour, éventuellement, consentir à de nouvelles dépenses.

Encore faut-il que les missions de l'armée soient redéfinies au préalable avec la plus grande clarté et en adéquation avec des enjeux clairement identifiés ou à tout le moins prévisibles.

Il est faux d'affirmer que durant la Guerre froide tous les choix en matière de défense allaient de soi et rencontraient l'assentiment de la population. Au contraire, l'orateur pense que le lien entre la population et l'armée a commencé à se relâcher à l'époque de la conscription obligatoire. Très souvent les jeunes hommes considéraient que l'instruction à laquelle ils devaient se soumettre était absolument sans objet. L'orateur les comprend, au moment même où ils s'efforçaient de tenir leur fusil correctement, il n'était pas rare d'entendre de la bouche de spécialistes — ou de propagandistes, tant il est vrai qu'à l'époque, les deux catégories tendaient à se confondre — qu'en cas d'invasion, les forces du Pacte de Varsovie seraient à Paris en 48 heures. Dans ce scénario, seule la dissuasion nucléaire semblait réellement opérante, et les miliciens pouvaient légitimement s'interroger sur l'utilité de ces quelques mois passés sous les drapeaux.

Aujourd'hui les choses ont bien changé : plus aucune menace — réelle ou supposée — ne pèse sur le territoire national et le service militaire obligatoire n'est plus qu'un souvenir, bon ou mauvais. Maintenant c'est de l'utilité de l'armée en tant que telle qu'il faut convaincre les concitoyens. Le renouveau citoyen est une bonne nouvelle pour tous les démocrates mais cela oblige à la plus grande franchise et aux plus grands efforts en matière de communication. C'est également l'intérêt de ce débat. Quels sont donc les enjeux pouvant justifier aujourd'hui l'usage des forces armées ? Durant des siècles, le nationalisme ambiant a empêché tout débat à ce propos : les relations entre les pays d'Europe se vivaient essentiellement sur un mode antagoniste. Dominer la scène internationale, tel était l'unique enjeu.

On connaît les horreurs commises au nom de ce nationalisme exacerbé par des peuples pourtant civilisés. L'image de la civilisation européenne en est à jamais écornée. Il semble toutefois que ces atrocités aient eu un effet positif, notamment l'effet d'amener un nombre croissant de pays, plus particulièrement

Momenteel heerst bij het leger een groot onbehagen, men kan zelfs van een existentiële malaise gewagen; zowel op het vlak van het personeelsbeleid als van de logistiek worden een aantal precieze eisen gesteld, die inderdaad aanzienlijke kosten met zich meebrengen. Onze medeburgers aan wie al zoveel inspanningen werden gevraagd, vertonen een voldoende grote verantwoordelijkheidszin om eventueel met nieuwe uitgaven akkoord te gaan.

Dat veronderstelt dan wel dat de taakomschrijving van het leger — met name afgestemd op duidelijk omschreven belangen die op het spel staan — vooraf uiterst klaar en duidelijk wordt ingevuld of dat ze tenminste op voorhand bekend is.

De bewering als zouden alle keuzes inzake defensie tijdens de Koude Oorlog vanzelfsprekend zijn geweest en op de goedkeuring van de bevolking hebben kunnen rekenen, snijdt geen hout. De spreker heeft integendeel de indruk dat de band leger-natie ten tijde van de militaire dienstplicht losser is beginnen te worden. Zeer vaak beschouwden de jonge mannen de opleiding die ze moesten volgen als volstrekt zinloos. De spreker heeft daar begrip voor. Terwijl jonge miliciens zich inspanden om hun geweer correct te leren vasthouden, kon men indertijd immers geregeld specialisten — of propagandisten, want het onderscheid tussen beide categorieën was toen niet altijd even duidelijk te maken — horen beweren dat de troepen van het Warschaupact bij een eventuele invasie op 48 uur tijd in Parijs zouden staan. Kleefde men die analyse aan, dan leek alleen de nucleaire afschrikking echt efficiënt, en konden de dienstplichtigen zich terecht afvragen waartoe die enkele maanden die ze onder de wapens werden geroepen, eigenlijk dienden.

Vandaag de dag ziet de toestand er volkomen anders uit : geen enkele — echte of veronderstelde — dreiging weegt nog langer op het nationale grondgebied en de militaire dienstplicht is nog slechts een — leuke of minder leuke — herinnering. Thans is het zaak de mensen te overtuigen van het nut van het leger *in se*. Het burgerschap nieuwe stijl is goed nieuws voor alle democraten, maar het noopt tot een grotere openheid en tot grotere inspanningen inzake communicatie. Daarin ligt ook het belang van dit debat. Welke belangen zijn er dan wel in het geding die vandaag de dag de inzet van de strijdkrachten rechtvaardigen ? Eeuwenlang maakte het overal gangbare nationalisme ieder debat terzake onmogelijk : de verhoudingen tussen de Europese landen werden op het terrein in hoofdzaak gekenmerkt door het conflictmodel. Overheersing op internationaal vlak was het enige belang dat telde.

De verschrikkingen die in naam van dat extreme nationalisme door nochtans beschaafde volkeren werden begaan, zijn genoegzaam bekend. Het blazen van de Europese beschaving is er voor altijd door besmeurd. Het heeft er evenwel de schijn van dat die wreedheden uiteindelijk een gunstig effect

d'Europe occidentale, à envisager leurs relations mutuelles d'un point de vue constructif.

La politique étrangère et de défense de ces pays se construit désormais sur le mode de la coopération internationale. Il ne s'agit plus seulement de s'allier provisoirement contre un ennemi commun, comme ce fut le cas à de multiples reprises au XIX^e siècle et encore au XX^e, mais bien de défendre un modèle de vie en commun et un ensemble de valeurs qui transcendent les intérêts nationaux.

Cette défense se construit à différents niveaux. Au niveau régional, dans le but de garantir la sécurité commune des démocraties, par le biais de l'OTAN et de l'UEO ou de prévenir l'apparition de conflits par le biais de l'OSCE. Ensuite, au niveau mondial par le biais de l'ONU afin de promouvoir les droits fondamentaux de l'être humain ainsi que la paix partout dans le monde, ce dernier objectif supposant, évidemment, le respect des règles de droit international.

Les missions des forces armées doivent impérativement s'inscrire dans ce cadre de référence. Ceci exclut bien entendu l'un des mobiles invoqués par certains intervenants pour la mise en œuvre des forces armées, à savoir le maintien de l'ordre économique mondial.

Le chef d'état-major, parlant de la nécessité de maintenir un « ordre mondial stable et prévisible », insistait particulièrement sur l'importance que la chose revêtait pour l'économie.

L'orateur ne nie pas que l'économie belge profite de la stabilité politique, parfois même dans des contrées très éloignées. Néanmoins il pense que subordonner la mise en œuvre des forces armées à des intérêts économiques est une attitude dangereuse. Il n'a aucune peine à s'en convaincre quand il entend M. David de l'Institut Français des Relations internationales qui assimile l'entrave à la libre circulation des biens et matières premières à une remise en cause d'une règle de droit international comme celle qui veut qu'un État ne puisse en annexer un autre par la force.

Notre « sécurité de nation civilisée » serait directement menacée par ce type d'entraves, ce qui justifierait une éventuelle réplique militaire. À ce compte, les pays riches seraient autorisés à user de leur puissance militaire chaque fois qu'un pays chercherait à mener une politique économique indépendante. Les forces armées deviendraient, non seulement en fait mais également en droit, la garante de l'ordre économique mondial, un ordre qui s'apparente au pire désordre tant les déséquilibres et leurs cortèges de drames humains y sont nombreux.

hebben gesorteerd : ze hebben er namelijk toe geleid dat een almaar toenemend aantal — inzonderheid West-Europese — landen hun wederzijdse betrekkingen vanuit een opbouwende invalshoek zijn gaan bekijken.

Het buitenlands en defensiebeleid van die landen wordt voortaan op basis van internationale samenwerking uitgestippeld. Het komt er niet langer op aan een voorlopige verbintenis tegen een gemeenschappelijke vijand aan te gaan, zoals dat tijdens de negentiende en zelfs nog in de twintigste eeuw meermaals het geval was, maar wel om een gemeenschappelijk samenlevingsmodel en een geheel van waarden te verdedigen die de nationale belangen overstijgen.

Die verdediging gebeurt op diverse niveaus. Op regionaal vlak, teneinde de gemeenschappelijke veiligheid van de democratieën te waarborgen, via de NAVO en de WEU, of om aan conflictpreventie te doen via de OVSE. Vervolgens, op wereldvlak, via de VN, teneinde de fundamentele mensenrechten alsmede de wereldvrede te bevorderen, waarbij die laatste doelstelling uiteraard de naleving van de internationale rechtsregels veronderstelt.

De opdrachten van de strijdkrachten moeten noodzakelijkerwijs in dat referentiekader passen. Wat uiteraard niet betekent dat de door sommige sprekers aangevoerde redenen om strijdkrachten in te zetten, met name de handhaving van de economische wereldorde, daarvan worden uitgesloten.

Toen de chef-staf sprak over de noodzaak om een « stabiele en voorspelbare wereldorde » te handhaven, benadrukte hij meer bepaald hoe belangrijk een en ander is voor de economie.

De spreker ontkent niet dat de Belgische economie haar voordeel haalt uit de politieke stabiliteit die in soms zelfs zeer verafgelegen gebieden heerst. Nochtans is hij van mening dat wie het inzetten van strijdkrachten ondergeschikt maakt aan economische belangen, een gevaarlijke houding aanneemt. Hij is het volkomen eens met de heer David van het *Institut Français des Relations Internationales* die een belemmering van het vrij verkeer van goederen en grondstoffen gelijkstelde met het op de helling zetten van de internationale rechtsregel naar luid waarvan een Staat geen andere Staat met geweld mag naasten.

Soortgelijke belemmeringen zouden een rechtstreekse bedreiging vormen voor de « veiligheid van de beschaafde natie », waarop terecht een eventuele militaire interventie als antwoord kan volgen. Zo beschouwd zouden de rijke landen van hun militaire macht gebruik mogen maken telkens wanneer een land op economisch vlak een eigen koers zou willen varen. De strijdkrachten zouden niet alleen *de facto*, maar ook *de iure* garant staan voor de economische wereldorde. De afstand tussen die orde en de grootste chaos is echter uiterst gering : de evenwichtsverstoringen in die orde en de reeks menselijke drama's als nasleep ervan, zijn immers talrijk.

Pour le groupe PS les forces armées ne peuvent en aucun cas devenir un moyen d'oppression économique. Au contraire, l'équité entre pays riches et pays pauvres apparaît comme le meilleur moyen de favoriser la paix dans le monde, objectif majeur pour les nations civilisées.

L'usage de la force ne doit jamais être qu'un ultime recours, que la diplomatie et la coopération économique doivent contribuer à rendre inutile. À cet égard l'orateur renvoie à une proposition de résolution de M. P. Moriau relative à la signature par la Belgique de l'ordre du jour contre la guerre de l'UNICEF (Doc. Chambre n° 674/1-95/96). Elle réclamait notamment que la Belgique s'efforce réellement d'atteindre l'objectif consistant à consacrer 0,7 % de son PNB à la coopération au développement. L'orateur constate qu'on se trouve encore loin de cet objectif.

Selon lui, trois types de missions rentrent dans le cadre où l'emportent les considérations portant sur le respect du droit international et des valeurs démocratiques. Il laisse volontairement de côté l'aide à la nation qui ne constitue pas une mission spécifiquement militaire. Il se limite sur ce point à réaffirmer que les autorités responsables doivent pouvoir compter sur l'armée lorsque des circonstances exceptionnelles l'imposent. Ces interventions sont certainement de nature à renforcer le lien entre la nation et l'armée. Néanmoins, à elles seules elles ne permettent pas de justifier l'existence de forces armées. L'orateur revient maintenant aux missions spécifiquement militaires :

— Premièrement, la défense du territoire. Dans ce domaine, on a besoin d'une capacité opérationnelle telle qu'il soit possible de répondre à toute agression extérieure. Pour le moment aucune menace n'apparaît clairement. Néanmoins l'orateur partage le point de vue des experts pour qui l'avenir reste imprévisible au-delà de quelques années. Il suffit pour s'en convaincre de porter un regard lucide sur la situation difficile que connaissent certaines républiques de l'Europe de l'Est, ou de se souvenir des multiples soubresauts de l'histoire récente. Dès lors, s'il faut se montrer optimiste, le principe de prudence doit tout de même l'emporter. Il est clair que dans ce domaine l'OTAN reste incontournable. Pour le groupe PS, il est tout aussi clair que la Belgique doit avoir l'ambition de construire une véritable armée commune avec ses partenaires de l'Union européenne. Ce qui n'a de sens, il réfère à M. Cahen, que si l'Europe se dote au préalable d'une véritable politique extérieure et de défense, sans laquelle l'UEO ou toute autre structure militaire européenne ne sera qu'une coquille vide.

— Deuxième type de missions que doivent assumer nos forces armées : l'imposition de la paix et du respect des règles de droit international dans le cadre d'opérations multinationales. Les valeurs morales ainsi que le souvenir des atrocités commises sur

Voor de PS-fractie mogen de strijdkrachten in geen geval een middel tot economische onderdrukking worden. Integendeel : een billijk evenwicht tussen rijke en arme landen lijkt het beste middel ter bevordering van de wereldvrede, een hoofddoel voor beschaafde naties.

Gebruik van geweld mag alleen een laatste redmiddel zijn; diplomatie en economische samenwerking moeten ertoe bijdragen dat men daar niet naar hoeft te grijpen. In dat verband verwijst de spreker naar een voorstel van resolutie van de heer P. Moriau betreffende de ondertekening door België van de UNICEF-agenda tegen de oorlog (Doc. Kamer n° 674/1-95/96). Die resolutie eiste onder meer dat België zich echt zou inspannen om de doelstelling te halen om 0,7 % van zijn BBP aan ontwikkelingssamenwerking te besteden.

De spreker constateert dat men nog een heel eind van die doelstelling verwijderd is. Hij ziet drie soorten taken die in het verlengde liggen van de lijn om beschouwingen over de naleving van het internationaal recht en democratische waarden te laten primeeren. Hulp aan de natie — geen specifiek militaire taak — laat hij daarbij bewust buiten beschouwing. Hij beperkt zich terzake tot een herhaling van de stelling dat de bevoegde overheid op het leger moet kunnen rekenen wanneer uitzonderlijke omstandigheden zulks vereisen. Soortgelijke interventies zijn zeker van aard om de band tussen natie en leger te versterken. Op zich volstaan ze evenwel niet om het bestaan van strijdkrachten te rechtvaardigen. De spreker belicht nu de specifiek militaire taken :

— Ten eerste : de verdediging van het grondgebied. Op dat vlak moet men zó operationeel zijn dat we iedere agressie van buitenaf kon worden afgeweerd. Momenteel hangt geen enkele dreiging in de lucht. Nochtans deelt de spreker het standpunt van de experts die stellen dat betrouwbare toekomstvoorspellingen nooit verder kunnen reiken dan enkele jaren. Om daarvan overtuigd te zijn, volstaat het eens nuchter de moeilijke situatie te bekijken die sommige republieken in Oost-Europa thans doormaken, of even de talrijke onverwachte wendingen uit de jongste geschiedenis te memoreren. Men moet weliswaar optimistisch zijn, maar dat neemt niet weg dat voorzichtigheid geboden blijft. Het is duidelijk dat men terzake niet om de NAVO heen kan. Voor de PS-fractie is het even duidelijk dat België de ambitie moet koesteren om samen met zijn partners uit de Europese Unie een echt gemeenschappelijk leger uit te bouwen. Wat alleen maar zin heeft — er zij verwezen naar de heer Cahen — als Europa vooraf een echt buitenlands en defensiebeleid weet uit te stippelen; anders blijft de WEU of om ongeacht welke andere Europese militaire structuur een lege doos.

— Tweede soort taken die onze strijdkrachten moeten uitvoeren : het afdwingen van de vrede en van de naleving van de internationale rechtsregels in het raam van multinationale operaties. De morele waarden en de herinnering aan de wrede heden die

les populations civiles lors des deux conflits mondiaux nous interdisent de rester inactifs lorsqu'un petit État est envahi par un autre ou lorsque des populations civiles sont délibérément ciblées par des forces armées. Dans ces cas-là, les médiations et l'interposition de casques bleus peuvent ne pas suffire. L'utilisation mesurée de la force peut alors permettre d'éviter le pire, voire d'amener des belligérants à se retrouver autour d'une table pour négocier. L'orateur pense en particulier aux frappes aériennes contre l'artillerie serbe en Bosnie qui, trop tardives, ont néanmoins permis de sauver bien des vies innocentes et de s'acheminer vers les accords de Dayton. Aujourd'hui, la communauté internationale se voit de nouveau contrainte à envisager le recours à une intervention aérienne afin de débloquer la situation au Kosovo.

Le cas échéant, la Belgique doit pouvoir assumer son rôle au même titre que ses autres partenaires.

— Troisième type de missions : celles qui, menées sous l'égide de l'ONU ou de l'OSCE, visent à maintenir la paix dans des régions troublées ou à apporter une aide à caractère humanitaire aux populations civiles. Les Belges n'ont aucune difficulté à citer des exemples d'opérations de ce genre puisque leurs troupes ont été mises à contribution plus souvent qu'à leur tour. Le bilan qu'on peut tracer de ces différentes missions en Slavonie orientale, en Bosnie, en Somalie, au Rwanda, pour ne parler que des plus récentes est malheureusement contrasté.

Le travail effectué par la plupart des militaires belges sur ces différents terrains a été excellent de l'aveu même des responsables de l'ONU. En même temps, il faut regretter les faits commis, particulièrement en Somalie, par quelques individus dont la place n'est manifestement pas à l'armée. Le préjudice pour l'image de la Belgique à l'étranger est considérable. Le fait qu'on ait appris, dans le courant du mois de juin, que la Belgique était montrée du doigt dans le dernier rapport d'Amnesty International à propos précisément de cette affaire somalienne, en est la preuve.

Il est clair que des efforts doivent être consentis, qu'il s'agisse de sélection ou de formation. Les règles d'engagement, le respect des droits de l'homme, l'ouverture interculturelle doivent désormais faire partie du bagage du militaire, quel que soit son grade, particulièrement lorsqu'il sert sous le drapeau de l'ONU. Ceci étant, il convient certainement, de clarifier le rôle que doivent assumer les soldats au cours des missions de l'ONU ou de l'OSCE.

L'expérience apprend que c'est toujours une erreur de confier des missions de police — de maintien de l'ordre notamment — à des militaires. Il existe plusieurs raisons : la première est l'inadéquation de la formation militaire avec ce type de missions. Les

tijdens de twee wereldbranden op de burgerbevolkingen werden gepleegd, maken dat wij onmogelijk lijdzaam kunnen toezien wanneer een kleine staat door een andere wordt aangevallen of wanneer de strijdkrachten doelbewust de burgerbevolking viseren. In die gevallen kan het gebeuren dat bemiddelingspogingen en de interventie van blauwhelmen niet volstaan. Gematigd gebruik van geweld kan dan het ergste voorkomen, of zelfs de oorlogvoerenden ertoe bewegen aan de onderhandelingstafel plaats te nemen. De spreker denkt hierbij inzonderheid aan de luchtaanvallen in Bosnië tegen het Servische afweergeschut : hoewel die aanvallen te laat werden uitgevoerd, hebben ze toch heel wat onschuldige levens kunnen redden en maakten ze de weg vrij voor de Daytonakkoorden. Vandaag ziet de internationale gemeenschap zich opnieuw verplicht een luchtinterventie in overweging te nemen om een uitweg te bieden voor de uitzichtloze situatie in Kosovo.

In voorkomend geval moet België daarbij, net als zijn overige partners, zijn rol kunnen spelen.

— Derde soort taken : deelname aan door de VN of de OVSE geleide *peace-keeping*-operaties in roerige regio's of aan humanitaire zendingen in het raam van hulpverlening aan de burgerbevolking. De voorbeelden waarbij onze strijdkrachten soortgelijke operaties uitvoerden zijn legio : zij namen daaraan vaker deel dan op grond van de beurtrol strikt noodzakelijk was. Die diverse opdrachten die in Oost-Slavonië, Bosnië, Somalië, Ruanda (we beperken ons tot de meest recente) werden uitgevoerd, kenden echter jammer genoeg geen onverdeeld succes.

Het door de meeste Belgische militairen op die plaatsen gepresteerde werk was — luidens verklaringen van VN-topmensen zelf — puik. Tezelfdertijd zijn er de betreurenswaardige feiten die, vooral in Somalië, werden gepleegd door enkele individuen die niet echt in het leger thuis horen. De schade die daardoor aan het imago van België in het buitenland werd berokkend, is aanzienlijk. Ten bewijze : in de loop van de maand juni raakte bekend dat het jongste rapport van Amnesty International België, precies in verband met de in Somalië gepleegde feiten, met de vinger wees.

Het is duidelijk dat zowel op het vlak van de selectie als van de opleiding nog inspanningen moeten worden geleverd. De regels inzake de als militair aangegane verbintenis, de eerbiediging van de mensenrechten, de interculturele openheid moeten voortaan — ongeacht de graad — deel uitmaken van de achtergrond van elke militair, vooral als hij onder VN-commando opereert. *Rebus sic stantibus*, is het zeker aangewezen de rol die de soldaten tijdens VN- of OVSE-missies moeten vervullen, uit te klaren.

De ervaring leert dat het onveranderlijk fout is politionele taken — onder meer inzake ordehandhaving — aan militairen toe te vertrouwen. Daarvoor kan men tal van redenen aanvoeren. Zo is in de eerste plaats de militaire opleiding niet op soortgelijk

para-commandos, les chasseurs ardennais et en général les troupes qu'on engage dans ces opérations de maintien de la paix ont, par leur formation, toutes les qualités requises pour imposer le respect aux belligérants. Autre chose est de contenir une foule en colère, hommes, femmes et enfants.

Deuxième raison : lorsque les casques bleus suppléent aux carences de l'appareil d'État en matière de maintien de l'ordre, ils donnent très rapidement l'image, déplaisante pour les autochtones, d'une armée d'occupation.

— Troisième et dernière raison : il serait malsain pour la démocratie que les militaires belges, forts de leur expérience à l'étranger, se considèrent finalement comme de parfaits gardiens de l'ordre établi. Dans une démocratie les deux domaines doivent rester soigneusement cloisonnés.

Par ailleurs l'orateur renvoie aux constatations et recommandations de la Commission sénatoriale d'enquête sur la mission au Rwanda. Il suppose que chacun est conscient de la nécessité de tirer tous les enseignements de cette affaire. À cet égard il renvoie également à la note de politique générale du gouvernement sur la participation belge aux opérations de maintien de la paix ainsi qu'aux nombreuses réflexions qui ont déjà eu lieu à ce propos.

*
* *

En ce qui concerne le volet relatif aux missions de l'armée, *M. Cuyt* constate que l'évolution de la dénomination du ministère compétent pour l'armée, le ministère de la « Guerre » étant devenu le ministère de la « Défense nationale », reflète en soi l'évolution de la perception, des valeurs et de la nature des menaces et des risques justifiant les missions de l'armée nationale. En fait, la dénomination actuelle de « Défense nationale » est également dépassée depuis des dizaines d'années, la défense étant devenue collective au sein de l'OTAN et de l'UEO.

Pour décrire les missions de l'armée belge, il viendrait d'abord de dresser un inventaire des menaces et des risques ainsi que des moyens que nous souhaitons engager pour faire face à ces risques. Cette réflexion doit avoir lieu à la fois au niveau national et au niveau international. Les risques :

1. Menace du territoire ou de la sécurité physique des citoyens

Cela signifie que l'on serait victime d'une attaque. Dans ce cas, c'est la garantie de défense mutuelle de l'OTAN et de l'UEO qui joue. À l'heure actuelle, aucune menace conventionnelle ne pèse sur notre territoire ni sur celui de l'un des États membres de l'OTAN ou de l'UEO. Afin de préserver cette situation, il est crucial de maintenir l'actuelle détente

ke taken afgestemd. De paracommando's, de Ardenese jagers en — in het algemeen — de strijdkrachten die men in *peace-keeping*-operaties inzet, hebben door hun opleiding alle vereiste kwaliteiten om het respect van de oorlogvoerenden af te dwingen. Iets anders is het een woedende menigte mannen, vrouwen en kinderen in bedwang te houden.

Tweede reden : blauwhelmen die bijspringen om tekorten van het staatsapparaat op het vlak van de ordehandhaving te ondervangen, komen bij de autochtone bevolking al snel als een bezettingsleger over, wat hen niet meteen een fraai imago bezorgt.

— Derde en laatste reden : voor de democratie zou het niet gezond zijn mochten Belgische militairen zich, gesterkt door hun buitenlandse ervaring, uiteindelijk als perfecte hoeders van de gevestigde orde gaan beschouwen. In een democratisch bestel moeten beide domeinen zorgvuldig van elkaar gescheiden blijven.

Voorts verwijst de spreker naar de vaststellingen en de aanbevelingen van de onderzoekscommissie van de Senaat over de missie in Ruanda. De spreker veronderstelt dat iedereen beseft dat het noodzakelijk is uit die affaire de nodige lessen te trekken. In dat verband verwijst hij tevens naar de beleidsnota van de regering over de Belgische deelname aan vredesmissies, alsmede naar de talrijke gedachte-wisselingen die terzake reeds hebben plaatsgevonden.

*
* *

In verband met het luik over de opdrachten van het leger stelt *de heer Cuyt* : De evolutie van de naam van het ministerie dat bevoegd is voor het leger, namelijk van ministerie van « Oorlog » naar ministerie van « Landsverdediging », duidt op zich de evolutie aan in de inzichten, waarden en aard van de bedreigingen en risico's die aan de grondslag liggen van de opdrachten van het leger. In feite is bovendien de huidige naam « Landsverdediging » ook sinds tientallen jaren verouderd, in de NAVO en de WEU is men immers geëvolueerd naar een collectieve verdediging.

Om de opdrachten van het Belgische leger te omschrijven, zou men eerst een inventaris moeten maken van de bedreigingen en risico's en van de middelen die men tegen dergelijke risico's willen inzetten. Dit is zowel een nationale als een internationale denkoefening. De risico's :

1. Bedreiging van het grondgebied of van de fysieke veiligheid van de burgers

Dit betekent dat men slachtoffer zou worden van een aanval. In dit geval speelt de wederzijdse defensiegarantie van de NAVO en de WEU. Momenteel bestaat er geen conventionele bedreiging van het grondgebied of van dat van één van de lidstaten van NAVO of WEU. Om deze situatie zo te houden, is het van het allergrootste belang de huidige internationa-

internationale au sein du continent européen et de veiller à ce que l'ancien ennemi, la Russie, ne devienne pas un nouvel ennemi. L'évolution de la Russie vers une démocratie stable basée sur un tissu économique et social sain constitue la meilleure garantie en la matière.

Le capitalisme débridé qui sévit actuellement dans l'ancienne Union soviétique et les tensions entre la Russie et certaines anciennes républiques fédérées concernant des questions ethniques et, éventuellement, des stocks énergétiques sont préoccupants en l'occurrence. Investir dans la prévention des conflits et dans le tissu social, politique et économique de l'ancienne Union soviétique revêt plus de sens que d'investir dans des moyens militaires. Il convient donc d'établir avec la Russie une relation de sécurité reposant sur la poursuite du désarmement et sur une collaboration et une confiance croissantes. À terme, le SP n'exclut pas que la Russie devienne membre de l'OTAN. L'exclure signifierait en effet que l'on pense encore toujours en termes de « blocs ». Il n'en demeure pas moins qu'il faut rester prudent pour le cas où les choses tourneraient mal. L'OTAN, et donc l'armée belge qui fonctionne dans ce cadre, doivent conserver les structures de base et les moyens leur permettant, moyennant un temps d'avertissement réaliste de quelques années, de répondre à une nouvelle menace conventionnelle. Cela suppose cependant que l'on évalue de manière réaliste le temps de préparation nécessaire pour ce faire. Les opinions divergent à ce sujet : l'appareil militaire sous-évaluera toujours le temps de préparation et surestimera le danger, ne fût-ce que pour maintenir telle quelle sa propre organisation. La menace nucléaire est réelle et la menace chimique et bactériologique est croissante. Celui qui pense que la menace nucléaire s'est amenuisée depuis la fin de la Guerre froide a un faux sentiment de sécurité.

Il convient de tenir compte de la prolifération des armes nucléaires, qui peuvent tomber aux mains de pays tels que l'Irak et la Libye, voire aux mains de terroristes.

Si les objectifs de Start R sont atteints en 2003, 3 000 à 3 500 missiles nucléaires intercontinentaux seront toujours installés de part et d'autre de l'océan Atlantique; compte tenu des armes nucléaires tactiques et des ogives nucléaires, le total s'élève à 10 000 ogives nucléaires de part et d'autre.

Il n'est dès lors guère convaincant de dissuader d'autres pays de produire des armes nucléaires ou de le leur interdire.

2. Menace d'un conflit au sein d'un même État et intervention pour la défense de « valeurs »

En cette période d'après-guerre froide, il est étonnant qu'alors que les dissensions internationales au sein même et en dehors de l'Europe sont moins violentes, il y ait nettement plus de « petits » conflits qui dégénèrent en affrontements violents. Il s'agit géné-

le Entspannung binnen het Europese continent te behouden en ervoor te zorgen dat de oude vijand, Rusland, zich niet tot een nieuwe vijand ontwikkelt. De verdere evolutie van Rusland naar een stabiele democratie, met een gezond economisch en sociaal weefsel is hiervoor de beste garantie.

Het huidige ongebreidelde kapitalisme in de voormalige Sovjet-Unie, de spanningen tussen Rusland en sommige voormalige deelrepublieken over etnische aangelegenheden en eventueel over energievoorraden baren hier zorgen. Investeren in conflictpreventie en in het sociale, politieke en economische weefsel van de voormalige Sovjet-Unie heeft meer zin dan te investeren in militaire middelen. Met Rusland dient dus een veiligheidsrelatie te worden opgebouwd die ondersteund wordt met verdere ontwapening en gebaseerd is op toenemende samenwerking en vertrouwen. Op termijn sluit de SP niet uit dat Rusland lid wordt van de NAVO. Uitsluiten zou immers betekenen dat men nog steeds in « blokken » denkt. Dit impliceert niet dat men niet voorzichtig moet zijn voor het geval het toch grondig zou mislopen. De NAVO, en dus het Belgisch leger dat in dit kader functioneert, moet de basisstructuren en middelen behouden die hen in staat stellen, mits een realistische waarschuwingstijd van enkele jaren, te antwoorden op een nieuwe conventionele dreiging. Dit veronderstelt wel dat men een realistische inschatting moet maken van wat die voorbereidingstijd dan wel moet zijn. Hier verschillen de meningen : het militair apparaat zal de voorbereidingstijd steeds zo kort mogelijk inschatten en het gevaar overschatten, al was het maar om de eigen organisatie zo ongewijzigd mogelijk in stand te houden. De nucleaire bedreiging is reëel en er is in toenemende mate een bedreiging van chemische en biologische wapens. Wie denkt dat de nucleaire bedreiging verminderd is met het einde van de Koude Oorlog heeft een vals gevoel van veiligheid.

Men dient rekening te houden met de proliferatie van nucleaire wapens die in handen kunnen komen van landen als Irak en Libië of zelfs in handen van terroristen.

Als de doelstellingen van Start R in 2003 worden gehaald, zullen er aan beide kanten van de Atlantische Oceaan nog steeds 3 000 tot 3 500 intercontinentale nucleaire raketten opgesteld staan; aangevuld met de tactische kernwapens en kernkoppen komt men nog op een geheel van een 10 000 kernkoppen aan beide zijden.

Het klinkt dan ook weinig overtuigend andere landen het aanmaken van kernwapens te ontraden of te verbieden.

2. Bedreiging door een intra-statelijk conflict en interventie ter verdediging van « waarden »

Het eigenaardige aan het post-koude-oorlogstijperk is dat men, in een periode van minder scherpe internationale tegenstellingen binnen en buiten het Europese continent, veel meer « kleine » conflicten kent die ontsproten in geweld. Het betreffen veelal

ralement de conflits ethniques, religieux ou autres qui éclatent au sein même d'un État. L'ex-Yougoslavie en est l'exemple le plus évident. Il y a des dizaines de régions où des conflits latents pourraient finir de la même manière.

Ces conflits peuvent constituer une menace pour la sécurité de l'Europe, dans la mesure où ils risquent de s'étendre à des pays limitrophes.

Les États européens risquent de se laisser guider par d'anciens réflexes et de s'opposer du fait par exemple de l'existence de liens historiques ou de liens ethniques ou religieux avec une ou plusieurs des parties belligérantes ou, simplement, du fait de la présence de stocks de pétrole ou de gaz.

Les conflits armés ont fait de plus en plus de victimes civiles au cours des cent dernières années. Dans les conflits intra-étatiques, les citoyens sont de loin les principales victimes (réfugiés et génocides). Il est donc indispensable d'intervenir dans de tels conflits non seulement par intérêt (danger pour la sécurité), mais également pour des raisons d'ordre moral (maintien de la paix - rétablissement de la paix sous mandat international).

3. Menace pour les intérêts vitaux

Un concept que l'on rencontre dans la littérature relative à la sécurité est celui des intérêts vitaux. On rencontre notamment ce concept dans le Livre blanc français de la Défense rédigé sous le précédent gouvernement conservateur. L'arrêt de l'approvisionnement en pétrole y est perçu comme une menace pour l'intégrité du pays. L'intervenant estime dangereux d'aller au-delà du principe international qui garantit l'inviolabilité des frontières. En ce qui concerne concrètement l'armée belge, il convient de déterminer la manière la plus adéquate d'affecter les moyens budgétaires. L'intervenant se penchera sur cette question dans le volet consacré aux moyens de l'armée. Il faut en premier lieu déterminer quels sont les besoins sociaux et voir ensuite ce que l'on peut faire.

La Belgique n'a ni l'ambition d'être une puissance nucléaire ni celle d'être une grande puissance qui intervient au moyen de porte-avions.

Les principales missions futures de l'armée belge sont donc ce que l'on appelle les missions nouvelles, à savoir la gestion des crises et les missions humanitaires. C'est à ce niveau que l'on peut utiliser au mieux et de la manière la plus utile les moyens disponibles. Les interventions dans le cadre de telles missions contribuent à la sécurité internationale et sont les plus méritoires du point de vue moral. L'intervenant plaide dès lors pour que l'on ne considère plus ces missions comme des « missions accessoires » mais comme des missions faisant partie intégrante des missions principales de l'armée. Il a toutefois l'impression que les militaires raisonnent toujours en

intra-statelijke conflicten, etnische, godsdienstige of andere conflicten die binnen een Staat losbarsten. Ex-Joegoslavië is hiervan het meest voor de hand liggende voorbeeld. Er zijn nog tientallen gebieden waar sluimerende conflicten uiteindelijk een zelfde afloop kunnen kennen.

Deze conflicten kunnen bedreigend zijn voor de Europese veiligheidssituatie. Er is het risico dat dergelijke conflicten een uitbreiding kennen naar aangrenzende Staten.

Er is eveneens het risico dat door bijvoorbeeld de aanwezigheid van historische banden of door etnische of religieuze banden van één of meerdere van de strijdende partijen of gewoonweg door de aanwezigheid van olie- of gasvoorraden, Europese Staten zich laten verleiden tot oude reflexen en hiervoor tegen elkaar partij kiezen.

De afgelopen honderd jaar vallen er steeds meer burgerslachtoffers in gewapende conflicten. In intra-statelijke conflicten zijn de burgers veruit de voornaamste slachtoffers, waaronder vluchtelingen en genocide. Het is dus niet alleen noodzakelijk om uit eigenbelang (gevaar voor de eigen veiligheid) maar ook uit morele overwegingen in dergelijke conflicten tussenbeide te komen (*peacekeeping* - *peace-enforcement* onder internationaal mandaat).

3. Bedreiging van vitale belangen

Een concept dat we in de veiligheidsliteratuur terugvinden, is dit van de « vitale belangen ». Men vindt dit onder meer terug in het Franse Witboek van Defensie, geschreven onder de vorige conservatieve regering. Hierbij wordt het afsluiten van de oliebevoorrading als bedreigend voor de economische integriteit van het land ervaren. Het lijkt de spreker gevaarlijk om verder te gaan dan het internationaal principe dat de onschendbaarheid van de grenzen waarborgt. Wat concreet het Belgisch leger betreft, hoeft men te zien hoe de budgettaire middelen het best besteed worden. De spreker zal daar in het luik over de middelen van het leger dieper op ingaan. Ten eerste moet men zien wat de maatschappelijke noden zijn, voorts moet men zien wat men aankan.

België heeft noch de ambitie een kernmacht te zijn, noch een grootmacht die met vliegdekschepen tussenbeide komt.

De zogenaamde nieuwe opdrachten, crisisbeheersing en humanitaire opdrachten lijken dan ook de belangrijkste opdrachten voor het Belgisch leger in de toekomst. Daar kan men de middelen het best en het nuttigst aanwenden. Het optreden in dergelijke missies komt de internationale veiligheid ten goede en is vanuit moreel oogpunt het meest verdienstelijke. De spreker pleit er dan ook voor dat men deze opdrachten niet langer zou afdoen als « bijkomende opdrachten » maar als opdrachten die integraal deel uitmaken van de hoofdopdrachten van het leger. De spreker heeft nochtans de indruk dat militairen nog steeds denken in een sfeer van Koude Oorlog. Het is

termes de Guerre froide. Il n'est apparemment pas simple de se départir d'une mentalité qui a prévalu pendant cinquante ans.

Le ministre de la Défense nationale entend engager quelque cinquante milliards (49 008 millions de francs) d'investissements, soit quelque 26 milliards de plus que le ministre Delcroix au cours de la période précédente. L'accroissement des dépenses d'investissement est défendable compte tenu du taux d'investissements très faible qui a été appliqué au cours de la période précédente et du fait qu'une part importante du matériel est utilisée de manière intensive au cours des opérations humanitaires et de maintien de la paix. On pourrait s'attendre à ce que le programme d'investissement soit, dans ces conditions, axé prioritairement sur le renouvellement et le développement du matériel qui contribue à la sécurité et à l'efficacité du personnel dans le cadre des opérations internationales.

Aussi est-il révoltant de constater que les soldats qui se trouvent à l'étranger doivent souvent dépenser de leur poche des dizaines de milliers de francs afin d'acquérir des vêtements adéquats, ou que la brigade paracommando devait se satisfaire jusqu'il y a peu de mortiers datant de 1945 (alors que pendant des années, on a consacré des milliards à l'acquisition d'avions de combat qui ne sont guère ou pas utilisés. Il est par conséquent étonnant que le plan d'investissement 1996-1999 ne prévoit pas ou guère de matériel relevant de la première catégorie.

Le choix du matériel montre que l'on veut encore tout faire, ce qui ne laisse aucune marge pour le remplacement du matériel que l'on use actuellement jusqu'à la corde dans le cadre des missions à l'étranger (ainsi les camions utilisés en ex-Yougoslavie devront-ils être remplacés beaucoup plus tôt qu'il n'était prévu au moment de leur acquisition). Contrairement à ce qui est le cas à l'étranger, on ne connaît pas le plan d'investissement à long terme de l'armée en ce domaine. Les personnes étrangères au département de la Défense nationale n'ont aucun droit de regard sur la liste des desiderata des militaires pour la période qui suivra les trois années couvertes par le PMT. L'intervenant souligne encore qu'il faut partir du principe que les missions de maintien de la paix et de gestion des crises sont les principales missions de l'armée belge et non pas des missions accessoires comme l'affirment les militaires.

Il faudra essentiellement choisir entre deux grandes options :

— Première option :

On opte pour une armée équipée de matériel de haute technologie pour tous les scénarios d'utilisation actuels. Cette armée doit être financée par le biais soit d'une augmentation sensible du budget soit d'une réduction draconienne des effectifs.

Cette option présente plusieurs risques :

1. Les moyens se raréfient en raison du coût de plus en plus élevé du matériel de haute technologie.

blijkbaar niet eenvoudig zich te ontdoen van een denkpatroon dat 50 jaar oud is.

De minister van Landsverdediging wenst ongeveer 50 miljard frank (49 008 miljoen frank) vast te leggen voor investeringen, ongeveer 26 miljard meer dan minister Delcroix in een vorige periode. Een stijging in de uitgaven voor investeringen is verdedigbaar gezien de zeer lage investeringsgraad in de vorige periode en gezien veel materiaal intensief wordt gebruikt tijdens de humanitaire- en vredesoperaties. Men zou dus verwachten dat een investeringsprogramma zich onder deze omstandigheden prioritair zou richten op de vernieuwing en de aanvulling van materiaal dat de veiligheid en de efficiëntie van de manschappen in internationale operaties ten goede komt.

Het is dan ook tergend te moeten vaststellen dat het regelmatig voorkomt dat soldaten in het buitenland op eigen kosten voor tienduizenden franken uitgaven moeten doen voor aangepaste kledij of dat de brigade paracommando's tot voor kort het moesten stellen met mortiergeschut dat dateerde uit 1945 (terwijl er al die jaren miljarden gingen naar bijvoorbeeld gevechtsvliegtuigen die men weinig of nooit inzet). Het is dan ook merkwaardig dat in het investeringsplan 1996-1999 weinig of geen materiaal terug te vinden is dat onder de eerstgenoemde noemer valt.

Uit de materiaalkeuzes blijkt dat men nog steeds alles wil blijven doen, waarbij geen enkele marge overblijft voor de vervanging van het materiaal dat nu tijdens de buitenlandse missies wegslijt (zo zullen de in ex-Joegoslavië ingezette vrachtwagens veel sneller vervangen moeten worden dan bij de aankoop was voorzien). Op dit vlak kent men, in tegenstelling tot het buitenland, ook de lange termijn investeringsplanning van het leger niet. Al wie vreemd is aan het departement Landsverdediging heeft dus geen enkele kijk op het verlanglijstje van de militairen na de periode van drie jaar die in het PMT is voorzien. Waar men volgens de spreker moet vanuit gaan is dat de vredesbewarende en crisisbeheersende opdrachten de voornaamste opdrachten voor het Belgisch leger zijn en geen « bijkomende opdracht » zoals vandaag door de militairen wordt gesteld.

In essentie staat men voor 2 grote keuzes :

— Eerste optie :

Een leger dat beschikt over hoog-technologisch materieel voor alle huidige gebruiksscenario's. Dit moet dan gefinancierd worden door ofwel een gevoelige stijging van het budget ofwel door een drastische verlaging van het personeelsbestand.

De gevaren van deze optie zijn :

1. De middelen worden in de toekomst steeds schaarser door de alsmaar hogere kostprijs van het hoogtechnologische materieel.

2. Du fait de la sensibilité, du coût élevé et de l'entretien spécialisé de ce matériel, on n'osera plus engager cette armée de haute technologie au cœur des conflits contemporains ou ne sera plus en mesure de le faire.

3. L'armée de haute technologie ne sert alors plus qu'au prestige militaire ou dans le cas de scénarios d'utilisation particulièrement hypothétiques (guerre conventionnelle généralisée en Europe).

— Deuxième option :

On adapte l'armée aux besoins contemporains, c'est-à-dire qu'elle est principalement axée sur les opérations de maintien de la paix et les opérations humanitaires. Cela implique :

1. un renforcement de la formation générale et des moyens d'action;
2. un budget plafonné pour le matériel de haute technologie;
3. une armée équipée de matériel solide (également de seconde main);
4. une réduction, moins draconienne, des effectifs afin de dégager des moyens d'investissement).

Le SP est favorable à cette deuxième option.

En ce qui concerne le volet « moyens de l'armée » et le lien armée-nation, M. Cuyt précise ce qui suit :

Il a l'impression que certains membres estiment que la dette publique belge, qui est la plus élevée d'Europe en pourcentage du PNB, aura fondu comme neige au soleil l'année prochaine. Il considère quant à lui que ce ne sera nullement le cas et qu'il faudra également surveiller attentivement les dépenses au cours des prochaines années. Il ne demande dès lors pas que l'on augmente le budget du département de la Défense. Il estime que si le commandement de l'armée resserrait le lien armée-nation en se mettant à l'écoute de la population, il apparaîtrait clairement que l'augmentation du budget de la Défense ne fait pas partie des priorités.

Dans l'exposé qu'il a fait à l'occasion du présent débat national, le chef de l'état-major général a précisé à juste titre que les économies réalisées sur le budget de la Défense ont permis de dégager un dividende de paix au cours des dernières années et que l'armée a donc également contribué à ce que la norme de Maastricht soit respectée. L'intervenant fait observer que d'autres départements ont également consenti des sacrifices et en consentent d'ailleurs toujours. On a en outre assisté, au cours des années de la Guerre froide, à une épreuve de force militaro-financière plutôt que financière afin de faire fléchir l'ancienne Union soviétique. Les dépenses militaires ont donc été beaucoup trop élevées pendant des années, une tendance qui doit à présent appartenir définitivement au passé. Une dette publique particulièrement élevée requiert des efforts particuliers. L'intervenant estime dès lors que l'on ne peut établir la comparaison avec les budgets que d'autres pays consacrent à la Défense.

2. Door de gevoeligheid, de hoge kostprijs en het gespecialiseerde onderhoud van het materieel zal men dit hoogtechnologisch leger nog met moeite durven of kunnen inzetten in de hedendaagse conflicttaarden.

3. Een hoogtechnologisch leger dient dan nog enkel voor het militaire prestige of voor bijzonder hypothetische gebruiksscenario's (algemene conventionele oorlog in Europa).

— Tweede optie :

Men past het leger aan volgens de hedendaagse noden. Dit betekent dat het vooral gericht is op vredeshandhavings- en humanitaire operaties. Dit impliceert :

1. een versterking van de algemene vorming en de werkmiddelen;
2. een geplafoneerd budget voor hoogtechnologisch materieel;
3. een leger uitgerust met degelijk materieel (ook tweedehands);
4. een vermindering van het personeelsbestand, minder drastisch, om investeringsmiddelen vrij te maken.

De SP kiest voor deze laatste optie.

Met betrekking tot het luik over de middelen van het leger en de band leger-natie stelt de heer Cuyt het volgende :

Hij heeft de indruk dat sommige leden menen dat de Belgische staatsschuld, uitgedrukt in procent van het BNP de hoogste van Europa, volgend jaar als sneeuw voor de zon zal zijn weggesmolten. Hij gaat er echter vanuit dat dit geenszins het geval zal zijn en dat men ook de komende jaren de uitgaven nauwlettend in het oog zal moeten houden. Bijgevolg pleit hij dan ook niet voor een verhoging van het budget van het departement Landsverdediging. Hij meent dat indien de legerleiding de band leger-natie zou aanhalen door te luisteren wat er onder de bevolking leeft, het duidelijk zou zijn dat de verhoging van het defensiebudget niet tot de prioriteiten behoort.

De chef van de generale staf heeft in zijn uiteenzetting naar aanleiding van dit nationaal debat terecht gesteld dat de bezuinigingen op het budget van defensie de laatste jaren een vredesdividend hebben opgeleverd en dat dus ook het leger een bijdrage heeft geleverd tot het behalen van de Maastricht-norm. De spreker wijst erop dat ook andere departementen hebben ingeleverd en dit overigens nog steeds doen. Bovendien is er tijdens de jaren van de Koude Oorlog niet zozeer een militaire dan wel een militair-financiële krachtmeting geweest om de voormalige Sovjet-Unie op de knie te krijgen. De militaire uitgaven zijn dus jarenlang veel te hoog geweest, een trend die nu definitief tot het verleden moet behoren. Een bijzonder hoge staatsschuld maakt bijzondere inspanningen noodzakelijk. De spreker meent dan ook dat vergelijkingen met de defensiebudgetten van andere landen niet opgaan.

En premier lieu, la dette belge est plus élevée et en second lieu, les autres pays ont également tendance à continuer à réduire le budget qu'ils consacrent à la Défense. L'intervenant cite l'exemple des Pays-Bas, où le « *Partij van de arbeid* » a entamé la campagne électorale en exigeant que l'on réalise des économies drastiques sur le budget de la Défense. Il observe qu'après avoir pris un certain retard, la France réalise également des économies sur le budget de la Défense.

La situation est pratiquement la même dans tous les pays : la crise économique a imposé de nombreux efforts à la société et bien qu'on espère qu'elle s'élargisse quelque peu, la marge budgétaire demeura trop faible pour répondre à tous les besoins sociaux. La réduction du budget de la Défense est inéluctable. Le groupe SP estime que la marge budgétaire doit être utilisée afin de répondre aux besoins prioritaires tels que l'emploi et les groupes à faibles revenus. La Défense nationale n'étant pas le seul département à avoir consenti des efforts, l'intervenant ne voit pas pourquoi on augmenterait les ressources de la Défense plutôt que, par exemple, celles du département de la Recherche scientifique.

En ce qui concerne l'OTAN, l'intervenant demande à quoi sert d'accroître les efforts dans le domaine de l'OTAN au moment où celle-ci revoit sa stratégie et ses objectifs fondamentaux. Il lui paraît préférable d'attendre les résultats de la révision de la stratégie avant d'accroître ou de réduire les efforts.

La demande actuelle d'accroissement du budget de la Défense est liée aux investissements futurs : on constate que l'on n'a plus les moyens qu'exigent les investissements afférents aux dépenses de personnel et aux missions actuelles de l'armée. L'orateur estime que cette situation résulte du fait que l'on se cramponne aux options du passé : au lieu de faire des choix précis en matière de missions et de moyens, on élabore un compromis impliquant que chacune des forces armées participe aux efforts d'économie. L'intervenant estime qu'un pays qui ne veut pas nuire à sa population et qui souhaite répondre aux besoins sociaux ne peut plus supporter le poids d'un appareil de défense complet. Il en est ainsi pour les petits pays, mais aussi pour des pays tels que la France et l'Allemagne, qui s'en rendront compte à terme. Il faudra en arriver à terme à un accroissement d'échelle au niveau européen. Entre-temps, la Belgique doit faire ses propres choix.

On peut maintenir un minimum de structure et de savoir-faire dans le cadre de la défense collective afin d'être en mesure de répondre aux évolutions futures. D'autre part, l'évolution de l'environnement technologique et de la tactique de guerre est tellement rapide qu'il est impossible de continuer à tout faire uniquement pour conserver le *know-how*. Il convien-

Ten eerste is de Belgische schuld hoger, ten tweede tekent zich ook in het buitenland een trend af voor verdere besparingen op defensie. De spreker haalt het voorbeeld van Nederland aan waar de Partij van de Arbeid de verkiezingen is ingegaan met de eis drastisch te bezuinigen op defensie. Ook in Frankrijk ziet men dat, na enige vertraging, op defensie wordt bezuinigd.

De situatie is nagenoeg in alle landen vergelijkbaar : de economische crisis heeft veel inspanningen gevraagd van de samenleving en ondanks de hoop op een iets ruimere begrotingsmarge zal deze marge te klein zijn om tegemoet te komen aan alle maatschappelijke noden. De daling van het defensiebudget is onvermijdelijk. Voor de SP-fractie is het duidelijk dat de budgettaire marge moet worden gebruikt voor de prioritaire noden zoals werkgelegenheid en de lage inkomensgroepen. Gezien Landsverdediging niet het enige departement is dat heeft ingeleverd, ziet de spreker niet in waarom men de middelen van defensie zou verhogen en bijvoorbeeld niet deze van het departement wetenschappelijk onderzoek.

Wat de NAVO betreft, vraagt de spreker zich af wat het opbrengt om de inspanningen ten opzichte van de NAVO te verhogen op een moment dat de NAVO het strategisch concept en de *force-goals* herzielt. Hij meent dat het raadzaam is de resultaten van het nieuwe strategische concept af te wachten alvorens de inspanningen op te voeren dan wel te reduceren.

De huidige vraag om een verhoging van het defensiebudget heeft te maken met de toekomstige investeringen : men stelt vast dat men met de huidige personeelskosten en met de huidige opdrachten van het leger niet langer de middelen heeft voor de investeringen die met deze opdrachten gepaard gaan. Dit heeft volgens de spreker te maken met een verkrampt vasthouden aan de keuzes die in het verleden werden gemaakt : in de plaats van duidelijke keuzes te maken inzake opdrachten en middelen is het een compromis tussen de verschillende strijdkrachten geworden waarbij elkeen van de machten een deel van de bezuinigingen moest leveren. De spreker meent dat een land dat zijn bevolking niet wil schaden en tegemoet wil komen aan de sociale noden die zich stellen, de inspanning voor een volledig defensieapparaat niet langer kan dragen. Dit is niet alleen het geval voor kleine landen maar ook voor landen zoals Frankrijk en Duitsland die dit op termijn ook zullen aanvoelen. Op termijn zal men dus tot een schaalvergroting op Europees niveau moeten komen. België moet ondertussen eigen keuzes maken.

Men kan een minimum aan structuur en *know-how* behouden die gericht is op de collectieve defensie om een antwoord te kunnen bieden aan toekomstige evoluties. Anderzijds verandert de technologische omgeving en de manier van oorlogvoeren zo snel dat het onmogelijk is alles te willen blijven doen alleen maar om de *knowhow* te bewaren. Men zou bijgevolg

drait par conséquent de plafonner les investissements de haute technologie. L'armée belge est toutefois principalement engagée dans des missions de paix et des missions humanitaires, ce qui est inhérent à la situation de sécurité qui prévaut actuellement à l'échelle internationale. L'intervenant estime que les investissements devraient être consacrés en premier lieu à ces missions afin qu'elles puissent être menées à bien dans les meilleures conditions et avec un minimum de pertes en vies humaines. Contrairement à ce que l'on propose quelquefois, cela n'implique pas un choix limité à l'infanterie légère.

Afin de garantir un niveau raisonnable d'investissements et de moyens d'action, il n'est pas impossible qu'il faille réduire la part des coûts de personnel dans le budget total. Un plan à long terme s'impose en cette matière. Tout dégagement de personnel devrait en outre être assorti d'un plan social convenable. Les coûts de personnel peuvent également être réduits en prévoyant un recours accru au personnel civil dans l'effectif global. Les fonctions non militaires doivent être exercées par des civils. L'intervenant ne songe pas uniquement aux échelons inférieurs.

L'intervenant aborde ensuite le volet relatif au lien armée-nation. Il préconise de recruter davantage de civils au département de la Défense nationale afin de briser, avant tout, l'isolement dans lequel se trouvent les militaires. Il attire également l'attention sur d'autres éléments :

- l'armée doit s'adapter la société : il convient de maintenir une structure de commandement, mais où cela s'avère possible, il s'agit de mettre davantage l'accent sur le dialogue et la participation du personnel;

- il est évident qu'à l'avenir l'armée sera encore amenée, tout comme aujourd'hui, à rendre certains services à la nation et qu'elle devra, par exemple, mettre son matériel et son personnel à disposition en cas de cataclysmes et de catastrophes;

- de par son infrastructure, l'armée est capable d'assurer encore d'autres missions, par exemple assurer le fonctionnement et l'entretien d'un navire utilisé dans la lutte contre la pollution marine.

En ce qui concerne la réserve, l'orateur souligne que d'aucuns voient en celle-ci le moyen par excellence de renforcer le lien entre l'armée et la nation. S'il est vrai que la réserve peut contribuer à créer le lien entre l'armée et la nation, telle ne doit pas toutefois être sa raison d'être. Aussi le SP est-il partisan d'une réserve selon le mode britannique : une réserve qui puisse apporter à l'armée une contribution qualitative plutôt que quantitative. Il doit donc s'agir d'une réserve de spécialistes qui interviennent pour accomplir des tâches spécifiques dans le cadre de missions particulières.

*
* *

een plafond moeten bepalen voor hoogtechnologische investeringen. Het Belgisch leger wordt echter vooral ingezet in vredes- en humanitaire missies. Dat is inherent aan de huidige internationale veiligheidssituatie. De spreker meent dat de investeringen zich in de eerste plaats op die missies zou moeten richten zodat deze opdrachten in de best mogelijke omstandigheden en met het laagst mogelijke verlies aan mensenlevens succesvol kan worden volbracht. Dit hoeft geen eenzijdige keuze te zijn voor lichte infanterie zoals soms wordt voorgesteld.

Om een redelijk niveau aan investeringen en werkmiddelen te garanderen, kan het nodig zijn het aandeel van de personeelskosten in het globale budget te verminderen. Een plan op lange termijn dringt zich hier op. Elke personeelsafvloeiing moet bovendien zijn voorzien van een degelijk sociaal plan. De personeelskosten kunnen ook worden verminderd door in een planning te voorzien die moet leiden tot een groter aandeel van het burgerpersoneel in het totale personeelsbestand. Niet-militaire functies moeten door burgers worden uitgeoefend, de spreker denkt hierbij niet alleen aan de lagere echelons.

Hierop volgend snijdt de spreker het luik over de band leger-natie aan. Hij pleit ervoor om meer burgers bij het departement Landsverdediging aan te werven om in de eerste plaats het isolement van de militairen te doorbreken. Hij wijst ook op andere elementen waaronder :

- het leger moet zich aanpassen aan de samenleving : er moet een bevelsstructuur worden behouden maar waar mogelijk moet er meer nadruk worden gelegd op dialoog en inbreng van het personeel;

- het is evident dat het leger in de toekomst, net zoals vandaag, zal worden ingezet voor bepaalde diensten aan de natie, zoals het gebruik van materieel en manschappen in geval van natuurrampen, ongelukken en dergelijke;

- het leger is omwille van zijn infrastructuur ook nog voor andere opdrachten geschikt, zoals het instaan voor de werking en onderhoud van een schip dat wordt ingezet tegen de milieuverontreiniging op zee (controle en bestrijding).

In verband met de reserve stelt de spreker dat sommigen de reserve als wondermiddel zien om de band tussen leger en natie te verstevigen. Hij meent dat de reserve inderdaad wel kan bijdragen tot de band leger-natie maar dat dit niet de bestaansreden mag zijn. De SP is dan ook voorstander van een reserve die, naar het Britse voorbeeld, een kwalitatieve bijdrage aan het leger kan leveren eerder dan een kwantitatieve. Dit houdt een reserve van specialisten in, die van pas komen bij het vervullen van specifieke taken naar aanleiding van bijzondere opdrachten.

*
* *

Sur le volet concernant les moyens de l'armée et le lien armée-nation, *M. Canon* déclare que les différentes missions de l'armée, qu'il s'agisse de défense du territoire, de prévention des conflits, d'imposition et de maintien de la paix, de rétablissement du droit international ou d'aide humanitaire, impliquent une collaboration étroite avec d'autres pays, le plus souvent au sein d'organisations internationales comme l'OTAN, l'UEO, l'ONU ou l'OSCE.

On doit avoir cette idée à l'esprit lorsqu'on aborde la question des moyens humains et matériels dont doit disposer l'armée. Ces moyens doivent, en effet, lui permettre de s'intégrer rapidement à différentes structures multinationales. Dans ce contexte, une certaine spécialisation doit être encouragée. Mise en œuvre en étroite concertation avec les pays voisins, une telle spécialisation permet de limiter quelque peu les dépenses militaires.

Ce souci n'est d'ailleurs pas neuf puisque, comme le rappelait opportunément le chef de l'état-major, on peut d'ores et déjà profiter des sous-marins, des avions ravitailleurs et de la défense aérienne de zone des voisins. Ceux-ci peuvent à leur tour compter sur le savoir-faire dans divers domaines de l'armée belge, comme la lutte maritime contre les mines, le transport aérien ou encore les opérations humanitaires et de maintien de la paix où nos fantassins font le plus souvent merveille.

À l'instar du chef de l'état-major, l'orateur est conscient du danger que représenterait pour la Belgique une trop grande spécialisation. En effet, si, généralement, la Belgique se montre encline à jouer, sans arrière-pensées, le jeu de la coopération internationale, il en va autrement d'États plus puissants — anciens empires ou réelles superpuissances — qui ont bien du mal à envisager les relations internationales autrement que comme une simple lutte pour le *leadership*. Les arrière-pensées nationales ne sont donc pas — doit-on s'en étonner — absentes des instances internationales. On doit donc demeurer vigilants. Il ne peut pas être question de laisser les militaires belges endosser un rôle dans un scénario écrit exclusivement par d'autres. Or, si on veut avoir un mot à dire dans les décisions politiques et techniques de l'OTAN, de l'UEO ou de toute autre instance, et par là-même conserver un droit de regard sur le cadre général dans lequel les militaires belges sont engagés, il est impératif de maintenir une capacité opérationnelle aérienne, maritime et terrestre suffisante pour qu'on puisse revendiquer une représentation élevée dans les état-majors, notamment de l'OTAN.

De surcroît, une trop grande spécialisation, particulièrement dans les domaines précités — lutte contre les mines, transport aérien et maintien de la paix — ne permettrait plus d'engager sur le terrain

Over het onderdeel met betrekking tot de middelen van het leger en de band leger-natie, verklaart *de heer Canon* dat de verschillende taken van het leger waaronder de verdediging van het grondgebied, conflictpreventie, het herstel en de handhaving van de vrede, het herstel van het internationaal recht of humanitaire hulpverlening, alle een nauwe samenwerking met andere landen impliceren die meestal binnen internationale organisaties zoals de NAVO, de WEU, de VN of de OVSE gestalte krijgt.

Men moet die idee voor ogen houden wanneer men het vraagstuk van de personele en materiële middelen aankaart waarover het leger moet beschikken. Die middelen moeten het leger immers in staat stellen snel in diverse multinationale structuren op te gaan. In dat verband moet men enige vorm van specialisatie stimuleren. Zo een dergelijke specialisatie in nauw overleg met de buurlanden wordt doorgevoerd, wordt het mogelijk de militaire uitgaven enigszins in te perken.

Dat is overigens geen nieuw aandachtspunt aangezien men, zoals de chef van de generale staf gepast opmerkte, nu reeds gebruik kan maken van de onderzeeërs, de bevoorradingsvliegtuigen en de zonale luchtafweer van de buurlanden. Die buurlanden kunnen dan op hun beurt rekenen op de *knowhow* die het Belgisch leger in tal van domeinen, zoals het mijnenvegen op zee, het luchttransport, of nog op het vlak van humanitaire en *peace-keeping*-operaties — waarbij meestal de infanteristen uitblinken — heeft opgebouwd.

Net als de chef van de generale staf is ook de spreker zich bewust van het gevaar dat een al te grote specialisatie voor België zou inhouden. België is immers doorgaans zonder enige bijbedoeling bereid het spel van de internationale samenwerking te spelen. Dat geldt niet voor machtiger staten — voormalige imperia of echte supermachten — die er heel wat moeite mee hebben de internationale betrekkingen anders dan als een loutere strijd om de heerschappij te beschouwen. Nationale bijbedoelingen — en zulks kan verwondering wekken — spelen in internationale instanties dus wel enigszins mee. Waakzaamheid blijft dus geboden. Er kan geen sprake van zijn Belgische militairen een rolletje te laten spelen in een scenario dat uitsluitend door anderen werd geschreven. Wil men echter een stem in het kapittel blijven hebben bij de besluitvorming op technisch en politiek vlak door de NAVO, de WEU of door welke andere instantie ook, en op die manier het recht behouden om zicht te hebben op het algemene raam waarin Belgische militairen worden ingezet, is het absoluut noodzakelijk dat de lucht-, zee- en landmacht operationeel voldoende uitgebouwd blijven om een sterke vertegenwoordiging in de generale staven van onder meer de NAVO te kunnen afdwingen.

Bovendien zou — inzonderheid in voormelde domeinen — een al te grote specialisatie het onmogelijk maken op het terrein alleen nog uitermate kwetsbare strijdkrachten in te zetten die voor hun

que des troupes extrêmement vulnérables qui devraient compter pour l'essentiel de leur sécurité sur les alliés. Ceci pourrait être très mal perçu par la population ainsi que par nos propres militaires.

Le maintien d'une capacité opérationnelle suffisante sur le plan aérien, maritime et terrestre est donc une condition *sine qua non* si on veut continuer à influencer sur la politique de défense et de sécurité de l'Europe, et contribuer à ce que celle-ci soit un moteur dans la construction d'une paix durable à l'échelle de la planète ainsi que dans la promotion des valeurs démocratiques, partout dans le monde. Ceci devrait être notre ambition. Cela implique également qu'il faut s'interroger sur les moyens nécessaires à l'armée belge pour qu'elle puisse se montrer à la hauteur de cette ambition. Les moyens humains : le groupe PS a déjà fait part de son souci de pouvoir disposer, pour les missions à l'étranger, de militaires ayant reçu une formation qui leur apporte une connaissance suffisante des règles d'engagement et qui les prédispose au respect des droits de l'homme et à l'ouverture interculturelle. À son tour l'orateur insiste sur un autre facteur déterminant pour l'efficacité des troupes, à savoir la jeunesse. Depuis 1993 et la mise en œuvre du plan de restructuration, on assiste à un vieillissement important des effectifs. Or, de l'aveu même du chef d'état-major, ce vieillissement pose un réel problème, non pas tellement pour les opérations de maintien de la paix qui nécessitent de l'expérience, mais bien pour les opérations prévues à l'article V du traité de l'OTAN. Il s'agit, par exemple, d'intervenir dans des conflits armés avec des moyens mécanisés et bien sûr des fantassins. Vu le contexte et les missions qui leur sont confiées, ceux-ci doivent impérativement être jeunes et en excellente forme physique.

Par conséquent, il est indispensable de poursuivre la politique de dégageant volontaire du personnel âgé, particulièrement dans la catégorie des sous-officiers où un surnombre important subsiste. À cet égard l'orateur soutient les efforts de l'actuel gouvernement avec évidemment une mention spéciale pour les mesures de redistribution du travail. Ainsi peut-on espérer que des moyens soient libérés permettant l'engagement de jeunes recrues. Quel doit être le statut de ces jeunes recrues ? Il est clair que l'impératif de maintenir une moyenne d'âge peu élevée dans les unités opérationnelles plaide en faveur d'une politique privilégiant l'engagement de volontaires court-terme. On doit cependant émettre, à ce propos, certaines réserves. Quel sera, en effet, après trois ou cinq ans passés dans des unités opérationnelles, l'acquis que ces jeunes pourront immédiatement valoriser dans le secteur civil ? L'orateur craint qu'ils ne soient pas suffisamment armés pour s'en sortir sur le marché de l'emploi. Comment, dès lors, pourra-t-on

veiligheid in hoofdzaak op de geallieerden zouden moeten rekenen. Bij de bevolking en bij onze eigen militairen zou zo iets wel eens zeer slecht kunnen overkomen.

Handhaving van een voldoende operationele lucht-, zee- en landmacht is dus een absolute voorwaarde die moet vervuld zijn als men op het Europees defensie- en veiligheidsbeleid wil blijven wegen, en ertoe wil bijdragen dat dit beleid een katalysator is bij de totstandbrenging van een duurzame vrede op wereldvlak, en bij de bevordering van de democratische waarden op wereldvlak. Dat moet onze ambitie zijn. Zulks houdt ook in dat men zich vragen moet stellen bij de middelen die het Belgisch leger nodig heeft om die ambitie waar te maken. De personele middelen : de PS-fractie heeft reeds gesteld dat ze ernaar streeft om, voor buitenlandse missies, te kunnen beschikken over militairen die een opleiding hebben genoten die hen een voldoende ruime kennis verschafft van de zogenaamde *rules of engagement* en die hen gevoelig maakt voor de eerbiediging van de mensenrechten en voor interculturele openheid. Op zijn beurt beklemtoont de spreker een andere doorslaggevende factor voor de efficiëntie van de strijdkrachten, met name de jeugd. Sinds 1993 en de uitwerking van het herstructureringsplan stelt men een aanzienlijke vergrijzing van het personeel vast. De chef-staf zelf heeft nu verklaard dat die vergrijzing echt problematisch wordt, en dat niet zozeer voor de *peace-keeping*-operaties, waarvoor ervaring vereist is, maar wel voor de operaties waarin artikel V van het NAVO-verdrag voorziet. Daarbij gaat het bijvoorbeeld om interventies in militaire conflicten met mechanisch materieel en — uiteraard — met infanteristen. Gelet op de context waarin een en ander plaatsvindt en op de opdrachten die de militairen daarbij worden toevertrouwd, moet het daarbij noodzakelijk om jonge militairen gaan met een uitstekende fysieke conditie.

Bijgevolg is het — meer bepaald voor de categorie van de onderofficieren die aanzienlijk boventallig zijn — absoluut noodzakelijk het beleid van de afvloeiing van ouder personeel op vrijwillige basis voort te zetten. In dat verband staat de spreker achter de inspanningen van de huidige regering, waarbij hij uiteraard speciaal de arbeidsherverdelende maatregelen wil vermelden. Zo mag worden verhoopt dat middelen worden vrijgemaakt om jongeren te rekruteren. Welk statuut moeten die jonge rekruten krijgen ? Het is duidelijk dat de noodzaak om voor de gevechtseenheden een lage gemiddelde leeftijd te handhaven, pleit voor een beleid dat voorrang verleent aan de rekrutering van korte-termijn-vrijwilligers. Terzake moet echter enig voorbehoud worden gemaakt. Welke ervaring zullen die jongeren hebben opgebouwd na drie of vijf jaar in gevechtseenheden te hebben doorgebracht ? Zullen ze die ervaring meteen in de burgermaatschappij kunnen benutten ? De spreker vreest dat ze onvoldoende

les convaincre de ce qu'un tel engagement ne représente pas une perte de temps et d'opportunité ?

Par ailleurs, on doit garder à l'esprit que l'armée a toujours permis à des gens peu qualifiés de faire carrière et de s'assurer ainsi une stabilité leur permettant, par exemple, de fonder un foyer. Il s'agit probablement d'un des fils les plus solides reliant l'armée à la nation. Il ne faudrait pas l'oublier. L'orateur rejoint donc le représentant de la CGSP lorsqu'il insiste sur la nécessité pour l'armée de prendre en considération l'évolution des mentalités et la volonté des jeunes d'obtenir un emploi stable.

Un autre moyen d'amener du sang frais à l'armée serait d'élargir la réserve à des volontaires civils. Cette idée est pour le groupe PS difficilement acceptable. L'orateur ne peut d'ailleurs, à cet égard, que se faire l'écho des propos déjà tenus en 1994, au sein de cette commission, par M. V. Féaux. Il interpellait le ministre de l'époque sur son projet de service civil volontaire. Aujourd'hui, comme à l'époque, le groupe-PS pense que laisser certaines catégories de jeunes endosser seules, en dehors du cadre professionnel, des responsabilités en matière de défense est contraire au principe de l'égalité entre les citoyens. De plus, de sérieuses questions se posent quant aux motivations de ces jeunes gens. Supposons d'abord qu'on ne compte pour remplir la réserve que sur le sentiment patriotique. À côté de quelques jeunes effectivement dévoués à leur pays, ne risque-t-on pas de retrouver un grand nombre de personnages douteux, aux arrières-pensées malsaines, fascinés par la violence et animés par une idéologie de type fasciste ?

Ceux-là verraient évidemment d'un bon oeil l'instauration d'une réserve volontaire. Ils pourraient, assurément, apprendre là quelques techniques dont ils ne manqueraient pas de se servir, le cas échéant. Ce problème ne peut pas être écarté d'un revers de la main. Il ne sera pas facile d'opérer un tri efficace en amont, là où pourtant il serait indispensable.

Mais à supposer, à présent, qu'un tel tri ait effectivement lieu, et que tous les volontaires représentant un danger pour la démocratie et l'ordre public soient de prime abord écartés, ne risque-t-on pas alors de se retrouver avec un nombre bien dérisoire de candidats ?

Certains le regretteront, d'autres pas, mais personne ne pourra nier que le patriotisme de papa, celui qui exaltait les foules à l'approche des grandes guerres, est mort. Aujourd'hui, les jeunes qui sortent de l'école ont un autre combat à mener : trouver un emploi et le conserver. Vu le caractère impitoyable de la guerre économique ce combat n'est pas gagné d'avance. Les temps sont donc peu propices au désin-

gewapend zullen zijn om het op de arbeidsmarkt waar te maken. Hoe zal men hen er dan van kunnen overtuigen dat een dergelijk engagement geen tijd-verlies is, en geen gemiste kans ?

Voorts moet men voor ogen houden dat het leger altijd al aan laaggeschoolden de mogelijkheid heeft geboden een beroepsloopbaan uit te bouwen en op die manier een bepaalde stabiliteit te verwerven waardoor ze bijvoorbeeld een gezin kunnen stichten. Dat is wellicht een van de meest hechte banden tussen het leger en de natie. Dat mag men niet uit het oog verliezen. De spreker is het daarom eens met de vertegenwoordiger van het ACOD wanneer die beklemtoont dat het noodzakelijk is dat het leger inspeelt op de gewijzigde mentaliteit en op de wens van de jongeren om een vaste baan te verkrijgen.

Een ander middel om het leger te verjongen zou erin bestaan de reserve ook open te stellen voor burgervrijwilligers. De PS-fractie kan dat voorstel moeilijk aanvaarden. Overigens kan de spreker het in dat verband niet eens zijn met wat de heer V. Féaux in 1994 al in deze commissie heeft gezegd. Hij interpelleerde de toenmalige minister over zijn ontwerp tot instelling van een vrijwillige burgerdienst. Net zoals destijds vindt de spreker ook nu dat het beginsel van de gelijkheid tussen alle burgers wordt geschonden, indien verantwoordelijkheden inzake defensie uitsluitend worden opgedragen aan bepaalde categorieën van jongeren, zonder dat het hier om een beroepsactiviteit gaat. Bovendien kan men zich ernstig afvragen of die jongeren wel gemotiveerd zijn. Laten we er in een eerste hypothese van uitgaan dat bij de samenstelling van de reserve vooral wordt gelet op de vaderlandsliefde van de kandidaten. Bestaat dan niet het gevaar dat men, naast een handvol jongeren die hun land oprechte gevoelens toedragen, een groot aantal individuen van verdacht allooi aantrekt, met gevaarlijke bijbedoelingen, tuk op geweld en in de ban van het fascistische gedachtegoed ?

Voor die jongeren zou de instelling van een reserve uiteraard goed nieuws zijn. Zij zouden zich ontegensprekelijk een aantal technieken eigen kunnen maken en niet nalaten er zo nodig gebruik van te maken. Dat knelpunt valt niet in een handomdraai op te lossen. Een doeltreffende selectie *a priori* ligt niet eenvoudig, maar is weliswaar onontbeerlijk.

Veronderstellen we nu echter dat een dergelijke selectie daadwerkelijk plaatsvindt en dat alle vrijwilligers die een gevaar voor de democratie en de openbare orde kunnen vormen van meetaf worden geweerd : dreigt het aantal overgebleven kandidaten dan niet verwaarloosbaar klein te zijn ?

Of men dat nu betreurt of niet, men kan moeilijk ontkennen dat het patriottisme uit grootvaders tijd, dat in de aanloop van de grote oorlogen hele volksmassa's placht op te zwepen, vandaag heeft afgedaan. De hedendaagse schoolverlaters staan voor een andere strijd : een job bemachtigen en in handen houden. Die economische strijd beantwoordt aan een onverbidde logica en is derhalve niet bij voor-

téressement. Ceux qui défendent le principe d'un service volontaire au sein des forces armées ne sont d'ailleurs pas dupes puisqu'ils proposent l'instauration d'un certain nombre de mesures incitatives : priorité à l'accès à la fonction publique, avantages statutaires et sociaux, attributions de bourses d'études, prise en compte de la durée du service pour le stage d'attente et pour la pension, paiement d'une solde, etc.

La plupart des incitants envisagés semblent, eux aussi, contrevenir au principe fondamental de l'égalité entre les citoyens. L'accès à la fonction publique ou l'octroi de bourses d'études, pour ne prendre que ces exemples, sont des droits pour l'ensemble des citoyens. Ils ne peuvent donc dépendre de la réalisation de tâches d'utilités publiques, quelles qu'elles soient.

Accepter que de tels avantages soient destinés aux réservistes volontaires serait mettre le doigt dans un engrenage infernal. Immanquablement, des voix puissantes finiraient par s'élever pour réclamer que certains droits sociaux comme les indemnités de chômage ne soient plus accordés qu'à ceux qui consacraient une partie de leur temps à l'effort de défense.

Ce serait d'autant plus inacceptable que serait ainsi créée une discrimination flagrante à l'égard de ceux qui, pour des motifs impérieux de conscience ne peuvent endosser l'uniforme.

Certains chercheront sans doute une solution du côté de l'instauration d'un service volontaire étendu au domaine civil. Dans ce cas, deux solutions semblent possibles. Première solution : on limite le service aux compétences fédérales (armée, protection civile, polices, coopération au développement et institutions scientifiques et culturelles relevant du fédéral). C'est ce que souhaitent les sénateurs Goris et De Decker dans le but avoué d'éviter une concertation sans doute délicate avec les régions et les communautés. Mais les possibilités offertes par les institutions fédérales, hors Défense nationale, risquent bel et bien de ne pas être suffisantes pour toutes les vocations qu'une formule vraiment attractive de service civil pourrait susciter. De nouveau, on se retrouverait donc en face d'une discrimination.

L'offre serait beaucoup plus importante si le service volontaire était étendu aux compétences régionales (personnes handicapées, protection de l'environnement, du patrimoine, etc.) et communautaires (petite enfance, aide à la jeunesse, par exemple). Mais encore faudrait-il pour que cela soit possible que les régions et communautés souhaitent organiser un tel service et surtout qu'elles en aient les moyens, ce qui n'est guère évident.

Du reste, on peut douter que ce service soit une réelle aubaine pour le secteur non-marchand. Ne risque-t-on pas au contraire, s'il est instauré, de nuire au volume de l'emploi et donc de fragiliser encore d'avantage le secteur ?

baat gewonnen. Onbaatzuchtigheid strookt dan ook niet met de tijdgeest. De voorvechters van een vrijwillige legerdienst beseffen dat immers zelf wel, want zij stellen een aantal stimuli voor : prioritaire toegang tot het overheidsambt, statutaire en sociale voordelen, toekenning van studiebeurzen, inachtneming van de duur van de legerdienst bij het berekenen van de wachttijd en het pensioen, uitbetaling van een soldij enz.

Het merendeel van de voorgestelde stimuli lijkt eveneens in te druisen tegen het wezenlijke beginsel van de gelijkheid tussen de burgers. Neem nu alleen maar de toegang tot het overheidsambt en de toekenning van studiebeurzen : beide rechten staan open voor alle burgers en mogen dus niet afhangen van het al dan niet verrichten van taken van openbaar nut — welke ook.

Door te aanvaarden dat vrijwillige reservisten dergelijke voordelen mogen genieten, belandt men in een straatje zonder einde. Onvermijdelijk zal een en ander uiteindelijk luide stemmen doen opgaan om bepaalde sociale rechten, zoals werkloosheidsuitkeringen, alleen nog toe te kennen aan wie een deel van zijn tijd aan de verdediging van het land wijdt.

Zulks is onaanvaardbaar, temeer daar aldus een schrijnende discriminatie ontstaat tegenover mensen die het dragen van een uniform in het geheel niet met hun geweten in overeenstemming kunnen brengen.

Sommigen zullen ongetwijfeld de invoering van een vrijwillige burgerdienst als oplossing naar voor schuiven. In dat verband schijnen er twee mogelijke uitwegen te bestaan. Ten eerste kan men die burgerdienst beperken tot de federale bevoegdheidsdomeinen (leger, burgerbescherming, politiediensten, ontwikkelingssamenwerking en de onder de federale overheid ressorterende wetenschappelijke en culturele instellingen). De senatoren Goris en De Decker zijn daarvoor te vinden, al geven zij toe dat het er hun om te doen is — naar alle waarschijnlijkheid moeizaam — overleg met de gewesten en de gemeenschappen te omzeilen. De federale instellingen — op Landsverdediging na — bieden wellicht echter onvoldoende mogelijkheden om tegemoet te komen aan de respons die een echt aantrekkelijke formule zou kunnen losweken. Eens te meer kan dat dus tot discriminatie leiden.

Het aanbod zou veel rijker zijn, mocht de vrijwillige burgerdienst worden uitgebreid tot de bevoegdheden van de gewesten (gehandicaptenzorg, bescherming van het milieu en het patrimonium enz.) en de gemeenschappen (kinder- en jeugdzorg bijvoorbeeld). Uiteraard moeten de gewesten en de gemeenschappen in dat geval een soortgelijke burgerdienst tot stand willen en vooral kunnen brengen — en dat ligt niet voor de hand.

Voor het overige valt het te betwijfelen of de *social-profit* sector wel echt gebaat zou zijn met die burgerdienst. Dreigt de invoering ervan niet te leiden tot een afkalving van de werkgelegenheid en bijgevolg tot een verdere aftakeling van de sector ?

Le groupe PS n'acceptera jamais une telle dérive. Le ministre président de la Région wallonne déclarait à ce propos, dès 1994, en réponse à une interpellation de M. Dallons que « les prestations volontaires envisagées devraient être orientées de manière exclusives vers des fonctions qui n'entrent pas en concurrence avec d'autres exercées dans le cadre d'un contrat de travail ».

À noter que cette considération vaut également pour la protection civile, les institutions scientifiques et culturelles fédérales ou les polices, et même dans une certaine mesure pour la Défense nationale. Dans ce dernier cas, on pourrait faire exception en estimant que la défense du territoire n'est pas traditionnellement l'affaire des seuls professionnels. Mais les objections — celles exprimées précédemment, et peut-être d'autres — restent nombreuses. C'est donc avec un esprit très critique qu'on examinera les éventuels projets visant à instaurer une réserve civile.

Ce serait bien sûr dans un tout autre esprit que le groupe PS envisagerait la restauration de la conscription obligatoire si par malheur des menaces sur l'intégrité du territoire devaient se faire jour.

Dans cette éventualité il faudrait évidemment faire droit à ceux qui auraient à faire valoir leur objection de conscience. On pourrait même leur donner des garanties, sans plus attendre, par l'inscription du droit à l'objection de conscience dans la Constitution. L'orateur renvoie à une proposition allant dans ce sens déposée par M. Dallons, et cosignée par plusieurs groupes (Doc. Ch. n° 209/1-95/96).

La question du matériel : Une armée moderne a besoin d'une large gamme d'équipements de très haute qualité parce qu'elle doit s'adapter à des missions et à des contextes différents. Vu l'évolution rapide de la technologie, ces équipements doivent être régulièrement renouvelés. La fréquence de ce renouvellement dépend de l'usage qui est fait du matériel. Étant donné le nombre d'opérations menées à l'étranger par l'armée belge, il ne faut pas s'étonner que celle-ci soit aujourd'hui dans l'obligation de remplacer ou de moderniser un certain nombre d'équipements. Or, force est de constater que les moyens dont elle dispose actuellement ne le lui permettent pas.

Auparavant, le budget de la Défense nationale se répartissait comme suit : 50 % pour les frais de personnel, 25 % pour les frais de fonctionnement et 25 % pour les investissements. La restructuration de l'armée belge et le blocage du budget à 98 milliards de francs ont bouleversé cet équilibre en réduisant considérablement les sommes disponibles pour les investissements en général, et pour le rééquipement en particulier. Le chef de l'état-major rappelait ainsi que, pour le moment, seul 5,03 % des dépenses de défense sont consacrées au rééquipement. Ce pourcentage est bien en dessous de celui de pays relative-

De PS zal een dergelijk ontsparing nooit dulden. In antwoord op een interpellatie van de heer Dallons heeft de minister-president van het Waals Gewest al in 1994 verklaard dat de gesuggereerde vrijwillige prestaties uitsluitend zouden mogen slaan op taken die niet in concurrentie treden met activiteiten die in het raam van een arbeidsovereenkomst worden verricht.

Er zij op gewezen dat die beschouwing ook geldt voor de burgerbescherming, de wetenschappelijke en culturele instellingen van de federale overheid, de politiediensten en zelfs in zekere mate voor Landsverdediging. In laatstgenoemd geval is eventueel een uitzondering mogelijk, als men ervan uitgaat dat de verdediging van het grondgebied traditioneel al niet alleen een zaak is van beroepsmensen. Toch blijven er talrijke bezwaren : die welke reeds werden geformuleerd en — wie weet — zelfs andere. Daarom zullen de eventuele ontwerpen met het oog op de instelling van een burgerreserve zeer kritisch onder de loep worden genomen.

Zo ongelukkigerwijs enige dreiging zou ontstaan voor de integriteit van het grondgebied, dan spreekt het vanzelf dat de PS-fractie de herinvoering van de dienstplicht vanuit een volslagen andere invalshoek zou benaderen.

Mocht zulks zich voordoen, dat zou men uiteraard de rechten van de gewetensbezwaarden in acht moeten nemen. Men zou hen zelfs onverwijld waarborgen kunnen geven door het recht op gewetensbezwaren in de Grondwet op te nemen. De spreker verwijst naar een voorstel dat de heer Dallons terzake heeft ingediend en dat verschillende fracties mee hebben ondertekend (Stuk Kamer n° 209/1-95/96).

Dan is er het vraagstuk van het materieel : een modern leger heeft nood aan een uitgebreid assortiment aan uitrusting van zeer hoge kwaliteit, omdat het moet kunnen inspelen op wisselende opdrachten en omstandigheden. Door de snelle ontwikkeling van de technologie moet die uitrusting geregeld worden vernieuwd. Hoe vaak dat gebeurt, hangt af van het gebruik dat van dat materieel wordt gemaakt. Gelet op het aantal buitenlandse interventies van het Belgisch leger, hoeft het geen verwondering te wekken dat een deel van de uitrusting vandaag aan vervanging of modernisering toe is. Daar staat evenwel tegenover dat het leger daartoe momenteel niet over de nodige middelen beschikt.

Vroeger werd de begroting van Landsverdediging als volgt besteed : 50 % voor personeelskosten, 25 % voor werkingskosten en 25 % voor investeringen. De herstructurering van het Belgisch leger en de bevrozing van het budget op 98 miljard frank hebben dat evenwicht grondig verstoord : er moest fors worden bespaard op investeringen in het algemeen en op de vernieuwing van de uitrusting in het bijzonder. Zo heeft de chef van de generale staf er aan herinnerd dat momenteel slechts 5,03 % van de uitgaven inzake landsverdediging besteed wordt aan de vernieuwing van de uitrusting. Dat is heel wat minder dan in

ment semblables à la Belgique : 12,69 % au Danemark, 18,63 % aux Pays-Bas et 28,42 % en Norvège.

Continuer comme cela placerait l'armée belge dans l'impossibilité de remplir les engagements internationaux déjà pris et mettrait le pays, d'ores et déjà, sur la touche dans la perspective de la construction d'une véritable armée européenne. Le crédit du pays à l'étranger en serait considérablement altéré.

Il est donc clair qu'il faudra réinvestir dans la défense et plus particulièrement dans le renouvellement du matériel. Les sommes qu'on y consacrerait ne seront d'ailleurs pas perdues pour l'économie du pays. Au contraire, elles doivent permettre aux industries belges de participer à une série de programmes européens de défense intéressants tant du point de vue de la recherche et développement que du point de vue de l'emploi.

Les concitoyens seront réceptifs aux différents arguments plaçant en faveur d'une augmentation du budget de la Défense. Ils le seraient d'autant plus si l'armée leur apparaissait comme une institution pleinement au service de la société et délibérément proche du citoyen. Or, il semble qu'aujourd'hui, on soit loin du compte. L'orateur en veut pour preuve les chiffres produits, dans le cadre de ce débat, par M. Manigart de l'École royale militaire. Il faisait état de sondages montrant que seuls 49 % de la population belge et 52 % des jeunes de 15 à 25 ans avaient une opinion globalement positive de l'armée.

Ces chiffres beaucoup trop bas sont peut-être fort élevés par rapport à ceux que donnerait un sondage identique aujourd'hui. M. Manigart indiquait en effet qu'au début 1994, « 51 % des jeunes de 15 à 25 ans disaient avoir une meilleure opinion de l'armée depuis qu'elle participait à des missions humanitaires ou de maintien de la paix ». Qu'en serait-il à présent, alors que nos concitoyens sont largement informés des exactions commises en Somalie ainsi que de leur traitement judiciaire ? Quelle influence ont pu avoir sur l'opinion publique, les erreurs commises dans l'affaire du Rwanda, notamment au niveau militaire ?

Quoi qu'il en soit, une chose est sûre, l'image de l'armée dans la population n'est pas très bonne. Les militaires, à tous les niveaux, en sont d'ailleurs conscients. C'est même une des conclusions auxquelles la récente étude du Centre pour l'Égalité des Chances et la Lutte contre le Racisme a abouti.

Cette crise de confiance est évidemment extrêmement malsaine et rejaillit sur les motivations des soldats, notamment au cours des missions à l'étranger. Que faire pour y remédier ?

Le Parlement et l'exécutif ont une grande responsabilité à assumer en ce domaine. Les missions et les moyens nécessaires pour remplir celles-ci doivent être définis démocratiquement, de façon réaliste et avec la plus grande publicité possible. Le débat natio-

landes die min of meer met België te vergelijken zijn : 12,69 % in Denemarken, 18,63 % in Nederland en 28,42 % in Noorwegen.

Als die toestand aanhoudt, dan kan het Belgisch leger onmogelijk reeds aangegane internationale verbintenissen nakomen en wordt ons land al meteen buiten spel gezet bij de in uitzicht gestelde uitbouw van een echt Europees leger. Een en ander zou de geloofwaardigheid van ons land in het buitenland danig aantasten.

Er moet dus duidelijk opnieuw worden geïnvesteerd in landsverdediging en meer bepaald in de vernieuwing van het materieel. De bedragen die daarvoor zullen worden uitgetrokken, gaan immers niet verloren voor de economie van ons land. De Belgische bedrijfsweld zou aldus immers moeten kunnen meewerken aan een reeks Europese defensieprogramma's die interessante mogelijkheden bieden, zowel inzake onderzoek en ontwikkeling als op het vlak van de werkgelegenheid.

De bevolking zal wel open staan voor de diverse argumenten pro een verhoging van het budget van Landsverdediging, zeker als het leger zich profileert als een instantie die volledig ten dienste staat van de maatschappij en die bewust dicht bij de burger staat. Dat lijkt vandaag echter nog lang niet het geval te zijn. Ten bewijze daarvan verwijst de spreker naar de cijfers die de heer Manigart van de Koninklijke Militaire School in de loop van dit debat heeft gegeven. Hij maakte gewag van peilingen waaruit bleek dat slechts 49 % van de Belgen en 52 % van de jongeren van 15 tot 25 jaar een positief algemeen beeld van het leger hadden.

Wellicht vallen die veel te lage cijfers nog hoog uit, mocht men ze vergelijken met de resultaten die een identieke peiling vandaag zou opleveren. De heer Manigart stipte immers aan dat 51 % van de jongeren van 15 tot 25 jaar begin 1994 beweerde een positiever beeld van het leger te hebben sinds dat deelnam aan humanitaire acties en *peace-keeping*-operaties. Hoe zou dat resultaat er vandaag uitzien, nadat de bevolking uitvoering is ingelicht over de ontsporingen in Somalië en over de wijze waarop daar gerechtelijk tegen is opgetreden ? Hoe heeft de publieke opinie gereageerd op de — met name militaire — misstappen in de Ruanda-zaak ?

Hoe dan ook staat vast dat het leger niet zeer goed overkomt bij de bevolking. De militairen — op welk niveau ook — zijn zich daar overigens van bewust. Tot die bevinding kwam zelfs het Centrum voor Gelijke Kansen en Racismebestrijding in een recente studie.

Vanzelfsprekend is die vertrouwenscrisis uiterst ongezond en zet ze een domper op de motivatie van de soldaten, met name tijdens buitenlandse interventies. Hoe kan dat worden verholpen ?

Terzake rust op het Parlement en de uitvoerende macht een grote verantwoordelijkheid. De taken en de middelen om die uit te voeren, moeten worden vastgelegd op democratische wijze, alsook met de nodige zin voor realiteit en in de grootst mogelijke

nal est, de ce point de vue, une initiative intéressante. On passerait cependant à côté d'une grande opportunité si on ne profitait pas des mois à venir, et notamment du débat en séance plénière, pour expliquer aux concitoyens quels sont les enjeux, dans quelle direction on va et par quels moyens.

Lorsque ce débat sera clôturé, il reviendra au Parlement d'évaluer, le plus régulièrement possible, la manière dont l'armée remplit ses missions ainsi que l'adéquation entre ces dernières et les moyens disponibles.

Le pouvoir législatif n'est pas le seul lien entre les citoyens et l'armée. Pendant longtemps les miliciens ont ainsi été un facteur déterminant dans la manière dont la population percevait l'institution militaire. Aujourd'hui l'armée n'est souvent plus perçue qu'à travers tel parent, tel ami, tel voisin, militaire de profession ou l'ayant été.

Dans ce contexte, la manière dont les volontaires court terme parviennent à se réinsérer dans le civil est lourde de conséquences, non seulement pour eux-mêmes, mais aussi pour le crédit de l'institution. Il serait désastreux que l'armée donne l'impression de se désintéresser du sort de ces jeunes qui ont passés plusieurs années en son sein. Par contre les possibilités de carrière dans le domaine militaire sont et resteront un élément important reliant l'armée à la Nation.

Pour le reste, il faut souligner l'emprise croissante des médias sur l'opinion publique. La moindre bavure peut causer un préjudice énorme à l'image de l'armée. De là l'importance de la sélection et de la formation des troupes, et particulièrement, de celles qui sont destinées à participer à des opérations à l'étranger.

Le Service d'information de la Défense a également un rôle à jouer en mettant à la disposition des médias civils et de la population, l'information la plus complète et la plus objective possible.

*
* *

En ce qui concerne les missions de l'armée, M. Eeman déclare ce qui suit au nom du groupe VLD :

1. Missions fondamentales

La raison d'être de l'armée dans un Etat démocratique réside dans le choix du pouvoir démocratiquement élu de mettre des moyens à la disposition de la défense du territoire, en vue de garantir la sécurité et la paix de la collectivité ainsi que les valeurs essentielles de la société.

1.1. La mission des forces armées consistant à assurer l'intégrité du territoire ainsi que de l'espace aérien et des eaux territoriales est inscrite dans la

openbaarheid. In dat opzicht vormt het nationaal debat een interessant initiatief. Toch zou een grote kans gemist worden, mocht men de komende maanden niet aangrijpen om, met name tijdens een debat in plenaire vergadering, aan de burgers duidelijk te maken wat op het spel staat, welke weg men wil inslaan en met welke middelen.

Na afloop van dat debat is het de taak van het Parlement om, met de grootst mogelijke inachtneming van de terzake geldende regels, na te gaan hoe het leger zijn opdrachten moet vervullen en hoeveel middelen daartoe het best beschikbaar worden gesteld.

De wetgevende macht is niet de enige schakel tussen leger en burger. Zo hebben de dienstplichtigen zelf lang een bepalende rol gespeeld in de wijze waarop de bevolking het leger als instelling inschatte. Vandaag verloopt de beeldvorming over het leger vaak alleen nog via verwanten, vrienden, burens of (voormalige) beroepsmilitairen.

De wijze waarop de korte-termijnvrijwilligers erin slagen zich opnieuw in de burgermaatschappij te integreren, zal in dat opzicht primordiaal zijn, niet alleen voor henzelf, maar ook voor de geloofwaardigheid van de instelling. Het zou een ramp zijn, mocht het leger de indruk wekken zich niets aan te trekken van het lot van de jongeren die er verscheidene jaren in hebben gediend. In de band tussen leger en natie speelt de mogelijkheid om een militaire carrière uit te bouwen daarentegen een wezenlijke rol.

Voor het overige dient te worden onderstreept dat de media de publieke opinie steeds meer in hun greep krijgen. De kleinste misstap kan een ernstige smet werpen op het imago van het leger. Vandaar dat veel aandacht moet worden besteed aan de selectie en de opleiding van de manschappen, inzonderheid van de militairen die aan buitenlandse operaties moeten deelnemen.

Voor de informatiedienst van Landsverdediging is eveneens een rol weggelegd, met name het zo volledig en objectief mogelijk informeren van de civiele media en de bevolking.

*
* *

Met betrekking tot de opdrachten van het leger stelt de heer Eeman, namens de VLD-fractie, het volgende :

1. De fundamentele opdrachten :

De bestaansreden van het leger in een democratisch staatsbestel berust in de keuze van het democratisch verkozen gezag om middelen ter beschikking te stellen voor de verdediging van het grondgebied, waardoor de veiligheid en de vrede van de gemeenschap en de essentiële waarden van de samenleving kunnen worden gewaarborgd.

1.1. De opdracht van de krijgsmacht om het nationaal grondgebied, met inbegrip van het luchtruim en de territoriale wateren, ongeschonden te bewaren is

Constitution ainsi qu'il ressort de la lecture conjointe des articles 91 (serment constitutionnel du Roi) et 167 (commandement de l'armée par le Roi).

1.2. L'exiguïté de son territoire ne permet toutefois pas à la Belgique de s'isoler. La défense des valeurs essentielles de la société ainsi que des principes démocratiques, du respect du droit international et des droits de l'homme ne peut dès lors être assurée de manière efficace que dans le cadre d'une participation à un effort commun visant à assurer la sécurité dans la région euro-atlantique.

Les alliances contractées par la Belgique dans le cadre des traités de l'OTAN et de l'UEO constituent dès lors la meilleure garantie de sécurité et de stabilité. La solidarité entre alliés implique également le devoir de contribuer aux charges de l'instrument qui a été mis en place.

1.3. Le fait que les missions militaires s'inscrivent dans le cadre de la participation aux alliances précitées n'empêche pas qu'une des tâches de l'armée doit également être de défendre et de protéger les Belges résidant à l'étranger.

2. Missions complémentaires :

2.1. Tâches nationales additionnelles

Les forces armées accomplissent depuis toujours une série de tâches traditionnelles revêtant un caractère national. Ces tâches revêtent de l'importance en raison de leur ampleur de leur diversité et aussi parce qu'elles contribuent à façonner l'image des troupes dans le cadre de la relation nation-armée. Il s'agit de tâches qui sont définies comme étant « une aide à la nation » :

- aide lors de catastrophes, interventions dans le cadre des services d'urgences, transport de blessés et accueil ou hébergement de victimes;
- missions de génie (construction de ponts, démolition);
- évacuation d'explosifs (SEDEE);
- transport aérien;
- missions de sauvetage en mer;
- recherche océanographique;
- protection des zones de pêche;
- lutte contre la pollution.

2.2. Missions internationales

— La Belgique participe traditionnellement à des opérations humanitaires. Le caractère non militaire de cette participation n'empêche pas que l'armée fournisse habituellement le personnel et les moyens nécessaires.

— L'importance de la participation aux opérations de maintien de la paix et de gestion des crises s'est fortement accrue au cours de la dernière décennie.

La solidarité internationale, la défense des valeurs essentielles et la contribution à la paix mondiale sont des arguments évidents justifiant la participation à ces opérations dans le cadre d'organisations internationales.

verankerd in de Grondwet, wat blijkt uit het samenlezen van artikel 91 (grondwettelijke eed van de Koning) en artikel 167 (bevelvoering van de Koning over de krijgsmacht).

1.2. De beperkte oppervlakte van het Belgisch grondgebied laat echter geen isolement toe. De essentiële waarden van de samenleving zoals de democratische principes, de eerbiediging van het internationaal recht en van de mensenrechten kunnen dan ook slechts op een efficiënte wijze worden verdedigd door de deelname aan de gemeenschappelijke effectieve veiligheid in het Euro-Atlantisch gebied.

De door België aangegane allianties in het kader van de NAVO en WEU-verdragen zijn dan ook de beste garantie voor veiligheid en stabiliteit. Inherent aan deze bondgenootschappelijke solidariteit is dan ook de plicht bij te dragen in de lasten van dit instrument.

1.3. De situering van de militaire opdrachten in het kader van de deelname aan voornoemde allianties neemt niet weg dat één van de taken van het leger ook de verdediging en de bescherming van de in het buitenland verblijvende Belgen moet zijn.

2. Aanvullende opdrachten :

2.1. Bijkomende nationale taken

De krijgsmacht vervult van oudsher een aantal traditionele bijkomende taken die een nationaal karakter hebben. Zij zijn belangrijk omwille van de omvang en diversiteit en tevens omdat in de relatie natie/leger zij mede het imago van de troepen bepalen. Het betreft taken die worden omschreven als « hulp aan de natie » :

- hulp bij rampen, inschakeling in de urgentiediensten, vervoer van gekwetsten en opvang of het huisvesten van getroffenen;
- genie-opdrachten (bouw van bruggen, afbraak);
- opruiming van springtuigen (DOVO);
- luchttransport;
- reddingsopdrachten op zee;
- oceanografisch onderzoek;
- bescherming van de visserijzones;
- bestrijding van pollutie.

2.2. Internationale taken

— België neemt traditioneel deel aan humanitaire operaties. Het niet-militair karakter van deze inzet neemt niet weg dat het leger doorgaans instaat voor de bemanning en de middelen van dergelijke missies.

— Het belang van de deelname aan vredeshandhavingsoperaties en crisisbeheersing is het laatste decennium fors toegenomen.

De internationale solidariteit, de verdediging van de vitale waarden en de bijdrage tot de wereldvrede zijn voor de hand liggende argumenten om de deelname aan operaties, in het kader van internationale organisaties, te rechtvaardigen.

On aurait toutefois tort de se focaliser sur ce type d'intervention. Le risque d'une approche non réaliste est en effet réel et a d'ailleurs été confirmé dans la pratique.

Le VLD estime par conséquent que la participation aux opérations de maintien de la paix doit s'inscrire de préférence dans le cadre de l'alliance et plus particulièrement du programme PfP de l'OTAN et que la participation à la gestion des crises et au maintien de la paix en dehors de la région euro-atlantique doit s'inscrire dans le cadre de l'ONU ou de l'OSCE.

*
* *

En ce qui concerne les missions de l'armée, *M. Spinnewyn* déclare ce qui suit :

La première mission de l'armée, et sa mission la plus évidente, consiste à repousser et éventuellement à contrer toute menace militaire étrangère. Ce principe a toujours été à la base de la guerre froide. La dislocation de l'Union soviétique et la dissolution du Pacte de Varsovie ne mettent pas un terme à cette mission. Personne ne peut prévoir avec certitude l'évolution de la situation de la Russie au cours des années à venir. Il est prématuré de procéder à un désarmement unilatéral drastique. La vente massive de grandes quantités de systèmes d'armement très sophistiqués provenant des anciens arsenaux soviétiques à des ennemis potentiels du monde islamique risque de faire fondre l'avance prise par l'Occident, et plus particulièrement par l'Europe, dans le domaine des armes conventionnelles.

Si le monde occidental a facilement gagné la Guerre du Golfe, c'est malgré tout grâce à l'engagement massif des troupes et des armes américaines. Il est angoissant de penser que des nations européennes moyennes telles que la Grande-Bretagne et la France ne sont plus en mesure d'engager une confrontation avec l'Iran ou l'Irak. L'Europe ne peut laisser sa position de force se détériorer davantage. Les petits pays, tels que la Belgique et les Pays-Bas, ont également une contribution à fournir à cet égard. Faute de quoi, on risque de devenir totalement dépendant de la protection américaine pour la défense de l'approvisionnement vital en pétrole.

D'autre part, l'Europe n'est actuellement plus exposée à la menace directe d'un voisin plus fort sur le plan militaire, et ce pour la première fois depuis cinquante ans. L'éventualité d'une attaque militaire directe de l'Europe est quasi inimaginable pour l'instant. Il ressort en outre de la pratique que les États ennemis évitent de plus en plus les confrontations directes et recourent à des moyens alternatifs pour résoudre les conflits par les armes : la guérilla, y compris la guérilla urbaine. Si l'on ne peut imaginer que l'Algérie envahisse la France, il n'en demeure

Het zou echter verkeerd zijn te veel aandacht op dit soort interventies te richten. Het gevaar op een niet realistische benadering is immers reëel en werd ook door de feiten bevestigd.

De VLD is dan ook van oordeel dat de deelname aan vredeshandhavingsoperaties bij voorkeur dienen te gebeuren in het kader van de alliantie en meer bepaald in het Pfp-programma van de NAVO en de crisisbeheersing en vredeshandhaving buiten het Euro-Atlantisch gebied in het kader van de UNO of de OVSE.

*
* *

Met betrekking tot de opdrachten van het leger stelt *de heer Spinnewyn* het volgende :

De eerste en meest voor de hand liggende taak van het leger is het afschrikken en eventueel afweren van een buitenlandse militaire dreiging. De gehele periode van de Koude Oorlog was daar op gebaseerd. Deze taak is niet beëindigd met de ineenstorting van de Sovjet-Unie en de ontbinding van het Warschaupact. Niemand kan met enige zekerheid voorspellen hoe de situatie in Rusland de komende jaren zal evolueren. Het is zeker nog te vroeg, om al te drastisch, aan eenzijdige ontwapening te doen. Door de massale verkoop van grote hoeveelheden zeer gesofistikeerde wapensystemen uit de vroegere Sovjet-arsenalen aan potentieel vijandige staten in de islamitische wereld dreigt de voorsprong van het Westen, en in het bijzonder van Europa, inzake conventionele wapens verloren te gaan.

De Golfoorlog was een gemakkelijke overwinning van de Westerse wereld, maar toch alleen door de massale inzet van Amerikaanse troepen en wapens. Het is een beangstigend vooruitzicht dat zelfs middelgrote Europese naties als Groot-Brittannië en Frankrijk niet meer in staat zijn een confrontatie aan te gaan met staten als Iran of Irak. Europa mag zijn militaire machtspositie niet verder laten verzwakken. Ook kleinere landen als België en Nederland moeten daartoe hun steentje bijdragen. Zoniet loopt men het risico voor de verdediging van de vitale olievoorraden volledig afhankelijk te worden van de Amerikaanse bescherming.

Anderzijds is het ook zo dat Europa momenteel voor het eerst sinds vijftig jaar niet meer rechtstreeks wordt bedreigd door een militair sterkere buur. Een rechtstreekse militaire aanval op Europa is momenteel vrijwel ondenkbaar. Bovendien blijkt uit de praktijk dat vijandige staten steeds vaker een rechtstreekse militaire confrontatie ontwijken en naar alternatieve middelen grijpen om conflicten uit te vechten : guerrilla, inclusief stadsguerrilla, terrorisme. Een Algerijnse invasie in Frankrijk is utopisch, maar Algerijnse terroristen kunnen wel bijna

pas moins que des terroristes algériens peuvent mener des campagnes de terreur, quasiment sans être dérangés, sur tout le territoire français, jusqu'au cœur de Paris.

Tout semble indiquer que ce genre de campagnes de terreur s'intensifieront encore dans l'avenir.

Les guerres du XXI^e siècle ne seront probablement pas faites à l'aide de missiles intercontinentaux, mais par des petits groupes qui disposeront peut-être même d'armes chimiques, biologiques et nucléaires. Il sera dès lors de plus en plus important de disposer de troupes professionnelles et bien entraînées spécialisées dans des opérations antiterroristes, dans des missions de surveillance et de protection et dans la lutte contre la guérilla urbaine. Au siècle prochain, elles ne devront peut-être pas se battre à Kigali ou à Mogadishu, mais dans leurs propres grandes villes. L'actuelle brigade paracommando est également plus à même d'accomplir ces missions. Sa formation répond le mieux aux exigences qui sont posées à de telles troupes antiguérilla.

L'intervenant s'intéresse ensuite aux armes nucléaires, biologiques et chimiques, dites « armes NBC ».

Au cours de la guerre froide, toutes les troupes ont été formées afin de pouvoir réagir de manière adéquate aux attaques menées à l'aide d'armes NBC. Compte tenu de l'évolution de la situation, le risque d'attaques terroristes menées à l'aide d'armes NBC subsiste et est peut-être même plus important qu'autrefois. Les forces armées doivent dès lors maintenir et renforcer leurs capacités défensives dans ce secteur. Il convient dès lors de prendre des mesures préventives radicales afin de protéger dans le pire des cas la population civile contre de telles attaques, car si des terroristes recourent à des armes biologiques ou chimiques, ils ne choisiront pas des objectifs militaires. Ils s'en prendront à la population civile de nos grandes villes.

Sans tomber dans un simplisme à la *Out of Africa*, le parti dont l'intervenant fait partie a critiqué à plusieurs reprises les motifs pour lesquels le gouvernement envoyait des troupes — en particulier des paracommandos — dans des zones de conflit en Afrique. Il a toutefois toujours ajouté que la libération ou la protection de compatriotes menacés en Afrique constituaient des raisons valables d'intervenir. Cela signifie que la Belgique doit au moins maintenir la capacité militaire nécessaire pour pouvoir déployer des troupes outre-mer. En d'autres termes, il ne peut être question de réduire la brigade paracommando. Les paras ne sont d'ailleurs pas uniquement nécessaires dans le contexte d'une intervention éventuelle en Afrique. Il est également indispensable de pouvoir disposer d'une force professionnelle aéroportée et pouvant être déployée rapidement dans le cadre d'autres conflits en dehors de l'Europe. L'intervenant formule toutefois de sérieuses réserves contre le « prêt » de troupes aux Nations Unies. Dans certains cas (par exemple, la Guerre du Golfe et aussi,

ongestoord terreurcampagnes voeren over heel het Franse grondgebied, tot in het hart van Parijs.

Alles lijkt erop te wijzen dat dit soort terreurcampagnes nog in intensiteit toenemen.

De oorlogen van de eenentwintigste eeuw zullen waarschijnlijk niet worden uitgevochten met intercontinentale raketten maar wel met kleine groepen die mogelijk zelfs zullen beschikken over chemische, biologische en nucleaire wapens. In het licht daarvan zal naar evenredigheid ook het belang toenemen van professionele en goed getrainde troepen die gespecialiseerd zijn in antiterreuroperaties, bewakings- en beveiligingsopdrachten en het bestrijden van stads-guerrilla. De volgende eeuw zullen zij misschien niet in Kigali of Mogadishu moeten vechten, maar in de eigen grootsteden. Ook voor deze taken is de huidige brigade paracommando de meest geschikte kandidaat. Hun opleiding sluit het nauwst aan bij de vereisten die aan zulke antiguerrillatroepen worden gesteld.

Voorts heeft de spreker het over de nucleaire, biologische en chemische wapens, de zogenaamde NBC-wapens.

Tijdens de Koude Oorlog werden alle troepen opgeleid om adequaat te reageren op aanvallen met NBC-wapens. Gezien de gewijzigde situatie blijft het gevaar van terroristische aanvallen met NBC-wapens bestaan en het is misschien zelfs groter dan voorheen. De strijdkrachten moeten dan ook hun defensieve capaciteiten in deze sector behouden en uitbreiden. Er moeten dan ook uitgebreide voorzorgsmaatregelen worden genomen om in het ergste geval de burgerbevolking tegen zulke aanvallen te beschermen. Want als terroristen ooit biologische of chemische wapens gebruiken, dan zullen zij geen militaire doelwitten uitkiezen. Zij zullen zich richten tegen de burgerbevolking van onze grote steden.

Zonder tot een simplistisch *Out of Africa* te vervallen hebben wij herhaaldelijk de motieven van de regering bekritiseerd om troepen, inzonderheid paracommando's naar Afrikaanse conflictgebieden te sturen. We hebben daar echter steeds aan toegevoegd dat het ontzetten en/of beschermen van bedreigde landgenoten in Afrika wel een geldige reden voor interventies is. Dat betekent dat België minstens de militaire capaciteiten in stand moet houden om eventueel troepen overzee te ontplooien. Concreet komt dat erop neer dat de brigade paracommando's niet mag worden verminderd. De para's zijn trouwens niet alleen onontbeerlijk in de context van een eventuele interventie in Afrika. Ook bij eventuele andere conflicten buiten Europa is een snel inzetbare, professionele luchtmobiele strijdmacht onmisbaar. De spreker heeft echter ernstige reserves tegen het « uitlenen » van troepen aan de VN. In sommige gevallen (bijvoorbeeld de Golfoorlog, gedeeltelijk ook Somalië) gebeurde dit in het kader van een goed georganiseerde militaire actie, met voldoende midde-

dans une certaine mesure, en Somalie) la participation s'est inscrite dans le cadre d'une action militaire bien organisée, avec des moyens suffisants et un appui suffisant des alliés. Dans d'autres cas, en particulier au Rwanda, les Nations Unies se sont montrées particulièrement irresponsables et passives à l'égard de nos troupes, ce qui a fait des victimes inutiles. La Belgique ne devrait plus mettre de Casques bleus à la disposition des Nations Unies aussi longtemps que les problèmes fondamentaux des missions de paix des Nations Unies n'auront pas été résolus. Une armée est censée défendre les intérêts, la sécurité et la liberté de son pays et de ses alliés. On ne peut être le gendarme du monde, *a fortiori* dans le cadre d'une structure aussi lourde et inerte que celle des Nations Unies.

Les opérations militaires avec d'autres alliés occidentaux conviennent mieux. L'expérience du Rwanda a montré qu'il est très difficile, sinon impossible, de combiner les exigences des missions de paix et la capacité militaire. Entre la mentalité des Casques bleus en mission de paix et celle de bons soldats professionnels, il existe un fossé bien difficile à franchir.

L'intervenant aborde ensuite les missions civiles. En ce domaine, il convient d'instaurer une plus grande flexibilité et de pouvoir faire intervenir l'armée plus rapidement en cas d'urgence, par exemple pour assurer la sécurité des transporteurs de fonds.

Il existe déjà un certain nombre d'exemples d'interventions militaires dans le domaine civil, mais il faut constater que ces interventions sont trop lentes.

*
* *

En ce qui concerne les moyens de l'armée, M. Sevenhans déclare ce qui suit. La question fondamentale est de savoir s'il faut ou non augmenter le budget de la Défense nationale. Si l'on veut que l'armée ait une signification et une raison d'être, il faut qu'elle soit bien équipée. La situation actuelle ne peut pas durer. L'intervenant estime que la mission première d'une armée n'est pas d'accomplir des opérations de paix pour le compte de l'ONU. La mission première d'une armée est de défendre la sécurité de la nation. Il avait espéré qu'après les événements tragiques du Rwanda, les politiciens se montreraient plus prudents et exigeraient de solides garanties avant d'encore mettre des troupes belges à la disposition d'un organisme aussi lourd et indécis que les Nations Unies. Il demande ce que l'ONU a fait pour empêcher l'assassinat des militaires belges à Kigali.

Il plaide pour que l'on se montre plus prudent à l'occasion de telles opérations, mais il constate par la même occasion que la participation à des missions de paix constitue pour la plupart des membres la principale raison d'être de l'armée. Il maintient quant à lui

len en voldoende steun van bondgenoten. In andere gevallen, inzonderheid Ruanda, hebben de VN blijk gegeven van een grote onverantwoordelijkheid en passiviteit ten opzichte van onze troepen, waardoor nutteloze slachtoffers zijn gevallen. Zolang aan de fundamentele problemen van VN-vredesmissies niet is verholpen, zou België geen Blauwhelmen meer ter beschikking mogen stellen van de VN. Een leger is bedoeld om de belangen, de veiligheid en de vrijheid van het land zelf en van de bondgenoten te verdedigen. Men kan niet in heel de wereld de taak van politieman op zich nemen. Zeker niet onder een logge en inerte structuur als de VN.

Militaire operaties met andere Westerse bondgenoten zijn veel geschikter. De ondervinding in Ruanda heeft geleerd dat het zeer moeilijk, zo niet onmogelijk is om de vereisten van vredesmissies te combineren met militaire paraatheid. Tussen de mentaliteit van Blauwhelmen-met-vredesmissie enerzijds, en goede professionele soldaten anderzijds, gaapt een zo diepe kloof dat een overschakeling van het ene naar het andere absoluut niet vanzelfsprekend is.

De spreker besluit met de burgeropdrachten. Hier moet men tot een grotere flexibiliteit komen en vlugger het leger kunnen inzetten bij noodsituaties, bijvoorbeeld de bewaking van geldtransporten.

Nu heeft men reeds een aantal voorbeelden van militaire opdrachten in burgeractiviteiten, maar men moet vaststellen dat de inzetbaarheid te traag op gang komt.

*
* *

Met betrekking tot de middelen van het leger stelt de heer Sevenhans het volgende : Het eigenlijke debat gaat om het al dan niet verhogen van het budget van Landsverdediging. Wil men dat het leger zin en een bestaansreden heeft, dan moet het ook goed uitgerust zijn. Zoals het er nu voor staat, kan het niet verder. De spreker meent dat de eerste taak van een leger niet het vervullen van vredesoperaties voor de UNO kan zijn. De eerste taak van een leger is wel de veiligheid van de natie te verdedigen. Na de tragische gebeurtenissen in Ruanda had hij verwacht dat politici iets voorzichtiger zouden zijn en onder meer waterdichte garanties zouden eisen alvorens nog Belgische troepen ter beschikking te stellen van een log en besluiteloos organisme als de UNO. Hij vraagt zich af wat de UNO heeft gedaan om de moord op de Belgische militairen in Kigali te verhinderen.

Hij pleit er bijgevolg voor om bij dergelijke operaties meer voorzichtigheid aan de dag te leggen maar tegelijkertijd stelt hij vast dat voor de meeste leden de deelname aan vredesmissies de voornaamste bestaansreden van het leger is. De spreker blijft erbij

que la principale raison d'être de l'armée est la défense de la nation en cas de guerre. Si cette armée peut en plus accomplir des missions de paix, tant mieux, mais il s'agit là d'une mission accessoire.

L'armée doit être équipée et formée en vue d'une guerre éventuelle. Les chances de survie des soldats en temps de guerre ne peuvent être hypothéquées par le fait que l'on s'est focalisé sur des missions de police et de paix.

Les événements du Rwanda ont illustré de la façon la plus tragique qui soit qu'il y a une contradiction fondamentale entre les exigences dans le cadre d'opérations de maintien de la paix, d'une part, et les exigences militaires imposées à des troupes amenées à opérer dans une véritable situation de guerre, d'autre part.

2. Au lendemain de l'effondrement de l'Union soviétique et du Pacte de Varsovie, l'Europe était en pleine euphorie. On a cru que la paix éternelle était arrivée. On avait déjà cru cela en 1918. À cette époque, on avait aussi voulu récolter les « dividendes » de la paix. L'histoire nous apprend malheureusement que cette paix éternelle ne dure généralement que quelque cinq ans. L'Union soviétique n'existe plus, mais la situation est toujours très instable en Russie. Un nouvel ennemi se présente, qui dispose lui aussi d'armes nucléaires et d'armes chimiques et biologiques : au XXI^e siècle, l'islam représentera un danger aussi grand que celui qu'a représenté le communisme au cours des dernières décennies. On peut toujours récolter des succès électoraux faciles en réalisant des économies sur le budget de la défense, ainsi que les socialistes tentent visiblement de le faire. Mais en temps de guerre, ces économies se paient en termes de vies humaines. Il s'agit alors souvent de la vie des milliers de petites gens qui sont morts parce qu'il manquait d'armes ou que les armes disponibles étaient totalement dépassées. Tel a été le cas en 1914 et tel a été le cas en 1940. Le Vlaams Blok ne veut pas que ce scénario se répète en 2014 ou en 2040. Il est clair qu'en temps de paix l'armée est chère et inutile. Tout comme les services de pompiers sont chers et inutiles tant qu'il n'y a pas d'incendie. Et les médecins sont inutiles tant qu'on n'est pas malade ou sur le point d'accoucher. Mais lorsqu'un incendie se déclare, il est trop tard pour constituer et entraîner un corps de pompiers. À ce moment, ce corps doit être prêt.

3. L'intervenant constate que la suppression du service militaire a été une opération électorale et que l'on n'a pas pris suffisamment de précautions pour pouvoir faire face aux conséquences de cette suppression, conséquences dont l'extinction de la réserve est une des plus manifestes. On a également refusé de voir la réalité en face : une armée de métier coûte toujours plus cher qu'une armée de miliciens. Supprimer le service militaire impliquait donc un accroissement du budget, mais le courage politique pour ce faire faisait défaut.

4. La forte résistance qui existe au sein de la population à l'encontre de l'accroissement du budget

dat de la principale raison d'être de l'armée est la défense de la nation en cas de guerre. Si cette armée peut en plus accomplir des missions de paix, tant mieux, mais il s'agit là d'une mission accessoire.

Het leger moet worden uitgerust en opgeleid met het oog op een eventuele oorlog. De overlevingskansen van de manschappen in oorlogstijd mogen niet worden gehypothekeerd doordat men hen te veel oriënteert op politietaken en vredesopdrachten.

In Ruanda is op de meest tragische wijze gebleken dat er een fundamentele tegenstelling bestaat tussen enerzijds de vereisten van *peace-keeping* en vredesoperaties, en anderzijds de militaire vereisten van troepen die in een echte oorlogssituatie moeten opereren.

2. Na het uiteenvallen van de Sovjet-Unie en het Warschaupact leefde Europa in echte euforie. Men dacht dat de eeuwige vrede was aangebroken. Men dacht in 1918 hetzelfde. Men wou toen ook het « vredesdividend » innen. Helaas, de geschiedenis leert dat zo'n eeuwige vrede meestal maar een jaar of vijf duurt. De Sovjet-Unie is verdwenen, maar de toestand in Rusland is nog zeer onstabiel. Er dient zich reeds een nieuwe vijand aan, die ook over kernwapens, en chemische en biologische wapens beschikt : in de eenentwintigste eeuw zal de islam even gevaarlijk zijn als het communisme gedurende de voorbij decennia was. Men kan altijd goedkope electorale successen behalen door te bezuinigen op defensie, zoals de socialisten nu klaarblijkelijk proberen te doen. Maar in oorlogstijd worden die bezuinigingen betaald met bloed en mensenlevens. Heel dikwijls de levens van de duizenden gewone kleine mensen die sneuvelen omdat er voor hen onvoldoende wapens of alleen volkomen verouderde wapens beschikbaar zijn. Het was zo in 1914, en het was zo in 1940. Het Vlaams Blok wil niet dat zo'n scenario zich in 2014 of 2040 zou herhalen. Inderdaad, in vredetijd is een leger duur en nutteloos. Zoals de brandweer duur en nutteloos is zolang het nergens brandt. Zoals dokters nutteloos zijn zolang men niet ziek is of niet moet bevallen. Maar als er ergens brand uitbreekt, dan is het te laat om een brandweerkorps op te richten en het te trainen. Dan moet dat korps paraat staan.

3. De spreker stelt vast dat de afschaffing van de dienstplicht een electorale stunt was en dat men onvoldoende voorzorgen heeft genomen om de gevolgen daarvan op te vangen. Het uitdoven van de reserve is daarvan het meest in het oog springend. Men heeft ook geweigerd de nuchtere werkelijkheid onder ogen te zien : een beroepsleger is altijd duurder dan een leger van dienstplichtigen. Wie de dienstplicht afschaft, moet dus ook het budget verhogen. Daarvoor ontbrak het echter aan politieke moed.

4. Als er bij de bevolking een grote weerstand bestaat tegen het verhogen van het defensiebudget is

de la Défense s'explique en partie par l'illusion que la paix éternelle s'est installée. Mais les politiciens qui, pendant des décennies, ont utilisé le budget de la Défense à diverses fins impropres, ne sont pas non plus innocents en l'occurrence. Le problème de la modernisation ne se poserait pas avec la même acuité dans le cadre du budget actuel si lors de l'acquisition de matériel militaire, les politiciens avaient choisi systématiquement le meilleur rapport qualité-prix. Mais ils ont préféré retenir d'autres critères que la sécurité nationale.

L'orateur ajoute que d'autres ont défendu les intérêts de l'industrie d'armement française plutôt que ceux de l'armée belge. Ils ont fait passer les intérêts d'une puissance étrangère avant ceux de leur propre pays. Le compromis ridicule aux termes duquel la petite force aérienne belge a acheté deux types d'avions de combat, à savoir les F-16 et les Mirages, en est l'exemple le plus criant. Il ne s'agit malheureusement pas d'un cas isolé. L'intervenant estime dès lors que ceux qui sont responsables de cette situation perdent toute crédibilité lorsqu'ils demandent précisément que l'on augmente le budget de la Défense nationale. Ils ont suffisamment porté préjudice à la sécurité nationale et à l'image des forces armées.

5. Ceux qui exercent des fonctions de responsabilité au sommet de la hiérarchie doivent être rémunérés correctement. Cela vaut également pour les pensions. On dépasse vraiment les bornes en Belgique. Une partie trop importante du budget est consacrée aux pensions d'un petit nombre de militaires de haut rang. S'il ne permettrait pas de résoudre les problèmes financiers des forces armées, l'écurement de ces pensions constituerait cependant un signal positif pour la population.

6. Un des problèmes des forces armées belges peut être résumé par une boutade : il s'agit d'une armée mexicaine. Il convient de réduire d'urgence le nombre d'états-majors. Cette réduction permettrait de simplifier la structure de commandement et d'accroître l'efficacité et constituerait un nouveau signal positif fort pour la population.

7. Une certaine spécialisation est inéluctable. L'intervenant ne peut dès lors se rallier aux membres qui affirment que la Belgique doit toujours être en mesure d'évacuer des compatriotes, vraisemblablement d'Afrique, en cas de danger et, si besoin est, de son propre chef. Cela signifie que les effectifs de la brigade paracommando doivent à nouveau être complétés. À l'heure actuelle, cette brigade manque terriblement d'effectifs. Il n'y a quasi plus de brigade comptant un cadre organique complet. Cela signifie également que nos capacités doivent être maintenues en matière de transport aérien. La Belgique n'est toutefois pas en mesure d'accomplir correctement l'ensemble des missions militaires. Nous avons déjà souvent dû faire appel à des alliés lors des interventions précédentes en Afrique, par exemple pour l'approvisionnement en vol des avions de transport. La meilleure garantie de ne pas se retrouver seul en cas

dat gedeeltelijk te wijten aan de illusie dat de eeuwige vrede nu is aangebroken. Maar het is ook de schuld van de politici die gedurende decennia de begroting voor defensie misbruikt hebben voor allerlei oneigenlijke doeleinden. Als de politici bij de aankopen van militair materiaal stelselmatig hadden gekozen voor de beste prijs-kwaliteitverhouding, dan zou het probleem van de modernisering ook binnen het huidige budget niet zo nijpend zijn. Men verkoos echter andere criteria te hanteren dan nationale veiligheid.

Voorts stelt de spreker dat anderen eerder de belangen van de Franse wapenindustrie dan van het Belgische leger verdedigden. Zij stelden de belangen van een buitenlandse mogendheid boven die van hun eigen vaderland. Het compromis waardoor de kleine Belgische luchtmacht twee soorten gevechtsvliegtuigen aankocht, namelijk F-16's en Mirages, is daarvan het meest schrijnende voorbeeld. Het is helaas geen alleenstaand geval. De spreker meent dan ook dat diegenen die daarvoor verantwoordelijk zijn ongelooftwaardig klinken indien uitgerekend zij een verhoging van het budget van Landsverdediging vragen. Zij hebben de nationale veiligheid en het imago van de strijdkrachten genoeg schade berokkend.

5. Diegenen die verantwoordelijke functies bekleeden aan de top van de hiërarchie moeten behoorlijk worden gerenumereerd, dit geldt ook voor het pensioen. Er zijn echter grenzen die in België flagrant worden overschreden. Hoewel het slechts een fractie van het totale budget betreft, gaat een te groot deel er naar de pensioenen van een zeer klein aantal topmilitairen. Het aftoppen van die pensioenen zal de financiële problemen van de strijdkrachten evenwel niet oplossen maar het zou wel een positief signaal zijn naar de bevolking.

6. Eén van de problemen van de Belgische strijdkrachten kan met een boutade worden samengevat, namelijk weinig Indianen en veel opperhoofden. Het aantal staven moet dringend worden gerationaliseerd. Dit zal de bevelstructuur vereenvoudigen en de efficiëntie ten goede komen en opnieuw een krachtig positief signaal zijn voor de bevolking.

7. Een zekere specialisatie is onontbeerlijk. De spreker is het dan ook niet eens met de leden die stellen dat België de capaciteiten moet behouden om in tijd van nood desnoods op eigen houtje landgenoten uit, naar alle waarschijnlijkheid, Afrika te kunnen evacueren. Dat impliceert dat de brigade paracommando opnieuw op volle sterkte moet worden gebracht. Nu is deze brigade schromelijk onderbeemand. Vrijwel geen enkele eenheid is nog op organieke sterkte. Het betekent ook dat de capaciteiten voor luchttransport op peil moeten blijven. Maar België kan niet alle militaire taken naar behoren vervullen. Zelfs voor de vorige interventies in Afrika moest men dikwijls een beroep doen op steun van de bondgenoten, bijvoorbeeld om de transportvliegtuigen in de lucht te laten bijtanken. De beste garantie om er in een crisisgeval niet alleen voor te staan ligt voor de hand : binnen de NAVO moet men een betrouwbare

de crise s'obtient très simplement : au sein de l'OTAN, il faut être un allié fiable, qui exécute loyalement et correctement les accords. À l'heure actuelle, la Belgique vit trop souvent aux crochets des grands alliés. Il va de soi que la force terrestre, la force aérienne et la marine doivent être maintenues. Elles devront toutefois se spécialiser en accord avec les pays voisins et les autres partenaires de l'OTAN. C'est ainsi que la Belgique pourrait reprendre les missions de dragueurs et de chasseurs de mines de la marine néerlandaise, alors que l'armée néerlandaise pourrait, par exemple, reprendre un certain nombre de missions d'escorte, de défense aérienne et de lutte contre les sous-marins de nos frégates. Il est préférable d'accomplir deux ou trois tâches de façon approfondie en disposant de matériel moderne et d'hommes bien entraînés, plutôt que s'acquitter à moitié d'une douzaine de tâches.

En guise de conclusion, l'intervenant précise que le Vlaams Blok estime que la Belgique doit respecter ses engagements à l'égard de l'OTAN, mais que le budget actuel ne le permet pas. La Belgique doit avant tout tendre vers une plus grande spécialisation au sein de l'OTAN. Il est inutile de s'efforcer de maintenir une armée complètement équipée. Si l'on peut démontrer que cette spécialisation est analysée et appliquée de façon optimale, le Vlaams Blok recommande que l'armée obtienne les moyens nécessaires à son fonctionnement optimal.

*
* *

M. Borginon estime que le problème des missions de l'armée ne peut être dissocié de celui des moyens de l'armée.

Il souligne que le budget de la Défense est soumis à de strictes restrictions et que les budgets de départements tels que la Justice, l'Intérieur (services de police) ou l'Infrastructure bénéficient d'un point de vue social de la priorité sur celui de l'armée. La question est donc de savoir quelles sont les missions prioritaires, compte tenu du fait que le budget est limité. L'intervenant estime que l'armée belge n'a en fait plus aucune mission et qu'elle pourrait dès lors tout aussi bien être supprimée. Les quelques missions militaires qui subsistent malgré tout pourraient parfaitement être intégrées dans un cadre européen et ce, dans le cadre d'un pacifisme réaliste. Les menaces du XXI^e siècle viendront uniquement, selon lui, d'une part de conflits locaux extérieurs à l'Europe et d'autre part de la prolifération d'armes qui pourraient tomber en de mauvaises mains. Aussi l'intervenant considère-t-il que le commerce des armes représente un risque important pour la paix.

L'intervenant estime qu'il n'y a pas lieu de supprimer l'OTAN, mais il plaide pour son élargissement à la Russie, afin de prévenir les conflits en Europe de l'Est. Il plaide pour une spécialisation poussée dans

bondgenoot zijn die de afspraken correct en loyaal uitvoert. Nu parasiteert België te vaak op de grotere bondgenoten. Uiteraard moeten land-, lucht- en zee-macht blijven bestaan. Zij zullen zich wel, in afspraak met de buurlanden en de andere NAVO-partners, moeten specialiseren. België zou de taken van mijnenvegen en mijnenjagen van het Nederlandse leger kunnen overnemen, terwijl zij bijvoorbeeld een aantal taken inzake escortes, luchtverdediging en onderzeebootbestrijding van de Belgische fregatten zouden overnemen. Men kan beter twee of drie taken grondig uitvoeren, met modern materiaal en goed getrainde manschappen, dan tien of twaalf taken slechts half.

De spreker besluit dat het Vlaams Blok van oordeel is dat België zijn verplichtingen ten opzichte van de NAVO moet nakomen, maar binnen het huidige budget kan dat evenwel niet. In de eerste plaats moet België een verdere specialisering binnen NAVO-verband verder uitwerken en niet proberen een volledig uitgebouwd leger in stand te houden. Indien men kan aantonen dat dit optimaal wordt onderzocht en doorgevoerd, pleit het Vlaams Blok ervoor dat het leger de nodige middelen krijgt om optimaal te kunnen functioneren.

*
* *

De heer Borginon meent dat het luik over de opdrachten van het leger niet kan worden losgekoppeld van de vraag naar de middelen van het leger.

Hij stelt dat het budget voor defensie aan stringente beperkingen onderworpen is en dat het budget van departementen als Justitie, Binnenlandse Zaken (politiediensten) of Infrastructuur vanuit maatschappelijk oogpunt voorrang heeft op het budget voor het leger. De vraag is dan ook eerder welke opdrachten prioritair zijn, rekening houdend met het feit dat het budget beperkt is. Hij oordeelt trouwens dat het Belgisch leger eigenlijk geen opdrachten meer heeft en dat het dus evengoed kan worden afgeschaft. De enkele militaire taken die toch overblijven kunnen beter in een Europees kader worden geïntegreerd. Hij kadert dit in een realistisch pacifisme. De bedreigingen van de 21^e eeuw zullen volgens de spreker enkel uitgaan van enerzijds lokale conflicten buiten Europa en anderzijds van de proliferatie van wapens die in verkeerde handen kunnen terecht komen. Hij beschouwt de wapenhandel dan ook als een belangrijk risico voor de vrede.

Met betrekking tot de NAVO is de spreker niet van mening dat die meteen moet worden afgeschaft maar hij pleit wel voor de uitbreiding tot Rusland om conflicthaarden in Oost-Europa te voorkomen. In het

le cadre d'un système européen de défense en fonction de l'opérationnalité.

En ce qui concerne l'énumération des missions, il souligne que les opérations internationales ne peuvent être prioritaires, eu égard au caractère limité des moyens. Il convient d'ailleurs de faire une distinction entre les conflits qui se déroulent sur ou à proximité du continent européen et ceux qui se déroulent loin de l'Europe. L'intervenant estime que chaque pays doit prendre ses responsabilités et que la responsabilité des pays européens n'est pas la même lorsqu'il s'agit de conflits en Europe que lorsqu'il s'agit de conflits très éloignés du continent. Il estime par ailleurs que les partisans d'opérations de maintien de la paix partout dans le monde sont poussés par leur idéologie spécifique. Il est dès lors très possible que des pays qui estiment devoir intervenir le fassent en fonction d'idéologies différentes, ce qui peut, à son tour, donner lieu à des conflits.

Enfin, en ce qui concerne l'aide de l'armée à la nation, l'intervenant estime que cette aide va de soi, mais qu'elle a aussi un caractère purement accessoire, ce qui implique qu'il n'y a pas lieu de prévoir des moyens particuliers en ce domaine.

*
* *

En ce qui concerne les missions de l'armée, *M. Moerman* tient tout d'abord à souligner que le plan Delcroix de restructuration de l'armée n'a pas été entouré de suffisamment de mesures d'accompagnement pour pouvoir être exécuté correctement. Aussi les missions de l'armée dépendront-elles des moyens que l'on mettra à sa disposition. Le choix que le parlement fera en cette matière dépendra donc de la marge budgétaire laissée par le gouvernement.

L'intervenant souligne, au nom du groupe PRL-FDF, qu'il est partisan d'une intégration des forces armées au niveau international. Il craint cependant qu'eu égard à la tendance actuelle, qui veut que les missions prévues dans le cadre de l'article 5 du Traité de l'Atlantique Nord soient reléguées à l'arrière-plan par rapport aux missions de rétablissement et de maintien de la paix, l'on ne doive accepter à l'avenir d'autres options, telles que les intérêts économiques des États, sans que l'on ait encore voix au chapitre. Aussi souhaite-t-il que la Belgique s'inscrive dans l'Identité européenne de sécurité et de défense.

Il est apparu clairement, au lendemain de la dernière guerre mondiale, que la Belgique n'était pas en mesure d'assurer seule sa sécurité et sa défense, et c'est la raison pour laquelle notre pays a adhéré à l'UEO et à l'OTAN. En raison de la politique budgétaire du gouvernement, la Belgique est toutefois considérée, pour ainsi dire, comme un passager clandestin par ses partenaires de l'alliance. Si l'Organisation

kader van een Europees defensiesysteem pleit hij, in functie van de operationaliteit, voor een doorgedreven specialisatie.

Met betrekking tot de opsomming van de opdrachten wenst de spreker ervoor te waarschuwen dat, rekening houdend met het feit dat de middelen beperkt zijn, internationale operaties niet priortair mogen zijn. Overigens dient een onderscheid te worden gemaakt tussen conflicten op (of dichtbij) het Europese continent en conflicten ver buiten Europa. De spreker gaat ervan uit dat elke land zijn eigen verantwoordelijkheid moet nemen waarbij voor Europese landen de verantwoordelijkheid niet dezelfde is als het gaat om conflicten in Europa dan wel om conflicten ver buiten het continent. Hij meent overigens dat diegenen die pleiten voor vredesoperaties, overal ter wereld, gedreven zijn door hun eigen specifieke ideologie. De kans is dan ook reëel dat landen die menen te moeten tussenkomen dit vanuit een eigen ideologische invalshoek doen, wat op zijn beurt aanleiding kan geven tot conflicten.

Ten slotte, meent de spreker de hulp van het leger aan de natie dit vanzelfsprekend is maar terzelfdertijd louter bijkomstig, hetgeen impliceert dat daarvoor geen afzonderlijke middelen moeten worden voorzien.

*
* *

De heer Moerman, met betrekking tot het luik over de opdrachten van het leger : voorafgaandelijk merkt de spreker op dat er sinds het plan Delcroix tot herstructurering van het leger geen afdoende begeleidingsmaatregelen zijn genomen om het plan naar behoren uit te voeren. De opdrachten van het leger zullen dan ook afhangen van de middelen die men terbeschikking stelt. De keuze die het parlement desbetreffend maakt, zal dus afhangen van de budgettaire marge die de regering toelaat.

De spreker stelt namens de PRL-FDF-fractie dat hij voorstander is van geïntegreerde strijdkrachten op internationaal niveau. Toch vreest hij dat de huidige trend, die de opdrachten in het kader van artikel 5 van het NAVO-verdrag op de tweede plaats stelt ten voordele van *peace-enforcement* of *peace-keeping* operaties, impliceert dat men in de toekomst ook andere opties, zoals de economische belangen van staten, zal moeten accepteren zonder dat men nog inspraak heeft. Hij is er dan ook voorstander van dat België zich inschrijft in de Europese Veiligheids- en Defensie-Identiteit.

Sinds WO II is het duidelijk dat België niet alleen kan instaan voor veiligheid en defensie, het is dan ook aangesloten bij de WEU en de NAVO. De begrotingspolitiek van de regering heeft er echter toe bijgedragen dat België ten opzichte van zijn NAVO-partners als het ware een clandestiene passagier is geworden. De Noord-Atlantische verdragsorganisatie blijft belangrijk voor de Europese veiligheid en

du Traité de l'Atlantique Nord demeure importante pour la sécurité et la défense de l'Europe, il importe cependant que l'Europe développe, en tant qu'entité politique et économique, son propre pilier de défense afin de pouvoir préserver et défendre ses intérêts vitaux. Les nouvelles menaces ne viseront plus, selon toute vraisemblance, directement l'intégrité du territoire mais auront pour objet la guerre informatique et financière ou la déstabilisation de l'État de droit par des actions émanant de la criminalité organisée.

L'intervenant est du reste partisan de la création d'une force navale d'Europe du Nord œuvrant en Mer du Nord, comme il en existe déjà une en Europe du Sud (avec la Méditerranée comme terrain d'action) associant l'Italie, la France, l'Espagne et le Portugal. Il est par ailleurs partisan d'un renforcement de la coopération militaire avec les pays faisant partie du Partenariat pour la Paix ainsi qu'avec les pays africains désignés dans le cadre de notre politique étrangère.

L'intervenant énumère ensuite les différentes missions de l'armée :

- la défense du territoire dans le cadre de l'article 5 du Traité de l'Atlantique Nord et dans le cadre de l'UEO, y compris les installations et les structures de commandement de ces organisations dans notre pays;
- la participation à la défense collective du Traité de l'Atlantique Nord;
- la participation à la défense et à la protection des ressortissants en cas de menace en dehors du territoire national;
- la mise en œuvre d'une politique européenne en matière de sécurité et de défense et la participation à une telle politique. L'UEO doit devenir le pilier de défense de l'UE afin de pouvoir défendre les intérêts strictement européens de l'Union;
- la participation, dans le cadre de l'UEO, à des missions humanitaires, à l'évacuation de compatriotes, à des missions de maintien de la paix, à des missions militaires de gestion de crise, de maintien et de rétablissement de la paix (éventuellement en combinaison avec les missions ONU en la matière);
- participation à l'infrastructure de l'OTAN et de l'UEO dans le cadre des missions énumérées ci-avant;
- aide à la nation en cas de catastrophe naturelle ou d'accident majeur.

Il ajoute les missions suivantes dans le cadre de la stabilité et de la sécurité du continent au cours du siècle prochain :

- participation à la coopération technique militaire avec les pays africains : instruction militaire, diffusion des idées démocratiques;
- rôle de l'armée belge pour initier des forces armées d'autres pays à des opérations de maintien et de rétablissement de la paix;
- création de forces d'intervention rapide pouvant agir partout dans le monde.

defensie, niettemin moet Europa als economische en politieke entiteit ook zijn eigen defensiepijler uitbouwen om de Europese vitale belangen te kunnen veilig stellen en verdedigen. Nieuwe dreigingen zullen naar alle waarschijnlijkheid niet meer uitgaan van een directe bedreiging van de integriteit van het territorium maar wel van economische dreigingen, oorlogvoering op het vlak van de informatica of op het financiële vlak, of nog de destabilisering van de rechtsorde tengevolge van georganiseerde criminaliteit.

De spreker is trouwens voorstander van het uitbouwen van een Noord-Europese zeemacht met de Noordzee als territorium, naar het voorbeeld van de reeds bestaande Zuid-Europese zeemacht (die de Middellandse zee als territorium heeft) waarvan Italië, Frankrijk, Spanje en Portugal deel uitmaken. Voorts is hij voor een versterking van de militaire samenwerking met landen die deel uitmaken van het *Partnership for Peace* (PfP) en met de Afrikaanse landen die door België's buitenlands beleid werden aangeduid.

De spreker geeft vervolgens een opsomming van de verschillende opdrachten van het leger :

- de verdediging van het grondgebied in het kader van artikel 5 van het NAVO-verdrag en in het kader van de WEU, inbegrepen de installaties en de commandostructuren van die organisaties in België;
- de deelname aan de collectieve verdediging van het NAVO-verdrag;
- de deelname aan de verdediging en bescherming aan landgenoten in geval van bedreiging buiten het nationaal grondgebied;
- de deelname en het in werking stellen van de Europese politiek inzake veiligheid en defensie. De WEU moet de defensiepijler van de EU worden om de vitale belangen van de Unie, strikt Europese, te kunnen verdedigen;
- de deelname, in het kader van de WEU aan humanitaire opdrachten, evacuatie van landgenoten, opdrachten van vredeshandhaving, opdrachten van de strijdkrachten voor crisibehoor, *peace-keeping* en *peace-enforcement* (desgevallend in combinatie met de VN-opdrachten terzake);
- participatie in de infrastructuur van de NAVO en de WEU in het kader van de hierboven geciteerde opdrachten;
- hulp aan de natie in geval van natuur- of accidentele rampen.

In het kader van de stabiliteit en veiligheid van het Europese continent in de volgende eeuw voegt hij de volgende opdrachten toe :

- deelname aan militair-technische coöperatie met Afrikaanse landen : militaire opleiding, verspreiding van het democratische gedachtegoed;
- de rol voor het Belgische leger om strijdkrachten van andere landen op te leiden in operaties voor *peace-enforcement* en *peace-keeping*;
- de uitbouw van snelle interventiekrachten die overal ter wereld hulp kunnen bieden.

Enfin, l'intervenant souhaite que l'on réexamine de façon approfondie nos engagements internationaux sans surestimer le poids politique de la Belgique mais sans non plus négliger le rôle prééminent que peut jouer notre pays en ce qui concerne les opérations humanitaires basées sur la solidarité et la démocratie.

En ce qui concerne les moyens de l'armée, l'orateur déclare que le PRL-FDF préconise une dotation budgétaire de 100 milliards de francs belges dès 1999, indexée dès 1999 et assortie de 5 augmentations annuelles de 1 milliard de francs belges. De plus, il existe la question du personnel.

Afin de régler cette question, une enveloppe budgétaire exceptionnelle doit être décidée dans le but de rééquilibrer les dépenses du poste personnel dans l'ensemble du budget. Il pense que si cela n'est pas réalisé « préventivement », de manière récurrente, les problèmes budgétaires se représenteront avec des difficultés que cela suppose régulièrement pour les dépenses d'investissement de capital de fonctionnement.

Tout d'abord une première considération : on ne peut plus réaliser davantage d'économies à la Défense sans affecter les engagements internationaux ainsi que la crédibilité de la politique étrangère de la Belgique. Il considère qu'à moyen et long terme il faut maintenir une défense crédible dans le cadre d'une véritable armée professionnelle de qualité et supporter évidemment les conséquences budgétaires de ce choix. Dans le cas contraire, on serait inévitablement confronté à l'obligation d'envisager de nouveaux bouleversements structurels.

Quatre critères interdépendants doivent dorénavant déterminer la politique budgétaire de la Défense :

1. La fixation d'une plancher budgétaire tenant compte de l'évolution à prix constants sur la base 1999, fondée sur les besoins objectifs de la sécurité ainsi que sur celui des autres départements ministériels concernés. C'est un critère bien entendu d'ordre structurel.

2. Le respect d'un certain rapport entre les dépenses de défense et le produit intérieur brut, qui soit établi en comparaison avec les pays européens non nucléaires de l'OTAN, de format équivalent et avec le souci de solidarité, cette solidarité de défense européenne.

Il ne s'agit plus d'assurer la défense au crochet des alliés et dès lors les engagements doivent être plus clairs, plus importants, sans nécessairement entraîner une charge fiscale nouvelle.

De spreker pleit er tenslotte voor om de verbintenissen op internationaal vlak grondig te herzien zonder daarbij het politiek gewicht van België te overschatten maar ook zonder de leidinggevende capaciteiten van België inzake humanitaire operaties, gesteund op solidariteit en democratische waarden, te geringschatten.

De spreker verklaart dat de PRL-FDF ervoor gewonnen is om de middelen voor het leger vanaf 1999 vast te leggen op 100 miljard Belgische frank per jaar; dat bedrag zou vanaf 1999 worden geïndexeerd en gepaard gaan met 5 jaarlijkse verhogingen van 1 miljard Belgische frank.

Voorts is er het vraagstuk van het personeel. Om dat knelpunt weg te werken, moet worden voorzien in een uitzonderlijke budgettaire enveloppe om de personeelsuitgaven over de hele begroting te herschikken. Dat moet « preventief » en elk jaar opnieuw gebeuren, anders zullen die begrotingsproblemen opnieuw opduiken, met de moeilijkheden die dat geregeld oplevert voor de investeringsuitgaven en voor de werkingskredieten.

Er mag vooral niet uit het oog worden verloren dat bijkomende bezuinigingen op Landsverdediging uitgesloten zijn omdat anders de internationale engagementen van België alsmede de geloofwaardigheid van het buitenlands beleid op de helling komen te staan. De spreker stelt dat er op middellange en lange termijn een geloofwaardige Landsverdediging behouden moet blijven, in het raam van een kwalitatief hoogstaand beroepsleger; die optie impliceert uiteraard dat zulks budgettaire gevolgen heeft. In het andere geval wordt men opnieuw geconfronteerd met de verplichting om nieuwe structurele ingrepen door te voeren.

Het begrotingsbeleid van Landsverdediging moet voortaan afhangen van vier onderling verbonden criteria :

1. Op budgettair vlak moet een minimumdrempel worden ingesteld, rekening houdend met de ontwikkeling in constante franken van 1999; een en ander moet uitgaan van de objectieve vereisten inzake veiligheid en van de behoeften van de andere betrokken ministeriële departementen. Dat is uiteraard een structureel criterium.

2. Er dient een bepaalde verhouding tussen de uitgaven voor Landsverdediging en het bruto binnenlands product in acht te worden genomen; die verhouding moet worden bepaald in vergelijking met de Europese landen zonder kernwapens die lid zijn van de NAVO en die van soortgelijke omvang zijn. Terzake mag de solidariteit niet uit het oog worden verloren, met name de vaste wil om gezamenlijk een Europese defensie uit te bouwen.

Het mag niet langer de bedoeling zijn om het bondgenootschap te doen opdraaien voor de kosten van Landsverdediging; derhalve moeten de verbintenissen duidelijker en belangrijker zijn, zonder dat een en ander gepaard hoeft te gaan met nieuwe fiscale lasten.

3. La prise en compte de la croissance annuelle du PIB à prix constants.

4. Les missions auxquelles la Belgique pourrait participer, que ce soit dans le cadre de l'ONU, de l'OTAN, de l'Union européenne ou de l'UEO, aspects structurels et conjoncturels.

Lorsque l'on examine l'évolution du budget de la défense, il y a différentes approches possibles : le pouvoir d'achat de 98 milliards de francs à prix courant 1992 est devenu en 1997 86,7 milliards de francs et deviendra en 1998 85 milliards de francs et en 2002, si rien n'est fait, 78,6 milliards de francs.

Si on examine l'hypothèse du budget 1992 indexé d'après le déflateur du PIB, cette base de 98 milliards de francs 1992 est en 1998 112,8 milliards de francs et sera en 2002 122,1 milliards de francs. Si on compare ces deux derniers éléments, à savoir le pouvoir d'achat à prix courant 2002 78,6 milliards de francs et l'hypothèse d'après le déflateur du PIB 2002, on constate qu'il y aura en 2002, si d'autres éléments n'interviennent pas, une perte réelle du pouvoir d'achat de 43,5 milliards de francs.

Le département de la Défense nationale se trouve donc confronté à de réels problèmes et si des mesures concrètes ne sont pas prises rapidement, quelle que soit la bonne volonté des personnes qui gèrent le département et du gouvernement, l'orateur estime que la nation n'est pas bien informée sur la qualité de l'outil de défense et sur son opérationnalité. La politique budgétaire de la Défense devra tenir compte non seulement de l'ensemble des crédits alloués à la Défense, mais également des ventilations entre les différents postes budgétaires.

L'évolution récente des dépenses de personnel, de fonctionnement et en capital mettent en relief, en effet, une incohérence majeure. L'orateur s'attache d'abord à l'aspect « défense de personnel ». La partie réservée au personnel dans le budget de la Défense est pratiquement de 60 %, alors qu'en 1985, ce poste n'absorbait que 50 % du budget, ce qui semble être raisonnable. Cette évolution montre que l'excédent incompressible du personnel et la poursuite de son vieillissement donnent lieu à des dépenses supérieures au montant planifié antérieurement. Cette évolution perverse de la ventilation du budget a pour corollaire une armée mal équipée, mal entraînée. Les dépenses de personnel ne peuvent plus être réduites et les mesures de dégagement proposées par le gouvernement, quelle que soit la bonne volonté sous-jacente à ces mesures, ne semblent pas être de nature à apporter des solutions suffisantes. Dès 1992 le PRL exprimait la crainte que la compensation logique ne soit trouvée dans une réduction de l'acquisi-

3. Er moet rekening worden gehouden met de jaarlijkse groei van het BBP, tegen constante prijzen.

4. Ten slotte zijn er de opdrachten waaraan België zou kunnen deelnemen, ongeacht of dat gebeurt in het raam van de VN, de NAVO, de EU of de WEU; het gaat met name om de structurele en conjuncturele aspecten.

Er kan op uiteenlopende wijze worden ingegaan op de ontwikkelingen van de begroting van Landsverdediging : zo is de koopkracht van 98 miljard frank tegen courante prijzen van 1992 in 1997 86,7 miljard frank geworden; in 1998 wordt dat 85 miljard frank en als er niets verandert, wordt dat in 2002 78,6 miljard frank.

Als wordt uitgegaan van de hypothese van de begroting 1992 die wordt geïndexeerd volgens het inflatiecijfer van het BBP, wordt dat bedrag van 98 miljard frank van 1992 112,8 miljard frank in 1998; in 2002 wordt dat 122,1 miljard frank. De vergelijking van beide laatste aspecten, te weten de koopkracht tegen courante prijzen 2002 van 78,6 miljard frank en de hypothese waarbij met de inflatie van het BBP 2002 wordt gewerkt, toont aan dat er bij onveranderd beleid een reëel koopkrachtverlies van 43,5 miljard frank te noteren zal zijn.

Het departement Landsverdediging heeft met andere woorden te kampen met echte problemen. Er dienen onverwijld concrete maatregelen te worden genomen, ongeacht de goede wil van de personen die het departement leiden en van de regering; de spreker is immers van oordeel dat de natie niet goed is ingelicht over de kwaliteit van het defensie-instrument en over de operationaliteit ervan. Het begrotingsbeleid van Landsverdediging zal rekening moeten houden met alle kredieten die aan Landsverdediging worden toegekend, maar ook met de onderverdeling tussen de onderscheiden begrotingsuitgaven.

De recente ontwikkelingen inzake de uitgaven voor personeel, werking en kapitaal tonen immers een groot gebrek aan samenhang aan. De spreker gaat om te beginnen in op het aspect personeelsuitgaven, dat haast 60 % van de begroting van Landsverdediging opslorpt, hoewel dat in 1985 maar 50 % was, hetgeen redelijk lijkt. Die ontwikkeling wijst erop dat het niet in te krimpen overschot aan personeel en een hogere gemiddelde leeftijd bij het leger aanleiding geven tot meer uitgaven dan oorspronkelijk was gepland. Die kwalijke ontwikkeling van de budgettaire aanwending leidt tot een slecht uitgerust en slecht getraind leger. De personeelsuitgaven kunnen niet meer worden ingekrompen; de door de regering voorgestelde maatregelen om uit het leger te stappen lijken niet van aard om toereikende oplossingen aan te dragen, hoe goed die maatregelen ook bedoeld zijn. In 1992 heeft de PRL de vrees uitgesproken dat er logischerwijze compensaties zou worden gezocht in minder uitgaven voor materiaal of in

tion de matériel ou dans les dépenses de fonctionnement. Cette crainte trouve malheureusement largement sa confirmation aujourd'hui.

En ce qui concerne les dépenses de fonctionnement, la contrainte imposée par les dépenses de personnel a déjà provoqué une réduction sensible de dépenses de fonctionnement. Le phénomène s'est aggravé du fait que les missions à l'étranger se sont multipliées ces dernières années. Il s'agit d'un constat objectif, l'orateur approuve d'ailleurs ces engagements à l'étranger, mais il faut les moyens pour mener une telle politique. Il ne s'agit donc pas du caractère fondé ou non de l'engagement mais bien de l'aspect budgétaire. Une participation, même fortement réduite à des opérations de l'ONU, résulte en une diminution importante des activités et de la capacité opérationnelle des Forces Armées qui se traduisent en jours d'entraînement pour la force terrestre, en heures de vol pour la force aérienne et en jours de navigation pour la marine.

L'orateur estime que la limite intérieure des crédits de fonctionnement est déjà dépassée. Ces dépenses de fonctionnement sont devenues incompressibles. Pour maintenir une capacité opérationnelle permettant d'honorer les engagements internationaux et de maintenir la crédibilité de la Belgique, il souhaite, pour les missions humanitaires à l'étranger, une solidarité budgétaire des autres départements ministériels concernés et qu'un audit soit envisagé immédiatement à cet égard. Il est persuadé que par les déplacements financiers entre départements, le département de la Défense nationale, qui gère de plus en plus de missions humanitaires et sert de plus en plus de vitrine à la politique étrangère belge, y trouverait son compte.

Dépenses en capital : les dépenses en capital absorbaient près de 26 % du budget de la Défense en 1985. Leur part a actuellement régressé. En 1997, on peut les estimer à 17 %. Le gouvernement a adopté un nouveau plan à moyen terme, en 1997, engageant de manière claire pour les prochaines années le budget de la Défense nationale. Récemment, le ministre de la Défense nationale a évoqué un plan à long terme qui présenterait plus de souplesse quant à l'appréciation des évolutions nécessaires dans les engagements financiers et dans les adaptations nécessaires à la participation aux efforts de défense intégrés dans quelque organisme international que ce soit. Les moyens financiers qui restent à dégager pour la réalisation complète du plan à moyen terme se situaient récemment entre 42 et 45 milliards de francs. La situation a sans doute quelque peu évolué aujourd'hui, mais l'orateur estime qu'il est évident que l'ensemble est compromis et que le vieillissement

lagere werkingsuitgaven. Die vrees wordt vandaag helaas bewaarheid.

Wat de werkingsmiddelen betreft, heeft de druk van de personeelsuitgaven al geleid tot een forse inkrimping van de werkingsuitgaven. Die toestand werd nog erger omdat de opdrachten in het buitenland de jongste jaren aanzienlijk zijn toegenomen. Dat is een objectieve vaststelling (de spreker schaaft zich overigens achter die verbintenissen in het buitenland), maar een dergelijk beleid impliceert dat daartoe de vereiste middelen worden uitgetrokken. De vraag draait derhalve niet over de vraag of die verbintenissen al dan niet gegrond zijn, maar wel over de budgettaire weerslag ervan. Een zelfs beperkte deelname aan VN-operaties leidt tot een forse inkrimping van de activiteiten en van de operationele capaciteit van het leger; een en ander heeft zijn weerslag op het aantal trainingsdagen bij de landmacht, op het aantal vliegreizen bij de luchtmacht en op het aantal dagen op zee bij de marine.

Volgens de spreker is binnen de werkingskredieten zelf de ondergrens al overschreden; op die kredieten kan niet langer worden bezuinigd. Hij is ervoor gewonnen om voor de financiering van de humanitaire operaties in het buitenland de andere terzake betrokken ministeriële departementen budgettair te doen bijdragen; in dat verband behoort onverwijld een doorlichting te worden verricht. Zo blijft de operationele capaciteit van het leger behouden, waardoor onze internationale engagementen kunnen worden nagekomen en de geloofwaardigheid van België onaangetast blijft. Hij is ervan overtuigd dat het departement Landsverdediging er voordeel bij zal doen mochten er financiële verschuivingen tussen de departementen onderling doorgang vinden; het departement Landsverdediging voert immers steeds meer humanitaire operaties uit en wordt almaar vaker het uithangbord van het Belgisch buitenlands beleid.

In 1985 ging haast 26 % van de begroting van Landsverdediging naar kapitaaluitgaven; het aandeel van die uitgaven is thans teruggelopen en kan voor 1997 op 17 % worden geraamd. In 1997 heeft de regering een nieuw plan op middellange termijn goedgekeurd, waardoor de begroting van Landsverdediging voor de volgende jaren duidelijk wordt vastgelegd. Onlangs heeft de minister van Landsverdediging gewag gemaakt van een plan op lange termijn, dat soepeler zou zijn bij het inschatten van de noodzakelijke ontwikkelingen bij de financiële engagementen ter zake en bij de aanpassingen die zijn vereist om te kunnen deelnemen aan de geïntegreerde defensie-inspanningen, binnen de werking van om het even welke internationale instelling. Voor de integrale verwezenlijking van het plan op middellange termijn werd recent een bedrag van 42 à 45 miljard frank genoemd. Thans is de toestand wellicht wat veranderd, maar volgens de spreker is het evi-

du matériel ne permettra même pas d'envisager le remplacement dans un maintien de technologie avec les alliés parce que le problème est double. Il y a l'évolution et puis il y a le remplacement de ce qui s'utilise aujourd'hui. Les deux notions ne sont pas toujours superposables.

L'organisation et les moyens matériels : En ce qui concerne l'organisation générale de la Défense, l'orateur propose les orientations générales suivantes qui sont fondées sur des principes de concentration et de rationalisation. D'abord une restructuration réduisant le nombre d'États-majors dans les forces armées par une centralisation des principaux moyens communs au niveau de l'État-major général, les forces ne gardant que les moyens d'État-major strictement nécessaires à la mise en condition de leurs forces. Une intégration optimale des services administratifs de la logistique du personnel et des opérations devra être réalisée. Cette centralisation devra, à terme, permettre une économie importante de personnel au profit des unités opérationnelles et une harmonisation de la composition des états-majors. L'orateur envisage la création éventuelle d'un poste de général adjoint au chef d'état-major général. Cette fonction aurait dans ses attributions les problèmes de défense, les plans, les relations internationales OTAN-UEO, l'analyse globale du budget, les grands programmes dans une vision long terme. Afin de reserrer les liens entre les départements de la Défense et des Affaires étrangères un poste de diplomate pourrait être prévu. Ce diplomate serait le conseiller pour les problèmes de politique étrangère. Un regroupement des écoles d'armes pour les unités de combat devrait être envisagé et d'autres regroupements étudiés. Un regroupement sous une direction unique de toutes les écoles de sous-officiers sera proposé. Les écoles de Dinant et de Zeldegem pourraient être regroupées à proximité de *Saffraanberg*. En ce cas, une adaptation de l'infrastructure s'avérera indispensable.

L'orateur estime par ailleurs que, dans le contexte actuel, les missions humanitaires de maintien de la paix et autres nécessitent une plus grande interaction entre les civils et les militaires. Dans cette optique une réforme profonde du système de formation universitaire devrait être réalisé d'urgence. L'intervenant propose ainsi le regroupement sous une direction unique des divers instituts de formation.

La formation universitaire sera constituée de trois pôles, une formation de base pour les candidats officiers, une formation supérieure pour les militaires et

dent dat de hele structuur daardoor op de helling komt te staan. Hoewel het materiaal veroudert, is het zelfs niet mogelijk een vervanging in overweging te nemen, waarbij ook niet mag worden vergeten dat op technologisch vlak gelijke tred moet worden gehouden met onze bondgenoten. Dit knelpunt heeft immers twee facetten : naast de technologische ontwikkelingen is er de vervanging van het bestaande materiaal; beide aspecten zijn niet altijd met elkaar te verzoenen.

In verband met de algemene organisatie van Landsverdediging stelt de spreker inzake organisatie en materiële middelen een aantal krachtlijnen voor, uitgaande van de principes van concentratie en rationalisatie. Om te beginnen moet er een herstructurering komen, waardoor het aantal staven bij de krijgsmacht moet worden ingekrompen; dat kan gebeuren via het samenbrengen van de belangrijkste gemeenschappelijke middelen, met name bij de generale staf. Elke macht zou alleen de middelen van de staf behouden die absoluut noodzakelijk zijn om de eigen macht paraat te houden. Voorts is een optimale integratie van de administratieve diensten, logistiek, personeel en operaties aangewezen. Op termijn vergt die centralisering de inzet van heel wat minder mensen, wat de operationele eenheden ten goede moet komen; tevens moet de samenstelling van de staven gestroomlijnder zijn. Terzake denkt de spreker ook aan de mogelijke instelling van de functie van een generaal die zou worden verbonden aan de chef van de generale staf. Die generaal zou zijn bevoegd voor de defensievraagstukken, de plannen, de internationale contacten NAVO-WEU, de algemene analyse van de begroting en de grote programma's in een lange-termijnvisie. Om de contacten tussen de departementen Landsverdediging en Buitenlandse Zaken te verbeteren, kan worden gedacht aan een diplomaat, die een adviserende taak inzake vraagstukken van buitenlands beleid zou krijgen. Voorts valt een hergroepering van de wapenscholen voor de gevechtseenheden te overwegen; ook andere hergroeperingen behoren tot de mogelijkheden. Zo zal een hergroepering, onder een enkele directie, van alle scholen voor onderofficieren worden voorgesteld, waarbij de scholen van Dinant en Zeldegem in de buurt van *Saffraanberg* kunnen worden samengebracht. In dat geval is een aanpassing van de infrastructuur noodzakelijk.

Voor het overige stelt de spreker dat de humanitaire operaties (*peace-keeping* en andere) in de huidige context meer interactie tussen burgers en militairen vereisen. In dat verband is het systeem van universitaire opleiding onverwijld aan een grondige hervorming toe. De spreker stelt terzake voor om de diverse opleidingsinstituten bij een enkele directie onder te brengen.

De universitaire opleiding moet uit drie polen bestaan : een basisopleiding voor de kandidaat-officieren, een hogere opleiding voor de militairen en be-

certaines catégories de civils et un institut de haut niveau destiné tant aux civils qu'aux militaires. L'École royale militaire hébergera à terme dans ses installations, l'ensemble de ses centres de formation. L'ERM sera chargée de dispenser la formation de base, toutes armes, polytechniques, ingénieurs, service médical, l'Institut Royal Supérieur de Défense, chargé de la formation supérieure et continuée des officiers, avec les premiers et deuxième cycles et le nouvel institut reprenant la composante troisième cycle.

La création d'un poste d'inspecteur général des forces armées dépendant directement du ministre et chargé de tous les contrôles décidés par celui-ci semble d'ailleurs une bonne chose. Car ce poste d'inspecteur général des forces armées semble l'orateur sous-jacent à nombres de missions utiles dans le maintien d'actualisation de la vision des forces armées notamment.

L'orateur propose, pour redynamiser le réseau des attachés militaires, de concentrer les efforts en personnel sur les pays avec laquelle la Belgique estime pouvoir entretenir à l'avenir des relations prioritaires. Il pense qu'il faut une formation spécifique au poste d'attaché militaire, bien entendu la formation SGR. Les formations, notamment dans des écoles spécialisées comme l'école de diplomates en Suisse, à Lausanne, serait une chose particulièrement appréciable. Le rôle de l'attaché militaire n'est pas tellement d'ordre militaire mais correspond davantage à celui d'attaché ordinaire lequel représente une première écoute pour un rôle optimisé des forces armées et une meilleure gestion de la présence de la Belgique dans l'ensemble des pays avec lesquels on entretient des relations plus ou moins intégrées.

Une intégration complète de l'administration générale civile dans l'état-major général pour favoriser la gestion du personnel civil employé au sein des forces armées est une autre piste de réflexion.

Les forces n'auront plus qu'une responsabilité limitée d'exécution dans les domaines administratifs du personnel de la logistique et leur fonction principale sera axée sur la mise en condition de leurs forces et la montée en puissance de ces derniers en cas de crise. D'autres regroupements à cet égard doivent être envisagés. Le service médical sera autonome et regroupera entre autres la pharmacie centrale et l'école du service de santé, sauf si d'autres solutions, notamment pouvant découler de l'audit, permettaient des réflexions plus affinées sur le sujet.

Il est évident que, notamment, la situation de la pharmacie centrale semble épineuse et devra retenir

paalde categorieën van burgers en een gespecialiseerd instituut dat zich zowel tot de burgers als tot de militairen richt. De Koninklijke Militaire School moet op termijn alle eigen opleidingscentra in de school zelf huisvesten. De KMS zal de basisopleiding verstrekken, alsook de opleiding alle wapens, de polytechnische opleiding en de opleiding van de ingenieurs en van de geneeskundige dienst. Het Koninklijk Hoger Defensie-instituut zal worden belast met de hogere en de voortgezette opleiding van de officieren (eerste en tweede cyclus); het nieuwe instituut zal de derde cyclus verstrekken.

Het lijkt ook een goede zaak mocht de functie worden ingesteld van inspecteur-generaal van de krijgsmacht, die rechtstreeks zou afhangen van de minister en zou worden belast met alle controles waartoe deze beslist. Die functie van inspecteur-generaal van de krijgsmacht is volgens de spreker een voorwaarde om tal van taken te kunnen uitvoeren, met name om de visie van het leger echt bij de tijd te brengen.

Om het netwerk van de militair attachés een nieuwe dynamiek te geven, stelt de spreker voor om die mensen vooral in te zetten voor de landen waarmee België in de toekomst denkt bij voorrang te zullen samenwerken. Volgens hem moet voor de functie van militair attaché een specifieke opleiding worden verstrekt, uiteraard de ADIV-opleiding. Het ware zeker aangewezen mochten de opleidingen worden gevolgd in gespecialiseerde instellingen, zoals de Zwitserse diplomaten school in Lausanne. De belangrijkste taak van een militair attaché is immers niet zozeer van militaire aard; hij moet in de eerste plaats als een gewoon attaché optreden en aandacht hebben voor een zo goed mogelijke inzet van het leger en een betere begeleiding van de aanwezigheid van België in de landen waarmee we min of meer geïntegreerde contacten onderhouden.

Een andere mogelijkheid is de volledige integratie van de algemene burgerlijke administratie in de generale staf, teneinde het burgerpersoneel bij het leger beter in te zetten.

De onderscheiden machten zullen maar beperkt verantwoordelijk meer zijn voor de uitvoering van administratieve aangelegenheden, personeelszaken en logistiek; hun belangrijkste taak zal erin bestaan de eigen macht paraat te houden en actief op te treden in crisissituaties. Terzake moeten ook andere herschikkingen in overweging worden genomen. De medische dienst wordt autonoom en zal onder meer de centrale apotheek en de KSMD omvatten, tenzij dit aspect nog zou worden bijgestuurd en andere oplossingen (met name als gevolg van de doorlichting) zich zouden opdringen.

Het spreekt met name voor zich dat de toestand van de centrale apotheek moeilijk ligt; die zaak moet

toute l'attention avant de pouvoir se prononcer plus avant.

À cet égard l'audit, qui a été réalisé, dont les conclusions sont connues depuis plus d'un an et demi, semble indispensable pour un éclairage utile des membres de la commission.

Une étude doit être commandée sur l'avenir du commandant territorial interforce, son rôle, ses moyens, ses missions. C'est un préalable utile également à toute réflexion plus avancée sur la question. Il faut revaloriser le service général du renseignement en le dotant de moyens renforcés, en permettant aux agents civils et militaires du SGR de connaître les mêmes progressions de carrière que leurs collègues en unité, en augmentant leurs stages au sein des services étrangers amis et en orientant les efforts du SGR tant vers leur enseignement tactique que vers le renforcement stratégique.

Pour remplacer les matériels obsolètes, l'orateur propose des achats par tranches ou compartiments en fonction des besoins les plus urgents. Il faut également renforcer les capacités anti-aériennes.

En ce qui concerne les trois forces, terrestre, aérienne et marine, l'orateur ne se prononcera pas sur le service médical tant qu'il n'aura pas pu prendre connaissance de l'audit force terrestre.

Pour répondre à ses obligations souscrites dans le cadre de l'OTAN et de l'UEO, la force terrestre devrait pouvoir mettre en œuvre tout au long de l'année deux fois mille hommes sur des théâtres simultanés et ce, en temps de paix.

Pour les situations de crise, la force terrestre doit pouvoir engager, sans relai 7 000 militaires. Afin de pouvoir y parvenir, la force terrestre doit disposer de trois brigades mécanisées, d'une brigade para-commando, c'est une réflexion de spécialisation qui n'est pas définitive mais elle est ouverte et semble aller dans le sens des orientations utiles de force intégrée.

Dans un premier temps ces moyens permettront de répondre aux obligations internationales. À plus long terme, il s'impose de rechercher une plus grande intégration dans les armées européennes et une certaine spécialisation dans les structures multinationales.

L'armée devra tendre vers une nouvelle structure, plus mobile et adaptée aux missions nouvelles, dont la plupart sont définies et décidées dans le cadre de l'OTAN et de l'UEO. En juin 1999 l'OTAN redéfinira son concept stratégique et très certainement cette redéfinition sera importante pour la Belgique.

zeer omzichtig worden behandeld vóór oplossingen uit de bus komen.

De commissieleden zouden overigens hun voordeel kunnen doen met de doorlichting die is verricht en waarvan de resultaten al meer dan anderhalf jaar bekend zijn.

Tevens moet de opdracht worden gegeven een studie te maken over de toekomst van de territoriale intermachtencommandant, alsook over zijn rol, middelen en opdrachten. Dat is een voorafgaande voorwaarde, die tevens van nut kan zijn voor iedere meer doorgedreven benadering van dat knelpunt. De ADIV moet geherwaardeerd worden; dat kan met name door die dienst meer middelen ter beschikking te stellen, de burgerlijke en militaire personeelsleden van de ADIV dezelfde carrièremogelijkheden te bieden als hun collega's in de eenheden, het aantal stages bij de bevriende buitenlandse diensten te verhogen en de inspanningen van de ADIV te richten op zowel de tactische opleiding als op de strategische versterking.

Om het verouderde materiaal te vervangen, stelt de spreker voor de aankopen in schijven of in blokken te verrichten, afhankelijk van de meest dringende behoeften. Ook de middelen van de luchtafweer moeten worden uitgebreid.

Wat meer bepaald de drie machten (landmacht, luchtmacht, marine) betreft, houdt de spreker zijn standpunt over de medische dienst in beraad tot wanneer hij kennis heeft kunnen nemen van de doorlichting van de landmacht.

De in het kader van de NAVO en de WEU aangegane verbintenissen impliceren dat de landmacht in vredetijd het jaar rond tweemaal 1000 manschappen tegelijk zou moeten kunnen inzetten in verschillende probleemgebieden.

In crisistijd zou de landmacht snel 7 000 manschappen moeten kunnen inzetten. Daartoe behoort de Landmacht te kunnen beschikken over 3 gemechaniseerde brigades en 1 paracommando-brigade. Die discussie over de specialisatie is niet af; de zaak is nog niet beslecht, maar de voorkeur gaat kennelijk uit naar nuttige oriëntaties van de geïntegreerde macht.

In een eerste fase zullen die middelen het mogelijk maken onze internationale verplichtingen na te komen. Op langere termijn moeten de Europese legers een betere integratie nastreven en behoren de multinationale structuren enigszins gespecialiseerd te worden.

Het leger moet nieuwe en mobielere structuren uitwerken, aangepast aan de nieuwe taken waarvan de meeste worden omschreven en beslist in NAVO- en WEU-verband. In juni 1999 zal de NAVO het eigen strategisch concept opnieuw bepalen; die bijsturing zal ongetwijfeld van belang zijn voor België.

D'autres questions semblent également devoir être étudiées. Lorsque le chef d'état-major a indiqué que militaires et policiers sont des fonctions qui semblent mal cadrées, l'orateur reste néanmoins préoccupé par l'évolution de la situation internationale et les engagements internationaux ainsi que par les forces armées que notre pays pourrait céder en vue de missions exactes qui leur seraient conférées sur place. Il s'inquiète notamment des propos du ministre des Affaires extérieures lorsque celui-ci évoque un tribunal international efficace et performant.

Ce tribunal est une nécessité, mais il s'inquiète de la situation actuelle, du manque de moyens et des engagements nouveaux que cela suppose.

La force aérienne : l'orateur considère qu'il faut maintenir une puissance de 72 avions de combat F16 opérationnels.

Un total de 90 F16 sera pour le moment autorisé pour faire face aux problèmes de la capacité opérationnelle de maintenance, aux instructions et modifications, etc., mais cela restera-t-il compatible avec les missions, l'engagement, la spécialisation qui s'annoncent aujourd'hui ?

Il estime qu'il faut revoir le concept d'entraînement dans le sens d'une collaboration accrue avec les forces aériennes alliées, notamment avec celles qui emploient le même type d'avion pour des raisons évidentes. La formation de base des pilotes devrait se situer idéalement dans un contexte européen et centralisé.

La marine : les missions de la marine consistent à mettre à la disposition de la nation les moyens navals nécessaires pour contribuer en tout temps à la sauvegarde des valeurs essentielles et à la défense des intérêts vitaux du pays et de ses alliés en mer et outremer.

Dans le cadre de cette mission, la marine doit fournir les moyens de concrétiser la solidarité belge en mer dans le cadre de ses alliances de sécurité et de défense. Promouvoir les intérêts et les valeurs belges à l'étranger, favoriser les synergies interdépartementales sur le plan maritime dans le cadre de l'action de l'État.

Le service général du renseignement : les tragiques événements intervenus en Afrique centrale ces dernières années ont démontré qu'il est indispensable de revaloriser le service général de renseignements et plusieurs mesures pourraient être ainsi envisagées.

Tout d'abord, il faut permettre aux agents civils et militaires du SGR de connaître les mêmes progressions de carrière que leurs collègues en unité. Aug-

Ook andere vraagstukken verdienen aandacht. De chef van de generale staf heeft erop gewezen dat het militaire en politionele werk kennelijk slecht afgebakend is, maar de spreker blijft bezorgd over de verdere ontwikkeling van de internationale toestand en over onze internationale engagementen, alsook over de bijgestelde opdracht van de legereenheden die we ter beschikking zouden stellen en over de precieze opdracht die ze ter plaatse krijgen toebedeeld. Hij maakt zich met name zorgen over wat de minister van Buitenlandse Zaken heeft verklaard in verband met een doeltreffend en performant internationaal tribunaal.

Een dergelijke rechtbank is nodig, maar de spreker heeft vragen bij de huidige toestand, het tekort aan middelen en de nieuwe verplichtingen die daarmee gepaard zouden gaan.

Wat de luchtmacht betreft, vindt de spreker dat de militaire sterkte van 72 operationele F16-gevechtsvliegtuigen onverkort gehandhaafd moet blijven.

Op dit ogenblik volstaan in totaal 90 F16-toestellen om de operationele capaciteit op peil te houden (onderhoud, opleiding, aanpassingen enz.). Wordt daarmee evenwel tegemoet gekomen aan de opdrachten, de engagementen en de specialisering die zich aankondigen ?

Volgens de spreker moet het aspect training anders worden ingevuld; hij denkt met name aan een meer doorgedreven samenwerking met de Luchtmachten van onze bondgenoten, inzonderheid die welke werken met een zelfde type vliegtuigen, om voor de hand liggende redenen. Het ideale ware ook dat de basisopleiding van de piloten in Europees en gecentraliseerd verband zou worden gegeven.

In verband met de marine stelt de spreker dat de opdrachten van die macht erin bestaan om de vereiste vaartuigen ter beschikking te stellen van de natie, om te allen tijde bij te dragen tot de handhaving van de essentiële waarden en de verdediging van de vitale belangen van België en onze bondgenoten, op zee en overzee.

In het raam van die opdracht moet de marine de middelen verstrekken om concreet vorm te geven aan de Belgische solidariteit op zee, binnen de veiligheids- en defensie-allianties. Voorts moet er steun worden gegeven aan de Belgische belangen en waarden in het buitenland; bij het overheidsoptreden op zee moet er ook werk worden gemaakt van interdepartementale samenwerking.

Wat de ADIV betreft, hebben de jongste jaren de dramatische gebeurtenissen in Midden-Afrika aangetoond dat het noodzakelijk is om de Algemene Dienst Inlichtingen en Veiligheid nieuw leven in te blazen; terzake komen verschillende maatregelen in aanmerking.

Om te beginnen moeten de burgerlijke en militaire personeelsleden van de ADIV dezelfde carrièremogelijkheden krijgen als hun collega's in de eenheden;

menter leur stage au sein des services étrangers amis paraît indispensable et va dans le sens des forces intégrées. Orienter les efforts du SGR tant vers les renseignements tactiques que vers le renseignement stratégique.

Les moyens financiers ayant été évoqués, l'orateur souhaite maintenant évoquer quelques aspects du concept de citoyenneté responsable.

Depuis la professionnalisation de l'armée, la suspension de l'obligation du service militaire, le lien démocratique unissant les forces armées à la nation s'est détendu. Il n'est pas bon que l'armée se retranche sur elle-même, le lien armée-nation doit être maintenu et renforcé.

L'orateur considère à cet égard que des actes essentiels au rétablissement de ce trait d'union démocratique sont indispensables. Le service militaire permettait au gouvernement d'avoir une vision exacte de l'état de sa jeunesse et lui fournissait ainsi un outil essentiel de gestion et de vision à long terme. Des mesures à cet effet sont proposées par le PRL-FDF : L'instauration d'un service civique généralisé et volontaire pour filles et garçons désireux de servir le pays et la collectivité.

Ce service civique leur ouvrirait la possibilité de participer à un éventail d'activités parmi lesquelles figurerait l'option « service militaire » dont la durée et les conditions seraient dépendantes du champ d'activités choisis. Il faut prévoir un « salaire suffisant » pour attirer les jeunes vers le service volontaire et il faut en plus assurer le maintien des droits liés à la sécurité sociale.

En outre, ce service civique, dont bien entendu le service militaire, pourrait entrer dans l'appréciation générale d'une carrière professionnelle, notamment en cas d'engagement dans la fonction publique. Il y aurait également d'autres aspects car ce service devrait être ouvert à tout garçon et fille sans considération de nationalité et pourrait être apprécié dans la volonté d'intégration dans un État sans qu'il ne puisse jamais constituer un préalable.

Afin de reserrer les liens armée-nation, un rendez-vous à durée limitée permettrait à tous les jeunes qui le souhaitent de recevoir une formation sur les problèmes de structure de la sécurité et de la défense ainsi que sur le rôle du citoyen. Ce rendez-vous volontaire pourrait comprendre également un bilan de santé.

La limitation de la compétence des juridictions militaires figure au programme du PRL-FDF depuis longtemps. L'orateur estime qu'à raison de la profes-

voorts lijkt het noodzakelijk ze vaker stage te doen lopen bij de bevriende buitenlandse diensten, hetgeen overigens in de richting van geïntegreerde machten gaat. Tot slot moeten de inspanningen van de ADIV worden gericht op het verstrekken van zowel tactische als strategische inlichtingen.

Na die toelichting over de financiële kant van de zaak, gaat de spreker in op een aantal aspecten van het begrip « verantwoordelijk burgerschap ».

De democratische band tussen leger en natie is minder hecht geworden sinds de professionalisering van het leger en de opschorting van de militaire dienstplicht. Het leger behoort zich niet op zichzelf terug te plooiën. De band tussen leger en natie moet behouden blijven en nog versterkt worden.

Terzake is de spreker van oordeel dat het nodig is om essentiële stappen te zetten om die democratische band tussen leger en natie te herstellen. Met de militaire dienstplicht kon de regering peilen hoe de jeugd eraan toe was, wat een essentieel instrument was om een lange-termijnbeleid en -visie uit te stippen. De PRL-FDF stelt in dat verband een aantal maatregelen voor, met name de instelling van een algemene en vrijwillige burgerdienst voor de jongeren (meisjes en jongens) die het land en de samenleving willen dienen.

Die burgerdienst zou hen de kans bieden tal van taken te vervullen, waarbij onder meer een « legerdienst » tot de mogelijkheden behoort; de duur en de voorwaarden ervan zouden afhangen van het type van dienst waarvoor gekozen wordt. Er moet worden voorzien in een voldoende verloning om de jongeren ertoe aan te zetten zich aan te melden voor die vrijwillige burgerdienst. Terzake moet men ook oog hebben voor het behoud van de rechten die verband houden met de sociale zekerheid.

Voorts zouden die burgerdienst en uiteraard ook de militaire dienst in aanmerking kunnen komen bij de algemene bepaling van een carrière, met name als de betrokkenen in overheidsdienst aan de slag gaan. Er zijn ook andere aspecten aan die burgerdienst verbonden omdat die open moet staan voor elke jongere (jongen of meisje), zonder enige beperking op het stuk van de nationaliteit; daardoor zou die burgerdienst ook in kaart kunnen worden gebracht bij de beoordeling van de integratiewil in een Staat, zonder dat zulks een voorafgaande voorwaarde mag zijn.

Om de band tussen leger en Natie te versterken, zou een dergelijke burgerdienst van beperkte duur het voorts ook mogelijk kunnen maken om alle jongeren die dat wensen, een opleiding te geven over de structurele veiligheids- en defensievraagstukken en over de rol van de burger. Die vrijwillige burgerdienst zou ook een gezondheidsbalans kunnen omvatten.

De PRL-FDF is al lang gewonnen voor een beknopting van de bevoegdheden van de krijgsgerechten. Volgens de spreker brengt de professionalisering van

sionalisation de l'armée il est normal de maintenir des compétences spéciales pour les juridictions militaires mais qu'il faut abolir celles qui sont indépendantes de la discipline militaire.

Les auditeurs militaires seront appelés à déterminer si un militaire doit comparaître devant la justice militaire ou la justice civile, ce sont des pistes de réflexion qui semblent aujourd'hui largement entamées.

En ce qui concerne la réserve : Il est indispensable qu'une réserve performante et efficace puisse être mise sur pied. L'orateur estime que la réserve doit concourir au renforcement de la qualité des missions de défense tout en préservant et améliorant le lien armée-nation. La réserve serait constituée d'une composante obligatoire, ex-militaires d'active, volontaires court terme et ex-miliciens, mais bien entendu aussi et surtout d'une composante volontaire, soit pour des unités de combat, soit pour des unités d'appui pouvant remplir différentes missions. La réserve obligatoire serait prioritairement affectée en temps de crise au renforcement des unités opérationnelles. La réserve volontaire serait chargée prioritairement de la protection et de la défense du territoire national ainsi que des missions d'appui en cas de catastrophe naturelle et ce en liaison avec la protection civile si elle est maintenue. L'orateur se réfère à sa réflexion à propos des transferts départementaux financiers et d'autres qui semblent pouvoir constituer des doubles emplois utilement opérables.

En outre, la réserve doit être opérationnelle et renouvelable. Elle doit donc être disponible, ce qui implique un entraînement régulier performant. Le nombre de jours doit être déterminé en fonction bien entendu de la situation d'utilité, mais il faudra bien prendre des paramètres objectifs, 30 jours par an semble être un minimum en ce qui concerne l'écart. Durant le temps de service, de formation et d'instruction des réservistes, il faut préserver leur situation professionnelle dans le civil par des accords avec les différentes organisations publiques et privées pouvant jouer ce rôle.

Ainsi, l'orateur préconise :

— la création d'un comité de liaison armée-employeurs qui sera chargé de régler les questions générales et importantes, telles que l'information des réservistes sur leurs droits en préservation de leur carrière professionnelle et d'assurer l'information permanente des employeurs sur les droits dont ils disposent relativement à leur participation à l'effort de défense, par exemple l'indemnisation des entre-

het leger mee dat de krijgsgerechten uiteraard bepaalde bijzondere bevoegdheden moeten behouden, maar er dient afstand te worden gedaan van de bevoegdheden die geen uitstaans hebben met het militair tuchtrecht.

Het komt de krijgsgerechten toe te bepalen of een militair voor een militaire rechtbank dan wel een burgerlijke rechtbank moet verschijnen. Een en ander zit thans kennelijk in een stroomversnelling.

Wat de reserve-eenheden betreft, moet een performante en doeltreffende reserve worden uitgebouwd. Volgens de spreker moeten de reservetroepen bijdragen tot een kwalitatieve versterking van de defensieopdrachten, waarbij de band tussen leger en Natie behouden moet blijven en nog versterkt moet worden. Die reserve-eenheden zouden bestaan uit een verplichte component (voormalige beroepsmilitairen, korte-termijnvrijwilligers en voormalige dienstplichtigen), maar ook en vooral uit vrijwilligers. Zij zouden worden ingezet in gevechtseenheden of in ondersteunende eenheden die dan uiteenlopende opdrachten vervullen. Bij crisissituaties zouden bij voorrang de verplichte reserve-eenheden worden ingezet, ter versterking van de operationele eenheden. De reserve-eenheden met de vrijwilligers zouden vooral worden ingezet voor de bescherming en de verdediging van 's lands grondgebied, alsook voor ondersteunende opdrachten bij natuurrampen, in samenwerking met de civiele bescherming (indien die blijft bestaan). De spreker verwijst tevens naar wat hij heeft verklaard in verband met de financiële en andere verschuivingen tussen de departementen onderling, waarbij de bestaande overlappingen een andere nuttige bestemming kunnen krijgen.

De reservetroepen moeten operationeel en hernieuwbaar zijn. Die reserve moet met andere woorden inzetbaar zijn, wat een regelmatige en performante training vereist. Het aantal dagen dienst moet uiteraard worden bepaald afhankelijk van de behoeften, maar dat dient te gebeuren aan de hand van objectieve criteria; terzake lijkt 30 dagen per jaar wel een minimale speling. In de periode waarin de reservisten dienst doen, een opleiding en een vorming krijgen, moet erop worden toegezien dat hun professionele situatie in het burgerleven geen hinder ondervindt; zulks kan worden geregeld via overeenkomsten met de onderscheiden openbare en particuliere instellingen die die taak op zich kunnen nemen.

In dat verband stelt de spreker de volgende maatregelen voor :

— de oprichting van een verbindingscomité leger-werkgevers, belast met de afwikkeling van de algemene en belangrijke vraagstukken, zoals de voorlichting van de reservisten over hun rechten ter vrijwaring van hun beroepsloopbaan; tevens moeten de werkgevers permanent worden voorgelicht inzake hun rechten met betrekking tot hun deelneming aan de defensie-inspanning (dat kan bijvoorbeeld via

prises pour les frais encourus suite à la période d'absence du réserviste;

— la création d'une structure permanente du réserviste, dont le rôle est de trancher les différents qui pourraient surgir entre l'armée, le réserviste et/ou son employeur à propos des questions pratiques et importantes telles que la libération du réserviste pour le temps du rappel, mais aussi par exemple le problème du salaire et des indemnités liées à l'absence et/ou à l'indisponibilité du réserviste dans sa fonction civile;

— la constitution d'une réserve spécifique également volontaire qui sera composée de civils dont les compétences techniques seront utilisées au maximum — personnel médical, transmission, transport, aviation civile, informaticiens — et qui pourront recevoir une information complémentaire de base afin d'intégrer au mieux leurs spécialités et leurs qualités dans l'ensemble de défense.

Une réserve de qualité nécessite pour chacune des options une formation sérieuse modulée en fonction des besoins et des missions. Les conditions matérielles et financières doivent être attractives et ne pas entraver la bonne évolution de la carrière professionnelle des réservistes.

Voilà des problèmes auxquels il faut réfléchir et des moyens qu'il faut nécessairement dégager.

L'orateur pense que les besoins de la réserve peuvent être évalués à 40 000 hommes et femmes. 40 000 constitue une réflexion globale qui peut être modulée en fonction de la spécialisation et de l'intégration dans les services de force intégrée. Le poste personnel absorbe aujourd'hui une partie excessive du budget de la Défense, il convient d'y remédier. L'orateur estime qu'il faut favoriser le dégagement du personnel dans les catégories d'âge où il se trouve encore en surnombre et donc une enveloppe financière spécifique doit être prévue. Le montant de cette enveloppe doit être déterminé par un audit sérieux qui aurait dû être entamé en 1995.

Cette enveloppe financière doit nécessairement être revotée régulièrement. C'est également une des conséquences inévitables de la professionnalisation de l'armée.

L'orateur présente ensuite les mesures suivantes : tout d'abord remettre en vigueur la mobilité du personnel militaire. Cette mobilité a été supprimée sans raison en 1993 au profit d'une proposition qui a connu un échec retentissant. Le choix de la carrière militaire implique actuellement celui d'une carrière plus rapide. Dès lors on opte pour des conditions financières plus décentes lors de la mise à la retraite des catégories des plus jeunes, soit en permettant le cumul de la pension avec une autre activité, soit en prévoyant un alignement progressif des âges de la retraite à cinquante ans pour l'ensemble des catégo-

schadeloosstelling van de ondernemingen voor de kosten die ze hebben gedaan ingevolge de afwezigheid van de reservisten);

— de oprichting van een permanente structuur voor de reservisten, belast met de beslechting van de geschillen die zouden kunnen rijzen tussen het leger, de reservist en/of zijn werkgever aangaande praktische en belangrijke knelpunten, zoals de terbeschikkingstelling van de reservist voor de periode van wederoproeping, maar ook in verband met moeilijkheden inzake verloning en vergoedingen die zijn verbonden aan de afwezigheid en/of de onbeschikbaarheid van de reservist op zijn werk;

— de oprichting van een specifieke reserve (ook vrijwilligers), bestaande uit burgers van wie de technische capaciteiten zo goed mogelijk zullen worden aangewend (mensen uit de sectoren verpleging, transmissie, vervoer, burgerluchtvaart, informatica); zij zullen een bijkomende basisopleiding krijgen om hun specialiteiten en vaardigheden zo goed mogelijk in een defensie-inspanning in te passen.

Een kwalitatief hoogstaande reserve vereist voor elke optie een degelijke opleiding, afhankelijk van de behoeften en de opdrachten. De materiële en financiële voorwaarden moeten « aantrekkelijk » zijn; zij mogen geen hinderpaal vormen voor het verdere beroepsleven van de reservisten.

Het gaat dus om een aantal knelpunten waaraan niet voorbij mag worden gegaan en om middelen die zeker moeten worden uitgetrokken.

Volgens de spreker vereist een reserve de inzet van 40 000 mannen en vrouwen. Dat is een algemene raming, die kan worden bijgesteld op grond van specialisatie en inschakeling in de diensten van de geïntegreerde macht. Thans gaat een te groot deel van de begroting van Landsverdediging naar personeelsuitgaven; daaraan moet worden gesleuteld. De heer Moerman vindt dat moet worden voorzien in een specifieke financiële enveloppe om in de leeftijdscategorieën waar te veel personen aan de slag zijn, de mensen ertoe aan te zetten weg te gaan. Het bedrag van een dergelijke enveloppe moet worden bepaald aan de hand van een degelijke doorlichting, die in 1995 had moeten worden aangevat.

Over die financiële enveloppe moet op geregelde tijdstippen worden gestemd; ook dat is een van de onvermijdelijke gevolgen van de professionalisering van het leger.

De spreker stelt vervolgens een aantal maatregelen in uitzicht. Om te beginnen moet de mobiliteit van het militair personeel opnieuw van kracht worden. Die mobiliteit werd in 1993 zonder nadere reden opgeheven; in de plaats daarvan kwam een ander voorstel, dat evenwel helemaal niets heeft opgeleverd. De keuze voor een militaire carrière impliceert thans de keuze voor een kortere loopbaan. Er wordt derhalve geopteerd voor betere financiële voorwaarden bij de pensionering van de jongere personeelscategorieën. Terzake moet ofwel worden toegestaan dat het pensioenbedrag mag worden aangevuld met

ries d'âge et professionnelles au sein de l'armée qui le justifient. En clair, il faut imaginer pour chaque catégorie de personnel à l'armée des situations permettant soit la poursuite d'une carrière dans le civil avec cumul d'avantages obtenus, soit la mise à la pension décente, mais cela doit permettre en tout cas de respecter la dignité du personnel dont le service est clair pour la nation.

Dans le cadre des mesures de dégagement, des primes de départ doivent être accordées, qui objectivement permettent décemment d'envisager éventuellement d'autres implications dans le monde civil.

En ce qui concerne la formation académique : L'orateur estime essentiel que le département de la Défense offre ses compétences non seulement aux futurs militaires, officiers et sous-officiers belges mais contribue également à la formation de cadres civils et à ceux d'autres armées alliées ou amies.

C'est d'ailleurs très largement le cas déjà actuellement. Mais il convient de créer une nouvelle académie de haut niveau. À cet égard, et pour ce faire, il propose trois stades de formation qui pourraient être la base d'une restructuration précise. Le cycle de base pour les officiers formant les officiers toutes armes, les polytechniciens, le service médical, les ingénieurs industriels, etc., en reprenant ce qui constitue actuellement l'École royale militaire. Le cycle supérieur destiné aux militaires et à certaines catégories de civils désireux de recevoir une formation dans le domaine particulier de la défense et de la sécurité. Cette formation supérieure comprendrait les premier et deuxième cycles actuels.

L'École nationale de Défense et de Gestion ouverte aux cadres de haut niveau tant civils que militaires serait composée de deux sections, l'une orientée vers la défense et les relations internationales et l'autre chargée de l'administration publique. Cette école reprendrait globalement les formations de breveté de l'état-major et de breveté d'administration militaire.

Tous les cycles de formation seraient regroupés sous une seule direction, en un seul endroit.

Toutes les formations seraient ouvertes aux officiers ou futurs officiers des pays admis ou en en voie de développement et la spécialisation à cet égard pourrait amener des moyens nouveaux par une judicieuse application de cette formule.

En ce qui concerne la liaison armée-nation à vocation de spécialisation, plusieurs options sont possibles. L'orateur estime indispensable, pour tenir compte des contraintes budgétaires actuelles, et respecter les engagements internationaux dans le souci

inkomsten uit andere activiteiten, ofwel moet worden gestreefd naar een geleidelijke gelijkschakeling van de pensioenleeftijd op 50 jaar, voor alle leeftijden en beroepscategorieën binnen het leger. Voor elke personeelscategorie binnen het leger moet kortom worden gedacht aan regelingen die het mogelijk maken om een verdere carrière uit te bouwen buiten het leger (op dat stuk mag geen afbreuk worden gedaan aan de verworven rechten); het alternatief is een decente pensioenregeling, waarbij in elk geval rekening moet worden gehouden met de waardigheid van de mensen die overduidelijk ten dienste van de natie hebben gestaan.

In verband met de afvloeiingsregeling moeten afscheidspremies worden toegekend die het objectief mogelijk maken om eventueel een nieuwe start te nemen in een beroep buiten het leger.

Wat de universitaire opleiding betreft, is de spreker van oordeel dat de opleidingen van het departement Landsverdediging niet alleen zijn gericht op Belgische toekomstige militairen, officieren en onderofficieren, maar ook op leidinggevend personeel in de civiele sector en in geallieerde of bevriende legers.

Dat is overigens nu al in ruime mate het geval. Er moet evenwel een gespecialiseerde hogeschool worden opgericht. In dat verband en daartoe stelt de spreker drie opleidingscycli voor, die de aanzet kunnen vormen voor een precieze herstructurering. De basiscyclus zou zijn bestemd voor de officieren die de officieren alle wapens, de polytechnici, de medische dienst, de industrieel ingenieurs enzovoort opleiden; dat komt neer op wat de KMS thans doet. De hogere cyclus zou openstaan voor de militairen en bepaalde categorieën van burgers die een specifieke opleiding willen volgen op het stuk van defensie en veiligheid. Die hogere opleiding zou de huidige eerste en tweede cyclus omvatten.

De Nationale School voor Defensie en Beheer zou openstaan voor hoger leidinggevend personeel (burgers en militairen); die school zou uit twee afdelingen bestaan, de ene gespecialiseerd in defensie en internationale betrekkingen, de andere in overheidsbeheer. Die school zou algemeen genomen de opleidingen SBH (stafbrevethouder) en MAB (militaire administratie brevethouder) omvatten.

Alle opleidingscycli zouden onder een enkele directie vallen en op dezelfde plaats worden ondergebracht.

Alle opleidingen zouden toegankelijk zijn voor de officieren of de toekomstige officieren van erkende landen of ontwikkelingslanden. De specialisatie terzake zou bijkomende middelen kunnen aanbrengen, door een aangepaste toepassing van die formule.

De band tussen leger en natie behelst voorts ook het aspect specialisatie; terzake zijn er bepaalde opties mogelijk. De spreker vindt het noodzakelijk om in Europees verband te opteren voor een bepaalde specialisatie. Er zijn immers budgettaire beperkin-

de maintenir un outil de défense opérationnel, efficace et performant, d'opter pour certaines spécialisations dans le cadre européen.

Ces choix et options devraient être soumis aux partenaires au sein de l'OTAN et de l'UEO.

L'orateur pense à cet égard, contrairement à ce qu'a précisé le chef d'état-major, que la Belgique n'est pas déjà spécialisée.

L'orateur estime que des perspectives plus fines doivent être dégagées à l'avenir sans plus les préciser actuellement. Il rappelle l'excellence spécifique des forces armées belges, par exemple dans le domaine des transports aériens, du déminage, du service médical, de la brigade para-commando, sur lesquelles pourraient être tracées des lignes bien plus précises de spécialisation, augmentant leur caractère performant, l'outil international que cela représente et la place de la Belgique à nouveau valorisée au sein des cadres et institutions opérationnels.

Il pense que c'est par le biais de ces options claires, précises et limitées qu'on pourrait accroître un niveau de spécialisation. Ces options devraient être prioritairement défendues dans le cadre des accords Benelux ou Eurocorps ou pour d'autres expériences concrètes du même type. Elles constitueraient selon les moyens budgétaires une forme d'optimalisation de budget moyen.

Les recherches de synergie entre le service médical et les institutions hospitalières civiles seront examinées par le groupe PRL-FDF après la communication de l'audit sur le médical.

En ce qui concerne l'industrie liée à la défense et la politique de défense, l'orateur estime qu'il convient de s'organiser de manière telle que l'indépendance des militaires puisse leur permettre d'assumer leur fonction au service de l'État en toute indépendance et désintéressement.

Quels sont les grands acteurs ?

Jusqu'en 1995 on peut affirmer que la Commission européenne ne s'est pas intéressée à l'industrie liée à la défense et ce dû au fait que l'article 223 du Traité de Rome était intégralement appliqué par les États. De plus le contexte international ne se prêtait guère à un tel processus. Depuis 1996 selon l'orateur, la Commission européenne a publié un premier document identifiant les défis auxquels l'industrie européenne était de plus en plus confrontée à la suite notamment des grandes restructurations aux États-Unis.

En novembre 1997, la Commission a proposé au Conseil des ministres un second document comprenant un plan d'action pour cette industrie. Ce plan traite entre autres des transferts intra-communautaires, de la recherche technologique des règles de marché appliquées à ce secteur et de la concurrence

gen en de internationale engagements moeten in acht worden genomen, om een operationeel, doeltreffend en performant defensie-instrument uit te bouwen.

Die keuzes en opties zouden moeten worden voorgesteld aan de partnerlanden binnen de NAVO en de WEU.

In dat verband is de spreker van oordeel dat België nog niet gespecialiseerd is, in tegenstelling tot wat de chef van de generale staf heeft gepreciseerd.

De spreker vindt dat in de toekomst meer uitgewerkte perspectieven moeten worden uitgestippeld, maar dat hij die op dit ogenblik niet nader kan bepalen. Hij herinnert aan de uitmuntende kenmerken van het Belgische leger (luchttransport, ontminning, medische dienst, paracommando-brigade); die domeinen zouden nog meer gespecialiseerd kunnen worden, om ze nog performanter te maken. Op internationaal vlak zou dat een goed instrument worden en België zou opnieuw een plaats krijgen in operationele verbanden en instellingen.

Volgens hem kan die toenemende specialisatie gebeuren via duidelijk afgebakende, precieze en beperkte opties. Die zouden bij voorrang moeten worden verdedigd in Benelux- of Eurokorps-context, of in andere concrete soortgelijke verbanden. Op grond van de afzonderlijke budgettaire middelen zou een en ander een manier zijn om gemiddelde begrotingen zo optimaal mogelijk aan te wenden.

De PRL-FDF-fractie zal na de mededeling van de doorlichting van de medische dienst nader ingaan op mogelijke samenwerkingsverbanden tussen die dienst en burgerlijke ziekenhuizen.

In verband met de defensie-industrie en het defensiebeleid moeten we volgens de spreker werken aan de hand van een regeling die het de militairen mogelijk maakt onafhankelijk op te treden, zodat ze hun ambt kunnen uitoefenen ten dienste van de Staat, in de grootste onafhankelijkheid en zonder dat ze op enige wijze betrokken partij zijn.

Wie is in dat verband actief ?

Tot 1995 kon worden gesteld dat de Europese Commissie zich niet heeft ingelaten met de defensie-industrie; dat had te maken met het feit dat artikel 223 van het Verdrag van Rome onverkort door de Staten werd toegepast. Voorts leende de internationale context zich niet tot een dergelijke aanpak. De spreker verklaart dat de Europese Commissie in 1996 een eerste document heeft gepubliceerd met een overzicht van de uitdagingen waarmee de Europese industrie steeds meer te maken kreeg, met name ingevolge de grootschalige herstructureringen in de Verenigde Staten.

In november 1997 heeft de Commissie aan de Raad van ministers een tweede document voorgesteld, met een actieplan voor die industrietak. Dat plan heeft onder meer betrekking op de transferten binnen de Gemeenschap, het technologisch onderzoek, de marktregels die in die sector van toepassing

potentielle avec les pays d'Europe orientale et centrale.

L'orateur croit qu'il est indispensable d'envisager cet aspect de la question si l'on veut à terme mener une politique de dépense en synergie avec l'industrie belge, mais en tenant compte des considérants internationaux qui souvent lient notre pays. Il faut tenir compte du désintérêt et aussi de l'éclatement institutionnel de la Belgique en régions; l'aide des régions étant souvent le lien avec les industries.

Pour revenir au deuxième document de la Commission qui fut également adressé au Conseil économique et social de l'Union, au Parlement européen et au Comité des Régions, l'orateur remarque qu'un avis positif mais nuancé existe au niveau du Conseil économique.

Le Parlement européen aurait désigné un rapporteur britannique qui avait été le rapporteur de l'avis sur le premier document de la Commission en janvier 1996; celui-ci avait évoqué de façon négative la notion de juste retour.

Le groupement des armements de l'Europe occidentale qui a succédé aux groupements européens indépendants des programmes en 1992 et qui comprend tous les pays européens de l'Alliance examine de son côté les potentialités de coopération en matière technologique et de développement tant sur les plans techniques qu'opérationnels. À cet égard, il est bon de savoir qu'il réexamine son document de politique générale en vue de l'amender. On y traitera ainsi du problème du juste retour qui, jusqu'à présent, se faisait programme par programme. On traitera aussi de la place réservée aux plus petits pays européens, dont la Belgique.

Enfin, les grands pays européens que l'on peut citer comme étant la France, le Royaume Uni et l'Allemagne, veulent restructurer l'industrie aéronautique et électronique de défense. Les ministres de la Défense nationale de ces pays ont dû signer le 6 juillet 1998 un document facilitant les restructurations transnationales et conduisant à des structures industrielles de niveau européen.

On en conclut que les marchés de la défense changent. On y voit apparaître une composante européenne en passant progressivement de marchés nationaux fragmentés vers un marché plus global. Une telle transformation ne pourra se faire au niveau des petits pays sans être à leur détriment et de la Belgique en particulier.

L'orateur analyse ensuite les caractéristiques essentielles du nouveau marché de défense.

1. Harmonisation et standardisation des besoins. La mise en œuvre d'unités opérationnelles de plusieurs pays, chacune dotée de ses propres équipe-

zijn en de mogelijke mededinging door de landen uit Oost- en Midden-Europa.

De spreker stelt dat het noodzakelijk is om dat aspect van het vraagstuk in overweging te nemen als het de bedoeling is om op termijn een defensiebeleid te voeren in overleg met de Belgische industrie, maar ook rekening houdend met consideransen van internationale aard die ons land vaak engageren. Tevens moet men oog hebben voor de desinteresse terzake en voor de institutionele gewesthervormingen in België omdat er vaak geweststeun is voor die industrietaken.

De spreker stipt aan dat de Economische Raad een positief maar genuanceerd advies heeft gegeven over het tweede document van de Commissie, dat ook werd overgezonden aan de Economische en Sociale Raad van de Unie, het Europees Parlement en het Comité van de Regio's.

Het Europees Parlement zou een Britse rapporteur hebben aangewezen, die in januari 1996 ook rapporteur was voor het advies over het eerste document van de Commissie. Toen was er een negatieve beoordeling over het begrip « billijke *return* ».

In 1992 werden de onafhankelijke Europese verenigingen van bewapeningsprogramma's opgevolgd door de vereniging van de West Europese bewapeningsindustrie. Die vereniging, die alle Europese landen van het Bondgenootschap omvat, gaat na welke samenwerkingsmogelijkheden er zijn inzake technologie en ontwikkeling; een en ander heeft betrekking op zowel de technische als de operationele aspecten. In dat geval dient te worden aangestipt dat die vereniging het eigen document aangaande het algemeen beleid opnieuw onder de loep neemt om het te verbeteren. Terzake zal ook het aspect « billijke *return* » aandacht krijgen; tot op heden werd dat aspect programma per programma behandeld. In dat verband zal er ook aandacht gaan naar de rol van de kleinere Europese landen, onder meer België.

Ten slotte willen de grotere Europese landen (met name Frankrijk, het Verenigd Koninkrijk en Duitsland) hun militaire luchtvaart- en elektronische industrieën herstructureren. De ministers van Landverdediging van die landen hebben op 6 juli 1998 een document ondertekend waarbij de transnationale herstructureringen werden vergemakkelijkt en de industriële structuren op Europese schaal worden gebracht.

Een en ander toont aan dat de defensiemarkten veranderen. Er komt een Europese component, waarbij geleidelijk wordt overgegaan van gefragmenteerde nationale markten naar een ruimere markt. Een dergelijke omwenteling kan voor de kleine landen (en inzonderheid België) alleen maar kwalijke gevolgen hebben.

Vervolgens maakt de spreker een analyse van de essentiële kenmerken van de nieuwe defensie markt.

1. Harmonisatie en standaardisatie van de behoeften. De gezamenlijke inzet van operationele eenheden van meerdere landen, elk met een eigen uit-

ments, conduit à des complications majeures au point de vue logistique.

Les opérations récentes de maintien de la paix en ont fait la preuve. Par ailleurs, la participation de plusieurs pays à un développement commun permet de répartir entre ceux-ci les frais non-récurrents et de profiter de l'effet d'économie d'échelle dans la production.

Une telle harmonisation des besoins est donc intéressante, tant sur le plan opérationnel qu'économique.

2. Restructuration des industries des grands pays. C'est une donnée qui échappe mais dans laquelle on peut induire des réflexions. À cet égard, l'orateur pense que la représentation de la Belgique au sein du plus grand nombre d'organismes internationaux, économiques, politiques ou autres est un des liens utiles de la réflexion. Des unités industrielles de notre pays ont antérieurement été rachetées par des groupes internationaux. C'est peut-être un avantage pour autant que les unités belges intégrées dans ces groupes obtiennent de nos autorités les mêmes appuis financiers que ceux qui sont alloués à leur maisons mères.

3. Rationalisation et renforcement de la base technologique et industrielle de défense.

Cette rationalisation est la conséquence des surcapacités encore existantes. On doit être attentifs à ce que les petits pays tels que la Belgique qui ont déjà rationalisé ne payent pas un prix excessif. Ceci implique par ailleurs que la base technologique soit maintenue et renforcée par une politique volontariste.

4. Renforcement et harmonisation de la coopération en matière technologique et de développement. Il conviendrait que la recherche faite en coopération augmente au détriment des recherches faites au niveau national. L'orateur plaide pour que l'État fédéral puisse au mieux, dans le cadre de la gestion des grands intérêts qui sont les siens, préciser sa visibilité de l'espace économique de défense. Les Régions ont un niveau de financement de la recherche technologique qui va de zéro à 30 %, alors que la moyenne européenne de ce financement varie entre 70 et 75 %. C'est une réflexion que le département de Défense doit avoir, non pas de manière globale, mais en tant qu'incitant afin que les membres du gouvernement compétent et des départements compétents puissent expliquer sur le plan de l'emploi, de l'économie, de l'avenir, du licenciement technologique, etc. les difficultés dans lesquelles sont les entreprises belges pour maintenir cet aspect technologique. Il convient de rappeler que la recherche technologie est la base

rusting, leidt op logistiek vlak tot aanzienlijke complicaties. De recente *peace-keeping* operaties hebben dat aangetoond.

Wanneer meerdere landen deelnemen aan een gemeenschappelijke ontwikkeling van militair materiaal, kunnen ze op die manier de niet-recurrente kosten verdelen en halen ze bij de productie voordeel uit besparingen door schaalvergroting.

Een dergelijke behoeftenharmonisatie is dus interessant, zowel operationeel als op economisch vlak.

2. Herstructurering van de industrieën van de grote landen. Daaraan wordt niet veel aandacht besteed, maar dat heeft toch wel gevolgen. De spreker is er in dat verband van overtuigd dat het feit dat België vertegenwoordigd is in zoveel mogelijk internationale, economische en politieke of andere instellingen een goede zaak is. Belgische industriële ondernemingen werden in het verleden door transnationale groeperingen overgenomen. Dat is misschien een voordeel, op voorwaarde dat de in die concerns opgenomen Belgische filialen van de Belgische overheden dezelfde financiële voordelen krijgen als wat de moedermaatschappijen krijgen toegekend.

3. Rationalisatie en verdere uitbouw van de militaire technologische en industriële basis.

Die rationalisatie is het gevolg van de nog bestaande overcapaciteit. Er dient te worden op toegezien dat kleine landen zoals België, die al een rationalisatie hebben doorgevoerd, terzake geen al te hoge prijs betalen. Dat impliceert ook dat de technologische basis behouden blijft en verder uitgebouwd wordt door een voluntaristisch beleid.

4. Versterking en harmonisatie van de samenwerking inzake technologie en ontwikkeling. Het onderzoek dat in samenwerking met andere landen gebeurt, zou uitbreiding moeten nemen, ten nadele van het onderzoek op nationale schaal. De spreker is ervoor gewonnen dat de federale overheid in het raam van de verdediging van de grote federale belangen zo zichtbaar mogelijk zou zijn op het stuk van de economische aspecten van defensie. De gewesten hanteren voor het technologisch onderzoek een financieringsgraad van 0 tot 30 %, terwijl het Europees financieringsgemiddelde tussen 70 en 75 % schommelt. Het departement Landsverdediging moet daar op toezien, niet in het algemeen maar als tussenschakel voor de ministers van de bevoegde regering en van de leden van de bevoegde departementen; zij zouden dan toelichting kunnen geven wanneer er voor de Belgische ondernemingen moeilijkheden rijzen om dat technologisch aspect in stand te houden (werkgelegenheid, economie, toekomst,

de départ nécessaire pour participer à des codéveloppements de produits ou systèmes.

L'OCCAR, l'organisme conjoint de coopération en matière d'armement créé par la France, la République fédérale d'Allemagne, l'Italie et le Royaume-Uni, constitue un club fermé au sein duquel les quatre membres tentent de s'organiser pour entreprendre des développements de produits ou systèmes répondant à des besoins communs. Un certain nombre de conditions doivent être satisfaites pour faire partie de ce club auquel le gouvernement belge a décidé de poser sa candidature.

Outre la nécessité d'avoir identifié des besoins à long terme, de participer à des co-développements organisés de manière rationnelle et économique, les partenaires doivent se répartir de façon harmonieuse, complémentaire et équilibrée, le maintien et le développement d'une base technologique de niveau approprié. On voit donc toute l'importance de cette recherche technologique que d'autres petits pays tels que le Danemark, la Norvège ou les Pays-Bas ont bien comprise, notamment dans leur participation et dans les accords bilatéraux. La frilosité à cet égard de la Belgique sera lourde de conséquences à l'avenir pour les concitoyens dans de nombreux domaines. La répartition des charges de développement de cette base technologique devrait conduire à une certaine interdépendance technologique. Cette idée est même avancée par les grands pays. Il appartient toutefois à chacun d'identifier ce qu'il peut faire à partir de ses compétences actuelles et ses objectifs industriels. Il s'agit là d'une vision simplement économique à laquelle l'orateur ajoute la vision de défense.

5. La gestion d'une transition vers un marché européen ouvert et ses implications pour la politique de défense et donc pour l'outil de défense. Actuellement, il n'y a pas de vrai marché ouvert au niveau européen. En fait on ne trouve qu'une série de marchés nationaux juxtaposés. Cependant, un pays comme la Belgique est un marché ouvert puisqu'on fait appel à la concurrence étrangère pour acquérir les équipements, ce qui, compte tenu de la dimension de notre pays, est inévitable. De son côté la Commission européenne tente d'organiser un marché intérieur relatif aux biens acquis par les départements de la défense respectifs des partenaires en tentant d'appliquer au maximum les directives européennes relatives au marché public. Une telle démarche sera de nature à entraîner une réduction de l'assiette sur laquelle les États peuvent appliquer l'article 223 du Traité de la Communauté européenne et donc sur laquelle les compensations peuvent être demandées.

ontslagen ingevolge technologische veranderingen enz.). Er mag niet uit het oog worden verloren dat technologisch onderzoek het noodzakelijke uitgangspunt is om mee te mogen werken aan de gemeenschappelijke ontwikkeling van producten of systemen.

OCCAR, een door Frankrijk, Duitsland, Italië en het Verenigd Koninkrijk opgerichte instelling voor samenwerking op het gebied van wapenering is een besloten club waarvan de vier leden trachten zich te organiseren voor de ontwikkeling van producten of systemen die in gezamenlijke behoeften voorzien. België heeft zich kandidaat gesteld voor het lidmaatschap van die club en daarvoor moeten een aantal voorwaarden vervuld worden.

De partners moeten niet alleen nagaan wat de langetermijnbehoeften zijn en deelnemen aan rationeel uitgewerkte en economisch verantwoorde projecten maar er is ook de noodzaak van een harmonische, complementaire en evenwichtige verdeling van de taken in verband met de handhaving en ontwikkeling van een op een geschikt peil staande technologische basis. Andere kleine landen, zoals Denemarken, Noorwegen en Nederland, zijn zich dan ook zeer goed bewust van het belang van dat technologisch onderzoek en dat blijkt met name uit hun deelneming daaraan en uit de door hen afgesloten bilaterale overeenkomsten. Het feit dat België daar huiverig tegenover staat, zal in de toekomst voor onze medeburgers op tal van gebieden zware gevolgen hebben. De verdeling van de lasten in verband met de ontwikkeling van die technologische basis zou tot een bepaalde graad van onderlinge technologische afhankelijkheid moeten leiden, een denkbeeld dat zelfs door de grote landen geopperd werd. Dit neemt echter niet weg dat eenieder moet nagaan wat zijn huidige bevoegdheden en industriële oogmerken hem in staat stellen op dat vlak te ondernemen. Volgens de spreker is dat een gewone economische benadering waar hij de defensievisie aan toevoegt.

5. Het beheer van de overgang naar een open Europese markt en de consequenties daarvan voor het defensiebeleid en dus ook voor het defensie-apparaat. Een echte open markt op Europees vlak is momenteel onbestaande en men kan slechts spreken van een aantal los van elkaar optredende nationale markten. België heeft echter een open markt omdat het inzake uitrusting verplicht is om een beroep te doen op de buitenlandse concurrentie, iets wat voor een land als het onze met een eerder bescheiden dimensie onvermijdelijk is. De Europese Commissie van haar kant streeft naar de organisatie van een interne markt met betrekking tot de door de respectieve defensie ministeries van de partners aangekochte goederen en zij probeert daarbij zo goed mogelijk de Europese richtlijnen betreffende de overheidsopdrachten toe te passen. Een en ander kan leiden tot een verlaging van de basis waarop de Staten artikel 223 van het Verdrag tot oprichting

La politique de la Communauté, pour autant qu'elle soit acceptée, risque donc à l'avenir de limiter l'activité économique générée par les compensations et doit nous mener immédiatement à trouver d'autres solutions afin de conserver un retour industriel valable et mener une gestion de notre politique de défense cohérente avec un développement intérieur harmonieux de l'emploi et de l'économie.

6. Réévaluation du principe du juste retour programme par programme.

Les grands États et leur industrie estiment que ce type de retour industriel est un handicap pour leur compétitivité.

Ainsi, pour permettre le renforcement de la compétitivité de la base industrielle et technologique européenne, les pays partenaires de l'OCCAR renoncent dans les domaines de la coopération à un calcul analytique du juste retour industriel programme par programme pour le remplacer par la recherche d'un équilibre global, multiprogramme et pluri-annuel. Il conviendra donc qu'on soit attentif afin de rester compétitif techniquement et financièrement. À cet égard, l'orateur pense que le département de la Défense devrait pouvoir gérer une assiette budgétaire à la manière des études universitaires de la recherche technologique, donc pouvoir gérer des domaines d'investigation afin de maintenir la présence belge à un niveau économique général et la participation technologique au maintien de la communication de l'information. Cela nécessite des moyens budgétaires qui doivent s'ouvrir par transfert de départements et pas par charge fiscale nouvelle pour le contribuable. Les moyens ne seraient pas énormes, mais ils permettraient un maintien technologique, économique, un maintien de l'emploi et en tout cas la valorisation de la Belgique auprès de ses partenaires.

L'orateur explique ensuite les lignes de force pour une politique industrielle dans le secteur.

Tout d'abord, l'importance d'une connaissance adéquate des besoins futurs de nos forces armées : une telle connaissance permet à l'industrie de se positionner mais également à la Défense nationale de s'insérer dès les premières étapes dans les programmes de développement en coopération avec des États qui ont des besoins similaires.

L'harmonisation des calendriers est vraisemblablement une difficulté qu'il faudra négocier. Ce concept doit être implanté, et au niveau de la Défense nationale, un département spécial doit être créé avec ce point à l'étude.

van de Europese Gemeenschap kunnen toepassen en het dus mogelijk is compensaties te vragen. Van het beleid van de Gemeenschap, mits het aanvaard wordt, valt dus te vrezen dat het in de toekomst zal leiden tot een daling van de uit de compensaties voortvloeiende economische activiteit en het moet er ons toe aanzetten meteen uit te kijken naar andere economische oplossingen om onze industrie aan het draaien te kunnen houden en een defensiebeleid te kunnen voeren dat gelijke tred houdt met een harmonische ontwikkeling van onze eigen werkgelegenheid en van onze economie.

6. Programmagewijze herziening van het beginsel van het billijk compenserend effect.

De grote Staten en hun industrie vinden dat soort industriële compensaties een handicap voor hun concurrentievermogen.

Om dat concurrentievermogen van de Europese industrie en technologie te kunnen vergroten stappen de partnerlanden van de OCCAR op het gebied van samenwerking aldus af van programmatische billijke industriële compensaties die zij vervangen door het zoeken naar een globaal, veelzijdig en over verscheidene jaren gespreid evenwicht. Wij zullen er dus moeten op toezien dat wij zowel technisch als economisch kunnen blijven concurreren. In dat verband denkt de spreker dat het departement van Landsverdediging een begrotingsenveloppe zou moeten kunnen beheren zoals dat gedaan wordt voor de universitaire studies op het gebied van technologische research en dus onderzoekssectoren zou moeten kunnen beheren ten einde de Belgische aanwezigheid op een algemeen economisch peil te houden en ervoor te zorgen dat wij kunnen blijven deelnemen aan het doorspelen van informatie. De vereiste budgettaire middelen moeten afkomstig zijn van de overboeking van andere departementen en niet van nieuwe lasten voor de belastingplichtige. Hoewel niet enorm zouden die financiële middelen onze technologische en economische activiteit alsmede onze werkgelegenheid op peil kunnen houden en er in ieder geval voor kunnen zorgen dat België aanzien geniet bij zijn partners.

De spreker geeft vervolgens toelichting bij de krachtlijnen van een industrieel beleid in de sector.

In de eerste plaats is er het belang van een toereikende kennis van de toekomstige behoeften van onze strijdkrachten, een kennis die onze industrie een gunstige uitgangspositie geeft en ons departement van Landsverdediging de mogelijkheid biedt zich van bij de beginfase en in samenwerking met de Staten die gelijkaardige behoeften hebben, in te schakelen in de ontwikkelingsprogramma's.

De harmonisering van de tijdschema's zal waarschijnlijk een moeilijkheid zijn waarover dient te worden onderhandeld. Om dat concept ingang te doen vinden is het nodig dat bij Landsverdediging een speciaal daarmee belast departement wordt opgericht.

Deuxièmement, cette même industrie avait aussi souligné l'importance de la mise sur pied et la poursuite d'une politique de recherche et de développement appropriés et structurés. Les industries belges, qu'elles soient membres de groupes multinationaux ou non, dès lors qu'elles participent à des travaux de recherche technologique en coopération, doivent obtenir le même appui financier que celui accordé aux industries des autres pays participant au projet. Ce n'est pas le cas aujourd'hui. C'est un handicap qui est variable selon les régions. Il conviendrait qu'une réflexion fédérale et une induction vers les régions permette de corriger ces distorsions au plus tôt. Il y va du maintien de notre base technologique et industrielle dans le secteur et même, au niveau du secteur de défense, du maintien des militaires belges dans les lieux où les prestations sont aussi performantes et brillantes que possible.

Troisièmement, la coopération technologique et de développement passe aussi par des accords spécifiques de coopération avec les pays dont les forces armées coopèrent avec les nôtres au sein d'une unité multinationale. D'autres petits pays pratiquent une telle politique en développant leurs compétences actuelles, compte tenu des créneaux qu'ils ont identifiés déjà, ce qui n'est pas le cas de la Belgique, comme objectif essentiel.

Quatrièmement, compte tenu des changements évoqués ci-dessus un meilleur retour économique ne pourrait être obtenu que par l'insertion de l'industrie belge dès les premières phases de coopération d'un nouveau programme de développement. Les décisions récentes concernant le FLA et les programmes satellitaires montrent une voie à privilégier. L'insertion de la Belgique dans l'OCCAR, et donc l'insertion de l'industrie belge dans les programmes de cet organisme constituent une approche valable mais des coopérations potentielles hors OCCAR ne devront pas être négligées.

L'orateur plaide pour qu'on participe dès le départ à des programmes multinationaux futurs, qu'on exploite pleinement les opportunités de l'OCCAR en répondant aux critères d'entrée, qu'on ne laisse pas l'Europe de l'armement se réaliser au détriment de notre pays, et donc de son industrie. Il faut donc convaincre les milieux économiques et politiques concernés du bien-fondé de cette démarche, définir les créneaux technologiques accessibles et prioritaires avec des négociations bilatérales ou multilatérales, identifier et structurer les développements technologiques, financer la recherche technologique et les programmes de développement, créer une structure de concertation de haut niveau entre la Défense nationale et les autorités fédérales en charge de l'économie et de l'industrie et les régions.

Diezelfde industrie heeft ten tweede ook gewezen op het belang van het uitstippelen en volgen van een beleid inzake adequate en gestructureerde research en ontwikkeling. De Belgische industrieën, ongeacht of zij al dan niet tot multinationals behoren moeten, wanneer zij deelnemen aan technologisch onderzoek en samenwerking, dezelfde financiële steun genieten als die welke wordt toegekend aan de industrieën van de andere landen die deelnemen aan het project; daar is momenteel niets van te merken en die handicap verschilt van gewest tot gewest. Het verdient aanbeveling er op federaal vlak over na te denken en die discrepanties met de medewerking van de gewesten binnen de kortste keren te corrigeren. Men moet in die sector immers een technologische en industriële basis behouden en op het vlak van de defensie is het ook van belang dat de Belgische militairen aanwezig blijven op de plaatsen waar zo goed en vernuftig mogelijk gepresteerd wordt.

Ten derde : de samenwerking op het gebied van technologie en ontwikkeling gebeurt ook via specifieke overeenkomsten met de landen waarvan de legers in een multinationale eenheid hun krachten bundelen met de onze. Ook andere landen voeren zo'n beleid door het ontwikkelen van hun huidige bevoegdheden en in tegenstelling met België houden zij daarbij rekening met de oogmerken die zij als de meest essentiële beschouwen.

Ten vierde : gelet op de hierboven ter sprake gebrachte veranderingen zijn betere economische neveneffecten slechts mogelijk door van in de eerste fasen van een nieuw ontwikkelingsprogramma een beroep te doen op de Belgische industrie. De recente beslissingen in verband met de FLA en de satellietprogramma's tonen aan welke weg daarbij het best gevolgd wordt. De opname van België in de OCCAR en dus de inschakeling van de Belgische industrie in de programma's van die instelling getuigen van een goede aanpak maar er moet ook gedacht worden aan mogelijke samenwerking buiten de OCCAR.

De spreker pleit ervoor dat wij onmiddellijk zouden deelnemen aan toekomstige multinationale programma's, dat de voor de OCCAR weggelegde kansen ten volle benut zouden worden door te beantwoorden aan de toetredingscriteria en dat het Europa van de bewapening niet ten nadele van ons land en dus van onze industrie tot stand zou komen. De betrokkene economische en politieke milieus moeten er dus van overtuigd worden dat die aanpak de juiste is; daarnaast dient men door bilaterale en multilaterale onderhandelingen toegankelijke en prioritaire technologische oogmerken vast te stellen, de technologische ontwikkelingen te identificeren en te structureren en ten slotte te zorgen voor de financiering van het technologisch onderzoek en van de ontwikkelingsprogramma's en voor het creëren van een zeer degelijke structuur waar Landsverdediging, de met het bedrijfsleven en de industrie belaste federale overheden en de gewesten overleg plegen.

La Belgique a actuellement, objectivement et essentiellement utilisé la politique des compensations liée à l'acquisition des équipements de défense, ce qui a dans une large mesure, permis de développer une base industrielle dans le secteur concerné et cela a donc été à une certaine époque une excellente chose. Les discussions entre européens sont autant de réalités dont on semble aujourd'hui éloigné.

L'orateur cite les recommandations suivantes :

— Afin de ramener l'industrie belge dans un environnement similaire à celui qui est évoqué actuellement pour les pays de taille comparable, il faut identifier avec réalisme les coopérations technologiques compte tenu des compétences actuelles et/ou à acquérir et des priorités dans le temps. Il pense donc que le travail de réflexion auquel la commission se livre aura des répercussions qui dépasseront de loin le devenir de l'industrie et de la technologie belge, en passant bien-entendu par le biais objectif d'une revalorisation d'une armée pour demain. Il faut faire un inventaire des compétences disponibles à ce jour. Il faut faire un plan à long terme approuvé et fiable et modulable. Il faut une connaissance des domaines opérationnels de coopération des forces armées avec celles des autres pays et donc il faut encore clarifier ces zones de coopération afin de pouvoir y intégrer des plans industriels fiables, précis en haute technologie notamment.

— Compte tenu de l'évolution de l'industrie européenne de défense, de l'ampleur et de la proximité dans le temps, des changements envisagés et/ou probables, il est impératif et urgent d'installer un comité de concertation de haut niveau entre l'industrie et les pouvoirs publics. Ceux-ci devraient être au moins représentés par les ministères de l'Économie, des Affaires étrangères, de la Défense nationale, de la Politique scientifique et des instances compétentes pour l'économie des régions.

Les tâches de ce comité devraient comprendre :

1. L'identification des mécanismes à mettre en place pour faciliter le positionnement de l'industrie belge dans le future schéma industriel européen, ce qui est un objectif dans lequel on doit s'insérer, en évitant une évolution inéluctable au détriment de l'industrie belge et en utilisant la réflexion actuelle de la commission de la Défense nationale à l'occasion du grand débat.

2. Une analyse critique des mécanismes et leur amélioration le cas échéant.

3. L'identification claire des créneaux technologiques à privilégier. En analysant les créneaux technologiques dans lesquels l'industrie belge est compétente et ceux qui lui sont accessibles, en analysant et

Objectief bekeken heeft België het compensatiebeleid tot nog toe hoofdzakelijk gekoppeld aan de aankoop van verdedigingsuitrusting; die benadering heeft het in ruime mate mogelijk gemaakt in de betrokken sector een industriële basis te ontwikkelen en zij is destijds uitstekend gebleken. Daar staat tegenover dat van discussies op Europees vlak zelden zo weinig te merken is geweest.

De spreker doet de volgende aanbevelingen :

— Als men voor de Belgische industrie een klimaat wil scheppen dat ongeveer hetzelfde is als datgene waarvan thans sprake is als het gaat om landen van vergelijkbare grootte, is een realistische inschatting van de technologische samenwerking noodzakelijk en daarbij moet rekening worden gehouden met de huidige en/of toekomstige bevoegdheden en met de prioriteiten. Hij meent dan ook dat het huidige denkwerk van de commissie consequenties zal hebben die veel verder reiken dan de toekomst van de Belgische technologie en industrie, hetgeen uiteraard een herwaardering van ons toekomstig leger vereist. Er moet een inventaris worden opgemaakt van de bestaande mogelijkheden en een betrouwbaar en moduleerbaar langetermijnproject worden uitgestippeld. Er dient te worden nagegaan waar en hoe onze stijdkrachten kunnen samenwerken met die van de andere landen en de gebieden waarop wij onze krachten kunnen bundelen moeten duidelijk omlijnd worden om er betrouwbare, precieze en met name spits-technologische industriële plannen in te kunnen opnemen.

— Gelet op de ontwikkeling van de Europese defensie-industrie, op de omvang en op de nabijheid ervan in de tijd, alsmede op de geplande en/of waarschijnlijke veranderingen moet dringend werk worden gemaakt van de oprichting van een kwalitatief hoogstaand comité waarin de industrie en de openbare overheden overleg zullen plegen. Die overheden zouden op zijn minst vertegenwoordigd moeten worden door de ministeries van Economische Zaken, van Buitenlandse Zaken, van Landsverdediging en van Wetenschapsbeleid, alsmede door de instanties die bevoegd zijn voor de economie van de gewesten.

Dat comité zou moeten worden belast met de volgende taken :

1. Het creëren van mechanismen om de Belgische industrie gemakkelijker in te schakelen in het toekomstig Europees industrieel schema waarbij men zich dient voor te hoeden voor een ontwikkeling ten nadele van die industrie; het concretiseren van het thans door de commissie Landsverdediging geopperde idee van een groot debat.

2. Een kritische analyse van de mechanismen en een eventuele verbetering ervan.

3. Een duidelijke omschrijving van de beleidskeuzen die de voorkeur verdienen. Dat zou moeten gebeuren door een analyse van de technologie waarin België onderlegd is en van die welke voor ons toegan-

en formulant les recommandations, en identifiant les mesures à prendre pour démarrer ou améliorer le développement des technologies requises pour assurer notre participation au programme de coopération.

4. Enfin, le suivi des coopérations existantes et l'identification des coopérations futures via des procédures assurant l'examen de l'armement belge aux programmes multinationaux devant satisfaire aux besoins de nos forces armées.

*
* *

En ce qui concerne les moyens de l'armée, *M. van den Abeelen* souligne ce qui suit au nom du groupe VLD : le département de la Défense nationale doit disposer d'un budget lui permettant de remplir ses missions, tant au niveau national qu'au niveau international. Pour établir le montant de base du budget, il faut tenir compte de quatre critères, que l'intervenant explique comme suit :

1. La politique en matière de personnel, et notamment le problème des départs, doit être traité indépendamment du budget du département de la Défense nationale. Il faut prévoir une enveloppe distincte, étant donné qu'il s'agit d'une opération ponctuelle et d'une charge du passé. Il rappelle, à cet égard, que le plan Delcroix de 1993 a été mal conçu et mal exécuté.

2. Le montant de base, exprimé en pourcentage du PNB, doit être comparable au budget que les autres pays consacrent en moyenne à la Défense nationale. Il est inadmissible qu'en tant que membre d'organisations internationales, la Belgique profite des efforts consentis par les autres États membres dans ce domaine.

3. Le montant de base doit évoluer/augmenter avec le PNB. Le budget de la Défense nationale ne peut être systématiquement bloqué alors que le PNB, lui, augmente, sans quoi il faut s'attendre, à terme, à des conséquences désastreuses comme on a pu en constater dans d'autres départements.

4. Le montant de base doit être fixé sans tenir compte des efforts financiers exceptionnels découlant de missions internationales ponctuelles. L'intervenant précise qu'il faut prévoir une enveloppe distincte pour l'exécution de missions pour lesquelles la Belgique, en tant que membre de l'ONU, de l'OTAN ou de l'UEO, est sollicitée ou désignée (cf. les opérations en Somalie ou en ex-Yougoslavie). Les efforts financiers que nécessitent de telles opérations internationales ne doivent pas être imputés au montant de base du budget de la Défense nationale et ne doivent par conséquent pas compromettre les moyens de fonctionnement ou les investissements mais doivent être imputés à un budget distinct.

kelijk is, door een analyse van de aanbevelingen en door het formuleren ervan, door het vaststellen van de maatregelen die moeten worden genomen om de voor het garanderen van onze deelname aan het samenwerkingsprogramma vereiste technologie op te starten of te verbeteren.

4. Ten slotte is er de opvolging van de bestaande samenwerking en de vaststelling van de toekomstige samenwerking via procedures om na te gaan of de Belgische bewapening beantwoordt aan de multinationale programma's die aan de behoeften van onze strijdkrachten moeten voldoen.

*
* *

Met betrekking tot de middelen van het leger merkt *de heer van den Abeelen*, namens de VLD-fractie, het volgende op : het departement Landsverdediging moet over een budget kunnen beschikken dat het in staat stelt zijn taken, zowel nationaal als internationaal, na te komen. Het vaststellen van het basisbedrag voor het budget is daarbij aan vier criteria onderworpen. De spreker verduidelijkt als volgt :

1. Het personeelsbeleid, inzonderheid de problematiek van de afvloeiing, moet afzonderlijk van het budget van het departement Landsverdediging worden berekend. Een aparte enveloppe moet worden voorzien omdat het hierbij om een eenmalige operatie en een last uit het verleden gaat. Hij refereert hierbij naar het plan Delcroix dd. 1993 dat niet naar behoren werd opgesteld noch uitgevoerd.

2. Het basisbedrag moet, procentueel ten opzichte van het BNP, in verhouding zijn met het gemiddelde dat andere landen besteden aan Landsverdediging. Het gaat niet op dat België, als lid van internationale organisaties, teert op de inspanningen terzake van de andere lidstaten.

3. Het basisbedrag moet mee-evolueren/stijgen met het BNP. Het budget voor Landsverdediging kan niet systematisch geblokkeerd blijven ten opzichte van een stijgend BNP, zoniet zijn desastreuze gevolgen, zoals men in andere departementen heeft kunnen vaststellen, op termijn onvermijdelijk.

4. Het basisbedrag moet worden losgekoppeld van de bijzondere financiële bijdragen die voortspruiten uit eenmalige internationale opdrachten. De spreker verduidelijkt dat een aparte enveloppe moet worden voorzien voor het uitvoeren van opdrachten waarvoor België, als lidstaat van de VN, de NAVO of de WEU, wordt gevraagd of aangeduid (cf. de operaties in Somalië en ex-Joegoslavië). Dergelijke internationale operaties met bijhorende financiële inspanningen zijn niet in te calculeren in een basisbedrag voor het budget voor Landsverdediging en mogen derhalve niet ten koste zijn van de werkmiddelen of de investeringen maar moeten in een afzonderlijk budget worden berekend.

En ce qui concerne le lien qui unit l'armée à la nation, l'intervenant souligne qu'il importe de revaloriser la réserve. Une telle revalorisation ne nécessite pas un budget important, étant donné que les réservistes font généralement preuve de suffisamment de motivation. Il faudrait toutefois impérativement créer un lien solide entre l'armée et la réserve, de manière à ce que l'armée puisse, lorsque les circonstances l'exigent, faire appel à des spécialistes sans que ceux-ci ne doivent nécessairement faire partie du cadre actif de l'armée. Il rappelle, à titre d'exemple, qu'au cours des opérations menées en ex-Yougoslavie, l'armée américaine a fait appel à la réserve pour disposer d'interprètes serbo-croates. Il plaide dès lors pour que l'on mette en place une structure permettant de disposer d'une réserve limitée mais efficace et très spécialisée.

*
* *

Après que les rapporteurs ont présenté leur proposition de note de synthèse, *M. Vanoost* dépose la note de minorité suivante au nom du groupe Ecolo-Agalev :

« Ecolo et Agalev ne se rallient pas à la note proposée en conclusion du débat mené au sein de la commission de la Défense nationale sur le rôle de l'armée dans la société.

— Une rupture avec le passé ? —

Les écologistes s'étaient réjouis de l'annonce de l'organisation d'un large débat de société sur les objectifs et les moyens de la politique de sécurité et de défense, que le ministre de la Défense nationale avait faite le 22 octobre 1996. À l'instar de la politique étrangère, la politique de défense échappe depuis trop longtemps déjà à un contrôle démocratique digne de ce nom. L'organisation de ce débat annonçait une politique nouvelle.

Lors de la séance d'ouverture du 15 avril 1997, le ministre a toutefois clairement fait savoir qu'il ne serait pas question d'un débat de fond, soulignant qu'il « est exclu de remettre en question le caractère professionnel de l'armée ». Le débat sur la politique de sécurité et de défense s'est résumé à la question du rôle de l'armée. La note de synthèse établie par les rapporteurs de la commission traduit exactement ce point de vue.

— Persistance des conceptions traditionnelles —

Le choix d'un cadre de défense transatlantique n'est pas remis en question. La conséquence logique de cette situation est que les obligations OTAN et l'élargissement de l'OTAN ne font pas non plus l'objet du débat. Ces aspects sont considérés comme des évidences.

Bien qu'elle n'en fasse pas explicitement état, la note de synthèse permet de comprendre que l'intention est d'augmenter le prochain budget de la défense nationale. L'argument, fallacieux, selon lequel la Belgique occuperait la dernière place en ce qui con-

Met betrekking tot de band leger-natie benadrukt de spreker het belang van de herwaardering van de reserve. Dit behoeft geen groot budget, hij wijst erop dat reservisten doorgaans een afdoende motivatie aan de dag leggen. Voorwaarde is wel dat er een vaste band wordt gecreëerd tussen het leger en de reserve. Dit zou moeten toelaten dat het leger bijtijds beroep kan doen op specialisten die niet noodzakelijk in een vast verband, *in casu* het leger, moeten kaderen. Ter illustratie refereert hij naar het voorbeeld waar tijdens de operaties in ex-Joegoslavië het leger van de Verenigde Staten beroep deed op de reserve voor het inschakelen van Serbo-croaten als tolk. Hij pleit derhalve voor het uitbouwen van een structuur dat een weliswaar kleine maar goed gespecialiseerde en efficiënte reserve kan garanderen.

*
* *

Na het voorstel van synthese-nota van de verslaggevers dient *de heer Vanoost*, namens de Agalev-Ecolo-fractie, de volgende minderheidsnota in :

« Agalev en Ecolo sluiten zich niet aan bij de nota zoals die wordt voorgesteld als besluit van het debat dat in de Commissie Landsverdediging werd gehouden over de rol van het leger in de maatschappij.

— Een breuk met het verleden ? —

Het initiatief van de minister van Landsverdediging om op 22 oktober 1996 een groot maatschappelijk debat aan te kondigen over de doelstellingen en middelen van het veiligheids- en defensiebeleid werd door de groenen toegejuicht. Het defensiebeleid is, net als het buitenlands beleid, te lang aan degelijke democratische controle ontsnapt. Door dit debat te organiseren heeft de minister een trendbreuk ingezet.

Op de openingszitting van 15 april 1997 maakte hij echter duidelijk dat van een debat ten gronde geen sprake zou zijn. « Het doel van het debat is niet het in vraag stellen van de krijgsmacht als beroepsleger », aldus de minister. Het debat over het veiligheids- en defensiebeleid werd herleid tot de rol van het leger. De synthesesnota zoals deze door de verslaggevers van de commissie werd opgesteld sluit zich volledig bij deze zienswijze aan.

— Traditionele denkpatronen blijven behouden —

De keuze voor een transatlantisch defensiekader wordt niet in vraag gesteld. Het logische gevolg daarvan is dat ook de zogenaamde NAVO-verplichtingen en de uitbreiding van de NAVO geen onderwerp van debat uitmaken. Zij worden als evidenties beschouwd.

Hoewel het in de synthesesnota niet met zoveel woorden wordt gezegd, kan men er een intentie uit aflezen om het toekomstige budget voor defensie te verhogen. Daarbij wordt zelfs het verkeerde argument gebruikt als zou België « hekkensluiter » zijn

cerne les efforts consentis dans le cadre de l'OTAN est même avancé à cet égard. Cette conclusion n'est pas pertinente, étant donné que la comparaison avec les dépenses de défense d'autres membres de l'OTAN ne peut servir d'argument :

1. En ce qui concerne la part des dépenses de défense dans le produit intérieur brut (PIB), la Belgique se situe en milieu de peloton : Grèce 4,6 %, Turquie 3,9 %, France et Royaume-Uni 3,1 %, Italie 1,7 %, Allemagne et Belgique 1,7 %, Espagne 1,5 %; la moyenne européenne est de 2,3 %.

La France et le Royaume-Uni doivent toutefois supporter les frais supplémentaires qui découlent de leurs programmes nationaux d'armement nucléaire, la Grèce et la Turquie connaissent des situations tendues, la Turquie mène une lutte militaire interne contre les populations kurdes et occupe illégalement une partie de Chypre. Ces facteurs expliquent pourquoi la moyenne européenne est nettement supérieure au pourcentage belge.

2. En ce qui concerne les dépenses de défense par habitant (en dollars américains), elles s'élèvent à 673 \$ en France, à 582 \$ au Royaume-Uni, à 206 \$ en Espagne et à 197 \$ au Portugal. Avec un montant de 355 \$ par habitant, la Belgique se situe, sur ce plan aussi, en milieu de peloton.

Le problème se situe plutôt au niveau de la manière dont ce budget est employé. Les investissements sont toujours décidés sur la base de conceptions militaires dépassées. L'achat d'armes antichars se justifie exclusivement dans le cadre d'un scénario classique de Guerre froide. En outre, les investissements militaires sont toujours considérés comme une partie de la politique industrielle des autorités. La modernisation des F-16 en est un exemple (et il y en a certainement d'autres).

— Un développement humain durable, facteur de sécurité —

Les écologistes se fondent sur une autre vision de ce que peuvent et doivent être la sécurité et la défense. La sécurité ne peut pas être une notion passive impliquant que l'on tende à une situation non conflictuelle en organisant des rapports de force militaires. Selon le rapport 1994 du programme des Nations Unies pour le développement, la sécurité passe inmanquablement par un développement humain durable : sécurité économique, sécurité alimentaire, sécurité sanitaire, sécurité environnementale, sécurité personnelle, sécurité au sein de la société et sécurité politique. Dans cette optique, il ne peut être question de considérer la sauvegarde de la sécurité des citoyens comme le monopole de l'armée. Une démonstration par l'absurde permettra d'étayer cette thèse : la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne disposent de capacités logistiques suffisantes pour occuper sans guère de problème tout le Benelux en un tour de main. Cela s'est d'ailleurs produit à plusieurs reprises dans l'histoire. Aucun homme sensé ne considère cependant qu'une menace puisse émaner de ces pays. C'est tellement évident que cette menace n'est aujourd'hui plus guère présente dans les esprits,

op het gebied van inspanningen in NAVO-verband. Dit is een onterechte conclusie, een vergelijking met de defensie-uitgaven van andere NAVO-lidstaten is geen argument :

1. Wat betreft de verhouding defensie-uitgaven tot het bruto binnenlands product (BBP) bevindt België zich in de middengroep : Griekenland 4,6 %, Turkije 3,9 %, Frankrijk en Groot-Brittannië 3,1 %, Italië 1,7 %, Duitsland en België 1,7 %, Spanje 1,5 %; het Europees gemiddelde is 2,3 %.

Frankrijk en Groot-Brittannië dragen echter de extrakosten van hun eigen kernwapenprogramma, Griekenland en Turkije leven op gespannen voet, Turkije vecht een intern militair conflict uit met de Koerdische bevolking en bezet wederrechtelijk een deel van Cyprus. Deze factoren maken dat het Europees gemiddelde zoveel hoger ligt dan de Belgische prestatie.

2. Wat betreft de defensie-uitgaven *per capita* (in US \$) : Frankrijk 673 \$, Groot-Brittannië 582 \$, Spanje 206 \$ en Portugal 197 \$, ook hier bevindt België zich in de middengroep met 355 \$ *per capita*.

Het probleem situeert zich eerder in de wijze waarop dit budget wordt ingezet. Wat betreft investeringen wordt nog steeds uitgegaan van voorbijgestreefde militaire denkpatronen. De aankoop van antitankwapens past uitsluitend in een klassiek koude-oorlogsscenario. Bovendien worden militaire investeringen nog steeds gezien als een onderdeel van het industrieel beleid van de overheid. De modernisering van de F-16 is daar één (maar zeker niet het enige) voorbeeld van.

— Veiligheid door duurzame menselijke ontwikkeling —

De groenen vertrekken vanuit een ander inzicht in wat veiligheid en defensie moet en kan zijn. Veiligheid kan geen passief begrip zijn waarbij een toestand van niet-oorlog door middel van het organiseren van militaire krachtsverhoudingen wordt nagestreefd. Volgens het *United Nations Development-rapport* van 1994 is veiligheid enkel te bekomen door duurzame menselijke ontwikkeling : economische veiligheid, veilige voedselvoorziening, veilige gezondheid, een veilig leefmilieu, persoonlijke veiligheid, veilige gemeenschap en politieke veiligheid. Binnen deze visie kan er geen sprake van zijn de zorg voor de vrijwaring van de veiligheid van de burgers als een monopolie van het leger te beschouwen. Een voorbeeld uit het absurde : Frankrijk, Groot-Brittannië of Duitsland hebben de logistieke capaciteit om de hele Benelux op korte termijn zonder al te veel problemen te bezetten. Dat is in de geschiedenis trouwens meermaals gebeurd. Toch beschouwt geen enkel zinnig mens een bedreiging vanuit die landen nog als een mogelijkheid. Het is dermate evident dat men er nog nauwelijks bij stilstaat maar de historische rivaliteit tussen de traditionele

mais ce ne sont pas les puissantes armées qui sont venues à bout de la rivalité historique opposant les ennemis jurés qu'étaient la France et l'Allemagne, mais bien la coopération économique.

Ce modèle européen de prévention des conflits par le biais de la coopération sociale, économique et culturelle devrait être transposé à l'échelle mondiale, notamment par le développement de relations économiques loyales entre l'Union européenne et le reste du monde, par une augmentation sensible du budget de la coopération au développement, par une reconversion poussée de l'industrie de l'armement et, partant, par la cessation du lucratif commerce des armes mené avec des régimes répressifs.

— Nécessité de disposer d'un appareil militaire limité —

Aucun système de prévention des conflits ne parviendra toutefois à prévenir tous les conflits. Il subsistera de toute façon un appareil militaire dont les tâches et les moyens seront définis de manière précise.

1. Les armées nationales sont dépassées. Il conviendrait de développer la collaboration au niveau européen en mettant sur pied une structure placée sous l'autorité de l'Union européenne. Des unités multinationales investies de missions internationales de maintien de la paix se verraient assignées dans ce cadre des tâches spécialisées. Il va de soi qu'il conviendrait également que les armées nationales renoncent à vouloir maintenir trois forces et à vouloir confier à celles-ci toutes sortes de missions.

2. La stratégie nucléaire de l'OTAN reste fondamentalement inacceptable. Les arsenaux nucléaires de l'OTAN stationnés en Allemagne, en Belgique, aux Pays-Bas, en Grèce et en Italie ne sont en outre pas placés sous contrôle européen, mais sous contrôle nord-américain, et les armes nucléaires françaises et britanniques ne peuvent de surcroît pas non plus faire partie d'une politique intégrée de défense européenne. Dans un arrêt récent, la Cour internationale de justice a en outre considéré l'intimidation à l'aide d'armes nucléaires et l'utilisation éventuelle de celles-ci comme la préparation de crimes de guerre.

3. Il convient dès lors de continuer à plafonner le budget de la Défense. Il convient également de mettre fin à la pression qui est actuellement exercée sur le budget par les 60 % de frais de personnel en menant une politique active de recyclage, de départs volontaires et de mises à la retraite. Il ne sera possible d'atteindre un tel objectif qu'en prenant des mesures globales, telles que la réduction du temps de travail.

4. Pour optimiser le contact entre l'armée et la population, il faut que du personnel civil travaille dans les structures des forces armées. Pour les mêmes raisons, il faut continuer à faire appel à l'armée lors de catastrophes naturelles.

— Le contrôle parlementaire est essentiel —

Dans une démocratie parlementaire, il est indispensable que les députés soient informés en permanence de la politique de défense du gouvernement. Il

aartsrivalen Frankrijk en Duitsland werd niet opgelost met sterke legers, zij werd opgelost door economische samenwerking.

Dit Europees model van conflictpreventie door sociale, economische en culturele samenwerking moet op wereldschaal worden toegepast. Dit moet onder meer door het ontwikkelen van eerlijke economische verhoudingen van de Europese Unie met de rest van de wereld, door een aanzienlijke verhoging van het budget voor ontwikkelingssamenwerking, door een doorgedreven reconversie van de wapenindustrie en ermee samenhangend het stopzetten van de lucratieve wapenhandel met repressieve regimes.

— De noodzaak voor een beperkt militair apparaat —

Geen enkel systeem van conflictpreventie zal er echter in slagen alle conflicten te voorkomen. Een militair apparaat met nauwkeurig omschreven taken en middelen zal hoe dan ook blijven bestaan :

1. Het behoud van nationale legers is voorbijgestreefd. Samenwerking op Europees niveau moet worden ontwikkeld. Er moet een structuur worden uitgewerkt onder het gezag van de Europese Unie. Multinationale eenheden voor internationale vredesopdrachten krijgen daarbij gespecialiseerde taken toegewezen. Uiteraard moet ook afgestapt worden van het streven van de nationale legers om drie machten te behouden en deze telkens « een beetje van alles » te laten doen.

2. De nucleaire strategie van de NAVO blijft fundamenteel onaanvaardbaar. De nucleaire NAVO-arsenalen in Duitsland, België, Nederland, Griekenland en Italië staan bovendien niet onder Europese maar Noord-Amerikaanse controle maar ook de Franse en Britse nucleaire wapens kunnen geen deel uitmaken van een geïntegreerd Europees defensiebeleid. Bovendien wordt het dreigen met en het eventueel gebruik van kernwapens door een recent vonnis van het Internationaal Gerechtshof als het voorbereiden van oorlogsmisdaden beschouwd.

3. De huidige plafonnering van het defensiebudget moet daarom ook behouden blijven. De huidige druk op het budget door de 60 % personeelskosten moet worden weggenomen door een actief beleid van omscholing, vrijwillig vertrek en pensionering. Dat kan alleen door globale maatregelen zoals onder andere werktijdverkortng.

4. Om het contact tussen leger en bevolking te optimaliseren dient ook burgerlijk personeel in de structuren van de strijdkrachten te werken. Om dezelfde redenen moet de inzet van het leger bij natuurrampen behouden blijven.

— Parlementaire controle is essentieel —

In een parlementaire democratie is het onontbeerlijk dat de volksvertegenwoordigers voortdurend op de hoogte worden gehouden van het defensiebeleid

faut dès lors que les initiatives que le ministre de la Défense nationale prend ou envisage de prendre en ce qui concerne le déploiement des forces armées soient, elles aussi, soumises au contrôle du parlement. La défense nationale ne peut plus être considérée comme le domaine exclusif du pouvoir exécutif. Comme cela se fait dans d'autres pays, il faut élaborer une procédure prévoyant que l'accord explicite du parlement est requis pour des opérations d'envergure. Il est inadmissible que le parlement soit informé de telles initiatives par les médias.

— Conclusion —

Ce qui devait être un débat de société approfondi, s'est avéré être un plaidoyer classique pour l'augmentation du budget de la défense dans le cadre traditionnel d'une armée classique.

Les écologistes plaident dès lors en faveur d'une politique de sécurité et de défense dont la prévention des conflits constitue l'objectif principal. La réalisation de cet objectif ne peut être garantie que par l'établissement d'un ordre social, économique et écologique équitable au niveau international. ».

van de regering. Daarom moet er ook een parlementaire controle komen op de initiatieven die de minister neemt of denkt te nemen op het gebied van ontplooiing van de strijdkrachten. Landsverdediging kan niet langer worden beschouwd als het exclusieve domein van het uitvoerend niveau. Net als in andere landen moet men tot een procedure komen die de expliciete toestemming van het parlement vereist voor grootschalige operaties. Het kan niet langer dat het parlement door de media van dergelijke initiatieven op de hoogte wordt gebracht.

— Besluit —

Hetgeen als een maatschappelijk debat ten gronde was aangekondigd, is verworpen tot een klassiek pleidooi voor verhoging van het defensiebudget binnen de traditionele krijtlijnen van een klassiek leger.

De groenen bepleiten dan ook een veiligheids- en defensiebeleid dat conflictpreventie als voornaamste pijler heeft. Het nastreven van een rechtvaardige sociale, economische en ecologische wereldorde is daartoe de enige garantie. ».

X. — CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

INTRODUCTION

La chute du mur de Berlin, l'implosion de l'Union soviétique et de la dissolution du Pacte de Varsovie ont effacé des esprits l'image, vieille de 50 ans, d'un ennemi bien identifié et le sentiment que quelque part, pas très loin, la menace guette.

La disparition de cette image a laissé la place au sentiment selon lequel la véritable menace était à chercher au sein même de notre société. Le chômage, l'insécurité face à l'avenir, la drogue, la criminalité font davantage peur aujourd'hui que l'existence de n'importe quelle force militaire. Même si la disparition de la chape de plomb communiste en Europe de l'Est a réveillé dans la Fédération de Russie et dans les Balkans des tensions retenues depuis 50 ans et risquant à tout moment de dégénérer en conflit, comme l'a montré la guerre en ex-Yougoslavie.

Cette évolution s'est traduite, depuis le début des années nonante, par une importante diminution des budgets de défense occidentaux et la réduction des effectifs des forces armées. La tendance s'est encore renforcée par une orthodoxie budgétaire accrue en vue de la réalisation de l'Union monétaire européenne.

La Belgique fut pionnière en la matière en Europe avec un plan quinquennal, le plan de restructuration de 93, rapatriant la majeure partie des troupes d'Allemagne, suspendant le service militaire et gelant le budget à 98 milliards de francs.

Après la réalisation de ce plan, force est toutefois de constater qu'il y a une distorsion en ce qui concerne la répartition du budget entre le personnel, les moyens de fonctionnement et les investissements. La part des frais de personnel est beaucoup trop importante, comparée à ce qui reste pour le fonctionnement et les investissements.

La suspension du service militaire, la limitation des recrutements, le retard dans les départs de militaires en surnombre et les difficultés que pose le recrutement de militaires à court terme ont en outre entraîné un vieillissement des effectifs. La suspension du service militaire a par ailleurs eu pour effet de fragiliser le lien armée-nation.

L'évolution de la situation internationale, qui a nécessité des interventions opérationnelles plus nombreuses et aussi des formes nouvelles d'interventions opérationnelles, et les restructurations des forces armées qui en ont résulté font que celles-ci traversent une crise d'identité. Tant l'opinion publique que les forces armées elles-mêmes ont de ce fait une image confuse de leur rôle et de leurs missions. D'un point de vue sociologique et culturel, les récentes

X. — CONCLUSIES EN AANBEVELINGEN

INLEIDING

De val van de Berlijnse muur, het uiteenvallen van de Sovjet-Unie en de ontbinding van het Warschaupact hebben het vijftig jaar oude doembeeld van een duidelijke vijand en het gevoel dat ergens ver weg de bedreiging loert, weggenomen.

Dat doembeeld is verdwenen en heeft plaats gemaakt voor het gevoel dat de echte dreiging binnen onze eigen samenleving moet worden gezocht. Werkloosheid, onzekerheid over de toekomst, drugs en criminaliteit boezemen de bevolking momenteel meer angst in dan welke militaire macht ook, al heeft de verdwijning van het juk van het communisme in Oost-Europa binnen de Russische federatie en op de Balkan spanningen losgeweekt die vijftig jaar lang onderhuids aanwezig waren en die nu elk moment in conflicten dreigen uit te monden, zoals reeds het geval was met de oorlog in ex-Joegoslavië.

Sinds het begin van de jaren '90 had die ontwikkeling tot gevolg dat de defensiebegrotingen in het Westen aanzienlijk werden verminderd en dat de krijgsmachten over minder manschappen konden beschikken. Die tendens wordt nog versterkt door een strengere begrotingsdiscipline om de Europese Monetaire Unie tot stand te brengen.

In Europa was België op dat stuk de voorloper met het vijffarenplan, met name het herstructureringsplan van 1993. Daarbij werd het overgrote deel van de troepen uit Duitsland gerepatriëerd, werd de dienstplicht opgeschort en werd de begroting op 98 miljard frank bevroren.

Na de voltooiing van dit plan komt men echter tot de vaststelling dat er een scheefgroei is inzake de verdeling van het budget over personeel, werkmiddelen en investeringen. Het aandeel van de personeelskosten is veel te hoog in vergelijking met wat overblijft voor werking en investeringen.

De opschorting van de legerdienst, de beperking van de rekruteringen, de vertraging opgelopen in de afvloeiing van militairen in overtal en de moeilijkheden bij het aanwerven van militairen korte termijn hebben er bovendien voor gezorgd dat de gemiddelde leeftijd van de militairen stijgt. Een bijkomend effect van de opschorting van de legerdienst is dat bovendien de band tussen leger en natie kwetsbaarder wordt.

De gewijzigde internationale situatie, waardoor er meer en nieuwe vormen van operationele inzet gekomen zijn, en de mede daaruit volgende herstructureren van de krijgsmacht maken dat deze een identiteitscrisis doormaakt. Zowel binnen de publieke opinie als binnen de krijgsmacht zelf heerst er daarvoor een verward beeld van haar rol en opdrachten. Vanuit sociologisch en cultureel oogpunt bekeken, zijn de recente veroordelingen van individuele mili-

condamnations de militaires individuels pour inconduite au cours d'opérations sont révélatrices de cette crise d'identité.

Il faut éviter que l'on en arrive un jour à une situation où les forces armées ne seraient plus à même, faute de moyens suffisants ou en raison d'une affectation inadéquate de ceux-ci, de remplir avec la sécurité voulue les missions qu'elles sont censées accomplir conformément à ce que la nation attend d'elles. Il est démocratiquement malsain qu'une armée se coupe de la société. Afin d'éviter que l'armée se démotive et s'éloigne de la société, celle-ci doit définir clairement ce qu'elle considère comme étant le rôle et les missions de l'armée.

Les recommandations qui suivent ne sont guidées que par la conscience de ce double risque et par le souci de permettre aux forces armées d'assurer, dans le respect des valeurs démocratiques, la préservation de la démocratie et de l'État de droit dont elles doivent être une des garantes essentielles.

Le débat ne doit pas se clôturer et s'enfermer dans des conclusions définitives. Au contraire, dans un monde qui change et se transforme profondément, il doit se poursuivre sous la forme d'un dialogue permanent entre les politiques, les citoyens et les militaires. Les lieux et les forums de ce dialogue sont encore partiellement à inventer.

Le point de départ

La question des missions et des moyens des forces armées découle directement de la politique de défense et de sécurité de notre pays. Celle-ci s'inscrit dans un cadre collectif, européen et transatlantique.

Ce choix n'est pas remis en question. Vu dans une perspective historique, il est essentiel pour un petit pays comme la Belgique d'adhérer à des alliances comme l'OTAN et l'UEO au sein desquelles notre pays a une voix dans la prise de décisions commune et dont le premier principe est la solidarité.

Par ailleurs, la construction d'une identité de sécurité et de défense européenne a toujours été une des priorités des gouvernements belges. Cette identité suppose une capacité opérationnelle effective. Un outil de défense européen utilisable pourrait contribuer à la mise en œuvre d'une politique européenne de sécurité et de défense et devrait, à terme, mener à une armée européenne.

La conséquence logique de ce choix est que la Belgique aligne sa politique de défense sur celle de l'OTAN et de l'UEO.

Le fait d'être membre d'une alliance confère évidemment des droits mais implique également des devoirs. Ces devoirs se traduisent par :

— le « *burden sharing* », c'est-à-dire le soutien d'une partie des charges de ces organisations ou le « *fair share* ». La Belgique définit son « *fair share* »

taires pour wangedrag tijdens operaties tekenend voor deze identiteitscrisis.

Er moet worden voorkomen dat de krijgsmacht op een dag in een situatie verzeild geraakt waarin zij door een gebrek aan middelen, of door een onaangepaste allocatie van deze middelen, niet meer in staat is om op een veilige manier de opdrachten te vervullen die de natie van haar verwacht. Het is, vanuit democratisch oogpunt, ongezond dat een leger van de samenleving vervreemdt. Om te voorkomen dat het gedemotiveerd en vervreemd geraakt, moet vanuit de samenleving een duidelijke visie op de rol en de opdrachten van het leger geformuleerd worden.

De hieronder opgenomen aanbevelingen zijn uitsluitend ingegeven door het aanvoelen van dat dubbele gevaar en door de bezorgdheid om de krijgsmacht de mogelijkheid te geven om de democratie en de rechtsstaat, waarvoor onder meer zij garant moet staan, te vrijwaren en daarbij de democratische waarden in acht te nemen.

Het debat mag niet worden afgesloten met en mag zich niet vastklinken aan definitieve conclusies. In een grondig veranderende wereld moet dat debat daarentegen worden voortgezet in de vorm van een permanente dialoog tussen politici, burgers en militairen. De plaatsen en de fora voor die dialoog moeten voor een deel nog worden bepaald.

Het uitgangspunt

De kwestie van de opdrachten en de middelen van de krijgsmacht vloeit rechtstreeks voort uit het defensie- en veiligheidsbeleid van ons land. Dat beleid past in een gezamenlijk, Europees en transatlantisch kader.

Die keuze wordt niet op de helling gezet. In een historisch perspectief is het voor een klein land als België van groot belang aan te sluiten bij bondgenootschappen zoals de NAVO en de WEU, waarin ons land een stem heeft bij de gemeenschappelijke besluitvorming en waarvan de solidariteit het hoofdbeginsel is.

Voorts is de opzet van een Europese veiligheids- en defensie-identiteit steeds een van de prioriteiten geweest van de Belgische regeringen. Die identiteit onderstelt een factische operationele capaciteit. Een bruikbaar Europees defensie-instrument zou kunnen bijdragen tot een Europees veiligheids- en defensiebeleid en zo op termijn moeten leiden tot een Europees leger.

Het logische gevolg van die keuze is dat België zijn defensiebeleid afstemt op dat van de NAVO en de WEU.

Met het lidmaatschap van een bondgenootschap gaan uiteraard rechten maar ook plichten gepaard. Die plichten bestaan in :

— de « *burden sharing* », dat wil zeggen het voor zijn rekening nemen van een deel van de lasten van die organisaties of « *fair share* ». België stelt zijn

par référence avec celui du Danemark, de la Norvège et des Pays-Bas;

— un nombre d'engagements dont un certain nombre sont militaires.

C'est ainsi qu'en 1993, la Belgique s'est engagée au sein de l'OTAN à fournir une division mécanisée, une brigade para-commando, 72 avions de chasse et 15 navires. Nous devons continuer à honorer à l'avenir de tels engagements négociés.

Dans le cadre de l'effort fourni pour construire une identité de défense européenne, la Belgique doit plaider au niveau de l'UEO pour une visibilité et une participation plus grandes de l'Europe dans l'Alliance atlantique et pour une plus grande autonomie militaire européenne. Dans ce but, la collaboration militaire entamée avec les voisins doit être renforcée et l'élargissement de l'OTAN être considéré comme un élément important de l'intégration européenne.

I. — LES MISSIONS

Depuis la fin de la guerre froide, l'environnement stratégique s'est amélioré mais est devenu également plus complexe et plus incertain. D'un point de vue géographique, notre environnement sécuritaire s'est étendu, la sécurité des alliés et de la Belgique en particulier pouvant être considérablement influencée par des événements survenant en dehors du territoire de l'OTAN ou de l'UEO.

La déclaration de Madrid des chefs d'État et de gouvernement (juillet 1997) a mis l'accent sur le lien entre la sécurité des membres de l'OTAN et la stabilité dans une région plus vaste : « La sécurité des membres de l'OTAN est indissociable de celle de l'Europe comme entité. L'amélioration de la sécurité et de la stabilité des pays euro-atlantiques, où la paix reste précaire et où l'instabilité règne toujours, est d'une importance primordiale pour l'Alliance. ».

La Belgique s'inscrit dans la fonction essentiellement défensive de l'OTAN et de l'UEO. Dans un paysage géopolitique et stratégique en mutation, celle-ci comprend aussi bien la défense collective des pays membres que la promotion — de diverses manières — de la sécurité et de la stabilité dans un environnement plus vaste.

LES MISSIONS PRINCIPALES

1. Défense et sécurité

La défense collective

L'obligation d'assistance lorsque la sécurité d'un des membres de l'OTAN ou de l'UEO est menacée, contenue dans les traités constitutifs de ces allian-

« *fair share* » vast op grond van die van Denemarken, Noorwegen en Nederland;

— een aantal verplichtingen waarvan sommige een militair karakter hebben.

Zo heeft België er zich in 1993 binnen de NAVO toe verbonden een gemechaniseerde divisie, een para-commandobrigade, 72 jachtvliegtuigen en 15 schepen ter beschikking te stellen. Ook in de toekomst moeten we dergelijke onderhandelde engagementen nakomen.

In het kader van de inspanning met het oog op de opzet van een Europese defensie-identiteit moet België bij de WEU pleiten voor een grotere aanwezigheid en deelname van Europa in het atlantisch Bondgenootschap en voor een grotere Europese militaire zelfstandigheid. Daartoe moet de aangevatte militaire samenwerking met de buurlanden worden versterkt en moet de uitbreiding van de NAVO worden aanzien als een belangrijk element voor de Europese integratie.

I. — DE OPDRACHTEN

Sinds het einde van de koude oorlog is de strategische context verbeterd, maar is hij tevens ingewikkelder en onzekerder geworden. Vanuit geografisch oogpunt bekeken, is de veiligheidszone ruimer geworden omdat de veiligheid van de bondgenoten en van België in het bijzonder, ernstig kunnen worden beïnvloed door gebeurtenissen die plaatsvinden buiten het grondgebied van de NAVO of de WEU.

De verklaring van Madrid van de staatshoofden en regeringsleiders (juli 1997) heeft de nadruk gelegd op het verband tussen de veiligheid van de leden van de NAVO en de stabiliteit in een ruimer gebied. Daarbij is gesteld dat de veiligheid van de leden van de NAVO onlosmakelijk verbonden is met die van Europa als eenheid en dat de verbetering van de veiligheid en de stabiliteit van de Euro-atlantische landen waar de vrede nog steeds onzeker is en er nog steeds instabiliteit heerst, van zeer groot belang is voor het Bondgenootschap.

België onderschrijft de voornamelijk defensieve functie van de NAVO en de WEU. In een wisselende geopolitieke en strategische context behelst die functie evenzeer de gezamenlijke verdediging van de lidstaten als de bevordering — op uiteenlopende manieren — van de veiligheid en de stabiliteit in een ruimere zone.

DE HOOFDOPDRACHTEN

1. Defensie en veiligheid

De gezamenlijke defensie

In een wisselende strategische context blijft de in de oprichtingsverdragen van de NAVO of van de WEU vastgestelde verplichting tot bijstand ingeval

ces, reste, dans un contexte stratégique mouvant, la pierre angulaire de la défense collective de la Belgique et de l'Europe. Les mécanismes de consultation et la planification militaire commune qu'elle implique constituent un rempart contre la renationalisation des efforts de défense, la rupture de la solidarité et le gaspillage des moyens qu'elle entraînerait.

La participation à la dissuasion et à la défense contre toute menace ou agression envers les pays membres des deux organisations de défense auxquelles la Belgique appartient (article V), reste donc une des missions principales des forces armées belges.

Promotion de la sécurité et de la stabilité dans un environnement plus vaste

Les forces armées belges doivent participer aux actions menées dans un environnement plus large, qu'il s'agisse de maintien de la paix, de gestion des crises ou de prévention des conflits.

Elles doivent aussi prendre part aux actions résultant d'accords de coopération conclus dans le cadre d'alliances (exemple : *Partnership for Peace* de l'OTAN) ou dans un cadre bilatéral (non article V).

Par ailleurs les forces armées doivent pouvoir engager leurs moyens pour permettre au gouvernement de conduire au niveau national des opérations d'évacuation de ressortissants belges ainsi que, selon le cas, de donner des signaux dans le cadre de la politique extérieure et de répondre à certaines demandes spécifiques d'autres pays.

2. Maintien de la paix

La Belgique doit pouvoir participer à des missions non article V telles que la gestion de crises et le maintien de la paix en dehors du territoire OTAN, à des missions de paix sous l'égide de l'ONU et à des missions de monitoring sous l'égide de l'ONU et de l'OSCE.

La participation des forces armées belges à des opérations de maintien de la paix à l'étranger est définie dans la note de politique générale du gouvernement sur ce sujet.

Elle doit être analysée et décidée au cas par cas, en fonction d'une série de critères : sécurité de nos propres troupes, volonté de paix évidente de la part des parties impliquées, chances de réussite de l'opération, capacité militaire suffisante (en hommes et en matériel), mandat clair et règles d'engagement souples.

Il doit, par ailleurs, être tenu compte du caractère mixte civilo-militaire, de plus en plus marqué, des opérations de paix, qui appelle une approche globale et une collaboration interdépartementale. Dans le cadre de ces opérations, il n'entre pas dans la mission des militaires — chargés de s'interposer, de démilitariser et d'assurer la protection des populations civi-

de la sécurité van een van de leden van die bondgenootschappen wordt bedreigd de hoeksteen van de gezamenlijke defensie van België en van Europa. De werkwijze voor het overleg en de gemeenschappelijke militaire planning die deze vereist, werpen een dam op tegen het opnieuw nationaliseren van de inspanningen inzake defensie, tegen het verbreken van de solidariteit en tegen de verspilling die zulks met zich zou brengen.

Deelname aan de ontrading en aan de defensie tegen elke bedreiging of aanval tegen de landen die lid zijn van de twee defensieorganisaties waarvan België deel uitmaakt (artikel V), blijft dus een hoofdopdracht van de Belgische krijgsmacht.

Bevordering van de veiligheid en de stabiliteit in een ruimere context

De Belgische krijgsmacht moet deelnemen aan de operaties die worden gevoerd in een ruimere zone, ongeacht of het gaat om vredeshandhaving, crisisbeheer of conflictvoorkoming.

Ze moet ook deelnemen aan acties die voortvloeien uit samenwerkingsovereenkomsten die zijn gesloten in het kader van bondgenootschappen (bijvoorbeeld : *Partnership for Peace* van de NAVO) of in een bilateraal kader (niet artikel V).

Voorts moet de krijgsmacht haar middelen kunnen inzetten om de regering de mogelijkheid te bieden op internationaal vlak operaties te leiden met het oog op de evacuatie van Belgische staatsburgers en, naar gelang van het geval, signalen te geven in het kader van het buitenlands beleid en te beantwoorden aan specifieke vragen van andere landen.

2. Vredeshandhaving

België moeten kunnen deelnemen aan opdrachten die niet zijn opgenomen in artikel V, zoals het crisisbeheer en de vredeshandhaving buiten het NAVO-grondgebied, aan vredesopdrachten in het kader van de VN en aan bewakingsopdrachten in het kader van de VN en de OVSE.

De deelname van de Belgische krijgsmacht aan operaties voor vredeshandhaving in het buitenland is omschreven in de beleidsnota van de regering terzake.

Ze moet geval per geval worden onderzocht en beslist, op grond van een aantal criteria : veiligheid van onze eigen troepen, kennelijke wil van de betrokken partijen om vrede te sluiten, slaagkansen van de operatie, voldoende militaire capaciteit (menschappen en middelen), duidelijke opdracht en soepele *rules of engagement*.

Voorts dient rekening te worden gehouden met het feit dat bij de vredesoperaties steeds vaker zowel burgers als militairen betrokken zijn, wat een algemeen aanpak en een interdepartementale samenwerking vereist. In het kader van die operaties zijn de militairen — die moeten tussenbeide komen, ontwapenen en instaan voor de bescherming van de

les — d'exécuter des tâches de maintien de l'ordre ou de procéder à des arrestations, missions traditionnelles des corps de police ou de gendarmerie.

Dans le cadre de ces opérations, les possibilités d'aide à la population locale et la collaboration avec les croix rouges locales et des organisations non gouvernementales (les ONG) doivent être examinées.

MISSIONS ACCESSOIRES

1. Coopération à l'action humanitaire et au développement

Dans la mesure du possible, dans le cadre des opérations humanitaires, la Défense nationale doit répondre au cas par cas à la demande des Affaires étrangères, de la Coopération au développement, d'institutions et d'organisations internationales.

La Belgique doit aussi être prête à répondre à la demande d'organisations régionales et de pays individuels pour une coopération technico-militaire dans le cadre de la coopération au développement, pour autant que les conditions imposées par le gouvernement belge, en application notamment des principes et des lignes de conduite retenus dans la note de politique générale sur la participation de la Belgique aux opérations de maintien de la paix, soient remplies.

2. Aide à la nation

Sur le territoire national, une des attentes des citoyens est que les forces armées mettent en œuvre, au service de la population, leurs moyens en personnel et en matériel, surtout en cas de sinistres et de catastrophes ou dans le cadre des plans d'urgence.

Cette contribution doit cependant être considérée comme subsidiaire et occasionnelle — ce qui ne veut pas dire insignifiante — pour deux raisons. Il n'est pas possible de réserver des moyens opérationnels dédiés exclusivement à ce type de mission, car ils deviendraient dès lors indisponibles pour toute mission en dehors du territoire national.

La volonté existe à la Défense nationale de mettre à la disposition de la nation l'ensemble des moyens disponibles lorsque la situation le nécessite et que la demande émane d'une autorité compétente. Pour optimiser la contribution de l'armée dans le cadre de l'aide à la nation, il faut promouvoir différentes actions :

- il faut réaliser d'urgence de meilleures synergies entre les forces armées, la protection civile et les services d'incendie afin que ces trois organisations puissent assurer un service aussi optimal et efficace que possible à la population;

- l'apport par la Défense nationale de son *know-how* dans certains domaines (planification d'opéra-

burgerbevolking — niet belast met ordehandhaving of arrestaties, omdat dat de gebruikelijke taken van de politie en de rijkswacht zijn.

In het kader van die operaties moeten de mogelijkheden om hulp te bieden aan de plaatselijke bevolking en om samen te werken met de plaatselijke afdelingen van het Rode Kruis en met niet-gouvernementele organisaties (NGO's) worden onderzocht.

BIJKOMENDE OPDRACHTEN

1. Medewerking aan humanitaire acties en ontwikkeling

Landsverdediging moet in het raam van humanitaire operaties in de mate van het mogelijke en geval per geval inspelen op de vraag van het ministerie van Buitenlandse Zaken, het staatssecretariaat voor Ontwikkelingssamenwerking en van internationale instellingen en organisaties.

België moet ook klaar zijn om een antwoord te bieden op de vraag van regionale organisaties en individuele landen naar technisch-militaire samenwerking in het raam van de ontwikkelingssamenwerking, op voorwaarde dat wordt voldaan aan de voorwaarden die de Belgische regering oplegt, meer in het bijzonder met toepassing van de beginselen en de gedragsregels die zijn opgenomen in de beleidsnota over de deelname van België aan de vredeshandhavingsoperaties.

2. Hulp aan de natie

Op het nationale grondgebied bestaat één van de verwachtingen van de burgers erin dat de krijgsmacht haar mensen en middelen inzet ten dienste van de bevolking, vooral bij natuur- of andere rampen of in het raam van de urgentieplannen.

Deze bijdrage moet evenwel als bijkomstig en occasioneel worden beschouwd, wat niet wil zeggen dat ze daarom onbeduidend zou zijn, en wel om twee redenen. Het is onmogelijk om operationele middelen exclusief voor dat soort van opdrachten voor te behouden, aangezien die middelen in dat geval niet meer beschikbaar zouden zijn voor enige opdracht buiten het nationale grondgebied.

Bij Landsverdediging is men bereid alle beschikbare middelen ter beschikking te stellen van de natie wanneer zulks nodig mocht zijn, en wanneer de vraag uitgaat van een bevoegde overheid. Teneinde de bijdrage van het leger in het raam van de hulp aan de natie te optimaliseren, moeten diverse acties worden bevorderd :

- er moet dringend een betere synergie tussen krijgsmacht, civiele bescherming en brandweer worden bewerkstelligd met het oog op een zo optimaal en efficiënt mogelijke dienstverlening van deze drie entiteiten aan de bevolking;

- de inbreng van de *knowhow* van Landsverdediging op bepaalde domeinen (planning van operaties,

tions, accidents chimiques, biologiques, pollution, garde de la zone de pêche, plans de catastrophes, ...) dans le cadre de formations et d'exercices proposés au personnel du ministère de l'Intérieur et des pouvoirs locaux;

— l'assouplissement du système de mise en œuvre des moyens des forces armées et la redéfinition éventuelle d'un cadre global et précis pour les réquisitions;

— l'amélioration de la gestion d'une crise/catastrophe (personnes de contact, liaisons et transmissions) et la participation de l'armée à l'élaboration des plans d'urgence;

— l'identification des moyens militaires qui peuvent être mis en œuvre : unités logistiques ou du génie, moyens de la marine, centre des grands brûlés, caisson hyperbare, services médicalisés et de réanimation, équipes psychologiques d'intervention, équipes médico-chirurgicales d'intervention rapide, hôpitaux de campagne, centre de psychologie de crise, ...

Étant donné que des moyens budgétaires ne sont pas prévus pour des prestations pour tiers (les autres départements inclus) ou pour la contribution des forces armées sur la base d'une réquisition, ces prestations doivent faire l'objet d'une facturation et d'un paiement au profit du département.

Les forces armées ont avant tout pour mission de préserver notre sécurité en défendant le territoire de l'Alliance atlantique et en maintenant la stabilité et la paix en dehors de celui-ci. Subsidiairement, elles doivent, dans la mesure des moyens disponibles, aider la nation et coopérer au développement d'autres nations.

II. — LES MOYENS

1. Le personnel

Les effectifs : dégagement et recrutement

— Le nombre d'effectifs, militaires et civils, doit être conforme aux engagements que la Belgique a pris dans le cadre de l'OTAN.

— Après plusieurs années d'efforts, le surnombre global en personnel de la défense nationale a été éliminé dans le cadre du plan de restructuration de 1993. Il persiste cependant un important surnombre dans la catégorie des sous-officiers. Celui-ci est compensé au niveau global par un manque de personnel civil et de volontaires.

— L'objectif d'apurement du surnombre ayant été atteint notamment par une limitation très stricte des recrutements, la pyramide des âges est fortement dégradée dans chacune des catégories de personnel. C'est la raison pour laquelle les mesures de dégagement visant au départ des sous-officiers âgés doivent être maintenues pour permettre le recrutement de

chimische of biologische ongevallen, vervuiling, bewaking van de visserijzone, rampenplannen, ...) in het raam van opleidingen en oefeningen waaraan het personeel van het ministerie van Binnenlandse Zaken en van de plaatselijke besturen kan deelnemen;

— een versoepeling van de regeling voor het inzetten van de middelen van de krijgsmacht en het eventueel herdefiniëren van een algemeen en duidelijk kader voor de opvorderingen;

— een verbetering van het crisis- en rampenbeheer (contactpersonen, verbindingen en transmissies) en het betrekken van het leger bij het opstellen van de urgentieplannen;

— identificatie van de militaire middelen die kunnen worden ingezet : logistieke eenheden of eenheden van de genie, middelen van de marine, brandwonden-centrum, hogedrukcabine, medische diensten en reanimatiediensten, psychologische interventieteams, medisch-chirurgische teams voor snelle ingrepen, veldhospitelen, centrum voor crisispsychologie, ...

Aangezien in geen begrotingsmiddelen is voorzien voor prestaties voor derden (de andere departementen inbegrepen), noch voor de hulp verleend door de krijgsmacht op grond van opvordering, moeten die prestaties worden gefactureerd en aan het departement worden betaald.

De krijgsmacht heeft in de eerste plaats tot taak over onze veiligheid te waken door het grondgebied van het Atlantisch Bondgenootschap te verdedigen en door de stabiliteit en de vrede buiten dat grondgebied te bewaren. In bijkomende orde moet de krijgsmacht, gelet op de beschikbare middelen, de natie helpen en meewerken aan de ontwikkeling van andere naties.

II. — DE MIDDELEN

1. Het personeel

De personeelsformatie : afvloeiingen en aanwervingen

— Het aantal personeelsleden — militairen en burgers — moet overeenstemmen met de engagementen die België binnen de NAVO is aangegaan.

— Na vele jaren van inspanningen werd het algemene overtal aan personeel binnen de nationale krijgsmacht weggewerkt binnen het kader van het herstructureringsplan van 1993. Het aantal onderofficieren blijft evenwel veel te hoog, al wordt dat over het geheel genomen gecompenseerd door een tekort aan burgerpersoneel en vrijwilligers.

— Aangezien de wegwerking van het overtallige personeel onder meer werd verwezenlijkt via een zeer drastische beperking van de rekruteringen, won de leeftijdspiramide in alle personeelscategorieën heel wat aan topzwaarte. Om die reden moeten de afvloeiingsmaatregelen ten aanzien van oudere onderofficieren gehandhaafd blijven. Aldus komt ruim-

personnel jeune pouvant être affecté pendant 10 ans au moins dans les unités opérationnelles.

— Dans la catégorie des volontaires, la jeunesse du personnel est un élément essentiel en raison du caractère physiquement exigeant des fonctions. Eu égard au fait que pour cette catégorie de personnel, le coût de la formation est limité, il convient de remédier au vieillissement des effectifs en recrutant de manière prioritaire et optimisée des courts termes, engagés pour une période de 3 à 5 ans. Il importe donc d'augmenter substantiellement le recrutement des courts termes. Afin d'augmenter le nombre de candidats, actuellement trop limité, surtout dans le nord du pays, il y a lieu d'améliorer l'attrait du statut des court terme et ce, éventuellement en proposant des programmes de formation, en organisant des campagnes de formation ciblées sur les jeunes peu qualifiés, en revalorisant les traitements, etc.

— Dans la catégorie des sous-officiers, des efforts doivent être accomplis en vue d'apurer les surnoms en prolongeant les mesures de dégagement.

— La carrière des militaires doit être axée sur les tâches opérationnelles militaires. C'est pourquoi un rôle particulier doit incomber au personnel civil dans le domaine de la gestion et de l'appui.

Le personnel civil devra être affecté prioritairement à des tâches requérant une formation longue et une grande continuité. Le personnel civil présente, en effet, le double avantage de n'être pas rémunéré pendant sa formation et de n'être pas soumis, à la différence des officiers, à une grande mobilité parfois incompatible avec la technicité de certaines fonctions.

La formation

— Le niveau d'enseignement dans la catégorie des sous-officiers doit être relevé, leur formation doit encore être améliorée en vue de permettre à cette catégorie de personnel d'assumer pleinement son rôle et ses responsabilités, à savoir, d'une part, assurer l'encadrement de proximité des troupes et, d'autre part, intervenir à titre préventif dès les premiers signes de problèmes de comportement.

— Dans la catégorie des officiers, la formation peut encore être améliorée en vue de stimuler la créativité et l'esprit d'initiative, de mettre l'accent sur les relations interpersonnelles et d'accroître l'ouverture sur la société civile.

— D'une manière générale, la formation des militaires, plus particulièrement celle des cadres inférieurs, susceptibles d'être envoyés à l'étranger, doit mieux correspondre aux nouvelles exigences et aux difficultés des missions de paix multinationales.

te vrij voor de rekrutering van jongeren, die ten minste tien jaar lang in operationele eenheden actief kunnen zijn.

— In de categorie van vrijwilligers is het van wezenlijk belang dat het personeel jong is, aangezien de functies fysiek veeleisend zijn. Gelet op de geringe opleidingskosten voor deze personeelscategorie moet de vergrijzing van de personeelsformatie worden opgelost door een prioritaire en geoptimaliseerde rekrutering van personeel voor een korte termijn, dat wil zeggen voor een periode van drie tot vijf jaar. Het is dus van belang het aantal rekruteringen voor een korte termijn fors op te voeren. Teneinde meer kandidaten aan te trekken — vooral in het noorden van het land waar de interesse te beperkt is — dient het statuut van die « vrijwilligers korte termijn » aantrekkelijker te worden gemaakt. Middelen daartoe kunnen zijn het aanbieden van opleiding en vorming, alsook het opzetten van informatiecampaagnes gericht op laaggeschoolde jongeren, herwaardering van de wedden enz.

— In de categorie van onderofficieren moeten inspanningen worden geleverd, teneinde het overtal aan personeelsleden weg te werken, via een verlenging van de afvloeiingsmaatregelen.

— Tijdens hun loopbaan moeten de militairen worden ingezet bij specifiek militaire operaties en taken. Dat verklaart waarom het burgerpersoneel een specifieke taak moet vervullen, met name inzake beheer en ondersteuning.

Het burgerpersoneel moet prioritair worden ingezet voor opdrachten die een lange opleiding en een grote continuïteit vereisen. Het burgerpersoneel biedt immers het dubbele voordeel dat het niet wordt betaald tijdens de opleiding en dat het, anders dan de officieren, geen grote mobiliteit aan de dag moet leggen; soms is mobiliteit immers onverenigbaar met de specifieke aard van bepaalde functies.

De opleiding

— Het scholingsniveau in de categorie van de onderofficieren dient te worden opgetrokken. Daarom moet hun opleiding verder worden verbeterd, zodat die categorie haar rol en verantwoordelijkheden ten volle op zich kan nemen. Het gaat dan met name om het van dichtbij begeleiden van de troepen en het preventief optreden zodra de eerste tekenen van gedragsproblemen opduiken.

— In de categorie van officieren is de opleiding nog voor verbetering vatbaar, teneinde de creativiteit en de zin voor initiatief te stimuleren. Tevens is het de bedoeling aldus het belang te onderstrepen van interpersoonlijke relaties en werk te maken van een opener houding tegenover de civiele maatschappij.

— Algemeen dient de opleiding van de militairen die voor operaties in het buitenland in aanmerking komen, en in het bijzonder van het lager kaderpersoneel, beter te beantwoorden aan de nieuwe vereisten en moeilijkheden die gepaard gaan met multinatio-

Pour pouvoir s'adapter quasi instantanément à une situation d'urgence, œuvrer sur des terrains, dans des milieux et avec des partenaires toujours différents et imprévus, loin de son pays et de sa famille, il faut être très bien formé, préparé et encadré.

— Étant donné entre autres le caractère civilo-militaire de plus en plus marqué de ce type de missions, à côté des aspects techniques et tactiques de combat, il convient de réserver plus de place dans la formation aux aptitudes sociales, aux valeurs et à l'éthique (contacts avec les civils, les ONG, la population et les instances locales, modalités de coopération avec les organisations humanitaires, relations avec les médias, droit des conflits armés, ...). D'une manière générale, plus d'attention doit être apportée à la formation humanitaire à côté des exigences de la formation militaire.

Les aspects sociaux, humains et relationnels

— La qualité de la vie du personnel militaire et civil de la Défense nationale doit continuer à s'améliorer. La formation permanente, les possibilités de carrière et la promotion sociale doivent y contribuer.

— Le travail à temps partiel doit continuer à se développer et être promu dans la mesure où il est compatible avec la fonction des personnes concernées et avec les exigences de la profession militaire.

— Une plus grande attention doit être accordée aux individus et aux relations entre individus. Plus particulièrement pour les hommes et les femmes participant aux missions extérieures, l'accompagnement psycho-social, le soutien apporté à leur famille en Belgique, les contacts entre le militaire et les siens constituent des éléments très importants.

Il y a matière également à améliorer la communication interpersonnelle, en cas de crise et de difficultés et lors d'accidents ou d'événements tragiques.

— Pour le personnel appelé à prendre part à des opérations dans des conditions parfois difficiles, il est essentiel de pouvoir disposer de soins médicaux de qualité sur place. C'est pourquoi une attention toute particulière doit être accordée aux soins de première ligne qui restent la finalité première du service médical. La gratuité des soins reste étalement importante dès lors que le personnel doit être en bonne santé pour pouvoir accomplir ses missions et qu'il a parfois à subir les séquelles de l'exercice de fonctions souvent fort éprouvantes. La gratuité des soins est donc essentielle pour le personnel.

nale vredesoperaties. Een goede opleiding, voorbereiding en begeleiding zijn noodzakelijk om ervoor te zorgen dat de militairen, ook wanneer zij zich ver van huis en haard bevinden, ogenblikkelijk kunnen inspelen op noodsituaties, alsook vlot kunnen omgaan met steeds wisselende en onvoorziene actieterrainen, omstandigheden en partners.

— Aangezien soortgelijke missies steeds vaker zowel civiel als militair van aard zijn, volstaat het niet langer uitsluitend de technische en tactische aspecten van de militaire operaties te belichten, maar dient ook meer aandacht uit te gaan naar het aanscherpen van de sociale vaardigheden, waarden en ethische normen (contacten met de civiele maatschappij ter plaatse, evenals met de burgers, de NGO's, de bevolking en de plaatselijke instanties, voorwaarden voor samenwerking met de hulporganisaties, contacten met de media, de rechtsregels inzake gewapende conflicten, ...). In het algemeen moet binnen de opleiding meer tijd worden vrijgemaakt voor humanitaire aspecten, en niet alleen voor militaire vereisten.

Sociale, menselijke en relationele aspecten

— De kwaliteit van het leven van het burgerpersoneel en de militairen binnen de nationale krijgsmacht, moet verder worden verbeterd. Permanente opleiding, carrièremogelijkheden en sociale promotie moeten daartoe bijdragen.

— Deeltijdwerk moet blijvend worden ontwikkeld en aangemoedigd, voorzover zulks verenigbaar is met de functie van de betrokkenen en met de vereisten van een militaire loopbaan.

— Het individu en de relatie tussen individuen verdienen meer aandacht. Zeker voor wie aan operaties in het buitenland deelneemt, zijn psycho-sociale begeleiding, steun aan de familie in België, alsook contacten tussen de militair en diens verwanten, van wezenlijk belang.

Ook de interpersoonlijke communicatie in crisissituaties, bij moeilijkheden, ongelukken of tragische gebeurtenissen, is voor verbetering vatbaar.

— Essentieel is voorts dat wie voor soms netelige operaties wordt opgeroepen, ter plaatse zo nodig een degelijke geneeskundige verzorging kan krijgen. Daarom moet bijzondere aandacht uitgaan naar de eerstelijnszorg, die de belangrijkste opdracht van de medische dienst blijft. Het is van belang dat die zorgverstrekking kosteloos blijft, aangezien de militairen in goede gezondheid moeten zijn om hun opdrachten naar behoren te kunnen uitvoeren en omdat zij soms zwaar te lijden hebben onder de gevolgen van vaak zeer afmattende opdrachten. Daarom is kosteloze medische hulpverlening voor het personeel van wezenlijk belang.

La réserve

Comme le prévoit le plan de restructuration, la réserve reste néanmoins une composante essentielle des forces armées dans le cadre de l'exécution de leurs missions. La réserve permet en outre de renforcer le lien armée-nation, qui s'est affaibli depuis la suppression du service militaire. Cette suppression a également rendu plus difficile la constitution de cette réserve. Si la Belgique veut maintenir, après 2006 la qualité et le niveau — à tous égards — de sa réserve, il y a lieu de régler d'urgence, entre autres, la question des statuts de la réserve, de la concertation avec les interlocuteurs sociaux et de garantir l'attachement de la réserve aux institutions démocratiques. L'élaboration de ces mesures nécessite une concertation poussée avec le parlement.

Enfin, le projet d'une nouvelle réserve volontaire, à laquelle il pourrait être fait appel en cas de sinistres ou de catastrophes naturelles, doit être concrétisé, en concertation avec la jeunesse, les employeurs et toutes les autres parties intéressées.

2. Le matériel

— La motivation et l'efficacité du travail du personnel ainsi que sa sécurité sont directement fonction de la qualité du matériel et du niveau d'entraînement des hommes.

— Le matériel doit être acquis en vue d'accomplir des missions article V (défense collective). Ce matériel peut, en effet, être mis en œuvre également dans les missions de paix, alors que l'inverse n'est pas possible. Il doit répondre, en outre, dans le cadre de l'OTAN et de l'UEO, à l'exigence d'interopérabilité.

Le coût des systèmes d'armes onéreux doit être partagé de manière équitable entre tous les alliés.

— Il faut lors d'acquisition de matériel privilégier la flexibilité et la mobilité, autrement dit tendre vers des forces armées polyvalentes, disposant dans les différentes spécialités de l'équipement minimum nécessaire pour pouvoir répondre à différents types de mission et préserver une autonomie d'intervention.

— Dans le cadre de la coopération européenne et de la construction d'une identité européenne en matière d'armement, la Belgique ne peut manquer le rendez-vous que lui donneront vraisemblablement les pays qui disposent d'une industrie de défense importante comme la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni et l'Italie. La Belgique a un rôle à jouer et à assumer dans la construction d'une Europe de la défense et de l'armement, à la mesure de la taille du pays et de son potentiel technologique.

De reserve

Zoals voorzien bij de herstructurering blijft de reserve onverminderd een essentieel onderdeel van de krijgsmacht bij de uitvoering van haar opdrachten. De reserve laat bovendien toe de band leger-natie nauwer aan te halen. Door de opschorting van de dienstplicht is deze band verzwakt. Maar door de opschorting is ook de werving van de reserve problematisch geworden. Als België na 2006 haar reserve — volwaardig en in alle opzichten — op peil wil houden, dan moet dringend werk worden gemaakt van onder meer de statuten van de reserve, overleg met de sociale partners en waarborgen van haar blijvende gehechtheid aan de democratische instellingen. De uitwerking van deze maatregelen vereist nauw overleg met het parlement.

Het plan voor een nieuwe vrijwillige reserve, waarop bij natuur- of andere rampen een beroep zou kunnen worden gedaan, moet worden verwezenlijkt in overleg met de jeugd, de werkgevers en alle andere betrokkenen.

2. Het materieel

— De motivatie van het personeel en de doelmatigheid van het werk dat het verricht, alsook de veiligheid van dat personeel, houden rechtstreeks verband met de kwaliteit van het materieel en met de goede training van de manschappen.

— Het materieel moet worden aangekocht om de opdrachten opgenomen in artikel V (collectieve verdediging) te vervullen. Dat materieel kan namelijk ook worden ingezet voor vredesopdrachten, terwijl het omgekeerde niet mogelijk is. Het moet in het raam van de NAVO en de WEU bovendien compatibel zijn met het materieel van de andere lidstaten.

De kosten voor de dure wapensystemen moeten op een billijke manier tussen alle bondgenoten worden verdeeld.

— Bij de aankoop van het materieel moet men in de eerste plaats oog hebben voor flexibiliteit en mobiliteit : er moet met andere woorden worden gestreefd naar polyvalente krijgsmachten die voor de verschillende specialismen beschikken over de nodige minimumuitrusting om inzetbaar te zijn voor diverse soorten van opdrachten en om de interventieautonomie te vrijwaren.

— In het licht van de Europese samenwerking en van de totstandbrenging van een Europese identiteit op het stuk van de bewapening, mag België de afspraak niet missen waarop de landen die over een belangrijke defensie-industrie beschikken (zoals Frankrijk, Duitsland, het Verenigd Koninkrijk en Italië) waarschijnlijk zullen aansturen. Voor België is, weliswaar gelet op zijn technologisch potentieel en het feit dat het een klein land is, een rol weggelegd bij de uitbouw van een eengemaakt Europa op het gebied van defensie en bewapening.

— Pour pouvoir participer comme membre à part entière de l'Organisme Conjoint de Coopération en matière de l'Armement (OCCAR), qui constitue l'embryon de la future Agence européenne de l'armement, à des programmes européens multinationaux, à la promotion des pôles d'excellences de notre industrie, au soutien à l'exportation à l'instar des autres pays européens, un plan à long terme, une politique et des moyens de recherche et développement adaptés au niveau de la Défense nationale s'imposent. La Belgique doit s'inscrire dans un maximum de programmes de défense européens dès la phase de R&D lorsque cette participation a une incidence positive sur le prix, la qualité et l'emploi.

— Un plan à long terme doit permettre aux entreprises de programmer leurs investissements. Une politique et des moyens de R&D doivent permettre aux industriels, qui sont pour la plupart des sous-traitants, de participer à des programmes européens de coopération, avec tout il impact que cela suppose en termes d'emploi.

Le matériel doit d'abord être acquis pour la mission de défense collective car ce matériel petit également servir pour les autres missions. Le matériel doit être de qualité, ce qui représente un coût, mais également une opportunité économique notamment en termes de R&D.

3. La structure

— La structure est en grande partie déterminée par les engagements en matière de défense collective et de missions de la paix.

— Selon le concept stratégique de l'OTAN de 1991, la capacité opérationnelle doit être adaptée pour permettre une mise en œuvre régionale, notamment avec des forces de réaction rapide, des moyens de transport stratégiques, une structure C3, une capacité logistique. À la lumière des résultats de l'actualisation du concept stratégique qui aura lieu en avril 1999, la structure des forces armées devra, le cas échéant, subir des réformes spécifiques.

— La structure doit tenir compte des nouvelles missions de l'OTAN et de l'UEO, de l'engagement croissant des troupes belges dans le cadre d'opérations des Nations Unies et d'actions humanitaires. L'intégration des troupes belges dans des structures ad hoc doit pouvoir se faire sans problème.

— Avec le prochain élargissement de l'OTAN, d'autres partenaires vont avoir voix au chapitre, ce qui diminuera l'importance relative de chacun.

La Belgique doit viser à conserver également dans ses structures, une influence suffisante dans la prise de décision de l'OTAN.

— Opdat ons land als volwaardig lid deel kan hebben aan het *Organisme Conjoint de Coopération en matière de l'Armement* (OCCAR) — dat later het Europees Bewapeningsagentschap moet worden —, aan Europese multinationale programma's, aan de ondersteuning van de sleutelsectoren van onze industrie en aan de bevordering van de uitvoer in navolging van de andere Europese landen, is het noodzakelijk dat er op het niveau van Landsverdediging een plan op lange termijn, een beleid en aangepaste middelen voor onderzoek en ontwikkeling komen. België moet al van in de fase van O&O deelnemen aan een zo groot mogelijk aantal Europese defensieprogramma's wanneer deze deelname een gunstige weerslag zou hebben, met name op prijs, kwaliteit en werkgelegenheid.

— Een plan op lange termijn moet het de bedrijven mogelijk maken hun investeringen te programmeren. Een beleid en middelen op het stuk van O&O moeten de industriële, die grotendeels onderaannemers zijn, de mogelijkheid bieden deel te nemen aan Europese samenwerkingsprogramma's, met alle positieve gevolgen van dien voor de werkgelegenheid.

In de eerste plaats moet het materieel worden aangekocht voor de opdracht van collectieve defensie, aangezien dat materieel ook kan worden ingezet voor andere opdrachten. Het materieel moet van hoge kwaliteit zijn. Dat kost geld, maar houdt eveneens kansen in voor het bedrijfsleven, meer in het bijzonder op het stuk van O&O.

3. De structuur

— De structuur wordt grotendeels bepaald door de verbintenissen inzake collectieve verdediging en vredesopdrachten.

— Volgens het in 1991 uitgewerkt nieuw strategisch concept van de NAVO moet de operationele capaciteit aangepast worden om een optreden in regionale conflicten mogelijk te maken, met name door het inzetten van snelle interventietroepen, strategische transportmiddelen, een C3-structuur, een logistieke capaciteit enz. Op basis van de resultaten uit de actualisering van het strategisch concept in april 1999 zullen, indien nodig, specifieke hervormingen moeten worden doorgevoerd in de structuur van de krijgsmacht.

— De structuur moet rekening houden met de nieuwe taken van de NAVO en de WEU alsmede met het feit dat de Belgische troepen steeds vaker ingezet worden voor VN-operaties en humanitaire acties. De integratie van de Belgische troepen in adequate structuren zal naar verwachting geen moeilijkheden opleveren.

— Als de NAVO binnen afzienbare tijd wordt uitgebreid tot andere partners, zullen die ook wat te zeggen hebben, met het gevolg dat eenieders relatief gewicht afneemt.

België moet er ook in zijn structuren naar streven voldoende invloed in de besluitvorming van de NAVO te behouden.

— Il faut poursuivre et développer la collaboration et les synergies entre partenaires européens pour des raisons d'économie et d'efficacité.

— De même, au niveau interne des forces armées belges, une réelle politique interforce regroupant tâches et services communs doit être développée.

Une réforme des états-majors basée sur une analyse interne et externe précise doit être rapidement mise en chantier et aboutir à une vision unique et global des forces armées.

La structure des forces armées doit être simple afin de limiter les coûts administratifs au profit de l'aspect opérationnel et de permettre une intégration au niveau européen et international et une réponse rapide à des exigences complexes.

4. Les moyens budgétaires

— Le budget doit permettre de faire face aux dépenses de personnel, de fonctionnement et d'investissement.

En 1993, il a été décidé de geler le budget à 98 milliards de francs pour une période de cinq ans. L'effort de défense a donc diminué en termes réels entre 1993 et 1997 de quelque 25 milliards de francs.

— À cette diminution globale est venue s'ajouter une dérive de la structure du budget au profit des dépenses de personnel et de fonctionnement — considérées comme inéluctables — et au détriment des investissements qui, au lieu de représenter 25 % du budget, n'en représentent plus que 15 %. Ces 15 % ne nous permettent plus de procéder au renouvellement et à la modernisation de notre matériel, rendus indispensables tant par l'évolution technologique que par l'usure prématurée due aux opérations extérieures.

— Il convient de tenir compte, pour la confection du budget de la Défense nationale, de la nécessité pour notre pays de conserver une défense crédible au sein de l'OTAN. Pour rappel, l'Alliance atlantique suggère à la Belgique d'augmenter en termes réels son budget de quelque 3 % par an pendant plusieurs années.

— Le but est, à terme, de pouvoir soutenir la comparaison avec les partenaires de l'OTAN tels que le Danemark, la Norvège et les Pays-Bas.

— Le prochain gouvernement doit pouvoir restaurer un équilibre entre les différentes composantes du budget (50 % personnel, 25 % fonctionnement, 25 % investissements). Cela signifie que le mouvement de rattrapage devra profiter prioritairement aux investissements.

— Om te bezuinigen en efficiënter te kunnen werken, behoort de samenwerking en de synergie tussen Europese bureaus en partners te worden voortgezet en uitgebreid.

— Op het intern niveau van de Belgische krijgsmacht moet werk worden gemaakt van een daadwerkelijk « intermachten »-beleid dat betrekking heeft op de gemeenschappelijke opdrachten en diensten.

Een op precieze interne en externe analyses berustende hervorming van de generale staven moet onverwijld ten uitvoer worden gelegd en uitmonden in een eenvormige en algemene visie op de krijgsmacht.

De structuur van de krijgsmacht moet eenvoudig zijn zodat de administratieve kostprijs binnen de perken kan blijven, ten voordele van het operationele aspect en om een integratie op Europees en internationaal vlak mogelijk te maken en snel te kunnen inspelen op complexe vereisten.

4. De budgettaire middelen

— De begroting moet het mogelijk maken het hoofd te bieden aan de uitgaven voor personeel, werking en investeringen.

Men heeft in 1993 besloten de begroting vijf jaar lang op 98 miljard frank te bevriezen, met het gevolg dat de defensie-inspanning tussen 1993 en 1997 in reële cijfers met circa 25 miljard frank is afgenomen.

— Bovenop die algemene vermindering kwam dan nog een ontsporing van de begrotingsstructuur ten voordele van de als onontkoombaar beschouwde personeels- en werkingsuitgaven, ten nadele van de investeringen die, in plaats van 25 % van de budgettaire middelen te vormen, niet meer uitkomen boven 15 %. Dat percentage is ontoereikend voor de vernieuwing en de modernisering van de uitrusting die, zowel wegens de technologische ontwikkeling als wegens aan operaties in het buitenland toe te schrijven slijtage, volstrekt noodzakelijk geworden zijn.

— Bij de opmaak van de begroting van Landsverdediging dient rekening te worden gehouden met de noodzaak voor ons land om een geloofwaardige defensie te behouden binnen de NAVO. Er zij aan herinnerd dat het Atlantisch Bondgenootschap heeft voorgesteld dat België gedurende verschillende jaren zijn begroting in reële cijfers jaarlijks met ongeveer 3 % verhoogt.

— Het doel is om op termijn de vergelijking te kunnen doorstaan met Noord-Atlantische partners zoals Denemarken, Noorwegen en Nederland.

— De volgende regering moet in staat zijn het evenwicht tussen de diverse begrotingscomponenten te herstellen (50 % personeel, 25 % werking, 25 % investeringen). Dit betekent dat de inhaalbeweging in de eerste plaats de investeringen ten goede moet komen.

	Population — <i>Bevolking</i>	Budget (en milliard US \$) — <i>Begroting</i> (in miljard US \$)	GDP pro capita (en milliard US \$) — <i>GDP pro capita</i> (in miljard US \$)	Forces armées — <i>Krijgsmacht</i>
Belgique. — <i>België</i>	10 093 000	2,8	21 900	44 450
Danemark. — <i>Denemar-</i> <i>ken</i>	5 235 000	3,1	21 800	32 900
Norvège. — <i>Noorwegen</i>	4 392 000	3,5	22 700	33 600
Pays-Bas. — <i>Nederland</i>	15 585 000	7,1	20 600	57 180

Le budget assaini devrait permettre à long terme le remplacement ou la modernisation du matériel, ainsi que la participation de la Belgique à la R&D et aux grands programmes de coopération européens.

Après une forte diminution en termes réels, des efforts doivent être consentis de façon à permettre à la Belgique de remplir les engagements qu'elle a souscrits vis-à-vis de l'OTAN, notamment en renouvelant le matériel. La priorité doit donc être accordée aux investissements.

III. — LE LIEN ARMÉE-NATION

— Afin que la Défense nationale soit clairement reconnue comme l'expression d'une solidarité et d'une volonté collective de la société, le maintien d'un lien entre l'armée et la nation est indispensable. Deux écueils sont à éviter : d'une part le cloisonnement des forces armées qui constituent par leur nature même un corps distinct, et d'autre part, le désintérêt et la déresponsabilisation de la société quant à sa défense. En même temps, l'exigence de transparence et d'efficacité se fait beaucoup plus forte.

— Il faut donc une véritable politique « armée-nation » qui sensibilise non seulement les citoyens mais aussi les preneurs de décision à tous les échelons. Il faut rechercher par différents moyens l'adhésion étroite de la nation à la définition du rôle et des missions de son armée.

— Ces moyens sont essentiellement des actions de communication et de relations publiques des forces armées à travers les médias et à l'occasion de manifestations diverses (21 juillet, journée de la marine, journée de la force terrestre, Soldat de la paix, ...), la participation des militaires à la vie de la cité, la réinsertion des jeunes volontaires court terme dans la société, le développement des contacts personnels entre les militaires et les civils.

— Les liens directs entre forces armées et société civile peuvent être stimulés par un programme annuel d'activités « armée jeunesse » proposé aux jeunes, la réserve, l'aide à la nation et l'organisation de rencontres entre militaires et civils.

— De gesaneerde begroting zou op lange termijn de vervanging of de modernisering van het materieel mogelijk moeten maken, alsmede de Belgische deelname aan O&O en aan de grote programma's op het gebied van Europese samenwerking.

Na een forse daling in reële cijfers moeten inspanningen worden gedaan om België in staat te stellen zijn NAVO-verbintenissen na te komen, met name door een vernieuwing van het materieel. De investeringen moeten dus de voorrang krijgen.

III. — DE BAND LEGER-NATIE

— Opdat Landsverdediging duidelijk erkend kan worden als de uitdrukking van solidariteit en van een collectieve wil van de maatschappij, is het volstrekt noodzakelijk een band tussen het leger en de natie te behouden. Men moet twee struikelstenen vermijden : enerzijds dat de krijgsmacht, die van nature een heel apart corps vormt, zich gaat afschermen van de maatschappij en anderzijds dat die maatschappij onverschillig wordt en haar verantwoordelijkheidsbesef verliest. Tegelijkertijd klinkt de eis voor meer transparantie en doeltreffendheid steeds luider.

— Wij hebben dus een echt beleid « leger-natie » nodig dat niet alleen de burgers doch tevens de besluitvormers op alle echelons sensibiliseert. Er moet met allerlei middelen gezocht worden naar een nauwe betrokkenheid van de natie bij het definiëren van de rol en de taken van het leger.

— Die middelen zijn hoofdzakelijk communicatie-acties en het bevorderen van public relations via de media en naar aanleiding van allerlei festiviteiten (21 juli, dag van de zeemacht, dag van de landmacht, Soldaat voor de vrede, ...), deelname van de militairen aan het leven in stad en gemeente, wederopname in de burgerlijke maatschappij van de jonge vrijwilligers met een kortlopend contract, het bevorderen van de persoonlijke contacten tussen militairen en burgers.

— De directe banden tussen de krijgsmacht en de burgers kunnen nauwer aangehaald worden door een voor de jongeren bestemd jaarlijks activiteitenprogramma « leger-jeugd », door de reservetroepen, door hulp aan de natie en door het organiseren van ontmoetingen tussen militairen en burgers.

— Ces contacts doivent idéalement être organisés au niveau provincial — dans chaque province, il faut créer un point de ralliement « armée-nation » qui permette aux autorités provinciales et communales, aux industriels, aux associations de jeunes, aux journalistes, aux réservistes et aux autres personnes intéressées par les programmes d'avoir un contact régulier avec les militaires.

Le renforcement du lien entre l'armée et la nation doit être une priorité pour l'armée et pour la nation.

Il est indispensable pour restaurer l'identité des forces armées et responsabiliser les citoyens par rapport à leur défense.

*
* *

Un membre signale que le groupe dont il fait partie s'abstiendra parce qu'en raison des nombreux amendements, les conclusions et recommandations ne constituent plus que le « plus grand dénominateur commun » de la note de synthèse initiale, ce qui en altère singulièrement la portée.

Un autre membre déclare qu'il s'abstiendra également parce que les conclusions et recommandations tiennent, en général, insuffisamment compte de la nécessité de garantir un déploiement équilibré des troupes sur le plan régional et un rapport équitable entre les différentes communautés linguistiques au sein des forces armées.

Les conclusions et recommandations sont par conséquent adoptées par 9 voix et 4 abstentions.

Le rapport est adopté à l'unanimité.

Les rapporteurs,

J. VAN ERPS
J.-P. MOERMAN

Le président,

J.-P. HENRY

— Die contacten zouden het best plaats vinden op provinciaal niveau : er zou in iedere provincie een verzamelpunt « leger-natie » moeten komen die de provinciale en gemeentelijke overheden, de industriëlen, de jeugdverenigingen, de journalisten en alle andere personen die zich voor die programma's interesseren, de mogelijkheid bieden geregeld in contact te komen met militairen.

De versterking van de band tussen het leger en de natie moet voor het leger en de natie een prioriteit zijn.

Zij is volstrekt noodzakelijk om de identiteit van de krijgsmacht te herstellen en de burgers te doen beseffen dat defensie ook hun zaak is.

*
* *

Een lid deelt mee dat zijn fractie zich zal onthouden omdat de conclusies en aanbevelingen door de vele amenderingen van de oorspronkelijke synthese-nota een « grootste gemene deler » zijn geworden en bijgevolg teveel aan inhoud hebben ingeboet.

Een ander lid verklaart zich eveneens te zullen onthouden omdat de conclusies en aanbevelingen in het algemeen te weinig rekening houden met de regionale spreiding en de taalverhouding met betrekking tot het leger.

De conclusies en aanbevelingen worden bijgevolg aangenomen met 9 stemmen en 4 onthoudingen.

Het verslag wordt eenparig goedgekeurd.

De rapporteurs,

J. VAN ERPS
J.-P. MOERMAN

De voorzitter,

J.-P. HENRY